

**François RAKOTOMALALA**

**EGLISE CATHOLIQUE A MADAGASCAR ET BIEN COMMUN A  
LA LUMIERE *DU COMPENDIUM DE LA DOCTRINE SOCIALE***

**(DE LA 2ème A LA 3ème RÉPUBLIQUE : 1975 à 2009)**

Thèse présentée à la Faculté de Théologie de Fribourg (Suisse) afin d'obtenir le  
grade de docteur

Approuvée par la Faculté de rhéologie sur la proposition des Professeurs  
François-Xavier AMHERDT 1<sup>er</sup> censeur, Adrian HOLDEGGER 2<sup>ème</sup> censeur,  
Thierry COLLAUD assesseur et Astrid KAPTIJN assesseure

Et Martin KLOCKENER, Président du Jury

Fribourg, le 1 juin 2015

## **SOMMAIRE**

### **SIGLES ET ABREVIATIONS**

### **INTRODUCTION GENERALE**

#### **PARTIE I : LES CAUSES DU NON-RESPECT DU BIEN COMMUN AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ MALGACHE**

1. Valeurs traditionnelles et culturelles malgaches
2. Les deux Républiques face à la réalisation du bien commun (1975-2009)
3. Les violations des principes de l'éthique politique

#### **PARTIE II : ÉTHIQUE SOCIALE ET REALISATION DU BIEN COMMUN SELON LE *COMPENDIUM DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'ÉGLISE***

1. Les fondements éthiques du bien commun
2. Les principes d'action et valeurs de références de la doctrine sociale au service du bien commun
3. La sauvegarde des valeurs sociales au profit du bien commun

#### **PARTIE III : UNE ELABORATION DU NOUVEL APPOINT DE LA PASTORALE SOCIALE DE L'ÉGLISE A MADAGASCAR AU SERVICE DU BIEN COMMUN**

1. La promotion de la pastorale sociale habituelle de l'Église au sein de la société malgache au profit du bien commun
2. La promotion d'un laïcat engagé en matière politique en vue du bien commun au sein de la société malgache
3. La contribution d'une nouvelle pastorale sociale de l'Église catholique au service du bien commun dans la société malgache

### **CONCLUSION GÉNÉRALE**

### **BIBLIOGRAPHIE GENERALE**

### **TABLE DES MATIERES**

## SIGLES ET ABREVIATIONS

ACI	: Action catholique indépendante
ACM	: Aspect du christianisme à Madagascar
AREMA	: Avant-Garde pour la Révolution malgache
BSM	: Banque de Solidarité de Madagascar
CAPR	: Centre Artisanal de Promotion Rural
CCEDM	: Centre Chrétien d'Etudes pour le Développement à Madagascar
CEPAL	: Commission épiscopale pour l'Apostolat des Laïcs
Cf	: <i>Confer</i>
CNAPS	: Caisse Nationale de Prévoyance sociale
CNOE	: Comité National pour l'observation des élections)
COLL	: Collection ou Collectif
DINEC	: Direction Nationale de l'Enseignement Catholique
Doc	: Documents
Ed ou Eds	: Editions, Editeur (s)
FFKM	: Conseil des Eglises chrétiennes à Madagascar
FJKM	: Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagascar
FMI	: Fonds Monétaire International
FNDR	: Front National pour la Défense de la Révolution
FTMTK	: Associations des jeunes ruraux
Ibid.	: Même ouvrage
INSTAT	: Institut National de la statistique (de Madagascar)
JIRAMA	: <i>Jiro sy Rano Malagasy</i> (Société malgache responsable de la distribution de l'électricité)
KM F/CNOE	: Comité national d'observation des élections
KRAOMA	: Kraomita malgache (Kraoma est la seule entreprise qui exploite ce minerai à Madagascar)
LMS	: <i>London Missionary Society</i>
Mgr	: Monseigneur
n°	: Numéro
nn°	: Numéros
OFM. Cap	: Ordre des Frères Mineurs Capucins
OMNIS	: Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques
ONG	: Organisme non gouvernemental.

Op. cit.	: Ouvrage déjà cité
p	: Page
P	: Père
PDG	: Président-Directeur Général
PIB	: Produit Intérieur Brut
PME	: Petite et moyenne entreprise
PNB	: Produit National Brut
pp	: Pages
QMM	: Qit Madagascar Minéral (QMM est une entreprise qui exploite les sables minéralisés à forte teneur d'ilménite)
RDM	: République Démocratique Malgache
SADC	: <i>Southern African Development Community</i>
SCEAM	: Symposium des Conférences épiscopales pour l'Afrique et Madagascar
SECREN	: Société d'études, de construction et de réparations navales
SEFAFI	: Observatoire de la vie nationale malgache
SMIG	: Salaire minimum interprofessionnel garanti
SONAVAM	: Société de Navigation Aérienne Malgache
T	: Tome
TAMPIKRI	: Jeunes ouvriers chrétiens
TIM	: Tiko Magadasikara
UNICEF	: <i>United Nations International Children's Emergency Fund</i>
URSS	: Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USD	: <i>United States Dollar</i>
VIH/Sida	: Virus Immuno Déficience Humaine
Vol	: Volume
INSCAE	: Institut National des Sciences Comptables et de l'Administration d'Entreprises

## INTRODUCTION GENERALE

### GÉNÉRALITÉS

Madagascar est une Grande Île située dans l'océan Indien. Sa superficie atteint 590.000km<sup>2</sup>.<sup>1</sup> Historiquement, le premier Européen qui l'a découverte fut le Portugais Diego Dias en 1500.<sup>2</sup> Mais avant cette date, du 9ème au 15ème siècle environ, des immigrants arabes et persans sont déjà venus, quasiment sur toutes les côtes de Madagascar. Du 16ème au 19ème siècle, ce sont les Indiens, les Javanais, c'est-à-dire des Indo-mélanésiens qui forment le fond de la population malgache<sup>3</sup>, avant que les Européens ne s'établissent ensuite progressivement à Madagascar.<sup>4</sup> L'événement le plus marquant a été constitué par l'entrée de la Compagnie française dans la Grande Île en 1646. Elle installe une colonie à Fort-Dauphin qui développe la traite des esclaves et ouvre un comptoir commercial.<sup>5</sup> Les Noirs africains qui sont venus à Madagascar y ont été amenés par les Européens comme esclaves.<sup>6</sup>

Avant même la colonisation, Madagascar avait déjà sa politique d'organisation sociale sur tous les plans. Sur le plan économique, la Grande Île était un pays à vocation d'échange commercial pour tous les immigrants : Arabes, Indiens, Indo-mélanésiens, Européens, Américains et Créoles. Jusqu'à nos jours, ceux qui se sont établis à Madagascar, c'est-à-dire les commerçants, ont toujours été et sont encore beaucoup plus nombreux que les agriculteurs et les éleveurs.<sup>7</sup> Sur le plan politique, à cette époque-là, la Grande Île se trouvait dans la période royale, dirigée par les *Andriana*, rois ou reines.<sup>8</sup> Ceux-ci entretenaient des relations d'étroite symbiose avec les étrangers, dans l'objectif de développer l'économie de traite<sup>9</sup> en vue de renforcer leur pouvoir.<sup>10</sup> Sur le plan culturel, le Malgache, au temps de la royauté, respectait beaucoup la valeur culturelle du *fihavanana*<sup>11</sup>, ce qui facilitait l'organisation de la société.

---

<sup>1</sup> Cf. B. HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar, esquisse d'une histoire du XXème siècle*, Foi & Justice, Antananarivo, 2003, p. 9.

<sup>2</sup> Cf. A. GRANDIDIER, *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar*, Vol IV, Imprimerie Nationale, Paris, 2010, p. 418.

<sup>3</sup> Cf. *ibid.*, p. 413.

<sup>4</sup> Cf. *ibid.*, p. 406-407.

<sup>5</sup> Cf. E. FLACOURT, *Histoire de la Grande Île Madagascar*, Karthala, Paris, 2007, p. 265.

<sup>6</sup> Cf. A. GRANDIDIER, *Histoire physique, naturelle et politique de Madagascar*, op. cit., p. 564.

<sup>7</sup> Cf. A. GRANDIDIER, *L'origine des Malgaches*, Imprimerie Nationale, Paris, 2010, p. 565.

<sup>8</sup> Cf. J.-L. BELLARD, *Le sang d'une colonie (1890-1948)*, L'Harmattan, Paris, 2010, p. 48.

<sup>9</sup> L'économie de traite désigne : « L'ensemble des relations économiques associées à la commercialisation des produits agricoles que les cultivateurs africains offrent à la vente en vue de leur exportation. Le contact avec l'étranger, et notamment cette forme privilégiée de contact que furent les liens coloniaux, rendirent plus hétérogène l'agriculture africaine, qui à côté d'une économie de subsistance portant sur les cultures vivrières (mil, riz, manioc, bananes et les autres) pratiqua une économie d'échange tournée non vers un marché national inconsistant, mais vers l'extérieur ». R. BADOUIN, *Où en est la réforme de l'économie de traite en Afrique noire ?*, In *Revue Tiers Monde*, Vol VIII, n° 32, 1967, p. 1209.

<sup>10</sup> Cf. F. RAISON-JOURDE, *Les souvenirs de Madagascar. L'histoire royale et ses résurgences contemporaines*, Karthala, Paris, 1983, p. 15.

<sup>11</sup> S. URFER, premier fondateur du SEFAFI (observatoire de la vie nationale malgache), définit le *fihavanana* comme : « Un lien de solidarité de type parentale, marque spécifique du comportement malgache depuis les origines. Ce lien véhicule l'*aïna* (vie), flux vital qui part du *Zanahary* (créateur) pour descendre par les *razana* (ancêtres) jusqu'à l'*olombelona* (homme), unifiant l'existence de chacun dans l'harmonie avec les autres et avec l'environnement ». S. URFER, *Madagascar, Le Cavalier Bleu*, Paris, 2010, p. 83. Pour Dubois, spécialiste de l'anthropologie malgache, le *fihavanana* est : « Un mot formé à partir du mot *havana* (parent) ; ce mot est généralement traduit par parenté. Il se réfère, en réalité, dans la communauté parentale, à une manière spécifique de penser et de vivre les relations interpersonnelles. Le *fihavanana* est, en fait, une

Dès que Madagascar devint colonie française par la loi d'annexion du 6 août 1896<sup>12</sup>, la Grande Île fut gouvernée par l'administration coloniale française. Cette colonisation dura quasiment un siècle, c'est-à-dire de 1896 jusqu'à 1960. Durant cette période, elle a subi toutes sortes de traitements comme tous les autres pays colonisés en Afrique et en Asie francophone. Elle n'avait d'indépendance ni politique, ni économique, ni religieuse. Sur le plan politique, la France a mis en œuvre la politique des races après 1918. Madagascar a été administrativement partagé par Gallieni en une vingtaine de provinces gouvernées par des administrateurs ayant une autorité de préfets, elles-mêmes divisées en districts équivalents à des arrondissements.<sup>13</sup> Sur le plan économique, après la loi d'annexion de Madagascar par la France, toute l'exploitation des ressources naturelles tant minières que forestières s'est faite quasiment en faveur de la métropole.<sup>14</sup> L'accaparement légal des terres n'a cessé de croître, surtout sur les côtes de Madagascar.<sup>15</sup>

De multiples revendications d'indépendance eurent lieu, opérées par les patriotes malgaches, la plus marquante étant l'insurrection de 1947.<sup>16</sup> Madagascar reconquit son indépendance le 26 juin 1960. C'est à cette date que débute la 1<sup>ère</sup> République.<sup>17</sup>

## MOTIVATION ET DÉLIMITATION DE LA THÉMATIQUE

Nous sommes maintenant en 2015, 55 ans après l'indépendance. Madagascar reste toujours encore un pays du tiers monde. La majorité de la population vit encore au-dessous du seuil de pauvreté. La cause principale est l'échec d'une politique en faveur du bien commun, c'est-à-dire le manque d'une stratégie de développement claire et cohérente. Aucun responsable politique ou économique, aucun gouvernement, aucun parti politique n'en disposent, et chacun navigue à vue, pris entre les « conditionnalités » des bailleurs de fonds et ses intérêts personnels ou ceux de son groupe d'appartenance.<sup>18</sup> De ce fait, il n'est pas étonnant que le peuple malgache ne cesse de s'appauvrir. Notre travail de réflexion s'attèlera donc à en explorer toutes les implications.

---

idéologie fondée sur des relations matrimoniales et parentales ayant servi à asseoir la cohabitation pacifique de groupes de populations, qu'elle soit réelle ou construite ». R. DUBOIS, *Olombelona*. Essai sur l'existence personnelle et collective à Madagascar, L'Harmattan, Paris, 1978, p. 10.

<sup>12</sup> Cf. J. VIGEN et J. TRONCHON, *L'Eglise sous la colonisation (1895-1960)*, dans D. RALIBERA et G. de TAFFIN, *Madagascar et le christianisme*, Karthala, Paris, 1993, p. 325.

<sup>13</sup> Cf. F. KOERNER, *Madagascar, colonisation française et nationalisme malgache au XX<sup>e</sup> siècle*, L'Harmattan, Paris, 1994, p. 56.

<sup>14</sup> Cf. *ibid.*, pp. 61-74.

<sup>15</sup> Cf. *ibid.*, pp. 74-75.

<sup>16</sup> A Madagascar, durant la colonisation, il y eut toujours des revendications en vue de l'indépendance depuis 1896. Il y eut aussi évidemment une succession de conflits qui ont progressivement amené le pays à l'insurrection de 1947. Celle-ci fut un phénomène d'une grande importance et d'une réelle ampleur pour la revendication de l'indépendance opérée par les patriotes malgaches. Elle éclata dans la nuit du 29 mars 1947. Les insurgés s'attaquèrent aux garnisons militaires et aux postes de gendarmerie, ils coupèrent les voies ferrées et les routes et tuèrent des soldats français et malgaches complices. Cette insurrection du 29 mars 1947 a été l'épisode le plus sanglant et meurtrier dans l'histoire du pays malgache. Il y eut environ 80 000 à 90 000 morts. Cf. J. TROUCHON, *L'insurrection malgache de 1947*, Edition Efa, Fianarantsoa, 1982, pp. 37-53 ; cf. également, F. KOERNER, *Madagascar, colonisation française et nationalisme malgache au XX<sup>e</sup> siècle*, op.cit., pp. 329-341 ; enfin cf. J.-L. BELLIARD, *Madagascar. Le sang d'une colonie (1890-1948)*, op.cit., pp. 161-167.

<sup>17</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Madagascar. Les missionnaires acteurs du développement*, L'Harmattan, Paris, 2001, pp. 61-63.

<sup>18</sup> Cf. S. URFER, *Le doux et l'amer*. Madagascar au tournant du millénaire, Foi et Justice, Antananarivo, 2003, p. 21.

## Pourquoi la période de 1975 à 2009 ?

Concernant la délimitation temporelle de notre sujet, il se focalise surtout sur la période où l'Eglise catholique à Madagascar s'est mobilisée en faveur du bien commun, à la lumière du *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*. C'est essentiellement la période de la 2ème et de la 3ème Républiques (1975 à 2009). Cette période constitue, depuis la reconquête de l'indépendance, le noyau dur de l'histoire de la Grande île en matière de développement dans tous les domaines : politique, économique, culturel et même religieux.

C'est durant cette période qu'apparaissent tous les problèmes qui font obstacle à la réalisation du bien commun, tels que le non-respect de l'Etat de droit et de la démocratie.<sup>19</sup> Les fondements pour améliorer la situation devraient être : la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice<sup>20</sup>, la reconnaissance des droits et libertés fondamentaux des citoyens<sup>21</sup>, l'alternance du pouvoir, le pluralisme politique.<sup>22</sup> Mentionnons également parmi les problèmes le mépris de toute justice sociale par des pratiques de corruption<sup>23</sup>, y compris dans les affaires<sup>24</sup>, ainsi que la violation de la destination universelle des biens par un partage inéquitable de la terre et des richesses naturelles tant minières que forestières.<sup>25</sup>

## Pourquoi le choix du bien commun ?

Pour pouvoir résoudre ce problème de la pauvreté dans laquelle s'enfonce le peuple, l'Eglise catholique, par le biais de la doctrine sociale présentée par le *Compendium* et avec la contribution des documents du Magistère *post-Compendium*, met l'accent sur le bien commun. Car le respect effectif de la dignité de la personne humaine ne peut se garantir que par une réflexion d'ensemble qui se cristallise dans la notion du bien commun.<sup>26</sup> Le *Compendium* affirme que « ...de la dignité, de l'unité et de l'égalité de toutes les personnes découle avant tout le principe du bien commun, auquel tout aspect de la vie sociale doit se référer pour trouver une plénitude de sens ». <sup>27</sup>

La conception du bien commun est essentiellement liée à la philosophie grecque de l'idée du bien d'Aristote. Au contraire de la conception platonicienne sur l'idée du bien comme absolu et indéfinissable, Aristote, dans son Livre I de l'*Ethique à Nicomaque*, définit le bien comme quelque chose d'accessible à l'action humaine. La notion du bien est appréhendée comme l'expression d'une structure inhérente à toute activité en tant qu'elle est essentiellement ordonnée à la production d'un certain résultat, qui constitue sa fin.<sup>28</sup> C'est

<sup>19</sup> Cf. E. JOVELIN et L. RARIVOMANANTSOA, *Opinion publique et bonne gouvernance à Madagascar*, L'Harmattan, Paris, 2010, p. 103.

<sup>20</sup> Cf. *ibid.*, p. 109.

<sup>21</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, Foi & Justice, Antananarivo, 2010, pp. 63-81.

<sup>22</sup> Cf. SEFAFI, *Tourmente populaire et confusion politique*, Foi & Justice, Communiqué, Antananarivo, 2009, p. 8.

<sup>23</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale, *Les causes de la corruption et de l'injustice*, in ESM, Vol. VI (2001-2005), p. 35.

<sup>24</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, Foi & Justice, Antananarivo, 1992, p. 29.

<sup>25</sup> Cf. L. RAHARISON, *L'héritage foncier en Imerina* (Hautes Terres centrales), cité dans F. SANDRON, *Population rurale et enjeux fonciers à Madagascar*, Karthala, Paris, 2008, p. 178.

<sup>26</sup> Cf. J. THORAVALL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*. De Léon XIII au Pape François, une initiation à la doctrine sociale de l'Eglise, Parole et Silence, Paris, 2014, p. 136.

<sup>27</sup> CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, Edition Saint-Augustin, Saint-Maurice, 2005, n° 164.

<sup>28</sup> Cf. ARISTOTE, *Ethique à Nicomaque*, I, 1, 1094a 1 et 3.



dans la cité que l'être humain atteint sa fin essentielle, soit l'accomplissement de son humanité parce que l'homme est par nature un animal politique.<sup>29</sup> La notion du bien commun est politiquement parlante pour Aristote : ce n'est pas seulement de l'ordre du vivre, mais plutôt du bien vivre.<sup>30</sup> Le bien commun a pour objectif le bonheur de vivre ensemble dans la cité. Cette conception du bien d'Aristote est approfondie par saint Thomas.<sup>31</sup>

Léon XIII affirme dans son encyclique *Rerum novarum* quand il lutte contre l'idéologie marxiste : « La perfection de toute société consiste, en effet, à poursuivre et à atteindre la fin en vue de laquelle elle a été fondée, en sorte que tous les mouvements et tous les actes de la vie sociale naissent du même principe d'où est la société ». <sup>32</sup> Au sein de la société, ce n'est pas l'affrontement des classes qui doit être le principe organisateur mais la juste relation des personnes, en fonction de leur rôle au service de tous. Léon XIII lutte pour la mise en œuvre de la justice sociale afin d'être au service de l'intérêt commun<sup>33</sup>, c'est-à-dire par une recherche de la justice, notamment de la justice des rémunérations.<sup>34</sup> De même, la priorisation de la lutte pour la justice sociale est reprise par Pie XI dans son encyclique *Quadragesimo anno* : « Il importe d'attribuer à chacun ce qui lui revient et de ramener aux exigences du bien commun ou aux normes de la justice sociale la distribution des ressources de ce monde ». <sup>35</sup> Par contre, les moyens de contrainte sociale ne sont pas conformes à la visée du bien commun. Le pape met ainsi en lumière le socle anthropologique de la notion du bien commun.

De Jean XXIII à Vatican II, la complexité au niveau de la définition du bien commun apparaît de nouveau. Il n'est pas défini substantiellement comme auparavant mais on le situe en fonction de l'apparition de la nouvelle notion de socialisation. Pour preuve, dans son encyclique *Mater et magistra*, le bien commun est compris comme : «...l'ensemble des conditions sociales permettant à la personne d'atteindre mieux et plus facilement son épanouissement ». <sup>36</sup> Cette nouvelle notion implique la prise de responsabilité de tous les citoyens et de la communauté à l'égard du bien commun. Cette définition du bien commun selon Jean XXIII est retenue par Vatican II et par la doctrine sociale de l'Eglise jusqu'à nos jours, même si le dernier concile y apporte une légère modification en le définissant comme : « ...l'ensemble des conditions sociales qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun de leurs membres, d'atteindre leur perfection d'une façon plus totale et plus aisée ». <sup>37</sup> Le texte conciliaire approfondit en même temps la présentation du concept de socialisation en l'articulant à une vision anthropologique et innove en ajoutant la dimension spirituelle de la

---

<sup>29</sup> Cf. *ibid.*, IX, 9, 1169b, 16.18.

<sup>30</sup> Cf. ARISTOTE, *La politique*, III, 9, 1280a 31.

<sup>31</sup> Cf. SAINT THOMAS D'AQUIN, *Somme Théologique*, Ia-IIae, q. 94, a. 2.

<sup>32</sup> LEON XIII, *Rerum novarum*, n° 22, dans COLL., *Le discours social de l'Eglise catholique, de Léon XIII à Benoît XVI*, Bayard, Paris, 2009, p. 45.

<sup>33</sup> Cf. *ibid.*, n° 26.

<sup>34</sup> Cf. P. COULANGE, *Vers le bien commun*, Parole et Silence, Paris, 2014, p. 64.

<sup>35</sup> PIE XI, *Quadragesimo anno*, n° 64, dans COLL., *Le discours social de l'Eglise catholique, de Léon XIII à Benoît XVI*, op. cit., p. 118.

<sup>36</sup> JEAN XXIII, *Mater et magistra*, n° 65, dans COLL., *Le discours social de l'Eglise catholique, de Léon à Benoît XVI*, op. cit., p. 290.

<sup>37</sup> *Gaudium et spes*, n° 26, in LE CONCILE VATICAN II (1962-1965), Edition intégrale définitive, Texte latin et traduction française avec index et tables, Traduction par Raymond WINLING, Cerf, Paris, 2012.

genèse du bien commun. Car le bien est une réalité d'ordre spirituel qui se déploie au sein d'un ordre propre aux communautés humaines.<sup>38</sup>

Benoît XVI poursuit la réflexion dans la ligne de ses prédécesseurs en insistant sur la dimension spirituelle et morale du processus d'élaboration du bien commun. Cependant, dans son encyclique *Caritas in veritate*, il s'affronte au problème complexe de la mondialisation. C'est ainsi qu'il souligne l'importance de la notion du bien commun en la mettant en relation avec l'exigence de la charité.<sup>39</sup> Cette dernière est le principe régulateur et organisateur qui anime la dynamique du bien commun parce qu'aimer est la vocation sociale de la communauté humaine.<sup>40</sup>

Le *Compendium*, en tant qu'enseignement global de la doctrine sociale de l'Eglise, donne une vision récapitulatrice de la définition du bien commun. « Le bien commun, définit-il, ne consiste pas dans la simple somme des biens particuliers de chaque sujet du corps social. Etant à tous et à chacun, il est et demeure commun, car indivisible et parce qu'il n'est possible qu'ensemble de l'atteindre, de l'accroître et de le conserver, notamment en vue de l'avenir ». <sup>41</sup> Cependant, « Le bien commun de la société n'est pas une fin en soi, il n'a de valeur qu'en référence à la poursuite des fins dernières de la personne humaine et au bien commun universel de la création tout entière ». <sup>42</sup> La fin dernière ne se trouve qu'en Dieu lui-même, qui dépasse mais aussi achève la dimension historique.<sup>43</sup> Saint Thomas affirme que la notion du bien commun est étroitement liée à la théorie de la création. Dieu est le premier principe de toute la création et l'ensemble lui est subordonné et ordonné. Le docteur angélique en arrive à définir le bien commun comme Dieu lui-même, en tant qu'Il apparaît comme la source infinie de tout être et de tout amour et la source de perfection et la fin de chaque être créé.<sup>44</sup> En un mot, le bien commun est pour l'homme à la fois intelligible et céleste.<sup>45</sup> Intelligible, car l'homme va être capable d'en tenir compte comme d'un objectif à réaliser ; céleste parce qu'il ne concerne pas seulement des objectifs matériels et terrestres : l'électricité, l'eau, les moyens de transports, la téléphonie, les hôpitaux, les écoles, les forêts, les rivières et les terres,<sup>46</sup> ou encore l'air et la mer<sup>47</sup>, mais il vise ultimement la ressemblance à Dieu à travers la nature humaine.<sup>48</sup>

Cependant, du fait de sa complexité, la définition du bien commun et sa genèse jusqu'à nos jours ne cessent d'évoluer au fur et à mesure du temps et des circonstances. Elles ne sont pas statiques ou figées. Le bien commun est présenté alors comme un principe dynamique qui est à l'œuvre dans la société et qui imprime un mouvement favorable de

---

<sup>38</sup> Cf. *ibid.*

<sup>39</sup> Cf. BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, n° 7, Lettre encyclique présentée par J.-Y. CALVEZ, Editions Ouvrières, Paris, 2009, p. 11.

<sup>40</sup> Cf. *ibid.*

<sup>41</sup> *Compendium de la doctrine sociale*, n° 164.

<sup>42</sup> Cf. *ibid.*, n° 170.

<sup>43</sup> Cf. *ibid.*

<sup>44</sup> Cf. THOMAS D'AQUIN, *Somme contre les Gentils*, III, ch. 17, Cerf, Paris, 1993, p. 422.

<sup>45</sup> Cf. P. COULANGE, *Vers le bien commun*, op. cit., p. 52.

<sup>46</sup> Cf. F. HOUTART, *Des biens communs au Bien commun de l'humanité*, Ed. Civa, Luxembourg/Bruxelles, 2010, p. 7.

<sup>47</sup> Cf. E. FATÔME, *Bien public, bien commun*, Editions Dalloz, Paris, 2011, p. 99.

<sup>48</sup> Cf. P. COULANGE, *Vers le bien commun*, op. cit., p. 52.

construction et de cohésion sociale.<sup>49</sup> Son point de convergence, c'est la recherche de la perfection de l'homme. Il correspond à la béatitude de l'homme et à son épanouissement.<sup>50</sup> Il est un idéal normatif qui conduit vers le chemin du bonheur. Tout cela sera à développer dans la deuxième partie de notre travail.

En conclusion le choix du bien commun dans le titre de notre dissertation? Parce que le bien commun, en tant que bien qui embrasse le tout de l'homme et réalise son épanouissement, tant dans sa relation avec la société qu'avec la Transcendance, engage tous les membres du corps social<sup>51</sup>, sans exception, pour sa réalisation. Ainsi, il va de soi que la recherche du bien commun doit être l'objectif englobant du pouvoir politique<sup>52</sup> et l'action de cette dernière n'a de valeur ou de sens qu'en vue du bien commun.<sup>53</sup> Toutefois cela ne signifie pas qu'il ne relève que de la compétence de l'Etat ou des pouvoirs publics : en effet, tous les corps intermédiaires, à savoir les individus, les familles, les syndicats, les associations, les partis politiques, tous les organismes non-étatiques, les entreprises et aussi les Eglises et les paroisses en sont également responsables.<sup>54</sup> Tous les membres du corps social ont une part de responsabilité pour la mise en œuvre des principes d'action<sup>55</sup> et des valeurs de référence<sup>56</sup> au service du bien commun. Dans un pays comme le nôtre, la contribution de chaque citoyen est indispensable en vue du bien commun. Pour la doctrine sociale de l'Eglise, le bien commun joue un rôle très important pour la promotion de la vie sociale de l'homme. C'est la raison pour laquelle elle le classifie comme l'un de ses premiers principes fondamentaux.

### **Pourquoi le choix du *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*?**

Avant de répondre à cette question, nous commençons par présenter la raison de la publication du *Compendium de la doctrine sociale*. Ce document a été publié et élaboré par le Conseil Pontifical « Justice et Paix » en 2005, à la demande du Pape Jean Paul II.<sup>57</sup> Durant sa visite en Amérique en 1999, ce dernier constate que l'élaboration d'une nouvelle forme d'évangélisation du social est indispensable<sup>58</sup> face aux nouveaux problèmes complexes de la vie des êtres humains dans la société : s'ils ne sont pas dépourvus de ressources économiques, ils apparaissent exposés à la désespérance du non-sens, au piège de la drogue, à la solitude du grand âge ou de la maladie, à la mise à l'écart ou à la discrimination sociale, au désastre

---

<sup>49</sup> Cf. *ibid.*, p. 59.

<sup>50</sup> Cf. *ibid.*, p. 23.

<sup>51</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 167.

<sup>52</sup> Cf. V. GAY-CROSIER-LEMAINRE, *Plongés dans l'enseignement social de l'Eglise*. Etude approfondie des principaux textes du Magistère de l'Eglise catholique en matière sociale, économique et politique, L'Harmattan, Paris, 2014, p. 105.

<sup>53</sup> Cf. R. BAUDOIN, *Doctrine sociale de l'Eglise*. Une histoire contemporaine, Cerf, Paris, 2012, p. 158.

<sup>54</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, Puam, Aix-En-Provence, 2011, p. 229.

<sup>55</sup> Les principes d'action sont : « les grands principes de l'éthique sociale chrétienne à savoir le principe de solidarité, de subsidiarité, de participation, de justice et de la destination universelle du bien. Ces principes n'ont pour objet que de réaliser le bien commun en garantissant le respect profond de la dignité de la personne humaine ». J. THORAVALL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., pp. 132-136.

<sup>56</sup> Les valeurs de référence sont des outils permettant à tous les membres du corps social de se référer à des valeurs qui orientent leur action et s'alimentent à des vertus qui en facilitent la concrétisation. En un mot, ce sont les valeurs de référence qui aident à mettre en œuvre les principes d'action en faveur du bien commun. Cf. J. THORAVALL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., pp. 141-144.

<sup>57</sup> Cf. Présentation du *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*.

<sup>58</sup> Cf. JEAN PAUL II, Exhortation apostolique post-synodale *Ecclesia in America*, n° 6, Libreria Editrice Vaticana, Rome, 1999.

écologique<sup>59</sup>, ils souffrent du le mépris de la démocratie, des droits humains fondamentaux et les problèmes de la paix. De là découle la publication du *Compendium*.

S'agissant du *Compendium*, il peut sembler à première vue que ce document comporte beaucoup de problèmes au niveau des genres littéraires. Il n'est pas une réflexion approfondie de la doctrine sociale, mais il présente de manière globale et systématique, bien que sous forme synthétique, l'ensemble de l'enseignement social de l'Eglise.<sup>60</sup> Il rappelle les aspects théologiques, philosophiques, moraux, culturels et pastoraux de l'enseignement social de l'Eglise catholique en lien avec les questions sociales. Il est donc le fruit de l'assemblage des différents textes du Magistère, à savoir les documents conciliaires, les encycliques ainsi que les messages et les discours des papes successifs concernant la question sociale.<sup>61</sup> Il expose ainsi les grandes lignes fondamentales de la doctrine sociale de l'Eglise depuis Léon XIII jusqu'à Jean Paul II. Cela met en évidence la complexité de l'interprétation de la doctrine sociale opérée par le *Compendium*. C'est la raison pour laquelle les premiers destinataires de ce document sont les évêques. Ces derniers ont la responsabilité de discerner et d'interpréter la mise en œuvre appropriée à la réalité sociale de leurs diocèses.<sup>62</sup>

Malgré la complexité des genres littéraires du *Compendium*, ce document joue un rôle fondamental quand il s'agit de la recherche d'une bonne résolution des problèmes sociaux dans le cadre de la mise en œuvre d'une nouvelle forme d'évangélisation du social de l'Eglise. Il est un instrument qui permet d'être au service du discernement moral et pastoral des événements complexes dans une société donnée. Il suggère une méthode organique dans la recherche de solutions aux problèmes sociaux, pour que le discernement, le jugement et les choix soient conformes à la réalité.<sup>63</sup> Le *Compendium*, en tant qu'enseignement global de la doctrine sociale, fournit «...les principes de réflexion, les critères de jugement et les directives d'action sur la base desquels il faut promouvoir un humanisme intégral et solidaire ». <sup>64</sup> Il présente tous les principes fondamentaux de la doctrine sociale de l'Eglise en matière de réalisation du bien commun, à savoir les principes de solidarité, de justice, de subsidiarité, de participation, de destination universelle des biens et de séparation des pouvoirs. De même, il met en évidence le fait que la réalisation du bien commun ne peut être assurée sans respecter les conditions nécessaires telles que la vérité, la liberté, la charité<sup>65</sup> ou l'amour, les droits humains fondamentaux, la démocratie, les droits de l'entreprise, la justice sociale, y compris le partage équitable des biens.<sup>66</sup> Enfin la doctrine sociale rappelle également l'importance du rôle de l'Eglise, des fidèles laïcs, de l'autorité politique ou l'Etat<sup>67</sup>, des corps intermédiaires, à savoir la société civile, les divers mouvements et associations, les ONG, la famille et les citoyens. Ils sont tous responsables du bien commun, affirme J.-M.

---

<sup>59</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 5.

<sup>60</sup> Cf. *ibid.*, n° 8.

<sup>61</sup> Cf. *ibid.*

<sup>62</sup> Cf. *ibid.*, n° 11.

<sup>63</sup> Cf. *ibid.*, n° 9.

<sup>64</sup> *Ibid.*, n° 7.

<sup>65</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 141.

<sup>66</sup> Cf. P. de CHARENTENAY, *Vers la justice de l'Evangile*. Introduction à la pensée sociale de l'Eglise catholique, Desclée de Brouwer, Paris, 2008, p. 20.

<sup>67</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, Traditions Monastiques, Paris, 2008, p. 31.

Aubert, même si les pouvoirs publics sont au premier rang.<sup>68</sup> L'homme politique, dit le pape François, porte la responsabilité de valoriser la politique, car, celle-ci ne vise qu'à favoriser le développement du bien commun.<sup>69</sup>

Dès lors, le *Compendium* est devenu le document de référence essentiel pour l'Eglise catholique et pour ceux qui souhaitent approfondir la mise en œuvre de la doctrine sociale de l'Eglise dans le domaine sociétal<sup>70</sup>: famille, travail, économie, politique, écologie et tant d'autres dimensions<sup>71</sup> en vue du développement intégral de la personne humaine et de la société tout entière. Car la doctrine sociale de l'Eglise n'a pour objet que de rendre service à l'homme afin qu'il puisse atteindre son plein épanouissement. Elle cherche à collaborer à la construction du bien commun en éclairant les relations sociales à la lumière de l'Evangile. En effet, l'objectif de la doctrine sociale de l'Eglise est de transformer la réalité sociale par la force de l'Evangile<sup>72</sup> duquel elle tire son origine. Benoît XVI affirme, dans son exhortation apostolique *L'engagement de l'Afrique*, que le *Compendium* est un guide pour la mission de l'Eglise et un outil pastoral de premier ordre<sup>73</sup> dans la mise en œuvre d'une nouvelle forme d'évangélisation du social au profit du bien commun. De là découle donc le choix du *Compendium*, avec les documents du Magistère *post-Compendium* concernant la doctrine sociale, en tant que documents fondamentaux et référentiels de notre travail de recherche.

## Présentation de la problématique

Nous venons de présenter ci-dessus les raisons du choix de notre thème en commentant le rôle fondamental joué par la doctrine sociale de l'Eglise quand il s'agit de la réalisation du bien commun. Tous ont droit de bénéficier des conditions de vie sociale qui résultent de la recherche du bien commun.<sup>74</sup> Il va de soi que l'Eglise n'entre pas dans les questions techniques et ne propose pas de système ou de modèle d'organisation sociale, parce que sa première mission n'est pas d'ordre politique, économique ni social.<sup>75</sup> Cependant l'Eglise, en tant qu'experte en humanité<sup>76</sup>, à cause de l'exigence de sa doctrine sociale, a une obligation morale envers la société. Dans cette perspective, Benoît XVI, dans son encyclique *Deus Caritas est*, confirme que « la doctrine sociale de l'Eglise veut servir la formation des consciences dans le domaine politique et contribuer à faire grandir la perception des véritables exigences de la justice »<sup>77</sup> afin de servir le bien commun. Thoraval ajoute : « Le but de la doctrine sociale est d'ordre religieux et moral : religieux par la référence à l'Evangile, moral

---

<sup>68</sup> Cf. J.-M. AUBERT, *Vivre en chrétien au XXème siècle*. T. II, L'engagement du chrétien : la sexualité, l'économie et la politique, Salvator, Mulhouse, 1977, p. 175.

<sup>69</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, *Se mettre au service des autres, voilà le vrai pouvoir*. Sortez dans la rue et semez l'espérance, Fayard, Paris, 2014, p. 267.

<sup>70</sup> Le terme « sociétal » est un terme qui se rapporte aux divers aspects de la vie sociale des personnes : vie collective et communautaire au niveau politique, économique, social, culturel, environnemental et international. Explication donnée par J. THORAVAL dans son livre intitulé, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 11.

<sup>71</sup> Cf. *ibid.*, p. 14.

<sup>72</sup> Cf. *Présentation du Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*.

<sup>73</sup> Cf. BENOÎT XVI, Préface de l'exhortation apostolique *L'engagement de l'Afrique*, Cerf, Paris, 2011.

<sup>74</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 167.

<sup>75</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 129.

<sup>76</sup> L'expression l'Eglise « experte en humanité » est utilisée par Paul VI dans son encyclique *Populorum progressio*, n° 13, dans COLL., *Le discours social de l'Eglise catholique. De Léon XIII à Benoît XVI*, op. cit., p. 536. Cette expression signifie que l'Eglise, avec le trésor de la révélation d'un Dieu fait homme, a beaucoup à apporter à la connaissance vraie de l'homme.

<sup>77</sup> BENOÎT XVI, *Deus Caritas est*, n° 28.

parce qu'il fait référence à un humanisme plénier, qui libère de tout ce qui opprime l'homme et qui assure le développement intégral de tout l'homme et de tout homme ».<sup>78</sup>

Nourrie par la doctrine sociale, l'Eglise doit donc pour aller de l'avant s'engager dans la nouvelle forme d'évangélisation dont sa pastorale sociale actuelle a un urgent besoin.<sup>79</sup> L'annonce de la doctrine sociale de l'Eglise fait partie intégrante de cette nouvelle forme de la pastorale sociale de l'Eglise dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle évangélisation. Moens affirme que, face aux grands problèmes du temps présent<sup>80</sup> politiques, économiques, culturels, religieux et environnementaux, seul le chemin proposé par la doctrine sociale est un bon chemin pour pouvoir y répondre. Il reprend l'expression de Jean Paul II dans l'encyclique *Centesimus annus* : « Il n'y a pas de véritable solution à la question sociale hors de l'Evangile »<sup>81</sup>, lequel est la racine de la doctrine sociale de l'Eglise.<sup>82</sup>

Vu l'importance de la doctrine sociale de l'Eglise dans la recherche de solutions aux difficultés complexes de la vie sociale de l'homme, l'Eglise catholique à Madagascar veut prendre la doctrine sociale comme un élément fondamental permettant de trouver de bonnes solutions pour sortir de l'impasse actuelle. De là vient le libellé précis du sujet de notre recherche :

« EGLISE CATHOLIQUE A MADAGASCAR ET BIEN COMMUN A LA LUMIERE DU *COMPENDIUM* DE LA DOCTRINE SOCIALE (DE LA 2<sup>ème</sup> A LA 3<sup>ème</sup> RÉPUBLIQUE (1975 à 2009) ».

Au regard de la réalité sociopolitique, socioéconomique et socioreligieuse, décadente et difficile vécue à Madagascar durant la 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> Républiques, et devant la paupérisation de la population, la mise en œuvre des principes et des directives de la doctrine sociale, y compris du *Compendium*, dans l'activité pastorale de l'Eglise catholique suffit-elle afin de trouver une issue favorable aux crises complexes du pays ? Pour la promotion de la vie intégrale de la personne humaine au sein de la société, où trouver les outils adéquats qui l'assureront ?

Faut-il, pour l'Eglise catholique, avoir une nouvelle vision de la mise en œuvre des principes et des directives de la doctrine sociale ? La référence au *Compendium*, avec les autres documents de la doctrine sociale du Magistère *post-Compendium*, est-elle une stratégie pastorale suffisante pour aider le peuple malgache à sortir de l'impasse de la pauvreté et de l'échec du bien commun ? Une inculturation malgache de la pratique pastorale sociale de l'Eglise catholique à la lumière de la doctrine sociale suffira-t-elle pour répondre aux problèmes complexes sociopolitiques, économiques, culturels et religieux existants ?

---

<sup>78</sup> J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 129.

<sup>79</sup> Cf. J.-L. MOENS, *Charité, justice et paix*. Un défi pour l'évangélisation, Emmanuel, Paris, 2012, p. 94.

<sup>80</sup> Cf. *ibid.*

<sup>81</sup> JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, Editions Universitaires, Fribourg, 1992, n° 5.

<sup>82</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, op.cit., p. 19.

## PLAN DU TRAVAIL

Pour apporter un éclairage à ces questions, notre travail comportera trois grandes parties. La première partie sera formellement consacrée à une approche fondamentale des raisons du « **Les causes du non-respect du bien commun au sein de la société malgache** ». Cette partie comportera trois chapitres. Le premier chapitre montrera que Madagascar se situe parmi les pays africains francophones les plus dotés en ressources humaines, ainsi que naturelles et culturelles ; pourtant, cinquante ans après l'indépendance, il figure encore au tableau des pays pauvres. Mais la colonisation n'est pas la seule responsable de la complexité de la situation actuelle. Nous présenterons dans le deuxième chapitre la principale raison de cet effondrement, la désastreuse politique initiée dans l'enthousiasme par les gouvernements successifs durant les 2ème et 3ème Républiques comme les nationalisations dogmatiques et hâtives, les « investissements à outrance » mal étudiés et incohérents, la centralisation des pouvoirs, la malgachisation de l'enseignement, la monopolisation politique et économique. Bref, l'incapacité des gouvernants de faire décoller l'économie et, d'autre part, l'absence d'un consensus pour la mise en œuvre du bien commun. Nous montrerons également dans le dernier chapitre de cette partie que le non-respect des principes de l'éthique politique est l'un des facteurs fondamentaux des problèmes actuels du pays. Ce non-respect affecte les domaines principaux de la vie sociale de l'homme tels que la démocratisation du pouvoir, les droits humains fondamentaux, la justice sociale et la destination universelle des biens, ainsi que celui de la séparation des pouvoirs, à savoir le pouvoir étatique et ecclésial.

La deuxième partie de ce travail s'efforcera de présenter la relation entre « **Ethique sociale et réalisation du bien commun selon la doctrine sociale de l'Eglise** ». C'est dans cette partie que nous développerons les analyses et les interprétations de la doctrine sociale de l'Eglise sur les fondements éthiques du bien commun, dans lesquels s'enracinent le respect de la dignité de la personne humaine et la mise en valeur de la socialité comme caractéristique naturelle de la personne humaine. La mise en œuvre des grands principes d'action, à savoir les principes de solidarité, de justice, de subsidiarité et de participation, est une exigence primordiale pour la réalisation du bien commun. La mise en application de ces grands principes, en vue de leur efficacité, doit se rapporter à des valeurs de référence : liberté, vérité, et charité ou amour, conditionnant la réalisation du bien commun.

Pour atteindre l'objectif évoqué par la thèse c'est-à-dire la réalisation du bien commun, l'Eglise, en tant qu'institution sociale indépendante, doit s'engager à inviter tous les membres du corps social, en particulier les chrétiens et l'autorité politique, à faire leur devoir en mettant en œuvre la démocratie et les droits de l'homme. Mais il ne suffit pas pour l'Eglise de se contenter de ces actions, si elle veut que le bien commun soit effectivement réalisé. Elle doit faire des choix qui sont à la fois conformes à sa mission sociale et aux besoins de peuple de Dieu en coopérant avec les différentes entités pour la justice et la paix sociale et la protection de la création. En faisant ces choix politiques, l'Eglise doit toujours rester consciente que son engagement a des limites, et qu'elle ne peut pas franchir ces limites.

La troisième partie tentera d'élaborer « **Une élaboration du nouvel apport de la pastorale sociale de l'Eglise catholique au service du bien commun** ». Elle considérera la réalité complexe vécue depuis quelques décennies par le pays comme source de malaises

sociaux graves tels que la corruption généralisée, le non-respect de la démocratie, des droits humains, de la destination universelle des biens, l'absence de politique économique, de paix et de sécurité sociale et la perte de crédibilité de l'Eglise. Face à cela, l'Eglise catholique à Madagascar, outre la poursuite de sa mission pastorale habituelle et la volonté de la promouvoir autant que possible, doit prendre de nouveau des décisions fermes et précises afin de dégager un apport nouveau pour sa mission pastorale sociale. Ce nouvel apport doit d'abord se centrer sur la promotion d'un laïcat engagé en politique en vue du bien commun au sein de la société malgache. L'Eglise se trouve au défi de mettre en place une nouvelle contribution appropriée à la traduction des principes et directives de la doctrine sociale de l'Eglise pour la mise en œuvre de sa pastorale sociale au service du bien commun, dans le cadre de la recherche d'une nouvelle forme de méthodes d'évangélisation du social. Nous présenterons ci-dessous certains défis, parmi d'autres, à relever :

- Il faut inculturer la démocratie dans la culture malgache à l'instar du *fihavanana* en vue de restaurer l'instabilité politique.
- Il faut insérer dans les programmes scolaires catholiques et dans les programmes catéchétiques l'apprentissage de la doctrine sociale de l'Eglise en vue de sa vulgarisation.
- Il faut renforcer le professionnalisme de la société civile malgache, fondé sur les principes et les directives de la doctrine sociale de l'Eglise, afin de trouver des résultats positifs sur ses actions multiples.
- Il faut également lutter contre l'analphabétisme en vue du développement intégral de la personne humaine.
- Il faut combattre tous les trafics illicites des richesses naturelles afin d'éradiquer les corruptions de toutes sortes et la destruction de l'environnement.

Tout cela sera développé dans la troisième partie du travail, avec comme but d'aider l'Eglise catholique à trouver des solutions aux besoins et aux aspirations du peuple, sans discrimination, au sein de la société malgache, dans la recherche du bon chemin pour la concrétisation du bien commun.

## **APPROCHES MÉTHODOLOGIQUES ET DOCUMENTS SOURCES**

Les approches méthodologiques pour lesquelles nous avons opté afin de mener cette recherche sont de deux ordres : celles de la théologie morale et celles de la théologie pastorale. Le sujet abordé est en effet du ressort de la théologie morale se déployant dans un agir pastoral. Voilà pourquoi les choix méthodologiques se focalisent sur ces deux matières.

Dans la perspective de la théologie morale, la méthodologie doit se centrer sur trois axes majeurs, à savoir le processus « Voir, Juger, Agir ». Voir signifie qu'il faut analyser la réalité existante, en lui appliquant un jugement explicatif et argumentatif. Notre analyse doit prendre en compte la réalité complexe, cause de l'échec du bien commun à Madagascar. Juger cette réalité complexe se fera à la lumière des principes et des directives indiqués par la doctrine sociale, particulièrement dans le *Compendium* en matière du bien commun. Agir signifie que la méthode d'application de ces principes doit être d'abord appropriée aux réalités complexes vécues par le peuple malgache, puis adaptée à l'objectif : élaborer un nouvel



apport correspondant aux principes et aux directives de la doctrine sociale de l'Eglise, pour la pratique pastorale sociale de l'Eglise catholique à Madagascar, au service du bien commun.<sup>83</sup>

La réflexion qui guidera cette dissertation aura une portée à la fois politique et éthique. Une portée politique, car dès lors qu'il s'agit du bien commun, il est inévitable de proposer des choix d'action préférentiels qui touchent le domaine de la politique. Elle est aussi nécessairement éthique, puisque l'agir politique est appelé à répondre aux besoins et aux aspirations de la population malgache en se gardant de dérapages qui nuisent au bien commun et au respect dû à la dignité de la personne humaine. Politique et éthique sont indissociables. Voilà pourquoi la méthode d'une théologie morale ayant une fin pastorale se doit de respecter formellement ces deux dimensions.

Dans la perspective de la théologie pastorale, la méthodologie se focalise sur deux méthodes, à savoir les approches historico-critiques et empirico-herméneutiques en vue de la planification de l'action. La première vise l'interprétation théologique du présent, c'est-à-dire la situation présente. Elle permet donc à la théologie pastorale de décortiquer et de critiquer la réalité existante. Dans notre recherche, la réalité présente, c'est l'échec du bien commun au sein de la société malgache. Le rôle de la théologie pastorale consiste à essayer donc d'interpréter, de comprendre et de critiquer en répondant aux questions du pourquoi et du comment de l'échec du bien commun. La seconde méthode met en priorité l'organisation et la planification de la réalisation de l'activité pastorale de l'Eglise en fonction de la réalité empirique au sein de la société.<sup>84</sup> Cette seconde approche a pour objet l'étude herméneutique de la planification de l'agir de l'Eglise. Elle est empirique parce qu'elle part de l'expérience de Dieu dans l'expérience humaine et qu'elle y aboutit. Elle est herméneutique, car elle reconnaît que l'expérience n'est pas que sensation physique, mais qu'elle est chargée de sens, en tant que sociale et contextuelle, culturelle aussi bien que personnelle, et qu'elle doit être soumise à une nécessaire critique à la lumière du Royaume de Dieu en vue de transformer les expériences de vie et les pratiques.<sup>85</sup> Elle cherche à transformer la situation, à changer la pratique, à résoudre le problème ou à répondre aux questions. Elle fournit donc tous les outils nécessaires afin de pouvoir réaliser le bien commun.

Le choix de la méthode de la théologie morale comportant une fin pastorale est lié aux documents sources : à savoir le *Compendium* et les autres documents du Magistère, ainsi que les ouvrages des grands théologiens de l'Eglise concernant la doctrine sociale. Les lettres et les messages de la conférence épiscopale malgache, ainsi que des Synodes des évêques pour l'Afrique et Madagascar jouent également un rôle très important dans ce travail de recherche consacré au bien commun. Ces publications donnent une place importante au rôle que doit jouer le *Compendium*, plus particulièrement sur le plan de l'agir de l'Eglise dans le domaine de la pastorale sociale. La mission d'évangélisation de l'Eglise-Famille de Dieu en Afrique

---

<sup>83</sup> Cf. C. BABOIN-JAUBERT, *La morale en politique*, Ed. Ouvrières, Paris, 1995, pp. 19-36.

<sup>84</sup> Cf. M. LEFEBRE, *Théologie pastorale et agir ecclésial*. Article publié en 1971, suite à un exposé plus explicite sur la première piste méthodologique mentionnée : la théologie pastorale comme science de l'agir ecclésial. Disponible sur : <http://www.nrt.be/docs/articles/1971/93-4/1309-th%C3%A9ologie+pastorale+et+agir+eccl%.pdf>. Consulté le 11 janvier 2015.

<sup>85</sup> Cf. O. BAUER et S. ROBITAILLE, *Un bilan de l'enseignement de la praxéologie pastorale à la faculté de théologie et de sciences des religions de l'université de Montréal*, p. 17. Article en ligne depuis le 19 février 2008. Disponible sur : <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/1866/2164/bilan-Praxéologie-Bauer/2008.pdf>. Consulté le 2 février 2015.

puise à plusieurs sources, dont la plus importante est la Sainte Ecriture. La deuxième assemblée du Synode des évêques pour l'Afrique reconnaît que le *Compendium* est un guide complet pour la mission et le mode de vie de l'Eglise comme « Maîtresse et levain » dans le monde. Elle souligne son utilité pour sa tâche d'évangélisation sur le continent et ses îles. Vu l'utilité du *Compendium*, les pères participants au Synode proposent que chaque Conférence épiscopale nationale et régionale :

- révisé tout le matériel catéchétique à chaque niveau (enfants, jeunes, jeunes couples, familles) pour y inclure des éléments de la doctrine sociale de l'Eglise et traduise le *Compendium* dans les langues locales, comme cela a déjà été fait à Madagascar ;
- demande également que la doctrine sociale de l'Eglise devienne obligatoire dans les programmes de formation des prêtres, des consacrés et des laïcs en service dans l'Eglise et la société ;
- établisse une équipe de chercheurs pour esquisser un programme et transmettre les valeurs chrétiennes et sociales ; le programme, ainsi conçu, serait enseigné depuis le niveau élémentaire jusqu'à celui universitaire ;
- valorise la relation entre l'Evangile et les valeurs africaines de solidarité, de générosité et de recherche du bien commun.<sup>86</sup>

Aujourd'hui plus que jamais, le bien commun apparaît comme un sujet de brûlante actualité. Il est omniprésent tant sur le plan national qu'international. Il ne constitue plus un sujet spécifique pour la seule doctrine sociale de l'Eglise, mais une réalité transversale s'imposant à toutes les disciplines. Dans son exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, le Pape François met l'accent sur le rapport entre le bien commun et la paix sociale.<sup>87</sup> C'est une claire indication de la manière dont la conception de la doctrine sociale de l'Eglise doit évoluer. Ajoutons que nous nous inspirerons de plusieurs ouvrages récents sur le bien commun tels qu'entre autres ceux publiés par :

- CONFERENCE DES EVEQUES DE FRANCE, Service national famille et société, *Notre bien commun*. Politique, Travail, Propriété, Styles de vie familles et migrations. Connaître la pensée sociale de l'Eglise pour la mettre en pratique, Ed. l'Atelier, France, 2014 ;
- P. COULANGE, *Vers le bien commun*, Parole et Silence, Paris, 2014 ;
- F. FLAHAULT, *Où est passé le bien commun ?*, Fayard, Paris, 2011 ;
- R. NIFLE, *Le sens du bien commun*. Pour une compréhension renouvelée des communautés humaines, Temps Présent, Paris, 2011 ;
- X. DIJON et M. NDONGMO, *L'éthique du bien commun en Afrique*. Regards croisés, L'Harmattan, Paris, 2011 ;
- E. FATÔME, *Bien public, bien commun*, Dalloz, Paris, 2011 ;
- R. MINNERATH. *Doctrine sociale de l'Eglise et bien commun*, Beauchesne, Paris, 2010, et bien d'autres.

<sup>86</sup> Deuxième assemblée du Synode des évêques pour l'Afrique, *L'Eglise en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix*, « Vous êtes le sel de la terre et vous êtes la lumière du monde » (Mt 5, 13-14), 23 octobre 2009, n° 18.

<sup>87</sup> PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, Cerf, Paris, 2013, n° 217-237

## **PREMIERE PARTIE**

### **LES CAUSES DU NON-RESPECT DU BIEN COMMUN AU SEIN DE LA SOCIETE MALGACHE**

## Introduction de la première partie

La marche vers l'indépendance de Madagascar, un territoire français d'outre-mer, s'accompagne de violence en 1947.<sup>88</sup> En réponse à la rébellion, l'armée française se livre à une répression sanglante qui fait de nombreux morts. L'indépendance, acquise pacifiquement en 1960, est suivie par une période de stabilité. Le président *Philibert Tsiranana* et son Parti social-démocrate dominant la vie politique.

Le pays adopte un modèle de développement socialiste en 1975 sous *Didier Ratsiraka*. Des nationalisations sont décrétées, mais Madagascar demeure un des États les plus pauvres, et la corruption y règne.<sup>89</sup> Le virage vers une économie plus libérale, à la fin des années 1980<sup>90</sup>, ne suffit pas à endiguer la contestation qui aboutira à des ouvertures démocratiques. Des élections tenues en 1993 portent l'opposition au pouvoir. L'île reste néanmoins tenaillée par des problèmes politiques auxquels s'affrontent le président *Albert Zafy* et l'ex-président *Ratsiraka* qui arrive de nouveau au pouvoir en 1996. Depuis ce retour de *Ratsiraka* jusqu'à la fin de la gouvernance de *Ravalomanana* en 2009, le modèle de gouvernement est le même. Au plan de l'organisation des pouvoirs, il s'agit d'un État unitaire.<sup>91</sup> Le régime politique est présidentiel ; le président gouverne sans nécessairement avoir l'appui de la chambre basse c'est-à-dire des députés. En conséquence, il n'y a pas d'équilibre des pouvoirs. Or nous savons qu'un État, sans équilibre des pouvoirs, devient un État qui n'est plus un État de droit, ni de saine démocratie. Au plan de l'organisation économique, se développe une économie sans repères, donc vouée à l'échec.<sup>92</sup>

Depuis son indépendance en 1960, Madagascar a connu trois Républiques : la 1ère de 1960 à 1972 est suivie d'une période de transition vers la 2ème République de 1975 à 1991, suivie elle-même d'une transition vers la 3ème République de 1993 à 2009. Chacune d'elles est en effet interrompue par un mouvement populaire. En raison de ces événements politiques, l'échec du bien commun à Madagascar sera étudié en cette partie. Depuis l'indépendance en 1960, le niveau de vie de la population n'a cessé de se dégrader. Alors que Madagascar possède des ressources naturelles potentielles tant minières et forestières qu'humaines<sup>93</sup>, il a également bénéficié l'aide de la Banque mondiale, du Fonds Monétaire International et de pays amis. La question importante qui se pose est de savoir pourquoi : Madagascar a connu de pareils problèmes, malgré ses atouts pour relancer l'économie et promouvoir la vie de la population. Pourquoi le pays reste-t-il encore pauvre ? Quelles entraves majeures empêchent la nation de progresser économiquement ? Quels sont vraiment les obstacles suscitant la cause de la non-réalisation du bien commun ?

Pour répondre à ces questions difficiles, nous choisissons de limiter le champ de notre travail à l'histoire sociopolitique, économique, culturelle et religieuse de ce pays, durant les

---

<sup>88</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Madagascar 1947-2002. Des Sagaies aux ombelles*, L'Harmattan, Paris, 2004, p. 22.

<sup>89</sup> Cf. C. PAYEN, *Retour à Madagascar*, L'Harmattan, Paris, 2008, p. 82.

<sup>90</sup> Cf. J.-E. RAKOTOARISOA, *L'opposition à Madagascar*, in *Madagascar Fenêtre*, Vol. II, Cité, Antananarivo, 2006, p. 128.

<sup>91</sup> Cf. T. RALAMBOMAHAY, *Madagascar dans une crise interminable*, L'Harmattan, Paris, 2011, p. 24.

<sup>92</sup> Cf. *ibid.*, p. 19.

<sup>93</sup> Cf. S.URFER, *Le doux et l'amer. Madagascar au tournant du millénaire*, Foi & Justice, Antananarivo, 2003, p. 21.

2ème et 3ème Républiques (1975-2009). La première partie de notre travail s'intitule : Echec du bien commun dans la société malgache. Elle se subdivise en trois grands chapitres.

Dans le premier chapitre, nous présenterons un survol historique des valeurs traditionnelles et culturelles malgaches et des pouvoirs politiques, royaux et coloniaux avant l'indépendance. Nous analyserons le rôle des pouvoirs politiques (royal et colonial) dans la réalisation du bien commun. Pourquoi consacrer du temps à cette dimension du passé ? C'est qu'elle tient une place importante dans l'histoire sociopolitique, économique, culturelle et religieuse de ce pays, qu'elle joue un rôle décisif pour la promotion du bien commun.

Nous consacrerons le deuxième chapitre à présenter le fond des problèmes de deux Républiques successives, la Deuxième et la Troisième. Nous y montrerons les impacts sociopolitiques, économiques et également religieux de l'option politique des trois régimes qui se sont succédé durant les deux Républiques. Il s'agit tout d'abord, de trois mandats du régime de *Didier Ratsiraka* : les deux premiers de 1975 à 1991 et le troisième de 1996 à 2001. Il a opté pour le socialisme comme modèle de développement du pays. Ce choix du socialisme n'a pas apporté grand-chose au développement sociopolitique et surtout économique du pays. La réalisation du bien commun a toujours été mise à l'écart. Donc la paupérisation de la population a gagné du terrain. Ensuite les choix du régime socialiste de *Ratsiraka* ont été repris par le régime d'*Albert Zafy*, de 1993 à 1996.<sup>94</sup> Il a été le premier à faire le choix de la démocratie pour gouverner le pays. Malgré ce choix, cet essai de démocratisation du pouvoir a été un fiasco. Pourquoi ? En raison de l'instabilité politique.<sup>95</sup> De 1996 à 2001, *Didier Ratsiraka* est de retour au pouvoir.<sup>96</sup> De 2002 à 2009, *Marc Ravalomanana* prend les rênes du pays. Il n'a pas changé la situation : d'un point de vue politique et économique, tout a été monopolisé par le pouvoir en place. La recherche du bien commun a été négligée, car la richesse du pays est devenue l'apanage d'une minorité. Le respect de la laïcité de l'État a été foulé aux pieds, négligeant la séparation entre les pouvoirs temporels et spirituels (État/Église).

Dans le troisième chapitre, nous essayerons de démontrer que les violations des principes de l'éthique politique par les pouvoirs politiques ont remis en cause la réalisation du bien commun. Les politiciens malgaches bafouent la démocratisation du pouvoir, les droits humains, la répartition équitable des biens de la terre. Enfin, ces violations ont des impacts négatifs sur tous les plans : politique, économique, religieux et environnemental.

---

<sup>94</sup> Cf. C. PAYEN, *Retour à Madagascar*, op. cit., p. 82.

<sup>95</sup> Cf. J.-E. RAKOTOARISOA, *L'opposition à Madagascar*, art. cit., p. 129.

<sup>96</sup> Cf. P. RAJOELINA, *Madagascar, le duel*. Journal des deux cents jours, L'Harmattan, Paris, 2003, p. 160.

## CHAPITRE I : VALEURS TRADITIONNELLES ET CULTURELLES MALGACHES ET POUVOIRS POLITIQUES AVANT L'INDÉPENDANCE

### Introduction

Madagascar, comme tous les autres pays, a ses valeurs traditionnelles, culturelles et aussi son histoire politique et religieuse. La croyance aux ancêtres et la conception traditionnelle de Dieu, puis le respect de la valeur culturelle du *fihavanana* malgache, sont-elles parmi les éléments constitutifs de ces valeurs. Ces différentes valeurs ont leur importance particulière et fondamentale dans la société malgache parce qu'elles font partie intégrante de l'identité, de l'histoire d'une nation, d'un peuple.<sup>97</sup> La question est de savoir si ces valeurs traditionnelles et culturelles ainsi que l'histoire politique et religieuse du pays contribuent à la concrétisation du bien commun. Le respect de ces valeurs fait-il du bien au pays ?

Pour répondre à ces questions, nous exposerons dans un premier temps les caractéristiques propres de certaines valeurs traditionnelles et culturelles malgaches, parmi lesquelles, la croyance aux ancêtres, la conception traditionnelle de Dieu et surtout le respect de la valeur culturelle du *fihavanana* qui est considéré comme une des valeurs fondamentales de la culture, le fondement même de la société malgache.

### 1.1 Les valeurs traditionnelles malgaches

L'identité de la société malgache lui vient d'un éventail de valeurs qui la caractérise. Ces valeurs se perdent-elles, n'étant plus vécues par la majorité du peuple et sont donc inopérantes<sup>98</sup> ? Ce point de vue peut être discuté. Car quand on dit respect des valeurs chez les Malgaches, on dit avant tout respect de la vie.<sup>99</sup> Ce sont des valeurs qui animent et améliorent l'existence dans le pays, ainsi que le décrit le regard panoramique suivant.

#### 1.1.1 Vue panoramique de Madagascar

Madagascar, en tant que Grande île, a une spécificité géographique propre par rapport aux autres îles du monde. Le pays est une île dans l'océan Indien que le canal de Mozambique sépare de l'Afrique (distante de 400 km environ).<sup>100</sup> Il s'agit de la quatrième plus Grande île du monde après le Groenland, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Bornéo. Longue de 1580 km et large de 580 km, Madagascar couvre une superficie de 590 000 km<sup>2</sup>.<sup>101</sup> Le pays est entouré d'autres îles et archipels dont les Comores, l'île Maurice, La Réunion, les Seychelles.

Le pays est réparti en six provinces avec chacune ses caractéristiques propres. Ces provinces sont organisées en collectivités territoriales décentralisées et comprennent des régions et des communes dotées chacune d'une assemblée délibérative et d'un organe exécutif. La capitale de Madagascar est Antananarivo, qui compte une population de 1,2

---

<sup>97</sup> Cf. N. RABARIOELINA, *Madagascar Constitution. Suivant l'identité et les valeurs culturelles*. Journal Quotidiens. Disponible sur : [Hptt/www.madagate.com/politique-madagascar/dossier/1425-madagascar-constitution-suivant-l'identité-valeurs culturelles](http://www.madagate.com/politique-madagascar/dossier/1425-madagascar-constitution-suivant-l-identite-valeurs-culturelles). Consulté le 24 octobre 2014.

<sup>98</sup> Cf. R. DUBOIS, *L'identité malgache, la tradition des Ancêtres*, Edition Saint Paul, Antananarivo, 2002, p. 13.

<sup>99</sup> Cf. *ibid.*, p. 13.

<sup>100</sup> Cf. P. RAJERIASON et S. URFER, *Madagascar*, Le Cavalier Bleu, Paris, 2010, p. 4.

<sup>101</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Au cœur de l'Île Rouge*. 50 ans de vie à Madagascar, Ambozontany, Fianarantsoa, 1991, p. 7.

million d'habitants. Les capitales des cinq autres provinces sont Toamasina, Mahajanga, Toliara, Antsiranana et Fianarantsoa, avec moins de 600 000 habitants chacune. La République de Madagascar porte le nom officiel de « *Repoblikan'i Madagasikara* ». L'île est constituée de dix-huit à vingt-cinq groupes ethniques, souvent appelés « *tribus* »<sup>102</sup>, divisée en vingt-deux régions.<sup>103</sup>

Le peuplement de Madagascar remonterait au premier millénaire de notre ère. Les ancêtres des Malgaches seraient à la fois d'origine malayo-indonésienne (des Malaisiens et des Indonésiens) et d'Afrique orientale. Arrivant par vagues successives, s'établissant par petits groupes en des points différents de l'île, tout au long d'une période qui a pu durer quelques siècles, les immigrants ne formèrent pas immédiatement un seul et même peuple, mais de nombreux petits royaumes séparés.<sup>104</sup> Avant l'arrivée des Européens, la plupart des ethnies malgaches recensées aujourd'hui vivaient déjà dans les territoires où elles sont actuellement concentrées.

La communauté malgache est composée officiellement de dix-huit ethnies principales, chacune avec son dialecte propre : le merina, le betsileo, le betsimisaraka, le sakalava, etc. Malgré la diversité du peuplement qui explique ces dialectes différents, la langue est arrivée à se constituer en une expression commune ou unique<sup>105</sup> s'appelant précisément : le malgache. Celui-ci est devenu aujourd'hui la langue officielle du pays: c'est le parler de l'*Imerina*<sup>106</sup> qui a été choisi comme langue officielle en raison d'une longue tradition d'écriture remontant à la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Linguistiquement, le malgache se rattache à la famille austronésienne. Il appartient donc au groupe « *malayo-polynésien* »<sup>107</sup> de type occidental.<sup>108</sup> Ce peuple originellement austronésien, que l'on peut appeler les « *proto-malgaches* », du grec *protos* « premier », est à l'origine de la langue malgache commune à toute l'île : « une langue issue du proto-austronésien appartenant à la branche de tout le fonds culturel malgache commun à tous les austronésiens, des îles du Pacifique à l'Indonésie, en passant par la Nouvelle-Zélande et les Philippines ». <sup>109</sup> Tel est le panorama géographique de l'île. Cette origine du peuple malgache a une relation avec sa croyance. Le peuple malgache, à côté de sa foi en Dieu, cultive la croyance aux ancêtres. Celle-ci est l'une des caractéristiques qui constitue la valeur culturelle malgache.

<sup>102</sup> F. KOERNER, *Madagascar colonisation française et nationalisme malgache XXe siècle*, op. cit., p. 43.

<sup>103</sup> Cf. P. RAJERIASON et S. URFER, *Madagascar*, op. cit., p. 4.

<sup>104</sup> Cf. *ibid.*, p. 15.

<sup>105</sup> Cf. *ibid.*

<sup>106</sup> L'*Imerina*, peuplée par les Imerina, est une région montagneuse du centre de Madagascar, dont les paysages sont modelés par la riziculture irriguée. Sise dans les bas-fonds, elle demeure marquée par une activité artisanale. Sur les collines, sont pratiqués des cultures pluviales ainsi que l'élevage. L'agriculture est l'occupation principale des habitants, souvent couplée à une pluriactivité nécessaire du fait de la saturation de l'espace agricole et de l'exiguïté des parcelles cultivées. Cf. C. BLANCPAMARD, *Les savoirs du territoire en Imerina* (Hautes Terres centrales de Madagascar), dans J. BONNEMAISON, *Le territoire, lien ou frontière ?*, L'Harmattan, Paris, 1999, p. 57.

<sup>107</sup> P. COLIN, *Aspects de l'Âme malgache*, Orante, Paris, 1959, p. 8.

<sup>108</sup> Cf. F. KOERNER, *Madagascar colonisation française et nationalisme malgache XXe siècle*, op. cit., p. 47.

<sup>109</sup> J.-P. DOMENICHINI, *Le monde enchanté des Anciens*, Ambozontany, Antananarivo, 1993, p. 15.

### 1.1.2 La croyance aux ancêtres

Dans la société malgache, le mot *Razana* ou les ancêtres<sup>110</sup>, est un terme utilisé pour illustrer l'importance particulière du rôle et de la présence des morts ou des défunts, reconnus depuis longtemps au sein de la culture locale. C'est une société structurée par l'importance des ancêtres, c'est-à-dire que le fondement même de la société malgache est effectivement constitué par les identités collectives et individuelles de leurs membres et les hiérarchies de leurs ordres sociaux. Il repose sur l'idée de l'ancestralité.<sup>111</sup> Quand ils parlent des ancêtres, les Malgaches pensent d'emblée que leurs ancêtres, qui avaient des liens de consanguinité avec eux de leur vivant, gardent des relations avec les vivants actuels. Ils croient effectivement que, malgré l'absence corporelle de leurs ancêtres au milieu d'eux, ceux-ci jouent encore un rôle majeur et irremplaçable au sein de leurs familles. « La mort n'est pas la destruction de tout l'homme, même si elle le sépare du monde des vivants, la vie se poursuit dans l'au-delà. Certes même décédée, la personne conserve le rang social qu'elle avait ici-bas, mais seulement son statut change dans la texture du monde ».<sup>112</sup>

Voilà pourquoi le culte des morts tient une place importante dans la culture malgache. Ce culte se manifeste sous différentes formes, c'est-à-dire que la vénération varie d'un clan à l'autre. Mais le point de convergence de ce culte, c'est la reconnaissance que les vivants et les morts demeurent toujours en relation.<sup>113</sup> Cette relation existant entre les deux mondes exprime la continuité de la consanguinité. Les vivants vénèrent les ancêtres, et ceux-ci répondent, à leur tour, à ce qu'ils demandent. Pour ainsi dire, il y a une compensation mutuelle. Surtout chez les gens des hautes terres, la pratique du *Famadihana*<sup>114</sup> qui signifie le retournement des morts ou exhumation, exprime la valeur prépondérante de l'honneur rendu aux ancêtres en vue de manifester la cohésion sociale de ceux qui les considèrent comme source de leur vie actuelle.<sup>115</sup> Les Malgaches reconnaissent effectivement que leurs ancêtres, malgré leur absence corporelle au milieu de la famille, sont toujours présents en tant que protecteurs et source de leur vie quotidienne. Il y a une relation permanente qui est établie entre le monde des vivants et celui des morts.<sup>116</sup>

Cette conception malgache des ancêtres est assez proche de celle des chrétiens concernant la présence du Christ au milieu de ceux qui prient en son nom. Jésus Christ lui-même a dit à ses disciples que là où deux ou trois se réuniraient en son nom, il serait au milieu

---

<sup>110</sup> D. JAOVELO, *Richesses culturelles d'une civilisation de l'oralité*, op. cit., p. 77.

<sup>111</sup> Cf. P. OTTINO, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar*, Karthala, Paris, 1998, p. 51.

<sup>112</sup> D. JAOVELO, *Richesses culturelles d'une civilisation de l'oralité*, op. cit., p. 77.

<sup>113</sup> Cf. *ibid.*, p. 79.

<sup>114</sup> Cf. *ibid.*, p. 81.

<sup>115</sup> Le retournement des morts ou exhumation est une cérémonie extrêmement importante dans les Hautes Terres malgaches, et notamment dans la région de l'Imerina et du Betsileo. Lors du décès d'un individu, celui-ci est enterré dans une tombe individuelle et s'ensuit une période durant laquelle il se trouve dans un état transitionnel, plus dans le monde des vivants et pas encore dans le monde des morts. Ce n'est qu'au cours du second enterrement dans le tombeau collectif, environ deux ou trois ans après, que le défunt rejoint le monde des ancêtres. Cette période d'entre-deux, si elle permet la décomposition du corps, est aussi particulière en ce sens que les vivants doivent observer un ensemble de prescriptions quant à leur comportement eu égard à la disparition du défunt. La seconde acception du *famadihana* ou retournement des morts est celle qui consiste à transférer un corps ou des ossements d'un tombeau à un autre, que ce soit à l'occasion d'un changement de résidence, de la construction d'un nouveau tombeau ou bien d'un transfert lorsque le décès est survenu loin de la terre des ancêtres. Cf. F. RAISON-JOURDE, *Bible et pouvoir à Madagascar au XIXe siècle*, Paris, Karthala, 1991, p. 69 ; cf. P. COLIN, *Aspects de l'âme malgache*, op. cit., p. 35.

<sup>116</sup> Cf. D. JAOVELO, *Richesses culturelles d'une civilisation de l'oralité*, op. cit., p. 81.



d'eux. Cela confirme l'omniprésence du Christ en faveur de ceux qui le reconnaissent comme Seigneur. Robert Dubois, spécialiste de l'anthropologie malgache, souligne la présence permanente des ancêtres au milieu de leurs descendants vivants. Les ancêtres, écrit-il, « ...jouent le rôle des intermédiaires choisis par *Zanahary* (Dieu) : par eux la descendance reçoit l'*aina* (la vie). La descendance transmet ses demandes au Maître de l'*aina* grâce aux ancêtres ». <sup>117</sup> Les ancêtres sont pour Dubois les maîtres de la bénédiction ; ils sont à la fois honorés et craints, en tant qu'ils sont des êtres qui ont vécu sur terre, et qui en même temps ont transmis leur *aina* à leur descendance. Pour cette raison, Dubois confirme encore : « Les ancêtres sont l'*aina* de leur descendance ». <sup>118</sup> Ils sont donc plus proches de l'homme que *Zanahary*. Cela veut dire que les ancêtres jouent un rôle déterminant dans la vie de leur postérité. Ainsi, après avoir vécu longtemps à Madagascar, S. Urfer constate, dans la pensée malgache, l'indissolubilité de la vie des hommes vivants avec leurs défunts. Sa constatation part de l'analyse du proverbe malgache : *maty, iray fasana, velona, iray trano*, <sup>119</sup> ce qui signifie « morts, nous avons la même tombe, vivants, la même maison. » Ce proverbe exprime, dit-il, l'indissociabilité de la vie de l'homme d'ici-bas avec celle de l'au-delà. En d'autres termes, la solidarité que nous vivons quotidiennement sur terre se prolonge au-delà de la mort.

La façon d'envisager la place des ancêtres ouvre une nouvelle perspective, la solidarité entre vivants et morts, en vue de l'unité. S'il en est ainsi de la conception malgache des valeurs traditionnelles des Ancêtres, qu'en est-il du respect des valeurs religieuses ?

### 1.1.3 La conception traditionnelle de Dieu

Nous venons de présenter ci-dessus la croyance traditionnelle malgache aux ancêtres. R. Dubois, déjà cité plus haut <sup>120</sup>, affirme que les ancêtres jouent un rôle primordial au sein de la société malgache d'alors. Ils sont considérés comme intermédiaires entre le *Zanahary* ou Dieu et les êtres humains. S'il en est ainsi en général de la croyance traditionnelle malgache aux ancêtres, comment les Malgaches conçoivent-ils Dieu ? Dieu apporte-t-il quelque chose du bon pour eux ? Que pensent-ils quand il s'agit de la présence de Dieu au sein de la société malgache d'autrefois ?

Autrefois, lorsqu'on parle de Dieu dans la société malgache, il est très difficile de l'identifier à cause des différents noms qui on lui attribue. Son appellation varie au fur et à mesure la croyance religieuse et la culture de chaque région. <sup>121</sup> Les analyses effectuées par les différents auteurs malgaches et d'autres le confirment. Le professeur R. Jaovelo, spécialiste de la civilisation de l'oralité et des richesses culturelles malgaches, commence par appeler Dieu comme *Zanahary*. <sup>122</sup> Ce terme exprime, dit-il, le sens commun de l'appellation de Dieu, c'est-à-dire Divinité, Créateur. Cependant, P. Colin explique que le mot *Zanahary* renvoie au dieu

<sup>117</sup> R. DUBOIS, *L'identité malgache*. La tradition des Ancêtres, op. cit., p. 127.

<sup>118</sup> Ibid., p. 129.

<sup>119</sup> S. URFER, *Anthropologie et perception des droits humains*, dans G. CIPOLLONE, *Le Christianisme et droits de l'homme à Madagascar*, Karthala, Paris, 2008, p. 65.

<sup>120</sup> Cf. supra, La croyance aux ancêtres, p. 19.

<sup>121</sup> Cf. P. LUPO, *Dieu dans la tradition malgache*. Approches comparées avec la religion africaine et christianisme, Karthala, Paris, 2006, p. 63.

<sup>122</sup> Cf. D. JAOVELO, *Richesses culturelles d'une civilisation de l'oralité*, op. cit., p.70.

soleil qui signifie dieu (x), divinité (s), créateur (s).<sup>123</sup> Pour cette raison, sur les côtes de Madagascar, le nom *Zanahary* est utilisé pour désigner la ou les divinités. Pietro Lupo, à son tour, à travers la recherche qu'il a effectuée grâce aux conceptions des auteurs malgaches de Dieu, récapitule que le mot *Zanahary* signifie l'Ancêtre fondateur d'une société et non pas purement et simplement l'Être Suprême.<sup>124</sup> Dieu est donc considéré comme l'Ancêtre organisateur de l'espace social, perçu comme créateur d'un groupe. Cela signifie qu'il s'agit, non pas exclusivement d'un seul acte de « procréateur », mais de la mise en place, de la fondation et de l'organisation.<sup>125</sup>

Néanmoins, au temps de l'arrivée de la civilisation chrétienne, le mot *Zanahary* a perdu sa place dans la terminologie sous l'influence de l'enseignement du christianisme, il a été remplacé par *Andriamanitra*<sup>126</sup> ou Créateur : le principe de tout ce qui existe, le Créateur du ciel et de la terre et de tout ce qu'ils contiennent, tel que l'enseigne le livre de la Genèse. Ce mot Créateur même, disait Pietro Lupo, a totalement disparu dans les éditions actuelles des proverbes malgaches. Il commence à être éliminé et remplacé par les mots « Dieu, principe de vie », qui évoque mieux l'idée de fécondité.<sup>127</sup>

Pour conclure, le rôle attribué par le Malgache à Dieu exprime déjà la participation effective de ce dernier à la recherche et à la réalisation du bien commun de tous. Car le Malgache croit effectivement que : « ...Dieu est créateur et maître de l'univers, omniprésent et maître du destin. Dieu, en tant que maître de la vie et du destin, protège chacune de ses créatures, mais sanctionne celui qui fait le mal. Il est bon et il est source du bien, et seulement du bien car le mal ne vient pas de lui ; Dieu est sans reproche, le créateur est sans malice, mais c'est l'homme qui est inconstant. Dieu n'aime pas le mal ». <sup>128</sup> Cela montre vraiment que Dieu, dans la croyance traditionnelle malgache, joue un rôle très important et irremplaçable pour la réalisation du bien de tous. Il ne fait que ce qui est bien pour l'homme. Cette croyance en Dieu a poussé le Malgache d'alors à faire le bien et à éviter le mal, et surtout à respecter le bien d'autrui. Ce proverbe malgache le confirme : *aza ny lohasaha mangina no jerena fa Andriamanitra ao ambonin'ny loha*, ou point ne faut compter sur la vallée solitaire. Car au-dessus de la tête se tient le Seigneur Parfumé.<sup>129</sup> Cette conception traditionnelle malgache de Dieu en faveur de la réalisation des biens du peuple, comment s'articule-elle aux valeurs culturelles du *fihavanana* ?

## 1.2 Les valeurs culturelles du *fihavanana*

Parlons du *fihavanana* qui s'inscrit dans des relations de parenté. Est-ce que le *fihavanana*, un concept typiquement malgache, est une valeur, ou bien n'est-il qu'une forme de réflexion purement abstraite, sans lien avec le vécu quotidien de l'homme ? Quelles sont effectivement ses valeurs dans la vie sociale ? Le *fihavanana* a-t-il des conséquences sur la recherche du bien commun ? Par rapport aux problèmes socio-relationnels, sociopolitiques et

<sup>123</sup> Cf. P. COLIN, *Aspects de l'âme malgache*, op. cit., p. 53.

<sup>124</sup> Cf. P. LUPO, *Dieu dans la tradition malgache*, op. cit., p. 69.

<sup>125</sup> Cf. *ibid.*

<sup>126</sup> Cf. *ibid.*, p. 56.

<sup>127</sup> Cf. *ibid.*, p. 73.

<sup>128</sup> B. HUBSCH, *Madagascar et le Christianisme*, Karthala, Paris, 1993, p. 76.

<sup>129</sup> Cf. P. LUPO, *Dieu dans la tradition malgache*, op. cit., 150.

économiques qui paralysent la société malgache, est-il capable d'apporter des solutions effectives pour sortir de l'impasse actuelle ? Avant d'essayer de répondre à ces questions, définissons en quelques phrases ce que nous entendons vraiment par le *fihavanana* malgache.

### 1.2.1 Ce qu'est le *fihavanana* malgache

Le *fihavanana*, selon l'étymologie, est un substantif dérivé de la racine *havana*<sup>130</sup> qui se traduit en français par parent ou proche parent ; il signifie la façon d'exprimer et de vivre la relation de parenté ou de se comporter vis-à-vis des proches et des parents. Cela veut dire que le *fihavanana* est lié surtout au système de parenté, cet ensemble de relations qui existent entre les parents et les branches de parents descendants d'un ancêtre commun, avec les obligations et les droits s'y référant. Et cette conception peut être étendue à d'autres appartenances dans le même lignage, le même clan ou tribu, la même origine, ou bien encore comme fruit de la cohabitation ou de la solidarité. Dans ce cas, Raharilalao rappelle que le *fihavanana* évoque principalement deux genres de liens pour le Malgache : « Un lien de parenté qui unit de par la naissance les membres d'une famille, d'un clan (*Ny tera-Dra...* ou les descendances de...) ; un lien de solidarité qui unit de par leur origine les membres d'une habitation commune (*Ny terak'An...* ou les natifs de) ». <sup>131</sup> De plus, les *havana* ou les apparentés sont définis ainsi dans ce cas : « Ce sont des gens dont on ne voit pas clairement par quelle relation généalogique ils sont reliés à la famille ». <sup>132</sup> Ce qui fait que les Malgaches ont un sens très large et très étendu de la famille.

Le *fihavanana* n'est pas du tout une idéologie purement théorique<sup>133</sup> ou une abstraction qui n'a pas de lien avec le vécu quotidien de l'homme. Mais il semble qu'en tant que vertu sociale, il permet à l'homme de s'engager librement comme sujet responsable de ce qu'il devient. Donc il est une réalité vécue tous les jours au sein de la société. Il donne à chaque individu, en vertu de sa qualité sociale, de prendre conscience de son agir par rapport à sa volonté propre en vue de son épanouissement personnel et surtout du bien commun.

Baigner dans la culture malgache, c'est respecter le principe fondamental du *fihavanana*. Celui-ci est rejet de toute singularité, car ce terme met en exergue la valeur essentielle de communion et d'unité. En un mot, le *fihavanana* est une valeur culturelle qui consolide et tisse la cohésion qu'elle soit familiale ou sociale. Cette valeur culturelle donne la priorité à la solidarité.

### 1.2.2 Le *fihavanana* comme source de solidarité

Pour le Malgache, l'homme ne se réalise que dans un cadre communautaire. C'est là qu'il trouve son bonheur et son accomplissement. Selon la conception malgache du *fihavanana*, il y a ce qu'on appelle « parenté proche et éloignée ». <sup>134</sup> Tout d'abord, la parenté proche est toujours réduite à une fourchette de trois générations. Celles-ci sont considérées comme les parents proches ou *havana akaiky*, faisant partie du même *fianakaviana* ou famille.

<sup>130</sup> Cf. P. OTTINO, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar*, op. cit., p. 315.

<sup>131</sup> H. RAHARILALAO, *Eglise et Fihavanana à Madagascar*. Une herméneutique malgache de la réconciliation chrétienne, Edition Ambozontany-Analamahitsy, Antananarivo, 2007, p. 124.

<sup>132</sup> P. OTTINO, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar*, op. cit., p. 317.

<sup>133</sup> Cf. *ibid.*

<sup>134</sup> Cf. P. OTTINO, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar*, op. cit., p. 315.

La proximité de la parenté s'exprime souvent en termes de sang, ceux qui sont « liés par le sang ».<sup>135</sup> Ensuite la parenté éloignée comprend tous ceux qui sont au-delà des trois générations mais pour lesquels il y a encore une relation au niveau de la descendance et du lignage<sup>136</sup> tant patrilinéaire que matrilinéaire. A côté de ce regroupement naturel, il faut aussi citer le rassemblement par quartier dans les centres urbains, par village dans les campagnes. Ce type de rassemblement est connu sous le nom de « communauté de vie » ou *fokonolona*. Cette autre connotation du *fihavanana* dépasse la notion de clan familial structuré pour aboutir à l'idée d'une communauté d'intérêt pouvant être définie par l'union de plusieurs groupes humains.<sup>137</sup>

En résumé, d'après ces analyses concernant le *fihavanna*, les liens qui le constituent sont très difficiles à identifier et à délimiter. Pourquoi ? Parce qu'il ne se limite pas seulement à un système de liens de parenté, originellement rattachés aux ancêtres, aux clans, aux tribus, aux ethnies d'une part, aux villages ou aux communes, aux provinces, à la patrie d'autre part, mais il s'étend plus largement aux gens qui se connaissent entre eux, c'est-à-dire aux gens qui se fréquentent depuis longtemps et se traitent comme des *mpihavana*, ou parents. Ce qui signifie que la solidarité familiale tissée par le *fihavanana* se déploie également dans les liens d'amitié, de sympathie et de relations humaines.

Pour les Malgaches, des personnes peuvent se traiter comme *mpihavana* (parents) même si auparavant, elles ne se connaissaient pas ni ne communiquaient entre elles. Grâce à leur fréquentation et à leur rencontre mutuelle dans un domaine ou à un endroit, ils deviennent *mpihavana* ou apparentés. Cela veut dire que dans le *fihavanana*, il y a une attente, un devoir à accomplir, une conduite à tenir. Le *fihavanana* se manifeste également à travers l'attitude adoptée vis-à-vis du prochain, telle que l'assistance réciproque entre les membres d'une famille, d'un groupement social, la participation aux deuils comme aux réjouissances communes : funérailles, naissances, baptêmes, circoncisions. Il se traduit aussi dans le « respect des pratiques des coutumes, des mœurs, des cultures propres aux Malgaches : sacrifices, libations, tabous et interdits ».<sup>138</sup>

Dès lors que des comportements contraires se produisent, ils détruisent le *fihavanana*. Voici l'exemple donné par le Père Dubois, illustrant bien le fait que le mauvais comportement menace le *fihavanana* : « Un fils désobéissant à son père ne pénètre pas dans sa maison, ne cultive pas ses rizières. Son comportement, toutefois, ne remet pas en cause son état de subordination vis-à-vis de son père : il est un fils non-obéissant, mais reste fils. Il est fautif, il n'a pas l'attitude qui convient à un fils, il abîme son *fihavanana* ».<sup>139</sup> Cela montre bien que la réalité du *fihavanana* exige un comportement approprié, c'est-à-dire capable de respecter l'autre et l'estime de soi-même. Sa violation est une atteinte au *fihavanana* et au lien de solidarité.

---

<sup>135</sup> Cf. *ibid.*, p. 316.

<sup>136</sup> Cf. *ibid.*, p. 317.

<sup>137</sup> Cf. P. CHAIGNEAU, *Rivalités politiques et socialisme à Madagascar*, Ed. Cheam, Paris, 1985, p. 21.

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 124.

<sup>139</sup> R. DUBOIS, *Olombelona*, op.cit., p. 72.

Les proverbes malgaches sont nombreux qui confirment que le *fihavanana* requiert un esprit de solidarité et d'unité, de reconnaissance mutuelle entre personnes. La même exigence de solidarité se vérifie au niveau de la collaboration entre différents groupes familiaux ou sociaux. Si des personnes travaillant ensemble à un même projet se sentent aimées et respectées et surtout reconnues en vertu de leur participation, cet acte de reconnaissance, non seulement consolide le lien de solidarité au sein du groupe mais aussi soude effectivement le *fihavanana*. Voici ce que disent les proverbes malgaches confirmant l'importance de la solidarité : « *ny tao-trano tsy efan'irery* »<sup>140</sup>, ou « la construction d'une maison n'est pas à la portée d'un seul homme ». « *Asa vadi-drano tsy vita raha tsy ifanakonana* »<sup>141</sup>, ou « le travail des rizières ne peut se faire que si on s'y met plusieurs ensemble ». L'accent est mis par ces deux proverbes que seul, l'individu ne peut pas accomplir de grandes œuvres, il faut qu'il y ait la contribution des autres.

De son côté, Robert Dubois met également l'accent sur l'importance de la participation dans la communauté malgache. « Qui dit communauté, affirme-t-il, dit en effet, participation ».<sup>142</sup> Selon le *fihavanana*, la participation à la vie du prochain exprime ce qui constitue la substance même de la solidarité. Ainsi par exemple, participer aux joies et aux tristesses d'autrui n'est pas seulement, pour les Malgaches, le fruit de l'initiative personnelle, mais relève de la volonté commune du village.<sup>143</sup> La solidarité ne se réalise, pour ainsi dire, que par la prise en charge et la participation de chaque individu au sein de la société. Et lorsqu'on parle de la réalisation du bien commun, la prise au sérieux de cette participation est une des exigences de sa réalisation.

Pour les Malgaches, cette vertu du respect suprême du *fihavanna* est à relier à la Transcendance. Il leur permet de vivre comme il convient, c'est-à-dire d'agir en conformité avec les règles régissant les coutumes et les mœurs propres aux Malgaches : le respect d'autrui, le rejet de la singularité et de l'individualisme, et la responsabilité commune dans la recherche du bien. Tout cela doit se faire avec amour et charité, en vue de renforcer le lien de solidarité. C'est dans cette perspective enfin que le *fihavanana* permet aux hommes d'être en relation avec Celui qui les a créés. Cette valeur éminente de la nature du *fihavanana* comporte aussi ses limites.

### 1.2.3 Les limites du *fihavanana* : altération et destruction

Malgré la valeur fondamentale du *fihavanana* au sein de la société malgache, cette valeur culturelle est loin d'être parfaite. Elle n'est pas à l'abri des désordres possibles dus à des régimes politiques, des forces du mal, des mutations et des fluctuations, autant sociales, sociopolitiques que socio-économiques. Ces mutations sont souvent sources de conflits : dislocation des familles, individualisme. Ainsi R. Dubois, jésuite, spécialiste de l'anthropologie malgache, affirme que le *fihavanana* a des limites. Il peut être altéré et détruit en fonction des comportements des individus, des groupes familiaux et sociaux, des partis

<sup>140</sup> A. MALZAC, *Dictionnaire malgache-français*, op. cit., p. 586.

<sup>141</sup> Cf. D. RAMIARAMANANA, *Du ohabolana au hainteny*. Langue, littérature et politique à Madagascar, Karthala, Paris, 1983, p. 158.

<sup>142</sup> R. DUBOIS, *Olombelona*, op. cit., p. 103.

<sup>143</sup> Cf. *ibid.*, pp. 97-98.

politiques et des gouvernements.<sup>144</sup> Tant au niveau familial que politique, des distorsions sont à craindre qui doivent pouvoir être endiguées.

Le Père Dubois part du rapport entre parents : père et mère, fils et filles. Les parents, précise-t-il, sont en principe responsables de leurs enfants en tant que transmetteurs, sources et même principes de l'*aina*. « Cet homme est mon père, cette femme est ma mère, donc ils sont mon *aina*, ma vie ». <sup>145</sup> L'importance de la relation filiale entre parents et enfants est ainsi confirmée, et ce type de relation conduit à la conscience de l'*aina* ou de l'unité de vie inviolable. <sup>146</sup> Le père et la mère, qui sont sources de vie pour leurs enfants, ont une grande responsabilité envers eux. Ils ont diverses obligations à leur égard : par exemple, ils ont à les éduquer, à les nourrir, à les vêtir et à assurer leur bien-être. En retour, les enfants doivent se soumettre à leurs parents.

Chaque individu, toujours selon Dubois, a des responsabilités envers la société à assumer librement, dans un territoire déterminé. <sup>147</sup> Devoirs qui touchent directement la vie collective des hommes. Voilà pourquoi la participation de la communauté aux joies et aux tristesses de ses membres est très impliquée dans le *fihavanana* malgache. La participation aux veillées mortuaires est à la fois un geste de proximité pour le *fihavanana* et un devoir à accomplir au sein du groupe. Il en va de même des règles au sujet de l'arrêt du travail aux champs, la présence au village, la collecte du riz, la réception des visiteurs. Enfin, Robert Dubois, dans le même sens, parle de la responsabilité des chefs de communautés territoriales, régionales, provinciales et nationales. Ils doivent tous être considérés comme « *ray amandreny hajaina* », ou parents respectés. La relation entre gouvernant-gouverné est tout à fait pareille à celle de père-fils. Le père en tant que tête de la famille a un ascendant sur son fils ou sa fille comme le chef vis-à-vis du sujet. Par contre, le fils ou la fille en tant qu'enfants du père lui doivent obéissance et respect, de même les gouvernés à l'égard des autorités. Néanmoins il convient de souligner que ce type de relation ne reste pas seulement sur le registre de dominant-dominé, mais s'étend au niveau de la prise de responsabilité d'une personne envers l'autre. Le père, en tant que transmetteur de l'*aina* à ses enfants, a des devoirs irremplaçables envers eux, comme nous l'avons énoncé ci-dessus. De même, le chef de la nation, en tant que père, a des obligations semblables à celles du père. Il doit rechercher le bien des citoyens parce que cela appartient à sa fonction. <sup>148</sup> Autrement dit, il doit se sentir comme premier responsable du développement et de l'épanouissement intégral du peuple qu'il gouverne, c'est-à-dire il doit se préoccuper du bien commun et se mettre au service de tous.

Cependant, durant ces dernières décennies, à cause de la crise sociopolitique à répétition, la valeur du *fihavanana* malgache est en voie de régression. Cette régression se vérifie à travers la détérioration de la structure de la relation familiale et sociale. Pour le *fihavanana* malgache, quand il s'agit de la relation de type familial ou social, chaque individu constituant un membre de la famille ou du corps social a aussi la tâche de promouvoir la vie

---

<sup>144</sup> Cf. *ibid.*, p. 71.

<sup>145</sup> Cf. *ibid.*

<sup>146</sup> Cf. *ibid.*, p. 64.

<sup>147</sup> Cf. *ibid.*, p. 95.

<sup>148</sup> Cf. *ibid.*, p. 68.

des autres. Mais au cas où les individus concernés n'accomplissent pas leurs devoirs envers autrui, c'est-à-dire s'ils ne cherchent pas les intérêts communs familiaux ou sociaux, ils sont considérés comme des individus qui abîment et détruisent la valeur du *fihavanana*.<sup>149</sup> Cependant, nous avons constaté qu'aujourd'hui, à Madagascar, dans le vécu quotidien de l'homme que ce soit dans la famille ou dans la société, la mise en valeur des vertus d'entraide, de solidarité, de collaboration, de tolérance et d'assistance mutuelle, de confiance partagée, d'estime réciproque, n'est plus au rendez-vous, en raison de la fracture ou de la division de la vie familiale et sociale provoquée par la crise sociopolitique. Le respect de la cohésion de la vie familiale et sociale est ébranlé.

Au niveau de la nation, en ce qui concerne la relation entre gouvernants-gouvernés, le père Dubois dit que ce type de relation doit être comme celui de père-fils, c'est-à-dire que les gouvernants doivent mettre comme priorité la recherche du bien pour ceux qu'ils gouvernent, sinon il est du devoir du *fokonolona* ou du peuple de les renverser.<sup>150</sup> Or ce n'est pas le cas : L'action politique des gouvernants actuels se focalise sur la recherche des biens ou des intérêts individuels au lieu de donner la priorité à la recherche du bien commun. La pratique de corruptions généralisées et du trafic des ressources naturelles tant minières que forestières montre l'attitude égoïste des gouvernants mettant à l'écart la recherche du bien pour la majorité de la population. En outre, la pratique du clientélisme, du népotisme et du favoritisme prouve également la destruction progressive du *fihavanana*. On ne tient plus compte de la compétence des gens que l'on met dans un poste ministériel, on y place seulement en fonction de leur appartenance familiale, ethnique ou politique. Enfin, le *fihavanana* malgache met comme priorité le respect de l'*aina*, c'est-à-dire la vie, or c'est le contraire qui se produit à travers la destruction de l'environnement.<sup>151</sup>

Le respect de la valeur culturelle du *fihavanana* malgache est en voie de disparition et de destruction. Un travail de rétablissement doit être entrepris en commençant par la mise en œuvre du principe de solidarité, de la justice sociale et de la destination universelle des biens. Sans oublier de revaloriser la vie familiale, une des conditions nécessaires pour le rétablissement du *fihavanana*.

Le *fihavanana* a donc pour unique objectif de chercher l'harmonisation de l'ordre social et de mettre au premier plan la quête du bien-être de l'homme, dans le cadre de la vie terrestre et de la vie de l'au-delà.<sup>152</sup> Comme le précise Dubois, le Malgache est ouvert à la Transcendance. Elle se réalise à travers un réseau de relations et de diversifications ; elle cherche toujours à mettre l'homme en harmonie avec le cosmos.<sup>153</sup> Elle contribue à tourner l'être humain davantage vers la réalité de l'au-delà ou de l'éternité. Il nous reste à considérer comment, durant l'ère du pouvoir royal, le Royaume a été gouverné en faveur du bien-être du peuple ? Et quel fut l'attitude du pouvoir royal envers le christianisme.

---

<sup>149</sup> Cf. *ibid.*, p. 71.

<sup>150</sup> Cf. R. DUBOIS, *L'identité malgache, la tradition des Ancêtres*, op. cit., p. 80.

<sup>151</sup> Cf. N. RABARIOELINA, *Madagascar Constitution. Suivant l'identité et les valeurs culturelles*, art. cit., 24 octobre 2014.

<sup>152</sup> Cf. H. RAHARILALAO, *Une Eglise locale en quête d'une voie d'inculturation*. Conférence organisée par les responsables de l'inculturation dans l'évangélisation à Madagascar, compte-rendu de la session annuelle des prêtres, religieux et religieuses malgaches en Europe, Paris, 28 Juin-1 Juillet 1991, pp. 7-8.

<sup>153</sup> Cf. R. DUBOIS, *Olombelona*, op. cit., pp. 90-94.

### 1.3 De la colonisation à l'indépendance

Quand nous parlons de la colonisation, nous ne prétendons pas aborder tous ses éléments constitutifs. Nous voulons simplement insister sur ce qui en lien avec ce terme et, cette période affecte directement notre travail de réflexion. Notre objectif est de déterminer quelles sont les entraves qui empêchent la réalisation du bien commun dans une société déterminée. La colonisation a-t-elle eu des impacts sur la recherche du bien commun ? Pour répondre à cette question, nous commencerons par définir autant que possible le terme de colonisation. Puis nous montrerons les objectifs et les répercussions politico-économiques et même morales de la colonisation, alors que montait la revendication de l'indépendance. Avant d'aborder ce thème, tâchons d'abord de présenter le panorama historique des pouvoirs royaux à Madagascar.

#### 1.3.1 Le panorama historique des pouvoirs royaux

La conception malgache de la hiérarchie sociale traditionnelle tient une place importante au niveau de la conception du *Fanjakana*<sup>154</sup>, ou Etat, un système clé traditionnel utilisé en vue de l'organisation politique de la société malgache. Mais ce qu'il faut noter ici, c'est que ce système d'organisation de la société varie en fonction des régions, des territoires, des Royaumes. Par contre, la manière adoptée pour accéder au pouvoir ou les modes de succession au trône étaient partout les mêmes. Les tenants du pouvoir ont calqué leur mode de gouvernement sur le pouvoir hiérarchique.<sup>155</sup> Dans le *Fanjankana*, il existe une hiérarchie au niveau du statut de chaque individu du corps social, établie en vue du bon fonctionnement de l'organisation du Royaume ou d'un territoire. Chaque individu disposant de son statut peut effectivement assumer sa responsabilité propre au profit de l'intérêt commun de tous.

Dans un *Fanjakana*, il y a ce qu'on appelle le *Mpanjaka* ou Roi. C'est lui qui administre un royaume ou un territoire. Il n'avait pas le pouvoir de dominer le territoire des autres *Mpanjaka*, sauf par voie de conquête violente en vue d'une unification<sup>156</sup> ou d'une expansion de son Royaume. Au cours de cette tentative d'unification ou d'expansion de son royaume, le *Mpanjaka* considère les autres *Mpanjaka* comme des concurrents, des adversaires ou même des ennemis. En cas de défaite, ces derniers sont réduits à l'état d'esclaves.<sup>157</sup>

Mais ce qui nous intéresse dans ce chapitre, c'est le fait que lorsqu'il combat, l'objectif principal du Roi n'est pas centré sur lui-même mais sur le bien de son peuple. Le Roi *Andrianampoinimerina*, celui d'*Imerina*<sup>158</sup> est un exemple éloquent.<sup>159</sup> Son Royaume se distingue par sa façon de tenter d'unir les royaumes. Ce roi a tenté de répondre à l'attente de la majorité du peuple, en recherchant l'unification du peuple malgache divisé par les différents royaumes sous le gouvernement des *Mpanjaka*. Il a beaucoup combattu, soit à

---

<sup>154</sup> Cf. M. ESOAVELOMANDROSO, *Antagonisme du Fanjakana*, dans B. HUBSCH, *Madagascar et le Christianisme*, op. cit., p. 41.

<sup>155</sup> Cf. *ibid.*

<sup>156</sup> Cf. *ibid.*, p. 49.

<sup>157</sup> Cf. *ibid.*

<sup>158</sup> Cf. *supra*, Vue panoramique de Madagascar, p. 17.

<sup>159</sup> Cf. M. ESOAVELOMANDROSO, *Antagonisme du Fanjakana*, dans B. HUBSCH, *Madagascar et le Christianisme*, op.cit., p. 49.



l'intérieur du territoire *Imerina* lui-même, soit à l'extérieur de ce territoire. L'objectif de son combat était d'assurer la sécurité et l'unité de son Royaume. Il a également opté pour un autre système de valeur visant l'intérêt commun du peuple tel que «...la lutte contre les famines chroniques, l'entreprise de grands travaux hydrauliques agricoles, la mise en place de tout un système de canaux en vue d'augmenter la production rizicole. Aussi bien le drainage des marais ou l'irrigation des rizières et donc la distribution de l'eau exigeaient de la population solidarité et discipline ».<sup>160</sup> Cette nouvelle voie demandant discipline et solidarité pour la survie de chacun a fait de lui un Roi respecté et aimé par le peuple dans son Royaume. Or son objectif principal était l'unification de la Grande Île. Les préoccupations des sujets rejoignaient, dans ce cas, le rêve de l'unité, qui fondait la gloire et la puissance politique du Roi.

En un mot, les pouvoirs royaux qui se sont succédé au cours de plusieurs décennies ont toujours mis en exergue la recherche du bien commun du peuple, comme le démontre une vue panoramique sur la succession monarchique. Cependant, Madagascar, en tant qu'un pays parmi tant d'autres, suit également l'évolution de l'histoire telle que la colonisation.

### 1.3.2 Le panorama historique de la colonisation

Le terme même de « colonisation » est le plus général et le plus ambigu.<sup>161</sup> Son sens étymologique, auquel il conviendrait de revenir, est cependant clair. Les colons sont ceux qui s'expatrient pour aller « en quête de nouvelles terres, de matières premières pour alimenter les industries, de marchés pour vendre ».<sup>162</sup> Ils forment des colonies qui restent en rapport plus ou moins étroit avec la métropole. Ils apportaient avec eux les institutions de leur pays. Ils fondaient véritablement des provinces ou des villes outre-mer, dont les noms sont révélateurs, comme la Nouvelle-Angleterre, la Nouvelle-Espagne ou la Nouvelle-Castille, le Nouveau-Amsterdam, le New-York ou la Nouvelle-Orléans. L'Escarbot, un journal français, publia en 1609 la première histoire de la colonisation française sous le titre d'*Histoire de la Nouvelle-France*.<sup>163</sup>

Quand la colonisation est officiellement déclarée à Madagascar, les colons visent un premier objectif : l'enseignement. Car pour eux, l'enseignement est l'instrument déterminant pour faciliter le processus de domination du pays. La France, le pays colonisateur de Madagascar, imposera sa langue à la Grande Île.

### 1.3.3 Les objectifs et les répercussions de la colonisation

Le 5 août 1890, la « Convention de Zanzibar »<sup>164</sup> (traité franco-britannique) reconnaît le protectorat français à Madagascar sans prendre l'avis des Malgaches. *Ranavalona III*

---

<sup>160</sup> Ibid., p. 53.

<sup>161</sup> Cf. P. BROCHEUX, *Les décolonisations au XXe Siècle*. La fin des Empires européens et japonais, Armand Colin, Paris, 2012, p. 213.

<sup>162</sup> P. LUPO, *L'Eglise et la décolonisation à Madagascar*, op. cit., p. 19.

<sup>163</sup> Cf. H. BRUNSHCHWIG, *Colonisation et décolonisation*. Essai sur le vocabulaire usuel de la politique coloniale, Cahiers d'études africaines, 1960, Vol. I, p. 44.

<sup>164</sup> La convention de Zanzibar est un acte unilatéral par lequel la monarchie de Tananarive rejette totalement. Il se situe entre deux guerres de 1883 et de 1895. Vue avec le recul de l'histoire, les deux guerres coloniales de la fin du siècle apparaissent comme rejet du pacte franco-anglais. Cf. P. LUPO, *L'entre-deux guerres franco-malgache* (1883-1895), dans B. HÜBSCH, *Madagascar et le christianisme*, op. cit., p. 301.

reconnaît alors le protectorat français; elle reste sur le trône mais n'a plus aucun pouvoir. La révolte qui éclate en 1896 sera vite réprimée par le Général Gallieni. Le 6 août, Madagascar et les îles qui en dépendent sont déclarées : « Colonie française ».<sup>165</sup> Cet état durera soixante-quatre ans. Le 28 février 1897, la royauté *merina* est abolie dans un climat de répression intense. Des révoltes contre l'occupation française inquiétaient le Général Gallieni, il les attribuait à la présence de la reine à Madagascar. Il décida donc de l'envoyer en exil, tout d'abord sur l'île de la Réunion, puis à Alger<sup>166</sup> où son ex-Premier ministre se trouvait déjà depuis 1896. Les Malgaches deviennent alors des sujets français mais sans aucun droit politique. Les Français sont venus, dit Josyane Lemerrier Belliard, «... non pas découvrir notre pays, nos traditions, notre Histoire mais pour conquérir notre territoire et diriger notre peuple selon leurs conceptions. La rencontre et la relation avec les Malgaches ne les intéressent pas tant ils nous considéraient comme inférieurs ». <sup>167</sup> Les objectifs de la Métropole ne sont que de dominer le peuple malgache et d'exploiter ses richesses.

Le premier objectif est de donner à l'école une place centrale dans le dispositif de domination du pays. Le général Gallieni décréta qu'aucun Malgache ne pourrait postuler à un emploi public s'il ne parlait ni écrivait le français. Les instructions décrétées dans la circulaire du 5 octobre 1896 témoignent des intentions de la nouvelle administration pour assurer la suprématie absolue de la langue et de la culture française : « Madagascar est devenue aujourd'hui une terre française. La langue française doit donc devenir la base de l'enseignement dans toutes les écoles de l'île. [...] Vous ne devez jamais perdre de vue que la propagation de la langue française dans notre nouvelle colonie, par tous les moyens possibles, est l'un des plus puissants éléments d'assimilation que nous ayons à notre disposition et que tous nos efforts doivent être dirigés dans ce but ». <sup>168</sup> Plus tard, la circulaire de 1899 précisait que l'école devait devenir un instrument de conquête pacifique des esprits. C'est par l'éducation que l'Administration française faisait comprendre aux Malgaches les avantages de la civilisation et la nécessité du travail; elle a cherché également à leur inculquer des sentiments de respect et d'affection pour la France.

Le gouvernement colonial maintint la double filière de l'enseignement du malgache et du français jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. D'un côté, l'enseignement public malgache a continué à instruire les jeunes Malgaches en les condamnant à des carrières modestes; de l'autre, les jeunes autochtones provenant de familles généralement aisées qui fréquentaient les lycées français se voyaient ouvrir les postes donnant accès au pouvoir, à l'administration - « fonctionnaires, contremaîtres ou enseignants »<sup>169</sup> - et aux avantages économiques, etc. La connaissance et l'utilisation aisée de la langue française sont devenues désormais des conditions de réussite et de promotion sociale, et des moyens d'accéder aux différentes sphères du pouvoir, sinon de s'y maintenir, surtout pour les anciennes couches

<sup>165</sup> Cf. J. VIGEN et J. TRONCHON, *L'Eglise sous la colonisation* (1895-1960), op. cit., p. 325.

<sup>166</sup> Le 28 Janvier 1897, la Reine Ranaivalona III est exilée avec sa tante Ramasindrazana, et sa nièce à la Réunion d'abord, puis à Alger quelques mois plus tard. Elle y mourut, et ses restes transférés le 10 octobre 1938 avec ceux des autres à Anaitirova, dans le tombeau se trouvant à côté de celui de Radama I. Cf. L. BELLIARD, *Madagascar. Le sang d'une colonie* (1980-1948), L'Harmattan, Paris, 2010, pp. 52-53.

<sup>167</sup> J.-L. BELLIARD, *Madagascar. Le sang d'une colonie* (1980-1948), op. cit., p. 33.

<sup>168</sup> Cf. *Discours du Général Gallieni sur l'objectif de l'enseignement français*, In Revue Iraka, 17 novembre 1896, p. 12.

<sup>169</sup> J.-L. BELLIARD, *Madagascar. Le sang d'une colonie* (1890-1948), op. cit., p. 91.

dirigeantes. La présence physique d'une minorité européenne contrôlant le pays a fait jouer au français un rôle considérable dans la vie quotidienne des autochtones. La domination de la France ne se limitait pas au niveau de l'enseignement ou de l'instruction scolaire mais s'étendait surtout au niveau de la monopolisation économique.<sup>170</sup> Le premier objectif était de satisfaire tous les besoins fondamentaux de la Métropole sans tenir compte de ceux du pays colonisé, Madagascar.

Comme deuxième objectif, les pays colonisateurs dont la France, qui ont colonisé beaucoup de pays des continents africain et asiatique rêvaient la visée suivante : mettre en place un échange politico-économique en faveur de la Métropole. L'échange commercial entre les pays colonisateurs et colonisés y compris Madagascar se faisait au détriment des produits exportés depuis les colonies. Il en est résulté que la courbe des valeurs importées était constamment supérieure à celle des valeurs exportées. Les investissements destinés à fréter le bateau, à solder l'équipage, à entretenir le comptoir étaient en général à court terme. Les associés à ce commerce ne s'engageaient que pour quelques mois ou quelques années.<sup>171</sup>

Depuis le début du XIX<sup>ème</sup> siècle, Madagascar a été internationalement reconnu en tant que Royaume indépendant. L'État monarchique *merina*, centré sur les hautes terres, a unifié une partie importante du territoire insulaire au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle par la conquête militaire. Cette unification du pays s'est achevée par la colonisation française. La construction de diverses infrastructures effectuées par les colons - travaux d'équipement des ports de Tamatave et de Mahajanga, construction d'un chemin de fer Tananarive-côte Est (T.C.E)<sup>172</sup>, sans oublier la construction d'un réseau routier progressif - sera facteur d'unification de la Grande Île. Ce qu'il faut souligner, dans cette grande initiative du gouvernement colonial de construire ces infrastructures, ce n'était pas la recherche de l'intérêt du pays colonisé, mais au contraire celui de la Métropole. Toutes les constructions ont été entreprises en vue d'exporter les richesses naturelles brutes des pays colonisés vers les Métropoles.

Avant même la déclaration officielle du pays comme colonie française, la France avait déjà monopolisé l'économie du pays à travers l'exploitation abusive des richesses minières, quasiment dans toutes les régions riches telles qu'à Maevatanana (région aurifère).<sup>173</sup> Ce travail d'exploitation a été confié au Français Léon Suberbie avec l'accord du premier ministre malgache de l'époque Rainilaiarivony par la signature de ses secrétaires, *Marc Rabibisoa* et surtout *Rasanjy*.<sup>174</sup> En fait, ce travail d'exploitation n'a rien apporté au bien commun de notre pays mais a enrichi la France seule. Les chiffres qui confirment ce fait ont été publiés le 2 décembre 1886. Le gouvernement malgache n'a touché que 10% des bénéfices partagés avec le Français Suberbie sans parler du salaire minimum reçu par les ouvriers malgaches. Néanmoins cet accord d'exploitation a duré presque une trentaine d'années.<sup>175</sup>

---

<sup>170</sup> Cf. F. KOERNER, *Madagascar colonisation française et nationalisme malgache XXe siècle*, op. cit., p. 105.

<sup>171</sup> Cf. H. BRUNSHCHWIG, *Colonisation et décolonisation*, op. cit., p. 122.

<sup>172</sup> Cf. A. MARTINEAU, *Madagascar en 1894*, Karthala, Paris, 1994, p. 154.

<sup>173</sup> Cf. F. KOERNER, *Madagascar colonisation française et Nationalisme malgache XXe siècle*, op. cit., p. 59.

<sup>174</sup> Cf. *ibid.*, p. 61.

<sup>175</sup> Cf. *ibid.*

Bien plus ce sont les Français qui ont pris en main le fonctionnement de l'administration au sein de la société malgache. De nouvelles négociations eurent lieu entre le ministre des colonies avec la compagnie déjà citée ci-dessus : « Ce dernier a obtenu, encore une fois, une immense concession, à la fois minière et foncière, couvrant approximativement les territoires fertiles et riches en ressources minières de Madagascar. S'y ajoute le droit de créer un port à Amboanio et le monopole des transports sur la Betsiboka et l'Ikopa depuis Amboanio jusqu'à Suberbieville, avec l'autorisation de percevoir un péage sur les bateaux». <sup>176</sup> En conclusion la colonisation de Madagascar n'avait pour objectif que de défendre et de protéger les intérêts agricoles et surtout commerciaux de la France.

Certes, la structure sociale de la colonisation agricole sait s'adapter, mais tout se fait en faveur de la France. Un exemple : les sociétés dépendant de la Banque d'Indochine et de la communauté générale des colonies, gros planteurs de tabac et de vanille, gérantes et propriétaires des sociétés rizicoles du Lac Alaotra, colons besogneux de la Côte-Est, tous comptent sur le travail sous-rémunéré des Malgaches pour réaliser des profits ou simplement survivre. En fin de compte, toutes les exportations de riz, de vanille, de girofle et de café avec des prix d'achat très bas opérés par les colons n'ont rien apporté aux intérêts communs des Malgaches. Tous les efforts entrepris par le gouvernement colonial pour améliorer l'économie de Madagascar, en développant le réseau routier et en exploitant plus méthodiquement les gisements miniers, se sont heurtés aux intérêts des colons français qui voyaient d'un mauvais œil des sommes d'argent importantes leur échapper au profit des autochtones.

Jusqu'à nos jours, c'est cette manière de penser caractérisée par un excès d'individualisme, de perte du sens de l'intérêt commun qui est présente. La pratique des politiciens dans les anciens pays colonisés obéit au seul principe du « chacun pour soi ». <sup>177</sup> C'est une politique qui ne se réfère jamais au bien commun. C'est un caractère acquis qui montre les méfaits de la colonisation.

En fait, ces formes ultimes de la colonisation cherchent à remplacer la domination coloniale par de nouveaux liens politiques. Elles admettent qu'économiquement, les territoires d'outre-mer représentent une charge pour la Métropole. Lourde charge que les gouvernements assureront pour la plus grande part, les capitaux privés étant subordonnés et contrôlés étroitement. Les profits qu'ils escomptent sont limités et lointains. Cette colonisation, qui satisfait les besoins sentimentaux des nationalistes, manque de charme aux yeux du contribuable ou du capitaliste, qui aime avoir les coudées franches. L'un et l'autre considèrent alors avec aménité la dernière-née de la politique coloniale, la décolonisation.

---

<sup>176</sup> Cf. *ibid.*, p. 67.

<sup>177</sup> Cf. G. RAHARIZATOVO, *Madagascar 2002. Genèse et Silence d'une crise*, op. cit., p. 158.

### 1.3.4 De la décolonisation à l'indépendance

Après avoir renversé le pouvoir de la dernière Reine *Ranavalona III*, la France s'installe durant soixante-quatre années comme colonisatrice, malgré le mouvement de résistance nationaliste malgache.<sup>178</sup> La participation de dizaines de Malgaches à la première Guerre Mondiale (1914-1918) en combattant pour la France, suscita un désir ardent de liberté, en vue d'émanciper le pays du joug colonial. Entre temps, la création de mouvements nationalistes a surgi un peu partout dans la Grande Île, même en cachette, pour sauver la dignité nationale malgache.<sup>179</sup> Le désir de se libérer reste vif. Son seul objectif est de repousser le pouvoir colonial qui se manifestera par la diffusion d'un tract pro-allemand à Antananarivo en septembre 1939. Le contenu de ce tract est un appel à la population malgache pour souhaiter la victoire d'Hitler, comme moyen de sortir de la tutelle coloniale française<sup>180</sup> : signe de mécontentement et de haine envers la France.

La deuxième Guerre Mondiale (1939-1945) a ébranlé la position de la Métropole, et remis en question le maintien de la domination française dans un empire colonial parvenu à son apogée à la fin des années 30.<sup>181</sup> La France, enlisée dans un régime d'assemblée faible et instable, n'a pas perçu la montée dans ses colonies du mouvement d'émancipation des peuples indigènes. Elle n'a pas non plus tenu ferme à la décision prise à la conférence de Brazzaville : La Charte du libéralisme colonial<sup>182</sup> constituant la suppression du code de l'indigénat<sup>183</sup>, la fin du travail forcé ou obligatoire, l'accession à la citoyenneté française. Mais le gouvernement français a fait le contraire. Il a cherché par tous les moyens d'endiguer le flot du nationalisme montant. D'où l'ambition des Malgaches de lutter contre le colonialisme en créant des mouvements d'émancipation du pays. Les Malgaches, ayant participé à la deuxième Guerre Mondiale, espéraient obtenir en échange le droit de s'administrer eux-mêmes et donc de s'émanciper.<sup>184</sup> D'où l'éclatement de l'insurrection de 1947.

Le conflit éclate à Moramanga dans la nuit du 29 mars 1947 avec des soldats sénégalais et quelques malgaches.<sup>185</sup> Près de 200 européens, asiatiques et sénégalais furent tués par les insurgés. Des citoyens malgaches sont aussi massacrés par leurs compatriotes, considérés à tort ou à raison, comme compromis avec les étrangers.<sup>186</sup> L'insurrection est suivie d'une répression impitoyable. Tenus pour responsables, les députés malgaches à l'Assemblée française sont condamnés à de lourdes peines, après un procès inique. Certains parmi les nationalistes subissent divers types de torture. L'inculpé, dit J. Tronchon, n'a pas le droit de s'expliquer librement, il est forcé de tout accepter ou il subit successivement différentes tortures : Cheval de bois : « flexion de genoux calée avec un arbre de bois carré attaché ou non, pieds en équerre, deux bras menottés d'une bride spéciale passée autour du cou, de sorte que la chute des deux bras provoque l'étranglement de la gorge, parfois la

---

<sup>178</sup> Cf. P. LUPO, *L'Eglise et la décolonisation à Madagascar*, op. cit., p. 21.

<sup>179</sup> Cf. *ibid.*

<sup>180</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Au cœur de l'Île Rouge. 50 ans de vie à Madagascar*, op. cit., p.39.

<sup>181</sup> Cf. F. KOERNER, *Madagascar colonisation française et Nationalisme malgache XXe siècle*, op. cit., p. 330

<sup>182</sup> Cf. *ibid.*, 331.

<sup>183</sup> Cf. J.-L. BELLARD, *Madagascar. Le sang d'une colonie (1890-1948)*, op. cit., p. 142.

<sup>184</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Au cœur de l'île Rouge. 50 ans de vie à Madagascar*, op. cit., p.39.

<sup>185</sup> Cf. J.-L. BELLARD, *Madagascar. Le sang d'une colonie (1890-1948)*, op. cit., pp. 165-166.

<sup>186</sup> Cf. *ibid.*, p. 50.

victime aussi en position instable reçoit des coups de pied par derrière et tombe directement face contre le sol cimenté, jusqu'à l'évanouissement ».<sup>187</sup> D'autres tortures sont pratiquées : « Des coups de marteau donnés sur la tête des accusés jusqu'à perte de connaissance sont aussi utilisés ainsi que le poignard ».<sup>188</sup> Ces exactions suscitent un sursaut de fierté chez certaines femmes malgaches disant : « Ne vous découragez pas pour le salut de notre Patrie malgache. Continuez toujours votre œuvre si bien commencée malgré la fureur de nos adversaires. C'est pour la Justice et la Liberté que les nôtres endurent les souffrances dans la prison et l'exil. Pour la conquête de cette justice et de cette liberté, faisons un front unique ».<sup>189</sup> Les patriotes malgaches n'ont qu'un seul objectif, combattre pour libérer le pays de la domination française.

Grâce à la longue lutte pour l'indépendance du pays, le Général de Gaulle, en 1958, prit la décision de proposer aux pays de l'Union Française de choisir par référendum s'ils garderaient ou non un lien avec la France. Pour Madagascar, le résultat fut positif, car les 78% des électeurs se déclaraient pour l'Indépendance. Le 14 octobre 1958, la République malgache est proclamée, après la déclaration de caducité de la décision parlementaire française du 6 août 1896 qui avait fait de Madagascar une colonie.<sup>190</sup> Le pays accède à l'indépendance le 26 juin 1960, sous la présidence de Philibert Tsiranana, tout en conservant des relations privilégiées avec la France.<sup>191</sup> La presse malgache de l'époque disait que l'indépendance n'était pas un cadeau reçu de la libéralité de la Métropole, mais un retour à l'ancienne souveraineté, payée par le sang du peuple.<sup>192</sup> En regard du combat mené par les patriotes malgaches avec courage et abnégation, les dirigeants politiques successifs agissent-ils avec la même abnégation ? Sont-ils tous de vrais patriotes ? Cherchent-ils le bien commun pour l'ensemble du peuple ? Cette analyse mérite d'être précédée par l'étude du comportement des Églises, en particulier de l'Église catholique, durant la période de la colonisation et face aux revendications d'indépendance.

### 1.3.5 Le rapport entre pouvoirs politiques et christianisme

Les rapports entre les pouvoirs politiques et le christianisme à Madagascar sont à différencier selon qu'il s'agit du pouvoir royal ou du pouvoir colonial. Un premier constat : les relations des pouvoirs royaux avec le christianisme à Madagascar sont conditionnées par la présence des missionnaires.<sup>193</sup> Les activités réelles de ces derniers sont encadrées et varient en fonction des époques et du pouvoir en place. De ce fait, les modes de relations sont loin d'être stables, variant en réalité en fonction de celui qui exerce le pouvoir royal. Ainsi c'est tantôt la concorde, tantôt la mésentente, voire même la persécution comme ce fut le cas pendant le règne de *Ranavalona Ière*.

<sup>187</sup> J. TRONCHON, *L'insurrection malgache de 1947*. Essai d'interprétation historique, Editions Efa, Fianarantsoa, 1982, p. 276.

<sup>188</sup> Ibid., p. 277.

<sup>189</sup> F. KOERNER, *Madagascar colonisation française et Nationalisme malgache XXe siècle*, op. cit., p. 426.

<sup>190</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Madagascar 1947-2002*. Des sagaies aux ombrelles, op. cit., p. 44.

<sup>191</sup> Cf. ibid., p. 46.

<sup>192</sup> Cf. P. LUPO, *L'Eglise et la décolonisation à Madagascar*, op. cit., p. 23.

<sup>193</sup> Cf. G. RAHARIZATOVO, *Madagascar 2002*. Genèse et Silence d'une crise, op. cit., p. 267.

La première rencontre du pouvoir royal avec le christianisme, plus précisément avec le catholicisme, eut lieu lorsque les Portugais découvrirent Madagascar le 10 août 1500. Ces derniers projetèrent d'implanter le christianisme à Madagascar. Un dominicain portugais fut le premier missionnaire, par la suite mort empoisonné. Ensuite vint le Père Jésuite Mariano envoyé par le vice-roi portugais de Goa. Il avait une certaine connaissance de la langue malgache, conscient que c'est là une clé d'évangélisation. Cet essai se termine par un échec, faute de renforts. Le roi de l'*Imerina*, qui a accepté l'arrivée de ces missionnaires portugais, n'éprouve aucune attirance pour cette nouvelle religion étrangère<sup>194</sup> mais veut demeurer attaché aux religions traditionnelles des ancêtres. De multiples tentatives d'implanter le christianisme dans l'île échoueront jusqu'au moment où la situation politique dans l'océan Indien change.<sup>195</sup> *Radama I* a l'ambition de réunifier l'île et de devenir Roi de Madagascar. Pour cela il a besoin d'armes qu'il espère obtenir de la couronne britannique.<sup>196</sup> Il ambitionne également de moderniser la vie de son peuple grâce à l'enseignement, l'apport d'un savoir technique et un style de vie à l'européenne.

En échange, la couronne britannique lui demande l'abolition de la traite des esclaves<sup>197</sup> et des petits Royaumes des régions côtières. Le projet politique de l'Angleterre est de s'installer dans l'océan Indien, à commencer par l'île Maurice puis Madagascar. La collaboration entre le pouvoir britannique et *Radama I* est effective. En conséquence, des missionnaires commencent le travail d'évangélisation à Antananarivo, avec le souci de sauvegarder une bonne entente avec le pouvoir royal. Cette première implantation du christianisme en 1824 dans la Grande Île s'accompagne d'un effort de scolarisation tant dans la ville que dans la campagne. A la mort de *Radama I*, il y a déjà 100 écoles regroupant 4000 élèves.<sup>198</sup>

*Ranavalona Ière* succéda à son époux (1828-1861). Elle est très attachée au culte ancestral des idoles et aux talismans royaux. D'où son hostilité aux autres religions y compris le christianisme.<sup>199</sup> La nouvelle Reine se méfie des visées politiques des grandes puissances occidentales. Cette méfiance l'incite à un rejet total du christianisme. D'autant que la Reine elle-même au moment de son intronisation est considérée comme une divinité.<sup>200</sup> Les persécutions des chrétiens effectuées par la Reine se manifestent sous plusieurs formes : par exemple, sur de simples dénonciations, ils sont arrêtés à leur domicile et ceux qui les hébergent risquent la peine de mort également. « Le sort réservé aux principaux accusés est généralement la peine de mort. Avant d'être mis à mort, certains condamnés sont menés au

<sup>194</sup> Cf. *ibid.*, p. 169.

<sup>195</sup> Cf. B.H. VINCENT, *Fondations des premières communautés congrégationalistes (1818-1835)*, dans B. HÜBSCH *Madagascar et le christianisme*, op. cit., p. 187.

<sup>196</sup> Cf. M. RASOAMIARIMANANA, *Le rejet du christianisme au sein du royaume de Madagascar (1835-1861)*, dans B. HÜBSCH, *Madagascar et le christianisme*, op. cit., p. 219.

<sup>197</sup> Cf. KELLER, *Conférence sur L'esclavage à Madagascar*, Antananarivo, le 1 mars 1890.

<sup>198</sup> Cf. M. RASOAMIARIMANANA, *Le rejet du christianisme au sein du royaume de Madagascar (1835-1861)*, op. cit., p. 200.

<sup>199</sup> Cf. B. HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar*, Foi & Justice, Antananarivo, 2003, p. 13.

<sup>200</sup> Cf. M. RASOAMIARIMANANA, *Le rejet du christianisme au sein du royaume de Madagascar (1835-1861)*, op. cit., p. 222.

lieu du supplice, suspendus tout nus à un gros bâton, pieds et poings liés, ou ficelés dans des nattes, la bouche bourrée de paille pour les empêcher de parler».<sup>201</sup>

Du côté catholique, l'implantation du christianisme dans la Grande Île fut moins aisée que pour l'Église protestante.<sup>202</sup> Cette dernière s'est rapidement répandue grâce aux missionnaires anglais. Au début la tentative d'implanter le christianisme catholique à Madagascar en 1832, s'est réalisé sous la direction de la préfecture apostolique de Bourbon en la personne de Mgr. Henri de Solages.<sup>203</sup> Il a tenté de discuter avec la Reine *Ranavalona Ière* pour obtenir qu'une porte s'ouvre à la foi catholique, plus précisément à *Antananarivo*. La Reine refusa. Ce fut un premier échec. Le souci de l'évangélisation, malgré les insuccès initiaux, reprendra plus tard.

Madagascar se ferme à toute tentative d'évangélisation. Les missionnaires protestants empêchent pendant un temps l'arrivée des missionnaires catholiques.<sup>204</sup> Une porte s'ouvrira grâce au Père Finaz en 1855 qui rencontre le fils de la Reine *Ranavalona Ière*, le prince *Rakoto*, futur *Radama II* : « C'était le 8 Juillet 1855 que le Père Finaz, avec son zèle missionnaire, a célébré la première messe en cachette devant le prince ». <sup>205</sup> Mais cet accueil de l'Église catholique par le prince n'a pas duré à cause d'un complot : Jean Laborde, premier Consul de France à Madagascar en 1862, veut renverser la Reine. En raison de ce complot, la Reine décide d'expulser tous les étrangers de Madagascar. Dès lors la persécution des chrétiens se déchaîne avec violence. Il y aura des arrestations avec des lapidations.<sup>206</sup> Pour autant, l'espoir de l'Église catholique dans les hautes terres ne disparaît pas grâce au prince *Rakotondradama* en 1846, un souverain converti au christianisme.

Le roi *Radama I* décrète la liberté religieuse par «...les traités que la France, le 12 septembre, et l'Angleterre le 5 décembre 1862, signent avec *Radama I*. Ils comportent un article 3 garantissant la liberté d'action des missionnaires et la liberté religieuse des chrétiens malgaches ». <sup>207</sup> Grâce à l'arrivée des missionnaires et des sœurs de Saint Joseph de Cluny, avec d'autres congrégations religieuses masculines et féminines, l'évangélisation peut prendre son essor. La religion protestante s'implante également Le rayonnement du christianisme à Madagascar peut commencer.

Ce rayonnement n'ira pas sans tension entre les deux confessions, tension entretenue par les rivalités franco-britanniques à Madagascar. Le petit peuple, les esclaves et quelques exceptions comme celle de *Victoire Rasoamanarivo*, nièce et belle-fille du premier ministre<sup>208</sup> sont pro-Français. La Reine, le premier ministre et les nobles sont pro-Anglais. Les Églises à Madagascar sont appelées aujourd'hui à un devoir de vigilance, instruites par les erreurs du passé et attentives à ouvrir des chemins d'avenir. Le passé fonde le présent et prépare l'avenir.

---

<sup>201</sup> Ibid., pp. 229-230.

<sup>202</sup> Cf. B. HÜBSCH, *Madagascar et le Christianisme*, op. cit., p. 243.

<sup>203</sup> Cf. *ibid.*, p.13.

<sup>204</sup> L'Église Catholique n'avait pas accès aux hautes terres, elle a commencé par fonder une petite communauté sur la côte est de Madagascar en 1840, dans l'île de Sainte Marie, sous la direction du Père Dalmond. La première occupation de celui-ci est de composer un catéchisme, des cantiques et des prières en langue malgache.

<sup>205</sup> Cf. H. RAJOELISON et B. HÜBSCH, *L'instauration de la liberté religieuse (1861-1868)*, op. cit., p. 253.

<sup>206</sup> Cf. *ibid.*, p. 252.

<sup>207</sup> Ibid., p. 266.

<sup>208</sup> Cf. B. HÜBSCH, *L'Église catholique à Madagascar*, op. cit., p. 16.



Voilà pourquoi l'Église assume tout le passé : « L'adulte se situe, s'autocritique, s'accepte et explique son présent sans rien cacher de sa réalité totale ».<sup>209</sup>

L'Église sait que son message s'incarne dans la pâte humaine. Car le message que « ...l'Église a reçu du Christ n'est pas une réalité abstraite, c'est un appel qui traverse l'histoire, après avoir trouvé accueil dans l'homme ».<sup>210</sup> Durant la période coloniale, la relation de l'État et des Églises à Madagascar est tributaire à la fois des réalités héritées de l'histoire et de la présence d'une autorité coloniale. L'Église catholique ne compte qu'un seul évêque malgache, en la personne de Mgr Ignace Ramarosandratana. La lettre des Évêques de Madagascar en 1953, venant au lendemain des combats pour l'autonomie politique, va avoir un impact retentissant. Pour connaître la vérité de l'histoire, il faut revenir aux rapports existants entre les deux grandes confessions chrétiennes, qui traduisent les rivalités franco-britanniques à Madagascar.<sup>211</sup>

Il est acquis que le catholicisme malgache est pro-Français alors que le protestantisme penche de préférence pour l'Angleterre. Les rivalités entre les deux confessions se durcissent. Les attaques contre le protestantisme se multiplient. Grâce à l'appui de la France, le catholicisme jouit d'une situation religieuse favorable. La présence de l'autorité coloniale française, chaque fois qu'il y a une célébration festive catholique, illustre bien ce fait. Par exemple, lors d'une cérémonie d'ouverture de nouveaux édifices scolaires<sup>212</sup>, les autorités coloniales sont présentes, y compris le Général Gallieni lui-même. C'est ce favoritisme français en faveur du catholicisme qui suscita la haine des nationalistes malgaches envers les missionnaires étrangers catholiques et quelques prêtres malgaches qu'ils considéraient de connivence avec les colons.

Un antagonisme durable va s'installer entre la masse protestante malgache favorable aux mouvements d'insurrection pour l'autonomie et le catholicisme réputé acquis à une présence coloniale française.

Aujourd'hui, nous croyons que le problème n'est plus celui des rapports entre une Église catholique française et une Église protestante britannique. C'est une étape dépassée. Le souci de l'Église actuelle est l'œcuménisme et sa contribution à la recherche du bien commun pour la Nation malgache. Il est vrai que les Églises ont déjà fait pas mal de chemin ensemble grâce au mouvement FFKM<sup>213</sup>, mais cet effort vers l'unité, bien que réel, est encore fragile. L'unité des Églises malgaches reste à parfaire pour éviter toute manipulation par le politique et sauvegarder son indépendance

---

<sup>209</sup> P. LUPO, *Eglise et décolonisation à Madagascar*, op. cit., p. 166.

<sup>210</sup> Ibid.

<sup>211</sup> Cf. G. RAHARIZATOVO, *Madagascar 2002*. Genèse et Silence d'une crise, op. cit., p. 269.

<sup>212</sup> P. LUPO, *Eglise et décolonisation à Madagascar*, op. cit., p. 171.

<sup>213</sup> Le FFKM est une structure ecclésiale qui permet aux quatre Eglises chrétiennes, à savoir l'EEM (Eglise anglicane), l'ECAR (Eglise catholique romaine), la FLM (Eglise luthérienne malgache) et la FJKM (Eglise réformée malgache), d'être ensemble pour répondre à l'appel du Seigneur qui les invite à travailler pour l'unité des chrétiens et pour le bien commun de la nation. Cf. Les statuts du FFKM, art. 1.

## **Conclusion**

Madagascar, en tant que Grande Île, a ses caractéristiques propres qui la différencient des autres pays d'Afrique et de l'Océan Indien. Elle a ses valeurs traditionnelles, culturelles et notamment des richesses naturelles. Celles-ci sont un grand atout pour Madagascar.

D'autre part, Madagascar a été une colonie française durant 64 ans comme d'autres pays d'Afrique, d'Asie et même d'Amérique latine. Cette colonisation a eu des impacts négatifs, tout d'abord sur le développement et la réalisation du bien commun, ensuite sur la conduite morale de chaque individu et surtout des dirigeants qui se sont succédé au pouvoir. Pourtant, malgré la colonisation, celle-ci n'est pas la seule cause de l'échec du bien commun et de la pauvreté de la population actuelle. Il y a également d'autres facteurs. Nous allons l'approfondir dans le chapitre suivant.

## CHAPITRE II : LES DEUX RÉPUBLIQUES FACE A LA RÉALISATION DU BIEN COMMUN (1975-2009)

### Introduction

Plus de cinquante ans après l'indépendance, Madagascar est encore parmi les pays les plus pauvres de la planète. Cette pauvreté est-elle une fatalité ? S. Urfer, en tant qu'observateur et analyste politique, répond à la question : « Il n'y a ni fatalité, ni malédiction ».<sup>214</sup> Quelles sont dès lors les causes de l'échec du bien commun au sein de la société malgache ? Les régimes politiques qui se sont succédé avaient-ils vraiment la volonté politique de contribuer à sa réalisation ? Les choix politiques qu'ils ont opérés pour gouverner le pays ont-ils été judicieux ?

C'est en analysant l'impact sociopolitique, économique et religieux des deux Républiques qui se sont succédé à Madagascar de 1975 au 2009 qu'il est possible de proposer des éléments de réponse. Il s'agit en premier lieu des deux mandats où *Didier Ratsiraka* exerça le pouvoir de 1975 à 1991. L'option socialiste a marqué son gouvernement. Quel est l'apport de ce choix politique à la réalisation du bien commun ? Ensuite, il importe de faire une semblable évaluation du régime démocratique mis en place par *Albert Zafy* en 1993. Cet essai de démocratisation du pouvoir a priori plus consensuel s'est cependant terminé par un fiasco. Pourquoi ? L'instabilité politique<sup>215</sup> suffit-elle à expliquer cet échec ? En 1996, *Didier Ratsiraka* revient au pouvoir. La situation va empirer. Pourquoi ?

De 2002 à 2009, un nouveau président arrive au pouvoir, suite à un mouvement populaire. Au début, grâce à la mise en œuvre d'une politique d'ouverture avec l'extérieur, le nouveau président a eu la confiance de la Banque mondiale, du Fond Monétaire International et des pays amis. Il a donc reçu beaucoup de financements. Question : malgré ces financements qui auraient pu relancer le développement économique du pays, pourquoi le pays se trouve-t-il de nouveau dans l'impasse et la pauvreté ?

### 2.1 La deuxième République : Le gouvernement de *Ratsiraka* (1975-1993)<sup>216</sup>

L'instauration de la 2<sup>ème</sup> République et l'élection du président *Didier Ratsiraka*, en 1975, crée un espoir en proposant les solutions de la révolution socialiste. Elle échoue rapidement face aux pressions qui proviennent tant de l'intérieur du pays que de l'extérieur.

#### 2.1.1 Bilan de la 1<sup>ère</sup> République (1960-1975)

Après avoir parcouru les différentes étapes de la colonisation, puis du combat pour l'indépendance avec l'insurrection de 1947, Madagascar devint une république semi-autonome dans le cadre de la Communauté française en 1958.<sup>217</sup> L'électorat malgache a voté à 78% en faveur de la nouvelle Constitution. Ainsi Madagascar est officiellement déclaré pays indépendant le 26 juin 1960<sup>218</sup>, sous la présidence du chef du Parti social-démocrate, *Philibert*

---

<sup>214</sup> S. URFER, *La crise et le Rebond. 50 ans de l'indépendance*, op. cit., p. 9.

<sup>215</sup> Cf. J.-E. RAKOTOARISOA, *L'opposition à Madagascar*, art. cit., p. 129.

<sup>216</sup> Cf. *ibid.*, p. 126.

<sup>217</sup> Cf. *supra*, De la décolonisation à l'indépendance, p. 32.

<sup>218</sup> Cf. R.-W. RABEMANAJARA, *Géopolitique et problèmes de Madagascar*, L'Harmattan, Paris, 1998, p. 31.

*Tsiranana*, Père de l'indépendance malgache. Une indépendance qui restera sous contrôle de la France par le maintien de relations privilégiées avec elle.

L'indépendance officiellement déclarée en 1960 par la France fait-elle pour autant de Madagascar un pays effectivement indépendant ayant la maîtrise de tous ses choix économiques et politiques ? Incontestablement la République, avec *Philibert Tsiranana* comme Premier Président, connaît une stabilité institutionnelle qui tranche face aux troubles politiques qui secouent l'Afrique francophone à la même époque. Comparé aux autres dirigeants des pays en voie de développement d'alors, le président *Tsirana* «...jouissait d'une réputation flatteuse : pays paisible et heureux, modèle de décolonisation réussie et de coopération amicale avec l'ancienne métropole ».<sup>219</sup> Au point qu'à l'époque, le surnom attribué à Madagascar était : « l'Île heureuse ».<sup>220</sup> L'économie progresse lentement en suivant la voie d'un socialisme pragmatique. Mais le processus de démocratisation a de la peine à faire évoluer les comportements et s'achève dans une impasse. L'indépendance de Madagascar est officiellement déclarée mais elle reste à parfaire sur le plan administratif, économique et éducatif.

En réalité l'administration du service public, sous la 1<sup>ère</sup> République, reste assurée par des Français, à peu d'exceptions près : « conseillers techniques, chef de cabinet, chef d'état-major particulier, qui occupe en fait, les fonctions de ministre de la Défense ».<sup>221</sup> Cette coopération franco-malgache au niveau de l'administration va durer jusqu'en 1964. Même après, cette coopération perdure, car il est difficile pour les Français de laisser aux mains des élites malgaches l'administration du pays. Pour assurer le renouvellement de leur contrat, certains fonctionnaires français se comportent d'une manière irresponsable et complaisante à l'égard des ministres, directeurs ou chefs de service qu'ils sont censés guider. Par contre les élites malgaches, qui détiennent des postes de direction, sont devenues d'un nationalisme profondément anti-français, critiquant sans ménagement le régime *Tsirana* de la République malgache.<sup>222</sup>

Dans le domaine économique, le parti social-démocrate dirigé par le président *Philibert Tsiranana*<sup>223</sup> essaye de mettre en œuvre un programme politique fondé sur le socialisme malgache pour sortir le pays de l'impasse socio-économique. Ce gouvernement de la 1<sup>ère</sup> République garde des liens privilégiés avec la France en bénéficiant de l'appartenance à la « zone franc ». Grâce à cela, le gouvernement malgache jouit de débouchés pour les produits agricoles : bananes, viande, sucre, riz de qualité, épices, etc. Le résultat de cette politique est un échec pour l'économie malgache.<sup>224</sup> La France conserve une position de force dans l'économie malgache. Par exemple, 60% de l'industrie installée à Madagascar est encore sous la gestion française. La desserte maritime de l'île, étant le centre et le cœur de l'économie malgache, reste aux mains de compagnies françaises. En fait, l'ancienne

---

<sup>219</sup> S. URFER, *L'espoir et le doute*. Un quart de siècle malgache, Foi & Justice, Antananarivo, 1997, p. 11.

<sup>220</sup> Ibid.

<sup>221</sup> Cf. R. RALIBERA, *La formation des élites à Madagascar depuis l'indépendance*, in *Madagascar Fenêtre*, Vol II, Cité, Antananarivo, 2007, p. 147.

<sup>222</sup> Ibid., p. 147.

<sup>223</sup> Cf. S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p.14.

<sup>224</sup> Cf. ibid., p.16.

Métropole garde un monopole sur nombre de transactions et même gagne du terrain et domine l'économie.

En outre, au niveau économique, quand le parti politique au pouvoir s'oriente vers le néo-libéralisme, cela n'a pas de répercussion pour la vie quotidienne du peuple. En théorie cette orientation se proposait d'encourager l'initiative privée, nationale et étrangère. Elle appelait de ses vœux un développement de type communautaire avec coopératives et animations rurales mais installait aussi l'interventionnisme étatique dans les secteurs clefs de l'économie. Le pouvoir en place tout en pratiquant un « socialisme pragmatique » accapare toutes les initiatives. L'État malgache essaye d'ouvrir de nouveaux horizons de coopération économique. Il signe des accords de coopération avec d'autres pays : les États-Unis, le Japon, l'Italie, l'Allemagne Fédérale, et surtout la France pour obtenir des investissements. Ce choix empêche une politique de nationalisations, le président *Philibert Tsiranana* affirmant : « Les nationalisations stupides et dangereuses n'auraient d'autres effets que de refouler les investissements étrangers ».<sup>225</sup> La trop grande dépendance envers les pays étrangers freine l'essor d'une malgachisation de l'économie. Il va de soi que les bénéfices vont vers ces pays étrangers, dont la France.

A côté de cette mainmise des pays étrangers sur l'économie malgache, il y a un autre secteur qui souffre aussi de cette prévalence étrangère surtout française, c'est l'éducation. Selon S. Urfer, il s'agit en fait d'une « domination culturelle ».<sup>226</sup> Celle-ci est intolérable aux yeux des Malgaches puisqu'elle affecte les couches inférieures de la société. Madagascar, par rapport aux autres pays d'Afrique, se félicite d'avoir une langue commune à toutes les tribus du pays avec ses caractéristiques propres. C'est grâce à cet avantage que tous les Malgaches peuvent communiquer entre eux. Néanmoins, comme la langue française s'enseigne aux élèves des cours secondaires et supérieurs, il s'ensuit des inégalités dans l'ouverture à la culture. « Cette situation profite évidemment aux milieux déjà favorisés, c'est-à-dire à la bourgeoisie urbaine, assurée de conserver par là l'essentiel de ses privilèges ; mais au détriment de la paysannerie, pénalisée par un enseignement qui ne faisait pratiquement pas appel à l'expérience concrète et à la connaissance du milieu naturel et social du pays ».<sup>227</sup>

Pour protester contre cette politique éducative, dès le 24 avril 1972, un mouvement de grève paralyse les universités et certains lycées. Des pourparlers sont ouverts entre le gouvernement et les manifestants, chacun campant sur ses positions.<sup>228</sup> La grève se propage et atteint Fianarantsoa, le 28 avril, Antsirabe, le 29 avril. Elle est désormais massivement appuyée par les élèves de l'enseignement secondaire dans de nombreuses villes provinciales, qui dénoncent les accords de coopération franco-malgaches et les méfaits de l'impérialisme culturel. Les slogans les plus répandus proclament : langue française, langue d'esclaves. Les concessions agricoles tenues par les colons sont à rendre aux Malgaches.<sup>229</sup> Devant l'ampleur de ces mouvements, le président *Tsiranana* confie le 18 mai les pleins pouvoirs au

---

<sup>225</sup> A. SPANCENSKY, *Madagascar cinquante ans de vie politique de Ralaimongo à Tsiranana*, Ed. Latines, Paris, 1970, p. 397.

<sup>226</sup> S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p. 16.

<sup>227</sup> Ibid., p. 17.

<sup>228</sup> Cf. R. ARCHER, *Madagascar depuis 1972. La marche d'une révolution*, L'Harmattan, Paris, 2011, pp. 51-52.

<sup>229</sup> Cf. R. RALIBERA, *La formation des élites à Madagascar depuis l'indépendance*, art. cit., p. 149.

général *Gabriel Ramanantsoa*.<sup>230</sup> Ce dernier annonce trois jours plus tard «...une politique délibérée d'austérité, d'honnêteté totale et de moralité absolue ». <sup>231</sup> Cependant *Tsirananana* reste toujours le président de la République malgache. Son avenir sera fixé par le nouveau régime qui va se mettre en place. Ce sera la fin du pouvoir de la Première République, et la fin de l'emprise politique étrangère sur la Grande Île.

La stabilité politique et institutionnelle du pays, si précieuse en regard des difficultés politiques et économiques qui secouent certains pays d'Afrique n'apporte pas à la majorité des Malgaches une vie meilleure. Seule une minorité bourgeoise en bénéficie. Notre indépendance, aux dires du Père Rémi Ralibera, n'est qu'un symbole extérieur, une pure apparence avec le drapeau et l'hymne national. A plus forte raison, ajoute-t-il, les accords de coopération franco-malgaches de 1960 ne sont que l'expression du néo-colonialisme pur et dur et d'un esclavage moderne.<sup>232</sup>

### 2.1.2 Les origines du pouvoir de la 2ème République

Les grèves du monde universitaire, des lycéens et collégiens, obligent le président *Philibert Tsiranana* à démissionner le 11 octobre 1972 au terme de treize années de pouvoir et à remettre les pleins pouvoirs au général *Gabriel Ramanantsoa*.<sup>233</sup> Ce chef d'État-major, pendant les trois années de son pouvoir, gouverna le pays tant bien que mal, cherchant à relancer la politique économique du pays et à mener à bien une transition constructive. Cependant la situation politique se tend de plus en plus dans toute l'Île, ce qui provoque la contestation généralisée en 1975 qui se solde par une tentative de coup d'État qui échoue. Aussi le général *Gabriel Ramanantsoa* prend la décision de démissionner et remet, le 5 février 1975, les pleins pouvoirs, à son ministre de l'Intérieur, le colonel *Richard Ratsimandrava*.

Ce dernier, avec ferveur, assume le pouvoir. Il cumule alors les fonctions de chef d'État ainsi que celles de Premier Ministre et de ministre de la Défense nationale et du plan. Malgré sa ferme volonté de gouverner le pays et de tenter de le faire sortir de l'impasse, il est malheureusement assassiné le 11 février 1975.<sup>234</sup> Cet assassinat provoque une onde de choc qui dure jusqu'à nos jours.<sup>235</sup> Quelques heures après la mort du Président, un Directoire militaire, dirigé par le Général *Gilles Andriamahazo*, est mis en place. « La loi martiale est décrétée ». <sup>236</sup> En fait, le capitaine de frégate *Didier Ratsiraka*, ex-ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Transition, accède au pouvoir le 15 juin 1975. *Didier Ratsiraka* instaure la révolution socialiste<sup>237</sup>, inspirée par l'idéologie socialiste occidentale.

---

<sup>230</sup> Cf. R. ARCHER, *Madagascar depuis 1972*. La marche d'une révolution, op.cit., p. 57.

<sup>231</sup> S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p.19.

<sup>232</sup> Cf. R. RALIBERA, *La formation des élites à Madagascar depuis l'indépendance*, art. cit., p. 149.

<sup>233</sup> Cf. COLL., *Le journal du cinquantenaire*, Journal Express de Madagascar, juin 2010, p. 22.

<sup>234</sup> Cf. ibid., p. 26.

<sup>235</sup> Cf. S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p. 23.

<sup>236</sup> Cf. COLL., *Le journal du cinquantenaire*, Journal Express de Madagascar, juin 2010, p. 26.

<sup>237</sup> Le président *Ratsiraka* a élaboré un document idéologique intitulé « Charte de la révolution socialiste malgache », paru le 28 août 1975, où il justifie l'instauration du système socialiste à Madagascar et indique l'orientation des actes à mener en matière de politique intérieure et étrangère.

### 2.1.3 Le contexte international

L'histoire contemporaine de Madagascar ne peut s'écrire sans qu'elle soit replacée dans le contexte de l'histoire internationale. C'est dans ce contexte que s'éclaire l'impact des choix du régime de *Ratsiraka*. Les années 1980 sur le plan international se caractérisent par, d'une part, un excédent pétrolier<sup>238</sup> des pays développés et leur répercussion sur les pays sous-développés et, d'autre part, par un investissement à outrance jusqu'à l'imposition du Programme d'ajustement structurel. C'est une période qui voit se développer les solutions politiques, sociales, économiques, promues par l'idéologie marxiste qui vont avoir la préférence du président *Didier Ratsiraka*.

L'excédent pétrolier pousse les pays développés à une nouvelle forme de relation politico-économique avec les pays sous-développés par un « investissement à outrance ».<sup>239</sup> L'objectif est la délocalisation vers les pays sous-développés des industries obsolètes des pays développés, et un transfert massif de ressources propres des pays sous-développés pour relancer la croissance mondiale. C'est la condition financière d'un redémarrage de l'activité dans les pays développés. Cette politique d'investissements à outrance a pour conséquence l'augmentation considérable des dettes des pays sous-développés.

En 1975, Madagascar entame une nouvelle ère de son histoire moderne avec la mise en place du régime socialiste que prône son dirigeant, *Didier Ratsiraka*. Le pays connaît deux phases de développement économique de 1975 à 1980. La malgachisation du socialisme<sup>240</sup>, conséquence inéluctable des mouvements de révolte populaire de 1972, aboutit rapidement à une nationalisation massive et à une étatisation presque complète de l'économie.<sup>241</sup> Mais cette politique volontariste n'a pas permis le décollage économique tant attendu. Au contraire, elle se solde par un énorme retard, notamment en termes d'investissements et l'économie est entrée dans une phase de stagnation. De 1978 à 1980, l'État tente de rattraper ce retard en mettant en œuvre une politique d'« investissements à outrance », consistant à investir dans tous les domaines. La démesure des projets, dictée par un mimétisme envers la technologie des pays développés a rapidement abouti à un endettement sans précédent du pays.<sup>242</sup> Prenons un exemple : de 315 millions DTS en 1978, le montant de l'endettement s'est élevé à 1.460 millions DTS en 1982, soit 51% du PIB. D'après la Banque Mondiale, en 1989, l'endettement extérieur s'élevait à 3.607 millions de dollars, soit 779,8% du montant de nos exportations ou 154% du PIB.<sup>243</sup> En fait, cette politique d'investissements à outrance a été menée au moment où les pays industrialisés ont connu la stagnation, ce qui avait pour conséquences le ralentissement de la demande de nos produits d'exportation et la hausse du prix des produits importés. Donc, au début des années 1980, le pays s'est trouvé en état de cessation de

<sup>238</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 86.

<sup>239</sup> Cf. M. RAMAHOLIMIHASO, *Qui montre le droit chemin communique la vie*, Foi & Justice, Antananarivo, 1995, p. 83.

<sup>240</sup> Cf. R. RALIBERA, *Souvenirs et témoignages malgaches, de la colonisation à la IIIème République*, Coll. « Foi & Justice », Ambozotany, Antananarivo, 2007, pp. 165-166.

<sup>241</sup> Fin 1976, l'Etat malgache contrôle 61% de l'économie dont 100% des assurances, banques, eau, électricité, 33% des industries, assure 78% des exportations, 60% des importations et contrôle 70% du commerce international. Cf. B. GARDNER, *Politiques de développement*, mémoires IEP, Aix-Marseille, 1997, p. 89 ; cf. aussi R. RABETAFIKA, *Réforme fiscale et Révolution socialiste à Madagascar*, Coll., « Repères pour Madagascar et l'Océan Indien », L'Harmattan, Paris, 1990, p. 122.

<sup>242</sup> Cf. M. RAMAHOLIMIHASO, *Qui montre le droit chemin communique la vie*, op. cit., p. 84.

<sup>243</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 87.

paiement. Par conséquent, sous le poids des contraintes financières et avec la pression des institutions internationales, le régime autocentré et socialiste de *Ratsiraka* a dû s'accommoder, en 1981, d'une économie plus libérale, réintroduire les règles du marché et favoriser le développement du secteur privé.<sup>244</sup>

Cette réorientation s'inscrivait dans le cadre du Programme d'Ajustement Structurel (PAS).<sup>245</sup> Il faut préciser que le Programme d'Ajustement Structurel est un processus permettant aux pays bénéficiaires de recevoir des aides de la part des bailleurs de fonds, qu'il s'agisse de facilités financières comme l'allègement ou le rééchelonnement de la dette<sup>246</sup> ou encore le financement de projets de développement ou d'assistance technique et de conseil dans la réalisation de politiques prioritaires pour le pays. Les pays bénéficiaires sont obligés de fournir des efforts draconiens faisant partie des conditions exigées pour le déblocage de crédits octroyés<sup>247</sup>, conditionnalités qui, il faut le dire, sont assez mal ressenties et surtout incomprises par la population. Madagascar a signé son premier accord avec le FMI en 1979 et les réformes qui ont suivi concernent plusieurs domaines. Malgré les objectifs visés par le Programme d'Ajustement Structurel en faveur de l'économie du pays, ses conséquences étaient néfastes puisqu'il suscitait la dégradation du niveau de vie de la population en général, l'insuffisance de l'emploi et l'augmentation du chômage, les perturbations des activités économiques dues à l'insuffisance de la capacité d'importation, la baisse de production depuis 1980, avec une régression de 1,4% par an pour le secteur tertiaire, et une augmentation moyenne de 2% par an pour l'agriculture.<sup>248</sup>

A partir de 1996, après le passage difficile de 1991 à 1996<sup>249</sup>, le pays s'est lancé dans une libéralisation effrénée de l'économie en vue de son ouverture au monde. Mais si le taux de croissance est ainsi remonté de 1997 à 2001, la pauvreté n'est pas pour autant en voie d'être éradiquée, tant s'en faut. Dans le domaine sociopolitique, vers les années 1980, le socialisme, le marxisme et le communisme rayonnent dans une partie de l'Europe, surtout l'Europe de l'Est. Le socialisme est une doctrine qui veut lutter contre l'oppression sociale exercée par le capitalisme bourgeois.<sup>250</sup> Celui-ci est issu de la société industrielle et commerciale. Karl Marx a essayé de comprendre le mécanisme de son fonctionnement. Il écrit : « La bourgeoisie, d'après le Manifeste Communiste, est le produit d'une série d'événements économiques dont l'ampleur et la nouveauté font pressentir le caractère particulier du destin dévolu à cette

---

<sup>244</sup> Cf. S. URFER, *Le doux et l'amer*. Madagascar au tournant du millénaire, op. cit., pp. 17-21.

<sup>245</sup> Le Programme d'Ajustement Structurel est un programme négocié avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International dont l'objectif est le rétablissement des grands équilibres macroéconomiques et financiers et l'amélioration de manière durable du fonctionnement d'un secteur de l'économie ou de l'économie entière du pays. Elle résulte souvent d'une évolution spontanée des facteurs économique qui en ont dégradé la situation. Et quand on parle de ce programme, durant la deuxième République, sous la présidence de *Ratsiraka*, Madagascar a fait partie des pays bénéficiaires. Cf. *ibid.*, p. 20.

<sup>246</sup> Cf. M. RAMAHOLIMIHASO, *Qui montre le droit chemin communique la vie*, op. cit., p. 86.

<sup>247</sup> Exemple de conditions posées : maîtrise de l'inflation, instauration de l'Etat de droit, introduction du système des changes flottants et de la TVA, réduction des taxes d'importation, renforcement de la politique monétaire, contrôle du crédit au secteur public et réduction du déficit budgétaire, réajustement des salaires la libéralisation des prix et du commerce extérieur, suppression du monopole de l'Etat dans le secteur financier, liquidation ou privatisation de certaines sociétés d'Etat, en particulier des usines implantées pendant la période d'investissement à outrance. Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 106 ; cf. aussi M. RAMAHOLIMIHASO, *Qui montre le droit chemin communique la vie*, op. cit., p. 86.

<sup>248</sup> Cf. *ibid.*, p. 87.

<sup>249</sup> *Ratsiraka* a été chassé du pouvoir en 1991 suite à des émeutes dans la capitale Antananarivo. Il fut remplacé par le Président *Albert Zafy*, mais revint au pouvoir, par la voie des urnes, en 1996 pour un nouveau mandat.

<sup>250</sup> Cf. R.-W. RABEMANANJARA, *Géopolitique et problèmes de Madagascar*, op.cit., p. 241.



classe ».<sup>251</sup> Les bourgeois se divisent en deux blocs distincts. D'une part, il y a des gens qui s'occupent des industries et d'autre part, les commerçants qui assurent les échanges des différentes marchandises. La classe bourgeoise tient ainsi une place très importante dans la société allemande à l'époque de Karl Marx, en 1848. Les bourgeois sont des gens riches qui dominent la société tout entière. Leur objectif consiste à obtenir le gain commercial et le profit industriel grâce au capital.

La domination économique exercée par la bourgeoisie est très forte à travers la recherche d'un maximum de profit par l'industrie et le commerce. D'autres classes à l'opposé existent : « Les classes moyennes, le petit industriel, le petit commerçant, l'artisan et le paysan, tous combattent la bourgeoisie pour s'assurer contre la destruction de leur existence en tant que classes moyennes ».<sup>252</sup> Ces classes sociales revendiquent leurs droits. Elles défendent leurs intérêts futurs. Par conséquent, tout est bouleversé : à partir du moment où cette défense des intérêts de la classe moyenne apparaît, elle change de tactique pour affirmer que la question économique ne peut être entièrement accaparée par les riches et placée sous le contrôle uniquement de la bourgeoisie.

La domination bourgeoise est progressive. C'est petit à petit qu'elle essaye de dominer politiquement la société : « La classe nouvelle ainsi apparue devient peu à peu classe dominante au point de vue politique. Mais cette domination diffère par son étendue de toute domination antérieure. Il y a toujours eu en effet une classe dominante, mais, dans les sociétés hiérarchiques et organiques du passé, la domination principale était compensée par le contrepoids, des statuts soigneusement fixés à l'avantage des autres portions de la société. Avec l'avènement de la bourgeoisie, la domination politique devient totale ».<sup>253</sup>

C'est à cause de cette domination profonde du capitalisme bourgeois qu'est né le socialisme. Mais sa définition, depuis son origine jusqu'à nos jours et surtout dans certains pays qui ont pris cette doctrine comme modèle de gouvernement, a varié et est liée à chaque auteur. Ce qu'il faut retenir, c'est que le socialisme comme doctrine répond à une conception de l'organisation sociale. Il est un regard sur le sort du plus grand nombre ; il est en quête de plus en plus de justice et d'égalité des chances, face aux inégalités. Il est un projet pour la satisfaction des besoins humains. A cet égard Rabemananjara cite Bertrand Russell : « Le socialisme signifie la propriété commune de la terre et du capital, sous une forme démocratique de gouvernement. Il implique la production dirigée en vue de l'usage et non le profit et la distribution des produits, sinon également à tous, tout au moins avec les seuls inégalités justifiées par l'intérêt public ».<sup>254</sup> Les objectifs du socialisme se focalisent sur trois points majeurs : propriété sociale des instruments de production, gestion démocratique des instruments de production, orientation de la production en vue de la satisfaction prioritaire des besoins humains. Pour atteindre ces objectifs, le socialisme souligne que l'État doit jouer un rôle à la fois omniprésent et omnipotent.<sup>255</sup> De même le socialisme scientifique, à son tour, a beaucoup insisté sur la responsabilité suprême de l'État en classant : « l'État, tout l'État, rien

---

<sup>251</sup> J.-Y. CALVEZ, *La pensée de Karl Marx*, Seuil, Paris, 1956, p. 115.

<sup>252</sup> Ibid., p. 115.

<sup>253</sup> Ibid., p. 208.

<sup>254</sup> R.-W. RABEMANANJARA, *Géopolitique et problèmes de Madagascar*, op. cit., p. 240.

<sup>255</sup> Cf. ibid., p. 241.

que l'État ».<sup>256</sup> Cette vision du socialisme a été la motivation essentielle qui a poussé le président *Didier Ratsiraka* à la mettre en œuvre sur le plan politique.

#### **2.1.4 Le choix du socialisme comme régime politique : le bien commun écarté**

Le régime socialiste est voulu comme l'expression la plus adéquate et exclusive du nationalisme malgache. Son objectif est d'exclure tous les partis politiques qui ne veulent pas soutenir la Charte de la révolution malgache. Ce choix politique se distingue de celui des autres pays africains, il ne veut pas appliquer un système de parti unique, mais de coalition unique. Car seuls les partis politiques adhérant au Front de défense de la Révolution (organe gardien des valeurs constitutionnelles) sont autorisés. Aucun autre parti politique ne peut être membre du gouvernement sans appartenir à la Charte. L'administration est fortement dominée par l'AREMA, le parti pro-pouvoir. Mais ce parti favorable au pouvoir en place a une tendance dictatoriale. Les partis de l'opposition et plus encore le peuple n'ont aucun droit d'exprimer leurs idées et de formuler leurs critiques. C'est vraiment le refus total du pluralisme. Le régime proclame de plus en plus souvent sa détermination d'instaurer le parti unique.<sup>257</sup> En fait, le choix du système politique socialiste conduit à une impasse, il n'est pas parvenu à relever le niveau économique du pays. Le niveau de vie du peuple malgache ne cesse de baisser et de diminuer jusqu'à l'extrême, avec l'effondrement de l'économie et la réalisation du bien commun. C'est pour cette raison que la Conférence épiscopale de Madagascar n'a cessé de rappeler la raison d'être du pouvoir politique.

##### **2.1.4.1 La Conférence épiscopale rappelle la première mission du pouvoir politique**

La lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar énonce la première mission du pouvoir politique : « Le pouvoir est, dit-elle, au service de la nation, les évêques montrent comment les structures marxistes du socialisme malgache ont asservi le peuple au petit groupe qui accapare le pouvoir. Ce monopole politique, économique, social et culturel a abouti de surcroît à une perte sans précédent de la souveraineté nationale, aux plans financier, idéologique et militaire.

Devant cette situation désastreuse, les évêques préconisent l'abolition des monopoles détenus par l'Etat au profit d'un pluralisme qui permette à chacun, personne et groupes, de prendre part à la construction de la nation ; le rétablissement d'un Etat de droit, dans le respect de la dignité de la personne humaine; et la prise en compte de la conception malgache de l'homme et de la société ».<sup>258</sup>

En résumé, cette lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar rappelle que le premier devoir du pouvoir politique est de viser le bien commun de la Nation à travers les aspects de l'Etat de droit, du pluralisme, de la lutte contre les monopoles politique, économique et culturel et la prise en compte de la conception malgache de l'homme et de la société.

##### **2.1.4.2 L'agir politique des tenants du pouvoir en place**

La lettre pastorale de la Conférence épiscopale décrit un processus politique à l'opposé de la manière d'agir du pouvoir en place. Le président *Didier Ratsiraka*, de 1972 à 2000, a

---

<sup>256</sup> Ibid., p. 242.

<sup>257</sup> S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p. 24.

<sup>258</sup> Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Le pouvoir est au service de la société*, in ESM, Vol. III (1975-1989), p. 161.

dirigé le pays sans partage sous la 2ème République, malgré le pouvoir passager du président *Albert Zafy* en 1996. Dès qu'il est élu président par une majorité écrasante, le 21 décembre 1975, une nouvelle Constitution, donnant jour à la 2ème République, est également adoptée. Il publie alors une Charte malgache de la Révolution socialiste (*ny Boky Mena*)<sup>259</sup> dans laquelle il énonce les principes politiques qui doivent inspirer la nouvelle Constitution soumise à referendum. Madagascar s'engage dans un régime politique « socialiste ».<sup>260</sup> La Constitution de décembre 1975 stipule expressément qu'il s'agit de : «...construire un État de type nouveau, expression des intérêts des masses laborieuses et d'édifier une société conforme aux principes socialistes énoncés dans la Charte ».<sup>261</sup>

Le nouveau président, plein d'enthousiasme et avec la volonté d'apporter des changements au pays, choisit le socialisme pour diriger le pays. Il fonde le parti politique « Avant-garde pour la Révolution Malgache » AREMA, dont les cinq piliers sont : le parti révolutionnaire, les paysans, les travailleurs, les jeunes intellectuels, les femmes et les forces armées populaires. Le régime promet un progrès économique et culturel rapide, fondé sur une politique de non-alignement,<sup>262</sup> de décentralisation administrative et de planification économique rigoureuse. La nationalisation de secteurs et entreprises sous contrôle français est bien accueillie par les milieux nationalistes. *Ratsiraka* suspend aussi la loi martiale, tout en maintenant la censure. Pourtant, administration et politique se confondant, l'adhésion des uns ou des autres à ce parti n'est qu'un « phénomène d'opportunisme » ou une assurance évitant les « tracasseries administratives ».<sup>263</sup> En politique étrangère, la RDM (République démocratique malgache) s'ouvre en priorité aux pays de l'Est, surtout à l'URSS et à la Corée du Nord. La politique militaire de défense, d'armement et d'encadrement est orientée au service de la sécurité personnelle du président *Ratsiraka* qui veut pérenniser son pouvoir.<sup>264</sup> Cette ouverture n'est pas en faveur du développement économique du pays; elle ne recherche pas le bien commun de la majorité de la population, mais vise avant tout l'intérêt personnel du président et celui de la minorité appartenant au pouvoir. Ce choix politique avait des impacts négatifs sur le processus dans la concrétisation du bien commun.

### 2.1.5 L'échec des options politiques du régime socialiste face au bien commun

L'échec du régime socialiste se profile. *Ratsiraka*, bien que réélu à deux reprises, en 1982 et en 1989, doit faire face à une double opposition, celle de son aile gauche révolutionnaire et celle de l'opposition libérale, qui se trouve renforcée à la fin des années 1980 par le marasme économique que connaît le pays. A cela s'ajoute le phénomène général de transition démocratique en Afrique et l'effondrement du bloc de l'Est, qui ôte toute crédibilité à une démarche de révolution socialiste. Ce grand échec se manifeste de multiples formes, à savoir l'affaiblissement de la puissance des tenants du régime, l'effondrement de l'économie par la mise en œuvre de la politique de nationalisation des secteurs économiques et des entreprises et enfin la malgachisation dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation.

<sup>259</sup> Cf. S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p. 24.

<sup>260</sup> H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op.cit., p. 31.

<sup>261</sup> R.-W. RABEMANANJARA, *Géopolitique et problèmes de Madagascar*, op. cit., p. 246.

<sup>262</sup> Cf. COLL., *Le journal du cinquantenaire*. Journal Express de Madagascar, juin 2010, p. 26

<sup>263</sup> Cf. P. CHAIGNEAU, *Rivalités politiques et socialisme à Madagascar*, op. cit., p. 127.

<sup>264</sup> Cf. *ibid.*, pp. 153-154.

### **2.1.5.1 L'affaiblissement de la puissance des tenants du pouvoir en place**

A partir de 1989, et malgré un régime plutôt répressif et même dictatorial, tout en sauvegardant son pouvoir et les privilèges de la « nomenclature »<sup>265</sup>, *Ratsiraka* accepte une opposition forte sous le parapluie protecteur de l'Église catholique et des Églises membres du FFKM : catholique, luthérienne, anglicane et protestante réformée, et avec le CNOE (Comité national pour l'observation des élections) et l'ensemble des partis politiques des *Hery Velona* (forces vives). Ceux-ci s'unissent en 1990 sur le plan national, sous l'impulsion du FFKM, mais cette concertation est vouée à l'échec parce que le pouvoir n'accepte pas le dialogue. Il boycotte les rencontres lorsqu'elles contestent ses intérêts.

Un mouvement populaire voit le jour le premier mai 1991, lors des rassemblements tenus par les partis politiques d'opposition.<sup>266</sup> Leur volonté et conviction sont de renverser le pouvoir en place. Cela se termine par une marche pacifique qui finit dans le sang, le 10 août 1991 : « Une foule d'un demi-million de manifestants se dirige vers le palais présidentiel d'Iavoloha. La garde présidentielle ouvre le feu sur les manifestants et les grenades sont lancées à partir d'un hélicoptère. Le bilan est lourd : plus de 100 morts et un nombre inconnu de blessés ». <sup>267</sup> C'est le renversement du régime *Ratsiraka*. La nationalisation irréfléchie est l'une des causes de ce renversement.

### **2.1.5.2 Les fruits de la nationalisation : une économie effondrée**

Le rêve du paradis socialiste se heurte rapidement au manque de moyens financiers propres pour engager des investissements importants à mener sur le court terme. La dette publique extérieure a pris une ampleur dramatique, dépassant à l'époque, en 1984, 1,5 milliard de dollars, pour un PNB estimé à 3 milliards de dollars. La balance commerciale est structurellement déficitaire, de l'ordre de 10 à 15 milliards de francs malgaches.<sup>268</sup> Cette évidence de l'échec total en matière économique et sociale du régime socialiste oblige *Ratsiraka* à se soumettre au libéralisme économique proposé par les institutions de Bretton Woods (Fond Monétaire International et Banque Mondiale). Si Madagascar s'affirme comme membre du Mouvement des Non-alignés, il est cependant rapidement contraint de demander le soutien du Fonds Monétaire International et en subit les conséquences à savoir : « Les politiques d'Ajustement Structurel »<sup>269</sup> exigées par l'organisation internationale en échange de son aide. D'où la grogne sociale qui gagne le pays. Les manifestants, réunis dans la capitale Antananarivo, protestent contre la pénurie de nourriture et d'autres biens essentiels.

Quelles sont les raisons principales de l'effondrement de l'économie malgache ? Deux arguments semblent évidents. Le premier concerne la politique, systématiquement défavorable aux agriculteurs, et le deuxième, la nationalisation irréfléchie des entreprises.

---

<sup>265</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 33.

<sup>266</sup> Sous la pression des bailleurs de fonds, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) en 1989 (la même année où le Pape Jean Paul II a effectué sa visite pastorale à Madagascar), le président *Ratsiraka* a accepté d'adopter le libéralisme économique et politique. La pression de la Conférence épiscopale malgache, par les nombreuses lettres pastorales, a aussi joué un grand rôle pour ce fait. La censure de la presse a été supprimée, et le 9 mars 1990, le pouvoir a rétabli la liberté d'association c'est-à-dire le multipartisme, ce qui a fait naître un foisonnement de nouveaux partis politiques et de divers types d'associations.

<sup>267</sup> H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., pp. 33-34.

<sup>268</sup> Cf. S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p. 25.

<sup>269</sup> Ibid., p. 32.

L'économie malgache ne peut jamais être séparée de la production agricole. Tout simplement parce que les 80 à 85% de la population malgache sont des paysans, des agriculteurs. Le développement économique du pays dépend fondamentalement de la production agricole. Pendant la 2ème République, l'État malgache n'a aucune vision politique claire de protection et de défense des intérêts des paysans.<sup>270</sup> De manière indirecte ou même directe les agriculteurs ne peuvent produire plus. L'Etat applique une politique de prix systématiquement défavorable aux agriculteurs. La prise de mesures irréfléchies sur le monopole de la collecte et de la commercialisation, surtout des produits vivriers, principalement le riz, base de l'alimentation malgache, a paralysé le commerce. Il n'y a plus de concurrence au niveau de l'échange commercial. Car tout est confié et même monopolisé par les sociétés d'État ou proches de l'État.<sup>271</sup> Cependant celles-ci sont incapables de répondre non seulement aux besoins des agriculteurs, mais aussi à l'approvisionnement des gens des villes : « Soit par insouciance, par manque de moyens de transport, soit faute de fonds disponibles, et en raison de la détérioration continue d'un réseau routier dont l'entretien n'est plus assuré, donc des quantités croissantes de riz sont abandonnées dans les campagnes; l'approvisionnement des grandes villes se faisait avec du mauvais riz importé ». <sup>272</sup>

La Conférence épiscopale de Madagascar rappelle que l'organisation de l'économie selon une nationalisation étatique des grandes entreprises cause de grands dommages à la vie économique du pays.<sup>273</sup> Les grandes entreprises construites à l'époque du régime socialiste ne sont pas capables de répondre aux besoins, comme le barrage hydraulique d'Andekaleka.<sup>274</sup> D'autres entreprises construites n'ont jamais fonctionné jusqu'à nos jours : telles les deux tanneries d'Antsiranana (Diégo-Suerez) et d'Ambositra, ou la fabrique d'engrais du Sud. En outre, l'usine de textile de Mahajanga ne tourne plus, tandis que celle d'Antsirabe ne fonctionne qu'au tiers de sa capacité, faute de matière première, etc. Certes, l'État malgache a financé des projets industriels, mais souvent certaines usines comme celles que nous venons de citer sont inadaptées, surdimensionnées ou simplement mal localisées.<sup>275</sup>

En conclusion, la socialisation, se heurtant à trop de réticences et accompagnée d'une paralysie liée à « l'ankylose »<sup>276</sup> bureaucratique, n'a pas produit les effets escomptés. Dans le secteur agricole, la mise en place de coopératives n'a eu pour conséquence qu'un affaiblissement des rendements, d'autant plus que l'inexistence de l'ordre et de la sécurité, surtout dans les campagnes, a empêché les paysans de travailler comme il le fallait. Les sociétés et entreprises d'État ont fonctionné au ralenti, par manque de compétence et d'initiative ou de souci de rentabilité ; en outre les détournements de fonds et la corruption sous toutes ses formes sont devenus incontrôlables.<sup>277</sup> Tout cela vient de la nationalisation irréfléchie des entreprises, qui cause l'effondrement de l'économie malgache. Il faut dire ici

<sup>270</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La monopolisation de l'économie*, op. cit., p. 164.

<sup>271</sup> Cf. *ibid.*, p. 165.

<sup>272</sup> S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p. 25.

<sup>273</sup> Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Le changements structures et de mentalités*, op. cit., p. 96.

<sup>274</sup> Cf. P. VERIN, *Madagascar*, Karthala, Paris, 1992, p. 199.

<sup>275</sup> Cf. *ibid.*, p. 199.

<sup>276</sup> Le terme « ankylose » désigne la diminution ou la privation de la mobilité d'une articulation dans un secteur ou un domaine quelconque que ce soit politique, économique, administratif.

<sup>277</sup> Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Le respect de la dignité de l'homme*, op. cit., p. 39.

que le secteur de l'économie n'est pas le seul touché par la nationalisation, mais aussi celui de l'enseignement et de l'éducation par la mise en application de la malgachisation.

### **2.1.5.3 Les fruits de la malgachisation de l'enseignement : un génocide culturel**

Au seuil de l'indépendance, l'Africain francophone mesure l'ampleur de sa dépendance à l'égard de l'ancienne puissance coloniale, situation paradoxale dont il aspire fortement à se libérer sans réussir à se désaliéner.<sup>278</sup> Cette aspiration à se libérer du joug des colonisateurs, voit se lever à Madagascar, selon Rémy Ralibera, chroniqueur et analyste politique, une équipe de jeunes intellectuels, tels Manandafy Rakotonirina, Germain Rakotonirainy et leurs équipes très dynamique, marqués par l'idéologie marxiste, qui vont tout faire pour se libérer de l'emprise capitaliste. Les Malgaches, selon ces intellectuels, sont les opprimés de ce système : il faut donc se débarrasser de cet asservissement.<sup>279</sup> Par ailleurs, les enseignants et éducateurs constatent une déperdition énorme des capacités des étudiants due à l'enseignement en français, avec des programmes copiés sur ceux des écoles primaires et secondaires françaises. L'enseignement en langue française laissait en jachère la culture malgache ancestrale. Pour sauver la culture malgache et pour se libérer de l'asservissement culturel, la lutte contre l'enseignement en français s'imposait. L'accent est mis sur une lutte radicale contre la langue française, considérée comme source de destruction de l'identité culturelle malgache.<sup>280</sup>

La malgachisation de l'enseignement est l'un des grands changements apportés par la 2ème République. Et ce, en réaction contre l'enseignement donné durant la 3ème République, trop fidèle à celui de la colonisation. Puisque la langue française est considérée comme une langue d'esclavage<sup>281</sup>, renouveler le système et la langue d'enseignement devient une priorité. Dès lors l'amélioration du système éducatif se résume dans le concept de malgachisation.<sup>282</sup> Sous la 2ème République, le malgache est employé comme la langue de l'enseignement depuis la première année de classe, puis progressivement jusqu'au terme de l'enseignement secondaire. Le français devient langue étrangère. L'objectif de la mise en œuvre immédiate de ce système est de former des « Malgaches costauds, intelligents, au courage éprouvé, ayant des connaissances et des sciences suffisantes pour servir réellement le progrès de Madagascar ». <sup>283</sup>

L'application de cette grande réforme dans le domaine de l'enseignement a rencontré beaucoup de difficultés. La première est le manque de préparation d'enseignants compétents et de moyens adéquats, aussi bien pour les enseignants que pour les élèves. La deuxième est le choix de la langue d'enseignement. Devant le fait qu'il n'y a pas une langue malgache

---

<sup>278</sup> Cf. V. RANDRIAMAROTSIMBA, *La malgachisation de l'enseignement*, cité dans P. LANG, *Du plurilinguisme à l'école, vers une gestion coordonnée des langues en contextes éducatifs sensibles*, Editions scientifiques européennes, Berne, 2005, p. 197.

<sup>279</sup> Cf. R. RALIBERA, *Souvenirs et témoignages malgaches*, op. cit., p. 170.

<sup>280</sup> Cf. *ibid.*

<sup>281</sup> Cf. *ibid.*, p. 175.

<sup>282</sup> La malgachisation qui « se définit comme l'adaptation aux besoins et objectifs nationaux des programmes et des méthodes pédagogiques, implique également l'utilisation de la langue nationale comme langue d'enseignement. L'objectif est, conformément au « livre Rouge », l'emploi du « Malgache commun » et jusqu'à la mise au point de ce Malgache commun, seront utilisés le Malgache officiel dans ses variantes régionales et le français ». V. RANDRIAMAROTSIMBA, *La malgachisation de l'enseignement*, art. cit., p. 197.

<sup>283</sup> Cf. R. RALIBERA, *Souvenirs et témoignages malgaches*, op. cit., p. 170.

commune et que le dialecte *merina*<sup>284</sup> veut s'imposer comme langue officielle, les responsables de l'enseignement se diviseront entre, d'un côté ceux des provinces périphériques, surtout du nord et, de l'autre, ceux des hauts plateaux. Or, puisque le dialecte *merina* est la langue des dominateurs d'avant la colonisation,<sup>285</sup> l'objectif même de la formation ne sera pas atteint. Elèves et étudiants se gargarisent de slogans et formules toutes faites, apprises par cœur, sans esprit critique et incapables de soutenir une discussion ou un débat.<sup>286</sup> Les résultats de la malgachisation ne sont pas à la mesure des ambitions. Le bilan est négatif : baisse généralisée du niveau des élèves, taux de redoublement et d'abandon exponentiels, baisse du niveau de compétence des enseignants et enfin « créolisation » du malgache et du français.<sup>287</sup>

Pour autant, la diabolisation du malgache comme langue d'enseignement n'est pas de mise, et il faut éviter une sorte de génocide culturel.<sup>288</sup> Toute société est multilingue. Le multilinguisme est de fait la norme car il fait droit aux niveaux intellectuels des étudiants<sup>289</sup>, et au développement même du pays. Aucun pays ne peut se développer sans être en relation avec d'autres pays. Le multilinguisme est une nécessité pour un pays afin de pouvoir valoriser les capacités intellectuelles des étudiants et assurer le développement économique du pays dans le cadre d'échanges commerciaux.

Devant ce constat, la Conférence épiscopale de Madagascar aura la sagesse de souligner que les choix du régime socialiste élargit le spectre de la pauvreté. « Le fossé séparant les nantis de la masse ne cesse de se creuser. Deux classes surgissent dans la nation : d'un côté le clan des possédants qui jouit de tous les pouvoirs, s'arrogeant un quasi-monopole dans le domaine politique, économique et social et s'identifiant à l'Etat ; de l'autre côté, la masse qui s'appauvrit et se marginalise de plus en plus, dépourvue de toute expression et résignée dans sa misère ».<sup>290</sup> L'échec du pouvoir socialiste est, dira S. Urfer, source d'un appauvrissement massif et rapide de la population malgache.<sup>291</sup> D'où la naissance de la 3ème République malgache avec un temps de transition de deux ans, plus précisément du 31 octobre 1991 au 27 mars 1993.

### 2.1.6 La période transitoire (de 1991 à 1993)

Les quinze ans de socialisme, de 1975 jusqu'à 1990, n'ont pas de conséquence positive, ni socioculturelle ni économique et politique, sur la vie de la majorité du peuple malgache. La situation générale ne cessa de se dégrader, générant une paupérisation continue. C'est la raison pour laquelle la contestation du pouvoir s'organise en 1989, juste après la visite de Jean Paul II.<sup>292</sup> Les tensions explosent en mai 1991, la contestation s'amplifie à Antananarivo et dans toutes les villes importantes. Les Forces vives organisent des

<sup>284</sup> Les *Merina* forment un peuple occupant la partie nord des hautes terres centrales de Madagascar, gravitant autour de la région d'Antananarivo. Le dialecte *Merina* est une branche du malgache, une langue austronésienne faisant partie de la branche malayo-polynésienne.

<sup>285</sup> Cf. R. RALIBERA, *Souvenirs et témoignages malgaches*, op. cit., p. 176.

<sup>286</sup> Cf. *ibid.*, p. 178.

<sup>287</sup> Cf. V. RANDRIAMAROTSIMBA, *La malgachisation de l'enseignement*, art. cit., p.215.

<sup>288</sup> Cf. R. RALIBERA, *Souvenirs et témoignages malgaches*, op. cit., p. 166.

<sup>289</sup> Cf. V. RANDRIAMAROTSIMBA, *La malgachisation de l'enseignement*, art. cit., p. 216.

<sup>290</sup> Lettre pastorale de la conférence épiscopale de Madagascar, *La monopolisation de l'économie*, op. cit., p. 165.

<sup>291</sup> Cf. S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p.27.

<sup>292</sup> Cf. P. RAJERISON et S. URFER, *Madagascar*, op. cit., p. 59.

manifestations énormes, regroupant plusieurs centaines de milliers de Malgaches sur la Place du 13-Mai à Tananarive, qui doit son nom aux manifestations étudiantes qui avait abouti à la première Transition en 1972. Le mot d'ordre est de « faire tomber les murs de Jéricho ». <sup>293</sup> Finalement, à part les événements liés à la marche sur « Iavoloha » en 10 août 1991 <sup>294</sup>, les forces politiques malgaches arrivent à un accord (dite Convention de l'Hôtel Panorama, signée le 31 octobre 1991) <sup>295</sup>, qui met en place un régime transitoire consensuel dirigé par un politicien compétent mais sans ambition, *Guy-Willy Razanamasy*, avec pour objectif d'élaborer une nouvelle Constitution pour le mois de mars 1993. <sup>296</sup>

La Transition démocratique et libérale de 1991-1993 s'articule donc autour de la Haute Autorité de l'État, présidée par *Albert Zafy*, qui a pour vocation de mener la transition ; et de la présidence de la République (*Didier Ratsiraka* demeurant chef de l'État, symboliquement) et de la Haute Cour constitutionnelle renforcée. Pendant ce temps, l'épreuve est dure pour le secteur privé contraint de s'aligner. Elle va durer des mois au détriment de l'économie du pays. Mais il faut rappeler également que ce grand mouvement de libéralisation politique et économique est à mettre en parallèle avec la situation politique du monde au début des années 1990, marquée par l'effondrement du Bloc de l'Est socialiste, l'effervescence démocratique en Afrique et le processus de fin d'apartheid dans le pays voisin, l'Afrique du Sud. Suite à ce grand mouvement de contestation, la Convention du 31 octobre a permis de passer de la légitimité à la légalité. <sup>297</sup> La Constitution de la 3ème République est adoptée en 1992 après la tenue d'un Forum national, du 22 au 31 mars 1992. C'est le moment même où a lieu l'investiture du nouveau président, *Albert Zafy* <sup>298</sup>, et la naissance de la 3ème République.

## 2.2 La Troisième République de 1993 à 2009 <sup>299</sup>

La fin de parcours politique dramatique de *Ratsiraka* met fin à la 2ème République. Durant le mandat du président *Albert Zafy*, *Ratsiraka* s'exile à Paris. Destitué par l'assemblée nationale, le président *Zafy* n'a malheureusement pas pu achever sa tâche. Cette destitution a permis à *Ratsiraka* de rentrer triomphalement au pays et de remporter les élections en 1997. Il se présente alors comme un homme nouveau et veut instaurer une « République écologique et humaniste ». <sup>300</sup> *Didier Ratsiraka*, promoteur d'un humanisme écologique, permettrait selon ses promesses un développement durable et harmonieux de la Grande Île. Son mandat est celui du retour d'une autorité étatique forte et hiérarchisée. Il a ramené la stabilité au pays après la présidence chaotique d'*Albert Zafy*, dont la réputation a souffert de sa mauvaise

<sup>293</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Madagascar (1947-2002)*. Des sagaies aux ombrelles, op. cit., p. 54.

<sup>294</sup> Le 10 août 1991, l'opposition organise une « marche de la liberté » vers le palais présidentiel d'Iavoloha. Près de 300 000 personnes y prennent part, dans une ambiance de fête et d'insouciance. Arrivés à proximité du palais, c'est le drame : non seulement les porte-parole de la manifestation sont refoulés, mais un hélicoptère mitraille et lâche des grenades, la garde présidentielle tire à vue et sans sommation : une cinquantaine de personnes sont tuées et 300 blessées. Cf. S. URFER, *Le doux et l'amer*, op. cit., pp. 10-11 ; cf. aussi, J. TIERSONNIER, *Madagascar, les missionnaires acteurs du développement*, op. cit., p. 161.

<sup>295</sup> La Convention du 31 octobre 1991 est le fruit d'un accord politique entre les politiciens malgaches. Cette Convention a permis de mettre fin à cinq mois de crise politique à Madagascar, après un conclave de trois jours à l'Hôtel Panorama.

<sup>296</sup> Cf. P. RAJERARISON et S. URFER, *Madagascar*, op. cit., p. 59.

<sup>297</sup> Cf. R.-W. RABEMANANJARA, *Géopolitique et problèmes de Madagascar*, op. cit., p. 191.

<sup>298</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Madagascar, les missionnaires acteurs du développement*, L'Harmattan, Paris, 2001, p. 171.

<sup>299</sup> Cf. J.-E. RAKOTOARISOA, *L'opposition à Madagascar*, op. cit., p. 129.

<sup>300</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Madagascar, Les missionnaires acteurs de développement*, op. cit., p. 182.



gestion des affaires. Mais le règne de *Ratsiraka* est cette fois de courte durée : après six mois de crise postélectorale, il cède la place à son adversaire *Marc Ravalomanana*. En un mot, ce qui caractérise la 3<sup>ème</sup> République, c'est la destitution et le renversement des pouvoirs successifs : le non-respect de l'alternance du pouvoir et surtout de la démocratie.

### 2.2.1 Les échecs du gouvernement d'*Albert Zafy* (1993-1996)<sup>301</sup>

Après le renversement de *Ratsiraka*, les forces politiques élaborent une nouvelle constitution en 1992. Celle-ci fut adoptée par référendum en août et promulguée le 18 septembre comme Constitution de la 3<sup>ème</sup> République malgache.<sup>302</sup> Le premier tour des élections présidentielles se tint le 25 novembre, et il voit *Albert Zafy* et *Didier Ratsiraka* se retrouver au second tour. Le professeur *Zafy* l'emporte avec 66,74% des voix, grâce au soutien d'une bonne partie de l'opposition désireuse de se débarrasser de son adversaire.<sup>303</sup> Les élections législatives de juin auxquelles se présentent plus de 121 listes se traduisent par un éclatement de la représentation nationale. Une coalition majoritaire soutient tout de même le président *Zafy*, qui parvient à obtenir l'investiture du parlement pour son premier ministre *Francisque Ravony* en août.

Le professeur *Zafy* prend en main le gouvernement, héritant d'un pays qui n'avait pas cessé de s'appauvrir sous les dirigeants précédents. Son ambition politique n'a pour objectif que de faire sortir le pays de son impasse socioéconomique. Pour ce faire, il choisit comme projet de réforme, celui de la décentralisation.<sup>304</sup> C'est la déception<sup>305</sup> : le président de la République «...menait une campagne contre la notion du pouvoir judiciaire (pourtant inscrite dans la constitution), rattachait abusivement les organes de contrôle à la présidence, et laissait les dossiers s'accumuler et dormir ».<sup>306</sup> D'autre part, les autres institutions existantes n'avaient d'autres objectifs que de chercher leurs intérêts personnels sans tenir compte de ceux du bien commun. Par exemple, l'Assemblée nationale ne se préoccupait que des indemnités et autres avantages à consentir à ses membres. C'est l'égocentrisme, la politique politicienne des politiciens malgaches.

En conséquence, faute de projet de société établi et de politique de gestion solide, c'est l'échec.<sup>307</sup> Cette remise en cause de la capacité de gouverner est insupportable pour la majorité de la population, à l'exception de ceux qui trouvent le moyen de faire du trafic en exploitant abusivement les richesses naturelles du pays. S'y ajoute un conflit entre le président et le premier ministre. Or, aux termes de la Constitution, le chef de l'État ne peut révoquer le premier ministre de son propre chef. Pour contourner la difficulté, le président *Zafy* soumet au référendum une révision constitutionnelle qui est adoptée en septembre 1995.<sup>308</sup> Il nomme alors un nouveau premier ministre en novembre. A partir de février 1996, une coalition de l'opposition s'organise pour obtenir le départ du président *Zafy*. Elle trouve

---

<sup>301</sup> Cf. *ibid.*

<sup>302</sup> Cf. S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p. 53.

<sup>303</sup> Cf. COLL., *Madagascar 50 ans d'indépendance*, R.O.I, juin, 2010, p. 25.

<sup>304</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., pp. 35.

<sup>305</sup> Cf. S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p. 70.

<sup>306</sup> *Ibid.*, p. 66.

<sup>307</sup> Cf. *ibid.*, p. 62.

<sup>308</sup> H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 35.

des relais au sein du Parlement. Le gouvernement est renversé par une motion de censure en mai. Le chef de l'État accepte de nommer le Premier ministre proposé par le Parlement, mais tente d'imposer ses proches au sein du gouvernement. Ces divers bras de fer amènent l'opposition à adopter finalement le 26 juillet une résolution prononçant l'empêchement du président *Zafy*. « Il se plia au verdict montrant ainsi que même un Chef d'État n'est pas au-dessus de la loi ».<sup>309</sup>

La volonté politique de redresser l'économie du pays ne fut qu'une tentative éphémère et fugitive. S. Urfer le confirme : « L'échec d'*Albert Zafy* est plus qu'un échec personnel ou partisan. Il est celui de toute la classe politique, pour laquelle les incarnations démocratiques ne sont que prétextes à se faire élire. L'élection passée, le pouvoir redevient ce qu'il n'a pas cessé d'être : le moyen le plus rapide d'accéder à l'argent et aux honneurs ».<sup>310</sup> Madagascar est de nouveau tombé dans une crise sociopolitique et économique. Le bien commun dont l'État était le premier responsable ne voit pas le jour. Le président est donc destitué le 5 septembre 1996,<sup>311</sup> et remplacé de nouveau par *Ratsiraka* avec sa nouvelle idéologie : République humaniste et écologique.<sup>312</sup>

## **2.2.2 Le retour de *Ratsiraka* au pouvoir (1996-2001)**

Dès la destitution du professeur *Zafy*, le gouvernement intérimaire organise de nouvelles élections présidentielles les 3 novembre et 29 décembre 1996.<sup>313</sup> Comme en 1993, ce sont *Albert Zafy* et *Didier Ratsiraka* qui se retrouvent au deuxième tour. Le scrutin est cette fois remporté par le second qui revient au pouvoir malgré son passé marxiste.<sup>314</sup> Dès son retour au pouvoir<sup>315</sup>, il se déclare comme un homme nouveau prêt à réparer toutes les erreurs commises auparavant. Un homme nouveau qui se considère comme capable d'apporter un vrai changement dans la vie du pays et de réaliser le bien commun. Pour ce faire, il opte pour le régime « humanisme écologique »<sup>316</sup> comme modèle de régime à suivre pour gouverner le pays. Mais, cette prétention de redresser l'économie et de sortir le pays de la pauvreté n'est qu'une mascarade. La pratique politique n'a pas changé, d'où la nouvelle déception de la majorité de la population et des entrepreneurs malgaches.

### **2.2.2.1 Une nouvelle déception de la majorité de la population<sup>317</sup>**

Dès son retour au pouvoir, le président *Didier Ratsiraka* promet beaucoup de choses à la population. Il a beaucoup parlé de redressement économique pour sortir le pays de la pauvreté. Pour ce faire, il décrète la charte du libéralisme économique qu'il juge nécessaire pour relancer l'économie, mais cette prétention n'est qu'une apparence.<sup>318</sup> Les conditions de vie de la population ne s'améliorent pas, elles ne cessent de se dégrader. Cette dégradation se manifeste surtout au niveau du domaine de la santé publique par la hausse incessante des

<sup>309</sup> COLL., *Madagascar 50 ans d'indépendance*, R.O.I, juin 2010, p. 25.

<sup>310</sup> S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p. 68.

<sup>311</sup> Cf. C. PAYEN, *Retour à Madagascar*, op. cit., p. 82.

<sup>312</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Madagascar, les missionnaires acteurs de développement*, op. cit., p. 182.

<sup>313</sup> Cf. *ibid.*, p. 177.

<sup>314</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Madagascar 1947-2002*, op. cit., p. 65.

<sup>315</sup> Cf. J.-E. RAKOTOARISOA, *L'opposition à Madagascar*, op. cit., p. 129.

<sup>316</sup> J. TIERSONNIER, *Madagascar 1947-2002*, op. cit., p. 67.

<sup>317</sup> Cf. R.-W. RABEMANANARA, *Géopolitique et problèmes de Madagascar*, op. cit., p. 185.

<sup>318</sup> Cf. P. RAJERARISON et S. URFER, *Madagascar*, op. cit., p. 63.

tarifs d'hospitalisation et les conditions draconiennes imposées à l'entrée de dons désintéressés de produits médicaux. On ne tient pas compte du niveau de vie de la majorité de la population, ni même de celui des plus pauvres ou des plus vulnérables. La part du budget consacrée à la santé est très réduite, dérisoire si on la compare à celle des Forces Armées.<sup>319</sup> En un mot, le retour de *Ratsiraka* au pouvoir n'apporte aucun changement à la vie de la majorité de la population. La pratique politique continue comme autrefois, avec le mépris de la démocratie à travers la violation de la liberté d'expression et du droit à l'information<sup>320</sup>, puis la mise en œuvre d'une politique économique malsaine et désastreuse.

#### **2.2.2.2 Le mépris de la mise en application de la démocratie**

La conférence épiscopale de Madagascar ne cesse de rappeler que le respect de la démocratie est une condition sine qua non pour le développement du pays. Une démocratie ne peut, dit-elle, fonctionner sans respecter le droit à l'information, la liberté d'expression et d'opinion.<sup>321</sup> Car le respect de ces droits fait partie de la mise en œuvre de la démocratie. Or à partir du retour de *Ratsiraka* au pouvoir, malgré les réels progrès réalisés sous la présidence d'*Albert Zafy* dans le domaine de la liberté d'expression et du droit à l'information, ces droits sont supprimés progressivement. Pourtant la Constitution de la 3ème République du 19 août 1992 stipule : « Tout individu a le droit à l'information. L'information sous toutes les formes n'est soumise à aucune contrainte préalable ».<sup>322</sup> Contrôler et même limiter la liberté d'expression et d'opinion porte atteinte à la mise en application de la démocratie qui est source et condition pour réaliser le bien commun. Chaque citoyen est, dans un pays démocratique, selon la Conférence épiscopale de Madagascar, responsable du bien commun là où il se trouve.<sup>323</sup> Une vraie démocratie ne peut s'instaurer sans un minimum de participation de la part des gens. Le respect de la liberté d'expression et d'opinion permet aux gens de participer activement à la construction du pays. La Conférence épiscopale ajoute que l'information vraie et transparente sur la vie nationale est une valeur démocratique de base. Grâce à elle se forme une opinion publique qui assure un équilibre démocratique.<sup>324</sup>

Le respect de la démocratie est nécessaire. Elle agit comme catalyseur du développement, ce qui n'est pas toujours le cas de Madagascar. Passons maintenant à l'étape suivante en présentant les choix politiques et économiques lors du retour de *Ratsiraka* au pouvoir.

#### **2.2.2.3 La mise en œuvre d'une politique économique désastreuse**

La fragilisation de la démocratie lors du retour de *Ratsiraka* au pouvoir s'accompagne d'une politique économique malsaine et désastreuse. La Conférence épiscopale de Madagascar le confirme dans sa lettre pastorale : « Malgré tous les slogans, souligne-t-elle, ce n'est pas le bien du peuple que l'Etat vise, mais l'intérêt d'une oligarchie au pouvoir. Les

<sup>319</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Madagascar 1947-2002*, op. cit., p. 67.

<sup>320</sup> Cf. D. GALIBERT, *Les gens du pouvoir à Madagascar*. Etat postcolonial, légitimités et territoire, Karthala, Paris, 2009, p. 344.

<sup>321</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Le fonctionnement de la démocratie*, in ESM, Vol. IV (1990-1995), p. 115.

<sup>322</sup> Cf. *Constitution de la troisième République malgache*, art. 11.

<sup>323</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Le fonctionnement de la démocratie*, op. cit., p. 121.

<sup>324</sup> Cf. *ibid.*

activités économiques sont supplantées par la bureaucratie; le pouvoir économique est concentré entre les mains d'un petit nombre de personnes. Ils se partagent les pouvoirs économiques, tout comme ils ont déjà en main tout le pouvoir politique ».<sup>325</sup>

Ce constat épiscopal dénonce une pratique politique de clientélisme, de favoritisme et de népotisme, désastreuse dans le domaine économique. Celle-ci désorganise complètement les règles saines qui régissent les lois du marché tant au niveau international que national. Tous les marchés sont monopolisés par l'Etat lui-même, ou bien par les familles de ceux qui gouvernent le pays. En 1997, dès son arrivée à la tête de l'État, la première décision prise par le chef de l'Etat est de cumuler les fauteuils de directeur général de l'OMNIS et de la SECREN. Le processus d'étatisation permet de procurer un titre et un revenu à des proches, qu'il s'agisse de parents ou encore de protégés. C'est le cas de *Léonie Guerra*, présentée par le journal public comme l'égérie du président *Didier Ratsiraka* : un arrêté la nomme présidente du comité de gestion de l'entreprise socialiste « *langoustes du Sud* (LANSU) ». <sup>326</sup> De plus, à la veille de l'élection présidentielle du 16 décembre 2001, la même pratique se reproduit en faveur de *Christian Ranaivo*, le mari de la plus jeune fille du président *Ratsiraka*, nommé directeur général de la société KRAOMA.

En fait, la pratique de *Ratsiraka* de favoriser des membres de sa famille ne constitue pas en principe un fait exceptionnel, aux différents degrés de la pyramide de l'État : « Plusieurs montent une entreprise, par exemple au nom de leur femme. Elle a une carte rouge, elle peut pratiquer une activité commerciale. On va voir un ministre que l'on connaît, pour avoir un marché public : fourniture de matériaux par exemple, de construction ». <sup>327</sup> Ces pratiques ne cessent de s'étendre depuis le 31 janvier 1997, date du retour de *Ratsiraka* au pouvoir. Elles fournissent un modèle de ces réseaux à l'intérieur du champ étatique. La chronique a retenu que parmi les descendants des dix cousins germains issus d'*Albert Ratsiraka* et de *Marcelline*, les enfants du président lui-même et ceux d'*Etienne*, son frère aîné, se trouvent avantagés. <sup>328</sup> Présentons le système parental politique opéré par *Ratsiraka* durant le mandat de son retour au pouvoir :

#### 1- Les enfants du président *Didier Ratsiraka* <sup>329</sup>

- *Olga* : Conseillère économique auprès de l'ambassade de Madagascar à Washington ; membre du conseil d'administration d'Air Madagascar ;
- *Sophie* : actionnaire de la Banque de Solidarité de Madagascar (BSM), dont l'un des administrateurs est *Jean-Robert Gara*, directeur général de la SECREN <sup>330</sup> ; son mari, *Christian Ranaivo* est promu dès sa réélection en 1997 ;

<sup>325</sup> Cf. Lettre pastorale de la conférence épiscopale de Madagascar, *La monopolisation de l'économie*, op. cit., p. 165.

<sup>326</sup> D. GALIBERT, *Les gens du pouvoir à Madagascar*. Etat postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002), Karthala, Paris, 2009, p. 82.

<sup>327</sup> Ibid., p. 83.

<sup>328</sup> Le père du *Didier Ratsiraka* est Chef de Caton. Il est promu gouverneur à l'issue de la réorganisation de l'administration territoriale introduite par le Décret du 9 novembre 1944 portant sur la réorganisation des collectivités territoriales à Madagascar.

<sup>329</sup> Ils sont cités par ordre de naissance, Cf. LOI, 18 novembre 2000 ; ibid., 13 janvier 2001 ; ibid, 21 mai 2003.

<sup>330</sup> La SECREN est une société d'études, de construction et de réparation navales de Madagascar.

- *Annick* : coordinatrice des jeux de la Francophonie (1997) ; « conseillère technique non pérennante » au ministère de l'Aménagement du Territoire et de la ville ; membre du conseil de l'administration des sociétés Air Madagascar.
- *Xavier Velontsoa* : Directeur général de la Société de navigation aérienne malgache (SONAVAM), créée en 1999 ; monopole de l'épandage d'insecticides dans la lutte antiacridienne financé par les bailleurs de fond.

2- Les enfants d'*Etienne Ratsiraka*.

- *Roland* : « Conseiller technique non permanent » du ministre de l'Aménagement du territoire et de la Ville ; député « indépendant » de Tamatave I (1998-2002) ; maire de Tamatave (élu en 1999) ; propriétaire d'entreprises de pêche artisanale, de collecte d'épices, d'exportation de litchis ; gérant associé du supermarché Champion de Tamatave ; président de l'association des exportateurs de litchis ;
- *Danièle* : conseillère économique de l'ambassade de Madagascar en France ;

A ces pratiques s'ajoutent des falsifications de documents, en particulier dans des cas de litiges fonciers, les manipulations concernant la circulation monétaire : Chèques sans provision et fausse monnaie, trafic d'influence. L'Évêque d'Ihosy, Jean-Guy Rakotondravahatra ne se prive pas d'écrire: « Les gens savent qu'il y a eu 302.000.000 Fmg attribués à chaque *Fivondronana*. Au vu des travaux prétendument financés avec cette somme, force est de se dire : les gens ont été encore une fois bernés. (...) Les PME ont pullulé ces temps derniers, alléchées certainement par la cagnotte : C'est qu'il y avait anguille sous roche. (...) Je donne un exemple de travail : la réfection d'un pont. D'après le cahier des charges, la somme destinée à ce travail est de 34.915.169 Fmg. Les travaux ont été réceptionnés officiellement : au grand maximum, les travaux effectués auront nécessité deux millions Fmg ».<sup>331</sup>

Le retour de *Ratsiraka* au pouvoir n'a apporté aucun changement à la vie du pays. Par contre, ce qu'il a cherché à tout prix, c'est d'enrichir sa famille et ses proches. Mais il a complètement mis à l'écart la première tâche qu'il avait à entreprendre en tant que président de la République : la recherche du bien commun. Il n'a pas tenu la promesse faite durant sa campagne électorale présidentielle. D'où le mécontentement du peuple lors des élections présidentielles du 16 décembre 2001.<sup>332</sup> C'est en raison de cette crise postélectorale que *Ratsiraka* a été finalement renversé. Et *Marc Ravalomanana* lui succéda.

### 2.2.3 Le gouvernement de *Marc Ravalomanana* (2002-2009)<sup>333</sup>

Le gouvernement de *Marc Ravalomanana*, de 2002 à 2009, correspond à la deuxième partie de la 3<sup>ème</sup> République. Il gouverne le pays durant 7 ans. Il laisse le pouvoir à la suite d'un soulèvement populaire. Mais avant de présenter les réalisations de son gouvernement, nous allons tout d'abord commencer par sa carrière politique.

<sup>331</sup> D. GALIBERT, *Les gens du pouvoir à Madagascar*, op. cit., p. 86.

<sup>332</sup> Cf. P. RAJOELINA, *Madagascar, le duel*. Journal des « deux cents jours », L'Harmattan, Paris, 2003, p. 9.

<sup>333</sup> La deuxième partie de la troisième République, la période où le président *Marc Ravalomanana* était à la tête du pouvoir.

### 2.2.3.1 *Marc Ravalomanana et son itinéraire politique*

Le nouveau président est issu d'une famille modeste. Depuis son enfance, il a travaillé dans la laiterie de ses parents et a réussi à obtenir des stages en Norvège et au Danemark. Quand il revient à Madagascar, il profite d'un crédit de la Banque mondiale en 1981 qui lui permet de lancer sa propre entreprise, TIKO. Cette société se développe et s'agrandit rapidement, avec une vitesse incroyable.<sup>334</sup> *Ravalomanana* cherche à devenir un homme public; il profite de nombreuses exonérations de droits de douane grâce à sa relation amicale avec *Norbert Lala Ratsirahonana* qui a été premier ministre sous *Albert Zafy*.<sup>335</sup> Cette pratique permet à TIKO de préserver la stabilité des prix pendant une période de crise économique.

Lorsque le premier ministre se décide à poser sa candidature pour les présidentielles de 1996, c'est *Ravalomanana* qui le supporte financièrement.<sup>336</sup> Trois ans après, en 1999, quand *Ravalomanana* décide de se présenter aux élections municipales à Antananarivo, il est déjà propriétaire de TIKO et peut utiliser l'infrastructure de son entreprise pour promouvoir et financer sa campagne électorale qui est guidée par un stratège de campagnes américaines. De nombreux produits de TIKO et des T-shirts vont être distribués et aussi des concerts pop gratuits sont offerts à la population.<sup>337</sup> Le succès de cette opération le pousse à se présenter aux élections présidentielles de 2001.<sup>338</sup>

Le slogan qu'il utilise pendant la campagne met en valeur l'importance de la religion. C'est déjà une manière d'attirer les électeurs chrétiens selon les procédés du marketing en matière économique. Le slogan principal est : « N'ayez pas peur, croyez seulement en moi » (Marc 5,36). Malgré les tentatives du gouvernement *Ratsiraka* pour entraver sa campagne, *Ravalomanana* va réussir à la mener jusqu'au bout.<sup>339</sup> Les élections qui ont eu lieu le 16 décembre 2001 se déroulent dans un climat très tendu. Bref, les trois institutions publient des résultats différents. *Ratsiraka* a stoppé le décompte parallèle. Les mois suivants, un débat a eu lieu afin de savoir si un deuxième tour était nécessaire ou non. L'Union Africaine a essayé de jouer un rôle de médiateur. En fin de compte, c'est le 6 mai 2002 que *Ravalomanana* devient officiellement président de la République de Madagascar.<sup>340</sup> Pourquoi parlons-nous de son itinéraire politique ? Parce que cela a eu un impact sur sa manière de gouverner le pays. Non seulement il est devenu président, en pleine crise politique de 2002, mais aussi et surtout, lui et son équipe n'ont pas encore l'expérience du pouvoir. Ils ne sont même pas préparés pour gouverner le pays.<sup>341</sup> Ils n'ont pas suivi de formation politique indispensable pour le gouvernement d'un pays. Pour cette raison, il n'est pas étonnant que leur choix politique ne corresponde pas du tout non seulement aux aspirations du peuple, mais aussi à la raison d'être

<sup>334</sup> Cf. G. RAHARIZATOVO, *Madagascar 2002. Genèse et silences d'une crise*, op. cit., p. 12.

<sup>335</sup> Cf. SEFAFI, *Une démocratie bien gérée, décentralisée et laïque, à quelles conditions*, Foi & Justice, Communiqués, Antananarivo, 2004, p. 12.

<sup>336</sup> Cf. F. ROBAUD, *Identité et transition démocratique. L'exception malgache*, L'Harmattan, Paris, 2001, p. 39.

<sup>337</sup> La distribution de biens que nous venons de citer n'est pas une nouvelle stratégie politique à Madagascar, c'est déjà un moyen d'acheter le choix de la population au moment des élections. Nous avons constaté que cette attitude des politiciens profitant de l'ignorance de la population est l'une des causes majeures de la non-réalisation du bien commun, cela est tout à fait contraire à la déontologie de la politique. Dommage que cette pratique se soit aussi amplement répandue.

<sup>338</sup> Cf. R. MARCUS, *Political Change in Madagascar*, Editions Iss, Pretoria, 2004, p. 4.

<sup>339</sup> Cf. *ibid.*, p. 5.

<sup>340</sup> Cf. J.-L. VIVIER, *Madagascar sous Ravalomanana*, L'Harmattan, Paris, 2007, p. 78.

<sup>341</sup> Cf. G. RAHARIZATOVO, *Madagascar 2002. Genèse et silences d'une crise*, op. cit., p. 291.

de leur autorité : se préoccuper du bien commun. Quels vont être les choix politiques de *Ravalomanana* ?

### **2.2.3.2 Les choix politiques sous la présidence de *Ravalomanana***

Dès son accession au pouvoir, après la sortie de crise sociopolitique et économique, le nouveau président malgache adopte un nouveau style pour gouverner le pays. Le premier objectif qu'il veut atteindre est de rétablir les relations diplomatiques avec les pays étrangers, le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale. Son choix politique est d'abord de rétablir l'ouverture au monde extérieur. En ce qui concerne la politique intérieure, il a également ses propres choix.

#### **2.2.3.2.1 L'intensification de l'ouverture au monde extérieur**

La préoccupation essentielle du nouveau président est de chercher par tous les moyens à apaiser la situation sociopolitique, et surtout les crises socioéconomiques subies par la majorité de la population. Ce qui implique la recherche d'un équilibre avec le monde extérieur. *Marc Ravalomanana* réussit à tisser de bonnes relations avec l'extérieur de sorte que la communauté internationale organisera deux grands événements internationaux à Madagascar, à savoir le sommet de l'Union africaine et celui de la francophonie.<sup>342</sup> Il présentera également à la communauté internationale son projet de société basé sur la réduction de la pauvreté et sur développement économique rapide.<sup>343</sup> Grâce à l'amélioration des relations avec la communauté internationale et la mise en œuvre d'une politique ultralibérale, Madagascar bénéficie de l'effacement de sa dette extérieure.<sup>344</sup> La confiance rétablie à l'extérieur, le problème va être de l'assurer à l'intérieur.<sup>345</sup>

En fait, la satisfaction de la communauté internationale à l'endroit de la pratique politique de *Marc Ravalomanana* n'a pas de répercussions directes sur la vie quotidienne de la population. La majorité du peuple malgache, en particulier les gens de la campagne, et même ceux des villes, ne ressentent pas vraiment les bienfaits de la croissance économique voulue par le pouvoir. Par contre, ce qu'ils constatent, c'est la difficulté de trouver de quoi manger chaque jour. La croissance économique dont on parle n'affecte qu'une minorité de la population. Plus précisément, les premiers bénéficiaires de cette croissance en question ne sont que les gens du pouvoir, tous ceux qui l'entourent et les hommes d'affaires qui exploitent abusivement les richesses naturelles malgaches.<sup>346</sup> Cette croissance profite à une minorité de citoyens.

#### **2.2.3.2.2 Les caractéristiques de la politique intérieure du pouvoir**

Sous la présidence de *Ravalomanana*, la politique intérieure est marquée par la pratique de la centralisation des pouvoirs et le non-respect de la bonne gouvernance.

---

<sup>342</sup> Cf. T. RALAMBOMAHAY, *Madagascar dans une crise interminable*, op. cit., p. 26.

<sup>343</sup> Cf. R. RANDRIAMAMPINANINA, *Opinion divided over Ravalomanana*, Journal News Madagascar, 15 décembre 2007, p. 6.

<sup>344</sup> Cf. R.-W. RABEMANANJARA, *Géopolitique et problèmes de Madagascar*, op. cit., p. 223.

<sup>345</sup> Cf. *ibid.*, p. 224.

<sup>346</sup> Cf. S. URFER, *Le doux et l'amer*, op. cit., p. 21.

#### 2.2.3.2.2.1 La pratique de centralisation des pouvoirs

Tous les présidents qui se sont succédé au pouvoir depuis la 1<sup>ère</sup> République jusqu'à nos jours ont leurs caractéristiques distinctives, des choix de régime politique propre pour le gouvernement du pays. Mais ce qu'ils ont en commun, c'est qu'ils oublient tous la recherche du bien commun. Ils n'ont pour seul objectif que de rechercher le maximum de bénéfices au profit d'une minorité. D'où la tentative de modifier la Constitution pour qu'elle réponde aux besoins de ceux qui détiennent le pouvoir.

La centralisation sera le levier utilisé pour le renforcement du pouvoir.<sup>347</sup> Cela commence par la modification de la Constitution. *Ravalomanana* modifiera la Constitution afin de renforcer les compétences de l'exécutif en général et du président en particulier.<sup>348</sup> On fera le choix d'un régime semi-parlementaire, c'est-à-dire que c'est le premier ministre qui met en œuvre la politique générale de l'Etat, mais sous la surveillance du président. Le parti unique, déjà voulu par *Ratsiraka*, est renforcé sous le régime *Ravalomanana*. 80% des élus au parlement sont du parti du président ou de ses alliés.<sup>349</sup> Le pouvoir présidentiel de *Marc Ravalomanana*, jalonné par la défaite militaire de *Didier Ratsiraka* et par le renouvellement du sénat et de l'Assemblée nationale, se trouve ainsi conforté.<sup>350</sup> L'absence de parlementaires d'opposition handicape les débats démocratiques au sein du Parlement et marque un recul pour la démocratie.

La centralisation du pouvoir devient évidente. Car sous le quatrième mandat de *Ratsiraka* (1996-2001), les six gouverneurs des six provinces de la Grande Île étaient élus par les grands électeurs, tous des proches de *Ratsiraka*, même s'ils ne faisaient pas tous partie du parti politique AREMA (parti du président). Ces gouverneurs élus sont désormais destitués et remplacés par des présidents de délégations spéciales nommées par le nouveau président lui-même.<sup>351</sup> Il instaure les vingt-deux régions et nomme tous les présidents de la délégation spéciale (PDS). Cette monopolisation forte du pouvoir politique est anticonstitutionnelle.<sup>352</sup> Puisqu'il n'y a pas de partage du pouvoir, c'est-à-dire de décentralisation effective, tous les membres du corps social ne peuvent pas participer activement au travail du développement. La contre-partie serait de mettre en œuvre le principe de subsidiarité qui permettrait aussi une meilleure gouvernance.

#### 2.2.3.2.2.2 Le non-respect de la politique de bonne gouvernance

La Conférence épiscopale de Madagascar observe que de nombreux bailleurs de fonds, de grandes entreprises venant de l'extérieur avec l'ambition d'améliorer l'économie n'apportent aucun résultat probant.<sup>353</sup> La pauvreté gangrène la majorité de la population. Une des causes majeures en est le non-respect de la pratique de bonne gouvernance. Celle-ci se manifeste surtout, sous le régime *Ravalomanana*, à travers la monopolisation du pouvoir

<sup>347</sup> Cf. T. RALAMBOMAHAY, *Madagascar dans une crise interminable*, op. cit., p. 25.

<sup>348</sup> Cf. SEFAFI, *Elections et droits de l'homme : La démocratie au défi*, Foi & Justice, Communiqués, Antananarivo, 2007, p. 18.

<sup>349</sup> Cf. T. RALAMBOMAHAY, *Madagascar dans une crise interminable*, op. cit., p. 27.

<sup>350</sup> Cf. D. GALIBERT, *Les gens du pouvoir à Madagascar*, op. cit., p. 162.

<sup>351</sup> Cf. *ibid.*, p. 24.

<sup>352</sup> Cf. SEFAFI, *Une société civile sans interlocuteurs, déni de bonne gouvernance*, Foi & Justice, Communiqués, Antananarivo, 2005, p. 14.

<sup>353</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Sur l'économie*, in ESM, Vol. VII (2006-2010), p. 73.



économique, une forte mainmise sur des secteurs de l'économie comme l'agro-alimentaire et la confusion entre la gestion du bien public et la sphère individuelle.

Dès son accession au pouvoir, le nouveau président *Marc Ravalomanana*, s'efforce de mettre la main sur l'économie malgache. Sa société privée TIKO se développera très vite au détriment de toutes les autres entreprises malgaches, françaises, américaines et canadiennes.<sup>354</sup> *Edgard Razafindravahy*, entrepreneur malgache, PDG du groupe Prey, témoigne de la politique de monopolisation du président malgache dans le domaine de l'économie en raison des difficultés que son partenaire américain Seabord rencontre à Madagascar.<sup>355</sup> Seabord a dû quitter Madagascar à cause de la concurrence déloyale qu'il a subie de la part des entreprises agro-alimentaires appartenant au président lui-même. Ce monopole économique du président se développe d'une manière tentaculaire, englobant les produits laitiers, la production de l'huile, la production de la farine, la collecte du riz. Il déborde vers d'autres secteurs tels que le secteur touristique, le secteur minier, le secteur mass-médias, le secteur des transports terrestres et aériens et celui de la distribution des produits de première nécessité. Tout cela engendre des tensions avec des opérateurs économiques et des petits paysans. La libre concurrence du marché est faussée au mépris des lois commerciales et la relance économique stagne.

Il y a une confusion totale entre la sphère des activités privées et la gestion des biens nationaux. Ainsi en janvier 2009, la réception d'un nouvel avion présidentiel défraye la chronique. Aucun détail n'a été fourni jusqu'à ce que le FMI exige des précisions sur les modalités d'acquisition de l'appareil. Un peu plus tard, le ministre des finances et du budget, *Hajanirina Razafinjato*, révélera que la moitié du prix (soit environ 30 millions d'euro), a été financé sur un report de crédit non utilisé en 2008 et que *Marc Ravalomanana* s'est acquitté personnellement de l'autre moitié.<sup>356</sup> Par ailleurs, sur les comptes du Port de Toamasina, 12 milliards d'ariary<sup>357</sup> ont été débloqués en octobre 2004 pour financer la construction de la minoterie Mana appartenant au groupe TIKO.<sup>358</sup> S'y ajoute l'équipement en machines *Buhler* de cette minoterie financé par le directeur général de la Compagnie d'Assurances Aro<sup>359</sup>, au moyen de faux bons de trésor d'une valeur de 5 milliards d'Ariary.<sup>360</sup>

Est-ce trop de dire qu'une certaine ambiguïté caractérise la politique du régime de *Ravalomanana* ? Le régime navigue dans les eaux d'un entrepreneuriat politique. Comment dès lors gérer le pays ? « Un pays se gère comme une entreprise »<sup>361</sup>, affirmait en 2002 *Marc*

---

<sup>354</sup> Cf. T. RALAMBOMAHAY, *Madagascar dans une crise interminable*, op. cit., p. 27.

<sup>355</sup> Après le géant pétrolier Exxon Mobil, c'est au tour d'une autre multinationale américaine de revenir à Madagascar. Il s'agit de Seabord qui est spécialisé dans l'agro-alimentaire et le transport maritime. Si le premier a suspendu ses activités à la suite du boycott de la communauté internationale après la démission de *Marc Ravalomanana*, le second a plié bagage en 2008 à cause de la concurrence déloyale du groupe TIKO appartenant à ce dernier. Cf. *ibid.*, p. 21.

<sup>356</sup> Cf. SEFAFI, *Quand les politiciens prennent les citoyens en otage*, Foi & Justice, Communiqué, Antananarivo, 2010, p. 48. Cf. aussi, T. RALAMBOMAHAY, *Madagascar dans une crise interminable*, op. cit., p. 18.

<sup>357</sup> Cf. *ibid.*, p. 19.

<sup>358</sup> Cf. *ibid.*

<sup>359</sup> La compagnie d'Assurance ARO est l'une des entreprises appartenant à l'Etat malgache. Cette entreprise qui a installé ses agences presque dans toutes les grandes villes de l'île est là pour couvrir toutes les territoires malgaches. Elle assure maintenant la couverture non seulement de véhicules terrestres à moteur, l'assurance maritime, l'assurance aviation mais aussi assurance vie, santé et retraite.

<sup>360</sup> Cf. SEFAFI, *Quand les politiciens prennent les citoyens en otage*, op. cit., p. 48.

<sup>361</sup> Cf. F. RAISON-JOURDE, *Ravalomanana et la troisième indépendance*. Politique africaine, n° 86, 2002, p. 8.

*Ravalomanana*. Capitalisant sur la croissance de son entreprise, sans équivalent à Madagascar, il revendique alors la reproduction de cette réussite « rapide et durable » à l'échelle nationale. Or ce succès s'est avéré davantage palpable à l'échelle de son entreprise qu'à celle du pays. En effet, si aucun chiffre précis n'est disponible, les estimations établissent que le chiffre d'affaires de TIKO a été multiplié par quatre depuis 2002, alors que dans le même temps le taux de pauvreté n'a diminué que modérément.<sup>362</sup>

Le monopole politico-économique du président *Ravalomanana* conduit à la confusion entre gestion des biens du peuple et intérêt personnel. Il s'avère que la bonne gouvernance est écartée et la recherche du bien commun oubliée chemin faisant. Il s'y ajoute une imbrication déplorable entre Eglises et Etat qui légitime des soupçons d'une ingérence mutuelle fâcheuse.

#### **2.2.3.5 Le problème de la politique d'ingérence entre État-Églises**

La Constitution malgache est claire : « L'État affirme sa neutralité à l'égard des différentes religions. La laïcité de la République repose sur le principe de la séparation des affaires de l'État et de ses institutions religieuses et de leurs représentants. L'État et les institutions religieuses s'interdisent toute immixtion dans leurs domaines respectifs. Aucun Chef d'Institution ni membre de Gouvernement ne peuvent faire partie des instances dirigeantes d'une Institution religieuse, sous peine d'être déchu par la Haute Cour Constitutionnelle ou d'être démis d'office de son mandat ou de sa fonction ».<sup>363</sup> Notre Constitution a insisté sur la distinction et la séparation claire et nette entre le rôle de l'État et celui des Églises ou des religions en vue d'éviter toute forme d'immixtion.<sup>364</sup> Pour cette raison, l'État ne doit pas intervenir dans les affaires des Églises dans sa direction, leur doctrine, leur vie liturgique, leur pratique spirituelle, etc., de même que, d'une façon générale, dans le travail des institutions ecclésiastiques, sauf lorsqu'il est effectué en tant que personnes juridiques, ce qui confronte inévitablement les Églises à l'État, sa législation et ses organes de pouvoir. L'Église attend du gouvernement le respect de ses normes canoniques et de ses autres règles intérieures. L'objectif est de garder toujours la laïcité de l'État.<sup>365</sup> À part cela, l'Eglise catholique, par le message de la lettre pastorale de la conférence épiscopale, rappelle que la collaboration et la coopération entre Eglises et Etat sont nécessaires dans l'objectif de lutter contre la pauvreté. Malgré cela, il faut bien définir et clarifier les termes de ce partenariat, dans le respect de l'autonomie légitime de chaque institution, et pour la liberté nécessaire dans l'exercice des missions respectives de chaque partenaire.<sup>366</sup> L'objectif de la lettre pastorale de la Conférence épiscopale est de se garder de toutes sortes de confusion ou d'imbrication au niveau de la prise de décision entre ces deux entités indépendantes l'une de l'autre.

Le principe de séparation du pouvoir n'a pas été respecté par *Ravalomanana*. Dès son arrivée au pouvoir, *Ravalomanana* a entretenu des liens privilégiés avec les religions,

---

<sup>362</sup> Au mois d'octobre 2008, Robert Blake, représentant de la Banque Mondiale à Madagascar, a annoncé que le taux de pauvreté en 2008 était de 68,7%, contre 80% en 2002. Toutefois, il faut tenir compte de l'effet de la crise politique de 2002 qui a paralysé l'économie du pays pendant six mois, et d'après notre constatation personnelle, c'est une fausse analyse. Car en réalité, le taux de pauvreté en 2008 est au niveau de celui de 2002.

<sup>363</sup> *Constitution de la troisième République malgache*, art. 2.

<sup>364</sup> Cf. B. HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar*, op. cit., p.121.

<sup>365</sup> Cf. *ibid.*, p. 115.

<sup>366</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Le fonctionnement de la démocratie*, op. cit., p. 233.

notamment avec le christianisme.<sup>367</sup> La présence d'hommes d'Eglise à des postes de conseillers présidentiels ou ministériels témoigne de la non-séparation du pouvoir. En témoigne également la participation active de certains membres du gouvernement dans les instances dirigeantes des Eglises.<sup>368</sup> La question qui se pose est de savoir pourquoi on insiste sur la séparation de l'État et des Églises, en particulier à Madagascar ? La violation du principe de séparation entraîne-t-il des impacts négatifs sur le processus du développement du pays ?

Ces deux institutions sont effectivement indépendantes l'une de l'autre. Il faut se garder autant que possible de pratiquer une politique d'ingérence. Car le fait de ne pas tenir compte de la séparation des rôles joués par ces deux entités suscite une entrave à leur liberté d'action. L'État a le devoir primordial de gouverner le peuple en cherchant les moyens de développer sa vie quotidienne à travers la concrétisation du bien commun. Par contre, les Églises, en tant qu'institutions sociales indépendantes de l'État, ont le devoir de jouer le rôle des *Ray aman-dReny*<sup>369</sup>, c'est-à-dire de parents au sein de la société malgache. Le rôle qui incombe aux *Ray aman-dReny* est de formuler des critiques constructives à l'égard de l'État et de lui éviter des dérives malheureuses. Or, quand il y a une confusion entre ces deux entités, il est effectivement difficile pour l'une comme pour l'autre d'agir de manière responsable. Donc pour que chacune de ces deux institutions remplisse fidèlement ses devoirs, il faut qu'elles respectent effectivement le principe de séparation. Ce principe de séparation a été violé. En vérité, le président n'a pas sauvegardé l'autonomie de chacune des deux institutions. En pratique, il a toujours cherché à nouer des liens de sympathie avec ses coreligionnaires du FJKM ou Eglise réformée malgache. La phrase qu'il a prononcée au moment même où il se présentait comme candidat à la magistrature suprême est très forte : « Les chefs de file de mes partenaires sont les Églises ».<sup>370</sup> Une fois qu'il est arrivé à la tête du gouvernement, il s'est efforcé de tisser des relations étroites avec les différentes hautes personnalités des Églises, y compris celles de l'Eglise catholique. Preuve en est la relation d'amitié intime existant entre lui et le cardinal *Razafindratandra* ainsi que le président de l'Eglise réformée, le pasteur *Lala Rasendrasahina*.<sup>371</sup> De plus, en tant que le président en exercice, il s'était même arrosé le pouvoir de choisir l'homme qu'il voulait mettre à la tête de l'Eglise réformée. Le cas du pasteur *Edmond Razafimahefa*, ancien président de l'Eglise réformée est éloquent. *Ravalomanana* a tout fait pour l'écarter de la présidence de l'Eglise réformée lors du synode FJKM à *Ambatondrazaka* en 2004.<sup>372</sup> En cela il a dépassé ses prérogatives.<sup>373</sup>

La politique d'ingérence du président *Ravalomanana* ne s'est pas limitée aux relations État-Églises, mais il exerça des responsabilités dans sa propre Église. Il a été élu comme vice-président de l'Eglise FJKM lorsqu'il s'est présenté comme candidat. Il était donc à la fois président de la République malgache et vice-président de l'Eglise FJKM. Où reste la

<sup>367</sup> Cf. C.-R. RATONGAVAO, *Eglise et pouvoir à Madagascar*. Perspective missionnaire, n° 56, 2008, p. 43.

<sup>368</sup> Cf. *ibid.*, p. 44.

<sup>369</sup> Cf. B. HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar*, op. cit., p. 126.

<sup>370</sup> G. RAHARIZATOVO, *Madagascar 2002*. Genèse et Silence d'une crise, op. cit., p. 288.

<sup>371</sup> Cf. S. URFER, *La crise et le rebond*. 50 ans de l'indépendance, op. cit., p. 106.

<sup>372</sup> Cf. RAHARIZATOVO J., *FJKM et Marc Ravalomanana : Une idylle diabolique*, Journal de la Gazette de la Grande Île, 21 Août 2014, p. 7. Disponible sur : <http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com=article&id=24842:fjkm>. Consulté le 27 novembre 2014.

<sup>373</sup> Cf. G. RAHARIZATOVO, *Genèse et silence d'une crise*, op. cit., p. 290.

séparation des Églises et de l'État ?<sup>374</sup> Les Eglises, tant catholique que réformées, se sont déclarées en sa faveur. Lors du referendum Constitutionnel d'avril 2007<sup>375</sup>, la laïcité de l'Etat a été abolie de la Constitution malgache.<sup>376</sup> De là découle le non-respect de la laïcité de l'Etat.

#### 2.2.3.4 Le non-respect de la laïcité de l'État

La laïcité n'est pas un concept malgache.<sup>377</sup> L'idée de laïcité, entendue dans le sens de « doctrine et pratique de la séparation du pouvoir entre les Etats et les institutions religieuses »<sup>378</sup>, est absente de la culture malgache.<sup>379</sup> D'autant plus qu'à Madagascar, quand il s'agit de l'histoire des relations entre Église-État, il est difficile d'identifier la laïcité. Dans l'histoire du pays dès le pouvoir royal, il y avait déjà imbrication entre ces deux pouvoirs. Car dans une nation comme Madagascar, où le respect du pouvoir royal s'ancre dans une longue tradition, le prince ou la princesse sont considérés comme marqués d'un caractère sacré, voire même des démiurges, selon le vocabulaire de Platon. Il était difficile de distinguer entre autorité politique et religieuse<sup>380</sup>, car ces deux entités, depuis toujours, sont imbriquées. Preuve en est le *Kabary* ou discours de *Ranavalona Ière* du 1 mars 1835, dans lequel la Reine a refusé d'accorder le séjour aux missionnaires qui ont tenté de séparer les deux pouvoirs. La persécution de 1837-1841 que la Reine *Ranavalona Ière* a opérée insista sur le rejet total de toute tentative de distinguer ou de séparer le pouvoir temporel et spirituel, l'obéissance des sujets et la reconnaissance de *Zanahary*, c'est-à-dire de Dieu qui existe au-delà d'elle-même et exige une soumission dépassant son pouvoir.<sup>381</sup>

Le passage de la religion traditionnelle au christianisme changea cette conception du spirituel imbriqué dans le temporel. La colonisation française a introduit au cœur de la pensée malgache cette idée de la laïcité, c'est-à-dire de la séparation des pouvoirs avec le mouvement « libre penseur ».<sup>382</sup> D'autant plus que l'arrivée du général Gallieni, à la fois agnostique et réaliste, va vite imposer la neutralité tant au niveau de l'administration civile que dans l'enseignement scolaire.<sup>383</sup> A partir de là, la mise en œuvre de la laïcité au sein de la société malgache se développe. Preuve en est l'adoption de cette notion de « laïcité » dans la Constitution : « L'État malgache affirme sa neutralité à l'égard des différentes religions. La laïcité de la République repose sur le principe de la séparation des affaires de l'État et des institutions religieuses et de leurs représentants. L'État et les institutions religieuses s'interdisent toute immixtion dans leurs domaines respectifs ».<sup>384</sup> En vertu de cette adoption de la laïcité de l'État dans notre constitution, tous les tenants du pouvoir successifs dont *Philibert Tsiranana*, *Didier Ratsiraka* et *Albert Zafy*, à l'exception de *Ravalomanana*, ont été

<sup>374</sup> Cf. L. ERSU, *Changement providentiel à Madagascar*, Etudes, Vol. 411, 2009, p. 456.

<sup>375</sup> Adoptée par le referendum du 19 Août 1992 et promulguée le 18 septembre suivant, la Constitution de la Troisième République a été amendée en 1997 et en 2007. La laïcité de l'Etat a été supprimée dans le texte de la Constitution malgache du 27 avril 2007.

<sup>376</sup> Cf. SEFAFI, *Élection et droits de l'homme : la démocratie au défi*, Foi & Justice, Communiqués, Antananarivo, 2007, p. 22.

<sup>377</sup> Cf. B. HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar*, op. cit., p. 118.

<sup>378</sup> Cf. C.-R. RATONGAVAO, *Eglise et pouvoir à Madagascar*, op.cit., p. 44.

<sup>379</sup> Cf. S. RAHARINJANAHARY, *Religiosité et laïcité dans l'affichage des citations bibliques*, cité dans G. CIPOLLONE, *Christianisme et droits de l'homme à Madagascar*, op. cit., p. 243.

<sup>380</sup> Cf. B. HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar*, op. cit., p. 118.

<sup>381</sup> Cf. *ibid.*, p. 119.

<sup>382</sup> Cf. S. RAHARINJANAHARY, *Religiosité et laïcité dans l'affichage des citations bibliques*, op. cit., p. 243.

<sup>383</sup> Cf. B. HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar*, op. cit., p. 120.

<sup>384</sup> Cf. *Constitution de la troisième République malgache*, art. n° 2.

très respectueux de cette laïcité.<sup>385</sup> Ce que les Malgaches entendent par laïcité s'énonce ainsi : « Affirmation fondamentale de la séparation entre État et cultes, totale liberté religieuse mais reconnaissance d'une Entité supérieure et par là acquiescement à une réalité qui le dépasse ». <sup>386</sup>

Les crises politiques successives ont mis à mal la laïcité. Les deux entités, c'est-à-dire étatique et ecclésiale, sont responsables parce qu'elles ne respectent pas le principe de séparation des pouvoirs. Prenons par exemple les événements de 1991 et de 2001. Pendant la transition de 1991, c'est le FFKM lui-même qui s'arroge la responsabilité de l'organisation du Forum national et de la rédaction de la Constitution et du Code électoral.<sup>387</sup> Dès lors, l'immixtion du FFKM dans l'exercice du pouvoir est de notoriété publique. Le mode de relation entre Églises-État prend une forme d'ingérence mutuelle.<sup>388</sup>

Le président *Marc Ravalomanana* a officiellement confirmé cette imbrication entre Églises-État lors de son discours à l'occasion d'un culte œcuménique en l'église d'Antanimena pour la célébration de l'insurrection de 1947 contre la colonisation française. *Marc Ravalomanana* a déclaré : « Il n'y a pas seulement la démocratie qui compte, mais aussi et surtout la théocratie, car il est important de croire en Dieu. Nous ne sommes que des instruments, puisque tout appartient à Dieu ». <sup>389</sup> Cette déclaration a entraîné une levée de boucliers, tant de la part des catholiques et des musulmans que du clan « laïc ». A la suite de ce discours lors du Referendum constitutionnel de 2007, l'État malgache a supprimé le terme de laïcité dans sa nouvelle Constitution.<sup>390</sup> Mais pour le président malgache, malgré la suppression de ce terme laïcité, la Constitution précise toujours que « les fonctions de Président de la République sont incompatibles avec toute fonction publique élective, toute autre activité professionnelle, toute activité au sein d'un parti politique, d'un groupement politique, ou d'une association, et de l'exercice de responsabilité au sein d'une institution religieuse ». <sup>391</sup> Malgré l'existence de cette loi en vigueur, les deux hautes personnalités politiques de la 3ème République n'ont pas hésité à la violer. On cite ici, *Norbert Ratsirahonana*, Conseiller spécial et ambassadeur itinérant de *Ravalomanana* et le président *Marc Ravalomanana*. Le premier est président du comité de sa paroisse de FJKM d'Isotry et le président de la République *Marc Ravalomanana* est vice-président de l'Église réformée de Madagascar.<sup>392</sup> Ce dernier est régulièrement accusé de favoriser sa confession. Les élections de décembre 2006 ont d'ailleurs traduit les différences d'appréciation et de relation entre le gouvernement et les diverses communautés religieuses. Contrairement aux autres confessions qui sont en général restées sur la réserve ou ont surtout rappelé les enjeux du bien commun, le FJKM du président sortant s'est largement impliqué dans la campagne.

---

<sup>385</sup> S. RAHARINJANAHARY, *Religiosité et laïcité dans l'affichage des citations bibliques*, op. cit., p. 243.

<sup>386</sup> B. HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar*, op. cit., p. 121-122.

<sup>387</sup> S. URFER, *La crise et le rebond. 50 ans de l'indépendance*, op. cit., p. 100. Cf. aussi B. HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar*, op. cit., p. 143.

<sup>388</sup> S. URFER, *La crise et le rebond. 50 ans de l'indépendance*, op. cit., p. 101.

<sup>389</sup> Cf. Discours du président *Marc Ravalomanana* du 26 mars 2006 à l'occasion de la célébration de l'insurrection de 1947 contre la colonisation française.

<sup>390</sup> S. RAHARINJANAHARY, *Religiosité et laïcité dans l'affichage des citations bibliques*, op. cit., p. 242.

<sup>391</sup> *Constitution de la troisième République malgache*, art. n° 49.

<sup>392</sup> Cf. D. GALIBERT, *Les gens du pouvoir à Madagascar*, op. cit., p. 340.

Ce non-respect de la laïcité de l'État ouvre la porte à l'ingérence du politique dans le domaine des Églises. Face à ces problèmes qu'enseigne la doctrine sociale de l'Eglise ? Clairement : le respect de la démocratie<sup>393</sup>, de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance ou de l'autonomie des institutions.<sup>394</sup>

## Conclusion

Depuis la 2ème République jusqu'à nos jours, le bilan du développement sociopolitique et économique de Madagascar est déplorable. Tous les régimes furent essayés, du marxisme dogmatique au libéralisme le plus anarchique, en passant par un nationalisme sourcilleux. Des hommes de toutes générations et de toutes compétences se sont succédé au pouvoir. Le résultat est médiocre. Aucune évolution vers un réel progrès n'est à enregistrer, mais au contraire la situation ne cesse de se dégrader. Au total la paupérisation de la population s'amplifie.

C'est le non-respect des valeurs traditionnelles et culturelles malgaches qui semble en être la cause, en particulier l'oubli du *fihavanana* et du *fanahy maha olona*.<sup>395</sup> Les relations à l'intérieur de la vie familiale ne sont plus respectées. La société a perdu son âme. Les fruits en sont : la corruption, le clientélisme, l'esprit de jouissance, l'argent facile,<sup>396</sup> l'individualisme narcissique et surtout la violation des principes de l'éthique politique.<sup>397</sup> Par conséquent, la réalisation du bien commun, qui est la raison d'être de l'autorité politique<sup>398</sup>, comme l'affirme le *Compendium*, n'est pas la priorité des dirigeants politiques successifs. Il n'est pas étonnant donc si la majorité de la population vit sous le seuil de la pauvreté.

---

<sup>393</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, nn° 406-416.

<sup>394</sup> Cf. *ibid.*, n° 424.

<sup>395</sup> Cf. *supra*, Les valeurs culturelles du *fihavanana* malgache, p. 21.

<sup>396</sup> Cf. S. URFER, *L'espoir et le doute*. Un quart de siècle malgache, op. cit., p. 80.

<sup>397</sup> Cf. J. RAMAMBAZAFY, *Herizo Razafimahaleo, le Leader sans héritier politique*, Journal de La Gazette de la Grande Île 25 Septembre 2014, p. 11. Disponible sur : <http://fr.africatime.com/algerie/articles/herizo-razafimahaleo-le-leader-sans-héritier-politique>. Consulté le 30 décembre 2014.

<sup>398</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, nn° 393-395.

## CHAPITRE III : LES VIOLATIONS DES PRINCIPES DE L'ETHIQUE POLITIQUE

### Introduction

L'autorité politique n'a d'autre finalité que de se mettre au service du bien du peuple. Chercher et réaliser cet objectif n'est pas facile. Des règles et des disciplines adéquates sont à observer pour atteindre le bien commun. Bafouer ces règles de base et violer la déontologie de la politique conduisent le pays dans une impasse tant sur le plan sociopolitique qu'économique. Pourquoi à Madagascar la recherche du bien commun est-elle en échec ?

C'est la violation des principes de l'éthique politique qui incite les politiciens malgaches à ne pas se mettre au service du peuple. La démocratisation du pouvoir, les droits de l'homme, la destination universelle des biens et la répartition équitable des biens de la terre, sont des conditions fondamentales pour la concrétisation du bien commun. Le non-respect de ces principes a des répercussions négatives sur l'ensemble des domaines de la vie de l'homme au sein de la société. La crise politique interminable, la politique économique sans repère, la perte de la crédibilité des Eglises et la destruction de l'environnement en sont les résultats palpables.

### 3.1 Les comportements des politiciens et de l'autorité politique

Être un homme politique est un idéal : on choisit de se mettre au service du peuple pour le faire progresser.

#### 3.1.1 Les conceptions erronées et verrouillées de la politique

La politique, par définition, est une question d'organisation de la vie des hommes en société. Politique et société ne sont jamais séparables. Les philosophes nous le disent : l'homme est un être social. De plus, de toutes les créatures, c'est l'homme seul qui est capable de faire de la politique : « Seul l'homme est politique c'est-à-dire qu'il doit vivre en s'organisant au sein de la Polis, la Cité ».<sup>399</sup> La politique en tant que telle est une condition sine qua non de la vie de l'homme en société, elle apporte harmonie et bien être.

En outre, la politique concerne la totalité de l'organisation de la vie sociale d'un État. Elle est « la connaissance de tout ce qui est l'art de gouverner un État et de diriger ses relations extérieures ».<sup>400</sup> R. Coste définit la politique comme « la façon particulière, contingente, dont les hommes concrets, en un point précis de l'espace et du temps, exploitent le champ du politique. Cela veut dire qu'il n'existe pas de politique absolue, intemporelle, et même pas de politique qui pourrait se prétendre purement scientifique ».<sup>401</sup> Et le philosophe Paul Ricœur ajoute : « De proche en proche, sera de la politique toute activité qui aura pour but, ou même simplement pour effet, la répartition du pouvoir ».<sup>402</sup> S'il en est ainsi, lorsqu'on parle de la politique, il s'agit tout simplement de la question de la vie temporelle et contingente de l'homme. Si la politique est considérée comme une activité réservée aux politiciens, elle déborde cependant cette dimension limitée et peut être considérée avant tout comme un art d'organiser la vie en commun des hommes dans sa totalité. Elle se doit donc

<sup>399</sup> R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, Foi & Justice, Antananarivo, 1992, p. 13.

<sup>400</sup> Cf. *Dictionnaire de l'Académie malgache*, op. cit., p. 112.

<sup>401</sup> R. COSTE, *Les dimensions politiques de la foi*, op. cit., p. 40.

<sup>402</sup> Cf. P. RICŒUR, *Histoire et Vérité*, op. cit., p. 256.

d'être une préoccupation de tout le monde, non pas dans le dessein de s'emparer du pouvoir, mais dans le but de participer au devenir social.<sup>403</sup>

La majorité de la population malgache n'est pas encore éveillée à cette conception globalisante. Elle demeure indifférente à la gestion politique. Elle en a plutôt peur. Pour deux raisons majeures. Au temps de la royauté, la politique était réservée au Roi et aux membres de sa cour. Eux seuls détenaient le pouvoir de gouverner. Ils étaient considérés, aux yeux de leurs subordonnés, comme de bons gestionnaires.<sup>404</sup> R. Dubois interprète ce mode de relation gouvernant-gouverné comme celui de père-fils, nous l'avons déjà mentionné. Le père est celui qui gouverne, par contre le fils est celui qui est gouverné.<sup>405</sup> Dans cette perspective, les subordonnés sont faits pour être gouvernés. Ils sont là pour se soumettre et exécuter continuellement les ordres qu'on leur donne. L'ensemble du peuple, à l'exception de ceux qui sont au pouvoir, est exclu du champ politique.<sup>406</sup>

La deuxième raison est à rechercher au temps de la colonisation, où s'imposait le modèle de relations maître-sujet. Malgré l'abolition de l'esclavage, le système des relations est comparable à celui du temps de la royauté. Les malgaches sont privés de leurs droits politiques. Tout le monde est subordonné et assujéti à l'autorité coloniale.<sup>407</sup> Depuis la reconquête de l'indépendance jusqu'à nos jours, la pratique politique des tenants du pouvoir successifs n'a pas beaucoup changé, ils ont aussi considéré le peuple comme objet de manipulation. En outre, dans le langage populaire, la politique a un sens péjoratif, et selon G. Raharizatovo, politicien et journaliste, consonne avec ruse et escroquerie.<sup>408</sup> Avis semblable chez le père Tiersonnier, qui affirme que pour la majorité de la population, la politique est un art du mensonge et de la tromperie.<sup>409</sup> D'où la forte réticence de la majorité de la population malgache de s'engager dans la politique.<sup>410</sup> L'opinion publique, à tort ou à raison, conclut que la politique se fait aux dépens de la population innocente et victime d'un jeu qui la dépasse.

### **3.1.2 Les démagogies des politiciens et des pouvoirs politiques**

La démagogie est un comportement propre aux politiciens pour obtenir le pouvoir tant en Afrique qu'à Madagascar. Ils font de belles promesses durant la campagne électorale, avec un matraquage de slogans persuasifs. Dès qu'ils arrivent au pouvoir, toutes les promesses s'envolent. Aucun d'eux ne reconnaît, affirme le SEFAFI, s'être trompé, ni avoir abusé de ses fonctions ni détourné des biens et de l'argent publics par ruse à des fins personnelles.<sup>411</sup>

#### **3.1.2.1 Les slogans infructueux et sans conséquences positives**

Les slogans sont une arme que les politiciens malgaches ont voulu mettre au service de leurs ambitions. Ils font partie de l'histoire politique de Madagascar. Ils se sont tous avérés infructueux.

---

<sup>403</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 14.

<sup>404</sup> F. RAISON-JOURDE, *Les souverains de Madagascar*, op. cit., p. 39.

<sup>405</sup> Cf. R. DUBOIS, *Olombelona*. Essai sur l'existence personnelle et collective à Madagascar, op. cit., p. 100.

<sup>406</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 14.

<sup>407</sup> Cf. *ibid.*, p. 15.

<sup>408</sup> Cf. G. RAHARIZATOVO, *Madagascar 2002*. Genèse et Silence d'une crise, op. cit., p. 10.

<sup>409</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Madagascar, les missionnaires acteurs de développement*, op. cit., p. 78.

<sup>410</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 15.

<sup>411</sup> Cf. SEFAFI, *Tourmente populaire et confusion politique*, Foi & Justice, Communiqué, Antananarivo, 2009, p. 38.



Après la déclaration de l'indépendance, le président *Philibert Tsiranana*, nommé Père de l'indépendance, a rendu célèbre le slogan de la « politique du ventre »<sup>412</sup> pour atteindre l'autosuffisance alimentaire de la production du riz. *Tsiranana* a choisi ce slogan comme discours de persuasion au cours de sa campagne électorale et durant son mandat à la magistrature suprême. L'intention était très bonne, mais en dépit du slogan mobilisateur, la pauvreté des gens n'a pas changé.

De même, les slogans prometteurs et flatteurs de la 2ème République avec le régime de centralisme démocratique n'ont pas porté de fruits. On a voulu redresser l'économie du pays à travers le lancement d'une industrialisation rapide et gérée par une planification socialiste imitée du système politique de l'Europe orientale, plus précisément de l'ex-URSS. Le choix politique des « investissements à outrance »<sup>413</sup> n'a point eu de conséquence positive pour l'économie du pays, malgré la multiplication des projets industriels à la fois surdimensionnés et inadaptés : tanneries, usines d'engrais, construction automobile, complexe textile etc. C'était un choix économico-politique incohérent et irréaliste par rapport aux réalités existantes. Le résultat en fut décevant. La conséquence la plus palpable a été un endettement massif et un appauvrissement durable de la population.<sup>414</sup>

Ce qui caractérise la 3ème République, c'est le passage de trois présidents avec trois transitions qui ont effectivement fait tomber le pays dans le chaos. Chaque slogan claironné n'a eu aucune répercussion positive pour notre pays. Tous les projets ont été voués à l'échec, malgré le petit espoir suscité par le professeur *Zafy* avec son choix de régime démocratique et de libéralisme généralisé. Mais cette volonté de redresser l'économie n'a pas abouti en raison de la pratique des « financements parallèles »<sup>415</sup> imposés par *Bretton Woods*. La relance de l'économie ne s'est pas réalisée. De même, le retour de *Didier Ratsiraka*, quasiment durant 25 ans au pouvoir, n'a pas apporté un mieux-être. Le slogan de l'« humanisme et de l'écologie » était un masque, une nouvelle phraséologie promettant aux gens d'éradiquer la pauvreté et de redresser une économie exsangue. Au début, on a constaté que l'économie s'est légèrement redressée, grâce aux investissements importants de pays extérieurs et aux relations bilatérales ou multilatérales, sans parler de l'aide substantielle de la Banque Mondiale. Cette croissance n'a pas profité à la couche la plus vulnérable de la population ni même à la majorité des gens, mais seulement à ceux qui étaient aisés.

Enfin, c'est le président *Marc Ravalomanana* qui a dirigé le pays presque jusqu'au terme de la Troisième République. Au début il fut le président le plus populaire et le plus aimé du peuple. Ce qui a marqué son pouvoir, ce fut le fameux slogan « développement rapide et durable ».<sup>416</sup> Avec ce slogan, la majorité de la population malgache, même les institutions ecclésiastiques ont eu la conviction que c'est par cette volonté d'un développement durable que notre pays pouvait s'en sortir. Mais cet espoir a été de courte durée. La

---

<sup>412</sup> Cf. S. URFER, *La crise et le rebond*. 50 de l'indépendance, op. cit., p. 60.

<sup>413</sup> Cf. supra, Le contexte international, p. 42.

<sup>414</sup> Cf. M. RAMAHOLIMIHASO, *Qui montre le droit chemin communique la vie*, op. cit., p. 163.

<sup>415</sup> Cf. S. URFER, *La crise et le rebond*. 50 ans de l'indépendance, op. cit., p. 60.

<sup>416</sup> Cf. *ibid.*, p. 61.

dévaluation ou la dépréciation de la monnaie nationale, à savoir le franc malgache ou l'*ariary*, fut une décision irréfléchie comme aussi les exonérations et les détaxations.<sup>417</sup>

La dépréciation de la valeur de la monnaie nationale par rapport aux devises créa un désordre monétaire qui entraîna : «...inflation galopante, spéculation monétaire, fuite des investissements, d'où désarroi social».<sup>418</sup> La croissance économique déclarée par les spécialistes fut indéniable, mais elle n'eut pas de répercussion directe sur le vécu quotidien de la majorité de la population, elle ne faisait qu'enrichir une minorité aisée.

### **3.1.2.2 La réticence de la majorité du peuple devant l'engagement politique**

Les slogans non suivis d'effet sont inopérants. Ils ne font que servir les démagogues. Ce qui est important pour la population, c'est de réaliser ce qui a été promis. Les professionnels de la politique, en raison de comportements inappropriés, donnent une image décevante de la politique, si bien que les citoyens, non seulement se détournent d'elle<sup>419</sup> mais surtout en sont profondément dégoûtés. Aux dires du S. Urfer la vie politique «...est le lieu de l'irresponsabilité et de l'enrichissement personnel rapide pour les dirigeants ; et pour le peuple, berné, celui de la naïveté crédule, dont il sort démotivé. Il n'en reste pas moins que la démagogie des professionnels de la politique est payante à court terme, le peuple se laissant influencer par les belles paroles. Il est des politiciens qui se maintiennent à l'avant-scène de la vie nationale par la seule magie de leur verbe, alors que leurs actes, depuis quarante ans, ne cessent de nuire au pays ».<sup>420</sup>

Le peuple ignore le plus souvent les exigences d'une authentique action politique. Les politiciens malgaches, au lieu de sensibiliser et de conscientiser les citoyens à propos de l'importance de la politique, prennent le chemin inverse, afin de pouvoir « ...agir sans contrôle, échapper à leurs obligations, nier les engagements souscrits, se conduire dans l'irresponsabilité ».<sup>421</sup>

A vrai dire, la majorité du peuple malgache, en particulier ceux qui vivent dans le milieu rural, n'ont pas de connaissance suffisante de la problématique politique par ignorance et absence d'éducation.

Il n'est donc pas étonnant que le citoyen n'ait pas le sentiment d'être acteur de son destin.<sup>422</sup> Comment prendre en main une responsabilité sans avoir une connaissance, même élémentaire, de ce qu'on entend par politique ? Ainsi beaucoup de citoyens se résignent et se contentent de vivre au jour le jour. Voilà pourquoi la majorité du peuple malgache, malgré les nombreuses crises politiques responsables de l'état du pays, n'a pas encore conscience de ce que pourrait lui apporter une vraie pratique de la politique. Il demeure victime des manipulations de politiciens sans scrupules. Les élites capables d'identifier et de dénoncer les comportements inadéquats de plus d'un politicien malgache n'osent pas agir de peur de subir

---

<sup>417</sup> Cf. SEFAFI, *Une démocratie bien gérée, décentralisée et laïque, à quelles conditions ?*, op. cit., p. 12.

<sup>418</sup> Cf. S. URFER, *La crise et le rebond. 50 ans de l'Indépendance*, op. cit., p. 60.

<sup>419</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 16.

<sup>420</sup> S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p. 77.

<sup>421</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 17.

<sup>422</sup> Cf. *ibid.*, p. 15.

des représailles, voire de risquer une arrestation.<sup>423</sup> Ils n'ont pas le courage de conscientiser leurs concitoyens dépourvus de la connaissance politique, faute de disposer de moyens de communications et surtout faute de liberté d'expression. Rien d'étonnant alors qu'ils aient fait le choix de se taire. Ces réticences comportementales sont l'une des causes majeures de l'échec de la réalisation du bien commun.

Donc les politiciens malgaches de bonne foi doivent exercer leurs activités politiques de manière responsable. Qu'ils rendent d'abord à la politique ses lettres de noblesse. Leur devoir primordial est de conscientiser les couches profondes de la population sur ce qu'on entend par politique. Ensuite, l'autorité politique a la responsabilité de réaliser l'émancipation politique du peuple, en commençant par la restauration des principes généraux des règles essentielles de la politique : la liberté d'expression, la liberté d'opinion.<sup>424</sup> Il s'agit de pas oublier que la sensibilisation, la conscientisation de chacun à s'engager dans l'activité politique à partir de l'appartenance à un parti politique de son choix, incombent aux autorités publiques élues. Le fait d'appartenir à un parti politique est un moyen pour chaque individu d'apprendre le sens et l'importance de la politique, d'une part, et d'autre part, une manière de se protéger et de défendre ses droits.<sup>425</sup> En absence de tout cela, le manque de participation de tous à la vie politique gagne du terrain.

### **3.1.2.3 Le manque de participation de tous les membres du corps social**

Il va de soi que la raison d'être de l'autorité politique est le bien commun. Réaliser le bien commun est la première préoccupation de l'autorité publique. La doctrine sociale de l'Eglise le rappelle à maintes reprises.<sup>426</sup> Cependant, il ne faut pas oublier également que la doctrine sociale, lorsqu'on parle du bien commun, met l'accent sur la prise de responsabilité de tous les membres du corps social. C'est pour préciser que la concrétisation de celui-ci n'est pas exclusivement le rôle de l'autorité politique. Elle engage tous les membres de la société<sup>427</sup>, à savoir chaque citoyen, la famille, tous les corps intermédiaires. La lettre de la Conférence épiscopale des évêques de Madagascar réaffirme que la réalisation du bien commun est l'affaire de tous, et non seulement de l'Etat. Autrement dit la réalisation du bien commun exige une meilleure participation de tous les citoyens au sein de la Nation.<sup>428</sup>

Or nous savons bien que la grande faille à Madagascar quand il s'agit de la réalisation du bien commun, c'est le manque de la prise de responsabilité de tous, c'est-à-dire chaque citoyen, la famille, les corps intermédiaires, en un mot tous les membres du corps social. Ce manque de participation affecte l'ensemble des domaines clés de la vie sociale de l'homme, à savoir la politique, l'économie et l'éducation.

Sur le plan politique, par exemple, la majorité du peuple malgache n'a pas le sentiment d'être acteur de son destin. On trouve chez lui une sorte de résignation en matière politique. Il ignore même la politique et en a toujours été gardé à l'écart pour que nos politiciens,

---

<sup>423</sup> Cf. R. RALIBERA, *Souvenirs et témoignages malgaches*, op. cit., p. 115.

<sup>424</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 17.

<sup>425</sup> Cf. *ibid.*

<sup>426</sup> *Compendium de la doctrine sociale*, n° 168.

<sup>427</sup> Cf. *ibid.*, n° 167.

<sup>428</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *A propos du développement : Lutter contre la pauvreté et l'exploitation*, in ESM, Vol VII (2006-2010), p. 111.

marchands d'illusions, puissent lui faire « avaler la pilule du bonheur.<sup>429</sup> Au dit à juste titre que la mise en place d'une vraie démocratie commence par la participation de tous les citoyens dans des élections justes et transparentes. Cela ne s'est pas encore produit pour Madagascar. La majorité du peuple malgache, faute de sensibilisation de la part de la société civile et des hommes politiques, n'a pas encore eu le sentiment d'être participant et acteur à la mise place d'une vraie démocratie au sein de la Nation. Preuve en soient le manque de volonté de la population de voter au moment des élections, puis le manque d'initiative pour contrôler les activités des décideurs, même dans le domaine de la collectivité territoriale décentralisée, c'est-à-dire le quartier, la commune, le district, la Région et la Province. Nous avons constaté également que l'on est encore assez loin d'une société civile représentative de toutes les couches de la population, et qui serait constituée d'une plateforme d'organisations et d'associations d'intérêt commun, des syndicats et du patronat, des Eglises, des fédérations de paysans et de pêcheurs. Cette société civile serait reconnue et accueillie comme partenaire de dialogue à égalité par les instances étatiques, pour la recherche et la réalisation d'une société participative et respectueuse des intérêts de tous. Car sans société civile forte et effective, il n'y a pas de vraie démocratie.<sup>430</sup>

Sur le plan économique, nous avons déjà dit que le 80% des Malgaches sont paysans. Ils vivent donc du fruit de leur travail et leur développement en dépend. La doctrine sociale de l'Eglise le réaffirme en insistant sur le fait que le développement requiert un esprit d'initiative. Le développement des peuples commence et trouve sa mise en œuvre la plus appropriée dans l'effort de chaque peuple pour son propre évolution, en collaboration avec les autres.<sup>431</sup> Or nous avons constaté qu'à Madagascar, la participation de chaque individu à son propre développement n'est pas encore suffisante, surtout au niveau de la prise en considération du travail. Sylvain Urfer affirme que la majorité du peuple malgache n'a pas encore effectivement le goût du travail. Il n'a pas encore saisi la haute valeur et l'importance du travail. Elle dévalorise et sous-estime le travail, surtout manuel.<sup>432</sup> Preuve en est l'insuffisance alimentaire de base comme le riz, alors que le 80% de la population malgache le cultive. Cela démontre le manque d'esprit d'initiative et d'entreprise de la part de chaque citoyen. Cependant, aucun pays ne se développe sinon par le fruit du travail de son peuple.

Sur le plan éducatif, la formation ne peut être séparée du développement. Elle est toujours au cœur de tout développement individuel et communautaire. Benoît XVI, dans son exhortation apostolique, *L'engagement de l'Afrique*, insiste beaucoup sur la priorité de l'éducation et défend les droits des citoyens à bénéficier de l'offre éducative.<sup>433</sup> Néanmoins, nous avons constaté qu'à Madagascar, vu la pauvreté vécue par la population, la plupart des parents malgaches n'ont pas la volonté d'envoyer leurs enfants à l'école. Il y a encore des parents qui pensent que faire travailler leurs enfants serait beaucoup plus rentable que de les envoyer à l'école. Cette mentalité est une sorte de fuite des parents dans leur responsabilité à

<sup>429</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op.cit., p. 17.

<sup>430</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op.cit., p. 157.

<sup>431</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 44.

<sup>432</sup> Cf. S. URFER, *Le doux et l'amer*, op.cit., p. 206.

<sup>433</sup> Cf. BENOÎT XVI, *L'engagement de l'Afrique*, Cerf, Paris, 2011, p. 159.

l'égard de leurs enfants. C'est à cause de cette mentalité que les enfants souffrent de situations difficiles qui les empêchent de se développer.<sup>434</sup>

Tout cela nous montre que le manque de prise de responsabilité de tous les membres du corps social est une des causes principales de la non-réalisation du bien commun au sein de la société malgache. Cela confirme le fait que travailler pour le bien commun n'est pas exclusivement de la responsabilité de l'autorité politique, mais aussi de celle de tous. Le bien commun n'est pas seulement l'affaire de l'Etat, mais l'affaire de tous. La non-participation de tous les membres du corps social à la vie politique du pays fait augmenter les risques de corruption et d'affairisme.

### **3.1.3 La corruption et l'affairisme**

Corruption et affairisme ne sont pas des éléments nouveaux, ni des pratiques propres à Madagascar. Dans certains pays, ce taux de corruption est bas, dans d'autres, il est élevé. Corruption et affairisme existent autant dans les pays développés que dans ceux en voie de développement. Pourquoi la corruption et l'affairisme n'empêchent pas certains pays de se développer, alors que Madagascar trébuche sur ces obstacles qui obèrent son développement et conduisent à l'échec du bien commun ?

#### **3.1.3.1 La corruption<sup>435</sup>**

La lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar affirme : « Qui dit corruption, dit détérioration, pourriture, que ce soit au physique, au moral ou sous l'aspect social. La corruption se révèle de différentes manières et elle atteint presque tous les aspects de la vie. Elle est connue sous différents noms spécifiques (spéculation, clientélisme, népotisme...) qui ont chacun leur particularité mais qui ne sont en réalité qu'un aspect de la corruption. On peut regarder également comme des aspects de la corruption tout comportement malveillant qui porte préjudice aux autres tels que la fraude, le vol, les pillages tant en ville qu'en campagne, le détournement de fond public, le blanchiment d'argent sale ». <sup>436</sup>

La corruption est un des fléaux qui plombe le décollage d'un pays à tout point de vue. Tout le monde en est conscient, nationaux comme étrangers.<sup>437</sup> Elle est définie, en général, comme l'abus d'une fonction publique à des fins d'enrichissement personnel. Le conseil de l'Europe entend par corruption le fait de solliciter, d'offrir, de donner ou d'accepter directement ou indirectement, une commission illicite, ou un autre avantage indu ou la promesse de tel avantage indu qui affecte l'exercice normal d'une fonction ou le comportement requis du bénéficiaire de la commission illicite, ou de l'avantage indu ou de la promesse d'un tel avantage indu ». <sup>438</sup>

---

<sup>434</sup> Cf. E. JOVELIN, *Le travail social face à l'interculturalité, comprendre la différence dans les pratiques d'accompagnement social*, L'Harmattan, Paris, 2013, p. 219.

<sup>435</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La lutte contre la corruption et la promotion de la justice*, in ESM, Vol. VI (2001-20059), pp. 23-69.

<sup>436</sup> Ibid., p. 27.

<sup>437</sup> Cf. A. RAMAROLAHINGONIRAINY, *La corruption à Madagascar*, Journal Tribune Madagascar, 19 mai 2011, p. 3. Disponible sur : <http://www.Madagascar-tribune.com/corruption-madagascar>. Consulté le 17 juin 2012.

<sup>438</sup> Rapport présenté au Conseil Supérieur de Lutte contre la Corruption (CSLCC) Antananarivo Madagascar, par Casals & Associates : Avec la participation de la Vanderbilt University et l'Institut de la Banque Mondiale, mars 2006.

En ce qui concerne Madagascar, la notion de corruption recouvre la concussion, l'ingérence, le favoritisme, la corruption proprement dite et le trafic d'influence, infractions qui se sont dangereusement généralisées, non seulement au sein des pouvoirs et entreprises publiques mais également au sein du secteur privé, au point d'être qualifiées de fléau national. Le code pénal définit la corruption ainsi : « Quiconque aura sollicité ou agréé des offres ou des promesses, sollicité ou reçu des dons ou présents pour, étant investi d'un mandat électif, fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, militaire ou assimilé, agent ou préposé d'une administration publique ou d'une administration placée sous contrôle de la puissance publique, ou un citoyen chargé d'un ministère de service public, faire ou s'abstenir de faire un acte de ses fonctions ou de son emploi, juste ou non, mais non sujet à salaire ». <sup>439</sup> De même, il y a aussi corruption lorsqu'un « employé ou préposé, salarié ou rémunéré sous une forme quelconque, soit directement, soit par personne interposée, aura à l'insu et sans le consentement de son patron, soit sollicité ou agréé des offres ou promesses, soit sollicité ou reçu des dons, présents, commissions, escomptes ou primes pour faire ou s'abstenir de faire un acte de son emploi ». <sup>440</sup>

L'organisation *Transparency* vient de publier son rapport 2011 sur la corruption dans le monde. Elle constate que Madagascar a amélioré sa lutte contre la corruption, car le pays est désormais classé 100e alors qu'il était 123e en 2010, 106e en 2009 et 115e en 2008. Nous avons maintenant un score de corruption de 3,0 alors qu'il était de 2.6 auparavant. Mais il reste encore beaucoup de progrès à faire par rapport à nos voisins, car l'île Maurice est classée 46ème, les Seychelles 50ème. <sup>441</sup> Malgré tout, la corruption constitue à Madagascar un phénomène social suffisamment grave et préoccupant qui dérègle profondément le fonctionnement normal de l'administration ainsi que des entreprises publiques, et porte gravement atteinte à l'image des fonctionnaires de l'État.

Face à ce constat actuel, la Loi sur la lutte contre la corruption s'inscrit dans le cadre du programme d'action prioritaire entrepris par le gouvernement, en vue d'un renforcement de la bonne gouvernance, de l'instauration de l'État de droit et de la protection des droits humains. Malgré la présence de cette loi, il est difficile de lutter contre la corruption à Madagascar, et cette loi reste assez impuissante par rapport aux actes répréhensibles de la corruption. Si les auteurs de la corruption ne sont pas tenus comme coupables, du moment que les victimes se sentent impuissantes à réagir, les pratiques en question entrent de nouveau dans la catégorie des actes légaux, ou considérés comme légaux parce que consacrés par la coutume. De plus, la corruption dont on parle affecte déjà les couches les plus profondes de la société et de l'économie et détériore la vie économique du pays.

Dans ces conditions, certaines personnes abusent de la population, surtout si elles occupent un poste tant soit peu important. Cela peut être une simple brigade qui surveille un député insignifiant ou même une personne riche qui impose sa loi. Ce qui est dramatique, c'est que la population du monde rural se retrouve dans un état de précarité extrême à cause de cette corruption. On laisse délibérément les gens dans l'ignorance pour mieux les exploiter.

---

<sup>439</sup> Cf. Article 177 du Code pénal malgache sur la lutte contre la corruption, Loi n°2004-030.

<sup>440</sup> Cf. *ibid.*, Loi n° 2004-031.

<sup>441</sup> Cf. Conférence présidée par S. GANEDIE, *Madagascar, amélioration de la lutte contre la corruption en 2011*, Antananarivo le 1<sup>er</sup> décembre 2011.

Dans ce domaine, le bilan plutôt favorable de la confiance faite aux institutions contraste fortement avec la perception d'une corruption endémique qui affecte tous les rouages de l'administration économique et de la sphère politique. La police, puis les juges et magistrats, les agents des impôts et des douanes, ainsi que les députés, sont dénoncés par la population comme les plus corrompus.<sup>442</sup> Mais ce qui est dramatique c'est que certains jugements reposent moins sur l'intime conviction des magistrats que sur le poids de l'argent. Tout dépend de celui-ci. Si on veut ne pas faire traîner ou faire accélérer le traitement des dossiers, il faut faire appel à la corruption, qui devient comme une pratique légale.

Les victimes principales de la corruption sont les contribuables. Ceux-ci subissent au moins deux prélèvements: ils doivent s'acquitter des impôts et des taxes prévus par la loi, et déboursier des sommes parfois importantes aux agents corrompus.<sup>443</sup> La corruption gagne du terrain à Madagascar. Ce qui est désolant, c'est de penser que c'est quelque chose de normal. Chaque fois qu'on veut entreprendre la déposition, la préparation, la demande de dossiers, au niveau de l'administration publique ou du bureau de l'équivalence, cela implique, pour que le dossier ne s'enterre pas, un « pourboire ».<sup>444</sup>

En outre, au-delà de la corruption administrative, l'augmentation des crimes financiers en tous genres est qualifiée d'inimaginable par un magistrat. Pourtant leurs auteurs sont rarement inquiétés. Par conséquent, ceux qui sont chargés d'enquêter sur les abus semblent aujourd'hui désarmés et découragés et se contentent de menaces pour ne pas être ridicules lorsque leurs décisions ne sont pas appliquées. La corruption dans le milieu judiciaire aurait repris de plus belle.<sup>445</sup>

En fait, la corruption dont on parle est un obstacle majeur à la réalisation du bien commun. Car tous les secteurs existants au sein de la vie sociale sont affectés par la corruption. Il est difficile de penser qu'il y ait un développement social intégral, si la corruption existe et persiste encore. Donc si les Malgaches veulent sortir du gouffre de la pauvreté, il faudrait qu'ils fassent des efforts pour diminuer et faire disparaître petit à petit la corruption. Par quel moyen peut-on sortir de l'impasse ? Tout d'abord, l'État en tant que premier responsable du pays doit agir. Un des facteurs qui contribue au développement de la corruption est assurément le poids de l'État dans la vie économique et sociale. Plus l'État intervient, dit Randriambelomiadana, plus les lois et les règlements se multiplient. Plus les textes foisonnent, plus il y a matière à corruption. L'administration chargée d'appliquer les règlements, « prend un malin plaisir à vous les imposer, tout en moyennant la décision de faire ou de s'abstenir de faire un acte de ses fonctions ou de son emploi ». <sup>446</sup>

Enfin, si l'État veut supprimer petit à petit la corruption, il faut qu'il trouve un bon moyen pour payer des salaires appropriés à tous les agents de l'administration publique. Si la corruption s'est étendue, c'est parce que la majorité des Malgaches se sont appauvris, surtout

---

<sup>442</sup> Cf. Rapport présenté au Conseil Supérieur de Lutte contre la Corruption (CSLCC) Antananarivo Madagascar, mars 2006. Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 31.

<sup>443</sup> Cf. *ibid.*, p. 32.

<sup>444</sup> Cf. R. RALIBERA, *Souvenirs et témoignages malgaches*, op. cit., p. 115.

<sup>445</sup> Lorsqu'ils sont arrêtés, bon nombre paieraient le représentant du pouvoir central et seraient alors relâchés. Cf. Entretien de Crisis Group Magistrat, Juillet 2010.

<sup>446</sup> R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 34.

la classe moyenne, c'est-à-dire les agents de la fonction publique. L'inflation a rongé leur pouvoir d'achat sans que l'employeur, l'État, puisse ajuster leur rémunération. « Supprimons donc la pauvreté, la corruption disparaîtra ».<sup>447</sup> Néanmoins, il ne suffit pas de donner des salaires appropriés, il faut aussi appliquer très sévèrement, sans exception, toutes les lois concernant la corruption. La faiblesse des sanctions contre les corrupteurs est cause de la corruption aujourd'hui.

L'affaiblissement du pouvoir caractéristique de la période de transition et la volonté des autorités d'empêcher les institutions de jouer leur rôle favorisent un sentiment général d'impunité. Alors qu'auparavant, le tenant du pouvoir avait centralisé les décisions financières et instauré un système dans lequel seuls ceux qui y étaient expressément autorisés osaient agir sous peine de subir ses foudres ou de faire l'objet d'une investigation des Bureaux indépendants anti-corruption tels que le BIANCO et le SAMFIN, la faiblesse du régime en place a fait tomber ces barrières. De l'avis général, ces bureaux n'ont plus d'effet dissuasif.<sup>448</sup> Si les pratiques de corruption existaient auparavant, leur intensité avait diminué, mais elles auraient repris de plus belle et de manière plus visible depuis le début de la crise,<sup>449</sup> au point de former un système que certains qualifient de mafieux.<sup>450</sup>

Ensuite, pour que la corruption disparaisse progressivement, il faudrait que tous ceux qui sont au pouvoir et s'occupent de l'administration publique soient prêts à se soumettre à la loi, c'est-à-dire qu'ils soient témoins vivants au niveau de la pratique de la loi, du respect de la justice et de la vérité. Sinon, il ne sera pas possible d'éradiquer ou au moins de diminuer la corruption. Il est également dramatique que la corruption reste inséparable de l'affairisme à Madagascar.

### **3.1.3.2 L'affairisme<sup>451</sup>**

Ce phénomène de l'affairisme est indissociable de celui de la corruption. Il y a entre eux un lien intrinsèque, pour ne pas dire que le corrupteur et l'affairiste travaillent toujours ensemble en vue de la réussite de leurs affaires. Les affairistes seront obligés de trouver des hommes s'occupant de l'administration publique afin qu'ils puissent travailler ensemble à leurs intérêts. Cette coopération se trouve plus souvent à Madagascar qu'ailleurs. Expliquons ce qu'on entend par affairisme.

L'affairisme au sens négatif, ronge la société et détruit l'économie du pays. Affairisme : le sens qui nous intéresse ici se réfère toujours à une activité dont l'objectif primordial consiste à générer des profits. L'homme d'affaires par contre est celui qui entreprend, avec compétence et habileté, des activités présentant des perspectives de profits. Par contre, l'affairiste est celui qui ne cherche qu'à faire des affaires avec la complicité d'une personne ayant une charge importante dans l'administration publique ou dans le

---

<sup>447</sup> Ibid., p. 34.

<sup>448</sup> Leurs capacités de travail ont été grandement réduites par la diminution des fonds qu'ils recevaient des bailleurs internationaux.

<sup>449</sup> *Transparency International* confirme que Madagascar recule à trois sur dix en 2009, le niveau de 2002, un score qui indique que la corruption est perçue comme endémique, et régresse encore en 2010 en passant à 2,6%. Disponible sur : <http://www.transparency+international+corruption+perception>. Consulté le 13 mars 2012.

<sup>450</sup> Cf. International Crisis Group, *Madagascar : La crise a un tournant critique ?*, n° 166, Antananarivo, 2 juin 2010, p. 33.

<sup>451</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 29.



gouvernement du pays. Dans ce cas, le sens du mot affairisme ou activité affairiste a une connotation purement péjorative, ce qui n'est pas du tout le cas de l'homme d'affaires, qui a une connotation positive.<sup>452</sup>

Quels sont les impacts négatifs de l'affairisme sur la vie de la société en général ? L'affairisme ronge et empêche d'une manière effective la réalisation du bien commun dans un pays ou dans une société. Tout d'abord, l'affairisme ne recherche pas l'amélioration de l'économie d'un pays. Les affairistes travaillent dans les seuls secteurs qu'ils jugent favorables à leurs affaires : tout ce qui entoure la production, l'achat et la vente de produits précieux comme le bois de rose, le saphir, le cristal, le diamant, l'or, et la prestation de services annexes.<sup>453</sup> En un mot, les affairistes n'ont aucune préoccupation du bien commun, pas même du bien des personnes engagées dans l'extraction des pierres précieuses ou le travail des bois précieux ou semi-précieux. Ils n'ont d'autre visée que leurs intérêts personnels.

En outre, l'affairisme touche également le domaine de l'escroquerie et du détournement des fonds publics. Les affairistes de l'administration, ceux de la classe politique au pouvoir, utilisent à leur profit personnel les informations dont ils ont la primeur, pour faire miroiter aux investisseurs étrangers les facilités et les privilèges qu'ils peuvent leur octroyer du fait de leurs fonctions. A l'instar de la corruption, l'affairisme effectue une nouvelle répartition des revenus au bénéfice surtout des décideurs. Les décideurs du reste se retrouvent aussi bien dans les secteurs public et privé que parmi les politiciens au pouvoir.<sup>454</sup>

Depuis la 1<sup>ère</sup> République, le système affairiste et clientéliste en vigueur sous les régimes successifs n'a pas été modifié, mais ses bénéficiaires ont par contre changé. Durant le mandat de *Ravalomanana*, la réussite dans les affaires passait par le soutien du président, ce qui a incité les exclus de ce système à soutenir le maire de la capitale à l'époque, *Andry Rajoelina*.<sup>455</sup> En dépit des discours de *Rajoelina* sur la mauvaise gouvernance de *Marc Ravalomanana*, la relation entre les secteurs public et privé est qualifiée d'« incestueuse » par certains, et le pouvoir ou sa proximité reste l'une des sources majeures d'enrichissement. Pour un des conseillers du président, si la situation est bloquée après plus d'un an et demi, «...c'est simple, c'est parce que certains font du business ».<sup>456</sup>

Tous les pouvoirs successifs à Madagascar pratiquent la corruption et l'affairisme, tant dans le cadre de l'exercice du gouvernement que dans l'administration publique. L'implication est généralisée dans le domaine de la corruption et de l'affairisme. Randriambelomiadana, expert en matière d'économie, a confirmé que le rôle important que prend l'État dans le développement économique et social ne peut qu'amplifier l'affairisme. En plus, a-t-il ajouté, « L'État, à travers son budget, est le plus grand fournisseur de capitaux. Les multiples commandes et marchés de l'État, y compris des collectivités locales, font l'objet de

---

<sup>452</sup> Cf. International Crisis Group, *Madagascar : La crise a un tournant critique ?* art. cit., p. 6.

<sup>453</sup> Cf. P. RAJERARISON et S. URFER, *Madagascar*, op. cit., pp. 45-49.

<sup>454</sup> Cf. International Crisis Group, *Madagascar : La crise a un tournant critique*, art. cit., p. 8.

<sup>455</sup> *Ravalomanana* avait cessé de privilégier l'élite tananarivienne traditionnellement au pouvoir. L'émergence actuelle de jeunes qui ne font pas partie de ces réseaux poserait problème aux membres de ces familles puissantes. Cf. M. PELLERIN, *Madagascar un conflit d'entrepreneurs*. Politique africaine, n° 133, mars 2009, p. 8.

<sup>456</sup> Cf. International Crisis Group, *Madagascar : une sortie de crise superficielle ?*, n° 218, Antananarivo, 19 mai 2014, p. 17.

discrètes tractations au cours desquelles l'essentiel de l'ordre du jour repose sur le partage du magot ».<sup>457</sup>

En un mot, l'institution BIANCO faite pour la lutte contre la corruption et l'affairisme à Madagascar n'a pas de répercussions directes sur le plan socioéconomique, faute d'indépendance totale. Il est donc évident que la corruption et l'affairisme provoquent encore des dérèglements de l'économie de marché à savoir : la mauvaise allocation et l'utilisation inefficace des ressources, la répartition inégale et inéquitable des revenus. C'est pourquoi il est impossible de réaliser le développement intégral de l'homme et de tout l'homme ainsi que de la société en général, c'est-à-dire le bien commun. Rien ne changera aussi longtemps que les gouvernants et tous ceux qui travaillent dans l'administration publique ou privée n'auront pour objet que leurs intérêts personnels et ceux de la minorité favorisée ou encore privilégiée au pouvoir. Cette pratique politique témoigne des violations des droits humains fondamentaux.

### 3.2 Les violations des droits humains fondamentaux

Madagascar est signataire de la Charte Internationale des Droits de l'Homme, donc tenu de respecter la Déclaration universelle des droits de l'homme proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies comme idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations. « Tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelle et effective. Et ce parmi les populations des États membres eux-mêmes et parmi celles des territoires placés sous leur juridiction ».<sup>458</sup> C'est la raison pour laquelle la Charte Internationale des droits de l'homme fait partie intégrante de la Constitution malgache.<sup>459</sup> Malgré cela, quand il s'agit du respect des droits humains à Madagascar, des violations de ces droits humains fondamentaux sont à signaler. Elles sont une entrave majeure à la réalisation du développement intégral de l'homme et à la concrétisation du bien commun. Et le *Compendium* ne cesse de confirmer que le respect des droits humains est une condition primordiale de la réalisation du bien commun.<sup>460</sup>

En parlant du non-respect des droits humains à Madagascar, par rapport aux pays voisins d'Afrique et même de certains pays d'Asie, la situation de la Grande Île n'est pas pire qu'ailleurs, comme en témoignent notamment les données statistiques et les commentaires du *Human Rights Report Madagascar* 2008, le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail,<sup>461</sup> et le rapport 2007 du comité de l'ONU pour les droits de l'homme civils et politiques.<sup>462</sup> Les rapports des organismes internationaux confirment les violations des droits humains constatées dans la Grande Île. Ces violations concernent surtout des droits

---

<sup>457</sup> R. RANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement*, op. cit., p. 41.

<sup>458</sup> *Déclaration universelle et Charte africaine des droits*, Foi & Justice, Antananarivo, 2000, p. 5.

<sup>459</sup> Cf. *Constitution de la quatrième République de malgache*, art. 6.

<sup>460</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, nn° 152-157.

<sup>461</sup> Cf. *Human Rights Report* 2008, *Madagascar*, Bureau of Democracy, Human Rights and Labour, february 25, 2009.

<sup>462</sup> Cf. Nations Unies, *Pacte International relatif aux droits humains*, session du 12-30 mars 2007 à New York, Examen des rapports présentés par les Etats parties, Madagascar.

fondamentaux de la personne humaine à savoir : ceux de la justice, de la liberté d'expression, du travail et de la dignité de la personne humaine.

### 3.2.1 Les violations des droits humains au niveau de la justice

En parlant de la justice en tant qu'institution soi-disant indépendante à Madagascar en vertu de la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire<sup>463</sup>, on a constaté de nombreuses violations des droits humains, c'est-à-dire des violations relevant de la justice.<sup>464</sup> La Charte Internationale des droits de l'homme en vertu du Deuxième Protocole facultatif visant à abolir la peine de mort est, grâce au Préambule de la Constitution de 1998, une disposition constitutionnelle malgache abolissant, *de jure*, la peine de mort à Madagascar.<sup>465</sup> Cependant, la peine de mort fait toujours partie de l'arsenal répressif de la République malgache. Les articles 302 à 304 du Code Pénal prévoient le recours à la peine de mort pour tout assassinat parricide, empoisonnement ou meurtre. Le fait que nous rapportons ici s'est passé à *Moramanga*, le 26 octobre 2005; une personne, née en 1924, a été condamnée à la peine de mort par la cour criminelle par défaut pour tentative de meurtre. Cette personne n'a pas fait recours, ce qui tend à montrer que l'accès au conseil juridique pour les personnes défavorisées offre peu de garantie.<sup>466</sup>

En outre, la loi interdit la torture et autre peine ou traitement cruel, inhumain ou dégradant.<sup>467</sup> Toutefois, des cas de torture et de mauvais traitements perpétrés par des officiers de la police judiciaire et des membres des forces de l'ordre ont été signalés dans les commissariats de police lors de l'arrestation et de la garde à vue. L'une des pratiques fréquentes, telles que décrites par les ONG rencontrées, consiste à mettre les pieds (nus) du gardé à vue dans une bassine d'eau et de le soumettre à des décharges électriques. Cette pratique est d'autant plus inquiétante qu'elle a pour seul but d'obtenir des aveux des personnes gardées à vue, dispensant la police judiciaire d'enquêter sur les allégations de crimes et délits commis par ces derniers.

Prenons le cas survenu en avril 2005, où des étudiants grévistes qui ont tenté de défiler en ville ont été gravement blessés par les forces de l'ordre, photographiés en flagrant délit par les journalistes des quotidiens de la capitale en train de tabasser des manifestants au visage avec des gourdins et de les fouler de leurs pieds. Aucune suite ni enquête n'a été diligentée pour poursuivre les coupables. A part cela, un peu partout dans la Grande Île, il a été constaté des violations plus graves des droits humains opérées par la police et la gendarmerie au cours de poursuites ou d'arrestations d'hommes présumés coupables. Ces derniers ont subi des actes de violence brutale. La tuerie du 7 février 2009, perpétrée par les gardes présidentiels, est un exemple scandaleux de cette manière d'agir.<sup>468</sup> Ces exactions s'effacent facilement par la pratique de l'amnistie suite à un accord politique. La pratique de ce genre, disait R. Ralibera,

<sup>463</sup> Cf. *Constitution de la troisième République malgache* art. 39.

<sup>464</sup> H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, Foi & Justice, Antananarivo, 2010, p. 63.

<sup>465</sup> Cf. Charte Internationale des droits de l'homme sur le droit à la vie, art. 6.

<sup>466</sup> Cas inscrit d'après les registres de la prison de *Moramanga*, constaté lors de la visite de la maison Centrale effectuée par l'équipe de la recherche et de la rédaction en ce qui concerne le respect des droits humains en date du 17 février 2007, représentée par la personne de Patrick Mutzenberg.

<sup>467</sup> Cf. Charte Internationale des droits de l'homme, *L'interdiction de la torture et autre peine ou traitement cruel, inhumain ou dégradant*, art. 7.

<sup>468</sup> H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., pp. 63-64.

porte atteinte à la mise en œuvre de l'Etat de droit et fait s'accroître l'impunité.<sup>469</sup> De même, l'insuffisance des locaux de garde à vue et leur mauvais état, qui ne correspondent pas aux standards internationaux, au sein des commissariats de police et des brigades de gendarmerie, sont susceptibles d'entraîner des traitements inhumains et dégradants.<sup>470</sup>

Par ailleurs, il a y aussi les violations de l'article 136 du Code de procédure pénale disposant en ce termes : « Un officier de police judiciaire ne peut retenir une personne à sa disposition pour les nécessités de l'enquête préliminaire pendant plus de quarante-huit heures ». <sup>471</sup> Or, des abus comme la détention hors délai peuvent être signalés, par exemple la pratique d'arrestation en fin de semaine qui conduit de fait à une détention de plus de 48 heures, sous prétexte que les jours non ouvrables ne sont pas comptés et que le Parquet ne travaille pas le dimanche : le déferrement s'opère alors le lundi. C'est le cas de Laurette qui a fait l'objet d'une arrestation vers 23 heures à *Anosizato, Antananarivo*, le jeudi 7 mars 2004 et qui n'a été présentée devant le juge que le lundi suivant. En plus, la détention préventive n'est pas limitée dans le temps par les textes légaux dans certains cas de figure (personnes poursuivies pour vols de bovidés, personnes en attente de jugement après la fin de l'instruction) et peut donc se prolonger pendant plusieurs années. Cette situation est d'autant plus inquiétante que les magistrats recourent presque systématiquement à la détention préventive, notamment pour ne pas être suspectés de corruption en cas de libération des prévenus. Selon ce cas, le ministre de la justice a proclamé que plus de 50% des personnes en détention préventive n'ont pas eu un jugement légal.<sup>472</sup> C'est la raison pour laquelle la mission d'appui à la gestion du programme de consolidation de l'Etat de droit à Madagascar financée par l'Union Européenne a rendu un rapport alarmant sur la situation de personnes en détention préventives de longue durée à Madagascar en novembre 2005. D'après ce rapport, au 15 juin 2005, 58 personnes étaient en détention préventive pour une durée supérieure à 10 ans.<sup>473</sup>

Si certains cas ont été jugés depuis, de nombreux détenus demeurent encore aujourd'hui en détention provisoire et peuvent être regroupés en différentes catégories : Le rapport dénombre dix personnes incarcérées depuis plus de 10 ans dont le dossier est toujours en cours d'instruction. Parmi ces personnes, on dénote les cas de Ramarosata et de Gilbert Randrianasola, placés sous mandat de dépôt le 26 janvier 1993, leurs dossiers ayant été égarés, ils n'ont jamais fait l'objet de jugement. Grâce à des interventions extérieures, ce n'est que le 13 juin 2005 que le premier a obtenu une libération provisoire, le second ayant encore dû attendre le 11 juillet 2005 dans la mesure où les deux demandes de liberté provisoire ont été agrafées ensemble et que, ni le parquet général, ni la chambre d'accusation, ni le greffe n'étaient capables de constater qu'il y avait deux demandes différentes épinglées ensemble.<sup>474</sup> On note également deux prévenus placés sous mandat de dépôt pour vol de bovidés le 19

---

<sup>469</sup> Cf. R. RALIBERA, *Souvenirs et témoignages malgaches*, op. cit., p. 115.

<sup>470</sup> Ces locaux ne respectent pas les normes internationales des détenus et des prisonniers (exigus, sans lumière, sans ouverture, sans latrine, communs aux femmes, aux enfants et aux hommes).

<sup>471</sup> Cf. *Code de procédure pénale malgache*, art. 136.

<sup>472</sup> H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 65.

<sup>473</sup> Ces statistiques ont été fournies par la Direction générale de l'administration pénitentiaire en date du 15 juin 2005.

<sup>474</sup> Cf. Rapport sur les détentions préventives de longue durée, Mission d'appui à la gestion du programme de consolidation de l'Etat de droit à Madagascar, Antananarivo, 2009, p. 3.

février 1993 et libérés le 7 mars 2005, après plus de 12 années de détention préventive, sans avoir été jugés et sans même que leur instruction ait été clôturée par une ordonnance. Cet état de choses s'explique principalement par des structures de justice inefficaces, sous-équipées et corrompues. Beaucoup de détenus passent en prison beaucoup plus de temps que celui qui leur serait imputable pour leur délit présumé, ou bien ils meurent avant même d'être jugés.<sup>475</sup> De plus la situation des centres de détention à Madagascar demeure très préoccupante, notamment en termes de surpopulation. Ainsi en février 2006, il y avait environ 20'000 détenus dans les centres de détention, dont 60% étaient encore en détention préventive.<sup>476</sup>

Les violations des droits humains se trouvent surtout dans le domaine de la justice. Dans un pays démocratique, la justice joue un rôle fondamental. Elle n'a pas droit à l'erreur, en matière de jugement, dit-on, car lorsqu'elle fait une erreur, elle porte atteinte à la vie de l'homme, à sa dignité inviolable. Ces violations des droits humains fondamentaux ne s'arrêtent pas au niveau de la justice mais s'étendent au niveau de la liberté d'expression.

### **3.2.2 Les violations des droits au niveau de la liberté d'expression**

L'homme est un être social, en relation constante avec autrui et la liberté est la première condition pour exercer cette sociabilité. Personne ne peut, en principe, empêcher ce droit fondamental de l'homme. Si l'homme n'est pas libre d'exprimer sa pensée, de partager les informations, de critiquer et de dénoncer les dérapages politiques, il est impossible d'assurer le développement intégral de l'homme et du bien commun. La liberté d'expression est l'une des conditions nécessaires à leur réalisation.

Or, le respect de la liberté d'expression est malmené à Madagascar.<sup>477</sup> Pourtant la Constitution malgache, à travers l'article régissant la loi de la communication, garantit la liberté d'opinion, de presse<sup>478</sup> et d'expression. De même, l'article 9 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples confirme ce droit : « Toute personne a le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions dans le cadre des lois et des règlements ». <sup>479</sup> La dernière violation grave de ce droit remonte à l'ex-président *Ravalomanana*. Seules les chaînes de télévision et les stations de radio lui appartenant avaient le droit d'émettre sur l'ensemble du territoire. La fermeture de la chaîne de télévision privée VIVA de l'ancien maire de la capitale de Madagascar *Andry Rajoelina*, en décembre 2008, a déclenché un vaste mouvement de protestation qui a finalement conduit au renversement du pouvoir.<sup>480</sup>

Par ailleurs, la liberté de se réunir dans un lieu déterminé est également garantie par la Constitution. Cette liberté n'a pas été respectée en 1972, 1991, 2001 et en 2009. Le pouvoir d'alors a interdit les rassemblements de l'opposition. Si ces rassemblements ont lieu malgré l'interdiction, leurs animateurs sont mis en prison et des manifestants non armés sont tués comme ce fut le cas en 1972, 1991 et même le 7 février 2009.

---

<sup>475</sup> H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 65.

<sup>476</sup> Cf. M. RABENANDRASANA, *Les conditions de vie des prisonniers à Madagascar*, Journal l'Express de Madagascar, 15 mars 2006.

<sup>477</sup> Cf. SEFAFI, *Tourmente populaire et confusion politique*, op. cit., p. 22.

<sup>478</sup> H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 67.

<sup>479</sup> Cf. *Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*, art. 9.

<sup>480</sup> H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 69.

Enfin, la liberté de pratiquer la religion de son choix est également garantie. Dans ce domaine, soulignons comme nous l'avons déjà mentionné que le pouvoir en place a supprimé la laïcité de l'État dans la Constitution malgache, adoptée en avril 2007 à l'époque du gouvernement de *Ravalomanana* dans le but de faire du christianisme la religion d'État.<sup>481</sup> Mais le régime en place ne s'est pas contenté de supprimer la laïcité de l'État dans la Constitution, il a en plus expulsé un prêtre qui n'approuvait pas cette décision. Ce fut le cas de S. Urfer, religieux jésuite. La violation des droits fondamentaux de la personne humaine ne se limite pas seulement au niveau de la liberté de l'expression et d'opinion, mais cette violation touche également les droits des enfants et des femmes.

### 3.2.3 Les violations des droits des enfants et des femmes

Le Préambule de la Constitution de la 3<sup>ème</sup> République insiste beaucoup sur le fait que « Les Conventions relatives aux droits de la femme et de l'enfant [...] sont toutes considérées comme partie intégrante du droit positif malgache ». La Constitution contient deux dispositions visant particulièrement les enfants à travers leur protection et leur éducation : « L'État assure la protection de la famille pour son libre épanouissement ainsi que celle de la mère et de l'enfant par une législation et par des institutions sociales appropriées »<sup>482</sup>, puis « Tout enfant a droit à l'instruction et à l'éducation sous la responsabilité des parents dans le respect de leur liberté de choix. Tout adolescent a droit à la formation professionnelle ».<sup>483</sup> De même, le principe d'égalité entre homme et femme est officiellement inscrit dans la Constitution.<sup>484</sup> Malgré cela, nous constatons que certaines pratiques sociales ou culturelles traditionnelles discriminent les filles par rapport aux garçons. Ainsi, les parents sollicitent plus facilement les filles que les garçons pour les aider dans les tâches domestiques du foyer. C'est notamment le cas lorsque le ménage est confronté à des difficultés financières<sup>485</sup> ; les filles sont même encouragées, pour ne pas dire poussées à trouver un emploi. Les principales conséquences de cette situation sont l'abandon de l'école par les jeunes filles et leur mariage précoce. Depuis avril 2007, «...l'âge minimum pour le mariage des jeunes garçons et jeunes filles sans consentement des parents a été fixé à 18 ans, mais cette disposition reste théorique ».<sup>486</sup>

D'ailleurs, des violations des droits de l'enfant et surtout des filles ont lieu en raison de la pauvreté. Les enfants n'ont souvent pas le choix, beaucoup sont poussés par leurs parents qui reçoivent l'argent issu du travail de leur enfant. Le trafic d'enfants de zones rurales vers les villes s'opère pour les placer comme travailleurs domestiques; ils sont préférés par les patrons qui les trouvent plus dociles.<sup>487</sup> La journée type d'un enfant travailleur domestique est souvent très longue puisqu'il est le premier levé (parfois dès 4 heures du matin) et le dernier couché (vers 21 ou 22 heures). Il effectue toutes les tâches ménagères, la préparation des repas, la corvée de l'eau, le repassage, la vaisselle, les courses, la surveillance des enfants du foyer, avec notamment la charge de les mener à l'école, les laver, les coucher,

---

<sup>481</sup> G. CIPOLLONE, *Christianisme et droits de l'homme à Madagascar*, op. cit., p. 242.

<sup>482</sup> Cf. *Constitution de la troisième République malgache*, art. 21.

<sup>483</sup> Cf. *ibid.*, art. 23.

<sup>484</sup> Cf. *ibid.*, art. 3 et 23.

<sup>485</sup> Cf. Deuxième rapport périodique de Madagascar au comité des droits de l'homme de l'enfant, CRC/C/70/Add.18, 25 mars 2003, n° 253.

<sup>486</sup> H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 77.

<sup>487</sup> Cf. *ibid.*, p. 93.

etc. Ces travaux sont très pénibles et demandent un engagement trop important eu égard à l'âge de l'enfant. Souvent ces enfants n'ont que de rares moments de repos, n'ont pas de congés ni de loisirs. Les contacts qu'ils peuvent avoir avec l'extérieur sont aussi parfois surveillés. Si les cas où les enfants ne sont pas du tout payés sont peu fréquents, par contre ils sont en général sous-payés ou bien l'argent issu de leur travail va directement à leur famille. De plus, il arrive qu'ils soient privés de repas ou qu'ils mangent les restes des repas des patrons; ils dorment dans un coin de la maison. Il n'est pas rare non plus que les enfants travailleurs domestiques soient victimes d'abus et de violences de la part de leurs patrons. La prostitution infantile est un vrai problème à Madagascar, car elle est liée à l'exploitation commerciale des enfants. Cette prostitution infantine se trouve surtout dans la ville portuaire de Tamatave et sur l'île de Nosy Be; d'après les enquêtes faites, l'UNICEF a constaté qu'entre 30 et 50 % des prostituées ont moins de 18 ans.<sup>488</sup>

Les ONG malgaches jugent que ce phénomène constaté lors de l'étude de 2002 persiste encore actuellement. La majorité des enfants victimes d'exploitation sexuelle est issue de familles pauvres et de populations d'enfants non scolarisés. Il existe des cas d'enfants scolarisés ou issus de ménages relativement aisés qui sont aussi victimes d'exploitation sexuelle. La cause principale de la prostitution infantine est la recherche d'argent pour contribuer aux charges familiales ou aux besoins individuels.<sup>489</sup> Mais il y a aussi des gens qui pensent que la prostitution est un moyen de parvenir à trouver un mari riche. En dehors de la prostitution, les violations des droits des enfants viennent de leur l'emploi dans les carrières et les mines, un phénomène constaté quasiment dans toute la Grande Île. Les enfants sont préférés dans ce domaine pour casser les pierres et creuser des galeries car ils sont petits, minces et peu payés et ne se plaignent pas. Ils sont généralement très jeunes, bien en dessous de l'âge minimum légal d'admission à l'emploi.<sup>490</sup>

Quant aux violations des droits des femmes, elles se vérifient tant dans des activités de travail qu'en dehors du travail. La participation des femmes à la profession d'avocate ou de juge est encore rare. De même, la participation des femmes en politique demeure insuffisante.<sup>491</sup> Parmi les causes de discrimination, on relève le faible niveau d'instruction des femmes, les facteurs socioculturels qui déterminent la place de l'homme et de la femme, les rapports en termes de pouvoir de décision, de responsabilité, d'accès aux ressources et de leur contrôle. Le niveau d'instruction entre hommes en défaveur des femmes est frappant. Le statut privilégié du mari, « à cause de la mentalité et les comportements imprégnés par des traditions ancestrales qui attribuent à la femme un rôle inférieur à l'homme »<sup>492</sup>, serait la principale source d'inégalité entre les sexes, non seulement au sein des familles mais aussi dans les institutions provinciales et nationales. Il crée des conditions psychologiques défavorables à la participation des femmes à la vie politique et économique.

---

<sup>488</sup> Cf. *ibid.*, p. 77.

<sup>489</sup> Cf. Les enfants victimes de l'exploitation sexuelle à Antsiranana, Toliara, et Antananarivo : Une Evaluation effectuée par N. RAVAOZANANY et L. RAKOTONIARIVO, Genève, 2002, p. 53.

<sup>490</sup> Cf. *ibid.*, p. 56.

<sup>491</sup> H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 73.

<sup>492</sup> *Ibid.*

Face à ces multiples violations des droits de l'homme, quels principes propose la doctrine sociale de l'Eglise dans le but de respecter la dignité de la personne humaine ? Et comment l'Eglise malgache entend-elle y donner une réponse ? Cet aspect sera abordé dans une partie ultérieure de cette étude.

### **3.2.4 Les violations effectives de la dignité de l'homme**

La Constitution malgache affirme clairement le respect de la dignité de l'homme : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté ». <sup>493</sup> Les responsables successifs depuis l'indépendance n'ont pas manifesté le souci du bien commun. La dignité de la personne humaine est violée notamment par la dégradation du niveau de vie de la population, s'appauvrissant dramatiquement. Selon les statistiques publiées en 2005, 67,5% de la population malgache vit en dessous du seuil de la pauvreté (moins d'un dollar de revenu par jour). En milieu rural, en raison de la crise politique, le taux de pauvreté atteint 73 à 80%. <sup>494</sup>

La manifestation du vécu quotidien de la pauvreté varie selon les individus. Cela se voit par la manière de vivre, le niveau de vie, le pouvoir d'achat. En réalité, la majorité de la population malgache, en raison de la crise politique sans fin, n'a pas le moyen de trouver de quoi vivre. Les gens sont pauvres, mal habillés, sous-alimentés, malades. Ils vivent dans des abris indignes et insalubres, sans eau, sans lumière, et survivent par la prostitution, le vol, le banditisme, la mendicité. La pauvreté vécue provoque parfois déception et dépression. Beaucoup de gens cherchent refuge dans l'alcool et la drogue. Enfin, la pauvreté change l'homme physiquement et surtout psychologiquement. Extérieurement, les symptômes de la pauvreté produisent «...des modes de comportement psychiques et mentaux destructeurs, comme l'agressivité, la perte de valeur et de l'amour-propre, la léthargie, la jalousie et les querelles entre semblables, la perte du sens de la solidarité, l'égoïsme primaire ou l'égoïsme et l'individualisme ». <sup>495</sup> C'est la dignité de la personne humaine tout entière qui s'avilit, avec pour conséquence la non-réalisation du bien commun.

Impossible de promouvoir la dignité de la personne humaine sans mettre en œuvre les impératifs du bien commun, sans une détermination de fer pour le réaliser. Qui dit respecter la dignité, doit œuvrer au bien commun. Ces deux exigences vont de pair indissociablement. Tous ceux qui n'ont pas la volonté de concrétiser le bien commun n'ont également pas la volonté de respecter la dignité de la personne humaine. Et c'est dans la deuxième partie de ce travail que nous essayerons de montrer qu'il y a un lien indissociable entre la dignité de la personne humaine et le bien commun. La recherche du bien commun est, selon la doctrine

---

<sup>493</sup> Cf. *Constitution de la troisième République malgache*, art. 25.

<sup>494</sup> Cf. Rapport National de suivi des OMD-2007, Vision 2015 Madagascar, produit et publié par le Ministère de l'intérieur malgache et le coordinateur de l'ONU à Madagascar. Les données statistiques se réfèrent à l'année 2005. Cf. S.URFER, *Vers une maîtrise malgache des défis de la modernité*, op. cit., p. 286.

<sup>495</sup> H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 87.



sociale de l'Eglise, un garant du respect effectif de la dignité de la personne humaine.<sup>496</sup> De même, le respect de la destination universelle des biens.<sup>497</sup> Or nous avons constaté qu'à Madagascar, à part des violations effectives des droits humains fondamentaux, il y a aussi le non-respect de la destination universelle des biens à travers l'inéquitable répartition de la terre et de ses biens.

### **3.3 Le non-respect de la répartition équitable de la terre**

Si le non-respect des droits humains perdure, il sera quasiment impossible de résoudre les problèmes de la pauvreté et par ricochet d'œuvrer au bien commun. De même, la répartition équitable des biens joue également un grand rôle dans la réalisation du bien commun et dans la diminution du taux de pauvreté à Madagascar. Si on a la volonté de tout faire pour le bien commun et d'éradiquer la pauvreté, il faudra privilégier la destination universelle des biens. Parmi les entraves majeures qui empêchent la concrétisation du bien commun figure le non-respect de la destination universelle des biens.

#### **3.3.1 Le problème du droit à la propriété privée et les conflits fonciers**

Madagascar est un pays à vocation agricole. La grande majorité de la population malgache est paysanne. L'agriculture est donc le secteur économique le plus important à Madagascar, car elle assure 35 à 40 % du PIB.<sup>498</sup> Elle est le principal moteur de la croissance économique. Le riz, culture la plus importante, nourrit et assure un revenu à quelque 10 millions de personnes. Près de 80% de la population vit en milieu rural, et les paysans sont pour la plupart des propriétaires-exploitants, qui possèdent en moyenne moins de 1,2 hectares. Au cours des 20 dernières années, ce processus s'est traduit par la faiblesse et la baisse de la productivité agricole.<sup>499</sup> La population s'accroît plus vite que les ressources disponibles.<sup>500</sup>

Le monde rural rencontre beaucoup de problèmes : non seulement il se caractérise par une tendance séculaire à la pauvreté, mais surtout par les contestations liées au foncier donc au droit à la propriété privée. Nous savons bien que le droit à la propriété privée joue un rôle très important quand il s'agit de la réalisation du bien commun ou du souci de l'intérêt général ou même supérieur de la Nation. A Madagascar : « Le droit à l'accès à la propriété privée, avec les conflits fonciers qui surgissent, provoque des problèmes qui restent en suspens, soit pour le monde rural pratiquant l'agriculture, soit pour le monde urbain ayant déjà une petite, moyenne ou grande entreprise. L'accès à la terre semble très difficile parce que la procédure à suivre est non seulement longue et difficile mais onéreuse ».<sup>501</sup>

Actuellement, Madagascar est en transition foncière. La gestion foncière traditionnelle semble reculer face à l'individualisation et à la marchandisation de la terre. La plupart des terrains disponibles sont des terrains en main privée et leur coût, en hausse constante. Les prix varient entre 50.000 et 500.000 FMG le mètre carré dans les zones non construites.<sup>502</sup> La terre

---

<sup>496</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et actions sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 136.

<sup>497</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, nn° 171-176.

<sup>498</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 130.

<sup>499</sup> Cf. *ibid.*

<sup>500</sup> Cf. G. AYER, *L'avenir de Madagascar*. Idées-forces pour un vrai changement, Foi & Justice, Antananarivo, 2001, p. 15.

<sup>501</sup> L. RAHARISON, *L'héritage foncier en Imerina* (Hautes Terres centrales), op. cit., p. 178.

<sup>502</sup> Cf. G. AYER, *L'avenir de Madagascar*. Idées-forces pour un vrai changement, op. cit., p. 90.

devient de plus en plus un bien marchand qui s'exploite et s'échange avec ou sans le consentement des autorités traditionnelles. Ainsi, les citoyens malgaches se tournent vers l'État et ses services fonciers pour faire valoir leurs droits sur le sol.<sup>503</sup> Pour l'année 2005, le Ministère des domaines a recensé un demi-million de demandes d'acquisition de terrain domanial<sup>504</sup> déposées auprès des services fonciers. Encore plus nombreux sont les ménages qui souhaitent obtenir une reconnaissance écrite de leurs droits fonciers. De plus, « La régularisation du droit à la succession est en général réalisée très tardivement. Parfois même, on arrive à la deuxième ou troisième génération de successeurs sans qu'il y ait eu de régularisation de leurs droits ».<sup>505</sup>

Ainsi, face à cette demande considérable, Madagascar se trouve actuellement en situation de transition foncière. Les pouvoirs coutumiers, qui géraient jusque-là les rapports sociaux à propos de la terre, ont quasiment perdu leur rôle au profit de l'État, principal garant de la sécurité foncière.<sup>506</sup> Cette évolution se traduit notamment par une demande exponentielle d'immatriculations foncières. Les citoyens malgaches ont pris l'habitude de recourir aux services fonciers de l'État pour essayer de faire valoir leurs droits sur la terre avec un taux de réussite très peu élevé. En effet, à ce jour, sur un recensement de près d'un demi-million de demandes de titres effectuées auprès des services fonciers, une infime partie d'entre elles a réellement pu aboutir : seul 1/15<sup>e</sup> du territoire est titré.<sup>507</sup> A cet effet, la lourdeur administrative est la principale cause de la faible capacité de délivrance des titres. Ce n'est pas étonnant dès lors, si seule une minorité de propriétaires, que l'on estime dans les 20% à 30%, arrivent à l'enregistrement ou à la mutation de leurs terrains.<sup>508</sup>

Aujourd'hui, on peut constater que les usagers accordent peu d'intérêt aux procédures de mutation, qui leur semblent complexes et onéreuses.<sup>509</sup> Ainsi, avec le temps, l'information foncière gérée par les services fonciers concerne non seulement une faible proportion des biens mais s'avère en complet décalage avec la réalité. De plus, l'immatriculation foncière et les opérations cadastrales ont des coûts très élevés au-delà des moyens et des possibilités des petits paysans. Par conséquent, les paysans malgaches n'ont ni de cadastre ni de titre foncier.<sup>510</sup>

### 3.3.2 Les impacts de la crise foncière sur la vie économique et sociale

La prolifération de la crise foncière génère une insécurité généralisée. Certes, faute de régulation foncière communautaire et en raison de la faible capacité des services fonciers, un sentiment d'insécurité foncière s'est propagé sur l'ensemble du territoire. « Peu de citoyens sont assurés de leurs droits sur la terre et nombreux sont ceux qui craignent une tentative de spoliation capable d'activer l'aboutissement d'un dossier d'immatriculation foncière. Ce

<sup>503</sup> Cf. F. SANDRON, *L'enjeu du foncier pour les populations rurales*, Karthala, Paris, 2008. p. 9.

<sup>504</sup> Le terrain domanial est un terrain qui appartient à un domaine, plus précisément à l'Etat.

<sup>505</sup> L. RAHARISON, *L'héritage foncier en Imerina* (Hautes Terres centrales), op. cit., p. 179.

<sup>506</sup> Cf. R. RAKOTONDRABE, *De la propriété foncière traditionnelle*, dans *Revue de Droit et de Jurisprudence de Madagascar*, n° 1, décembre 1999, p. 87.

<sup>507</sup> Cf. F. SANDRON, *L'enjeu du foncier pour les populations rurales*, op. cit., p. 9.

<sup>508</sup> Cf. L. RAHARISON, *L'héritage foncier en Imerina*, op. cit., p. 179.

<sup>509</sup> Cf. *ibid.*

<sup>510</sup> Cf. S. URFREER, *La crise et le rebond. 50 ans d'indépendance malgache*, op. cit., p. 93.

contexte d'incertitude généralisée favorise le développement des conflits pour la maîtrise du sol, surtout quand la survie d'un groupe familial tient à l'exploitation d'une parcelle ».<sup>511</sup>

L'insécurité provoquée par la faiblesse des capacités de l'administration foncière pousse les populations à raffermir les règles coutumières, ce qui intensifie la rétention foncière. En effet, actuellement la complexité des procédures de cadastrage, d'immatriculation ou de titrage, à laquelle s'ajoute l'insuffisance de l'information en raison du caractère centralisé de l'administration foncière, conduit à une situation précaire de l'accès à la terre. Par conséquent, « la majorité de la population rurale ne bénéficie que du droit d'usage des terres »<sup>512</sup> sans avoir le droit de propriétaire. Par ailleurs, le souci de développer le milieu rural est devenu une priorité pour l'État. Les présidents successifs ont tous essayé de développer le milieu rural par le biais de diverses stratégies et programmes. Toutefois, il n'a pas toujours été facile de réaliser ce développement. En ce moment, la concertation entre dirigeants et acteurs du développement rural est donc de mise.<sup>513</sup>

Pour résoudre ces multiples problèmes, il faut avoir la volonté politique et une politique foncière claire et nette en répondant à la demande massive en sécurisation foncière. Opération à réaliser dans de brefs délais et à des coûts ajustés au contexte économique.<sup>514</sup> La non-maîtrise de ces problèmes augmente la réticence de l'investissement et provoque des impacts négatifs directs sur la vie économique et sociale du pays : « Les producteurs ruraux en tant qu'usagers de la terre mais non-propriétaires ne sont pas incités à des investissements durables sur leurs terrains. Ils n'ont aucun intérêt à bonifier des parcelles dont ils ne sont pas assurés de l'exploitation à long terme. Les entrepreneurs ne désirent pas prendre des risques à investir dans des infrastructures productives ou commerciales tant que leurs droits ne sont pas assurés et garantis de manière transparente et fiable ».<sup>515</sup> A cause de la crise foncière, l'atmosphère sociale ne cesse de se dégrader. La prolifération des conflits au sujet de la terre nuit au climat social et au maintien de l'ordre public.

L'échec du bien commun est provoqué non pas seulement par l'incapacité de résoudre les conflits fonciers et leurs conséquences, mais aussi par la domination incessante de l'injustice sociale à travers la répartition inéquitable des ressources naturelles minières et forestières.

### **3.3.3 La répartition inéquitable des ressources naturelles forestières et minières**

Le partage de la terre suscite de nombreux conflits à Madagascar. La terre est la base de leur subsistance pour de nombreux paysans. Sans la terre, ils ne trouvent pas de quoi vivre. Il est dommage que la majorité du peuple malgache en soit privée en raison d'un mauvais partage du sol.

---

<sup>511</sup> F. SANDRON, *L'enjeu du foncier pour les populations rurales*, op. cit., p. 9.

<sup>512</sup> L. RAHARISON, *L'héritage foncier en Imerina*, op. cit., p. 178.

<sup>513</sup> Cf. *ibid.*, p. 179.

<sup>514</sup> Cf. A. BERTRAND et P. KARPE, *Le statut juridique des terres : perspectives historiques et sociales*, dans F. SANDRON, *Population rurale et enjeux fonciers à Madagascar*, op. cit., p. 54.

<sup>515</sup> O. JENN-TREYER et J. POUZOUILLIC, *Organisation paysanne et sécurisation foncière*, op. cit., p. 88.

La répartition inéquitable des biens à Madagascar concerne non seulement le sol mais aussi les ressources naturelles tant forestières que minières. D'après H. Maier et tant d'autres, Madagascar est un pays riche en potentialités.<sup>516</sup> Au fil du temps, il a acquis une réputation dans la production de produits traditionnels d'exportation comme la vanille, le café, le girofle, le cacao. S'y ajoutent l'exploitation forestière comme le palissandre et surtout le bois de rose et les exploitations minières telles que le chrome, le cobalt, le nickel, les pierres industrielles (marbre et granit) et autres pierres fines (les émeraudes, et toutes sortes de saphirs).<sup>517</sup> Malgré cette richesse du pays, la majorité de la population vit dans des conditions difficiles de pauvreté. La cause est simple. Ces richesses sont mal distribuées, c'est seulement la minorité (les politiciens, les dirigeants et les affairistes) qui en jouit.

D'après les analyses de la Banque Mondiale, la gestion des ressources naturelles, notamment forestières et minières, est très importante pour le développement de Madagascar. Ces deux secteurs sont des enjeux de compromis entre les élites politiques et économiques avec des intérêts commerciaux privés pour assurer le maintien du pouvoir et l'enrichissement individuel.<sup>518</sup> Ainsi dans le secteur forestier, l'abattage illégal de bois précieux a atteint des niveaux sans précédent, depuis la crise de 2009. Selon les estimations, entre janvier et novembre 2009, au moins 1.211 conteneurs de bois précieux ont été exportés, soit une valeur de l'ordre de 175.8 millions d'USD. Dans le secteur minier, deux projets miniers industriels de grande ampleur, la mine d'ilménite de QMM<sup>519</sup> à Ford Dauphin et la mine de cobalt et nickel d'Ambatovy se lancent dans une production spéculative incontrôlable.<sup>520</sup> Sans parler, de dizaines de forages de pétrole plus récents, dans différents endroits du pays. Ces diverses exploitations, au lieu de contribuer au progrès économique du pays, ne font qu'enrichir une minorité profiteuse : les politiciens, les dirigeants, les affairistes proches des dirigeants. Cette pratique de corruption est attestée par les ONG *Fanamby*, responsables de la sauvegarde de l'Aire protégée à Madagascar. Ils déclarent que face à la montée de la corruption et de la recrudescence de l'insécurité dans les sites de conservation, la gouvernance de l'Aire protégée est mise à mal. Les entités juridiques et les forces de répression ainsi que les exploitants privés seraient complices. La situation dépasse la compétence des autorités locales et régionales en raison de l'implication de hautes personnalités de l'Administration de tutelle, des Forces de l'ordre et celles de la justice.<sup>521</sup> La distribution des richesses naturelles est loin d'être équitable.

En outre, c'est encore le rapport de la Banque Mondiale qui dénonce la mauvaise gestion des redevances minières. La redistribution des recettes minières entre les communes

---

<sup>516</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 125.

<sup>517</sup> Cf. *ibid.*

<sup>518</sup> Cf. Rapport de la Banque mondiale, *Revue de la gouvernance et de l'efficacité du développement*, Analyse d'économie politique de la gouvernance à Madagascar, N° 54277-MG, décembre 2010, p. 14. Disponible sur : <http://www.siteressources.worldbank.org/intmadagascar/french/ressources/gouvernance-es-fr.pdf>. Consulté le 22 août 2012.

<sup>519</sup> QMM est une société minière malgache, filiale du Groupe Rio Tinto (80%) et de l'Etat Malgache (20%) des actions). La Compagnie extrait de l'ilménite à partir d'un gisement de sables minéralisés réparti sur trois secteurs dénommés *Mandena*.

<sup>520</sup> Cf. P. RAJERARISON et S. URFER, *Madagascar*, op. cit., p. 51.

<sup>521</sup> Cf. Rapport de l'ONG *Fanamby*, *Exploitation illicite de bois de palissandre dans l'Aire Protégée de Menabe*, 15 juin 2014, p. 31. Disponible sur : <http://www.Association-fanamby.org/2014/06/15/exploitation-illicite-de-bois-de-palissandre-dans-la-aire-protégée>. Consulté le 23 novembre 2014.

concernées, dit-elle, est aggravée par la faiblesse de bas en haut.<sup>522</sup> Les règles de redistributions de redevances minières au niveau local n'ont pas été conçues pour l'extraction minière industrielle. La législation actuelle entraîne une distribution très inéquitable des redevances versées entre les communes concernées. Cela vient en partie d'un processus de décision politique exerce du haut vers le bas.<sup>523</sup> A cause de cette mauvaise pratique de gestion, même les communes les plus concernées par l'exploitation de leurs ressources ne peuvent pas élaborer un projet de développement communal en faveur de leur population locale, faute de budget. Malgré l'exploitation de leur richesse locale, elles ne sont pas les premières bénéficiaires.

La répartition des biens ou des ressources naturelles souffre d'inégalités effectives au niveau de la redistribution équitable. A cause de cette mauvaise gestion, le renforcement des investissements publics tels que les infrastructures routières, la construction des écoles, des hôpitaux, etc., est bloqué. Il est clair que la répartition des investissements publics serait un facteur déterminant de la croissance économique. La difficulté de sortir de l'impasse de la pauvreté y trouve sa cause.

Une solution pour une meilleure répartition des ressources naturelles en vue du bien commun ne peut venir que de la mise en application du principe de subsidiarité. Car ce principe, selon la doctrine sociale de l'Eglise, est déterminant pour la concrétisation du bien commun. Cependant, il est difficile qu'il puisse opérer en l'absence de démocratie permettant l'alternance du pouvoir.

### **3.4 Le non-respect de la démocratie**

La démocratie à Madagascar est recherchée depuis bien avant l'indépendance, précisément depuis les revendications de 1947, où le concept « démocratie » a été utilisé par le mouvement patriotique. Ce « Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache »<sup>524</sup> regroupait des élites malgaches. Le président *Didier Ratsiraka* adoptera ce terme de démocratie pour son régime « République Démocratique de Madagascar »<sup>525</sup> et ainsi se démarquera du passé « néocolonial ». <sup>526</sup> Le régime démocratique sera maintenu par les tenants successifs du pouvoir. Mais comment vont-ils pratiquer la démocratie ? Les crises cycliques qui ont secoué le pays permettent-elles de parler de démocratie à Madagascar ?

Définissons d'abord en quelques mots ce qu'est effectivement la démocratie. Ensuite, analysons la manière dont les politiciens malgaches ont pratiqué la démocratie par rapport aux principes fondamentaux du respect de l'élection démocratique dans un État de droit, de la bonne gouvernance, du pluralisme politique et de l'opposition politique, de la séparation des pouvoirs, de l'opinion publique et de la liberté des médias et enfin, de l'éducation politique des citoyens.

---

<sup>522</sup> Cf. Rapport de la Banque Mondiale, Revue de la gouvernance et de l'efficacité du développement, Analyse d'économie politique de la gouvernance à Madagascar, N° 54277-MG, décembre 2010, p. 13. Disponible sur : <http://www.siteressources.worldbank.org/intmadagascarinfrench/ressources/gouvernance-es-fr.pdf>. Consulté le 15 avril 2013.

<sup>523</sup> Cf. *ibid.*, p. 14.

<sup>524</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 15.

<sup>525</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Madagascar 1947-2002*, op. cit., p. 50.

<sup>526</sup> Cf. *ibid.*

### 3.4.1 Ce qu'est la démocratie

Ce que l'on appelle « démocratie » est aujourd'hui mondialement connu. Chacun, quelle que soit sa nation, la souhaite pour son pays. Le terme démocratie est pourtant un terme occidental.<sup>527</sup> Tous les dirigeants, tant dans les pays développés que dans les pays émergents, se veulent des démocrates.<sup>528</sup> Tous les pays du monde prétendent suivre un régime démocratique qu'ils soient une monarchie absolue ou constitutionnelle ou une république ou une dictature déguisée en démocratie.

« La démocratie est née dans la Grèce antique, mais ce n'est pas avant le XVIIIème siècle que fut formulée la théorie de la séparation des pouvoirs opérée par Montesquieu, et mis en place par le suffrage universel (Etats-Unis, 1776), qui en sont les deux fondements».<sup>529</sup> Le respect des libertés publiques est au cœur même du fonctionnement de la démocratie, car la démocratie désigne un système de gouvernement dans lequel la source du pouvoir vient du peuple et où le peuple exerce le pouvoir. C'est un système de gouvernement exercé par et pour le peuple.

Au tournant du XIXème siècle, la démocratie déploie toutes les connotations contenues dans la notion : elle se veut le gouvernement du peuple par le peuple, refus de l'exercice autoritaire ou totalitaire du pouvoir politique, souci des libertés et droits humains, ouverture au pluralisme.<sup>530</sup> A l'aune de ces éléments comment les politiciens malgaches vont-ils gouverner le pays ?

### 3.4.2 La démocratie et l'élection

La Conférence épiscopale de Madagascar rappelle qu'il y a démocratie quand le peuple peut s'exprimer librement par vote à propos de telle ou telle orientation politique afin de réaliser le bien commun de la nation. Les élections libres permettent aux citoyens d'exprimer leur opinion sur les dirigeants politiques ou la politique qu'ils veulent appliquer.<sup>531</sup>

La démocratie est une voie appropriée pour promouvoir la recherche du bien commun car elle offre tous les atouts nécessaires. Elle constitue l'exercice du pouvoir par le peuple à travers ses représentants élus au suffrage universel direct ou indirect ou par voie référendaire. La consultation du peuple par élection ou par referendum constitue la manifestation fondamentale de l'exercice de la souveraineté du peuple.<sup>532</sup>

L'élection est donc un des éléments nécessaires pour une alternance démocratique. S'agissant d'élections, ces sont les codes électoraux qui fixent et définissent clairement l'organisation et la manière d'effectuer le décompte des voix pour l'attribution des sièges correspondants. Les citoyens jouissant d'un droit électoral actif ont le droit de voter et ceux qui jouissent d'un droit électoral passif ont le droit d'être élus. Dans la plupart des cas, l'ensemble de l'électorat jouit de ces deux types de droit, chaque citoyen a donc le droit de

---

<sup>527</sup> Cf. R. DUBOIS, *L'identité malgache, la tradition des Ancêtres*, op. cit., p. 84.

<sup>528</sup> R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 18.

<sup>529</sup> LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ, [http://www. Editions-larousse.fr](http://www.Editions-larousse.fr), Paris, 2012, p. 322.

<sup>530</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ et H. TINCQ, *L'Eglise pour la démocratie*, Centurion, Paris, 1992, pp. 15-16.

<sup>531</sup> Cf. La lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Démocratie*, in ESM, Vol IV (1990-1995), p. 113.

<sup>532</sup> Cf. Ordonnance n° 2010-003 portant Loi relative au Code électoral malgache.

voter et d'être élu.<sup>533</sup> Et nul droit ne l'empêche. Les élections démocratiques sont réputées libres dès lors que les citoyens ont le droit de choisir entre plusieurs candidats ou partis qui peuvent se présenter sans aucune restriction. Ils doivent également être libres de décider s'ils veulent jouir de leur droit de vote ou s'ils préfèrent s'abstenir. Car cela fait partie intégrante de la liberté de chaque citoyen, et personne n'a le droit de la violer.<sup>534</sup>

Pour qu'il y ait une élection juste et transparente, selon les règles générales démocratiques, il faut qu'il y ait une transparence au niveau des sources du financement des partis politiques et des candidats. Le SEFAFI ajoute qu'il importe de contrôler les sources financières, les financements privés et occultes des partis politiques, le plafonnement de la dépense des campagnes électorales, l'instauration d'une transparence financière sur la scène politique, ainsi que le contrôle et l'application des sanctions.<sup>535</sup>

La structuration du code électoral malgache est clairement établie. La grande lacune reste la possibilité de sanctionner les violations, véritable handicap de la démocratie à Madagascar. La conséquence en est que la crédibilité et la sincérité de l'élection en sont infirmées, comme lors de l'élection présidentielle du 16 décembre 2001, avec les troubles postélectoraux subséquents.<sup>536</sup> Ces violations sont un délit qui jette une tache sur la démocratie.

En outre, dans une élection juste et démocratique, les citoyens doivent avoir le droit de choisir entre plusieurs candidats ou partis qui ont pu se présenter sans aucune restriction. Or, certains candidats ont bafoué ce droit à travers l'achat de leur choix.<sup>537</sup> Ceci s'est manifesté à travers la distribution gratuite des produits de première nécessité tels que le riz, le savon, l'huile et tant d'autres. Cette pratique politique viole la liberté de chaque citoyen d'exprimer bon gré mal gré son intention libre de choisir qui il veut.

Lors d'élections présidentielles, la possibilité d'accéder aux médias audiovisuels publics doit être garantie à chaque candidat. Or les candidats soutenus par le gouvernement en place sont privilégiés par rapport aux autres en ce qui concerne l'accès aux médias audiovisuels publics. Autant la radio nationale que la télévision nationale doit réserver un traitement égal à tous les candidats pendant la campagne électorale.<sup>538</sup> L'existence de médias privés est cause de traitement inégalitaire au cours de la campagne électorale. Car si les candidats non étatiques sont déjà discriminés dans l'accès aux médias publics, ils le sont aussi dans l'accès aux médias privés, faute de moyens financiers. Les candidats plus riches, qu'ils soient propriétaires de chaînes de radios et de télévision ou qu'ils aient les moyens financiers de faire couvrir leur campagne à grande échelle, seront favorisés au détriment des autres.<sup>539</sup> Il faut que chaque candidat à la magistrature suprême ait le même temps d'accès aux médias.

---

<sup>533</sup> Cf. SEFAFI, *Libertés publiques*. Les leçons d'une crise, Foi & Justice, Communiqué, Antananarivo, 2002, p. 118.

<sup>534</sup> Cf. *ibid.*, p. 66.

<sup>535</sup> Cf. SEFAFI, *Election et vie quotidienne*, Foi & Justice, Communiqué, Antananarivo, 2006, p. 18.

<sup>536</sup> Cf. *ibid.*, p. 10.

<sup>537</sup> Cf. SEFAFI, *Libertés publiques*. Les leçons d'une crise, op. cit., p. 90.

<sup>538</sup> Cf. *Code électoral malgache de la troisième République*, art. 41.

<sup>539</sup> Cf. SEFAFI, *Election et vie quotidienne*, op. cit., p. 14.

L'utilisation de la religion comme argument politique pour accéder au pouvoir est un abus et une faute contre la démocratie. La Constitution malgache stipule que l'État malgache est un « État laïc ». <sup>540</sup> Aucun politicien n'a le droit d'instrumentaliser la religion à des fins politiques. Malgré cette loi d'interdiction, il y a des candidats à l'élection, tel *Marc Ravalomanana*, qui ont instrumentalisé la religion à des fins électorales, nous l'avons déjà évoqué. Cette instrumentalisation s'est faite à travers la coopération directe avec les chefs de l'Eglise <sup>541</sup> ou l'emploi de citations bibliques : « Sois sans crainte, crois seulement (Mc 5, 36) ». <sup>542</sup> Cette manipulation est tout à fait contraire à la conception de la laïcité de l'État. Ainsi concevoir des élections libres dans le contexte actuel malgache relève du domaine de l'utopie. <sup>543</sup> Les élections ne sont que « des formalités destinées à consolider la place de ceux qui multiplient les abus de pouvoir et accaparent les activités économiques et sociales. La population, résignée, désabusée, survivant ou mourant dans un contexte de pauvreté et de peur, ne participe guère à la gestion de la chose publique ». <sup>544</sup> Si ajoute un autre constat, comment se porte le respect de l'État de droit et du pluralisme politique ?

### 3.4.3 Le non-respect de l'État de droit et du pluralisme politique

Dans un État pratiquant le régime démocratique, l'autorité au pouvoir est tenue de respecter l'alternance du pouvoir démocratique. Le tenant du pouvoir doit être démocratiquement élu par le peuple par le suffrage universel direct ou indirect selon le mode de démocratie choisie. Élections et démocratie ne sont pas séparables dans un État démocratique. La démocratie et le principe de l'État de droit constituent le fondement de la République. <sup>545</sup> Dans un État de droit : «...il existe des principes fondamentaux et des procédures qui garantissent la liberté de chaque individu et permettent la participation à la vie politique. Il y a, en premier lieu, le droit au libre épanouissement de la personnalité individuelle. En résumé, le pouvoir d'un État est lié aux lois qui le régissent ». <sup>546</sup>

Dans un État démocratique, tous les citoyens sont égaux devant la loi, même les employés de l'État et de l'Administration. Aucun citoyen ne peut prétendre être au-dessus de la loi. En ce sens, un État de droit est donc toujours un État fondé sur le respect de la loi et de la Constitution, tout individu est tenu au devoir de respect de la Constitution. <sup>547</sup> Cette conception rend l'État responsable de ses actes devant les citoyens et leur donne l'opportunité de réagir par rapport à ses actes. Donc les citoyens peuvent également participer en toute liberté à la vie politique.

En outre, l'État de droit doit garantir l'indépendance de la justice, « le Président de la République est garant de son indépendance ». <sup>548</sup> Voilà pourquoi le pouvoir judiciaire doit être strictement séparé de l'exécutif et du législatif. C'est uniquement grâce à la séparation des

<sup>540</sup> Cf. *Constitution de la quatrième République malgache*, art. 1.

<sup>541</sup> Cf. S. URFER, *Où va Madagascar. Les incertitudes d'une société en mutation*. In Etudes, n° 4209, octobre 2014, p. 26.

<sup>542</sup> Cf. G. CIPOLLONE, *Christianisme et droits de l'homme à Madagascar*, op. cit., p. 239.

<sup>543</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 26.

<sup>544</sup> M. RAMAHOLIMIHASO, *Qui montre le droit chemin communique la vie*, op. cit., p. 27.

<sup>545</sup> Cf. *Constitution de la quatrième République malgache*, art. 1-16.

<sup>546</sup> A. RAVELOSON, *Qu'est-ce que la démocratie ?*, conférence organisée par le KMF-CNOE & NOVA STELLA en particulier avec la Friedrich-Ebert-Stiftung avec la collaboration de R. KETAKANDRINA, Antananarivo, septembre 2008.

<sup>547</sup> Cf. *Constitution de la troisième République malgache*, art. 16.

<sup>548</sup> Cf. *ibid.*, art. 107.



pouvoirs que les juges peuvent effectuer leur travail en dehors de toute pression ou influence, et de manière indépendante. Ils ne doivent servir que le droit et la loi et ne peuvent être destitués de leur fonction tant qu'ils n'ont pas, eux-mêmes, transgressé la loi. Il faut par ailleurs garantir que la justice détienne le monopole du verdict. De ce fait, un État de droit lie la politique à la loi et au droit, soumet toute expression du pouvoir au contrôle de la justice et garantit ainsi la liberté des citoyens.

L'indépendance de la justice et celle des magistrats a toujours été inscrite dans la Constitution des trois Républiques successives mais elle ne s'est jamais réalisée. Elle sera l'un des enjeux de la quatrième République car, sans cette indépendance, aucune garantie n'existe. Cette garantie est pourtant l'un des fondements d'une véritable démocratie. L'indépendance de la justice est l'absence de toute soumission des juges dans l'exercice de leur fonction juridictionnelle à des pouvoirs extérieurs, c'est-à-dire aux pouvoirs exécutif et législatif mais aussi au pouvoir économique. C'est une des composantes essentielles de l'État de droit.<sup>549</sup>

L'une des manifestations concrètes attendues de l'indépendance de la Justice est la non-ingérence du pouvoir politique dans les affaires judiciaires, et plus particulièrement dans un procès en cours. Ni le chef de l'État ni le chef du gouvernement ni un membre quelconque du gouvernement et particulièrement le ministre de la justice, ni un parlementaire ne doivent influencer d'une manière directe ou indirecte une décision de justice. Cependant, dans ce domaine du respect de l'État de droit, des violations sont commises par l'État, bien que la justice soit officiellement déclarée dans la Constitution malgache indépendante des organes exécutif et législatif. En fait, c'est le pouvoir exécutif même qui dicte, en principe, la décision des juges. En d'autres termes, la justice ne peut pas travailler comme elle le devrait. Il y a encore des citoyens au-dessus des lois : « Le pouvoir en place, depuis la prise de l'indépendance et jusqu'à nos jours, y parvient d'autant plus que le chef de l'État, le président, y jouit du statut de « Père vénéré », d'arbitre dépositaire de la sagesse ; donc devant être inamovible, au-dessus des lois et des critiques ». <sup>550</sup> C'est la raison pour laquelle la culture de l'impunité persiste et demeure un acquis normal.

L'indépendance de la justice dépend aussi de la justice elle-même. Il faut que la justice soit logique avec elle-même sinon il sera impossible de parler de l'indépendance de la justice. Il y a toujours, en ce qui concerne la justice, un manque de confiance des dirigeants et de la population dans la justice du pays. Il convient de rappeler les résultats des enquêtes sur la corruption, publiés dernièrement, révélant que l'Administration judiciaire figure parmi les services les plus corrompus à Madagascar.<sup>551</sup> En tout cas, selon A. Imbiky, constitutionnaliste malgache, le peuple doutera qu'il y ait une justice totalement indépendante tant que les juges et magistrats ne seront pas irréprochables dans leur comportement et l'exercice de leur fonction. Il revient aux juges et aux magistrats de persuader le peuple du caractère transparent de leur indépendance réelle. Alors la société civile réclamera l'indépendance de la justice et

---

<sup>549</sup> Cf. SEFAFI, *Quelle justice pour le présent et l'avenir*, Foi & Justice, Communiqué, Antananarivo, 2009, p. 39.

<sup>550</sup> M. RAMAHOLIMIHASO, *Qui montre le droit chemin communique la vie*, op. cit., p. 27.

<sup>551</sup> Cf. D. RAKOTOARIJAONINA, *Indépendance de la Justice – Débat houleux au Congrès*. Journal Midi Madagascar, 8 juin 2011, p. 5.

luttera pour elle. Car il faut le reconnaître : « L'indépendance de la justice réduit le pouvoir de l'exécutif et le pouvoir politique ».<sup>552</sup> Mais, pour restaurer la confiance des justiciables, les différents responsables au sein de la chancellerie et de toutes les juridictions du pays doivent être des personnalités au-dessus de tout soupçon, connues pour leur honnêteté, leur conscience et leur compétence professionnelle au sein de la société.<sup>553</sup>

Ce respect d'un État de droit doit être associé à celui du pluralisme politique en vue de la restauration de la démocratie. Pour pouvoir réaliser le bien commun, la reconnaissance du pluralisme politique constitue la valeur suprême. Les rôles joués par les partis politiques sont effectivement essentiels dans un État démocratique, étant donné que les partis et associations politiques sont amenés à assumer une mission de plus en plus importante dans le fonctionnement de la vie publique. En tant qu'institutions charnières, ils ont pour vocation d'assurer le lien entre le pouvoir et les citoyens. Ils sont censés faciliter l'expression des aspirations populaires. Ces dernières mobilisent les partis politiques, comme instances de représentation, tout particulièrement au moment des compétitions électorales.<sup>554</sup>

Le rôle important assumé par les partis politiques au sein de la société n'est pas profondément ancré dans le passé de Madagascar. C'est un pays de faible tradition démocratique, où la société civile a été bridée pendant près de plusieurs décennies. Or, il apparaît clairement que les intermédiaires démocratiques ne jouent pas leur rôle. Début 1998, Madagascar comptait plus de 150 partis et associations politiques. La multitude des formations, la réversibilité des alliances, l'absence de véritables coalitions gouvernementales, basées sur une convergence de partis, avec un véritable programme politique commun, ont favorisé l'instabilité politique.<sup>555</sup> De plus, «...les pratiques du pouvoir, depuis la prise de l'indépendance jusqu'à nos jours, se résument dans la monopolisation du pouvoir »<sup>556</sup>, c'est-à-dire sa concentration dans un parti unique ou dominant.<sup>557</sup> Les seuls partis qui possèdent une implantation nationale sont les partis fabriqués par le pouvoir en place : le PSD sous la 1ère République, l'AREMA sous la 2ème République, le TIM sous la 3ème République.<sup>558</sup>

L'existence du multipartisme viable n'est pas qu'une formalité. La scène politique malgache souffre d'une extrême atomisation. Non seulement les hommes politiques se déplacent sur l'échiquier politique au gré des circonstances, mais les partis eux-mêmes sont dépourvus d'idéologie bien tranchée et stable dans le temps. Dans ce contexte, les partis, vidés de leur contenu idéologique, se réduisent bien souvent à de simples machines de conquête du pouvoir. Et les autres opposants n'ont pas le droit de s'exprimer, surtout dans les médias publics ; et pour faire bonne mesure, les médias privés ne peuvent pas diffuser sur l'ensemble du territoire, sinon, par intimidation ou corruption, en risquant finalement l'interdiction des stations ou des émissions. De même, « les autres contre-pouvoirs sont inexistantes ou impuissantes : Syndicats ouvriers ou patronaux, intellectuels, etc. Enfin si la

---

<sup>552</sup> Cf. A. IMBIKY, *A propos de l'indépendance de la justice*, Journal Tribune Madagascar, 2 juin 2009.

<sup>553</sup> Cf. SEFAFI, *Quelle justice pour le présent et l'avenir*, op. cit., p. 41.

<sup>554</sup> Cf. F. ROUBAUD, *Démocratie électorale et inertie institutionnelle à Madagascar*, Antananarivo, 2003, p. 11.

<sup>555</sup> Cf. *ibid.*, p.12.

<sup>556</sup> S. URFER, *La crise et le rebond*. 50 de l'indépendance, op. cit., p. 34.

<sup>557</sup> Cf. SEFAFI, *Tourmente populaire et confusion politique*, Foi & Justice, Communiqué, Antananarivo, 2009, pp. 10-11.

<sup>558</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 27.

société civile se manifeste, le pouvoir en place suscite des associations parallèles qui lui sont asservies ». <sup>559</sup>

Une forte opposition capable de contester et de contrôler le pouvoir en place en cas de dérapage politique est nécessaire pour réclamer le développement intégral et la réalisation du bien commun. A cet effet, il faut une éducation politique des citoyens. Or, à Madagascar, celle-ci est lacunaire.

### **3.4.4 L'insuffisance de l'éducation politique des citoyens**

L'engagement politique peut devenir un problème crucial dans la démocratie. On parle ainsi d'aversion pour la politique. Cela signifie que la majorité de la population a du dégoût pour la politique, pour les élections, pour un quelconque engagement, étant donné que les relations entre électeurs et élus se détériorent en raison des comportements des professionnels de la politique. Lorsque les élus, par exemple, ne respectent pas les lois ou les conventions, les promesses qu'ils ont faites durant leur campagne, la confiance disparaît du côté des électeurs. Par ailleurs, les attentes des électeurs peuvent être déçues lorsque les élus ne réagissent pas, ou de manière superficielle, aux problèmes que subit la population tels que la pauvreté, l'insécurité sociale, le chômage, etc.

La preuve que les relations se détériorent entre électeurs et élus se trouve dans le nombre décroissant des membres des partis politiques, ainsi que dans la baisse du taux de participation électorale. Cette dernière est particulièrement problématique, puisqu'en même temps, la légitimité des politiciens baisse aussi. En outre, l'aversion pour la politique se produit lorsque l'éducation politique est insuffisante, alors que les processus politiques deviennent plus complexes. Les gens ont la sensation que les partis existants ne diffèrent pas beaucoup entre eux, par manque d'idées. Ainsi les citoyens ne sont pas motivés pour aller voter. D'où la forte abstention aux élections. <sup>560</sup> De plus, les médias ont tendance à parler des événements politiques de manière négative, plutôt que positive. Cette image se transmet à la population et bloque la motivation de participer à la vie politique.

Dans les pays comme Madagascar et d'autres pays africains qui ont connu des mouvements populaires dans le cadre de la transition démocratique, une partie de la population a été déçue suite à la non-réalisation des réformes et transformations promises et attendues. Elle a alors tendance à se réfugier dans un comportement radical et à avoir une mauvaise opinion des dirigeants. C'est à cause de l'image décevante et déformée <sup>561</sup> que donnent les politiciens malgaches de la politique que les citoyens se détournent d'elle. C'est pourquoi, pour renforcer l'engagement social et la prise de conscience des valeurs démocratiques, en particulier dans les jeunes démocraties, l'éducation politique est indispensable. L'éducation politique peut faire évoluer la culture politique vers la démocratie. Et surtout pendant la campagne électorale, l'éducation politique des citoyens est primordiale : « Le citoyen doit apprendre à discerner, à travers les discours, ce qui ressort de la propagande

---

<sup>559</sup> S. URFER, *La crise et le rebond*, op. cit., p. 35.

<sup>560</sup> Cf. SEFAFI, *Elections et droits de l'homme*. La démocratie au défi, op. cit., p. 48.

<sup>561</sup> Cf. R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 16.

et ce qui est bilan objectif d'activités réalisées, ou un projet concret d'activités réalisables  
».<sup>562</sup>

Cependant, malgré l'importance de l'éducation politique des citoyens dans un État démocratique, Madagascar n'est pas encore arrivé à ce niveau, puisque ni le pouvoir en place, ni les politiciens malgaches ne veulent lancer promouvoir vraiment cette éducation politique des citoyens. Ils veulent que les citoyens restent analphabètes et bornés dans le domaine politique : « Si le peuple ignore la politique et en a toujours été gardé à l'écart pour que nos politiciens, marchands d'illusion, puissent lui faire avaler la pilule du bonheur utopique, nos hommes politiques ne tiennent pas à la conscientisation politique du peuple afin qu'ils puissent agir sans contrôle, échapper à leurs obligations, nier les engagements souscrits, se conduire dans l'irresponsabilité».<sup>563</sup>

Madagascar présente plusieurs aspects d'une démocratie moderne et pourtant ses institutions demeurent impuissantes et continuent de se ranger sous l'autorité du pouvoir central dominant. La loi est appliquée par une justice qui est loin d'être indépendante, et une culture d'impunité parmi les fonctionnaires favorise une pratique généralisée de la corruption.<sup>564</sup> L'accès aux informations publiques, tant pour la société civile que pour les acteurs gouvernementaux, est inadéquat. La société civile est faible, incapable d'agir comme un contrepoids valable du gouvernement, et la piètre qualité de l'éducation fondamentale perpétue le faible engagement civique des citoyens. Une mauvaise gouvernance agit comme un frein au développement et au bien commun à Madagascar.<sup>565</sup> Tout cela est le fruit du non-respect de la démocratisation effective du pouvoir et conduit à la violation de la déontologie politique. Les conséquences négatives sur les plans sociopolitique, socio-économique et socioreligieux au sein de la société malgache sont prégnantes.

### **3.5 Les impacts négatifs des violations des principes de l'éthique politique**

A Madagascar, les violations des principes de l'éthique politique s'imposent quasiment sur tous les plans : politique, économique, religieux et environnemental. Elles sont de grands obstacles à la réalisation du bien commun.

#### **3.5.1 Sur le plan sociopolitique : crises cycliques interminables**

Il n'y a ni fatalité ni malédiction. Une lecture historique des alternances fait apparaître que durant les cinquante premières années de la République (1960 à 2009), Madagascar n'a jamais connu d'alternance au pouvoir ayant suivi les règles constitutionnelles en vigueur.<sup>566</sup> De plus, tous les chefs d'Etat malgaches ont eu affaire à une crise politique violente, soit pour arriver au pouvoir, soit pour le quitter, ou même pour certains d'entre eux, dans les deux cas. En effet, en 1991, 2002 et 2009, ce sont des mouvements de contestation nés dans la rue qui ont fini par aboutir au départ du chef d'Etat en exercice. Ces trois insurrections populaires ont

---

<sup>562</sup> Cf. SEFAFI, *Libertés publiques*, op. cit., p. 94.

<sup>563</sup> R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 17.

<sup>564</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La lutte contre la corruption et la promotion de la justice*, op. cit., pp. 27-35.

<sup>565</sup> Cf. SEFAFI, *Quand les politiciens prennent les citoyens en otage*, op. cit., pp. 46-47.

<sup>566</sup> Cf. SEFAFI, *Les pratiques politiques et les moyens d'accéder au pouvoir depuis 1972*, Foi & Justice, Communiqué, Antananarivo, 2009, p. 19.

abouti à des révoltes violentes avec perte de vies humaines et au renversement du pouvoir en place. Nous en avons parlé précédemment : reprenons en les principales données en synthèse.

Il n'est pas nouveau que les causes principales de ces crises à répétition se trouvent être la faiblesse des institutions et les carences en termes de gouvernance<sup>567</sup>, que ce soit la crise de 1991 et 2002 sous la gouvernance de *Ratsiraka* ou celle de 2009 au temps de *Ravalomanana*. La chute des deux chefs d'Etat est également le fruit d'une incapacité à analyser correctement une situation de tension politique.<sup>568</sup> En 1991, comme nous en avons déjà fait état<sup>569</sup>, dans un climat troublé, l'opposition, appuyée par le Conseil des Églises, constitue et structure le Mouvement des forces vives, qui se radicalise contre *Ratsiraka* jusqu'à ce que ce dernier quitte le pouvoir. Le professeur *Albert Zafy* est porté au pouvoir suite à cet événement politique.<sup>570</sup> Durant sa gouvernance, une petite élite s'enrichit, tandis que le peuple s'appauvrit encore plus. Au cours du second semestre 1996, accusé d'avoir violé la Constitution, il est légalement destitué par un vote d'empêchement d'une majorité de députés, en août de la même année.<sup>571</sup>

Une deuxième contestation aura lieu en 2001, comme nous l'avons déjà présenté.<sup>572</sup> L'élection présidentielle de décembre 2001, opposant le chef de l'État sortant, *Ratsiraka* à *Marc Ravalomanana*, plonge le pays dans une crise politique de six mois. La cause principale de cette crise est la contestation du résultat de l'élection présidentielle qui a été considérée comme entachée de fraudes électorales massives. Après quelques mois de crise, *Ravalomanana*, soutenu par une partie importante de la population, s'autoproclame président de la République le 22 février 2002.<sup>573</sup> L'Union africaine et la France condamnent ce « coup de force ».<sup>574</sup> Pour revenir à l'ordre constitutionnel, c'est-à-dire à la légalité, la Haute Cour constitutionnelle organise une investiture légale le 6 mai 2002.<sup>575</sup> Par contre, son opposant, *Didier Ratsiraka*, quitte le pays le 5 juillet pour se réfugier en France.

La crise politique de 2009 à Madagascar est une série de manifestations, d'émeutes et de confrontations politiques qui secouent Madagascar à partir de la deuxième moitié du mois de janvier 2009. Elle oppose les partisans d'*Andry Rajoelina*, maire d'Antananarivo, capitale de Madagascar, aux partisans de *Marc Ravalomanana*, président de la République en exercice. Les manifestants reprochent à ce dernier la hausse des prix de tous les produits de première nécessité, sa mainmise sur l'économie malgache, notamment l'achat d'un Boeing présidentiel avec l'argent public en partie et la location en bail longue durée de la moitié de la surface cultivable à Madagascar à l'entreprise coréenne Daewoo.<sup>576</sup> Après deux mois de manifestations de rue dans la capitale et les grandes villes du pays, il a transféré ses fonctions

---

<sup>567</sup> Cf. supra, Le non-respect de la politique de bonne gouvernance, p. 60.

<sup>568</sup> A. NIMBY, *De 1991 à 2009, l'éternel recommencement*, Journal Madagascar Tribune, 25 mai 2009, p. 5.

<sup>569</sup> Cf. supra, La période transitoire de 1991 à 1993, p. 50.

<sup>570</sup> Cf. P. RAJERARISON et S. URFER, *Madagascar*, op. cit., p. 59.

<sup>571</sup> Cf. R.W. RABEMANANARA, *Géopolitique et problèmes de Madagascar*, op. cit., p. 224.

<sup>572</sup> Cf. supra, La mise en œuvre d'une politique économique désastreuse, p. 55.

<sup>573</sup> Cf. P. RAJERARISON et S. URFER, *Madagascar*, op. cit., p. 59.

<sup>574</sup> Cf. G. RAHARIZATOVO, *Madagascar 2002. Genèse et Silence d'une crise*, op. cit., p. 199.

<sup>575</sup> Cf. P. RAJERARISON et S. URFER, *Madagascar*, op. cit., p. 59.

<sup>576</sup> Il s'agit de 1,3 million d'hectares. Le Financial Times dénonce une location gratuite en titrant le 18 novembre 2008 : « Daewoo se plaie Madagascar ». Le SEFAFI pointe « l'aliénation de la souveraineté économique » (8 décembre 2008). Cf. T. RALAMBOMAHAY, *Madagascar dans une crise interminable*, op. cit., p. 19.

de président de la République et celles de premier ministre à un « directoire militaire », qui transmet aussitôt tous ces pouvoirs à l'opposant *Rajoelina* le 19 mars 2009.<sup>577</sup> Le 21 mars 2009, la Haute Cour constitutionnelle légalise l'accession à la présidence de la République de *Rajoelina*. Cette légalisation ne résout pas les conflits et rivalités politiques à Madagascar. Le problème reste toujours en suspens et la crise ne cesse de s'aggraver quasiment dans tous les domaines, dont le domaine social avec l'insécurité.

Cette insécurité constitue un handicap pour le développement socio-économique et bien évidemment pour la réalisation du bien commun.<sup>578</sup> Les actes d'insécurité n'épargnent aucun milieu ni aucune région. Dans les villes, la recrudescence de l'insécurité appréhendée à travers l'intensification des petits vols menés par les pickpockets dans les rues, des actes de banditisme, des cambriolages, des viols, voire éventuellement des actes de kidnapping et des meurtres, a sensiblement affecté la sérénité des populations. Dans la campagne, les vols de cultures sur pied prévalent partout, les vols de bovidés menés par les *dahalo*<sup>579</sup> ou bandits constituent le principal acte d'insécurité qui afflige les populations rurales. Ces problèmes ont été amplifiés dans les régions où la crise institutionnelle s'est accompagnée d'un manque à gagner important. Ainsi dans le cas de l'Alaotra, la période difficile traversée par le pays a coïncidé avec la période de soudure<sup>580</sup> dans cette région productrice de riz. Cette conjonction de facteurs a favorisé les actes de détresse de la population. Avec la crise politique, le prix aux producteurs a chuté pour fragiliser encore davantage les conditions de vie déjà précaires des paysans, favorisant par conséquent la recrudescence des actes d'insécurité.<sup>581</sup>

En guise de Conclusion, le point commun de ces mouvements populaires n'est autre que la revendication de plus de justice sociale, de liberté, de légalité, de démocratie,<sup>582</sup> en faveur de la majorité du peuple. Ainsi, « la mauvaise gouvernance, le monopole du pouvoir et de l'information, le non-respect des lois, les tricheries électorales, le népotisme et le tribalisme »<sup>583</sup>, sans oublier la lutte contre la corruption et l'affairisme s'additionnent pour instaurer un climat de mécontentement généralisé.

Les crises répétitives créent une ambiance politique malsaine et décourageante. Celle-ci suscite une rivalité politique : non pas seulement entre les partis et les associations politiques, mais aussi entre les citoyens eux-mêmes. L'unité nationale est menacée par l'incitation à la haine tribale<sup>584</sup>, ruinant le *fihavanana*, déjà ébranlé, et favorisant la recrudescence de l'insécurité sur le plan socio-économique.

---

<sup>577</sup> Cf. *ibid.*, p. 36.

<sup>578</sup> Cf. N. ANDRIANIRINA, *Madagascar dans la tourmente*. Analyses socio-économiques de la crise en zones rurales, L'Harmattan, Paris, 2010, p. 33.

<sup>579</sup> Les *dahalo* sont des groupes de malfaiteurs qui agissent au niveau des villages en vue de s'emparer essentiellement du cheptel bovin. Ces bandits mènent en même temps des actes de cambriolages et prennent au passage les biens qu'ils peuvent voler, notamment l'argent ou les équipements. Dangereux, ils sont souvent dotés d'armes à feux ou d'autres types d'armes et n'hésitent pas à opter pour des massacres.

<sup>580</sup> La soudure est la période précédant les premières récoltes et où le grain de la récolte précédente peut venir à manquer. Il y a donc souvent pénurie et flambée des prix alimentaires, parfois accentué par la spéculation.

<sup>581</sup> Cf. N. ANDRIANIRINA, *Madagascar dans la tourmente*, op. cit., p. 39.

<sup>582</sup> Cf. S. URFER, *La crise et le rebond*. 50 ans de l'indépendance, op. cit., p. 10.

<sup>583</sup> Cf. *ibid.*, p. 11.

<sup>584</sup> Cf. SEFAFI, *Election et droits de l'homme*. Démocratie au défi, op. cit., p. 46.

### 3.5.2 Sur le plan socioéconomique : une politique économique sans repères

Il est vrai que beaucoup de facteurs causent la pauvreté à Madagascar. Selon les estimations de l'INSTAT en 2003, environ 85% des pauvres à Madagascar vivent en zone rurale en 2001 (tandis que la population rurale représente 77% de la population totale de Madagascar). En outre, la plupart des pauvres dans les zones rurales travaillent dans le secteur agricole, ce qui signifie que le développement agricole est attendu comme une solution particulièrement bénéfique aux pauvres.<sup>585</sup>

La pauvreté est aussi intrinsèquement liée aux violations des principes de l'éthique politique<sup>586</sup>, dénoncée ci-dessus. Sur le plan socio-économique de ce pays, certaines personnes affirment : « Il n'y pas de développement sans démocratie ; et nul ne contestera que le développement exige la démocratisation de la vie politique et sociale ».<sup>587</sup> Respect de la démocratie veut dire en termes socioéconomiques, appui des efforts de développement en faveur de toute la population. Cette participation active de chaque citoyen correspond à ce que les Nations Unies appellent le « développement humain ».<sup>588</sup> Chaque fois qu'il y a eu crise à Madagascar, les conséquences ont été mauvaises pour l'économie. La crise de 1991 s'est soldée par un taux de croissance de -6,30%, et celle de 2002 par -12% en 2002. Même la relative courte crise de mai 1972 s'est traduite par une croissance annuelle négative de -1,2%. À la fin de l'année 2008, les perspectives économiques semblaient bonnes pour Madagascar, avec un taux de croissance attendu supérieur à 7%, suite aux réformes économiques mises en œuvre les années précédentes. Un an plus tard, la situation est très différente en raison du double impact de la crise financière mondiale et de la crise politique en cours. L'économie locale est en récession depuis le deuxième trimestre de 2009, le PIB aurait diminué de 3 à 5%, avec une baisse marquée dans les secteurs axés sur l'exportation (le tourisme en particulier) et une réduction drastique dans la construction due à la baisse des investissements publics.<sup>589</sup>

Pendant l'année 2009, l'impact de la crise politique est énorme. Les activités du secteur privé ont subi tant les conséquences de la récession mondiale que de la crise politique. Les secteurs axés vers l'exportation étaient en plein chaos, avec une production en chute libre et des pertes d'emploi dans les secteurs des produits textiles, de l'élevage de crevettes et du tourisme. Les organisations de producteurs ont également indiqué que le secteur industriel national subissait les effets négatifs de la crise, tout d'abord en raison de la violence politique, ensuite à cause de la perte de confiance des entrepreneurs et des consommateurs. L'accès au crédit par le secteur privé n'a progressé que de cinq pour cent, illustrant une baisse en termes réels.<sup>590</sup>

Les conséquences de la crise politique exercent des impacts négatifs sur les entreprises de la capitale malgache qui doivent faire face à une nouvelle période de délestage. La *Jirama*, c'est-à-dire la compagnie nationale de distribution d'électricité, a annoncé des opérations de

---

<sup>585</sup> Cf. Rapport de l'INSTAT sur les estimations de taux de la pauvreté à Madagascar en 2003.

<sup>586</sup> Cf. supra, Les violations des principes de l'éthique politique, p. 66.

<sup>587</sup> R. ANDRIAMBELOMIADANA, *Libéralisme et développement à Madagascar*, op. cit., p. 95.

<sup>588</sup> Ibid., p. 96.

<sup>589</sup> Cf. Communiqué de la Banque Mondiale, *Les impacts économiques de la crise à Madagascar*, avril et Octobre 2009.

<sup>590</sup> Cf. Communiqué de la Banque Mondiale, *Madagascar : A la recherche du temps perdu*, Mémoire économique du pays, 16 décembre 2006.

maintenance sur l'une des centrales d'Antananarivo. La production va donc baisser pendant deux semaines. La mesure intervient sur fond de difficultés pour la *Jirama* et fond de crise politique pour les entreprises. La distribution de l'électricité est donc perturbée dans la capitale et ses environs durant 15 jours. Lorsqu'elles le peuvent, les usines doivent programmer leur production ou bien arrêter certaines machines. Les grandes entreprises font tourner les groupes électrogènes, une solution trop coûteuse pour les petites et moyennes entreprises déjà fragilisées par la crise politique actuelle. Elles s'attendent donc à d'importants ralentissements de production et à une mise en chômage technique. Les derniers grands délestages remontent à 2007 à Antananarivo mais les coupures intempestives sont fréquentes pour les usagers individuels comme pour les entreprises. Qu'il s'agisse de pannes, d'accidents, de problèmes de production ou encore de vol de câble électrique, la *Jirama* colmate les brèches techniques sur fond de grandes difficultés financières.<sup>591</sup>

Près de 10.000 emplois ont déjà été perdus suite à des fermetures d'usines. Des centaines d'entreprises sont actuellement en chômage technique partiel ou complet, avec souvent des demi-salaires. Les pertes se chiffrent en milliards, suite aux pillages et aux destructions. L'investissement public a diminué de 200 millions de dollars entre 2008 et 2009, soit de 30%.<sup>592</sup> En outre, le circuit d'approvisionnement de certains produits de première nécessité est perturbé. Beaucoup se posent actuellement la question de la provenance de l'huile et du riz vendus dans les *firaisana* ou « communes », car aucune cargaison de ces produits n'est arrivée par bateau durant les deux semaines pleines. En un mot la crise politique a des impacts négatifs directs sur la vie socio-économique de la population, c'est-à-dire sur les revenus et les dépenses de chaque ménage.<sup>593</sup>

**Tableau 5.2 Evolution du revenu des ménages**

Régions	En baisse %	En stagnation %	En hausse %
Alaotra	50,0	39,1	10,9
Fitovinany	72,6	19,4	8,1
Itasy	49,2	39,7	11,1
Sava	64,1	26,6	9,4
Sofia	73,4	18,8	7,8
Vakinankaratra	36,5	38,1	25,4

**Source: Enquête ROR (Réseaux d'observatoires ruraux)**

<sup>591</sup> Cf. RFI, *Madagascar, La Jirama gère les délestages et les effets de la crise malgache*, 24 août 2011. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20110824-jirama-gere-delestages-effets-crise>. Consulté 14 mars 2013.

<sup>592</sup> Cf. T. RALAMBOMAHY, *Madagascar dans une crise interminable*, op. cit., p. 66.

<sup>593</sup> Cf. N. ANDRIANIRINA, *Madagascar dans la tourmente*, op. cit., pp. 45-46.



Les sources de revenus de beaucoup de ménages ont baissé tandis que les dépenses ont augmenté à cause de l'inflation. En général, les hausses de dépenses concernent plus des zones où les ménages ont des habitudes de consommation plus diversifiées, et qui sont plus connectés au marché des principaux biens de consommation. Les ménages les plus touchés par l'augmentation des dépenses se trouvent dans les régions : Vakinankaratra, Sofia, Alaotra. Ce sont des régions qui sont bien fournies en structures d'approvisionnement et qui recensent des franges de ménages plus aisées.

Celles-ci sont les plus touchées par la hausse des prix des biens ou des produits frais qui pourraient être qualifiés de luxe : aliments élaborés (de type yaourt pour les enfants), frais de scolarité dans les écoles privées, carburant pour les déplacements en véhicule ou le fonctionnement des groupes électrogènes, etc.<sup>594</sup> La violation de la déontologie politique a toujours des effets négatifs considérables sur la croissance économique du pays. Il est évident que si la croissance économique est en panne dans un pays, la réalisation du bien commun diminue aussi. Ainsi, les impacts négatifs de la violation de la déontologie politique ont des répercussions directes : non pas seulement sur le plan sociopolitique et économique mais aussi sur le plan socioreligieux.

### **3.5.3 Sur le plan socioreligieux : perte de crédibilité des Églises**

Nous avons déjà mentionné ci-dessus que les relations entre l'Eglise catholique et les Eglises protestantes, au temps de la colonisation, furent parfois conflictuelles. Ces conflits sont provoqués par l'ingérence du pouvoir politique dans la mission des Eglises. La religion chrétienne catholique penche du côté de la France et la protestante du côté de la Grande Bretagne.<sup>595</sup> Après l'indépendance, sous la 1<sup>ère</sup> République, les relations des Eglises et de l'Etat ne connurent pas de conflits majeurs malgré l'expulsion de quelques prêtres comme celui de Puybaudet. Il avait fondé le centre interdiocésain et faisait un excellent travail de formation auprès des jeunes ruraux comme aussi il conseillait en ville les syndicats chrétiens.<sup>596</sup> Au début de la 2<sup>ème</sup> République, sous la présidence de *Ratsiraka*, les Eglises chrétiennes se sont opposées à l'idéologie matérialiste et athée dont se réclamait le nouveau pouvoir.<sup>597</sup> Les Eglises chrétiennes ont constitué un front commun, le FFKM, opposé au régime.

La mission des Eglises du FFKM avait pour objectif de restaurer l'unité des chrétiens.<sup>598</sup> Mais les différentes crises politiques de 1991, 2001 et 2009<sup>599</sup> ont amené les Eglises à sortir du cadre habituel de leur fonction. La restauration de l'unité entre les Eglises chrétiennes semble avoir été laissée de côté, au profit d'un engagement social et politique. Elles se sont profondément immiscées dans les affaires politiques.<sup>600</sup> Lors de l'élection présidentielle de 1989, où le président *Ratsiraka* a remporté la victoire dans des conditions douteuses, les chrétiens se sont coalisés contre lui. La contestation s'organise, encouragée par

---

<sup>594</sup> Cf. *ibid.*, p. 47.

<sup>595</sup> Cf. *supra*, Le rapport entre pouvoir politique et christianisme, p. 33.

<sup>596</sup> Cf. B.HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar*, op. cit., p. 130.

<sup>597</sup> Cf. C.R. RATONGAVAO, *Eglise et pouvoir à Madagascar*, op. cit., p. 46.

<sup>598</sup> Cf. *infra*, L'origine et finalité du FFKM, p. 267.

<sup>599</sup> Cf. C. R. RATONGAVAO, *Eglise et pouvoir à Madagascar*, op. cit., p. 45.

<sup>600</sup> Cf. *ibid.*, p. 41.

le FFKM qui convoque une Concertation nationale en 1990. Les Églises sont devenues « une force politique »<sup>601</sup> majeure qui s'approprie le mouvement populaire. Le FFKM, sans la participation de l'Église catholique, en est partie prenante. Il a son propre candidat, en la personne du professeur *Albert Zafy* lors de l'élection présidentielle en 1993<sup>602</sup>, puis il soutenait également la candidature de *Marc Ravalomanana* en 2001.<sup>603</sup>

Ces comportements des Eglises et du pouvoir politique vont susciter de graves critiques vis-à-vis de l'apparente neutralité des Églises et de leur désir d'unité. Après les mouvements populaires de 2002, «...le pouvoir prend lui-même des initiatives pour affirmer la religiosité chrétienne exclusive de l'État. C'est la confusion et l'ingérence totale. L'État veut imposer le christianisme, en particulier celui du FJKM, au détriment des autres formes de religion : non pas seulement de la religion traditionnelle mais aussi du « christianisme catholique » qui, par ses positions parfois critiques, gêne le pouvoir depuis un certain temps, et met en question la solidarité au sein du FFKM. Celui-ci en effet, qui aurait dû être le garant de la laïcité, ne maintient plus ses distances par rapport au pouvoir et devient l'allié logique de l'État ».<sup>604</sup>

La violation de la déontologie politique provoque des conséquences néfastes au sein de chaque institution tant temporelle que spirituelle, entre l'État et les Églises. L'unité vécue auparavant au sein du FFKM arrive à un point de rupture à cause de la politique. La crédibilité des chefs d'Eglises est suspectée à cause de leur imbrication profonde dans les affaires politiques.<sup>605</sup> Les Eglises chrétiennes, à cause des compromissions politiques de leurs chefs, mettent en difficulté leur mission évangélisatrice, à savoir « dénoncer le désordre et les injustices, bannir la division et la violence, et devenir des artisans de paix et de réconciliation (Luc 4, 18-19) ».<sup>606</sup>

Face à cette situation dégradée, comment faire pour rétablir l'indépendance entre les Églises et l'État, qui a nom la laïcité positive ? Comment mieux sauvegarder l'unité et la collaboration entre les Églises elles-mêmes ? Quelles sont les pistes préconisées préconisations par le *Compendium de la doctrine sociale de l'Église* ? C'est dans la troisième partie du travail que nous aborderons ce sujet. Mais déjà, dans la deuxième partie, nous présenterons les principes du *Compendium de la doctrine sociale* concernant les relations de l'Eglise avec l'autorité politique.

### **5.3.4 Sur le plan environnemental : destruction de l'environnement**

Les potentialités en matière environnementale forestière et autres richesses naturelles sont réelles à Madagascar.<sup>607</sup> Or cette dernière décennie, il fut constaté que la dégradation de l'environnement a rapidement progressé à cause de multiples facteurs.

---

<sup>601</sup> G. RAHARIZATOVO, *Madagascar 2002. Genèse et Silence d'une crise*, op. cit., p. 273.

<sup>602</sup> Cf. P. RAJERARISON et S. URFER, *Madagascar*, op. cit., p. 63.

<sup>603</sup> Cf. S. RAHARINJANAHARY, *Religiosité et laïcité dans l'affichage des citations bibliques*, op. cit., p. 244.

<sup>604</sup> Ibid.

<sup>605</sup> Cf. C.-R. RATONGAVAO, *Eglise et pouvoir à Madagascar*, op. cit., p. 45.

<sup>606</sup> Cf. *ibid.*, p.46.

<sup>607</sup> Cf. *supra*, La répartition inéquitable des ressources naturelles minières et forestières, p. 85.

Parmi les sources de dégradation, il faut préciser que les feux de brousse jouent un rôle très important, tout en sachant que certains de ces feux sont involontaires et d'autres intentionnels. La première cause est la foudre. Celle-ci est très inquiétante pendant la saison des pluies, elle peut incendier une forêt. La deuxième cause a des origines politiques, c'est-à-dire certaines personnes manifestent leur mécontentement envers les dirigeants en allumant des feux de brousse. Il y a aussi la pratique traditionnelle des *Tavy*.<sup>608</sup> Les paysans défrichent et brûlent une parcelle de forêt et y cultivent du riz ou du manioc. Quand le sol s'appauvrit les paysans le laissent se reposer et s'attaquent à d'autres parcelles. Cette pratique détruit chaque année 150 000 à 200 000 hectares de forêts.<sup>609</sup>

Les principales causes de la déforestation sont l'exploitation irrationnelle et abusive de la forêt en tant que matière première, dans le sens que la forêt constitue la principale source de bois d'œuvre pour la menuiserie et pour les matériaux de construction, pour le bois de chauffage et à charbon. Et d'après l'enquête menée par *Global Witness*, les troubles politiques et l'atmosphère d'instabilité politique ont aggravé l'accroissement de l'exploitation irrationnelle et abusive des bois précieux. Cet accroissement est causé par l'affaiblissement de l'autorité d'Etat, déjà inefficace en termes d'application de la loi forestière et de réforme du secteur forestier.<sup>610</sup> Le constat en est simple. L'Arrêté interministériel interdisant l'extraction et l'exportation de bois de toutes les catégories naturelles non transformées ou sous forme semi-finie<sup>611</sup> n'empêche pas d'accroître l'abattage clandestin de bois précieux à exporter. L'enquête menée par *Global Witness* le confirme : « La crise politique récente, en 2009, a encore aggravé la situation en perturbant la hiérarchie de contrôle du secteur forestier. Le gouvernement national, dit-il, à court d'argent du fait d'une suspension de l'aide internationale, a restreint les salaires déjà bas de beaucoup de fonctionnaires, tandis que la rentabilité du commerce illégal de bois précieux a de plus en plus permis aux négociants en bois de recourir à la corruption et à la contrainte par la violence pour saper l'application de la loi forestière ». <sup>612</sup>

A Madagascar, en raison des crises politiques successives, depuis 2002, l'exploitation irrationnelle et abusive de bois précieux de toutes les catégories ne cesse de croître. Faute d'application de la loi sur l'exploitation forestière, l'exploitation illicite perdure et engendre des retombées négatives sur l'environnement. Devant cette situation déplorable pour l'avenir, l'Eglise catholique ne peut se dérober à son devoir d'alerter, pour le bien des générations

---

<sup>608</sup> Les *Tavy* sont une pratique traditionnelle de défrichement à Madagascar. Ils ont pour objectif de défricher la forêt afin d'obtenir des nouvelles terres pour l'agriculture et l'élevage.

<sup>609</sup> Cf. T. RATSIMANDRESY, *Les dégradations de l'environnement à Madagascar*, 24 juin 2010. Disponible sur : <http://www.tolotralemurclub.wordpress.com/2010/06/24/les-degradations-de-l'environnement-a-madagascar>. Consulté, 14 avril 2014.

<sup>610</sup> Cf. Rapport d'enquête de *Global Witness*, *Environmental Investigation Agency*, (Etats-Unis). En coopération avec l'Observatoire national de l'environnement et du secteur forestier malgache et de l'Administration forestière malgache, sur l'exploitation, le transport et l'exportation illicite de bois précieux dans la région Sava à Madagascar, août 2009, p. 2. Disponible sur : <http://www.globalwitness.org/sites/default/files/import/madag-report-revised-finalfr.pdf>. Consulté, 13 mai 2013.

<sup>611</sup> Cf. L'Arrêté interministériel portant le n° 10885/2007 : Interdire l'extraction et l'exploitation de bois de toutes les catégories.

<sup>612</sup> Rapport d'enquête déjà cité de *Global Witness*, août 2009, p. 5. Disponible sur : <http://www.globalwitness.org/sites/default/files/import/madag-report-revised-finalfr.pdf>. Consulté, 23 mars 2012.

futures, sur les nuisances irréparables de tels agissements.<sup>613</sup> C'est dans le dernier chapitre de la troisième partie de ce travail que sera analysé le rôle attendu de l'Eglise catholique pour la protection de l'environnement.

## **Conclusion**

Les violations des principes de l'éthique politique qui ont eu cours à Madagascar lors de ces dernières décennies, depuis la deuxième République jusqu'à la troisième (1975-2009), laissent le pays dans une situation très critique. Les dirigeants successifs n'ont pas su redresser l'économie et faire sortir le pays de l'impasse de la pauvreté. Ils n'ont jamais donné la priorité à l'intérêt commun de la Nation. Leur premier but a été de chercher tout d'abord leurs intérêts personnels et ceux de leurs proches. Ils n'ont pas su ou pas voulu mettre en œuvre une saine gestion de la démocratie, de la laïcité de l'État, de l'État de droit, des droits humains, de la destination universelle des biens et de la justice sociale.

En conséquence, Madagascar, au vu de ces agissements, reste parmi les pays les plus démunis du monde. Les richesses abondantes du pays deviennent l'apanage d'une minorité de la population (les dirigeants et leurs proches, les trafiquants et les corrupteurs, etc...) tandis que la majorité de la population (ceux qui sont déjà en marge de la société) devient de plus en plus pauvre. L'Eglise est la seule institution sociale capable de dénoncer et de critiquer ces comportements accapareurs. Elle est en train de perdre sa crédibilité en se compromettant avec le pouvoir alors que le respect du principe de la laïcité devrait lui garantir une parole libre au profit de l'ensemble du peuple. Il importe de rétablir clairement la distinction des sphères autonomes entre Eglises et État. Le mépris du respect des responsabilités séparées entre les deux institutions Eglise/Etat ont ouvert la porte à l'ingérence de l'Etat au détriment de l'Eglise. Cette politique d'ingérence a des répercussions sur la réalisation du bien commun car l'Eglise n'est plus libre de réaliser correctement ses fonctions.

---

<sup>613</sup> Cf. Synode des évêques pour l'Afrique, *La protection de l'environnement et la réconciliation avec la création*, Proposition, n° 22.

## Conclusion de la première partie

Depuis l'indépendance, il y a cinquante ans, Madagascar n'a pas réussi à sortir de la pauvreté, faute d'une volonté politique affirmée de favoriser en priorité le bien commun. Il est indéniable que Madagascar possède tous les atouts nécessaires pour démarrer son développement économique, non seulement grâce aux richesses naturelles qu'il possède mais surtout grâce aux valeurs traditionnelles et culturelles héritées de ses Ancêtres. A vrai dire, la colonisation française a laissé un mauvais souvenir pour la majorité de la population actuelle. Elle a aussi altéré les valeurs ancestrales par un relâchement moral, donnant la priorité à l'égoïsme individuel. Des dirigeants successifs de notre pays se sont conduits en fonction d'un certain individualisme narcissique, réglant leur agir sur le mot d'ordre « diviser pour régner ». La plupart des dirigeants des deux dernières Républiques (de *Ratsiraka* à *Ravalomanana* 1975-2009), sans parler de la première, ont réglé leur conduite sur le modèle de la colonisation : esprit individualiste qui ne se soucie que de l'intérêt personnel, oubliant le bien commun.

Par ailleurs, la plupart des dirigeants malgaches n'ont pas été préparés<sup>614</sup> à la déontologie gouvernementale. Tous ceux qui se prétendaient politiciens ont été propulsés par leur soif du pouvoir, leur fierté locale, familiale, ethnique voire tribale. Tout au long de ce dernier quart de siècle, des élus ont utilisé le pays pour s'octroyer des prises illégales d'intérêts. Ils s'occupaient de leur périmètre électoral sans compétence avérée.<sup>615</sup>

Ceux qui leur ont succédé depuis n'ont montré ni pragmatisme politique ni signes probants d'évolution. La problématique identitaire reste la même : perpétuer les anciennes pratiques sans rupture avec le passé, ne proposer aucun plan de relance économique. Pour ce qui est la classe politique politicienne, rien ne démontre qu'elle dispose d'une réelle capacité intellectuelle à diriger le pays. La Constitution, le devoir de compétence, la justice sociale : voilà les sujets la plupart du temps mis en veille. Il s'agit d'abord de se cramponner au fauteuil présidentiel ou ministériel. Chaque postulant cherche à poser ses pions : où sont le respect de la démocratie et de la laïcité, la répartition équitable des biens, la bonne gouvernance, l'intérêt majeur du peuple ?

Une fois arrivé au pouvoir, chacun pilote son ministère au prorata de ses complaisances : il s'interroge par quel bout commencer, il sait d'où il vient, mais ne sait pas où il va ; par contre il ne perd pas le nord quand il s'agit de trouver les avantages afférents. Certes, des groupes de réflexion, des séminaires, des stages voient le jour ici et là ; des essais par-ci, des tâtonnements par-là, comme faire appel aux conseillers étrangers, mais dotés d'une totale liberté, faire croire aux électeurs qu'ils exercent consciencieusement leurs attributions et tant d'autres astuces et mascarades.

Les dirigeants n'ont pratiquement acquis ni culture de l'excellence ni culture du développement personnel. Leur vision de l'avenir se limite aux fonds de leurs poches, de leurs comptes en banque. La plupart sont des orateurs médiocres dépourvus d'actions rationnelles. Pourquoi après soixante ans de colonisation, cinquante ans d'indépendance et trois Républiques successives, Madagascar n'en est-qu'à ce stade d'instabilité politique ? La question se pose toujours : Que réserve l'avenir aux générations futures ? Au vu et au su de ce

---

<sup>614</sup> Cf. J.-E. RAKOTOARISOA, *L'opposition à Madagascar*, op. cit., p. 126.

<sup>615</sup> Cf. S. URFER,

qui se trame actuellement, rien de bon n'est à présager pour le peuple. Les gouvernants de ce dernier quart du siècle n'ont pratiquement préparé aucun parcours de bien-être social, aucune éducation de base adéquate, aucun enseignement civique. Pour les classes populaires, l'avenir se présente sous un horizon bien sombre; la seule issue probable serait de vivre au jour le jour, de pratiquer le système scout : savoir se débrouiller. Tout cela résulte de l'inconscience de nos gouvernants. Leur profession de foi se résume en trois points : impressionner, intimider et jeter le peuple dans la confusion.

Ainsi va la carrière politique de nos différents dirigeants, ils n'ont jamais appris à gouverner la Nation, ils n'ont aucune formation préalable, ils ignorent ce qu'est le laboratoire politique. Naviguer à vue est leur méthode quotidienne. Pour eux la pratique triomphe de la théorie, et c'est là leur plus grande carence. En conséquence, tout est bloqué. Rien n'est réalisé. Le bien commun qui est le fondement même du pouvoir est toujours remis à plus tard, pour ne pas dire, rejeté du programme. Cela s'est vu à travers la violation incessante de la démocratie, des droits de l'homme, de la répartition équitable des biens, de la laïcité de l'État, de la liberté d'expression.<sup>616</sup> En un mot, c'est la violation permanente des principes de l'éthique politique.

L'Église en tant qu'institution sociale autonome et indépendante est la seule crédible pour dénoncer, critiquer et donner des conseils<sup>617</sup>. En tant qu'institution considérée comme *Ray aman-d'Reny* (parents), elle n'a pas pu exercer comme il faut son rôle à cause du non-respect de la laïcité, qui aboutit à l'ingérence mutuelle, surtout de la part de l'État. Il n'y a donc plus ni organe institutionnel étatique ni non-étatique qui se présente comme une balise pour éviter le dérapage politique de l'État ou des gouvernants. Résultat : tous les dirigeants ont fait ce qu'ils ont voulu. En principe, ils n'ont visé que leur intérêt personnel et celui de leurs proches. La pratique politique n'était que celle de la politique politicienne, d'où bien commun manqué et population paupérisée.

Face à ces problèmes fondamentaux, facteurs principaux de la non-réalisation du bien commun, de la pauvreté profonde de la majorité de la population et de la confusion au niveau de la prise de responsabilité politique entre État-Église, il faudrait des principes clairs et nets pour combattre ces maux. Le principe qui incontestablement s'impose est celui de l'éthique du bien commun selon le *Compendium de la doctrine sociale de l'Église*. Il règle et régit l'essence et la nature même du rapport entre Église-État. Il identifie à la fois les principes nécessaires et la distinction de la responsabilité entre Église-État en vue de la réalisation du bien commun. Nous tâcherons de présenter ce principe dans l'étape suivante de notre travail.

---

<sup>616</sup> Cf. *ibid.*, p. 127.

<sup>617</sup> Cf. *ibid.*

## **DEUXIEME PARTIE**

### **ÉTHIQUE SOCIALE ET REALISATION DU BIEN COMMUN SELON LE *COMPENDIUM DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE***

## Introduction de la deuxième partie

Dans la première partie, nous avons présenté les analyses et les descriptions des causes de l'échec du bien commun à Madagascar. Nous avons évoqué le fait que la première cause de cet échec était les violations des principes de l'éthique politique par les politiciens et surtout les dirigeants au pouvoir. Ces violations entraînent le non-respect des principes de la démocratie : celui de solidarité, de justice, de subsidiarité, de participation, des droits humains et de justice sociale ainsi que celui de séparation du pouvoir entre les Eglises et l'Etat. La violation de cette dernière est la raison principale de la confusion au niveau des prises de décision de l'une et l'autre : en raison de cette confusion, ni l'un ni l'autre n'est capable d'accomplir sa mission propre. Ces violations ont des impacts négatifs sur tous les plans : politique, économique, social, religieux et environnemental. Il n'est pas donc étonnant si la réalisation du bien commun est un fiasco.

De ces problèmes complexes, toutes les institutions sociales au sein de la société malgache, y compris l'Eglise, sont responsables. Par rapport à cette responsabilité, l'Eglise catholique a-t-elle donc des principes permettant de sortir de cette impasse ? Oui, il est clair qu'elle a la doctrine sociale, qui est la seule discipline qui s'occupe de la pastorale sociale.<sup>618</sup> Sa raison d'être est d'étudier, de proposer et définir des principes<sup>619</sup> vis-à-vis de la réalité complexe de la société. Elle est une branche de la théologie morale qui étudie ainsi : «...les actes humains pour les conformer aux valeurs qui contribuent à l'épanouissement intégral de l'homme et cela à la lumière de la révélation ».<sup>620</sup> Au sein de cette discipline, il y a un lien intrinsèque entre morale individuelle et morale sociale. Ce lien a un fondement anthropologique : l'homme est une personne dont l'agir a une dimension sociale.<sup>621</sup> C'est cette dimension sociale de l'homme qu'éclaire la doctrine sociale de l'Eglise. Celle-ci concerne la vie sociale de l'homme. Elle ne se situe pas au même rang que les doctrines centrales de la foi concernant la Trinité, l'Incarnation, la Rédemption, les sacrements, l'Eglise et les fins dernières.<sup>622</sup>

J.-Y. Calvez en parlant de « doctrine sociale »<sup>623</sup>, tant au sujet de la théologie de la libération que de la théologie politique, met les assertions sociales du christianisme au rang de la théologie même.<sup>624</sup> Pour René Coste, cité par J.-Y. Calvez, l'important n'est pas le choix du terme mais son contenu. Il en ressort que les termes doctrine sociale ou enseignement social sont des propositions critiques de la vie en société que l'autorité ecclésiale formule au nom d'une sagesse puisée dans la lumière de l'Evangile.<sup>625</sup> Jean Paul II, à son tour, parle de doctrine<sup>626</sup>, terme qui s'impose en définitive de lui-même. Le terme doctrine évoque le caractère stable et dogmatique des positions de l'Eglise en matière sociale. Il évoque aussi le caractère central des réflexions sociales : elles ne sont pas un complément accessoire. Il est

---

<sup>618</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 10.

<sup>619</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 20.

<sup>620</sup> S. PINCKAERS, *Les sources de la morale chrétienne*. Sa méthode, son contenu, son histoire, Cerf, Paris, 2007, p. 17.

<sup>621</sup> Cf. *ibid.*, p. 60.

<sup>622</sup> Cf. R. MINNERATH, *Doctrine sociale de l'Eglise et bien commun*, Beauchesne, Paris, 2010, p. 12.

<sup>623</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ, *Chrétiens penseurs du social*. Après le Concile « 68 » (1968-1988) Cerf, Paris, 2008, p. 143.

<sup>624</sup> Cf. *ibid.*

<sup>625</sup> *Ibid.*, p. 138.

<sup>626</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei Socialis*, n° 1. Cf. *Centesimus Annus*, n° 5 ; *Veritatis Spondor*, n° 8.



vrai, dit-il encore, que : «...l'Eglise ne propose pas des systèmes ou des programmes économiques et politiques, elle ne veut pas énoncer une idéologie de plus : pourtant, elle a une parole à dire sur la nature, les conditions, les exigences et les fins du développement authentique et aussi sur les obstacles qui l'entravent, cette parole constituant sa doctrine sociale ».<sup>627</sup> C'est la raison pour laquelle J.-Y Calvez confirme que le terme doctrine sociale a connu une revalorisation officielle en vertu des prises de position de Jean Paul II.<sup>628</sup>

Avant le Concile Vatican II, les grandes lignes de l'enseignement social catholique étaient basées sur la conviction que la raison humaine est la seule apte à déchiffrer les principes fondamentaux de ce qui est bien pour l'homme.<sup>629</sup> De Léon XIII à Jean XXIII, la doctrine sociale a comme fonction la réflexion critique sur les institutions économiques, politiques et sociales. L'enseignement social se réfère beaucoup à la « loi naturelle »<sup>630</sup> tandis que les références scripturaires sont peu nombreuses.<sup>631</sup> Après Vatican II, dans son enseignement social, l'Eglise fait appel à la fois à la raison et à la foi, au droit naturel et à la révélation.<sup>632</sup> Comme le souligne Benoît XVI, cité par Roger Baudoin, les deux dimensions rationnelle et spirituelle doivent demeurer associées dans le discours social de l'Eglise : « L'appel à la raison le rend compréhensible par tous ; l'appel à la foi purifie la raison et nourrit le dynamisme spirituel nécessaire à sa mise en œuvre concrète ».<sup>633</sup> Cela signifie qu'à partir de Vatican II, la réflexion de la doctrine sociale de l'Église unifie davantage les plans temporels et spirituels, avec de fréquents appuis scripturaires et une dimension théologique très présente.<sup>634</sup> Dans cette visée, la constitution pastorale *Gaudium et spes* présente le regard de l'Église sur le monde dans une perspective où les dimensions temporelles et spirituelles sont unifiées.<sup>635</sup>

Paul VI, dans l'encyclique *Populorum progressio* de 1967, lutte contre une conception purement économique du développement. Pour être authentique, celui-ci doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir « tout homme et tout l'homme ».<sup>636</sup> Le développement intégral humain vise un épanouissement qui implique que l'homme soit plus instruit pour devenir capable d'être l'agent responsable de sa situation matérielle, «...de son progrès moral et de son épanouissement spirituel ».<sup>637</sup> Jean Paul II met en évidence l'articulation centrale : la

<sup>627</sup> JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 41.

<sup>628</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ, *Chrétiens penseurs du social*. Après le Concile, op. cit., p. 127.

<sup>629</sup> J.-Y. CALVEZ et A. KRASSIKOV, *Eglise et Société*. Un dialogue Orthodoxe Russe-Catholique Romain, Cerf, Paris, 1999, p. 92.

<sup>630</sup> La pensée grecque, reprise par la pensée sociale catholique, appelle cet ordre de valeurs humanisantes la loi naturelle. Celle-ci peut être appréhendée comme la loi non écrite qui est inhérente à ce qui est proprement humain. Elle est ce que la raison discerne comme juste et bon pour tous les hommes. Ce qu'on appelle loi naturelle « n'est pas la loi de la nature physique, qui décrit un ordre immuable de relations contraignantes. Elle n'est pas aussi synonyme de loi biologique, car l'être humain ne se réduit pas à ses conditionnements biologiques. Elle n'est pas la loi positive de telle ou telle société. La loi naturelle est de type éthique. Elle est la dynamique qui porte l'homme à réaliser sa propre finalité. Affirmer qu'il existe une loi naturelle, c'est affirmer qu'il existe un ordre éthique à discerner ». R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op.cit., p. 23.

<sup>631</sup> Cf. R. BAUDOIN, *Doctrine sociale de l'Eglise*, une histoire contemporaine, Cerf, op. cit., p. 23.

<sup>632</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ et A. KRASSIKOV, *Eglise et Société*. Un dialogue Orthodoxe Russe- Catholique Romain, op. cit., p. 92.

<sup>633</sup> R. BAUDOIN, *Doctrine sociale de l'Eglise*, une histoire contemporaine, op. cit., p. 23.

<sup>634</sup> Cf. *ibid.*

<sup>635</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 1.

<sup>636</sup> Cf. PAUL VI, *Populorum progressio*, n° 14.

<sup>637</sup> Cf. *ibid.*, n° 34.

personne humaine et sa vocation naturelle et surnaturelle, dont la vérité s'éclaire en référence à la personne du Christ. Il situe pleinement cette perspective, en donnant une large place à une anthropologie qui est à la fois personnaliste et théologique.<sup>638</sup> Si Jean-Paul II met la personne humaine au centre de sa réflexion et de la doctrine sociale, Benoît XVI en un regard complémentaire mettra l'accent sur l'amour et la charité. La charité est la force qui permet à l'homme de vivre ce don dans les différents domaines de son existence, dit-il, elle est la «...force dynamique essentielle du vrai développement de chaque personne et de l'humanité tout entière ».<sup>639</sup> Tout cela est le contenu de la doctrine sociale de l'Eglise que reformule d'une manière plus synthétique et approfondie le *Compendium de la doctrine sociale* de l'Eglise catholique.

C'est pourquoi, dans cette deuxième partie de travail, nous essayerons de présenter les principes de l'éthique du bien commun selon la doctrine sociale. Et ce, en tenant compte de la responsabilité sociopolitique de l'Eglise en vue de la réalisation du bien commun. La question qui se pose ici est de savoir si la mise en œuvre des principes de l'éthique du bien commun est vraiment nécessaire à la concrétisation du bien commun. Ces principes facilitent-ils l'agir politique de l'Eglise en faveur du bien commun, avec les limites qu'elle doit s'imposer ?

Cette deuxième partie comporte trois chapitres. Le premier est consacré à la présentation des fondements éthiques du bien commun : nous essaierons d'y donner les différents points de vue sur ce qu'on entend d'abord par dignité de la personne humaine et tous les éléments qui la constituent. Ensuite encore dans ce chapitre 4, nous allons montrer ce qu'on entend par bien commun selon la conception des différentes doctrines et auteurs, tout particulièrement selon la conception du Magistère de l'Eglise catholique.

Puis, le deuxième chapitre consistera à exposer que le bien commun ne se réalise que par le respect de la pratique des principes d'action de la doctrine sociale. Ces principes englobent ceux de solidarité, de justice et de participation, et également de subsidiarité. Cependant il ne faut pas oublier que la mise en œuvre de ces principes a effectivement besoin du respect des valeurs de référence : la vérité, la liberté et surtout la charité ou l'amour. Tout cela est une condition sine qua non pour la réalisation du bien commun.

Enfin, le troisième chapitre présentera d'abord la vision politique de Vatican II, puis la conception la doctrine sociale de l'Eglise sur le fondement et la finalité des rôles de l'autorité politique. Dans ce chapitre également, nous tâcherons d'exposer les droits de l'homme et de la démocratie, en montrant pourquoi l'Eglise catholique est intransigeante sur le respect des droits humains et sur la mise en œuvre de la démocratie, et pourquoi également la doctrine sociale a mis l'accent sur la nécessité du respect des droits humains et de la démocratie comme condition sine qua non pour la réalisation du bien commun. En conclusion de ce dernier chapitre de la deuxième partie, nous présenterons l'Eglise en tant qu'institution sociale autonome et indépendante qui doit apporter sa contribution en promouvant le développement et l'épanouissement intégral de la personne humaine, c'est-à-dire le bien commun. Pour cette

---

<sup>638</sup> Cf. I. BERTEN, *Enterrée, La doctrine sociale ?* Actes de la session pour membres des équipes d'aumôneries près des mouvements, Lumen vitae, Bruxelles, 2009, p. 19.

<sup>639</sup> Cf. BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, n° 1.

raison, elle participe activement à l'œuvre sociopolitique pour la paix. Cependant l'intervention politique de l'Eglise au sein de la société a des limites car elle ne peut pas agir au-delà de ses compétences.

## CHAPITRE IV : LES FONDEMENTS ÉTHIQUES DU BIEN COMMUN

### Introduction

Pourquoi devons-nous parler des fondements éthiques du bien commun ? Parce que celui-ci est le fondement de ce travail. Dans la première partie, nous avons déjà décrit et analysé les causes de l'échec du bien commun à Madagascar. Et l'objectif de notre travail consiste à essayer de trouver des solutions pour cet échec : de celui-ci, tous les membres du corps social, y compris l'Eglise, sont responsables. Ainsi, ils ont tous une part de responsabilité pour en sortir. Afin de pouvoir parvenir à cet objectif, il faut d'abord commencer par découvrir le fondement et la notion du bien commun. Car il est difficile d'envisager une résolution de cet échec sans les connaître.

Voilà donc le choix de la doctrine sociale. Car, pour l'Eglise, celle-ci se rapporte à des principes et des valeurs grâce auxquels elle a la possibilité d'étudier et d'analyser la réalité complexe de la société dans sa dimension économique, politique, sociale et culturelle. Par sa doctrine sociale, l'Eglise procède à l'analyse et à l'interprétation de chaque réalité concrète et à la recherche de solutions aux problèmes sociaux.<sup>640</sup> Ces principes ne constituent rien d'autre que l'éthique du bien commun qui concerne l'intégralité de la société. Le bien commun dont nous parlons est la raison d'être de la société qui dépasse la somme des biens ou des intérêts individuels.<sup>641</sup> Il doit toujours être identifié : bien commun de l'entreprise, d'une université, d'une ville, d'un Etat, de l'humanité.<sup>642</sup> S'il en est ainsi, la première question qui se pose est de savoir s'il y a différents types de conceptions du bien commun, et s'il repose sur le même fondement.

Voilà pourquoi nous examinerons d'abord le fondement éthique du bien commun concernant le respect et la dignité de la personne humaine. Ensuite nous tâcherons de démontrer ce qu'on entend par bien commun selon les différentes conceptions. Car la conception du bien commun n'est pas figée ou statique mais elle évolue selon le temps et l'espace, les circonstances et le contexte.

### 4.1 Le fondement du bien commun

La difficulté d'une définition exacte du bien commun tient à la variation des perspectives et des points de vue. La doctrine sociale de l'Eglise affirme que le respect de l'éthique du bien commun n'est jamais séparé de celui de la personne humaine, qui a pour fondement le respect de la dignité de la personne humaine et son épanouissement.<sup>643</sup> Voilà pourquoi, le chapitre premier du texte du Concile Vatican II sur l'Eglise dans le monde de ce temps décrit longuement cette «...juste conception de la personne humaine, de sa valeur unique».<sup>644</sup> Il rappelle que le respect de la personne humaine dans son unicité et son caractère sacré est une valeur aujourd'hui communément partagée.<sup>645</sup> Pour l'Eglise, la personne

---

<sup>640</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, Traditions Monastiques, France, 2008, p. 17.

<sup>641</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 32.

<sup>642</sup> Cf. *ibid.*

<sup>643</sup> Cf. P. COULANGE, *Vers le bien commun*, op. cit., p. 49.

<sup>644</sup> Cf. *Gaudium et spes*, nn° 12-22.

<sup>645</sup> Cf. *ibid.*, n° 12.

humaine créée à l'image de Dieu, a donc une dignité inaliénable, qui lui est donnée d'un Autre, et ne dépend pas des réussites ou des capacités de la personne mais de l'amour personnalisant de Dieu.<sup>646</sup> D'où aussi l'égalité fondamentale de tous les êtres humains. Les implications éthiques qui en découlent sont importantes dans les débats actuels. Avant de voir les différents points de vue et les principes de l'éthique du bien commun selon la doctrine sociale de l'Eglise, nous désirons tout d'abord présenter la notion de dignité de la personne.

#### **4.1.1 La dignité de la personne humaine**

Nous avons souligné dans le troisième chapitre de la première partie du travail qu'à Madagascar, depuis l'indépendance, et surtout de la deuxième République jusqu'à nos jours, il y a toujours présente une forme de violations de la dignité de l'homme. Cela se manifeste parfois à travers le non-respect des droits fondamentaux de l'homme,<sup>647</sup> ou bien l'atteinte directe au non-respect de la vie comme la proposition sur l'avortement.<sup>648</sup> Face à cela, que dit l'Eglise catholique, par sa doctrine sociale ? Pourquoi la doctrine sociale de l'Eglise met-elle l'accent sur le respect profond de la dignité de l'homme ? Celui-ci a-t-il un lien inhérent à la concrétisation du bien commun ? Pour pouvoir résoudre ce problème des violations de la dignité de la personne humaine à Madagascar, il est nécessaire d'abord de voir ensemble les différentes conceptions, et surtout celle de l'Eglise catholique quand il s'agit du fondement du respect de la dignité de la personne humaine.

##### **4.1.1.1 La conception de la dignité selon différentes doctrines**

La notion de la dignité de la personne humaine, de Kant à la Déclaration universelle des droits de l'homme, n'a cessé d'évoluer. Le philosophe Kant (1724-1804) donne une définition claire de la dignité en formulant cet impératif : « L'être humain doit être traité comme une fin et jamais seulement comme un moyen ». <sup>649</sup> C'est une obligation de base qui exprime la dignité humaine au plan éthique. La Déclaration universelle des droits de l'homme, qui est marquée par l'esprit kantien même si elle est beaucoup plus récente, énonce, d'une façon claire, dans son préambule, un premier principe : « Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ». <sup>650</sup> Et elle ajoute dans l'article premier : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ». <sup>651</sup> Ils ont donc une égale dignité et valeur inconditionnelle inhérente à chacun d'entre eux. Dans ce sens la dignité dont la DUDH (Déclaration universelle des droits de l'homme) parle est intrinsèquement liée à l'être de l'homme. Cette affirmation du fondement de la dignité de la personne humaine est au centre des débats depuis toujours et surtout aujourd'hui.

Quant à la doctrine marxiste qui se définit comme une doctrine philosophique, politique et économique issue de Marx, fondée sur le matérialisme et la lutte des classes,

---

<sup>646</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ et A. KRASSIKOV, *Eglise et Société*. Un dialogue Orthodoxe Russe- Catholique, op. cit., p. 96.

<sup>647</sup> Cf. supra, Les violations des droits humains, p. 76.

<sup>648</sup> Cf. supra, Les violations effectives de la dignité de l'homme, p. 81.

<sup>649</sup> Citation de E. KANT, reprise par F. FLAHAULT dans son livre intitulé : *Où est passé le bien commun ?*, op. cit., p. 236.

<sup>650</sup> *Préambule de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme* du 8 décembre 1948.

<sup>651</sup> *Déclaration Universelle des droits de l'Homme* du 8 décembre 1948, art. n° 1.

c'est-à-dire Marx estime que la société civile est radicalement divisée : en tant qu'individus sociaux, les hommes à des groupes irréductiblement opposés entre eux.<sup>652</sup> Cette doctrine marxiste s'est répandue quasiment dans le monde entier et surtout en Europe, vers les années 1980, elle donne plus d'importance à ce qui est matériel, c'est-à-dire touchable, pragmatique et efficace pour l'homme. Le philosophe ne veut pas rester au niveau idéal, mais il veut analyser, questionner et résoudre tout au niveau matériel et concret. C'est la raison pour laquelle Karl Marx décrit sa philosophie comme «...l'attitude de ceux qui considèrent la matière comme étant la seule réalité ».<sup>653</sup> En dehors de la matière, il n'y a rien. Ce qui signifie en quelque sorte que la matière a une valeur absolue par rapport à l'homme et à sa dignité. L'homme devient donc un moyen de production.

Ensuite la doctrine du libéralisme a aussi sa propre conception quand il s'agit de la dignité de la personne humaine. Elle met l'accent sur l'importance de la liberté et de l'autonomie du sujet. Celles-ci sont mises en avant, en particulier le respect de ses choix de vie, y compris celui de décider, éventuellement, de sa mort. On avance que les autres doivent respecter non seulement ses choix mais aussi sa conception même de la dignité. R. Spaemann du côté du libéralisme reprend l'idée de Joseph Goebbels qui donne plus de valeur à l'autonomie et à la liberté individuelle de la personne en ce qui concerne le respect de sa dignité.<sup>654</sup> Il véhicule l'idée de mort sur demande, comme une drogue douce qui produit peu à peu une accoutumance. Le fait de tuer doit passer pour un acte d'amour et de compassion, pour une aide à mourir dans la dignité.<sup>655</sup> Cela signifie que c'est au nom de la liberté individuelle et de la dignité humaine que l'on demande au droit de lever l'interdit de se donner ou de donner la mort. Autrement dit nous pouvons affirmer que l'individu est, dans ce sens, le seul juge de la question de sa vie et de sa dignité. Personne ne peut en juger à sa place. C'est le regard sur lui-même qui compte et non celui que pourraient porter les autres. Le sujet dit en quoi consiste sa dignité et les autres n'ont qu'à la reconnaître. La dignité est une convenance envers soi que nul ne peut interpréter. Elle relève donc de la liberté de chaque individu.

Par ailleurs, le néo-libéralisme, représenté par Eric Peyron, définit la dignité de la personne humaine comme une valeur, non pas absolue ou inconditionnelle, mais relative : en telle circonstance, telle personne fait preuve de plus ou moins de dignité ; elle suscite ou non le respect ; une distinction d'honneur l'élève à une plus ou moins grande dignité. En ce sens relatif ou comparatif, on peut juger que tel acte, que telle personne est plus ou moins vile ou indigne et, le cas échéant, s'en indigner.<sup>656</sup> Cette perspective confirme que la définition octroyée à la dignité de la personne humaine dépend du mérite personnel, de l'honorabilité et de la qualité de la fonction. Nous pouvons dire donc dans ce sens que la dignité de la personne humaine ne relève pas du caractère naturel de l'homme mais du jugement social. Elle est donc conditionnelle. En raison de différentes perspectives de la dignité de l'homme, il est difficile

---

<sup>652</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ, *La pensée de Karl Marx*, Editions du Seuil, Paris, 1956, p. 104.

<sup>653</sup> F. ENGELS, *Dialectique de la nature*, Ed. Sociales, Paris, 1975, p. 178.

<sup>654</sup> Cf. R. SPAEMANN, *Il n'y a pas de bonne façon de tuer*, cité dans F.-X. PUTALLAZ et B.N. SCHUMACHER, *L'humain et la personne*, Cerf, Paris, 2008, p. 58.

<sup>655</sup> Ibid.

<sup>656</sup> Cf. E. DUPEYRON, *La contribution française à la rédaction de la Déclaration des droits de l'homme*, op. cit., p. 169.

de donner une définition commune de celle-ci. Le débat se poursuit activement à ce propos actuel.

Par rapport à ces problèmes rencontrés dans le monde d'aujourd'hui, comment se positionne l'Eglise catholique par le biais de sa doctrine sociale ? La conception de l'Eglise catholique, quand il s'agit de la dignité humaine, ne change pas. Elle tient toujours à une conception basée sur la création de l'homme à l'image de Dieu.<sup>657</sup> Voici ce que dit le *Catéchisme de l'Eglise Catholique* : « La dignité de la personne humaine s'enracine dans sa création à l'image et à la ressemblance de Dieu ».<sup>658</sup> En confirmant cette position de l'Eglise catholique, nous allons présenter successivement la conception de Pères de l'Eglise et de la doctrine sociale.

#### **4.1.1.2 La conception de la dignité selon les Pères de l'Eglise**

En parlant de la dignité de la personne humaine, les Pères de l'Eglise partent de la réflexion sur la création de l'homme à l'image de Dieu et à sa ressemblance. J. Bruguès reprend l'idée de Clément de Rome selon laquelle, quand il s'agit de la création de l'homme à l'image de Dieu, celle-ci est considérée uniquement dans sa dimension spirituelle.<sup>659</sup> Il cite également Grégoire de Nysse qui dit que tout le cheminement spirituel de l'homme se base sur sa création à l'image divine.<sup>660</sup>

Bruguès indique que quand il s'agit de la réflexion sur la création de l'homme à l'image et à la ressemblance de Dieu, c'est saint Irénée de Lyon qui est le premier à établir une distinction cohérente entre image et ressemblance. Par l'image, l'homme jouit, dit saint Irénée, d'une intelligence et d'une liberté ; la ressemblance exprime un rétablissement dans la grâce opéré par le Logos et surtout un apprentissage de la vie parfaite. Si l'homme a été créé à l'image de Dieu, il l'a été comme un enfant, donc imparfait : « Nouvellement venu à l'existence, l'homme est un petit enfant, il ne peut donc être ni exercé, ni accoutumé à la vie parfaite. Si Dieu pouvait dès le début donner la perfection à l'homme, celui-ci, qui n'était qu'un petit enfant, se trouve incapable de la recevoir ».<sup>661</sup> La ressemblance exprime pour lui l'apprentissage de la vie.

Créé à l'image de Dieu et voué à lui ressembler, capable d'aimer et de se donner lui-même, puis de transmettre la vie, ainsi qu'il vient d'être dit, participant au monde visible et au monde invisible, placé au sommet de la création terrestre, l'homme est vraiment «...à peine moindre qu'un dieu ».<sup>662</sup> Le concept de personne résume l'ensemble de ces qualités uniques. Saint Thomas disait : « La personne est ce qu'il y a de plus parfait dans la nature ».<sup>663</sup>

Bruguès mentionne aussi l'idée de Kant quand il s'agit de l'identification de la personne. Il passe de l'idée de raison à celle de l'être qui est le sujet de cette raison : il

---

<sup>657</sup> Cf. R. BAUDOIN, *Doctrine sociale de l'Eglise*. Une histoire contemporaine, op. cit., p. 151 ; Cf. *Gaudium et spes*, n° 12.

<sup>658</sup> *Catéchisme de l'Eglise Catholique*, n° 1700.

<sup>659</sup> Cf. J.-L. BRUGUÈS, *Précis de théologie morale générale*. Anthropologie morale, Vol. II, Parole et Silence, Paris, 2002, p. 25.

<sup>660</sup> Cf. *ibid.*

<sup>661</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>662</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>663</sup> *Somme Théologique*, Ia, q. 29, a. 3.

l'appelle personne humaine.<sup>664</sup> Cette personne humaine jouit de deux propriétés essentielles en éthique. Elle est d'abord autonome, en ce sens que le sujet se constitue législateur de sa propre loi morale et qu'il se fait une obligation d'obéir à cette loi. Le concept de liberté est la clef de l'explication de l'autonomie de la volonté. Enfin, l'homme étant libre jouit d'une dignité intrinsèque dans la mesure où étant une fin en lui-même, il ne saurait jamais être traité comme moyen.<sup>665</sup> Face à cette vision kantienne, quelle est la conception de la doctrine sociale de l'Eglise concernant la dignité de la personne humaine ?

#### **4.1.1.3 La conception de la dignité selon la doctrine sociale de l'Eglise**

Le Concile souligne en premier lieu que la personne humaine a «...une dignité inaliénable car toute personne est créée à l'image de Dieu ».<sup>666</sup> L'Eglise affirme formellement cette dignité et le caractère sacré de chaque personne humaine. Elle indique d'abord que le sens de l'homme ne se comprend vraiment que dans sa relation à Dieu, origine et fin de toute vie. Elle souligne aussi que cette dignité de l'homme en question ne vient que de Dieu lui-même. C'est la raison pour laquelle, elle ne relativise pas cette dignité de la personne, l'image de Dieu en elle reste toujours irréversible. C'est dans cette perspective anthropologique que tous les hommes qui partagent la même condition ont la même dignité. Leur dignité est déterminée par l'image de Dieu et non pas par une simple convention sociale. C'est ce que fait l'enseignement social de l'Eglise lorsqu'il appuie la défense et la promotion des droits de l'homme « universels et inviolables ».<sup>667</sup> Car la dignité de la personne humaine se fonde, comme le confirme Léon XIII, sur l'égalité ontologique des hommes en tant qu'êtres créés à l'image de Dieu.

Cette égalité ontologique des personnes dont on parle, ajoute Patrick de Laubier, un enseignant de la doctrine sociale de l'Eglise, en reprenant l'idée de Léon XIII, «...réside dans le fait que tous, ayant la même nature, sont appelés à la même éminente dignité de Fils de Dieu, et en même temps que, une seule et même loi étant proposée à tous, chacun doit être jugé selon la même loi et recevoir les peines ou les récompenses suivant son mérite ».<sup>668</sup> Il est évident que l'égalité dont il s'agit ici est bien une égalité en valeur qui se traduit, premièrement, par une égalité de traitement et par un respect égal dû à tout homme. Par conséquent elle n'implique pas de manière nécessaire une égalité de fait au sein de la société et n'appelle pas non plus la nécessité d'une telle situation. Au contraire, il y a, dans les relations entre les hommes, « une inégalité de droit et de pouvoir qui émane de l'Auteur même de la nature ».<sup>669</sup>

A son tour, Jean XXIII reprend, dans son encyclique *Pacem in Terris*<sup>670</sup>, l'idée que l'homme créé à l'image de Dieu est une personne douée d'intelligence et de volonté libre, et par là, sujet de droits et de devoirs découlant de sa nature, donc universels et inaliénables. La

---

<sup>664</sup> Cf. J.-L. BRUGUÈS, *Précis de théologie morale générale*, op. cit., p. 107.

<sup>665</sup> Cf. *ibid.*, p. 107.

<sup>666</sup> *Gaudium et spes*, n° 12.

<sup>667</sup> *Ibid.*, n° 26.

<sup>668</sup> Citation de LEON XIII, reprise par P. de LAUBIER dans son livre intitulé *La pensée sociale de l'Eglise catholique*, Editions Universitaires, Fribourg, 1984, p. 14.

<sup>669</sup> *Ibid.*

<sup>670</sup> JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 9.



personne est considérée comme fondement de toute société.<sup>671</sup> Cette personne, dont la dignité est marquée par l'intervention du Christ dans l'histoire, est reconnue comme politiquement responsable.<sup>672</sup> La dignité dont il est ici question constitue le fondement de l'égalité entre tous les hommes : « Tous les hommes, doués d'une âme raisonnable et créés à l'image de Dieu, ont même nature et même origine ; tous rachetés par le Christ, jouissent d'une même vocation et d'une même destinée divine : on doit donc, et toujours davantage, reconnaître leur égalité fondamentale. Assurément, tous les hommes ne sont pas égaux quant à leur capacité physique, qui est variée, ni quant à leurs forces intellectuelles et morales qui sont diverses. Mais toute forme de discrimination touchant les droits fondamentaux de la personne, qu'elle soit sociale ou culturelle, qu'elle soit fondée sur le sexe, la race, la couleur de la peau, la condition sociale, la langue ou la religion, doit être dépassée et éliminée, comme contraire au dessein de Dieu ».<sup>673</sup> Voilà pourquoi la reconnaissance de la dignité de l'homme ne dépend pas de sa qualité physique ou intellectuelle, puisqu'elle n'est pas quelque chose que l'on rend ou donne à l'homme, mais c'est plutôt une valeur qu'on lui reconnaît.

Dès lors, l'Eglise catholique est consciente que la vie de l'homme, de par sa nature propre, grâce à son image et à sa ressemblance à Dieu, a une valeur de dignité inviolable, et tout homme, sans distinction, a la même valeur en dignité. C'est la raison pour laquelle l'Eglise catholique, par son enseignement socio-moral et éthique à travers la constitution pastorale *Gaudium et spes*, dénonce et réproouve toutes les violations de la dignité de vie de la personne humaine. A propos de ce sujet, voici ce que dit l'Eglise dans sa constitution pastorale : « Tout ce qui s'oppose à la vie elle-même, comme toute espèce d'homicide, le génocide, l'avortement, l'euthanasie et même le suicide délibéré : tout ce qui constitue une violation de l'intégrité de la personne humaine, comme les mutilations, la torture physique ou morale, les contraintes psychologiques ; tout ce qui est offense à la dignité de l'homme, comme les conditions de vie sous-humaines, les emprisonnements arbitraires, les déportations, l'esclavage, la prostitution, le commerce des femmes et des jeunes ; ou encore les conditions de travail dégradantes qui réduisent les travailleurs au rang de purs instruments de rapport, sans égard pour leur personnalité libre et responsable : toutes ces pratiques et d'autres analogues sont, en vérité, infâmes. Tandis qu'elles corrompent la civilisation, elles déshonorent ceux qui s'y livrent plus encore que ceux qui les subissent et insultent gravement à l'honneur du Créateur ».<sup>674</sup> L'homme créé à l'image de Dieu a une dignité inviolable.

De plus, le Magistère de l'Eglise, en la personne de Jean-Paul II, propose une conception très claire quand il s'agit de la dignité de la personne humaine, par rapport aux conceptions matérialistes de notre époque. Le matérialisme dans le sens habituel du mot désigne, dit le Souverain Pontife, le comportement pratique de ceux qui ne cherchent que la satisfaction immédiate de leurs instincts matériels sans se poser de questions. Ne compte que ce qui est matériel. L'homme, qui a sa propre dignité en vertu de sa création à l'image de Dieu, devient un objet matériel de production. Or, «...l'être humain, ajoute-t-il, est toujours une valeur en lui-même et pour lui-même, et il doit être considéré et traité comme tel ; jamais

---

<sup>671</sup> Cf. B. JAUBERT, *La morale en politique*, Desclée de Ouvrières, Paris, 1995, p. 111.

<sup>672</sup> Cf. JEAN XXIII, *Pacem in terris*, nn° 10-52.

<sup>673</sup> *Gaudium et spes*, n° 29, 1-2.

<sup>674</sup> *Ibid.*, n° 27, 3.

il ne peut être considéré et traité comme un objet dont on se sert, un instrument, une chose ».<sup>675</sup> L'homme est créé à l'image de Dieu : voilà donc un élément fondamental, qui constitue la clé de voûte de la doctrine sociale de l'Eglise. Cependant, l'homme pourrait-on dire, est encore plus que cela. Il est plus qu'une image, il est appelé par le mystère du Christ, Dieu fait homme, à cet admirable échange dont parlent les Pères, à une alliance qui produit une transformation intérieure, à la divinisation : « Il est capable de se connaître, de se posséder, et de librement se donner et entrer en communication avec d'autres personnes et il est appelé par grâce à une alliance avec son Créateur, à lui offrir une réponse de foi et d'amour ».<sup>676</sup>

De ce fait, selon la foi chrétienne et la doctrine sociale de l'Eglise, la dignité de la personne est fondée sur le fait que chaque être humain, quelles que soient sa race, sa religion, sa culture, a été créé à l'image de Dieu. L'homme, en tant qu'être créé à l'image de Dieu, a une dignité de personne, et celle-ci reste toujours inviolable. Par ailleurs, cet homme créé à l'image de Dieu est un être social. Car Dieu, en créant l'homme à son image et à sa ressemblance, ne l'a pas créé solitaire. L'être humain ne peut jamais se réaliser que dans la société, c'est-à-dire être en relation avec autrui, et la doctrine sociale de l'Eglise le confirme.

#### **4.1.2 La socialité comme caractéristique naturelle de l'homme.**

Quand il s'agit de la nature sociale de l'homme, celle-ci est déjà mentionnée par un philosophe de l'antiquité comme Aristote. Ce philosophe indique bien que «...l'homme est un animal politique plus que n'importe quelle abeille et que n'importe quel animal grégaire. Car, comme nous le disons, la nature ne fait rien en vain ; or seul parmi les animaux l'homme a un langage. (...) Mais le langage existe en vue de manifester l'avantageux et le nuisible, et par suite aussi le juste et l'injuste. Il n'y a en effet qu'une chose qui soit propre aux hommes par rapport aux autres animaux : le fait que seuls ils aient la perception du bien, du mal, du juste, de l'injuste et des autres notions de ce genre. Or avoir de telles notions en commun c'est ce qui fait une famille et une cité ».<sup>677</sup> Cela signifie que le caractère social et politique est naturel à l'homme. C'est grâce à ce caractère que l'homme, d'après Aristote, tend par nature à vivre en cité. Il réitère sa thèse sur la confirmation de l'existence naturelle, sociale et politique de l'homme dans son livre *Ethique à Nicomaque* en disant : « Personne ne choisirait de posséder tous les biens de ce monde pour en jouir seul, car l'homme est un être politique et naturellement fait pour vivre en société ».<sup>678</sup> L'accent est mis par Aristote sur le caractère social de l'homme parce qu'il croit que l'homme en tant qu'être inachevé ne réalise jamais ses fins que par l'insertion dans la société ou la cité. Cette dernière devient un élément nécessaire et indispensable pour l'achèvement de la nature de l'homme. Dans cette perspective, Despaigne affirme : « La société est indispensable à la réalisation de la vocation humaine. La nature même de l'homme le pousse par nécessité à vivre en société ».<sup>679</sup>

---

<sup>675</sup> JEAN PAUL II, *Christifideles laici*, n° 5.

<sup>676</sup> *Catéchisme de l'Eglise Catholique*, n° 357.

<sup>677</sup> ARISTOTE, *La politique*, Livre I, Chap. II, 1253 a 8 - 1253a 19.

<sup>678</sup> ARISTOTE, *Ethique à Nicomaque*, Chap. IX, 9, 1169b, 16.18.

<sup>679</sup> A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 58.

Le Concile Vatican II, par le biais de la Constitution pastorale *Gaudium et spes*, déploie une semblable conception sociale et communautaire de l'être humain : si la personne humaine est sacrée, elle est aussi sociale et sa dignité ne peut être réalisée et protégée qu'au sein d'une communauté humaine d'échanges et d'amour mutuel. « La personne humaine qui, de par sa nature même, a absolument besoin d'une vie sociale, est et doit être le principe, le sujet et la fin de toutes les institutions. La vie sociale n'est donc pas pour l'homme quelque chose de surajouté ; aussi c'est par l'échange avec autrui, par la réciprocité des services, par le dialogue avec ses frères que l'homme grandit selon toutes ses capacités et peut répondre à sa vocation ».<sup>680</sup> Pour saint Thomas d'Aquin, cité en GS 25, cette vocation est le propre de l'homme. L'homme en tant qu'être doué de raison, d'intelligence et de liberté est capable d'être en relation avec autrui et avec la Transcendance, car la capacité à entrer en société avec autrui et avec Dieu est le propre de l'homme. Et il ajoute que la vie sociale ne constitue pas une sorte d'ajout à sa nature, mais un besoin essentiel de son être, car «...il existe une interdépendance entre l'essor de la personne et le développement de la société ».<sup>681</sup>

Enfin nous tenons aussi compte du caractère transcendant de la relation naturelle de l'homme. L'homme, en tant qu'être créé à l'image de Dieu, ne se contente pas d'être en relation avec ses semblables mais il est capable d'être en relation avec la Transcendance, comme disait Emmanuel Mounier. C'est-à-dire que l'homme ne se replie pas sur la dimension horizontale mais s'ouvre à la dimension verticale puisque sa «...ressemblance avec Dieu met en lumière que l'essence et l'existence de l'homme sont, de manière constitutive, en relation avec Dieu de la façon la plus profonde qui soit ».<sup>682</sup> Cette relation n'est pas une relation acquise mais déjà naturelle. L'homme est, en vertu de son intelligence naturelle, «...appelé à une plénitude de vie qui va bien au-delà des dimensions de son existence sur terre, puisqu'elle est la participation à la vie même de Dieu ».<sup>683</sup> Cela veut dire qu'il est aussi fait pour être en relation avec Lui. Car nous savons que la vie de l'homme, sans être en relation avec Dieu, n'atteint jamais l'épanouissement intégral. Toute sorte de relation, quelle qu'elle soit, converge vers Dieu. Car il est la fin ultime de notre vie. Un être digne est un être capable d'être en relation avec ses semblables et la Transcendance. Et cette relation bilatérale qui est propre de l'homme constitue également la dignité.<sup>684</sup> Cette dignité en question est aussi une caractéristique propre de la personne humaine, car parmi toutes les créatures, seule la personne humaine a cette dignité. Elle n'est pas un objet, elle n'est pas une chose matérielle mais elle est une personne vivante, un être humain. C'est dans ce respect du principe de la dignité de la personne que se fonde le principe du bien commun.

## 4.2 La notion du bien commun

Le fondement de la réflexion de la doctrine sociale se focalise sur la dignité de la personne humaine. Cette dignité ontologique est la base de l'égalité foncière de tous les

---

<sup>680</sup> *Gaudium et spes*, n° 25.

<sup>681</sup> Ibid., n° 25, 1.

<sup>682</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 109.

<sup>683</sup> JEAN PAUL II, *Evangelium vitae*, n° 2.

<sup>684</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 24.

hommes.<sup>685</sup> Et c'est sur ce principe de dignité que reposent tous les autres principes de la doctrine sociale, en particulier celui du bien commun.

En parlant du bien commun, il est vraiment difficile de le définir en une phrase, du fait que la notion du bien commun change au fur et à mesure du temps et de l'espace. C'est à partir de Jean XXIII que nous avons une claire notion du bien commun. Dans son encyclique *Pacem in terris*, Jean XXIII affirme que les particularités ethniques qui distinguent les différents groupes humains s'inscrivent dans l'aire du bien commun, sans suffire pour autant à sa définition complète. Ce bien commun, dit-il, «...ne peut être défini doctrinalement dans ses aspects essentiels et les plus profonds, ni non plus être déterminé historiquement qu'en référence à l'homme; il est, en effet, un élément essentiellement relatif à la nature humaine ».<sup>686</sup> Le Concile Vatican II joue un rôle décisif dans le renouvellement de la morale sociale.<sup>687</sup> Quand il s'agit du bien commun, la notion est largement abordée, soit directement, comme dans le paragraphe 26 de *GS*, soit de manière plus allusive par exemple à propos du mariage, au numéro 50. Dans la Constitution *Gaudium et spes*, elle n'apparaît pas moins de vingt-neuf fois. Lorsqu'elle est mentionnée, c'est à propos de la marche vers la perfection, des impasses d'une éthique individualiste, des laïcs et de la prise d'initiatives, de la culture, de la gestion des ressources, de la rémunération du travail, de la propriété privée, de la vie politique, de la paix.<sup>688</sup> Elle apparaît également sous la forme d'une expression nouvelle telle que le bien commun universel.<sup>689</sup>

Pour le Concile Vatican II, par le biais de la Constitution pastorale *Gaudium et spes*, la notion du bien commun est comprise dans sa dynamique ; elle se définit comme « l'ensemble des conditions sociales qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun de leurs membres, d'atteindre leur perfection d'une façon plus totale et plus aisée ».<sup>690</sup> Le document conciliaire approfondit la présentation du concept de socialisation en l'articulant à une anthropologie de l'homme relié aux autres. L'insistance porte sur la conversion permanente au bien qui doit soutenir le mouvement de socialisation, tant l'égoïsme et l'orgueil pervertissent le climat social. Car le bien est une réalité d'ordre spirituel qui se déploie au sein d'un ordre propre aux communautés humaines. L'ordre moral repose sur la vérité, se réalise dans la justice qui doit être vivifiée dans l'amour et trouve dans la liberté un équilibre sans cesse rétabli et toujours plus humain.<sup>691</sup> Cette nouvelle définition claire et nette du bien commun, donnée par le Concile Vatican II, souligne qu'il n'est donc pas dans la perfection elle-même, mais dans les conditions qui la permettent. Il est à construire ; il n'est pas un résultat mais un processus une recherche toujours ouverte.<sup>692</sup>

---

<sup>685</sup> Cf. R. MINNERATH, *Doctrine sociale de l'Eglise et bien commun*, op. cit., pp. 28-29.

<sup>686</sup> JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 55.

<sup>687</sup> Cf. P. COULANGE, *Vers le bien commun*, op. cit., p. 85.

<sup>688</sup> Cf. *ibid.*

<sup>689</sup> *Gaudium et spes*, n° 68.

<sup>690</sup> Cf. *Supra.*, Pourquoi le choix du bien commun, p. 4.

<sup>691</sup> Cf. *ibid.*, n° 26, 2.

<sup>692</sup> Cf. P. COULANGE, *Vers le bien commun*, op. cit., p. 24.

Or aujourd'hui, si nous parlons du bien commun, celui-ci se situe à différents niveaux<sup>693</sup> : celui du pays ou de la région, celui de la doctrine et celui d'un penseur. Voilà pourquoi il est nécessaire de présenter l'évolution de la conception de ce qu'est le bien commun à travers la réflexion menée par différents auteurs et surtout par le Magistère de l'Eglise.

#### **4.2.1 Les différentes conceptions du bien commun**

Quand il s'agit de la réflexion sur ce qu'est le bien commun, il faut d'emblée souligner que cette notion n'est pas statique ou figée mais qu'elle évolue au fur et à mesure du temps et de l'espace, des circonstances et des contextes, des auteurs et des doctrines. La réflexion d'auteurs récents et plus anciens, et également celle de doctrines comme particulièrement le socialisme et le libéralisme, sans oublier le néolibéralisme, forment un éventail de propositions qu'il importe de scruter maintenant.

##### **4.2.1.1 La conception du bien commun selon différents auteurs**

Dans le monde d'aujourd'hui, lorsque nous parlons de la notion du bien commun, celle-ci est loin d'être exclusive ou particulière. Elle est effectivement inclusive c'est-à-dire qu'elle embrasse tout ce qui concerne la dimension intégrale de la vie de l'homme : économique, politique, sociale, culturelle, environnementale et même spirituelle.<sup>694</sup> Cela veut dire qu'on considère le bien commun comme quelque chose de substantiel et de tangible. D'où la présence fréquente de cette notion dans le discours politique, économique et même écologique. Elle est utilisée dans des sens divers : un bien commun est un bien qui n'est pas la propriété individuelle ou collective de personnes. Il est donc accessible à tous, comme l'océan ou l'air que nous respirons.<sup>695</sup>

Si nous remontons à la période scolastique, Thomas d'Aquin articule, dans sa *Somme Théologique*, l'apport de la pensée d'Aristote avec les exigences de la pensée chrétienne. L'homme est un être politique qui vit par et dans la cité. Fondamentalement, le politique est la visée ultime et organisatrice des relations entre les hommes. Son principe d'action est le plus grand bien de la cité, le bien parfait qui se suffit à lui-même, le souverain bien ou bien humain. La communauté politique n'a pas pour but d'asservir l'homme mais de le faire naître à lui-même en l'aidant à atteindre une fin plus haute : le bien vivre ou le bonheur de vivre ensemble.<sup>696</sup> Déjà Cicéron confirmant que le bien commun est l'essence de la politique. Si la vie politique est le bien propre de l'homme, disait-il, nous avons là première définition du bien commun. Il existe sans doute des biens propres à chaque individu. Mais il y a un bien de l'homme en tant qu'homme et par définition, ce bien ne peut pas être propre à chaque individu, il est commun à tous ceux qui vivent dans la Cité. Par conséquent agir en vue de la vie dans une Cité juste, c'est ce que tout homme raisonnable peut faire de mieux en vue de

---

<sup>693</sup> Cf. B.-M. DUFFE, *Actualité du discours social de l'Eglise*. Actes du Colloque du 16 mars 1991, Université Catholique de Lyon, Profac, Lyon, 1991, p. 34.

<sup>694</sup> Cf. I. BERTEN, A. BUEKENS et L. MARTINEZ, *Enterrée, la doctrine sociale ?*, op. cit., p. 24.

<sup>695</sup> Cf. *ibid.*

<sup>696</sup> *Somme Théologique*, Ia-IIae, q. 94, a. 2.

son bien véritable. Ce bien n'est autre chose que le bien commun qui réside d'abord dans l'ordre légal qui régit la Cité.<sup>697</sup>

Par contre, F. Flahault, en donnant une définition du bien commun, part de la mise en valeur de la coexistence sociale des personnes humaines. L'état de nature de l'être humain, c'est l'état social. Aucune personne humaine n'a pu venir à l'existence hors d'un être à plusieurs.<sup>698</sup> On peut dire alors que, dans ce sens, la société devient indispensable pour l'homme. Un homme ne peut jamais vivre sans être parmi les hommes. De plus l'auteur met aussi l'accent sur l'importance de l'air, car, dit-il, l'air fait partie des éléments vitaux grâce auxquels vivent nos organismes. La coexistence constitue elle aussi l'élément vital indispensable à nos existences en tant que personnes. C'est la raison pour laquelle il définit le bien commun comme « l'ensemble de ce qui soutient la coexistence et par conséquent l'être même de la personne ».<sup>699</sup> De même, le juriste E. Fatôme s'aligne sur l'idée de Flahault en proposant sa définition du bien commun. Les biens communs sont, affirme-t-il, «...réservés à l'usage de tous, ils ne peuvent faire l'objet d'aucune appropriation. Il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous ».<sup>700</sup> Tous les autres biens étant en principe appropriables, cette catégorie de biens communs où n'entre pas la propriété privée est une exception à la règle de l'appropriation. Et il classe l'environnement, à savoir l'air, la mer, la terre<sup>701</sup> comme des biens communs.

La défense de la conception substantielle du bien commun est, de nos jours, une revendication forte de nombreux mouvements sociaux. Elle inclut tant les éléments indispensables à la vie comme l'eau et les semences que les services publics, aujourd'hui démantelés par les politiques néolibérales, au Sud comme au Nord. La lutte de ces organisations consiste en une opposition aux vagues de privatisations qui ont affecté la plus grande partie des réseaux publics, depuis les chemins de fer, l'électricité, l'eau, les transports, la téléphonie, jusqu'à la santé et l'éducation, mais aussi les forêts, les rivières et les terres.<sup>702</sup> Pourquoi lutte-t-on pour la défense de l'ensemble de ces biens, dès lors qu'ils sont estimés comme biens communs de tous, c'est-à-dire qu'ils concernent intrinsèquement la vie quotidienne de l'homme ?

C'est dans ce sens que Minnerath considère le bien commun comme relatif à la nature humaine. Il le définit substantiellement comme quelque chose «...au-delà des intérêts de groupes ethniques, professionnels ou autres, il n'est véritablement le patrimoine de tous les membres d'une société donnée que s'il représente la satisfaction des besoins inhérents à tout homme. Le bien commun inclut alors tous les biens, physiques, économiques, intellectuels, artistiques qui ne sont accessibles à l'homme que grâce à la société ».<sup>703</sup> On peut dire dans ce sens que le bien commun, d'après la définition donnée par Minnerath, est l'ensemble des éléments indispensables qui permettent aux personnes et aux communautés humaines

---

<sup>697</sup> Cf. CICERON traduit par M. TESTARD, *Les devoirs. T. II, Livres II et III*, Cerf, Paris, 2003, p. 118.

<sup>698</sup> Cf. F. FLAHAULT, *Où est passé le bien commun ?*, Mille et une nuits, Paris, 2011, p. 113.

<sup>699</sup> Ibid., p. 114.

<sup>700</sup> E. FATÔME, *Bien public, bien commun*, Dalloz, Paris, 2011, p. 100.

<sup>701</sup> Cf. ibid., p. 99.

<sup>702</sup> Cf. F. HOUTART, *Des biens communs au Bien commun de l'humanité*, op. cit., p. 7.

<sup>703</sup> R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*. La proposition catholique, op. cit., pp. 32-33.

d'atteindre, grâce à leur insertion dans la société, leur plein épanouissement et leur développement intégral, c'est-à-dire le développement de tout homme et de tout l'homme.

Pour sa part, le philosophe J. Maritain met également l'accent sur la définition substantielle du bien commun. Pour le définir, il importe tout d'abord de déterminer ce qu'il n'est pas. Dès le début du premier chapitre de son ouvrage sur la démocratie, chapitre intitulé « la société des personnes humaines »<sup>704</sup>, il précise ce que le bien commun n'est pas. Il n'est pas un bien individuel ou une collection de biens individuels. En cela le philosophe s'oppose au libéralisme qui nie la dimension sociale de la personne humaine. Pour J. Maritain, la société n'est pas accessoire. Elle est une condition essentielle de l'épanouissement de la personne. Il s'ensuit que, dans sa dimension économique, le bien commun ne relève pas de la microéconomie mais de la macroéconomie. Pour échapper aux difficultés des détails, l'économiste doit réfléchir à la vie humaine du point de vue de l'ensemble et non pas simplement du point de vue des individus. De ce que le bien commun n'est pas individuel, l'auteur déduit que le travail politique ne consiste pas simplement à veiller au respect de la liberté de chacun. Il doit contribuer à la reconnaissance des droits fondamentaux de chaque personne.

Par ailleurs, Maritain définit le bien commun comme la bonne vie humaine pour la multitude. Il s'agit de donner à chacun et à chacune la mesure d'indépendance qui convient à la vie civilisée. Le bien commun ne consiste pas simplement à nourrir, loger, soigner et éduquer les personnes. Il est une réalité qui intègre la dimension politique et spirituelle. « La personne a une dignité absolue parce qu'elle est dans une relation directe avec l'absolu dans lequel seul elle peut trouver son plein accomplissement ».<sup>705</sup> Selon cette conception, le bien commun n'est propre ni au tout ni aux parties. C'est le bien que partage l'ensemble de la société et les éléments de celle-ci. Après avoir écarté la vision libérale du bien commun, J. Maritain en réfute la conception totalitaire. Le bien commun n'est pas propre à l'ensemble et donc à l'Etat qu'il représente. Il doit être redistribué et concerne toutes les personnes.

De son côté, Jean-Marie Aubert part, pour définir le bien commun, de la hiérarchie relationnelle de l'être humain. Celui-ci appartient, dit-il, à deux ordres de choses qui dépendent l'un de l'autre. L'un, fondamentale, est la relation verticale de l'homme, c'est-à-dire sa relation avec la Transcendance ; l'autre est la relation horizontale, c'est-à-dire celle avec ses semblables, qui constitue l'ordre social. Quand il s'agit de la première, elle concerne la totalité de l'homme, et sa signification la plus profonde. La seconde ne le concerne que sous l'aspect de son être social, c'est-à-dire en tant qu'il «...fait partie de la société qui lui est obligatoire, pour atteindre sa perfection terrestre, condition de sa perfection ultime ».<sup>706</sup> Le bien propre du corps social est appelé encore le bien commun.<sup>707</sup> Jean-Marie Aubert reprend ainsi la formule de Pie XII en définissant le bien commun comme la totalité des «...conditions extérieures nécessaires à l'ensemble des citoyens, pour le développement de leurs qualités, de leurs fonctions, de leur vie matérielle, intellectuelle et religieuse ».<sup>708</sup> Cela signifie que le bien

---

<sup>704</sup> Cf. J. MARITAIN, *Christianisme et démocratie, les droits de l'homme*, Desclée de Brouwer, Paris, 2005, p. 132.

<sup>705</sup> Ibid., p. 133.

<sup>706</sup> J.-M. AUBERT, *Vivre en chrétien au XXe siècle*, op. cit., pp. 166-167.

<sup>707</sup> Ibid., p. 167.

<sup>708</sup> Ibid.

commun touche la vie intégrale de l'homme. Mais par rapport à cette vision du bien commun, comment le décrire dans les différentes doctrines, en particulier celles du socialisme, du libéralisme et du néolibéralisme dont l'analyse va suivre ?

#### **4.2.1.2 La conception du bien commun dans différentes doctrines**

C'est la vision du bien commun du socialisme et du libéralisme ou néolibéralisme qu'il importe d'analyser à présent pour percevoir en quoi ils se séparent de l'approche chrétienne. S'agissant du socialisme, inséparable en tant que système du « communisme », il appert que c'est une «...doctrine qui tend à la collectivisation des moyens de production, à la répartition des biens de consommation suivant les besoins de chacun et à la suppression des classes sociales ».<sup>709</sup> Cette définition souligne à l'évidence qu'il y a un rapport étroit entre les deux systèmes politiques, surtout du point de vue de la finalité.

En principe, le socialisme et le communisme ont comme finalité l'égalité de tous les hommes dans une société donnée. Ils préconisent la propriété collective de tous les biens dans la société. Pour Karl Marx, le socialisme représente une phase de préparation nécessaire à l'avènement du communisme où l'ensemble des hommes seront égaux. Jean-Yves Calvez nous présente la définition suivante du mouvement communiste : « Le véritable communisme devra être l'expression positive de la suppression de la propriété privée, l'acte de supprimer la propriété privée entraînant la constitution d'une nouvelle forme de société économique, d'une société communiste ».<sup>710</sup> Ainsi le communisme est la suite logique du principe socialiste. On évite toute forme d'accaparement des biens sociaux.<sup>711</sup> En plus, le socialisme pense également que pour construire le bien commun, il faut instaurer le bonheur complet sur terre, sans aucune référence à une destinée transcendante, c'est-à-dire sans référence à Dieu.<sup>712</sup> Or cette pensée du socialisme est à l'antipode de celle de l'Eglise catholique concernant le bien commun. Car pour l'Eglise catholique, le bien commun ne consiste pas seulement en objets matériels mais aussi spirituels, c'est-à-dire dans l'épanouissement intégral de tout homme et de tout l'homme.

Dans sa vision du bien commun, le libéralisme et surtout le néolibéralisme, selon Jean-Yves Calvez, ne tiennent aucun compte de la dimension éthique ou morale de l'homme. Ce qui compte pour eux, c'est seulement le bien-être matériel de l'homme, un homme tellement libre qu'il n'a plus aucun goût de Dieu.<sup>713</sup> Le bien commun est, dans la conception du libéralisme, avant tout économique, et donc constitué par la prospérité du libre échange commercial.<sup>714</sup> Riccardo Petrella, un politologue et économiste italien, opère une analyse sur l'idée du néolibéralisme. D'après lui, le néolibéralisme réduit l'homme au rang de ressource humaine. L'homme est un objet de production. Cela signifie que le travailleur cesse d'être un sujet social. Inutile ainsi de parler de droit au travail. Le droit de la ressource humaine à l'existence et au revenu dépend de sa performance, de sa rentabilité. Elle doit prouver qu'elle est employable : de là, la substitution du principe du droit au travail par le principe

---

<sup>709</sup> LAROUSSE DE POCHE, op. cit., p. 157.

<sup>710</sup> J.-Y. CALVEZ, *La pensée de Karl Marx*, op. cit., p. 275.

<sup>711</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ, *Chrétiens penseurs du social. L'après-guerre, (1945-1967)*, Cerf, Paris, 2006, p. 91.

<sup>712</sup> Cf. P. de LAUBIER, *La pensée sociale de l'Eglise catholique*, op. cit., p. 43.

<sup>713</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ, *Chrétiens penseurs du social. Après le Concile (1968-1988)*, op. cit., p. 106.

<sup>714</sup> Cf. F. HOUTART, *Des biens communs au Bien commun de l'humanité*, op. cit., p. 132.



d'employabilité.<sup>715</sup> Pour le libéralisme ou le néolibéralisme, la notion du bien commun se focalise essentiellement sur une conception économiste et matérialiste.

De même, d'après l'analyse opérée par Berten, le néolibéralisme n'a pas pour objectif le souci du bien commun mais l'économie de marché : une société qui de part en part est régie par le marché. Or la seule mise en valeur de l'économie de marché ne suffit pas à garantir le bien commun. Certes, poursuit le théologien catholique « le marché peut assurer de la meilleure manière la production et distribution de nombre des biens, à l'avantage de tous. Mais il est incapable d'assurer l'offre de biens non solvables, qui sont pourtant essentiels pour assurer la dignité de tous ceux dont les ressources monétaires sont très faibles pour avoir accès à ces biens ; il est incapable d'offrir des services de base à caractère universel, c'est-à-dire accessibles et de qualité égale pour tous ; il est incapable d'assurer la sauvegarde ou la promotion de biens publics comme l'environnement, la qualité des sols ou de l'eau des rivières, la beauté et la propreté de tous les espaces publics, le même niveau de sécurité pour tous les citoyens, etc. De plus, le marché laissé à lui-même creuse les écarts et développe ainsi des sociétés de plus en plus discriminantes. Fondamentalement, le marché est incapable d'assurer par lui-même le bien commun ». <sup>716</sup> Cela nous permet de constater que lorsqu'on parle du bien commun, il ne suffit pas seulement de se replier sur le bien matériel de l'homme, mais il convient de se soucier et de faire valoir son bien intégral. C'est dans ce sens que J. Geneviève, titulaire d'une maîtrise en mathématiques et diplômée en sciences économiques, directrice de programmes au Conseil œcuménique des Eglises, définit le bien commun comme l'ensemble des conditions de la vie en société qui permettent aux groupes sociaux et à leurs membres individuels de vivre ensemble et de s'épanouir : la justice, la paix, la solidarité, la viabilité de l'environnement en sont les caractéristiques essentielles.<sup>717</sup> Ainsi le bien commun affecte la vie intégrale de l'homme dans la société. Face à ces affirmations comment la doctrine sociale de l'Eglise se positionne-t-elle ?

#### **4.2.2 Le bien commun dans la conception du Magistère de l'Eglise**

Quel est l'enseignement du Magistère sur la conception du bien commun ? Y a-t-il évolution dans sa doctrine ? En effet la conception n'est pas statique ou figée, mais elle évolue au gré des époques et des situations. Depuis Léon XIII jusqu'à François, elle est contextuelle, c'est-à-dire marquée par les circonstances. Voilà que chacun d'eux a sa conception pour définir le bien commun.

Depuis Léon XIII à Pie XII, il n'y a pas de définition proprement dite du bien commun, la conception socio-éthique du bien commun concerne, tout d'abord, la question de la justice sociale au sein d'une société. C'est dans cette perspective que culmine la pensée de Léon XIII au sujet de la notion du bien commun. Léon XIII, dans *Rerum novarum*, n'emploie pas ce terme, mais plutôt celui de l'intérêt commun.<sup>718</sup> L'encyclique est d'abord dirigée contre le mouvement socialiste condamné comme athée, égalitaire et prônant la lutte des classes.

---

<sup>715</sup> Cf. R. PETRELLA, *Pour une nouvelle narration du monde*. Eco-société, Gatineau, Québec, p. 66.

<sup>716</sup> I. BERTEN, A. BUEKENS et L. MARTINEZ, *Enterrée, la doctrine sociale ?*, op. cit., p. 29.

<sup>717</sup> Cf. J. GENEVIEVE, *Les droits de l'homme et l'impunité des crimes économiques*, Cerf, Paris, 2009, p. 165.

<sup>718</sup> LEON XIII, *Rerum novarum*, n° 26, dans COLL., *Le discours social de l'Eglise catholique*, de Léon XIII à Benoît XVI, op. cit., p. 807.

Mais en mettant en garde les ouvriers contre la tentation du socialisme, le pape se soucie de leur sort, il décrit la condition des ouvriers exploités et prend leur défense. Car au temps de Léon XIII, l'idéologie marxiste s'affirme et gagne en audience dans la classe ouvrière. Marx décrit la vie sociale comme une lutte des classes sans compromis. A l'encontre de cette vision du monde, porteuse d'une anthropologie contraire à la perspective de filiation divine et de fraternité au sein de la famille humaine, le pape rappelle fermement le socle de la tradition : « La perfection de toute société consiste, en effet, à poursuivre et à atteindre la fin en vue de laquelle elle a été fondée, en sorte que tous les mouvements et tous les actes de la vie sociale naissent du même principe d'où est née la société ».<sup>719</sup> Au sein de la société, ce n'est pas l'affrontement des classes qui doit être le principe organisateur mais la juste relation des personnes, en fonction de leur rôle au service de tous.

Dans ce cadre, l'Etat, c'est-à-dire tout gouvernement qui répond aux préceptes de la raison naturelle et des enseignements divins, détient une autorité. Cette autorité est légitime quand elle sert l'intérêt commun ou le bien public, en favorisant la prospérité tant publique que privée et en observant les lois de la justice distributive.<sup>720</sup> L'encyclique présente cette exigence comme un enseignement de la philosophie et de la foi chrétienne : toute autorité venant de Dieu doit être exercée selon le modèle divin d'une paternelle sollicitude pour chaque créature en particulier, comme pour leur ensemble, et veiller particulièrement au sort des plus pauvres. Cette première prise de parole, située au cœur du conflit entre classe ouvrière déshéritée et riches propriétaires, pose le socle d'une finalité sociale commune en insistant sur la valeur d'équité et de justice sociale. Sans tenir compte de ces valeurs, il n'y a pas de vision à réaliser ensemble le bien commun.

Dans son encyclique *Quadragesimo anno* (1931), c'est-à-dire au cœur de la crise de 1929, Pie XI dénonce la dérive du capitalisme. Car le capitalisme considère le profit comme motif essentiel du progrès économique, la concurrence comme loi suprême de l'économie, la propriété privée des biens de production comme un droit absolu, sans limites ni obligations sociales correspondantes.<sup>721</sup> Le régime capitaliste n'est pas, dit-il, mauvais en soi mais c'est seulement son système politique économique qui n'est pas conforme à l'esprit de la doctrine sociale de l'Eglise. Ce système tourne à l'exploitation de l'homme. Il traite seulement l'homme comme un objet de production. Il domine le genre humain tout entier. La concentration du pouvoir économique, fruit naturel de la concurrence, conduit à l'impérialisme et provoque une crise du pouvoir politique.<sup>722</sup>

Quand il s'agit de la nature du bien commun, le Pape définit que celui-ci est du domaine de l'équité et de la justice sociale. La justice sociale dont il parle se base sur la répartition équitable des biens de la création. Face à la crise profonde vécue par la majorité de la population, le Pape prend comme priorité la révision du partage de la richesse pour que tous

---

<sup>719</sup> LEON XIII, *Rerum novarum*, n° 2.

<sup>720</sup> Le critère de la justice distributive est « à chacun selon son dû ». Ainsi les citoyens doivent-ils apporter leur part à la masse des biens communs et l'Etat doit-il faire en sorte que chacun reçoive une part convenable des biens que chacun a procurés à la société. Cf. M.-A. FONTELLE, *Construire la Civilisation de l'amour*. Synthèse de la doctrine sociale de l'Eglise, op.cit., pp. 392-393.

<sup>721</sup> Cf. PIE VI, *Popularum progressio*, n° 26.

<sup>722</sup> Cf. PIE XI, *Quadragesimo anno*, n° 116.

jouissent des biens de la création en vertu de la mise en œuvre effective de la justice sociale. Le texte souligne le principe de justice sociale qui doit prévaloir dans la genèse du bien commun : « Il importe donc d'attribuer à chacun ce qui lui revient et de ramener aux exigences du bien commun ou aux normes de la justice sociale, la distribution des ressources de ce monde, dont le flagrant contraste entre une poignée de riches et une multitude d'indigents atteste de nos jours, aux yeux de l'homme de cœur, les graves dérèglements ». <sup>723</sup> La répartition équitable ne signifie pas qu'il faille une égalité de partage mais que chacun doive avoir sa part selon son mérite, en tenant compte de la compétence de chacun. En un mot, Pie XI définit exclusivement le bien commun à travers le partage équitable des biens de ce monde, c'est-à-dire dans le sens que le partage respecte bien la justice sociale. C'est encore une définition exclusive parce que celle-ci affecte seulement le domaine social de l'homme.

A partir de Jean XXIII la conception du bien commun évolue. Il est le premier à avoir proposé une définition claire et distincte du bien commun du point de vue de l'enseignement social de l'Eglise. <sup>724</sup> Dans son encyclique *Mater et magistra*, le Pape affirme que le bien commun devient comme la clé de voûte de la doctrine sociale de l'Eglise. Car la dignité de la personne humaine dont l'Eglise parle ne se réalise qu'à travers le respect et la mise en œuvre du principe du bien commun. C'est la raison pour laquelle le Pape nous dit, dans son encyclique *Mater et magistra* : « A cette fin les responsables politiques doivent avoir une claire notion du bien commun » <sup>725</sup>, et il le définit comme « L'ensemble des conditions sociales permettant à la personne d'atteindre mieux et plus facilement son plein épanouissement ». <sup>726</sup> Et Jean XXIII précise bien que, pour ce faire, tous les membres du corps social c'est-à-dire, les syndicats, les associations, la société civile et les institutions qu'elles soient étatiques ou non-étatiques sont tenus de collaborer, chacun dans sa sphère, au bien de l'ensemble c'est-à-dire au bien commun. <sup>727</sup> Cette prise de responsabilité de tous au sein de la communauté doit se conjuguer avec l'exercice d'une liberté responsable, car l'authentique communauté est une communauté de personnes, de sujets de droits porteurs d'un rôle à remplir au service de tous. <sup>728</sup>

De plus, Jean XXIII reconnaît, deux ans plus tard, dans *Pacem in terris* : « Le bien commun est en effet, un élément essentiellement relatif à la nature humaine. Il concerne l'homme tout entier, avec ses besoins tant spirituels que matériels ». <sup>729</sup> L'objet du bien commun vise donc bel et bien l'homme intégral. De même le concile Vatican II, à la suite de Jean XXIII, par le biais de la Constitution pastorale *Gaudium et spes*, revient à définir le bien commun comme « ...l'ensemble des conditions sociales permettant aux sociétés d'arriver à leur fin ». <sup>730</sup> Dans ce sens, la définition du bien commun touche le tout de la vie de l'homme et de la société à savoir le domaine matériel, intellectuel et surtout spirituel. « Tout groupe doit tenir compte des besoins et des aspirations légitimes des autres groupes, et plus encore du

<sup>723</sup> Ibid., n° 64.

<sup>724</sup> Cf. I. BERTEN, A. BUEKENS et L. MARTINEZ, *Enterrée, la doctrine sociale ?*, op. cit., p. 25.

<sup>725</sup> JEAN XXIII, *Mater et magistra*, n° 65.

<sup>726</sup> Cf. supra, Pourquoi le choix du bien commun, p. 3.

<sup>727</sup> Cf. M.-A. FONTELLE, *Construire la Civilisation de l'amour*, op. cit., p. 562.

<sup>728</sup> Cf. JEAN XXIII, *Pacem in terris*, nn° 53-59.

<sup>729</sup> JEAN XXIII, *Pacem in terris*, nn° 53-55.

<sup>730</sup> *Gaudium et spes*, n° 26, 1.

bien commun de l'ensemble, de la famille humaine ». <sup>731</sup> Ainsi nous pouvons dire qu'à partir de Jean XXIII, la définition du bien commun n'est plus exclusive mais inclusive. Elle embrasse l'intégralité de l'homme.

Viendra Jean Paul II qui, dès le début de son pontificat, condamne la doctrine du socialisme et du communisme et absolutise le sens du bien commun ou bien l'intérêt commun de la société. Il considère que la conception socialiste est une erreur fondamentale. Etant donné que ce dernier «...réduit l'homme à un ensemble de relations sociales, et c'est alors que disparaît le concept de la personne comme sujet autonome et sujet de décision morale qui construit l'ordre social par cette décision. De cette conception erronée de la personne découle la désinformation du droit qui définit la sphère d'exercice de la liberté, ainsi que le refus de la propriété privée ». <sup>732</sup> En effet, si l'homme n'a pas la possibilité de trouver le vrai sens de sa personne, ajoute-t-il, cela rend beaucoup plus difficile la reconnaissance de sa propre dignité et entrave la progression vers la constitution d'une authentique communauté humaine. <sup>733</sup> De plus, pour confirmer cette condamnation du socialisme, Jean Paul II reprend l'idée de l'encyclique *Rerum novarum* et toute la doctrine sociale de l'Eglise en affirmant : « Le caractère social de l'homme ne s'épuise pas dans l'Etat, mais il se réalise dans les divers groupes intermédiaires, de la famille aux groupes économiques, sociaux, politiques et culturels qui, découlant de la même nature humaine, ont toujours à l'intérieur du bien commun leur autonomie propre ». <sup>734</sup> De plus, il précise que ce concept du bien commun est défini comme davantage moral que politique, en parlant «...du bien de tous et de chacun parce que tous nous sommes responsables de tous». <sup>735</sup> Jean Paul II veut insister sur le principe fondamental : la répartition équitable des biens de la création. Ceux-ci sont destinés, dit-il, à tous et non à être l'apanage d'une minorité.

Enfin, le *Catéchisme de l'Eglise catholique* rappelle trois éléments essentiels quand il s'agit du bien commun. Le premier, c'est le respect profond de la personne humaine : les pouvoirs publics sont obligés de respecter en tant que tels les droits fondamentaux et inviolables de la personne humaine. <sup>736</sup> Dans ce sens, nous pouvons dire que le bien commun doit toujours tenir compte des droits fondamentaux de l'homme : « droit de choisir et d'agir selon la droite règle de sa conscience, droit à la sauvegarde de la vie privée et à la juste liberté d'appartenance, y compris en matière politique et religieuse ». <sup>737</sup> Le deuxième élément, c'est la préoccupation du bien-être social et le développement du groupe lui-même. C'est dans ce point que le *catéchisme de l'Eglise catholique* rappelle les devoirs primordiaux de la société en matière de développement du bien commun. La société doit rendre accessible à chacun ce dont il a besoin pour mener une vie vraiment humaine : « nourriture, vêtement, santé, travail, éducation et culture, information convenable, droit de fonder une famille ». <sup>738</sup> Le troisième

---

<sup>731</sup> Ibid.

<sup>732</sup> JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 13, dans COLL., *Les 14 encycliques de Jean Paul II présentées par le cardinal Joseph Ratzinger*, éditeur, op. cit., pp. 494-495.

<sup>733</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 13, dans COLL., *Les 14 encycliques de Jean Paul II présentées par le cardinal Joseph Ratzinger*, op.cit., p. 495.

<sup>734</sup> Ibid., p. 495.

<sup>735</sup> JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 38.

<sup>736</sup> *Catéchisme de l'Eglise catholique*, n° 1907.

<sup>737</sup> Ibid.

<sup>738</sup> Ibid., n° 1908.

élément, c'est l'insistance sur la paix, c'est-à-dire la sécurité de l'ensemble de la société.<sup>739</sup> Celle-ci est l'une des conditions sine qua non du bien commun. Le *Compendium*, en s'appuyant sur saint Thomas d'Aquin, dit même que «...le bien commun découle des inclinations les plus élémentaires de l'homme».<sup>740</sup> Ces inclinations élevées donnent à la poursuite du bien commun une dimension transcendante qui ne vise rien de moins que la perfection de la personne humaine. Cette perfection ne se réalise qu'en relation avec Dieu lui-même qui est ses fins dernières.<sup>741</sup>

Benoît XVI, dans son encyclique *Caritas in veritate*, met en valeur l'importance particulière du bien commun. Celui-ci n'est rien moins qu'un «...critère d'orientation de l'action morale».<sup>742</sup> Il participe au déploiement de la charité qui habite chacun et qui provient de Dieu, qui est amour.<sup>743</sup> Aimer quelqu'un, affirme Benoît XVI, c'est vouloir son bien et tout mettre en œuvre pour cela. A côté du bien individuel, il y a un bien lié à la vie de la société : « Le bien commun, c'est le bien de nous tous constitué d'individus, de familles et de groupes intermédiaires qui forment une communauté sociale. Ce n'est pas un bien recherché pour lui-même, mais pour les personnes qui font partie de la communauté sociale et qui, en elle seule, peuvent arriver réellement et plus efficacement à leur bien ».<sup>744</sup> La valeur de la propriété privée et l'initiative individuelle ne peuvent pas être absorbées ni dans l'intérêt commun ni par la machine sociale. Car si on supprime ou on absorbe toute initiative privée, on met en cause la dignité de la personne humaine et on entrave la concrétisation du bien commun. D'où l'insistance constante du Pape sur la mise en valeur de la sauvegarde de la propriété privée et l'initiative individuelle. Le respect de celles-ci assure à la fois la dignité de la personne et le bien commun. Pour le pape François, même s'il ne donne pas une définition claire du bien commun, il met l'accent sur la relation existentielle entre le bien commun et la paix sociale.<sup>745</sup> Son insistance sur cette relation nous permet de montrer que le bien commun est, pour lui, essentiellement lié à la paix sociale. En résumé, depuis Léon XIII jusqu'au Pape François, la conception du bien commun n'a pas cessé d'évoluer sur l'enseignement social de l'Eglise. Prenons comme exemple, au temps de Léon XIII, si la conception du bien commun s'est focalisée sur le respect effectif de la justice sociale, mais aujourd'hui, l'accent est mis sur la recherche de la paix sociale et la sauvegarde de l'environnement.

Tel est l'éventail des visions du bien commun selon certains auteurs et doctrines et la doctrine sociale de l'Eglise. Reste à présenter la conception africaine, car il reste acquis que, selon les lieux et les contextes culturels, la conception du bien commun change.

#### **4.2.3 Le bien commun dans la conception africaine et malgache**

Cette présentation du bien commun selon ce que pensent les Africains va s'appuyer pour l'essentiel sur des exemples. Quand nous parlons du bien commun en Afrique et à

<sup>739</sup> Cf. *ibid.*, n° 1909.

<sup>740</sup> *Compendium de la doctrine sociale*, n° 167.

<sup>741</sup> Cf. *supra*, Pourquoi le choix du bien commun, p. 3.

<sup>742</sup> BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, n° 7

<sup>743</sup> Cf. P. COULANGE, *Vers le bien commun*, op. cit., p. 117.

<sup>744</sup> BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, n° 7, dans COLL., *Le discours social de l'Eglise catholique*, de Léon XIII à Benoît XVI, op.cit., p. 924.

<sup>745</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, Ch. IV.

Madagascar, la manière dont il est conçu est différente de celle de l'Occident à cause de la complexité même des cultures traditionnelles africaines et malgaches. Voilà pourquoi la familiarité avec ces cultures traditionnelles est une nécessité pour l'appréhender. Rien ne peut être compris sans opérer un détour historique et ethnologique sur les manières de voir, de penser et de sentir des peuples qui constituent cette partie du monde.<sup>746</sup>

En général, tant en Afrique qu'à Madagascar, la subordination du projet individuel au projet collectif constitue le socle de la vie communautaire et le pilier de la cohésion sociale. Les acquis du clan constituent l'ensemble des éléments de ce bien commun que chacun des membres cherche toujours à préserver. Ils comprennent essentiellement le patrimoine clanique, les brousses, les forêts, les champs, le bétail, les rivières, les unions matrimoniales, les vieux, les jeunes voire les enfants à éduquer.<sup>747</sup> En Afrique et à Madagascar, la solidarité ou le *fihavanana*<sup>748</sup> et l'enfant sont considérés comme faisant partie du bien commun. Dans l'analyse qui va suivre, deux éléments fondamentaux sont donc à retenir, à savoir la solidarité ou le *fihavanana* et les enfants que les Africains et les Malgaches considèrent comme des éléments primordiaux du bien commun.

En parlant de la solidarité ou *fihavanana*, la première question est de savoir pourquoi les Africains considèrent la solidarité comme un élément primordial du bien commun. La réponse est simple et claire. L'homme africain et malgache a le sens de la solidarité et la vie des gens dans les campagnes le démontre bien à travers des dynamiques d'entraide ou des logiques communautaires que l'on observe çà et là<sup>749</sup> : par exemple, la constitution des greniers dans les villages pour des besoins de conservation des récoltes communes, ainsi que l'organisation des manifestations autour d'un mariage, d'une naissance, d'un deuil et d'un *famadihana* (le retournement d'un mort), tout particulièrement à Madagascar.

La solidarité en tant que *fihavanana* peut, dans cette perspective, s'étendre aussi à ce large réseau dynamique d'interrelations ou d'interdépendances mutuelles qui favorise la cohésion au sein d'un clan, d'une tribu, d'une ethnie ou d'une famille. Elle est le soubassement sur lequel se construit la famille composée des individus issus d'un ancêtre commun et unis entre eux par un double lien : un premier lien que l'on peut qualifier de naturel (la consanguinité ou les logiques de la parenté)<sup>750</sup> et un second qui est un fait de la culture (les unions matrimoniales inter-claniques ou tribales, etc).<sup>751</sup> Cette philosophie de la vie, intimement liée à la vision africaine des relations, détermine justement le lien vital et dynamique qui structure le vivre-ensemble entre les humains, entre l'individu et la société globale, entre les vivants et les morts, ce dernier lien concernant le sens du *famadihana* malgache. La conception malgache du bien commun met en exergue spécialement l'importance du *fihavanana*, car celui-ci est le bien commun qui vivifie l'*aina* ou la vie, et

---

<sup>746</sup> Cf. X. DIJON et M. NDONGMO, *L'éthique du bien commun en Afrique*. Regards croisés, L'Harmattan, Paris, 2011, p. 22.

<sup>747</sup> Cf. R. DUBOIS, *Olombelona*. Essai sur l'existence personnelle et collective, op. cit., p. 72.

<sup>748</sup> Cf. R. DUBOIS, *L'identité malgache*. La tradition des Ancêtres, Karthala, Paris, 2002, p. 88. Cf. supra, Le *fihavanana* comme source de solidarité, p.

<sup>749</sup> Cf. X. DIJON et M. NDONGMO, *L'éthique du bien commun en Afrique*, op. cit., p. 22.

<sup>750</sup> Cf. P. OTTINO, *Les champs de l'ancestralité à Madagascar*, op. cit., p. 315.

<sup>751</sup> Cf. G. CONDOMINAS, *Fokonolona et collectivités rurales en Imerina*, op. cit., p. 24.

sans le respect de ce *fihavanana*, il est impossible de réaliser l'épanouissement intégral de la personne humaine, car la réalisation de celle-ci nécessite un respect profond de celui-là.<sup>752</sup>

Cet élan de solidarité qui s'exprime au quotidien, à travers l'agir et le faire de l'homme africain, instaure au sein de la société un système de valeurs fondé sur l'obligation, non seulement de veiller au respect de l'héritage légué par les ancêtres<sup>753</sup>, mais également sur la nécessité de rendre des comptes à la société globale à travers la dynamique de l'entraide directe ou indirecte aux autres membres de la famille dans des moments de maladie, de deuil ou de joie (naissance, mariage). Tout ceci est le témoignage d'une vie vécue ensemble, et qui ne peut être pleinement accomplie que lorsque le bien individuel trouve sa source et son achèvement dans le bien collectif. C'est dans ce sens qu'on comprend le système d'action globale où le « je » et le « tu » trouvent leur sens véritable dans une forme de ce que Habermas appelle l'intersubjectivité communicationnelle<sup>754</sup>, donc dans un « nous ». Le bien commun doit tenir compte du bien ou de l'intérêt de la collectivité dans la mesure où le sens de la solidarité est respectueux de chacun.

Ensuite, comment démontre-t-on également que les enfants sont dans la tradition africaine, même jusqu'à maintenant, considérés comme un bien commun à préserver par tous ? Pourquoi dit-on qu'en Afrique comme à Madagascar, les enfants sont considérés comme un bien commun ? Tout d'abord, parler de l'enfant comme d'un bien commun, c'est considérer que celui-ci n'est la propriété de ses parents que lorsqu'il se trouve encore dans le ventre de sa mère. Une fois qu'il est né, il appartient à toute la communauté, au clan et tout le village célèbre avec joie sa venue au monde.<sup>755</sup> L'enfant en Afrique est aussi un porte-bonheur pour la famille, au sens de la famille élargie, parce qu'il constitue une main d'œuvre essentielle pour l'économie familiale, une fois devenu adolescent ou adulte, ainsi que le démontre A. Adepoju, théologien africain : « Quand les enfants grandissent, ils suivent leurs parents à la ferme, ils aident à la cuisine, ils puisent l'eau au ruisseau et accomplissent bien d'autres tâches, ce qui permet aux parents de se concentrer sur d'autres activités. Ils sèment, moissonnent et transportent également de petites quantités de produits de la ferme, comme ils ont la responsabilité générale de transporter le bois de chauffage et l'eau à la maison le soir venu. On doit s'attendre à ceci, car dans une économie de subsistance, le travail est le plus important facteur de production ». <sup>756</sup> De plus, en particulier à Madagascar, l'enfant est vu comme une richesse dans la famille, car un conjoint qui n'a pas d'enfant est considéré par la société malgache comme misérable et malheureux, puisque l'enfant, selon un proverbe malgache est une richesse. « Une maison sans enfant est encore considérée comme une maison sans âme ». <sup>757</sup>

---

<sup>752</sup> Cf. R. DUBOIS, *L'identité malgache*, op. cit., p. 88.

<sup>753</sup> Les rites initiatiques du *poro*, c'est-à-dire c'est un groupe d'ethnies qui se trouve au nord de la Côte d'Ivoire, permettent de comprendre la place qu'occupent les ancêtres dans la vie quotidienne des individus. Cf. Agence de presse africaine, (APA), *Le Poro, société initiatique et ésotérique du nord ivoirien, en force Festival des Divinités Noire au Togo*, octobre 2007. Disponible sur : <http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=11&idnews>. Consulté le 23 mars 2014.

<sup>754</sup> J. HABERMAS, *Théorie de l'agir communicationnel*. Vol. I, Rationalité de l'agir et rationalisation de la société, Fayard, Paris, 2001, p. 124.

<sup>755</sup> Cf. X. DIJON et M. NDONGMO, *L'éthique du bien commun en Afrique*, op. cit., p. 25.

<sup>756</sup> A. ADEPOJU, *La famille africaine, politiques démographiques et développement*, Karthala, Paris, 1999, p. 65.

<sup>757</sup> Cf. A. ABINAL et V. MALZAC, *Dictionnaire malgache-français*, Edition Ambozontany-Analamahitsy, Antananarivo, 2000, p. 254.

Enfin, au-delà des contraintes imposées par la modernité, il est intéressant de noter combien la conception traditionnelle de l'enfant, en Afrique comme à Madagascar, n'a pas connu d'érosion inquiétante. La naissance d'un enfant demeure, dans la vision africaine, l'incarnation de la bénédiction des ancêtres, donc un symbole de l'unité du clan, un signe de joie et d'honneur, comme le souligne une fois de plus A. Adepoju : « Dans le contexte culturel traditionnel, un enfant est considéré à la fois comme un symbole de joie et comme appui économique, de sa naissance à son adolescence et à partir du moment où il est capable de soutenir un parent âgé. Les enfants sont des soutiens et les parents retirent habituellement une immense satisfaction à en avoir ».<sup>758</sup> Dans la conception africaine et malgache, plus la famille est nombreuse, plus les chances de survie du lignage et de la perpétuation de la mémoire, véritable patrimoine légué par les ancêtres, sont garanties. L'enfant n'est pas seulement un porte-bonheur ou une richesse, mais aussi un don du ciel. Il constitue, de ce fait, un trait d'union entre le monde des vivants et celui des morts.<sup>759</sup> C'est grâce à la conception de l'enfant comme porte-bonheur, richesse et pilier de la famille qu'on le considère comme bien commun.

Cet aperçu laisse deviner que la conception du bien commun, en Afrique comme à Madagascar, est bien différente de celle de l'Occident. La notion du bien commun prend en l'occurrence une nouvelle forme par rapport à sa conception habituelle. Sur ce sujet il importera par la suite de vérifier le point de vue du Magistère de l'Eglise catholique au regard de la vision africaine et malgache.

En un mot, au terme de cette présentation de la notion de bien commun, nous pouvons affirmer que celle-ci n'est pas « une conception » parmi d'autres, celle de l'Eglise catholique, mais qu'elle s'appuie sur la dignité fondamentale de tout homme. Si la réflexion sur le bien commun, dans la conception scolastique et néoscolastique d'avant Vatican II, est basée sur la loi naturelle, et définie a priori comme faisant partie de la nature même de l'homme, après Vatican II, elle est définie a posteriori comme découlant des droits de l'homme et des besoins de l'ensemble des personnes humaines pour leur vivre ensemble.

## Conclusion

Toute la vie sociale est l'expression de son unique protagoniste : la personne humaine.<sup>760</sup> La doctrine sociale de l'Eglise donne la priorité au respect de la dignité de la personne humaine. Pour elle, ce respect de la dignité est l'un des principes d'action de l'Eglise au sein de la société.<sup>761</sup> L'accent est mis, pour la doctrine sociale de l'Eglise, sur l'affirmation du caractère intangible de la dignité de la personne humaine parce que l'homme est un être créé à l'image de Dieu. En tant qu'être créé à l'image de Dieu, il a la dignité de personne : il n'est pas seulement quelque chose, dit le *Compendium*, mais quelqu'un.<sup>762</sup>

<sup>758</sup> A. ADEPOJU, *La famille africaine, politiques démographiques et Développement*, op. cit., p. 65.

<sup>759</sup> Cf. R. DUBOIS, *Olombelona*. Essai sur l'existence personnelle et collective, op. cit., p. 79.

<sup>760</sup> *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 106.

<sup>761</sup> Cf. J. THORAVALL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 132.

<sup>762</sup> *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 108.



L'homme et la femme ont la même dignité et sont d'égale valeur, parce que chacun est image de Dieu.<sup>763</sup>

L'homme est au plus profond de lui-même en relation avec ses semblables et avec Dieu, et la relation entre Dieu et l'homme se reflète dans la dimension relationnelle et sociale de la nature humaine.<sup>764</sup> La personne humaine est la fin dernière de la société, elle ne peut pas être instrumentalisée pour un projet qui lui serait supérieur, qu'il soit économique, social, politique. La personne humaine n'est jamais un moyen, mais la fin ultime. Voilà pourquoi toute activité que ce soit économique, politique, sociale ou même religieuse converge et vise au développement intégral de la personne humaine en fonction de sa dignité foncière.

En vertu de cette affirmation, le principe du bien commun découle donc de la dignité, de l'unité et de l'égalité de toutes les personnes. Le bien commun dont nous parlons ici est défini comme l'ensemble des conditions sociales qui permettent à tous les membres du corps social, sans discrimination, tant aux groupes qu'à chacun de leurs membres, d'atteindre leur épanouissement intégral d'une façon plus totale et plus aisée.<sup>765</sup> Le bien commun n'est pas la somme des biens particuliers de chacun : il est vraiment commun, parce qu'il est indivisible et qu'il n'est possible de l'atteindre qu'ensemble. Il englobe l'intégralité de la vie de la personne humaine que ce soit sur le plan corporel et moral ou même spirituel. Voilà donc tout le monde sollicité pour travailler à sa concrétisation. Le chapitre suivant nous aide davantage à présenter les grands principes d'action et des valeurs de références de la doctrine sociale de l'Eglise au service du bien commun.

---

<sup>763</sup> Cf. *ibid.*, n° 112.

<sup>764</sup> Cf. *ibid.*, n° 130.

<sup>765</sup> Cf. *Supra.*, Pourquoi le choix du bien commun et La notion du bien commun, pp. 4 et 120.

## CHAPITRE V : LES PRINCIPES D'ACTION ET VALEURS DE RÉFÉRENCE DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE AU SERVICE DU BIEN COMMUN

### Introduction

Résoudre les problèmes de l'échec du bien commun à Madagascar n'est pas facile. Il faut commencer par avoir la volonté et le courage politique. Cependant, cela est nécessaire mais insuffisant. Il faudrait également des principes d'action et des valeurs de référence. A ce propos, l'Eglise catholique, grâce à sa doctrine sociale, offre des principes d'action et des valeurs de référence propres à elle mais applicables dans la réalisation du bien commun dans toute la société. Ces principes d'action qui constituent son enseignement social sont : les principes de la dignité de la personne humaine, de la destination universelle du bien et du bien commun.<sup>766</sup> Cependant, lorsque nous parlons du bien commun, celui-ci n'est pas un principe capable de se réaliser tout seul mais il a besoin des autres principes tels que ceux de solidarité, de justice, de participation et de subsidiarité et de respect des valeurs de référence comme la vérité, la liberté et l'amour, qui lui permettent de se concrétiser. Donc la question est de savoir quels sont effectivement les rôles de ces principes selon la doctrine sociale de l'Eglise. Ces rôles sont-ils vraiment indispensables pour le processus de la réalisation du bien commun ?

Dans ce chapitre il importera de souligner que le bien commun ne se réalise jamais sans le respect des grands principes d'action et des valeurs références de la doctrine sociale de l'Eglise.

### 5.1 Le principe de solidarité vis-à-vis du bien commun

La grande faille au sein de la société malgache est la disparition progressive de la valeur culturelle malgache du *fihavanana*. Cette valeur culturelle donne la priorité à la solidarité et la cohésion sociale.<sup>767</sup> Nous l'avons souligné dans le premier chapitre de la première partie du travail.<sup>768</sup> Réaliser le bien commun a besoin de cette solidarité et de cette cohésion sociale. La doctrine sociale de l'Eglise ne cesse de le répéter.

La solidarité est l'un des grands principes d'action de la doctrine sociale.<sup>769</sup> Elle embrasse la double caractéristique de l'être humain, à savoir l'être personnel et l'être social.<sup>770</sup> En raison du principe de la solidarité, personne et société ne peuvent jamais se séparer, elles se complètent. La solidarité est un principe par lequel la société s'organise et régularise le bien commun.<sup>771</sup> Ce principe repose toujours sur les liens qui unissent les hommes et les groupes sociaux entre eux. Le principe de solidarité, comme les autres principes de subsidiarité et de participation, en vertu de la dignité de la personne humaine, trouve son fondement, selon le *Compendium*, dans l'égalité de tous en dignité et en droits.<sup>772</sup> Ce respect profond de l'égalité de tous en termes de dignité et de droit n'a pour objectif que

---

<sup>766</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 211.

<sup>767</sup> Cf. supra, Le *fihavanana* comme source de solidarité, p. 22.

<sup>768</sup> Cf. supra, Les limites du *fihavanana* : altération et destruction, p. 24.

<sup>769</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 132.

<sup>770</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 37.

<sup>771</sup> Cf. X. DIJON et M. NDONGMO, *L'éthique du bien commun en Afrique*, op. cit., p. 193.

<sup>772</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 192.

de faire valoir le principe de la dignité de la personne humaine et celui du bien commun qui est son fondement.

En plus, le principe de solidarité est toujours en lien avec celui de l'interdépendance.<sup>773</sup> Le respect de cette interdépendance entre les hommes et les peuples est source d'unité, d'entraide et de collaboration entre eux dans tous les domaines de la vie : économique, social et même religieux.<sup>774</sup> C'est dans ce sens que P. de Charentenay indique : « Le principe de solidarité insiste sur la nécessité d'un lien entre tous les citoyens pour qu'aucun ne se trouve en difficulté dans l'isolement ou l'exclusion, en dehors de toutes relations humaines, à l'écart du tissu social ». <sup>775</sup> Ce principe construit solidement une société centrée sur le bien commun. La solidarité se présente donc sous deux aspects complémentaires : celui de principe social et celui de vertu morale.

### **5.1.1 La solidarité comme principe social et vertu morale**

La solidarité assure l'organisation et la régularisation du bon fonctionnement de la vie de l'homme dans la société. Grâce à la solidarité, la relation entre l'homme et la société est naturellement harmonieuse. C'est la raison pour laquelle R. Minnerath écrit : « La solidarité découle de la nature sociale de la personne qui, pour exister, a besoin de l'apport des autres, aussi bien du savoir et des biens matériels et culturels accumulés par les générations antérieures que des prestations de ses contemporains ». <sup>776</sup> Pour cette raison l'identification de la quasi-totalité des comportements humains dépend de l'environnement social de l'homme. Et même l'approvisionnement de nos besoins quotidiens relève de la société puisque nous ne sommes pas capables de nous approvisionner nous-mêmes. Pour pouvoir satisfaire nos besoins, nous avons nécessairement besoin d'être en relation avec autrui.

Ce besoin d'être en relation avec autrui n'est pas un ajout ou quelque chose de secondaire pour l'homme, mais il est déjà ancré dans sa nature. Car l'homme n'est pas un être solitaire, mais de par sa nature propre, il est un être social. Etre inséré dans la société est un caractère naturel de l'homme. Pour cette raison le *Compendium* réaffirme que l'homme, sans insertion sociale, ne peut vivre ni épanouir ses qualités. <sup>777</sup> Dieu n'a pas créé l'être humain, dès l'origine, comme un être solitaire mais au contraire un être en relation mutuelle : « Homme et femme il les créa ». <sup>778</sup> Ce « nous » de l'homme et de la femme est la manifestation de l'unité et de la communion des personnes. Dans ce sens, la solidarité en manifestant la relation du besoin et de nécessité, ne favorise pas seulement l'unité sociale de l'homme mais et surtout le développement intégral de l'homme et de la société. Aussi le concile déclare : « Le caractère social de l'homme fait apparaître qu'il y a interdépendance entre l'essor de la personne et le développement de la société elle-même. En effet, la personne humaine qui, de par sa nature même, a absolument besoin d'une vie sociale, est et doit être le principe, le sujet et la fin de toutes les institutions. La vie sociale n'est donc pas pour l'homme quelque chose de surajouté :

---

<sup>773</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Laborem exercens*, nn° 14-15.

<sup>774</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, nn° 11-22.

<sup>775</sup> Cf. P. de CHARENTENAY, *Vers la justice de l'Evangile*, op. cit., p. 95.

<sup>776</sup> R. MINNERATH, *Doctrine sociale de l'Eglise et le bien commun*, op. cit., p. 38.

<sup>777</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 110.

<sup>778</sup> Cf. *Catéchisme de l'Eglise catholique*, n° 369.

aussi c'est par l'échange avec autrui, par la réciprocité des services, par le dialogue avec ses frères que l'homme grandit selon toutes ses capacités et peut répondre à sa vocation ».<sup>779</sup>

La manière de vivre, de faire et de se comporter de chaque personne est déterminée par sa relation avec les autres. Vivre avec autrui est une nécessité parce que personne ne peut vivre tout seul, disait Aristote, car l'homme est un être en relation avec ses semblables pour vivre et se réaliser.

Comment comprendre que la solidarité soit inséparablement principe social et vertu morale ? Tous les membres du corps social ont conscience de l'importance substantielle de la solidarité comme vertu morale. La société, à son tour, organise la solidarité. Elle est appelée à transformer les structures du péché<sup>780</sup> à travers l'élaboration et le maintien de certaines normes juridiques : « lois, règles, disciplines, voire même une loi organique ou constitutionnelle, en structures de solidarité »<sup>781</sup> en vue de la réalisation du bien commun. Ce terme de solidarité est repris par Jean Paul II quand il met l'accent sur la valeur du principe de contribution et d'aide envers autrui : « La solidarité nous aide à voir l'autre personne, peuple ou nation comme notre semblable, une « aide » que l'on doit faire participer, à parité avec nous, au banquet de la vie auquel tous les hommes sont également invités par Dieu ».<sup>782</sup> La solidarité mentionne et rappelle le rôle de chaque individu et l'appelle à s'assumer et à se sentir responsable des autres et interdépendant. La solidarité, parce qu'elle est inhérente à la nature même de l'homme, être social par essence, demande à être organisée, au niveau de toute société, comme au niveau des relations internationales.<sup>783</sup> En tant que principe de l'organisation politique et sociale, il est quasiment impossible de réaliser le bien commun sans faire valoir la solidarité parce qu'elle est une condition de sa réalisation.<sup>784</sup>

En tant que vertu morale, la solidarité «...n'est pas un sentiment de compassion vague ou d'attendrissement superficiel pour les maux subis par tant de personnes proches ou lointaines, dit Jean Paul II, cité par Thoraval, mais au contraire c'est la détermination ferme et persévérante de travailler pour le bien commun ».<sup>785</sup> La solidarité est un moyen par lequel chaque homme, association, syndicat, tous ceux qui constituent le corps social et sont également appelés corps intermédiaires, déterminent ensemble le champ du travail à réaliser en visant au bien-être de l'homme ou au bien commun. Pour cette raison, la doctrine sociale de l'Eglise affirme que nous ne sommes pas, en tant qu'êtres humains libres et responsables, seulement responsables de nous-mêmes mais aussi des autres, c'est-à-dire responsables de tous.<sup>786</sup> La signification de la solidarité ne se limite pas seulement au niveau de la vertu morale mais elle va jusqu'à celle de la vertu sociale. Le principe de la vertu sociale repose sur la base de la justice. Qui dit justice dit bien commun. Cela veut dire que ces deux choses vont toujours ensemble et sont inséparables. La concrétisation du bien commun est essentiellement liée au respect de la justice.

---

<sup>779</sup> *Gaudium et spes*, n° 25.

<sup>780</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, nn° 36-37.

<sup>781</sup> *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 193.

<sup>782</sup> JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 39.

<sup>783</sup> Cf. R. MINNERATH, *Doctrine sociale de l'Eglise et le bien commun*, op. cit., p. 33.

<sup>784</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 10.

<sup>785</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 140.

<sup>786</sup> Cf. *ibid.*

C'est à travers le respect du principe de solidarité que nous parvenons tous à la conscience que nous ne sommes pas seulement responsables de notre bien mais aussi de celui d'autrui. Cette conscience de la responsabilité les uns pour les autres est une source de croissance et de promotion de l'homme.

### 5.1.2 La solidarité comme source de croissance intégrale de l'homme

Tous les membres du corps social, en vertu de leur responsabilité les uns envers les autres, créent un espace offert à la liberté humaine pour pourvoir à la croissance commune, partagée par tous.<sup>787</sup> Un espace dans lequel la liberté gagne du terrain permet de créer ensemble une procédure de coopération et de collaboration en vue de la concrétisation du bien commun. Avoir cette culture de coopération et de collaboration consolide le lien déjà existant. Ceci nous permet de garder de manière durable notre unité pour ne pas risquer de tomber dans l'individualisme ou le particularisme.<sup>788</sup> Dans cette perspective, Jean Paul II confirme que s'il n'y a pas de solidarité qui assure la consolidation du lien social au sein du corps intermédiaire dans la société, cela risque de supprimer et de faire disparaître le devoir et l'obligation d'entraide et de collaboration entre tous les hommes. En effet, c'est la réalisation du bien commun elle-même qui est en cause.

Jean Paul II précise que la solidarité n'est pas de l'ordre du sentiment ou de la compassion mais au contraire du devoir et de l'obligation envers autrui. C'est «...la détermination ferme et persévérante de travailler pour le bien commun, c'est-à-dire pour le bien de tous et de chacun parce que tous nous sommes responsables de tous ».<sup>789</sup> Il y a donc une sorte de coresponsabilité entre les membres du corps social en faveur du bien commun de tous. La solidarité n'est donc pas dans ce sens comme une sorte d'utopie ou d'abstraction mais bien au contraire un devoir et une action concrète. Dans les deux encycliques, *Deus Caritas est* et *Caritas in veritate*, Benoît XVI montre avec conviction qu'il y a une relation plus étroite entre la gratuité et la solidarité. Un lien noue la solidarité à la gratuité, puisque le vécu quotidien de la solidarité a besoin d'un acte de gratuité pour que la vertu sociale de la solidarité puisse se manifester. Le pape écrit : « L'amour dans la vérité place l'homme devant l'étonnante expérience du don. La gratuité est présente dans sa vie sous de multiples formes qui souvent ne sont pas reconnues en raison d'une vision de l'existence purement productiviste et utilitariste. L'être humain est fait pour le don ; c'est le don qui exprime et réalise sa dimension de transcendance ».<sup>790</sup> La solidarité, source de la croissance de la vie de l'homme, amène à avoir un sentiment d'entraide et une attitude de sympathie envers autrui, à créer un cercle qui permet la croissance commune.

Le modèle de la solidarité qui vise le bien ultime de l'homme se trouve dans la décision de Jésus Christ de devenir homme pour être solidaire avec notre humanité. Ce témoignage du Christ est donc l'idéal de notre vie de solidarité et d'entraide. Dieu a pris l'initiative d'être avec nous, il chemine avec nous, nous sauve et nous constitue dans

---

<sup>787</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 194.

<sup>788</sup> Cf. CONGRÉGATION POUR L'EDUCATION CATHOLIQUE, *Orientation pour l'étude et l'enseignement de la doctrine sociale de l'Eglise dans la formation sacerdotale*, n° 38, Typographie polyglotte Vaticana, Rome, 1988, pp. 42-43.

<sup>789</sup> JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 38.

<sup>790</sup> BENOIT XVI, *Caritas in veritate*, n° 34.

l'unité.<sup>791</sup> Dieu nous donne totalement sa vie en vue de notre bien terrestre et céleste. Cependant, pour que notre bien se réalise effectivement, il faut que nous soyons également disposés à contribuer à sa réalisation. Enfin la solidarité en tant que vertu sociale chrétienne<sup>792</sup> doit tenir compte de la justice sociale en vue de la croissance intégrale de l'homme. La justice ne peut jamais être séparée de la solidarité parce que ces deux exigences se complètent mutuellement et cette complémentarité est nécessaire pour la réalisation du bien commun.

Selon le pape Jean Paul II, le rapport de la solidarité à la justice consiste à donner au prochain ce qui lui est dû.<sup>793</sup> J.-Y. Naudet explicite cette idée de Jean Paul II en écrivant : « le dû à l'homme parce qu'il est homme, en raison de son éminente dignité ».<sup>794</sup> Cela signifie que l'homme, en vertu de la solidarité, a le droit d'avoir comme bien particulier ce qu'il mérite ou ce qui lui est dû. Ce dû ne consiste pas seulement dans la contribution apportée à sa vie individuelle mais concerne aussi sa contribution active au bien commun.<sup>795</sup> C'est dans ce sens que le *Compendium* identifie la norme morale dans le domaine de l'intersubjectif et du social.<sup>796</sup> Minnerath souligne de son côté que la justice assure « à chacun ce qui est dû ».<sup>797</sup> La justice est un principe régulateur des biens de la création en vue d'une répartition équitable. Dans cette perspective, elle est le ciment de la vie sociale.

## 5.2 Le principe de la justice

Le principe de solidarité, en vertu de sa propre caractéristique sociale, s'oppose à toutes formes d'individualisme.<sup>798</sup> Il organise le bon fonctionnement de la vie sociale de l'homme. Cependant, pour que l'organisation de la société soit harmonieuse, il faut un autre principe qui est capable de la réaliser : celui de la justice. Ce principe de justice, en tant que principe régulateur de la distribution équitable des biens, est-il nécessaire pour résoudre les problèmes du non-respect de la mise en œuvre de la justice sociale à Madagascar ? Parce que le non-respect de cette dernière est l'un des facteurs principaux de toutes sortes de corruption<sup>799</sup> et du non-respect de la distribution équitable des biens et des ressources naturelles.<sup>800</sup> Le bien de la création destiné à tous devient l'apanage de la minorité, c'est-à-dire des dirigeants politiques et de leurs proches. La majorité du peuple ne peut pas jouir du fruit de ce bien ; elle reste donc encore pauvre et ne cesse de s'appauvrir.

Face à cette situation désastreuse vécue par la majorité du peuple malgache, la doctrine sociale de l'Eglise affirme que le respect du principe de la justice est une condition sine qua non pour résoudre le problème de ce genre en vue du bien commun. Pourquoi ? C'est ce que nous tâchons de voir en commençant par présenter les différents types de justice.

---

<sup>791</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 32.

<sup>792</sup> Cf. R. MINNERATH, *Doctrine sociale de l'Eglise et le bien commun*, op. cit., p. 42.

<sup>793</sup> Cf. *Catéchisme de l'Eglise catholique*, n° 1807.

<sup>794</sup> J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise. Une éthique économique pour notre temps*, op. cit., p. 222.

<sup>795</sup> Ibid.

<sup>796</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 201

<sup>797</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 38.

<sup>798</sup> Cf. M.-A. FONTELLE, *Construire la civilisation de l'amour*, op. cit., p. 584.

<sup>799</sup> Cf. supra, La corruption et l'affairisme, p. 70.

<sup>800</sup> Cf. supra, La répartition inéquitable des ressources naturelles forestières et minières, p. 85.

## 5.2.1 Les différents types de justice

La justice tire son origine de deux sources : biblique et philosophique.<sup>801</sup> Ces deux sources diffèrent l'une de l'autre. Car si la pensée biblique la considère comme un don, la pensée philosophique la tient pour une vertu. La justice est un don parce qu'elle vient de Dieu lui-même. Dieu est le maître de la justice. Elle est une vertu dès lors qu'elle doit rendre à chacun selon son dû.<sup>802</sup> La justice concerne en premier lieu le bien d'autrui et notamment le bien commun. La justice s'applique à tout être : on doit respecter et faire fructifier la terre, car c'est une exigence de sa nature. Par exemple, les parents doivent donner à leurs enfants tout ce qui leur est nécessaire pour vivre et grandir, dans tous les domaines, matériels et spirituels ; le chef d'entreprise doit permettre à ses employés de pouvoir, par leur travail, faire vivre leur famille et s'épanouir.<sup>803</sup> La doctrine sociale de l'Eglise, soucieuse avant tout du bien commun, distingue différents types de justice.

### 5.2.1.1 La justice générale et particulière

La justice générale et la justice particulière jouent un grand rôle lorsqu'on parle de la réalisation du bien commun. Ces deux justices se distinguent habituellement, et de façon très opportune. La justice générale est celle dont l'objet est le bien commun. Elle oriente l'agir humain en faveur de la réalisation du bien commun.<sup>804</sup> Cette justice générale est également appelée justice légale dans la mesure où cette dernière concerne l'élaboration des lois au profit du bien commun. Elle impose à chaque individu de respecter ces lois en vue du bien commun.<sup>805</sup>

La justice particulière concerne la reconnaissance de la dignité de l'autre dans son individualité en visant toujours tout ce qui est juste pour lui. Elle est donc celle qui s'enquiert du droit de chacun indépendamment des autres.<sup>806</sup> Cela signifie qu'elle donne beaucoup plus d'importance à la vie individuelle de chaque être humain. Elle constitue la justice commutative et distributive. La première exige une équité de base dans tous les accords et les échanges entre individus ou groupes sociaux. Elle règle également l'équilibre au niveau des échanges commerciaux tant sur le plan national qu'international.<sup>807</sup> Elle exige donc la sauvegarde des droits de propriété, le paiement des dettes et la prestation des obligations librement contractées. Sans elle, aucune autre forme de justice n'est possible.<sup>808</sup> La deuxième concerne la répartition et le partage équitable des tâches et des avantages selon le mérite et la compétence de chacun. La justice distributive affirme que la répartition du revenu, de la richesse et du pouvoir dans la société est évaluée en fonction des besoins matériels primaires non satisfaits.<sup>809</sup> Elle conflue avec la justice légale ou la justice sociale<sup>810</sup> dans la mesure où la personne consacre son énergie au bien commun. Il est normal qu'elle reçoive de ce même bien commun le nécessaire pour une vie digne.

---

<sup>801</sup> Cf. L. LEMOINE, *Dictionnaire encyclopédique d'éthique chrétienne*, Cerf, Paris, 2013, p. 1170.

<sup>802</sup> Cf. *ibid.*, p. 1174.

<sup>803</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., pp. 53-54.

<sup>804</sup> Cf. M.-A. FONTELLE, *Construire la civilisation de l'amour*, op. cit., p. 390.

<sup>805</sup> Cf. *ibid.*, p. 391.

<sup>806</sup> Cf. *Somme Théologique*, IIa-IIae, q. 58, a. 7.

<sup>807</sup> Cf. P. COULANGE, *Vers le bien commun*, op. cit., p. 77.

<sup>808</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 55.

<sup>809</sup> Cf. *Lettre pastorale des Evêques des Etats-Unis*, 1986, n° 70.

<sup>810</sup> Cf. M.-A. FONTELLE, *Construire la civilisation de l'amour*, op. cit., p. 395.

### 5.2.1.2 La justice sociale

La conception de la justice sociale ne cesse d'évoluer au sein de l'enseignement social de l'Eglise. Elle n'est pas figée parce qu'elle change au fur et à mesure des contextes et des circonstances, à la fois politique, économique et social.<sup>811</sup> Son fondement est le respect de la personne humaine et des droits qui de sa dignité de créature.<sup>812</sup> Elle est une question pratique.<sup>813</sup> Elle ne se réduit ni à la justice commutative ni à la justice distributive<sup>814</sup>, qui préside à l'activité du pouvoir social organisant la communauté. Elle concerne aussi les relations entre pouvoirs sociaux et sujets de ces pouvoirs en tant que ces sujets reçoivent de la société leur part de bien commun. La justice sociale est, dit Pie XI cité par R. Baudoin, la partie de la justice qui est propre à la société ; elle vise à définir ce qui est dû à la société par ses membres et ce que ses membres ont le droit d'attendre de la société. Son objet est donc la société en elle-même, son existence et le bien commun qu'elle réalise, plus que les membres qui la constituent.<sup>815</sup>

La doctrine sociale de l'Eglise, lorsqu'elle parle de la justice sociale, s'appuie sur l'opinion de saint Thomas. Pour lui, la justice représente la ferme volonté de donner à Dieu et au prochain ce qui leur est dû.<sup>816</sup> Pour qu'il y ait justice, il faut traitement égalitaire, tant à l'égard de Dieu qu'à l'égard d'autrui. Par ailleurs, la doctrine sociale de l'Eglise, selon l'encyclique sociale de Jean XXIII, affirme que la justice n'affecte pas seulement le domaine subjectif de l'homme mais touche aussi le domaine intersubjectif et social.<sup>817</sup> Il s'ensuit sans hésitation que la justice est dans ce sens naturellement liée à la question sociale de l'homme. Elle doit s'exercer dans tous les domaines, économique, mais aussi culturel et spirituel, car les besoins de l'homme sont variés.<sup>818</sup> Et donc elle concerne directement la répartition équitable des biens à tous sans distinction.<sup>819</sup>

### 5.2.2 La justice comme garante de la répartition équitable des biens

La répartition équitable des biens de la création est une condition sine qua non de la réalisation du bien commun. Elle est la mise en œuvre du principe de la destination universelle des biens. Selon ce principe, les biens de la nature appartiennent indistinctement à tout le genre humain. Autrement dit, tout le monde a le droit d'y accéder et d'en bénéficier.<sup>820</sup> Or à Madagascar, force est de constater que la répartition inéquitable des biens gagne du terrain. Elle est l'un des facteurs principaux de la pauvreté pour la majorité de la population. Pour lutter contre ce fléau, il est utile de préciser ce qu'est la répartition équitable des biens.

---

<sup>811</sup> Cf. J.-M. BONVIN, *Amartya Sen : Une certaine idée de la justice sociale*, in Sources, Justice et Paix s'embrassent, n° 4, Octobre-Décembre 2012, p. 23.

<sup>812</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 54.

<sup>813</sup> Cf. Commission française Justice et Paix, *Solidarité et développement, l'engagement de l'Eglise catholique*, Cerf. Paris, 1992, p. 126.

<sup>814</sup> Cf. M.-A. FONTELLE, *Construire la civilisation de l'Amour*, op.cit., p. 396.

<sup>815</sup> PIE XI explique bien le rôle et la définition de la justice sociale. Celle-ci a pour fonction d'imposer aux membres de la communauté tout ce qui est nécessaire au bien commun. Cf. R. BAUDOIN, *Doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., pp. 80-81.

<sup>816</sup> Cf. *Catéchisme de l'Eglise catholique*, n° 1807.

<sup>817</sup> Cf. JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 55.

<sup>818</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 55.

<sup>819</sup> Cf. M.-A. FONTELLE, *Construire la civilisation de l'Amour*, op. cit., p. 396.

<sup>820</sup> Cf. V. GAY-CROSIER-LEMAIRE, *Plongée dans l'enseignement social de l'Eglise*, op. cit., pp. 223-224.



Tout d'abord pour que la répartition soit effectivement équitable, il faut être juste. Etre juste, c'est rendre à chacun selon son dû.<sup>821</sup> Cela touche directement la question du bien temporel et matériel de l'homme. Le meilleur exemple peut être ici la rémunération pour le travail, le droit au fruit de son travail. Chaque personne doit recevoir un salaire approprié à son travail. Le respect de ce juste salaire est une exigence de la justice. Aucun développement n'est possible sans respecter profondément le principe de la répartition équitable des biens.

Selon saint Thomas d'Aquin, la justice concerne essentiellement ceux qui exercent un pouvoir, les chefs. Il s'oppose en cela à saint Augustin pour qui la justice s'inscrit dans la sphère de l'amour dû à Dieu seul. Saint Thomas va plus loin dans son analyse en affirmant que la justice consiste à rendre à chacun son dû.<sup>822</sup> En cela la justice en tant que vertu sociale souligne le lien de relation à autrui. Chaque individu doit rendre à chaque travailleur son droit. Il a le devoir de le faire, volontairement et librement. En un mot, la justice, dit saint Thomas, est la seule vertu qui nous ordonne à autrui, c'est-à-dire qu'elle nous permet de regarder autrui tel qu'il est et de lui rendre ce que nous lui devons. Le dû est le droit propre de chacun.<sup>823</sup> De même Benoît XVI affirme que la justice, en vertu de son rôle substantiel au sein de la société ou de la communauté humaine, devient l'objectif primordial de toute activité politique. Le but de toute activité politique ne se fonde que sur la justice elle-même.<sup>824</sup> Son origine et sa finalité n'ont d'autre justification que dans la mise en valeur du respect de la justice. Seul le respect de la justice permet aux dirigeants politiques de distribuer équitablement les biens de la création.

Il va de soi que la justice joue un rôle primordial dans le monde d'aujourd'hui. Elle règle la répartition équitable des biens de la terre pour que tous les hommes en reçoivent leur juste part. Cette répartition équitable assure non pas seulement l'épanouissement individuel de la personne humaine mais aussi le bien commun. Et la justice ne se soucie pas seulement de la répartition équitable mais aussi de la paix sociale.

### **5.2.3 La justice comme garante de la paix sociale**

La réalisation du bien commun est une œuvre monumentale. Elle est conditionnée par de multiples exigences. Le respect de la justice est l'une des conditions majeures. Néanmoins son rôle ne se limite pas seulement à ce domaine mais elle garantit également la paix sociale. Dans quelle mesure peut-on affirmer que la justice est garante de la paix sociale ? Dans la Bible, le psaume 84 affirme que justice et paix s'embrassent (Ps 84, 11). Lorsqu'on parle de paix, elle ne peut être séparée de la justice. Les deux vont de pair. Jean Paul II, durant son pontificat, n'a cessé de répéter qu'il n'y a pas de paix sans justice.<sup>825</sup> La véritable paix est en réalité « œuvre de la justice ».<sup>826</sup> La vraie paix dont on parle est donc le fruit de la justice, vertu morale et garantie légale qui veille sur le plein respect des droits et des devoirs, et sur la répartition équitable des profits et des charges.<sup>827</sup> Il s'ensuit que le principe de la justice joue

---

<sup>821</sup> Cf. *Somme Théologique*, III, q. 58, a. 1.

<sup>822</sup> Cf. *ibid.*, IIa-IIae, q. 58, a. 11.

<sup>823</sup> Cf. *ibid.*, IIa-IIae, q. 58, a. 1.

<sup>824</sup> Cf. BENOÎT XVI, *Deus Caritas est*, n° 28, dans COLL., *Le discours social de l'Eglise catholique*, op. cit., p. 904.

<sup>825</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Message pour la célébration de la Journée mondiale de la paix*, janvier 2002, n° 15.

<sup>826</sup> *Ibid.*, n° 3.

<sup>827</sup> Cf. *ibid.*

un rôle primordial dans le processus du développement intégral de la personne humaine et du bien commun. Cependant la mise en œuvre de ce principe suppose un autre principe, celui de subsidiarité. Ce principe par lequel on peut combattre le caractère abusif qui guette toute forme de pouvoir. D'où l'importance du principe de subsidiarité.

### **5.3. Le principe de subsidiarité vis-à-vis du bien commun**

Le non-respect de la mise en œuvre du principe de subsidiarité, en tant que principe régulateur de l'organisation des pouvoirs publics<sup>828</sup>, c'est-à-dire la décentralisation, est l'un des facteurs primordiaux la non-réalisation du bien commun à Madagascar. Car la pratique de centralisation des pouvoirs que les dirigeants politiques successifs ont exercée, ainsi que nous l'avons déjà mentionné dans le deuxième chapitre de la première partie<sup>829</sup>, est tout à fait à l'encontre du principe de subsidiarité. Or ce principe est essentiellement lié à la réalisation du bien commun,<sup>830</sup> parce qu'il protège les personnes des abus des instances sociales supérieures et incite ces dernières à aider les individus et les corps intermédiaires à développer leurs fonctions.<sup>831</sup> Il fait appel à la participation de tous dans le but de régulariser la gestion des affaires sociales. En raison de son importance, il est donc impossible pour un pays comme le nôtre de réaliser le bien commun sans donner la priorité à la mise en œuvre de ce principe. Mais, en tant que principe au service du bien commun,<sup>832</sup> comment la doctrine sociale de l'Eglise démontre-t-elle l'importance particulière de ses rôles ?

#### **5.3.1 Le rôle du principe de subsidiarité**

Le principe de subsidiarité est un principe régulateur du bon fonctionnement de la vie sociale. Il est un des plus importants de la doctrine sociale de l'Eglise, et il doit être respecté à tous échelons de la vie sociale pour en garantir l'ordre.<sup>833</sup> Pour Aristote, quand il s'agit du rôle du principe de subsidiarité, sa réflexion part de l'organisation de la Cité. Au sein de la Cité, il y a des groupes : les familles, les villages, etc. Chacun d'eux respecte bien sa hiérarchisation et cherche toujours son autosuffisance, mais n'y arrive jamais. Seule la Cité peut le faire, celle qui est considérée comme un espace politique total et autonome.<sup>834</sup> Selon l'ordre moral, pour ce philosophe, l'objectif à atteindre n'est pas seulement : « le vivre, mais le bien-vivre »<sup>835</sup>, c'est-à-dire le bonheur. Voilà pourquoi, s'il y a une défaillance dans la concrétisation de cet objectif, on fait appel au principe de subsidiarité pour corriger la défaillance. Ainsi chaque membre des groupes constituant la Cité devient capable d'exercer des fonctions en faveur du bien commun. De même, dans les autres communautés politiques, si les Etats nationaux, qui sont les premiers responsables du bien commun, n'arrivent plus à assurer leurs responsabilités, on peut transférer le pouvoir, grâce au principe de subsidiarité, à un autre groupe de compétence qui sera capable de le réaliser.<sup>836</sup> Si un Etat ne peut plus assurer la totalité des services exigés pour le bien commun, il est permis de transférer le

---

<sup>828</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise. Une éthique économique pour notre temps*, op. cit., p. 228.

<sup>829</sup> Cf. supra, Les caractéristiques de la politique intérieure du pouvoir, p. 59.

<sup>830</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 141.

<sup>831</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 187.

<sup>832</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 141.

<sup>833</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 67.

<sup>834</sup> Cf. ARISTOTE, *La politique*, I-II, 1252 b 10.

<sup>835</sup> Cf. *ibid.*, I-II, 1253 a 25.

<sup>836</sup> Cf. *ibid.*, I-II, 1252 b 10-29.

pouvoir à un tiers parce que la compétence de concrétiser le bien commun n'est pas le seul monopole de l'Etat.

En politique, et surtout dans le monde actuel, le principe de subsidiarité est bien accueilli au sein de l'Union européenne grâce au traité de Maastricht.<sup>837</sup> Pour l'Union européenne, ce principe régit les relations entre les régions, les nations et l'Union.<sup>838</sup> C'est grâce à ce principe que l'Union européenne arrive à éviter la centralisation excessive qui tue l'initiative locale. Au nom du principe de subsidiarité l'Union européenne fait valoir la décentralisation effective. Il reste un principe politique qui manifeste comment la société trouve son dynamisme et son développement à partir des citoyens.<sup>839</sup> Le principe de subsidiarité n'est pas un principe abstrait ou purement théorique, mais un principe consacré à régir la vie sociale.

C'est la raison pour laquelle, la doctrine sociale de l'Eglise reprend, à maintes reprises, ce principe par le biais des encycliques sociales du Magistère. Le principe de subsidiarité devient le véritable pilier et même un des mots clés de la doctrine sociale.<sup>840</sup> Il est vrai que ce terme de subsidiarité n'est pas encore utilisé par le pape Léon XIII dans son encyclique *Rerum novarum*, même si les idées constituant la subsidiarité s'y trouvent. Par contre, cette notion apparaît dans l'encyclique de Pie XI, *Quadragesimo anno* : « Il n'en reste pas moins indiscutable qu'on ne saurait ni changer ni ébranler ce principe si grave de philosophie sociale : de la même manière qu'on ne peut enlever aux particuliers, pour les transférer à la leur seule initiative et par leurs propres moyens, ainsi ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes ».<sup>841</sup> Les corps intermédiaires ont le plein droit de prendre en charge des responsabilités qui leur incombent par rapport à celles de l'Etat. Néanmoins cela ne veut pas dire que l'Etat n'a pas le droit d'intervenir si cela s'avère nécessaire en vue du bien commun.<sup>842</sup>

Jean Paul II confirme que si le principe de subsidiarité n'est pas bien respecté au sein de la société, l'Etat risque de tomber dans l'« Etat du bien-être » ce que l'on a appelé l'« Etat de l'assistance ».<sup>843</sup> Les dysfonctionnements et les défauts de soutiens publics proviennent d'une conception inappropriée des devoirs spécifiques de l'Etat. Dans ce cadre, il convient de respecter le principe de subsidiarité. Car, en intervenant directement et en privant la société de ses responsabilités, l'Etat de l'assistance provoque la déperdition des forces humaines, l'hypertrophie des appareils publics.<sup>844</sup>

Pour lui, lorsqu'on parle de ce principe, le respect des niveaux de compétence et de responsabilité de chaque autorité doit s'exercer. L'autorité supérieure, au niveau de la prise de

---

<sup>837</sup> Cf. P. de CHARENTENAY, *Vers la justice de l'Evangile*. Introduction à la pensée sociale de l'Eglise, Desclée de Brouwer, Paris, 2008, p. 96.

<sup>838</sup> Cf. I. BERTEN, A. BUEKENS et L. MARTINEZ, *Enterrée, la doctrine sociale ?*, op. cit., p. 32.

<sup>839</sup> Cf. P. de CHARENTENAY, *Vers la justice de l'Evangile*, op. cit., pp. 96-97.

<sup>840</sup> J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, op. cit., p. 227.

<sup>841</sup> PIE XI, *Quadragesimo anno*, n° 86.

<sup>842</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, op. cit., p. 228.

<sup>843</sup> JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 48.

<sup>844</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 48, dans COLL., *Les encycliques de Jean Paul II*, op. cit., p. 533.

responsabilité et de décision, ne doit pas se substituer à la prise des initiatives de l'autorité inférieure.<sup>845</sup> Elle a le devoir d'aider, en cas de nécessité, les membres du corps social et non pas de les détruire ni de les absorber.<sup>846</sup> Patrick de Laubier veut s'aligner sur cette idée de Jean Paul II, et redit que le principe de subsidiarité : «...protège la personne en lui donnant la possibilité de prendre des initiatives et de participer concrètement à la vie sociale et économique sans être arrêté par l'hypertrophie des appareils publics animés par une logique bureaucratique ».<sup>847</sup> C'est toujours dans ce sens que R. Minnerath précise bien le rôle de l'Etat en montrant que celui-ci ne doit pas faire obstacle aux corps intermédiaires, aux associations familiales, sociales et culturelles quand il s'agit de la participation à la concrétisation du bien commun. Car tout le monde est responsable, même si le rôle de l'organisation sociale et politique est toujours second par rapport à celui de l'Etat.<sup>848</sup> Le devoir de l'Etat est de faciliter et de favoriser la participation de ces corps puisque «...ni l'Etat ni aucune société ne doivent se substituer à l'initiative et à la responsabilité des personnes et des corps intermédiaires, au niveau où elles peuvent agir, ni détruire l'espace nécessaire à leur liberté ».<sup>849</sup>

De même le *Compendium* et le pape Benoît XVI ont repris à maintes reprises ce terme de subsidiarité.<sup>850</sup> Benoît XVI exprime, dans son encyclique *Caritas in veritate*, que le principe de subsidiarité est un principe par lequel les corps intermédiaires ont l'autonomie de s'engager librement dans la mesure où ils prennent leur responsabilité. C'est la raison pour laquelle il définit la subsidiarité «...comme une aide à la personne par l'autonomie des corps intermédiaires ».<sup>851</sup> En résumé, ce principe apprend donc à tous les membres du corps intermédiaire à être conscients des engagements à assumer en vue de la réalisation du bien commun. La participation de tous les membres du corps social s'exerce grâce au principe de subsidiarité.

### 5.3.2 La subsidiarité comme source de la participation de tous

Le principe de subsidiarité est source de la participation de tous, c'est-à-dire de toutes les entités existantes qu'elles soient étatiques ou non-étatiques au sein de la société. La réflexion de pape Jean Paul II sur la définition qu'il a donnée au principe de subsidiarité permet de comprendre comment elle peut se réaliser.<sup>852</sup> Cette définition consiste à donner plus de responsabilité aux instances inférieures par rapport à celle dites supérieures. J.-Y Naudet, interprète l'idée de Paul VI quand il s'agit de la régularisation de l'organisation de la société et de la répartition des responsabilités de chaque membre du corps social : « Tout ce qu'on peut faire au niveau des personnes, des familles, des associations, des entreprises, des organismes caritatifs, des ONG, des clubs-service, des paroisses, n'a pas à être fait à un niveau plus élevé ».<sup>853</sup> La subsidiarité organise la société dans sa dimension verticale et

<sup>845</sup> Cf. *ibid.*

<sup>846</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 71.

<sup>847</sup> Cf. P. de LAUBIER, *La pensée sociale de l'Eglise catholique*, op. cit., p. 213.

<sup>848</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 43.

<sup>849</sup> J.-L. BRUGUÈS, *Précis de théologie morale générale*, op. cit., p. 146.

<sup>850</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, op. cit., p. 229.

<sup>851</sup> BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, n° 57.

<sup>852</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 48.

<sup>853</sup> J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, op. cit., pp. 227-228.

hiérarchique.<sup>854</sup> Ce qui veut dire que le principe de subsidiarité touche tous les membres du corps social : rien n'est exclu grâce à ce principe.

En ce qui concerne tout particulièrement la prise de responsabilité de l'Etat, Berten précise bien que l'Etat en tant que haute instance supérieure ne doit intervenir, sauf exception, qu'en cas de nécessité. Il est incontestable qu'il a des responsabilités propres et importantes, mais limitées. Il ne peut chercher à tout gérer. Car si on veut éviter le totalitarisme ou la bureaucratisation conduisant à la corruption et à l'inefficacité sociale et économique, il est indispensable de reconnaître et de soutenir l'autonomie et les responsabilités des corps intermédiaires à partir de la famille et à tous les niveaux de la société civile.<sup>855</sup> Il n'appartient pas à l'Etat de se substituer à l'initiative privée mais de respecter le principe de subsidiarité. La responsabilité de l'Etat est de chercher des moyens pour pouvoir susciter cette initiative du privé. Voilà pourquoi ce principe se définit comme un «...principe selon lequel toute l'ordonnance sociale s'édifie de bas en haut, de sorte que l'Etat n'intervient que comme dernière instance ». <sup>856</sup> Parler de subsidiarité, c'est dire toute l'importance de la vie associative comme contribution au dynamisme de la société. La subsidiarité est une condition fondamentale de l'exercice de la liberté.<sup>857</sup> Chaque membre du corps social est inclusivement concerné par le principe de subsidiarité en vue de prendre part à la concrétisation du bien commun. Néanmoins, ce principe ne peut se réaliser sans prendre en considération du principe de participation.

#### **5.4 Le principe de participation vis-à-vis du bien commun**

A Madagascar, le manque de la prise responsabilité de tous les membres du corps social est l'une des causes majeures de la non-réalisation du bien commun. Les gouvernements qui ont dirigé le pays durant les deux Républiques successives n'ont pas eu la volonté politique de sensibiliser les citoyens, les entreprises, les corps intermédiaires à participer activement à la mise en œuvre de la stratégie de développement. La raison en est simple. Nous avons parlé ci-dessus de la pratique de la centralisation des pouvoirs.<sup>858</sup> Celle-ci ne donne pas du tout aux citoyens la possibilité de contribuer au développement du pays. Le *Compendium* réaffirme que la participation est la conséquence de la mise en exercice du principe de subsidiarité. Elle est un devoir que tous les citoyens exercent consciemment, d'une manière libre et responsable et en vue du bien commun.<sup>859</sup> Il n'y pas de développement possible dans un pays donné sans la prise de responsabilité de tous.

##### **5.4.1 La participation comme garante de la démocratie**

Le principe de participation est un principe qui permet à chaque citoyen de participer à la réalisation du bien commun. La participation concerne donc tous les domaines de la vie sociale. Elle suppose qu'à tous les niveaux de l'organisation sociale, chaque personne, en fonction de ses capacités et de ses compétences, participe effectivement aux décisions qui

---

<sup>854</sup> Cf. P. de CHARENTENAY, *Vers la justice de l'Evangile*, op. cit., p. 96.

<sup>855</sup> Cf. I. BERTEN, A. BUEKENS et L. MARTINEZ, *Enterrée, la doctrine sociale ?*, op. cit., p. 31.

<sup>856</sup> U. ARTHUR, *Ethique sociale*. T. I, les principes de la doctrine sociale, Ed. Universitaires, Fribourg, op. cit., p. 157.

<sup>857</sup> Cf. I. BERTEN, A. BUEKENS et L. MARTINEZ, *Enterrée, la doctrine sociale ?*, op. cit., p. 32.

<sup>858</sup> Cf. supra, La pratique de centralisation des pouvoirs, p. 59.

<sup>859</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 189.

l'affectent et contribue pour sa part à l'essor de la vie économique, culturelle et politique.<sup>860</sup> La participation découle de la dignité même de la personne humaine et de sa nature sociale : « Nul ne peut être exclu de la participation au bien commun ». <sup>861</sup> La participation est un principe selon lequel on peut gouverner les entreprises, la société civile et la société politique.<sup>862</sup> Voilà pourquoi elle est considérée comme garante de la démocratie.

Par définition, la démocratie est un régime politique dans lequel le peuple est souverain. J.-Y Calvez définit la démocratie comme «...le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple, le refus de l'exercice autoritaire ou totalitaire du pouvoir politique, le souci des libertés et des droits de l'homme et l'ouverture au pluralisme ». <sup>863</sup> Dans le système démocratique, c'est le peuple lui-même qui se présente comme gouvernant et gouverné. Il y a donc une sorte de participation directe du peuple.

Démocratie et participation : ce sont deux réalités indissociables et complémentaires. Selon la doctrine sociale de l'Eglise, la participation est l'un des éléments majeurs et indispensables pour la démocratie. Par le biais de la participation, le peuple est considéré comme citoyen responsable, c'est-à-dire citoyen qui est à la fois appelé et disposé à exercer, avec enthousiasme et volonté libre, son rôle de citoyen engagé dans la société en vue du bien commun. La participation n'est donc pas seulement, pour le citoyen, une aspiration profonde à la contribution dynamique de sa vie en société, mais c'est un droit inhérent à sa dignité de personne.<sup>864</sup> Elle est l'un des piliers de toutes les institutions démocratiques ainsi qu'une des meilleures garanties de durée de la démocratie. Elle est, dit Calvez, la personnalisation, toujours croissante, de la vie politique et de la démocratie.<sup>865</sup> Car la communauté politique s'accomplit, progresse et s'enrichit de l'expression de toutes les libertés et de l'engagement de toutes les volontés, quand elle favorise la participation.<sup>866</sup> Et J.-Y. Calvez de terminer sa réflexion en disant : « L'épanouissement de l'existence politique est dans la participation : quand la reconnaissance politique fondamentale se déploie et se réfracte en une multitude d'occasions de reconnaissance plus concrètes et de contributions à l'obtention du bien commun ». <sup>867</sup>

Il est évident que toute démocratie doit être participative pour qu'elle devienne vraiment un gouvernement exercé au nom, pour le compte et en faveur du peuple. La démocratie en tant que participative a pour objet de mettre au premier plan le bien-être du peuple, en tant que peuple souverain et propriétaire du pouvoir. Mais la participation requiert une œuvre d'information et d'éducation,<sup>868</sup> afin de pouvoir se garder de toutes formes de comportements qui incitent le citoyen à ne pas participer activement à tout ce qui concerne la vie sociale et politique. C'est la forme de participation insuffisante ou incorrecte du citoyen

---

<sup>860</sup> Cf. J. THORAVALL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 241.

<sup>861</sup> R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 41.

<sup>862</sup> Ibid., p. 41.

<sup>863</sup> J.-Y. CALVEZ et H. TINCQ, *L'Eglise pour la démocratie*, op. cit., p. 16.

<sup>864</sup> Cf. JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 73.

<sup>865</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ, *La politique et Dieu*, Cerf, Paris, 1985, p. 80.

<sup>866</sup> Cf. *ibid.*, p. 80.

<sup>867</sup> Ibid., p. 79.

<sup>868</sup> Cf. *Catéchisme de l'Eglise catholique*, n° 1917.

dans la démocratie, voire dans sa vie sociale, qui suscite une grande inquiétude<sup>869</sup> dans le domaine de la transparence. C'est la raison pour laquelle la participation active, et même enthousiaste du citoyen dans la pratique démocratique, est foncièrement nécessaire et indispensable en vue du bien commun.

#### 5.4.2 La participation comme devoir

La participation est une nécessité pour la démocratie, elle exige de tout membre qu'il participe à son édification. Cependant, il faudrait reconnaître que la participation à la démocratie n'est pas une simple participation à la vie communautaire ou à la vie de la société, c'est-à-dire une participation passive, mais une participation active et obligatoire de chaque citoyen.<sup>870</sup> « La démocratie, ajoute Minnerath, suppose l'existence d'un peuple, des citoyens responsables de poser des actes libres en vue du bien commun ».<sup>871</sup> Il y a toujours un devoir qui nous attend, en tant que citoyens responsables, au sein même de notre société. Les objectifs fondamentaux ne sont autres que la concrétisation du bien commun, surtout en faveur des plus défavorisés. Car la pauvreté gagne du terrain aujourd'hui. Elle touche de plus en plus de la majorité de la population et inclut de plus en plus de domaines<sup>872</sup>, comme le confirme Jean Paul II : « ...des affamés, des mendiants, des sans-abri des personnes sans assistance médicale, sans espérance d'un avenir meilleur ».<sup>873</sup> Elle concerne également, ajoute le pape, ceux qui sont privés « ...des droits fondamentaux, en particulier du droit à la liberté religieuse, et, par ailleurs, du droit à l'initiative économique ».<sup>874</sup> Dans cette perspective, Véronique Gay-Crosier-Lemaire affirme : « Les réalisations humaines les plus significatives se perçoivent dans la prise en charge, des démunis, de leurs besoins, intérêts, droits et devoirs ».<sup>875</sup> Aimer les pauvres signifie avant tout les respecter et reconnaître leur dignité. Car, la dignité fondamentale de l'être humain éclate en eux d'autant plus qu'ils sont dépourvus de leurs dignités secondaires.<sup>876</sup> L'option préférentielle pour les pauvres est donc une forme spéciale de priorité dans la pratique de la charité chrétienne.<sup>877</sup> C'est pour cette raison que Jean Paul II appelle les responsables politiques et les organisations internationales pour que leurs programmes politiques, économiques et sociaux soient au profit des plus pauvres.<sup>878</sup> Travailler pour les pauvres est un devoir de chacun vis-à-vis du bien commun.

Parler de devoir ici, c'est assumer la responsabilité de participer, non pas seulement dans la sphère personnelle ou individuelle, mais surtout dans la sphère des intérêts généraux de tout l'homme et de tous les hommes. Il importe de prendre la participation au sérieux car elle contribue à la concrétisation de la démocratie.<sup>879</sup> Et du même coup, elle atteint son objectif fondamental qui n'est autre que le bien de l'homme. Cet objectif, le citoyen l'exerce par le contrôle de l'autorité politique, même en critiquant les abus possibles. Comme le disait

---

<sup>869</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 191.

<sup>870</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 100.

<sup>871</sup> Ibid., p. 102.

<sup>872</sup> Cf. V. GAY-CROSIER-LEMAIRE, *Plongés dans l'enseignement social de l'Eglise*, op. cit., p. 223.

<sup>873</sup> JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 42, dans COLL., *Les encycliques de Jean Paul II*, op. cit., p. 384.

<sup>874</sup> Ibid., dans COLL., *Les encycliques de Jean Paul II*, op. cit., p. 385.

<sup>875</sup> Cf. V. GAY-CROSIER-LEMAIRE, *Plongés dans l'enseignement social de l'Eglise*, op. cit., p. 151.

<sup>876</sup> Cf. R. CANTALAMESSA, *Amoureux du Christ. Le secret de François d'Assise*, Edition francophone, Editions des Béatitudes, Paris, 2014, pp. 76-77.

<sup>877</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 182.

<sup>878</sup> JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 43, dans COLL., *Les encycliques de Jean Paul II*, op. cit., p. 385.

<sup>879</sup> Cf. P. MAHEY, *Pour une culture de la participation*, Adels, Paris, 2005, p. 63.

Jean Paul II, dans la démocratie, il faut se garder de l'abus de la procédure majoritaire. Car celle-ci peut, dit-il, aller à l'encontre de la participation de tous : « La majorité d'un corps social ne peut s'arroger l'exercice d'un pouvoir absolu en se dressant contre la minorité pour la marginaliser, l'opprimer, l'exploiter, ou tenter de l'anéantir ». <sup>880</sup>

Ces principes dont nous avons parlé jouent un rôle substantiel dans le processus de la réalisation du bien commun. Ils sont tous indispensables au service du bien commun. Cependant, pour pouvoir mettre en œuvre ces principes, affirme Thoraval, il faut des valeurs de référence. <sup>881</sup>

## **5.5 Les valeurs de référence : vertus sociales au service du bien commun**

Dans la vie, chaque être humain a son projet d'existence. Celui-ci ne vise en principe que son bien-être et son bonheur. Pour atteindre cet objectif, la réalisation du bien commun est une condition sine qua non. Réaliser le bien commun n'est pas facile. C'est la raison pour laquelle nous avons présenté ci-dessus certains principes fondamentaux et nécessaires pour sa concrétisation selon le *Compendium*. Pour mettre en application ces principes, il y a des valeurs que l'on doit respecter selon l'éthique sociale chrétienne. Ces valeurs sont les trois vertus : la liberté, la vérité, la charité ou l'amour. <sup>882</sup> A Madagascar, quand il s'agit du respect de ces valeurs, on peut dire sans aucun doute qu'on est encore loin. Les politiciens et les dirigeants politiques malgaches, comme nous avons déjà souligné, minimisent et même trahissent ces valeurs dont nous parlons à travers la pratique de toutes sortes de corruptions, de détournements de fond public et de trafics de richesses naturelles tant minières que forestières. <sup>883</sup> Pour que le pays puisse donc se développer, il faut le respect de ces valeurs. La doctrine sociale de l'Eglise ne cesse de le marteler. Comment en démontre-t-elle l'importance ?

### **5.5.1 Respect de la vérité**

Pour ce qui est de la vérité, la première question qui se pose est de savoir si la vérité est vraiment une vertu. A première vue, il nous semble que non. Pourquoi ? La première objection porte sur la classification même de la vertu. Ce que nous connaissons comme vertus, dit saint Thomas, sont d'abord les vertus théologiques : la foi, l'espérance, l'amour, puis les vertus cardinales. Or la vérité dont nous parlons n'est pas une vertu théologique car elle a pour objet non pas Dieu mais les affaires temporelles. <sup>884</sup> Donc la vérité n'est pas une vertu. Mais il s'agit de la vertu sociale portant sur l'ensemble de la vie en société. Dans ce sens, la vérité est évidemment une vertu puisque : «...dire ce qui est vrai est un acte bon, mais c'est la vertu qui rend bon celui qui la possède et aussi rend son œuvre bonne ». <sup>885</sup> Cela veut dire que pour saint Thomas d'Aquin, la vérité qui est dite une vertu sociale conduit toujours l'homme à faire le bien c'est-à-dire à œuvrer à ce qui correspond à la norme morale et éthique. Le respect de celle-ci rend tout acte humain bon et digne de ce nom.

---

<sup>880</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 45.

<sup>881</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 241.

<sup>882</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 31.

<sup>883</sup> Cf. supra, La répartition inéquitable des ressources naturelles forestières et minières, p. 85.

<sup>884</sup> *Somme théologique*, III, a. 3.

<sup>885</sup> Ibid.



Mais comment décrire la doctrine sociale quand il s'agit de la question de la vérité ? Il semble évident que la vérité est intrinsèquement liée à la dignité de la personne humaine. Pour être digne, il faut être et vivre dans la vérité. Notre participation à l'amour de Dieu nous oblige à vivre dans la vérité, et «...à la respecter, à l'attester de manière responsable ».<sup>886</sup> Pourquoi devons-nous vivre dans la vérité ? La doctrine sociale de l'Eglise nous dit explicitement que la vérité est le fondement de la mise en ordre, de la fécondité et même de la correspondance d'une vie communautaire à la dignité de la personne humaine.<sup>887</sup> En outre, si la doctrine sociale de l'Eglise est appelée à résoudre les problèmes complexes de la société, c'est à partir de la vérité qu'elle peut régler les problèmes sociaux. Dans ce sens le respect de la vérité est une règle pour gérer les affaires de la société. Elle permet de s'éloigner de l'arbitraire et de se conformer aux exigences objectives de la moralité.<sup>888</sup>

La vérité n'est pas réductible aux opinions ni aux sondages, elle est une quête exigeante. Elle concerne notamment la communication publique et l'économie qui ont besoin de transparence et d'honnêteté.<sup>889</sup> C'est dans ce sens que la vérité est une arme tranchante et efficace pour lutter contre la corruption et toute forme de gouvernance qui ne se soucie pas du bien commun. Dieu est à la fois Amour et Vérité. Toute activité humaine inspirée par l'amour de Dieu doit être conforme à la volonté de Celui qui est Vérité. Vivre dans la vérité n'est pas une obligation catégorique mais une recommandation de Dieu. L'homme est, grâce à son image et à sa ressemblance à Dieu, créé être libre. Cette liberté conférée par Dieu le laisse libre d'agir selon sa volonté.

### 5.5.2 Respect de la liberté

Du point de vue général, quand on parle de la liberté, on pense d'emblée à la discipline philosophique. Car cette discipline emploie beaucoup ce terme, surtout dans le domaine moral. Chaque philosophe a sa manière de définir ce qu'est la liberté. Quelques opinions de certains philosophes restent en mémoire. L'homme est condamné à être libre, dit Jean Paul Sartre, un philosophe athée. La liberté est constitutive de l'existence, selon Karl Jaspers. Pour Kant, la liberté tient une grande place dans la philosophie morale. Il précise bien que l'homme est libre d'agir moralement. Ce qui veut dire que tout acte humain doit être conforme à la morale, c'est-à-dire respecter la liberté de celui qui agit. La liberté rend l'homme responsable de son acte. Bruguès affirme que la liberté dans sa conception très large signifie l'absence de contrainte, de nécessité et de dépendance.<sup>890</sup> Or E. Mounier, à la fois philosophe et théologien chrétien, nous rappelle que la vraie liberté est toujours sous-condition. La liberté n'est pas un libertinage, c'est-à-dire faire ce qu'on veut, mais faire ce qu'on peut. La liberté doit être toujours constitutive de l'existence à savoir conduire à la réalisation du bonheur de l'homme.

Dans la perspective chrétienne, lorsqu'on parle de la liberté, on affirme en premier que la liberté découle de la dignité de la personne humaine. C'est dans ce sens que Bruguès écrit :

---

<sup>886</sup> Cf. *Catéchisme de l'Eglise catholique*, n° 2467.

<sup>887</sup> Cf. JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 55.

<sup>888</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 198.

<sup>889</sup> Cf. *ibid.*

<sup>890</sup> J.-L. BRUGUÈS, *Précis de théologie morale générale*, op. cit., p. 105.

« La reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine constitue le fondement de la liberté dans le monde ». <sup>891</sup> Ce qui veut dire que dès qu'on parle de la liberté dans la conception chrétienne, celle-ci n'est jamais dissociable de la dignité de la personne humaine. Tout être humain, créé à l'image de Dieu, confirme le *Compendium*, est un être créé libre et responsable. <sup>892</sup> De même c'est toujours dans cette ligne que Jean Paul II, par le biais du *Catéchisme de l'Eglise catholique*, affirme : « La liberté rend l'homme responsable de ses actes dans la mesure où ils sont volontaires ». <sup>893</sup> L'homme libre doit être responsable lorsqu'il réalise une action quelconque. Autrement dit, la prise de responsabilité de l'homme au sein de la société, si on veut qu'elle réussisse, doit se faire en toute liberté et respecter la liberté de celui et celle qui s'engage. En résumé, c'est le respect de la liberté de chaque individu qui assure le succès de son engagement au sein de la société. S'il n'y a pas assez de liberté, on n'a effectivement pas le courage de prendre ni initiatives, ni responsabilités. Ce manque de courage est source et cause de la non-réalisation du bien commun.

Le *Compendium* affirme que le respect de la liberté permet à chacun de réaliser sa vocation personnelle, de chercher la vérité, de décider de sa manière de vivre en vue de la préparation et de la concrétisation de son destin personnel. <sup>894</sup> La prise en compte de l'importance de la liberté fortifie la conscience personnelle comme citoyen responsable tant dans le domaine individuel que communautaire. Car lorsque nous avons conscience de la valeur de cette responsabilité citoyenne, nous sommes incités à coopérer dans les différents niveaux : social, culturel, économique et politique en vue de la fécondité de l'ordre public et du bien de chaque membre du corps social. <sup>895</sup> Toutefois cette plénitude de la liberté ne suffit pas à atteindre l'objectif qui n'est autre que la réalisation du bien commun, si on n'y associe pas le rôle de l'amour.

### 5.5.3 Respect de l'amour

Au début de cette réflexion, soulignons que l'amour n'est pas une vertu sociale mais théologique. Il est la voie maîtresse de la doctrine sociale de l'Eglise et l'élève au plus haut niveau de la théologie. <sup>896</sup> L'amour est irremplaçable pour la réalisation du bien commun. Il a un lien direct avec le principe de vérité et de justice. Vivre dans la vérité est le fruit de l'amour; vivre la vérité de l'amour, c'est l'accomplissement de la loi selon le psalmiste : amour et vérité se rencontrent (Ps 84, 11). <sup>897</sup> Benoît XVI affirme que toute société instaure son système de justice. « La charité s'efforce de construire la cité de l'homme selon le droit et la justice, mais elle dépasse la justice et la complète dans la logique du don et du pardon : elle donne une valeur théologique et salvifique à tout engagement pour la justice dans le monde ». <sup>898</sup> Dans son livre intitulé *Seul l'amour nous sauvera*, le Pape François nous affirme que l'amour nous amène à considérer qu'«...en notre faiblesse même, réside toute notre

---

<sup>891</sup> Ibid., p. 124.

<sup>892</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 199.

<sup>893</sup> *Catéchisme de l'Eglise catholique*, n° 1734.

<sup>894</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 200.

<sup>895</sup> Cf. *ibid.*, p. 114.

<sup>896</sup> Cf. H. PUEL, *Caritas in veritate. Une lettre encyclique de Benoît XVI sur le développement humain intégral dans la charité et la vérité*, in *Revue d'éthique et de théologie morale*, n° 258, mars 2010, p. 80.

<sup>897</sup> Cf. *supra*, La justice comme garante de la paix sociale, p. 138.

<sup>898</sup> BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, n° 6.

capacité à nous reconstruire, à nous réconcilier et à grandir. L'amour nous appelle à agir sans nous laissera anesthésier face à la réalité, et sans cette politique de l'autruche consistant à détourner notre visage de nos échecs et nos erreurs ».<sup>899</sup>

Dans le monde actuel, l'Eglise, en tant que corps du Christ, doit être témoin de cet amour par sa présence au monde. Aimer le prochain signifie être disposé au service d'autrui. C'est grâce à l'amour que les disciples du Christ ont l'audace et le dynamisme d'annoncer à tous les hommes la vérité qui sauve.<sup>900</sup> Proclamer la Bonne Nouvelle, c'est-à-dire le Christ ressuscité, comporte le risque des persécutions. Toutefois, animés et vivifiés par l'amour, les disciples du Christ ont pu faire face au long des siècles aux persécutions. L'amour nous donne l'énergie d'affronter toutes sortes des difficultés. Il est un signe distinctif des disciples du Christ.<sup>901</sup> Jésus «...nous enseigne en même temps que la loi fondamentale de la perfection humaine, et donc de la transformation du monde, est le commandement nouveau de l'amour ».<sup>902</sup> Le comportement de la personne est pleinement humain quand il naît de l'amour, manifeste l'amour, et est ordonné à l'amour. Cette vérité est également valable dans le domaine social : il faut que les chrétiens en soient des témoins profondément convaincus et sachent montrer, par leur vie, que l'amour est la seule force qui peut conduire à la perfection personnelle et sociale et orienter l'histoire vers le bien.

Le *Compendium* l'affirme : « Pour rendre la société plus humaine, plus digne de la personne, il faut revaloriser l'amour dans la vie sociale au niveau politique, économique, culturel, en en faisant la norme constante et suprême de l'action ».<sup>903</sup> Puisque malgré l'importance du rôle de la justice au sein d'une société donnée, les problèmes des rapports humains ne peuvent pas être réglés par la seule mesure de la justice, il faut l'amour pour qu'il y ait une relation juste. L'amour est de ce fait la forme la plus haute et la plus noble de relation des êtres humains entre eux. Encore une fois, le *Compendium* confirme que seule la charité peut changer complètement l'homme.<sup>904</sup> La charité représente le plus grand commandement social. Elle respecte autrui et ses droits. Elle exige la pratique de la justice et seule nous en rend capables. Le concile Vatican II, par le biais de la constitution pastorale *Gaudium et spes*, réaffirme que l'évolution de l'ordre social qui se fonde sur la vérité et la justice doit être animée par l'amour.<sup>905</sup> La pratique objective de celui-ci assure la concrétisation du bien commun.

Benoît XVI met l'accent sur l'importance de l'amour partagé avec autrui. Aimer signifie qu'on est disposé à chercher ce qui est bien pour autrui. Lorsqu'on aime quelqu'un, on est disposé à œuvrer pour son bien. Ce n'est pas un bien recherché pour soi-même, mais pour les personnes qui font partie de la communauté sociale, c'est-à-dire que c'est le bien commun. C'est dans ce sens que Benoît XVI dit : « C'est une exigence de la justice et de la charité que de vouloir le bien commun et de le rechercher ».<sup>906</sup> On aime d'autant plus

---

<sup>899</sup> PAPE FRANÇOIS, *Seul l'amour nous sauvera*, Parole et Silence, Paris, 2013, p. 55.

<sup>900</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 28.

<sup>901</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 40.

<sup>902</sup> *Catéchisme de l'Eglise catholique*, n° 826.

<sup>903</sup> *Compendium de la doctrine sociale*, n° 582.

<sup>904</sup> Cf. *ibid.*, n° 583.

<sup>905</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 26.

<sup>906</sup> BENOÎT XVI, *Deus Caritas est*, n° 7.

efficacement le prochain que l'on travaille davantage en faveur du bien commun qui répond également à ses besoins réels.

## **Conclusion**

Le bien commun ne se réalise que par la mise en œuvre effective des principes de solidarité et de subsidiarité. Ces deux principes sont, d'après l'enseignement social de l'Eglise, deux régulateurs fondamentaux de la vie en société. D'une part, le principe de solidarité s'adresse à la dimension horizontale des relations entre les hommes d'une même société : il est là pour corriger les abus qui peuvent germer de l'exercice inconsidéré des libertés individuelles. Ce principe de solidarité ne peut jamais être séparé du principe de justice. Celui-ci régit et règle la mise en œuvre effective du principe de solidarité. Autrement dit, le bon fonctionnement de la société est tributaire du respect profond de la règle de la justice parce que c'est la justice qui assure la répartition équitable des biens de la création.

D'autre part, le principe de subsidiarité s'adresse à la dimension verticale des relations entre les hommes d'une même société ; il demande que l'autorité supérieure respecte la liberté d'action de chaque citoyen et des corps intermédiaires. Il est donc un principe défenseur de la prise d'initiative de l'instance inférieure. Enfin le principe de participation est l'expression de l'égale dignité des personnes et de leur commune vocation à prendre en charge les questions qui les concernent. Ce qui veut dire que ce principe permet à chaque citoyen de prendre part au développement de la société à travers la réalisation du bien commun. Pour atteindre l'objectif de ces principes, il faut qu'on respecte les valeurs de référence. Celles-ci sont des valeurs qui assurent l'efficacité de la mise en œuvre effective de ces principes en faveur du bien commun.

D'ailleurs pour que le bien commun, garant de développement de tout homme et de l'homme, soit bien réalisé, l'Eglise catholique affirme avec insistance, par sa doctrine sociale, qu'il y a aussi d'autres valeurs sociales que l'on doit respecter en vue du bien commun. Sans respecter ces valeurs, dans un pays comme le nôtre, il est encore quasiment impossible de penser à la réalisation du bien commun. Pourquoi ?

## CHAPITRE VI : LE RESPECT DE CERTAINES VALEURS SOCIALES AU PROFIT DU BIEN COMMUN

### Introduction

Nous avons vu dans la première partie du travail les causes de la non-réalisation du bien commun à Madagascar. Les comportements et la pratique politique des tenants du pouvoir successifs sont la première cause. Ils violent parfois les principes de l'éthique politique à travers leur pratique politique : la démagogie, les slogans infructueux et sans conséquences positives, le verbalisme, détournements de fond public, les trafics d'influence et des richesses naturelles.<sup>907</sup> Il y a aussi, comme nous l'avons souligné dans le troisième chapitre de la première partie, les violations de toutes sortes des valeurs sociales qui sont liées directement au processus de la réalisation du bien commun, telles que la violation du rôle de l'autorité politique, des droits humains, de la démocratie et de la répartition équitable des biens.

La pratique de ces formes d'abus prive la majorité du peuple dans le territoire malgache de jouir du bien-être et du bonheur. Face à cette privation, l'Eglise a le devoir d'éclairer le chemin que doivent prendre les hommes politiques malgaches afin que ces derniers puissent rendre droit leur chemin en vue du bien commun. De cette perspective, l'épiscopat français affirme : « Nulle chrétienne, nul chrétien ne peut être tranquille tant qu'un seul de ses frères est, quelque part, victime de l'injustice, de l'oppression ou dégradé ». <sup>908</sup> S'il en est ainsi, pourrions-nous dire que, sans tenir compte des certaines valeurs sociales - le rôle de l'autorité politique, les droits de l'homme, la démocratie, la justice sociale et la destination universelle des biens - il est impossible de réaliser le bien commun ? Pourquoi la doctrine sociale de l'Eglise insiste-t-elle sur la nécessité de ces valeurs sociales ?

Pour répondre à ces questions, nous démontrerons successivement dans ce chapitre la conception de la doctrine sociale de l'Eglise sur la nécessité des différentes valeurs sociales en vue du bien commun. Pour atteindre cet objectif, l'Eglise, par le biais de la doctrine sociale, met l'accent sur le respect profond du rôle de l'autorité politique, des droits humains, de la place de la démocratie au sein de la société et de l'autonomie et de l'indépendance des deux institutions (étatique et ecclésiale). Malgré le respect effectif de cette dernière, cela ne signifie pas que ces deux entités n'aient plus besoin de collaborer ou de coopérer.

### 6.1 Le rôle de l'autorité politique par rapport au bien commun

Nous avons déjà vu ci-dessus que les principes d'action comme celui de la solidarité, de la justice, de la subsidiarité et de la participation ainsi que les valeurs de référence comme la vérité, la liberté et la charité ou l'amour, jouent un rôle primordial dans le cadre de la réalisation du bien commun. En tant que principes réalisateurs et catalyseurs du bien commun, ils mettent en valeur la dignité de la personne humaine en vertu de son statut d'image à la ressemblance avec Dieu.<sup>909</sup> Personne n'a le droit de violer cette dignité de la personne

---

<sup>907</sup> Cf. supra, Les comportements des politiciens et de l'autorité politique, p. 66.

<sup>908</sup> CONFERENCE EPISCOPALE DE FRANCE, *Pour une pratique chrétienne de la politique*, octobre 1972, n° 1, dans D. MAUGENEST, *Le discours social*, op. cit., p. 457.

<sup>909</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 22.

humaine. Donc, si les politiciens malgaches veulent vraiment respecter cette dignité, ils doivent tenir compte de l'importance de leur rôle. Ils n'ont pas le droit de le violer comme ils l'ont fait.<sup>910</sup> Les dirigeants politiques doivent être au service de la nation à travers la réalisation du bien commun. Pour ce motif, la doctrine sociale de l'Eglise ne se lasse pas de rappeler la valeur de l'autorité politique.

### **6.1.1 La raison d'être de l'autorité politique : le bien commun**

Comme nous l'avons déjà dit au premier chapitre de cette partie, l'homme, en tant qu'être social, ne peut vivre sans être avec autrui. Cette caractéristique sociale de l'homme fait partie de sa nature même.<sup>911</sup> Cela signifie que l'homme est fait pour vivre en société. Cependant, pour que la société dans laquelle l'homme vit soit en bon ordre, elle requiert une autorité politique capable de la gouverner. Et la mission principale de cette autorité politique est de travailler au bien commun.<sup>912</sup> Le concile Vatican II, par la constitution pastorale *Gaudium et spes*, affirme que la finalité de l'Etat n'est pas d'apporter à tous un bonheur préfabriqué, mais de se soucier du bien commun, à savoir de travailler à «...l'ensemble des conditions sociales qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun de ses membres, d'atteindre leur perfection d'une façon plus totale et plus aisée ».<sup>913</sup>

D'ailleurs, quasiment toutes les encycliques sociales des papes, depuis Léon XIII jusqu'au pape François, ne cessent de répéter ce rôle fondamental de l'autorité politique, même si chacun d'eux a sa façon de définir le bien commun suivant l'analyse de la réalité sociale c'est-à-dire selon une analyse contextuelle et circonstancielle. Prenons par exemple Léon XIII, face aux attitudes des pouvoirs existants à l'époque, qui oublient la recherche prioritaire du bien commun en faveur de tous les citoyens et de tous les peuples, le pape rappelle qu'«...envisagé dans sa nature, le pouvoir civil est constitué et s'impose pour pourvoir le bien commun, but suprême qui donne son origine à la société humaine. L'autorité civile ne doit servir, sous aucun prétexte, à l'avantage d'un seul ou de quelques-uns, puisqu'elle a été constituée pour le bien commun ».<sup>914</sup> L'analyste politique Roger Mehl a repris l'idée de Pie XI et de Léon XIII quant à la conception fondamentale de la raison d'être de l'autorité politique. Cet auteur a vécu dans une société de conflits provoqués par la répartition inéquitable des biens, entraînant des inégalités d'achats ou de niveau de vie au sein de la société. Pour lutter contre les inégalités de revenus, il définit que l'autorité politique doit mettre au premier rang la recherche du bien commun par le partage équitable des biens de la création.<sup>915</sup> Après Léon XIII, Pie XI rappelle que le fondement de l'autorité politique n'est autre que le service du bien commun. Ce bien commun doit, en vertu de la dignité de la personne humaine, être recherché, aimé et servi par tous les citoyens et surtout par l'autorité politique. Le rôle de l'autorité politique ne se limite pas tout simplement au niveau de la garde de l'ordre social et du droit. Elle veille aussi à ce que l'ensemble des lois et des constitutions

---

<sup>910</sup> Cf. supra, Les comportements des politiciens et de l'autorité politique, p. 66.

<sup>911</sup> Cf. supra, La socialité comme caractéristique naturelle de l'homme, p. 116.

<sup>912</sup> Cf. J.-M. AUBERT, *Vivre en chrétien au XXe siècle*, op. cit., p. 175.

<sup>913</sup> *Gaudium et spes*, n° 26, 1.

<sup>914</sup> LEON XIII, *Au milieu des sollicitudes*, 16 février 1892, dans Mgr. GUERRY, *Doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 116.

<sup>915</sup> R. MEHL, *La politique*, dans L. BERNARD et F. REFOULÉ, *Initiation à la pratique de la théologie*, Vol. IV, Ethique, Cerf, Paris, 1983, p. 579.

procurent une grande prospérité tant au niveau public que privé.<sup>916</sup> Il revient donc à l'autorité politique de laisser à chaque individu et à chaque famille le soin d'assumer en pleine liberté leur responsabilité en vue de leur subsistance, de leur épanouissement et de leur développement intégral, à condition que cette prise de responsabilité en faveur de leur vie ne porte pas atteinte au principe du bien commun et ne nuise à personne.

J.-Y. Calvez est tout à fait favorable à l'idée de Pie XII à propos du rôle de l'Etat en faveur du bien commun. En mettant l'accent sur la responsabilité de l'autorité politique, il dit que la mission principale de l'autorité politique consiste surtout à protéger et défendre les droits inviolables de la personne humaine et à faire en sorte que chacun puisse s'acquitter facilement de sa fonction particulière. Le gouvernement joue un rôle de « facilitateur ». Car la prise en charge de chaque citoyen dans l'accomplissement de ses devoirs se réalise à travers la reconnaissance et le respect des droits mutuels.<sup>917</sup> De même Jean XXIII rejoint l'idée de Pie XII. Dans son encyclique *Pacem in terris*, il précise bien que la fonction gouvernementale n'a de sens qu'en vue du bien commun. Toutes les dispositions prises par ses titulaires doivent respecter la véritable nature de ce bien.<sup>918</sup> Et tous les membres du corps social sont sollicités à travailler, chacun dans son domaine, au bien de tous. Donc, si le bien commun est défini comme l'ensemble des conditions qui permettent à la personne de s'humaniser toujours davantage<sup>919</sup>, Jean XXIII souligne qu'à cela s'ajoutent : économie, sécurité et justice qui sont, toujours à considérer comme un bien humain. Au premier rang de ces exigences, se situe le maintien de l'ordre public dans la justice et dans la paix, ce qui constitue la mission essentielle de l'Etat sans laquelle aucune société n'est viable. Il en ressort que la mission principale de l'autorité politique est de créer un climat favorable à l'épanouissement de la vie sociale de l'homme. Elle est donc nécessaire à la vie sociale.<sup>920</sup>

A son tour, Jean Paul II souligne que la gestion du bien commun constitue la préoccupation principale de l'Etat. Il martèle que le souci de l'Etat doit se focaliser sur son premier objectif qui est le bien commun de tous ses citoyens sans distinction, et non pas uniquement sur celui d'un groupe particulier ou d'une catégorie particulière. L'Etat doit être capable de mettre à l'index tout ce qui bafoue la liberté et les droits de la population, et de se garder de l'autoritarisme, de la corruption, de la domination et de l'exploitation des faibles, en empêchant les gens de participer activement à la vie politique et aux décisions politiques.<sup>921</sup> Le pape va plus loin en rappelant que l'Etat a une fonction de suppléance dans les situations exceptionnelles.<sup>922</sup> Cela signifie que l'Etat doit être toujours disposé à s'engager lorsqu'il s'agit du bien commun de tous. L'Etat participe, selon Jean XXIII, à l'autorité suprême de Dieu parce qu'il « n'est pas d'autorité qui ne vienne pas de Dieu ».<sup>923</sup> Car nous savons bien que nulle société n'a de consistance sans un chef<sup>924</sup>, autrement dit aucune société ne

---

<sup>916</sup> PIE XI, *Quadragesimo anno*, n° 27, dans COLL., *Le discours social de l'Eglise catholique*, op. cit., p. 104.

<sup>917</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ et H. TING, *L'Eglise pour la démocratie*, op. cit. p. 44.

<sup>918</sup> Cf. JEAN XXIII, *Pacem in terris*, nn° 54-55.

<sup>919</sup> Cf. *ibid.*, n° 65.

<sup>920</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 58.

<sup>921</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Discours au Corps Diplomatique accrédité auprès du gouvernement Kenyan*, 6 mai 1980, in *Documentation catholique* 77 (1980) 1787, p. 527.

<sup>922</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 48.

<sup>923</sup> JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 46, dans COLL., *Le discours social de l'Eglise catholique*, op. cit., p. 360.

<sup>924</sup> Cf. *ibid.*

fonctionne sans une autorité politique qui la dirige et la régit. Elle joue donc un rôle de premier rang au sein de la gestion et de l'administration de la vie de la société. D'où la confirmation par le *Compendium* de l'autorité politique comme garante : «...de la vie ordonnée et droite de la communauté, sans se substituer à la libre activité des individus et des groupes, mais en la disciplinant et en l'orientant, dans le respect et la tutelle de l'indépendance des sujets individuels et sociaux, vers la réalisation du bien commun ». <sup>925</sup> Car l'autorité politique a la charge majeure de sensibiliser et de mobiliser toutes les forces vives au sein de la société. Ces forces vives qui constituent le corps intermédiaire ne doivent agir que dans le seul but de réaliser l'intérêt commun de tous ou le bien commun. Le Pape François ajoute que le rôle de l'autorité politique ne se limite pas seulement à la gestion des affaires publiques, mais « elle doit assumer sa fonction d'instigateur, d'intégrateur, de responsable, de conseiller, de délégué, et ne peut en aucune manière décliner la responsabilité qui lui revient par vocation : veiller au bien commun du peuple ». <sup>926</sup>

Pour conclure, laissons la parole à R. Minnerath, confirme que : «...la raison d'être de tout pouvoir constitué dans la société est de servir le bien commun ». <sup>927</sup> Quand il définit le bien commun, il s'agit de la question de la justice, de la paix et de la sécurité. Et l'Etat, en tant que première institution responsable réalisatrice du bien commun, est tenu à les sauvegarder comme telles. En plus il ajoute que la prise en charge de la protection de la communauté et des membres qui constituent le corps intermédiaire, dans le cadre des droits privés, et surtout en faveur des plus pauvres, des démunis et des indigents, incombe totalement à l'Etat. <sup>928</sup> Le rôle de l'Etat est d'être au service du développement intégral de la personne humaine et du bien commun. Sur ce point, la doctrine sociale de l'Eglise rappelle qu'il n'y a que l'homme qui est le fondement, la cause, la fin de toutes les institutions sociales. Il est, en tant qu' « être social par nature et élevé à un ordre de réalités qui transcendent la nature » <sup>929</sup>, car il tire son origine de la loi divine. D'où la présentation du rôle de l'autorité politique comme sauvegarde de la morale au service de la société.

### **6.1.2 L'autorité politique comme sauvegarde de la morale**

Nous avons dit ci-dessus que le bien commun est le centre, le sommet et même la finalité de toute l'activité de l'autorité politique. La réalisation de ce bien n'a pour objectif que de respecter la dignité de la personne humaine. Respecter la dignité de l'homme à travers la concrétisation du bien commun fait partie de la mission principale de l'autorité politique. Cette mission est conforme à la morale chrétienne et est confirmée par la doctrine sociale de l'Eglise. Aussi la question se pose : pourquoi l'autorité politique est-elle vue comme sauvegarde de la morale ?

Selon la Constitution pastorale *Gaudium et spes*, l'autorité politique trouve son fondement dans la nature humaine et relève par là d'un ordre fixé par Dieu. <sup>930</sup> En tant qu'autorité qui tire son origine de l'ordre fixé par Dieu, elle doit se laisser guider par la loi

---

<sup>925</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 394.

<sup>926</sup> PAPE FRANÇOIS, *Se mettre au service des autres, voilà le vrai pouvoir*, op. cit., p. 268.

<sup>927</sup> R. MINNERATH, *Doctrine sociale de l'Eglise et le bien commun*, op. cit., p. 31.

<sup>928</sup> Cf. *ibid.*, p. 104.

<sup>929</sup> JEAN XXIII, *Mater et magistra*, nn°. 218-219, dans COLL., *Le discours social de l'Eglise catholique*, op. cit., p. 326.

<sup>930</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 4.



morale. Étant donné que toute sa dignité dérive de son exercice dans le domaine de l'ordre moral, celle-ci a pour objectif de mettre en pratique, dans l'exercice de son autorité au sein de la société, tout ce qui est effectivement conforme aux commandements de Dieu et à la loi naturelle, d'où découlent son fondement, sa finalité et ses principes.<sup>931</sup> Donc l'autorité politique, en vertu de l'ordre moral, doit rendre compte autant que possible de la liberté d'action de chaque citoyen. Ce profond respect de la liberté de l'homme fait partie de l'obligation qui incombe à la charge et même à la nature de l'autorité politique. Elle consiste précisément dans le pouvoir de commander selon l'ordre de la raison.<sup>932</sup> La faculté d'agir de l'autorité politique relève de l'ordre de la droite raison et de la foi chrétienne en tant qu'autorité qui a une certaine participation à l'autorité divine elle-même.<sup>933</sup>

Voilà pourquoi l'autorité politique doit se déployer dans les limites de l'ordre moral en vue du bien commun.<sup>934</sup> Car Dieu, qui est principe de tout ce qui existe, veut le partage équitable des biens de la terre pour tous. Cependant il ne faut pas que l'autorité soit conçue comme une force déterminée par des critères purement sociologiques et historiques, sans référence à un ordre moral transcendant. Elle se doit d'être conçue comme une force morale capable de se conformer au respect de la dignité de la personne humaine. Car cet ordre ne peut s'édifier que sur Dieu ; séparé de Dieu, il se désintègre.<sup>935</sup> C'est cet ordre transcendant qui confère à l'autorité politique sa force en tant qu'institution liée à Dieu. Nous le savons, elle n'est pas seulement instituée par la volonté propre ou bien l'initiative personnelle de l'homme mais surtout par l'initiative et la volonté de Dieu. De là la légitimité morale de l'autorité politique, car elle relève de cet ordre venant de Dieu.<sup>936</sup>

De ce fait l'autorité, en tant que sauvegarde de la morale de chaque individu et de la société tout entière, a une grande responsabilité envers la société et l'être humain créé par Dieu. Cette responsabilité qu'elle doit assumer est la reconnaissance et le respect de l'existence des valeurs inviolables des êtres humains et des lois morales essentielles, conformes au droit naturel de l'homme. Pour autant il ne suffit pas que l'autorité reste tout simplement au niveau de la reconnaissance et du respect de ces valeurs mais il faut qu'elle prenne en main la promotion de ces valeurs. Puisque celles-ci sont naturellement liées à la nature de l'être humain, elles expriment et protègent la dignité de la personne humaine.<sup>937</sup> Ces valeurs sont incomparables. Leur existence ne dépend pas de l'homme ni de la société, car aucun homme et aucune société, ni même aucun Etat n'a la capacité de les faire exister ou non. Elles existent toujours mais «...elles doivent être simplement reconnues, respectées et promues comme élément d'une morale objective, loi naturelle inscrite dans le cœur de l'homme et comme point de référence normatif de la loi civile elle-même ».<sup>938</sup> Le rôle de l'autorité politique en tant que sauvegarde de la morale n'a pour objectif que la mise en valeur du respect des droits inhérents à la nature de l'homme. Respecter les droits de l'homme

---

<sup>931</sup> Cf. JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 46, dans COLL., *Le discours social de l'Eglise catholique*, op. cit., p. 360.

<sup>932</sup> Cf. *ibid.*, n° 47.

<sup>933</sup> Cf. *ibid.*

<sup>934</sup> Cf. *ibid.*, p. 171.

<sup>935</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 396.

<sup>936</sup> Cf. *ibid.*

<sup>937</sup> Cf. *ibid.*, n° 397.

<sup>938</sup> Cf. *ibid.*

fondamentaux c'est être disposé à être au service du corps intermédiaires, y compris la société civile. De là découle le fait que le service de la société civile est un devoir de l'autorité politique.

### **6.1.3 L'autorité politique au service de la société civile**

Il va de soi que l'autorité politique, en tant qu'institution étatique indépendante, a comme charge primordiale de chercher toujours ce qui est bien pour tous les hommes. La réalisation du bien commun en vue du bien-être de l'homme incombe principalement au devoir de l'autorité politique. Cependant, pour ce faire, il faut que l'autorité politique soit toujours disposée à répondre aux besoins de la société civile. Car être au service de la société civile, dont elle tire sa légitimité<sup>939</sup>, est le devoir principal de l'autorité politique. Pourquoi son devoir ? Car la société civile en tant qu'«...un ensemble de relations et de ressources, culturelles et associatives, relativement autonomes par rapport au milieu politique et milieu économique »<sup>940</sup>, a besoin d'une forte autorité.

La société civile a une finalité universelle : elle est une entité caractérisée par l'association volontaire, la base d'une vie autonome au plan organisationnel et expressif. A la fois dépendante et indépendante de l'Etat, la société civile demeure tantôt partenaire du pouvoir politique tantôt source de contre-pouvoir en matière de démocratie<sup>941</sup>, et vise toujours le bien-être de tous les citoyens. Elle a pour objectif de mettre en première place la recherche du bien commun conférant à chaque citoyen le droit de participer.<sup>942</sup> Elle a pour fonction : «...de participer pleinement à la promotion d'une citoyenneté active, exigeante et réceptive aux exigences de la modernité politique et ouverte aux conditions de son adoption par des sociétés qui aspirent à y accéder. Elle doit à cet effet, entreprendre des actions résolues de sensibilisation et d'éducation civique favorisant une meilleure gestion du projet démocratique encore captif de la boulimie des politiques ».<sup>943</sup> Car malgré son lien à la communauté politique, la différence au niveau de la hiérarchie des classes est claire. La société civile garde toujours sa prééminence par rapport à la communauté politique. On ne peut jamais considérer la société civile comme appendice ou subordonnée de la communauté politique, par contre, d'après la doctrine sociale de l'Eglise, celle-ci trouve la justification de son existence grâce à la société civile. La société civile en tant qu'actrice et coopératrice indispensable à la réalisation du bien commun collabore avec l'autorité politique selon le principe de subsidiarité.<sup>944</sup> Sinon la concrétisation du bien commun, qui est fondement de l'autorité politique, rencontrera toujours des difficultés. Pour son bon fonctionnement, le respect du principe de subsidiarité est prioritaire.

La doctrine sociale reconnaît que l'expansion progressive des initiatives sociales en dehors de la sphère de l'Etat suscite de plus en plus de nouveaux espaces permettant à chaque citoyen de participer activement<sup>945</sup>, ce pour l'accomplissement de son bien-être individuel et

---

<sup>939</sup> *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 417.

<sup>940</sup> Ibid.

<sup>941</sup> Cf. A. NIANG, *La société civile une réalité sociale en question*, in *Revue sénégalaise de sociologie* n° 2, décembre 2000, p. 34.

<sup>942</sup> Cf. P. COULANGE, *Vers le bien commun*, op. cit., p. 75.

<sup>943</sup> A.-L. COULIBALY, *Une démocratie prise en otage par ses élites*, Dakar, Sentinelles, 2006, p. 225.

<sup>944</sup> Cf. *Catéchisme de l'Eglise catholique*, nn° 1883-1885.

<sup>945</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 123.

de la société en général. Le respect de la pratique du principe de subsidiarité concerne les individus, les associations, les autres entités institutionnelles étatiques ou non-étatiques et politiques. Le respect de ce principe favorise une ambiance fraternelle de dialogue et de coopération. L'Etat doit être présent pour assurer la solidarité, en garantissant le respect de la subsidiarité.<sup>946</sup> C'est dans ce sens que la préoccupation des faibles et des nécessiteux est à mettre en exergue. Voilà pourquoi l'autorité politique doit respecter autant que possible le droit qui appartient à tout l'homme sans distinction. La reconnaissance de ce droit est une exigence du respect des droits humains fondamentaux.

## **6.2 La sauvegarde des droits humains**

A Madagascar, les violations des droits humains ne sont pas des phénomènes récents, mais elles datent déjà de quelques décennies, voire de la colonisation. De manière général, ces genres de violations, comme nous l'avons déjà vu dans le troisième chapitre de la première partie de la thèse, se trouvent quasiment dans tous les différents domaines concernés.<sup>947</sup> Mais, les domaines les plus affectés, affirme H. Maier, sont ceux de la justice, du travail, de la liberté d'expression, du droit des femmes et des enfants et de la dignité de la personne humaine. En voici quelques exemples, d'abord au niveau de la justice : mises à mort arbitraires et illégales, torture et autres traitements et punitions inhumaines ou dégradantes, arrestations et détentions arbitraires et système judiciaire défaillant<sup>948</sup> ; au niveau de la liberté d'expression et d'opinion : interdiction de réunion et censure<sup>949</sup> ; au niveau du droit au travail : discrimination de la femme et prostitution infantile.<sup>950</sup> Or le non-respect de ces droits est un obstacle majeur à la réalisation du bien commun au sein de la société malgache. Parce que bien commun et respect des droits humains vont de pair. Ces droits dont nous parlons, selon la doctrine sociale de l'Eglise, sont des droits acquis pour tous les membres de la famille humaine sans aucune exception. Cette propriété souligne l'égalité foncière de tous.<sup>951</sup> Il n'est pas possible d'analyser la dignité foncière de l'homme, valeur essentielle aux yeux du monde d'aujourd'hui, sans référence à la doctrine sociale de l'Eglise. Car celle-ci, en tant que discipline étudiant la réalité complexe de la société, met l'accent sur la valeur et l'importance des droits de l'homme. S'il en est ainsi, la question est de savoir comment on peut établir que la réalisation du bien commun a toujours besoin du respect profond des droits humains. Comment la doctrine sociale et les droits de l'homme s'articulent-ils entre eux ?

### **6.2.1 Le fondement de la création des droits humains**

Historiquement, lorsqu'on parle des droits de l'homme, ceux-ci ne sont pas une innovation parce que la racine de leur histoire se trouve déjà dans l'Antiquité. Quand un philosophe stoïcien parle de l'homme, il pose déjà la question des droits humains communs.<sup>952</sup> La théologie scolastique confirme également l'existence des droits humains. Elle affirme que certains droits fondamentaux humains apparaissent comme partie intégrante de la

---

<sup>946</sup> Cf. P. de CHARENTENAY, *Vers la justice de l'Evangile*, op. cit., p. 144.

<sup>947</sup> Cf. supra, Les violations des droits humains, p. 76.

<sup>948</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., pp. 65-66.

<sup>949</sup> Cf. ibid., pp. 67-69.

<sup>950</sup> Cf. ibid., p. 77.

<sup>951</sup> Cf. J.-L. BRUGUÈS, *Précis de théologie morale générale*, op. cit., p. 155.

<sup>952</sup> Cf. L. LEMOINE, *Dictionnaire encyclopédique d'éthique chrétienne*, Cerf, Paris, 2013, p. 658.

loi naturelle, c'est-à-dire sont inhérents à la loi divine.<sup>953</sup> A partir du XVIe et des XVIIe siècles, un philosophe comme John Locke parle déjà de l'existence d'un droit naturel dans lequel se trouve l'affirmation des droits inaliénables de l'être humain.<sup>954</sup>

La première déclaration des droits de l'homme, la *Virginia Declaration of Rights* remonte au XVIIIe siècle, plus précisément au 12 juin 1776. Cette première déclaration précède de peu la déclaration officielle de l'indépendance américaine le 4 juillet de la même année.<sup>955</sup> Mais ce qui spécifie la déclaration des droits de l'homme du XVIIIe siècle, bien qu'elle parle déjà des droits de l'être humain en général, c'est qu'elle reste au niveau national. C'est seulement à partir du XXe siècle qu'on reconnaît mondialement la déclaration universelle des droits de l'homme, datée du 10 décembre 1948.<sup>956</sup> Les événements catastrophiques de la deuxième guerre mondiale, anéantissant tous les droits de la personne, sont l'acte de naissance de cette Déclaration officielle et mondiale. Pour sauvegarder la dignité de la personne humaine et le respect de ses droits, la Déclaration universelle des droits de l'homme affirme dans son préambule que «...la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde ».<sup>957</sup>

La première déclaration universelle des droits de l'homme cherche à établir solidement le respect et la reconnaissance des droits fondamentaux de l'homme. Le premier et le troisième articles de cette déclaration le confirment bien : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ».<sup>958</sup> C'est grâce à cette Déclaration universelle des droits de l'homme qu'on introduit, pour la première fois, le concept de dignité humaine dans l'ordre juridique et qu'on fait le fondement et la source de tous les droits élaborés dans les textes internationaux.<sup>959</sup> Cela marque donc une étape essentielle dans la prise de conscience de la valeur substantielle de ce qui fonde notre humanité commune. Cette reconnaissance mondiale et universelle est une expression de la volonté commune de respecter la dignité humaine. Elle est également un signe qui montre le ralliement entre droits et dignité de l'homme. Les droits de l'homme sont toujours au service de la dignité de la personne humaine.

Pour autant, malgré l'esprit objectif de la Déclaration universelle des droits de l'homme du XXe siècle, visant au rétablissement de la reconnaissance de la dignité de l'homme face aux atrocités et aux tortures de l'être humain durant la deuxième guerre mondiale, il reste que dans le monde actuel, la conception de ceux-ci fait l'objet de débat et de controverse. Le langage et l'interprétation éthique concernant le respect des droits humains et de la dignité humaine ne cessent d'évoluer et parfois se contredisent. Malgré ces différentes interprétations, le respect de la dignité de la personne humaine constitue une valeur commune

---

<sup>953</sup> Cf. *ibid.*, p. 659.

<sup>954</sup> Cf. *ibid.*

<sup>955</sup> Cf. *ibid.*, p. 658.

<sup>956</sup> Cf. *ibid.*, p. 661.

<sup>957</sup> J. GENEVIEVE, *Les droits de l'homme et l'impunité des crimes économiques*, Cerf, Paris, 2009, p. 42 ; cf. *supra*, La sauvegarde des droits humains, p.

<sup>958</sup> *Déclaration universelle des droits de l'homme*, art. 1-3.

<sup>959</sup> Cf. J. GENEVIEVE, *Les droits de l'homme et l'impunité des crimes économiques*, op. cit., p. 44.

de l'humanité. Et chaque institution sociale, en particulier l'Eglise catholique, s'y réfère. Comment le comprendre ?

### 6.2.2 La conception de la doctrine sociale de l'Eglise sur les droits humains

La réflexion chrétienne s'est attachée à préciser la nature et la force des droits de l'homme, bien avant l'aube de la Révolution française. Les étapes les plus significatives en sont : la théologie scolastique, l'Ecole de Salamanque (XVI<sup>e</sup> s) et l'Ecole hollandaise du droit naturel (XVII<sup>e</sup> s.), enfin la doctrine sociale de l'Eglise (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles). Les droits de l'homme ont fait l'objet de plusieurs déclarations solennelles (1789 et 1948).<sup>960</sup> Hier on disait : les droits naturels ; aujourd'hui, on préfère parler des droits de la personne ou des droits humains. Le mot change, non point la réalité.

Toutefois, quand il s'agit de la position de l'Eglise catholique par rapport à la Déclaration universelle des droits de l'homme, il faut bien reconnaître qu'au début elle était réticente en raison du caractère anticlérical et même antichrétien de la Révolution française. C'est seulement à partir de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle que l'Eglise catholique reconnaît la valeur substantielle des droits de l'homme.<sup>961</sup> Plusieurs encycliques des papes et constitutions de l'Eglise témoignent de cette reconnaissance. La Constitution pastorale *Gaudium et spes* consacre un chapitre entier pour parler et expliquer l'importance des droits de l'homme. Jean XXIII, dans son encyclique *Pacem in terris*, affirme que la Déclaration universelle des droits de l'homme est l'un des actes les plus importants accomplis par l'ONU.<sup>962</sup> Il ajoute ensuite : « Nous considérons cette déclaration comme une première étape vers l'établissement d'une organisation légale et politique pour la communauté du monde ».<sup>963</sup>

Mais se pose la question : Pourquoi l'Eglise catholique reconnaît-elle les droits humains ? La réponse qu'elle apporte est assez simple. Sa réflexion part de la création de l'homme à l'image de Dieu et selon sa ressemblance. L'homme en tant qu'être créé à l'image de Dieu, dit saint Thomas, est considéré comme « *id quod est perfectissimum in tota natura* » ce qui se traduit, « ce qui est le plus parfait dans toute la nature ».<sup>964</sup> Cet homme en question a une dignité. Et celle-ci est inviolable parce qu'elle ne dérive ni de l'Etat ni d'une autre autorité humaine, qu'elle est inhérente à la nature de la personne elle-même. C'est dans ce sens que l'Eglise reconnaît l'égale et infinie dignité de tous les êtres humains. Cette reconnaissance est au cœur de sa foi.<sup>965</sup> Par rapport à la reconnaissance de l'Eglise des droits de l'homme, Jean XXIII rappelle que le bien commun réside surtout dans la sauvegarde des droits et des devoirs de la personne humaine ; dès lors « le rôle des gouvernements consiste à garantir la reconnaissance et le respect des droits, leur conciliation mutuelle, leur défense et leur expansion ».<sup>966</sup> Ces droits que l'Etat doit défendre sont universels, inviolables et inaliénables.<sup>967</sup> C'est dans ce sens que nous pouvons affirmer qu'il n'y a pas de

<sup>960</sup> Cf. J.-L. BRUGUÈS, *Précis de théologie morale générale*, op. cit., p. 154.

<sup>961</sup> Cf. L. LEMOINE, *Dictionnaire encyclopédique d'éthique chrétienne*, op. cit., p. 662.

<sup>962</sup> JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 47.

<sup>963</sup> Ibid.

<sup>964</sup> *Somme théologique*, IIae, q. 29, a.3.

<sup>965</sup> Cf. J. GENEVIEVE, *Les droits de l'homme et l'impunité des crimes économiques*, op. cit., p. 44.

<sup>966</sup> JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 60.

<sup>967</sup> Cf. ibid., n° 3.

développement possible et de réalisation du bien commun sans protéger et respecter les droits de l'homme.

Travailler pour le respect des droits humains fait partie intégrante du message de l'Evangile. La deuxième assemblée du Synode des évêques pour l'Afrique en 2009 a souligné que la lutte pour le respect des droits humains est intrinsèquement liée à la poursuite de la lutte pour la justice. Travailler pour faire régner la justice c'est travailler pour faire régner les droits de l'homme. Ainsi justice et droits de l'homme sont inséparables.<sup>968</sup> Combattre pour la justice signifie lutter pour la libération des pauvres. C'est dans ce sens-là que le pape François invite «...chaque chrétien et chaque communauté à être instrument de Dieu pour la libération et la promotion des pauvres».<sup>969</sup> C'est pour ce travail de libération que l'Eglise fait appel à tous les groupes de chrétiens, leur confiant l'option préférentielle pour les pauvres. Libérer les pauvres de toutes sortes d'oppression donne naissance à la théologie de la libération en Amérique latine. La Déclaration universelle des droits de l'homme, dans son préambule, confirme que la réalisation des droits humains implique la libération de l'homme de la terreur et de la misère.<sup>970</sup> Pour l'Eglise, ce travail de libération est fondé sur l'amour et la fidélité de Dieu, révélés en Jésus Christ. Afin de le réaliser, Paul VI, dans son exhortation *Evangelii nuntiandi*, réaffirme : « L'Eglise a un devoir d'annoncer la libération à des millions d'humains, dont un grand nombre sont ses enfants spirituels. Elle a un devoir de promouvoir cette libération, de témoigner, et de faire tout en son pouvoir pour la réaliser entièrement ».<sup>971</sup>

A son tour, Jean Paul II confirme que, sans aucun doute, la Déclaration universelle des Droits de l'homme de 1948 ne présente pas les ultimes fondements anthropologiques et éthiques des droits humains que l'Eglise proclame. Dans ce domaine, « l'Eglise catholique a une contribution irremplaçable à apporter, car elle proclame que c'est dans la dimension transcendante de la personne que se situe la source de sa dignité et de ses droits inviolables ».<sup>972</sup> C'est pour cette raison que l'Eglise a favorablement accueilli la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies, approuvée lors de l'Assemblée générale du 10 décembre 1948. Elle est en effet profondément convaincue qu'elle a le devoir de travailler au service des droits humains en vertu de sa foi et sa mission. En même temps, elle proclame que la dignité de la personne, qui a son fondement dans sa qualité de créature faite à l'image et à la ressemblance de Dieu, doit être respectée.<sup>973</sup> Pour Jean Paul II, la reconnaissance de ce fondement anthropologique et éthique des droits humains est la meilleure protection contre toute violation et abus de ceux-ci. Le plus fondamental des droits humains est, disait-il, le respect du droit à la vie, parce que le pontife polonais effectivement convaincu que «...la vie humaine est sacrée et inviolable dès sa conception à sa fin naturelle. De même qu'une vraie culture de la vie garantit le droit de venir au monde à celui qui n'est pas encore né, de même elle protège les nouveau-nés, en particulier les filles, du crime

---

<sup>968</sup> Cf. Deuxième assemblée spéciale pour l'Afrique du Synode des évêques, *L'Eglise en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix*, n° 15.

<sup>969</sup> PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 187.

<sup>970</sup> Cf. J. GENEVIEVE, *Les droits de l'homme et l'impunité des crimes économiques*, op. cit., p. 48.

<sup>971</sup> PAUL VI, *Evangelii nuntiandi*, n° 37.

<sup>972</sup> JEAN PAUL II, *Discours au corps diplomatique*, novembre 1989, n° 7.

<sup>973</sup> Cf. *ibid.*

d'infanticide. Pareillement, elle assure aux porteurs de handicap le développement de leurs potentialités, et aux malades et aux personnes âgées, des soins adaptés ».<sup>974</sup>

Jean Paul II met aussi l'accent sur le respect profond des autres droits qui sont directement liés à la vie sociale de l'homme en vue de l'épanouissement intégral de la personne humaine et du bien commun de tous. Ces droits dont il parle dans ses encycliques, sont le droit à ne pas être discriminé pour des motifs de race, de langue, de religion et de sexe ; le droit à la propriété privée, qui est valable et nécessaire, mais qui ne doit jamais être séparé du principe plus fondamental de la destination universelle des biens<sup>975</sup> ; le droit à la liberté d'association, d'expression et d'information, toujours dans le respect de la vérité et de la dignité des personnes ; le droit de participer à la vie politique dans le but de promouvoir organiquement et institutionnellement le bien commun<sup>976</sup> ; le droit à l'initiative économique<sup>977</sup> ; le droit à l'éducation et à la culture<sup>978</sup> ; le droit au travail et les droits des travailleurs. Enfin le droit au logement, c'est-à-dire le droit au logement pour chaque personne avec sa famille. Pour Jean Paul II, ce droit tient une grande place parce qu'il est un bon outil pour la famille afin de lutter contre les usurpations intolérables de la société et de l'État.<sup>979</sup>

Jean Paul II évoque également l'importance du droit à la liberté religieuse lorsqu'on parle des droits de l'homme. Car le droit à la liberté religieuse est, dit-il, effectivement lié au respect fondamental des droits humains fondamentaux.<sup>980</sup> Il est considéré comme base de tous les droits reconnus par la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>981</sup> et par la Convention sur les droits de l'enfant.<sup>982</sup> Le droit à la liberté religieuse n'est pas simplement un droit parmi les autres droits humains, mais il est celui auquel tous les autres se réfèrent, car la dignité de la personne humaine a sa première source dans le rapport essentiel avec Dieu. Cette dignité tire son origine de la création de l'homme à l'image et à la ressemblance à Dieu. C'est grâce à cela que l'homme est capable d'être en relation non seulement avec ses semblables mais aussi avec Dieu. Donc s'il est capable d'être en relation avec Dieu, il va de soi qu'il a la liberté de choisir la religion à laquelle il veut appartenir.

C'est dans cette perspective de Jean Paul II que Benoît XVI nous rappelle que le droit à la liberté religieuse exprime à la fois le droit sacré de l'être humain à la vie et à une vie spirituelle.<sup>983</sup> Il ajoute encore qu'il n'est pas possible pour l'homme de trouver des réponses aux interrogations de son cœur sur le sens de la vie, si on ne reconnaît pas son être spirituel et son ouverture à la Transcendance. Sans liberté religieuse les droits humains sont violés et bafoués. Dans cette mesure s'il y a violation de ces droits, la réalisation du bien commun est aussi remise en cause. Donc pour que le bien commun soit bien réalisé, il faut que les droits

---

<sup>974</sup> JEAN PAUL II, *Message pour la Journée mondiale de la Paix*, 1999, n° 4.

<sup>975</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 15 ; *Centesimus annus*, n° 15.

<sup>976</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Christifideles laici*, n. 42.

<sup>977</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n. 6 ; *Sollicitudo rei socialis*, n° 42.

<sup>978</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Discours pour l'Année mondiale de l'alphabétisation*, 3 mars 1990.

<sup>979</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Familiaris consortio*, n° 46.

<sup>980</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Discours au corps diplomatique*, 1989, n° 6.

<sup>981</sup> Cf. *Déclaration universelle des droits de l'homme*, art. 18.

<sup>982</sup> Cf. *Convention sur les droits de l'enfant*, art. 14.

<sup>983</sup> Cf. BENOÎT XVI, *Message pour la célébration de la journée mondiale de la paix*, 1 janvier 2011, n° 2.

de l'homme soient respectés. Cela signifie qu'il y a un rapport entre droits de l'homme et bien commun.

### 6.2.3 Le rapport entre droits humains et bien commun

La défense et le respect de la dignité de la personne humaine ne peut se contenter de promouvoir seulement l'économie ou le politique. Respecter la dignité de la personne humaine signifie avant tout reconnaître, défendre et promouvoir certains droits universels, inviolables et inaliénables.<sup>984</sup> Ces droits essentiels concernent les droits et les libertés fondamentales de la personne humaine. Ils sont la condition indispensable pour l'épanouissement de toute personne dans sa dimension matérielle et spirituelle.

Aujourd'hui, lorsqu'on parle du bien commun, on a tendance à réduire son sens seulement aux biens sociaux c'est-à-dire aux biens matériels.<sup>985</sup> Pour atteindre ce genre de bien, on a seulement besoin de la coopération de tous membres du corps social et de sa défense au nom de tous, pour que chaque membre de la société puisse y trouver les conditions de son épanouissement. Cependant cet épanouissement dont on parle n'est pas un épanouissement partiel mais intégral, car c'est à ce dernier que l'homme aspire. Cela ne se réalise que dans une communion d'amour avec Dieu, dans la totale liberté de répondre à sa vocation d'être créé, doué d'intelligence et de raison. Elle transcende toute réalité sociale. Ce bien dont on parle, dit Thomas d'Aquin, est un bien spirituel.<sup>986</sup> Celui-ci est incommensurablement supérieur au bien matériel d'une communauté. Le bien de la grâce d'un seul, ajoute Thomas d'Aquin, est plus grand que le bien naturel de l'univers tout entier.<sup>987</sup> C'est dans cette perspective que Jacques Maritain affirme : « La personne humaine est directement ordonnée à Dieu, comme à sa fin ultime absolue, et cette ordination directe à Dieu transcende tout bien commun créé, bien de la société politique et bien commun intrinsèque de l'univers ; telle est la vérité fondamentale qui guide toute la discussion sur le rapport entre individu et société ». <sup>988</sup>

Toute doctrine qui ne respecte pas ces droits fondamentaux de la personne humaine est une doctrine qui passe à côté du bien commun. C'est la raison pour laquelle Adepoju pose la question sur ce que le socialisme pense du bien commun. Il s'interroge : « Pourquoi le socialisme prétend-il garantir le bien commun des citoyens dans un Etat où est légalement méconnu le droit à la liberté religieuse ? N'est-ce pas là un signe patent de l'aliénation qui consacre le refus à l'homme d'un bien essentiel à son humanité dans le monde matériel ? »<sup>989</sup> Le bien commun n'est pas, dit-il, seulement une question politiquement matérielle mais aussi spirituelle, c'est-à-dire qu'il embrasse le tout de l'homme. En d'autres termes, il a une dimension intégrale : les hommes y participent en tant qu'ils vivent en société et en tant qu'ils ont un rapport connaturel avec l'Absolu, avec la Transcendance. Le bien commun doit tenir

---

<sup>984</sup> A. ADEPOJU, *La famille africaine, politiques démographiques et développement*, op. cit., p. 102.

<sup>985</sup> Cf. D. MÜLLER, *Bien commun. Bien et mal. Bonheur*, dans L. LEMOINE, *Dictionnaire encyclopédique d'éthique chrétienne*, op. cit., p. 300.

<sup>986</sup> THOMAS d'AQUIN, repris par D. MÜLLER, *Bien commun. Bien et mal. Bonheur*, art. cit., p. 301.

<sup>987</sup> Cf. *Somme Théologique*, Ia-IIae, q. 113, a. 9.

<sup>988</sup> J. MARITAIN, *La personne et le bien commun*, Morcelliana, Brescia, 1995, p. 10.

<sup>989</sup> A. ADEPOJU, *La famille africaine, politiques démographiques et développement*, op. cit., p. 100.



compte de la double relation de l'homme : horizontale et verticale.<sup>990</sup> Le *Compendium* affirme : « Le bien commun de la société n'est pas une fin en soi, il n'a de valeur qu'en référence à la poursuite des fins dernières de la personne et au bien universel de la création tout entière ». <sup>991</sup> Et la fin dernière dont on parle ici est Dieu. L'homme ne réalise sa vocation plénière qu'en relation avec Dieu son créateur. Cette relation de l'homme avec Dieu est un élément constitutif du bien commun dans sa dimension transcendante, qui dépasse mais aussi achève la dimension historique.<sup>992</sup>

En raison de cette double orientation du bien commun, la société doit veiller à proposer à l'homme la possibilité d'une vie bonne, humaine et vertueuse. Elle est en cela responsable de leur communion dans le bien vivre ensemble. Le bien de chacun doit être nécessairement en rapport avec le bien commun de tous. N'entrons pas ici dans la discussion de la supériorité quantitative ou qualitative du bien, car la supériorité du bien commun sur le bien privé n'est pas indépendante du type de bien envisagé. D'où ce conseil donné par saint Thomas : « Quand il s'agit du même type de bien pour l'homme et pour la société, il n'y a pas de doute sur la supériorité du bien commun, mais il peut arriver qu'un type de bien privé soit plus important que le bien commun de tous ». <sup>993</sup> De ce point de vue, on peut dire que l'homme qui vit dans la société en fait partie intégrante et s'y engage entièrement. Le bien commun est un bien qui perfectionne les membres de la société dans ce qu'ils peuvent atteindre de manière privée. En cela, le primat du bien commun ne s'oppose donc pas au fait que la société est faite pour l'homme et non l'homme pour la société. Au bout du compte, la notion du bien commun n'exige pas que l'homme soit subordonné à la société, mais que les biens individuels soient subordonnés au bien de tous.<sup>994</sup>

En résumé, pour concrétiser le bien commun, il faut qu'on respecte sa double dimension : horizontale et verticale, c'est-à-dire la relation de l'homme avec la société dans laquelle il vit et celle de l'homme avec Dieu qui est son principe. Le respect de cette double relation est un droit naturel et universel pour l'homme. Ce droit est donc inviolable et inaliénable. Il fait partie intégrale des droits de l'homme. Car il constitue les besoins fondamentaux et essentiels pour que l'homme puisse se réaliser dignement dans l'intégralité de sa dimension matérielle et spirituelle.<sup>995</sup> C'est la raison pour laquelle le bien commun qui est l'ensemble du bien matériel et spirituel n'a pas le droit de faire fi de l'exigence fondamentale du respect des droits de l'homme, parce que le respect de ces derniers joue un rôle substantiel dans sa réalisation intégrale. Respecter les droits de l'homme est un élément fondamental pour la réalisation du bien commun. Cependant cela ne suffit pas, il faut également le respect et la mise en œuvre effective de la démocratie, en tant que garante de la participation de tous.

---

<sup>990</sup> Cf. *ibid.*

<sup>991</sup> *Compendium de la doctrine sociale*, n° 170.

<sup>992</sup> Cf. *ibid.*

<sup>993</sup> *Somme Théologique*, IIa-IIae, q. 152, a. 4.

<sup>994</sup> Cf. X. DIJON, *L'éthique du bien commun en Afrique*. Regards croisés, L'Harmattan, Paris, 2011, p. 102.

<sup>995</sup> Cf. *ibid.*

### 6.3 La sauvegarde de la valeur de la démocratie

A Madagascar, depuis la 2<sup>ème</sup> République jusqu'à nos jours, tous les dirigeants politiques successifs ont beaucoup parlé de démocratie. Ils se prétendent tous être des démocrates. Mais leur manière d'agir ne correspond pas à ce qu'ils disent. Dès qu'ils arrivent au pouvoir, ils violent les principes fondamentaux de la démocratie tels que le respect de l'Etat de droit, de la bonne gouvernance, du pluralisme politique, de la liberté d'expression et d'opinion, etc.<sup>996</sup> Ce non-respect des principes de la démocratie est la cause principale des troubles ou des crises politiques cycliques. Il n'y a quasiment plus d'alternance démocratique. Or le respect de la démocratie joue un rôle primordial dans le processus de la réalisation du bien commun. Et l'Eglise catholique ne cesse de réaffirmer l'importance de la démocratie. La question est de savoir : pourquoi ?

Historiquement, la fin de la deuxième guerre mondiale marque un grand tournant dans la prise de conscience de la dignité de la personne humaine. Pie XII, dans son radio message de Noël 1944, constatait déjà : « Eduqués par une amère expérience, les peuples réclament un système de gouvernement qui soit plus compatible avec la dignité et la liberté des citoyens ». <sup>997</sup> Le pape observe que seuls les régimes totalitaires ont pu conduire à la guerre, car ces régimes n'ont pas tenu compte de la valeur de la participation de tous les citoyens de la société. Ils refusent à d'autres organes politiques ou entités sociales le droit de les contrôler. Voilà pourquoi ils ont supprimé la possibilité de contrôler l'activité des pouvoirs publics. Face à ces comportements, le pape condamne tout pouvoir autoritaire. C'est Jean Paul II, dans son encyclique *Centesimus annus*, qui dénoncera les abus de la négation de la vérité, de la dignité de la personne humaine et du droit des minorités. <sup>998</sup> Pour remédier à ces graves tentations totalitaires, le Magistère propose la notion du droit subjectif de la personne humaine et valorise la démocratie comme le régime qui permet le mieux de sauvegarder les droits inaliénables de l'homme. Droits qui sont liés au respect de la dignité de la personne humaine : droit à la vie, droits de l'homme, droit à la liberté, etc. <sup>999</sup> L'Etat, en tant qu'institution exécutive au sein de la société, doit les respecter. Car cette charge incombe à l'Etat.

Le grand tournant décisif du Magistère en faveur des droits de l'homme et de la démocratie est l'encyclique de Jean XXIII *Pacem in terris* en 1963. <sup>1000</sup> Il est vrai que l'encyclique ne traite pas intégralement de ce qu'est la démocratie, mais ce texte est la charte catholique des droits de l'homme, dérivés de sa nature. La conception de la démocratie selon l'Eglise n'est pas statique, elle évolue au fur et à mesure des circonstances. L'épiscopat français insiste, par exemple, sur la nécessité de la participation de tous à la gestion des affaires publiques par la mise en œuvre de la démocratie : « Pas de démocratie véritable, dit-il, sans comportement démocratique : apprendre à connaître et à reconnaître l'autre ; privilégier le débat plutôt que le combat ; développer le dialogue et le sens du compromis ; faire prévaloir la raison sur la passion ; bannir l'usage de la violence et du mensonge. La

<sup>996</sup> Cf. supra, Le non-respect de la démocratie, p. 87.

<sup>997</sup> PIE XII, *Le message radio de Noël 1944, Benignitas et humanitas*, qui porte sur la démocratie.

<sup>998</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, nn° 45-45 ; Cf. aussi C.-B. JAUBERT, *La morale politique*, op. cit., p. 122.

<sup>999</sup> Cf. ibid., n° 47, dans V.G.-C LEMAIRE, *Plongée dans l'enseignement social de l'Eglise*, op. cit., p. 238.

<sup>1000</sup> R. MINNERATH, *Doctrines sociale de l'Eglise et le bien commun*, op. cit., p. 134.

démocratie de représentation a grand besoin d'être renouvelée. Elle appelle à une démocratie de participation ».<sup>1001</sup> La démocratie est, selon l'Eglise catholique, le seul système politique qui permet de faciliter et de favoriser la participation de tous en vue du bien commun.

### 6.3.1 La démocratie comme source de participation

Le terme démocratie dans l'Eglise est surtout utilisé par le concile Vatican II. Ce faisant le concile cherche à promouvoir l'égalité foncière de tous les êtres humains et surtout la participation de tous à la construction d'une société juste et fraternelle. Il s'engage avec clarté en faveur de certains principes, selon lesquels il convient de combattre les régimes totalitaires ou dictatoriaux<sup>1002</sup> qui nuisent à la dignité de la personne humaine et détruisent les droits inviolables liés à celle-ci. C'est la raison pour laquelle il oriente son enseignement en faveur de la participation de tous les citoyens «...sans aucune discrimination, tant à l'établissement des fondements juridiques qu'à la gestion des affaires publiques ».<sup>1003</sup>

En insistant sur l'importance de la démocratie comme source de participation, Minnerath rappelle qu'il n'y a, jusqu'à maintenant, aucun autre régime qui soit capable de mettre en œuvre le principe fondamental de l'organisation sociale sinon la démocratie.<sup>1004</sup> La démocratie, ajoute-t-il, comme système de gouvernement exige des conditions précises : une culture démocratique du respect mutuel, un fonds de valeurs partagées, une anthropologie qui voit dans les personnes des sujets libres et capables de participer aux décisions qui les concernent. Elle exige également un système social qui favorise la responsabilité, un système économique qui permet aux entreprises de participer dans une concurrence loyale.<sup>1005</sup>

En parlant de participation en démocratie, deux formes sont habituelles : la participation directe et la démocratie représentative.<sup>1006</sup> La première consiste le fait que le peuple participe directement à la gestion du pouvoir et à la prise de décisions concernant la vie du pays. La pratique de la démocratie en Suisse en est un exemple. La seconde est le fait que le peuple participe seulement à la gestion du pouvoir à travers ses représentants qui sont les députés, les sénateurs et autres représentants. C'est ainsi que Maritain définit la démocratie comme le régime dans lequel le peuple exerce sa souveraineté. C'est une marche vers la justice et le droit, vers la libération de l'être humain.<sup>1007</sup> Les hommes, à travers le jeu démocratique, se protègent contre les dangers dont le plus redoutable est l'arbitraire du pouvoir politique. C'est pour éviter tout cela que naît la conception de la liberté comme « liberté-participation »<sup>1008</sup>, qui consiste à associer les gouvernés à l'exercice du pouvoir dans le but d'empêcher le gouvernement de leur imposer une autorité discriminatoire. Cette participation à la fonction gouvernementale, l'individu l'assume par le biais des droits politiques, par l'élection bien sûr, mais aussi par la jouissance des prérogatives qui

<sup>1001</sup> CONFERENCE EPISCOPALE DE FRANCE, *Réhabiliter la politique*, n° 20, dans M. FEIX, *L'Eglise aux carrefours des réalités sociales et politiques*, op. cit., p. 146.

<sup>1002</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 75.

<sup>1003</sup> Ibid.

<sup>1004</sup> Cf. R. MINNEATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 100.

<sup>1005</sup> Ibid., p. 101.

<sup>1006</sup> Cf. R. NIFLE, *Le sens du Bien Commun*. Pour une compréhension renouvelée des communautés humaines, Temps Présents, Paris, 2011, p. 124.

<sup>1007</sup> Cf. J. MARITAIN, *Les droits de l'homme et la loi naturelle*. In *Œuvres complètes*, Vol. VII, 1939-1943, Ed. Universitaires/Saint Paul, Fribourg/Paris, 1988, p. 653.

<sup>1008</sup> Ibid., p. 409.

garantissent la liberté de ses choix : liberté d'opinion, liberté de presse, liberté d'association, liberté de réunion, de culte. Toutes ces choses font partie des droits et des devoirs que le citoyen est censé connaître et pour pouvoir exercer mais qui malheureusement sont oubliés voire méconnus. Ainsi, la démocratie apparaît comme un système qui favorise la participation des citoyens. C'est la raison pour laquelle l'Eglise catholique est favorable au régime démocratique.

Au sujet de la participation démocratique, Minnerath reprend l'idée de saint Thomas d'Aquin, qui a beaucoup insisté, dans sa philosophie politique, sur la valeur substantielle de la participation dans la démocratie. Il qualifie la participation non seulement comme une exigence de la démocratie mais comme un fait qui est intrinsèquement lié à la nature de l'homme : « L'homme est par nature un être social. Il lui est donc demandé de prendre part à la gestion de la société à laquelle il donne de lui-même et dont il reçoit ce qu'il ne peut se procurer par ses seuls efforts ».<sup>1009</sup> Car tout homme est appelé, de par sa dignité, à participer aux décisions qui le concernent. Le droit de participer à la vie publique est donc fondé sur le socle intangible de la nature humaine.<sup>1010</sup>

Selon Jean XXIII, la participation est le concept clé de la politique, car la participation est la nature même du bien commun. Au sujet de cette nature du bien commun, il enseigne la nécessité que « tous les citoyens y aient leur part, fût-ce sous des modalités diverses d'après l'emploi, le mérite et la condition de chacun ».<sup>1011</sup> Jean XXIII en cohérence avec saint Thomas réaffirme l'importance de la participation : « Que les citoyens puissent prendre une part active à la vie publique, c'est là un droit inhérent à leur dignité de personnes ».<sup>1012</sup> Dans l'encyclique *Pacem in terris*, il donne une triple justification à l'importance de la participation. La première pour souligner l'importance de la faculté d'intervention de l'être humain. Cette faculté lui confère une nouvelle possibilité de travailler et de s'engager pour le bien d'autrui, c'est-à-dire qu'elle permet de rendre service aux autres. La deuxième demande d'optimiser la valeur des communications et des échanges à l'intérieur du corps social entre dirigés et dirigeants. Enfin la troisième affecte directement la recherche de la meilleure façon de gouverner les administrations publiques avec le souci du renouvellement périodique des titulaires des charges publiques. C'est un facteur essentiel pour harmoniser le développement de la société.<sup>1013</sup> La participation est donc, à la fois, une expression de la fraternité entre les citoyens, une garantie de bonne administration, et simultanément une garantie de la saine vitalité des organes de gouvernement.

Selon Paul VI, la démocratie est le seul système politique considéré par l'Eglise catholique comme favorable à la promotion de la personne humaine et de la société en général. Voilà pourquoi chaque fois que les papes ont pris conscience que ce système politique est menacé par la technocratie,<sup>1014</sup> ils en prennent la défense. La démocratie favorise la participation de tous à la vie sociale : « La double aspiration à l'égalité et à la

---

<sup>1009</sup> R. MINNERATH, *Doctrine sociale de l'Eglise et le bien commun*, op. cit., p. 121.

<sup>1010</sup> Cf. *ibid.*, p. 122.

<sup>1011</sup> JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 56.

<sup>1012</sup> *Ibid.*, n° 56.

<sup>1013</sup> Cf. JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 74.

<sup>1014</sup> PAUL VI, *Octogesima adveniens*, n° 47.

participation vise à promouvoir un type de société démocratique ». <sup>1015</sup> Elle n'est jamais comprise comme une simple procédure électorale. La démocratie politique se double d'une vision de démocratie sociale. Elle est une culture qui, par les corps intermédiaires, les entreprises, responsabilise les personnes et les engage à contribuer aux décisions communes. C'est la raison pour laquelle Jean Paul II dira : « L'Église apprécie le système démocratique comme système qui assure la participation des citoyens aux choix politiques et garantit aux gouvernés la possibilité de choisir et de contrôler leurs gouvernants, ou de les remplacer de manière pacifique lorsque cela s'avère opportun ». <sup>1016</sup>

L'affirmation de Jean Paul II va plus loin que ce que dit Jean XXIII concernant l'importance de la participation dans la gestion du pouvoir public. Déjà sa première encyclique *Redemptor hominis* en 1979, le pape polonais affirme que les régimes totalitaires ont confisqué les droits des citoyens au profit d'un groupe particulier qui monopolise le pouvoir, ces régimes interdisant en fait la participation. Or, insiste-t-il, le sens fondamental de l'État comme communauté politique consiste en ce que la société qui le compose, le peuple, est maître de son propre destin. <sup>1017</sup> Il ajoute encore une explication plus claire en écrivant : « Ces choses sont essentielles à notre époque où la conscience sociale des hommes s'est énormément développée et, en même temps qu'elle, le besoin d'une participation correcte des citoyens à la vie de la communauté politique ». <sup>1018</sup> Jean Paul II se souciant des pays en voie de développement, souligne l'importance de la pratique et de la mise en place du régime de participation démocratique, par opposition aux régimes dictatoriaux et autoritaires. Il est convaincu que l'établissement de ces régimes de participation est la requête majeure de l'heure pour le tiers monde : « Nombre de pays en voie de développement ont besoin de changer certaines structures injustes et notamment leurs institutions politiques, afin de remplacer des régimes corrompus, dictatoriaux et autoritaires par des régimes de participation ». <sup>1019</sup> Encore une fois, Jean Paul II confirme de la manière la plus claire qu'il n'y a pas de régimes politiques valables et justes sans la participation; la santé d'une communauté politique, ajoute-t-il, «...s'exprime par la libre participation et la responsabilité de tous les citoyens dans les affaires publiques et la fermeté du droit, par le respect et la promotion des droits de l'homme ». <sup>1020</sup>

Le gouvernement démocratique est défini à partir la délégation, par le peuple, de pouvoirs et de fonctions, qui sont exercés en son nom, pour son compte et en sa faveur. Il est donc évident que toute démocratie doit être participative. <sup>1021</sup> Cela signifie que tous les membres du corps social constituant la société sont impliqués dans l'exercice des fonctions qu'ils assument. Si la démocratie jouit d'un tel prestige, ce n'est pas seulement pour la place qu'elle reconnaît à la participation mais aussi pour oser valoriser le pluralisme.

---

<sup>1015</sup> Ibid., n° 24.

<sup>1016</sup> JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 46.

<sup>1017</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Redemptor hominis*, n° 17.

<sup>1018</sup> Ibid.

<sup>1019</sup> JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 44.

<sup>1020</sup> Ibid., n° 44.

<sup>1021</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 46 ; Cf. aussi C.-B. JAUBERT, *La morale politique*, op. cit., p. 123.

### 6.3.2 La démocratie comme garante du pluralisme

La démocratie, en tant que garante du pluralisme, politique a-t-elle une valeur prépondérante quand il s'agit de la gouvernance d'un pays ? La réalisation du bien commun nécessite la participation de tous les membres du corps social; or cette participation n'est possible que dans le respect de la voie démocratique. Qu'entend la doctrine sociale dans son enseignement du pluralisme ?

Faire une place au pluralisme n'a en soi rien de nouveau, depuis longtemps ce terme se décline en diverses acceptions : pluralisme politique, pluralisme religieux et pluralisme démocratique. Mais qu'est-ce que le pluralisme ? La démocratie est garante du pluralisme politique. Dès lors la question se pose : la démocratie n'existe-t-elle pas sans pluralisme politique ? Ou le pluralisme politique est-il l'expression de la démocratie ? S'il est l'expression de la démocratie, son existence a-t-elle des répercussions sur le bien commun ? Définir ce qu'est le pluralisme est une première étape pour comprendre ensuite pourquoi l'Église catholique articule liberté religieuse et pluralisme religieux.

Le pluralisme est un « système d'organisation qui reconnaît et accepte la diversité des courants d'opinion, de leurs représentants et des partis politiques. Il est l'un des fondements de la démocratie. Le pluralisme sous-entend la liberté d'opinion et d'expression ainsi que la reconnaissance des partis politiques. Il peut cependant aller au-delà du simple multipartisme selon le degré de liberté d'exercice de la politique qui est accordé aux partis et le rôle que leur confèrent les institutions ». <sup>1022</sup> Dans cette perspective, le pluralisme est une conception doctrinale et un comportement politique qui reconnaissent et acceptent la pluralité comme une donnée objective. <sup>1023</sup>

Pour l'Église catholique, le fondement de la reconnaissance du pluralisme se trouve dans le respect profond de la liberté religieuse. La liberté d'appartenance à une confession religieuse est un droit fondamental pour tous les hommes. « Le soin de veiller à ce droit incombe tant aux citoyens qu'aux groupes sociaux, aux pouvoirs civils, à l'Église et aux autres communautés religieuses, de la manière propre à chacun, en fonction de ses devoirs envers le bien commun ». <sup>1024</sup> Il s'ensuit que qui dit liberté religieuse, dit en effet pluralisme religieux. A partir de cette reconnaissance et déclaration officielle du pluralisme religieux, la situation de la société pluraliste est également évoquée dans les documents conciliaires, plus précisément dans la constitution pastorale *Gaudium et spes* qui propose la distinction suivante : « Les actions que les fidèles, isolément ou en groupe, posent en leur nom propre comme citoyens, guidés par leur conscience chrétienne, et les actions qu'ils mènent au nom de l'Église en union avec leurs pasteurs ». <sup>1025</sup>

Le synode des évêques sur la justice dans le monde en 1971 a réitéré cette discrétion de l'Église sur la mise en œuvre du pluralisme. Lors de ce synode, les évêques déclarent que l'Église en tant qu'institution sociale constituée par les chrétiens baptisés n'a pas le droit

---

<sup>1022</sup> *Dictionnaire politique, Le pluralisme*. Disponible sur : <http://www.toupie.org>.

<sup>1023</sup> Cf. G. MATAGRIN, *Politique, Église et foi*, op. cit., p. 154.

<sup>1024</sup> VATICAN II, *Dignitatis humanae*, n° 6.

<sup>1025</sup> *Gaudium et Spes*, n° 76.

d'élaborer un projet d'ordre social, politique ou économique pour la justice dans le monde. Pour autant elle a le droit d'intervenir, en cas de violations graves, pour la défense et la protection de la dignité et des droits fondamentaux de la personne humaine.<sup>1026</sup> En fait l'Église ne veut pas confondre sa responsabilité en tant que communauté religieuse et hiérarchique et en tant qu'Église constituée par ses membres. L'Église reconnaît à ses membres le droit à des choix pluralistes en se laissant conduire par l'esprit de l'Évangile et son enseignement social.<sup>1027</sup> L'objectif de l'Église est d'être modèle et exemple au sein d'une société pluraliste. Elle doit avant tout être cohérente en mettant en pratique cette option pluraliste en son propre sein. Jean XXIII, lors de l'ouverture du concile Vatican II le 12 octobre 1962, a bien dit qu'un vrai pluralisme implique l'accueil des diverses cultures : « L'unique peuple de Dieu est présent à tous les peuples de la terre, empruntant à tous ses propres citoyens (...). L'Église ne retire rien aux richesses temporelles de quelque peuple que ce soit, au contraire, elle sert et assume toutes les richesses, les ressources et les formes de vie des peuples en ce qu'elles ont de bon ». <sup>1028</sup>

Jean Paul II a développé, durant son pontificat, une réflexion de plus en plus approfondie sur la liberté religieuse<sup>1029</sup> en confirmant l'importance du pluralisme religieux. Au niveau anthropologique, elle « atteint la sphère la plus intime de l'esprit », soutient et est comme « la raison d'être des autres libertés ». <sup>1030</sup> Ce texte capital, issu de sa *Lettre aux chefs d'État* signataires de l'Acte final d'Helsinki datant du début du pontificat (1er septembre 1980), sera repris plus largement dans le *Message pour la journée mondiale de la paix* de 1988.<sup>1031</sup> Le pape Jean Paul II a proposé que le droit à la liberté religieuse puisse être considéré comme un test des autres droits de l'homme, le signe évident de leur respect. Aux yeux de Jean Paul II, la reconnaissance de la liberté religieuse engendre même de nombreux facteurs de paix. Il y a, d'une part, au niveau individuel, la sérénité apportée aux personnes lorsque la liberté religieuse est garantie et respectée. Par effet de totalité, cela contribue directement à la paix au niveau de la communauté sociale. D'autre part, la liberté religieuse bien comprise sert à assurer l'ordre, et plus généralement le bien commun de chaque pays, de chaque société. Cela favorise la formation des citoyens qui agissent avec un meilleur esprit de responsabilité.<sup>1032</sup>

La position actuelle du Magistère de l'Église consiste à «...défendre le point de vue que, si les religions, et en particulier la religion catholique, contribuent à la paix entre les hommes, elles doivent recevoir la reconnaissance comme faisant partie intégrante du bien commun des nations et, en conséquence, ne doivent jamais être assimilées à des facteurs

<sup>1026</sup> Synode des évêques du 30 novembre 1971, *Justitia in mundo*, n° 40.

<sup>1027</sup> Cf. *ibid.*, n° 41.

<sup>1028</sup> *Lumen Gentium*, n° 13.

<sup>1029</sup> J. SCHOTTE, *La liberté religieuse en tant que droit de l'homme dans la pensée de Jean Paul II*, op. cit., pp. 62-71.

<sup>1030</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Lettre aux chefs de l'État de l'Acte final d'Helsinki*, 1980.

<sup>1031</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Message pour la journée mondiale de la paix*, 8 décembre 1987.

<sup>1032</sup> Le souverain pontife Jean Paul II avait déjà exprimé ce lien entre liberté religieuse et paix : « Le respect de ce principe de la liberté religieuse servira encore au renforcement de la paix internationale, qui (...) est au contraire menacée par n'importe quelle violation des droits de l'homme, en particulier par l'injuste distribution des biens matériels et par la violation des droits objectifs de l'esprit, de la conscience humaine, y compris la relation de l'homme avec Dieu. Seule la plénitude des droits garantie effectivement à tout homme sans discrimination peut assurer la paix jusque dans ses fondements ». JEAN PAUL II, *La célébration de la journée mondiale de la paix* du 1<sup>er</sup> janvier 1988, *La liberté religieuse, condition pour vivre ensemble la paix*, n° 3.

d'intolérance lorsque l'on essaie subrepticement de les y cantonner ». <sup>1033</sup> L'unité religieuse d'un pays, élément très important - voire essentiel - du bien commun, fonde ici en grande partie le rôle public de la religion, même dans des pays à population religieuse pluraliste qui requièrent le dialogue des composantes religieuses. <sup>1034</sup>

Cette nouvelle vision de l'Église catholique sur la reconnaissance du pluralisme religieux a contribué à une ouverture de perspective sur les options politiques de ses membres. Les évêques de France ont affirmés que l'existence de l'option pluraliste dans une société permet les chrétiens de choisir en toute liberté entre les diverses associations ou différents parti politiques. <sup>1035</sup> Celle-là confirme, ajoutent-ils, le renforcement du vécu réel de la démocratie : « La diversité même des pensées et des pratiques politiques, affirment-ils, ne permet jamais de dire que l'état pleinement réussi des choses est ici ou qu'il est là. Au contraire, elle est une invite à un remembrement de la vérité, par affrontement et dépassement des théories et expériences divergentes (...). L'attitude pluraliste marie ainsi la conviction la plus engagée avec l'humilité la plus profonde, exorcisant par là même la neutralité et l'intolérance, également néfastes à la vie sociale ». <sup>1036</sup>

S'il est normal que les pouvoirs publics soient neutres quant aux conceptions philosophiques et aux convictions religieuses, cela signifie que « L'Etat ne doit être ni indifférent ni hostile, ni identifié à une confession, ni promoteur d'une idéologie antireligieuse, mais garant de la liberté religieuse des personnes et des communautés, conformément aux exigences de l'ordre public et au service du bien commun ». <sup>1037</sup> Ce que l'Eglise a toujours enseigné, « c'est la nécessaire autonomie du pouvoir temporel, mais non son indépendance absolue vis-à-vis de la finalité des hommes et des sociétés ». <sup>1038</sup> Il s'ensuit donc que le pluralisme en tant qu'expression de la démocratie garantit aussi le bien commun. Car le pluralisme politique permet au mieux le respect des divers droits fondamentaux de l'homme tels que les droits libres d'appartenir à une confession religieuse et à un parti politique. Cela signifie que le pluralisme garantit la mise en œuvre concrète de la démocratie. Celle-ci, dit R. Nifle, en tant que source de participation de tous, mobilise les acteurs pour traduire orientations et projets en activités et en actions. <sup>1039</sup> Elle permet à tous les corps intermédiaires de participer à la gestion et à l'organisation de la société. Elle suppose donc l'existence d'un peuple, c'est-à-dire des citoyens responsables capables de poser des actes libres en vue du bien commun. <sup>1040</sup> C'est dans ce sens qu'on peut affirmer que la démocratie en tant que source de participation de tous est indispensable à la réalisation du bien commun. Le refus politique du pluralisme est un obstacle à la réalisation de la stratégie de

---

<sup>1033</sup> J. MEJIA, *La liberté religieuse dans l'enseignement du pape Jean Paul II*, op. cit., pp. 73-62.

<sup>1034</sup> Dans un contexte de pluralisme culturel et religieux plus marqué, tel qu'il «...est prévisible dans la société du nouveau millénaire, un tel dialogue est important pour assurer aussi les conditions de la paix et éloigner le spectre épouvantable des guerres de religion qui ont ensanglanté tant de périodes de l'histoire humaine. Le nom du Dieu unique doit devenir toujours plus ce qu'il est, un nom de paix et un impératif de paix ». JEAN PAUL II, Lettre apostolique de 6 janvier 2001, *Novo millennio ineunte*, n° 55.

<sup>1035</sup> Cf. G. MATAGRIN, *Politique, Eglise et foi*, op. cit., p. 82.

<sup>1036</sup> Ibid., p. 83.

<sup>1037</sup> R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 90.

<sup>1038</sup> A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 111.

<sup>1039</sup> R. NIFLE, *Le sens du Bien Commun*, op. cit., p. 124.

<sup>1040</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 102.



développement socioéconomique d'un pays.<sup>1041</sup> Car, le pluralisme assure la contribution de tous, en vue d'« un plus grand partage des responsabilités et des décisions »<sup>1042</sup> au profit du bien commun.

Grâce au pluralisme, les deux communautés, à savoir la politique et l'ecclésiale peuvent travailler ensemble afin de réaliser le bien commun du peuple.

#### **6.4 Le rapport entre l'Eglise et l'Etat : autonomie et coopération**

Pourquoi et comment parler du rapport entre l'Eglise et l'Etat ? Parce que ces deux institutions jouent un rôle primordial dans le processus de la concrétisation du bien commun au sein de la société. Chacune d'elles a le devoir d'accomplir sa propre mission en fonction de ses compétences. Or ce n'était pas le cas à Madagascar, comme nous l'avons vu dans la première partie du travail, du fait que le principe de séparation du pouvoir entre l'Etat et les Eglises est violé par la mise en œuvre de la politique d'ingérence<sup>1043</sup> et du non-respect de la laïcité de l'Etat.<sup>1044</sup> La violation de ce principe a provoqué des troubles et des confusions au niveau de la prise de responsabilité politique l'une de l'autre. Alors pour éviter le problème de ce genre, il faut des principes de régulation.

En parlant de ces principes, l'Eglise catholique, par le biais de la doctrine sociale, a ses principes propres : ceux de l'autonomie réciproque et de la coopération mutuelle.<sup>1045</sup> D'après la doctrine sociale de l'Eglise, ces sont deux principes qui régissent les relations entre la communauté ecclésiale et la sphère politique.<sup>1046</sup> Ces deux entités sont indépendantes l'une de l'autre, chacune dans sa sphère de compétence.<sup>1047</sup> L'indépendance réciproque de ces deux entités ne comporte pas de séparation excluant leur collaboration.<sup>1048</sup> Cependant cette collaboration ne signifie pas que l'Eglise peut se mêler aux affaires politiques. Car celles-ci ne relèvent pas de sa compétence. Elle garde toujours son autonomie et son indépendance par rapport à la politique en vue du bien commun.

##### **6.4.1 Le respect de l'autonomie de l'Église par rapport à la politique**

L'Église et le gouvernement politique d'un pays ont des attributions et des responsabilités différentes en raison même de leur mission propre. Le principe de la séparation des pouvoirs, temporel et spirituel, vient directement de l'Evangile où se lit le célèbre aphorisme « rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu »<sup>1049</sup> (Lc 20, 20-26 ; voir également Mc12, 13-17 et Mt 22, 15-22). Ce principe ne peut être oublié ou renié. L'autonomie et l'indépendance de ces deux entités ne font aucun doute dans l'ordre des fins. P. Valadier, pour confirmer cette autonomie de l'Eglise par rapport à celle de la société politique, reprend l'idée de Maritain en écrivant : « L'Eglise est le royaume spirituel de la

---

<sup>1041</sup> Cf. G. MATAGRIN, *Politique, Eglise et foi*, op. cit., p. 177.

<sup>1042</sup> V. GAY-CROSIER-LEMAIRE, *Plongés dans l'enseignement social de l'Eglise*, op. cit., p. 168.

<sup>1043</sup> Cf. supra, Le problème de la politique d'ingérence entre Etat-Eglises, p. 61.

<sup>1044</sup> Cf. supra, Le non-respect de la laïcité de l'Etat, p. 63.

<sup>1045</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 425.

<sup>1046</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 91.

<sup>1047</sup> Cf. R. MINNERATH, *L'Eglise catholique face aux Etats. Deux siècles de pratique concordataire 1801-2010*, Cerf, Paris, 2012, p. 215.

<sup>1048</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 425.

<sup>1049</sup> Cf. R.-P. COULET, *L'Eglise et le problème politique*. Action populaire, Paris, 1922, p. 19.

Vérité, de la Vérité révélée par Dieu pour le salut des hommes, et elle a mission divine d'enseigner la Vérité. Elle a donc droit sur les âmes et les consciences ».<sup>1050</sup> Ce principe, aux yeux de Maritain, est un premier principe immuable. L'Etat doit respecter cette mission de l'Eglise et l'Eglise elle-même.<sup>1051</sup>

A l'inverse, l'Etat n'a aucune mission d'ordre spirituel et nulle compétence pour enseigner la vérité. C'est pourquoi son pouvoir est uniquement temporel et donc ces deux entités, au niveau du gouvernement, sont autonomes et indépendantes. P. Coulet, dans son livre intitulé *L'Eglise et le pouvoir politique*, explique que le pouvoir politique est institué pour assurer l'ordre au sein des sociétés humaines et pourvoir à leur bien-être temporel. L'Etat a en plus le devoir de respecter la liberté religieuse et de garantir à l'Eglise l'espace nécessaire à sa mission. Il s'ensuit avec plus de limpidité que le pouvoir spirituel est institué afin «... d'enseigner les nations, les baptiser au nom du Père et du Fils et du Saint Esprit, d'assurer le salut éternel des âmes, d'instruire les hommes des grandes vérités de la foi et des devoirs de la morale, de les initier à ce commencement de vie divine, de les aider, de les soutenir au milieu des difficultés de la vie présente, de leur distribuer avec le sacrement, les secours indispensables de Dieu, de les acheminer enfin vers leur éternelle destinée ».<sup>1052</sup>

L'Eglise se place au service du royaume de Dieu en annonçant et en communiquant l'Evangile et en édifiant de nouvelles communautés chrétiennes. Elle répand le Royaume quand elle enseme dans le monde les valeurs évangéliques qui sont l'expression du Royaume. Elle aide par-là les hommes à accueillir le projet de Dieu. Certes « ...l'Eglise ne prend pas en charge la vie en société sous tous ses aspects mais juste selon sa compétence, qui est l'annonce du Christ Rédempteur ».<sup>1053</sup> La mission propre que le Christ a confiée à son Eglise n'est ni d'ordre politique, ni d'ordre économique ou social, mais d'ordre religieux et pastoral. La doctrine sociale enseignée par l'Eglise «...n'entre pas dans des questions techniques et ne propose pas des systèmes ou des programmes économiques et politiques ou même des modèles d'organisation sociale ».<sup>1054</sup> Ceci ne relève pas de sa mission, sa compétence est d'annoncer et de communiquer l'Evangile de Jésus Christ.

L'Eglise, en vertu de la mission que le Christ lui a confiée, s'impose de respecter toujours et partout la distinction entre le spirituel et le temporel. Elle estime que son devoir est de rester réservé quant aux formes de gouvernement et d'institutions civiles des Etats. Elle approuve tous ceux qui respectent la liberté religieuse quel que soit le système politique. Le Pape Léon XIII souligne : « Non pas que l'Eglise ne reconnaisse à ses fidèles le droit d'avoir personnellement leurs préférences politiques et de chercher à les faire valoir, mais parce qu'elle entend que dans cette action politique ne soit pas impliquée ni compromise la religion elle-même et l'Eglise ».<sup>1055</sup> Cependant cette indépendance de l'Eglise par rapport à la communauté politique au niveau du gouvernement et de la mission ne signifie pas que

---

<sup>1050</sup> P. VALADIER, *Maritain à contre-temps*. Pour une démocratie vivante, Desclée de Brouwer, Paris, 2007, p. 117.

<sup>1051</sup> Cf. *ibid.*, p. 129.

<sup>1052</sup> R.-P. COULET, *L'Eglise et le problème politique*, op. cit., p.19.

<sup>1053</sup> Cf. *Catéchisme de l'Eglise Catholique*, n° 2420.

<sup>1054</sup> Cf. JEAN. PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 41, dans COLL., *Le discours social de l'Eglise catholique*, op. cit., p. 806.

<sup>1055</sup> R.-P. COULET, *L'Eglise et le problème politique*, op. cit., p. 27.

l'Église ne peut pas travailler avec le pouvoir politique. Puisque l'Église, en tant qu'institution sociale, se situe au sein de la société et non pas en dehors, elle se doit de travailler avec le pouvoir politique.

Le concile parle du terrain qui est propre aux deux entités. Cela suppose qu'il y a des domaines communs aux deux et des domaines où chacune respecte l'autonomie de l'autre. En parlant de l'autonomie et de l'indépendance vis-à-vis de l'Etat, l'Église n'entend nullement séparation absolue. Leurs sphères ne sont pas sur deux lignes parallèles qui ne se croiseraient jamais. En réalité, l'Église et la communauté politique se rencontrent en l'homme.<sup>1056</sup> Comment envisager cette saine collaboration ou coopération? Quel peut être leur point de confluence si ce n'est le bien commun de tous ?

#### **6.4.2 L'indépendance de l'Église n'exclut pas la coopération**

La communauté politique et l'Église ne sont pas des fins en elles-mêmes mais toujours au service des hommes. Voilà pourquoi l'Église et la communauté politique : «... sont indépendantes l'une de l'autre et autonomes, mais toutes deux, quoique à des titres divers, sont au service de la vocation personnelle et sociale des mêmes hommes. Elles exerceront d'autant plus efficacement ce service pour le bien de tous qu'elles rechercheront davantage entre elles une saine coopération, en tenant compte des circonstances de temps et de lieu ».<sup>1057</sup>

L'Église et la communauté politique sont au service du développement intégral de tout l'homme et de tout homme. Il est du devoir de leur autorité d'indiquer la finalité ultime des hommes afin de leur donner les moyens d'être heureux en société.<sup>1058</sup> Cette mission commune donne le droit à l'Église de demander à la communauté politique la reconnaissance juridique de son identité afin qu'elle puisse effectuer ses devoirs.<sup>1059</sup> S'il en est ainsi, quels sont les devoirs de l'Église envers la société, par rapport à ceux de la communauté politique ?

#### **6.5 La contribution de la communauté ecclésiale à l'œuvre pour la paix sociale**

La crise politique interminable est le premier facteur de la grande instabilité politique à Madagascar. Celle-ci provoque un grand malaise en matière de paix sociale dans des différents domaines de la vie sociale : politique, économique, religieux et environnemental. Nous l'avons déjà souligné dans la première partie.<sup>1060</sup> Or nous sommes tous convaincus qu'il n'est pas possible de réaliser le bien commun dont nous parlons si on ne commence pas à combattre pour la paix sociale, étant donné que celle-ci est le bien de tous les hommes sans exception.<sup>1061</sup>

L'Église catholique, par le biais de la doctrine sociale et, en particulier le *Compendium*, ne cesse marteler l'importance de la paix sociale dans le processus de la réalisation du bien commun. La paix est, dit-elle, un idéal que le Christ propose. Elle évoque

---

<sup>1056</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 76, 3.

<sup>1057</sup> *Gaudium et spes*, n° 76, dans J.-Y. CALVEZ, *Une éthique pour nos sociétés*, op. cit., p. 179.

<sup>1058</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Église*, op. cit., p. 121.

<sup>1059</sup> Cf. M.-A. FONTELLE, *Construire la civilisation de l'amour*, op. cit., p. 727.

<sup>1060</sup> Cf. supra, Les impacts négatifs des violations des principes de l'éthique politique, p. 94.

<sup>1061</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 119.

synthétiquement le calme, la tranquillité, le bon ordre, l'harmonie, l'amitié avec Dieu, le bien-être, le bonheur sous toutes ses formes légitimes.<sup>1062</sup> C'est pour cette raison que la promotion de la paix dans le monde fait partie intégrante de la mission de l'Eglise actuelle.<sup>1063</sup> L'Eglise est le sacrement visible du Christ, c'est-à-dire signe et instrument de paix dans le monde et pour le monde. Au cours du débat du concile Vatican II sur le thème de la paix, il a été affirmé que la politique de la paix et la politique du développement sont comme un nœud indissociable.<sup>1064</sup> La paix, dit P. de Charentenay, est une des conditions essentielles du respect de chaque personne, de son développement et du respect de sa dignité.<sup>1065</sup> De même, au cœur de l'enseignement social de l'Eglise catholique et surtout du *Compendium*, le thème de la paix et de la sécurité se trouve au centre de leurs préoccupations.

L'insistance de l'enseignement social de l'Eglise catholique sur la paix a toujours été enseignée. Durant et après la Première Guerre mondiale, le pape Benoît XV publia de multiples appels à la paix, dont son encyclique *Pacem Dei* en 1920. Pie XII a poursuivi, dans de nombreux messages, ce discours pour la paix. Mais le point culminant de ces prises de position de l'Eglise est l'encyclique de Jean XXIII, *Pacem in terris*, dans laquelle il insiste sur les conditions de la paix. La paix, dit-il, n'est pas seulement l'absence de conflit mais aussi et surtout l'existence de relations positives entre les individus et les communautés.<sup>1066</sup> Voilà pourquoi il met en premier le respect des droits de l'homme dans l'effort de construction de la paix<sup>1067</sup>, le deuxième est le désarmement et le troisième point est la construction d'un ordre moral qui défende et respecte le bien commun de l'humanité, ceci par le moyen « d'une autorité publique de compétence universelle ».<sup>1068</sup> Paul VI reprend ces préoccupations dans le cadre du développement, et ce dans son encyclique *Populorum progressio* : « C'est le chemin du développement qui conduit à la paix ».<sup>1069</sup> Cela confirme ce que dit le *Compendium* : « La paix n'est pas simplement l'absence de la guerre ni même un équilibre stable entre des forces adverses »<sup>1070</sup> mais elle consiste dans le développement intégral de la personne humaine. Et sans ce développement, il est impossible de réaliser ou même de parler du bien commun. C'est dans cette perspective que le Pape François intervient dans son exhortation apostolique *Evangelii gaudium* : « La paix se construit jour après jour dans la poursuite d'un ordre voulu de Dieu, qui comporte une justice plus parfaite entre les hommes. En définitive, une paix qui n'est pas le fruit du développement intégral de tous n'aura pas d'avenir et sera toujours semence de nouveaux conflits et de diverses formes de violence ».<sup>1071</sup>

<sup>1062</sup> Cf. R. COSTE, *Les communautés politiques*, op. cit., p. 249.

<sup>1063</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 516.

<sup>1064</sup> Cf. G. ALBERIGO, *Histoire du Concile Vatican II (1959-1965)*, T. V, Cerf, Paris, 2005, p. 492.

<sup>1065</sup> Cf. P. de CHARENTENAY, *Vers la justice de l'Evangile*, op. cit., p. 227.

<sup>1066</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1067</sup> Les droits humains dont on parle ici sont le respect profond des droits fondamentaux de la personne humaine et ne laissent pas de place pour les choix arbitraires qui conduiraient à des formes de discrimination et d'injustice. En même temps, Jean XXIII insiste en disant : « Des droits élémentaires ne sont pas encore respectés, surtout dans des situations de sous-développement : je pense, dit-il, par exemple, au droit à la nourriture, à l'eau potable, au logement, à l'autodétermination et à l'indépendance » La paix exige que cet écart soit réduit de manière urgente et en définitive supprimé. Cf. P. de LAUBIER, *La pensée sociale de l'Eglise catholique*. De Léon XIII à Benoît XVI, op. cit., p. 235.

<sup>1068</sup> P. de CHARENTENAY, *Vers la justice de l'Evangile*, op. cit., p. 228.

<sup>1069</sup> PAUL VI, *Populorum progressio*, n° 77.

<sup>1070</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 494.

<sup>1071</sup> PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 219.

En outre Jean Paul II n'a cessé d'exhorter à un sursaut de courage pour que chaque chrétien devienne instrument d'espérance. « Si tu veux la paix, défends la vie! ».<sup>1072</sup> Ce cri du pape humaniste retentit encore, car la paix et la vie vont toujours ensemble. « *Heureux les artisans de paix, car ils seront appelés fils de Dieu* ». (Mt 5, 9) La paix des béatitudes n'est pas celle du monde. Elle n'existe pas dans l'ordre politique lorsque l'ordre écrase. Elle n'est pas dans le silence, lorsque le silence naît de la répression, de la terreur, de la peur. Elle n'est pas non plus dans la résignation, car la résignation est indigne de l'homme. La paix du Christ, c'est l'amour pour tous, y compris pour ceux qui ne partagent pas ces valeurs, voire les ennemis. La paix du Christ, c'est la justice pour tous, c'est la vérité pour tous. Voilà pourquoi la réflexion éthique a toujours conçu la paix comme le fruit de l'ordre inscrit dans la nature des êtres, le signe tangible que les rapports humains se déroulent dans la justice et la vérité. Cette paix dont on parle ne se limite pas seulement, dit Minnerath, à une seule dimension personnelle ou familiale mais s'étend plus largement à une dimension nationale et même internationale. Elle doit donc prendre en compte les exigences fondamentales de la nature humaine, c'est-à-dire le respect profond de la dignité intrinsèque de la personne humaine, son besoin de liberté, de vérité et de justice.<sup>1073</sup> Et c'est pour cette paix que le Christ est mort et ressuscité. Voilà pourquoi l'Église, à la suite du Christ, participe à l'œuvre de la paix : sociopolitique, réconciliation et pardon.

### 6.5.1 L'engagement pour la paix sociopolitique

Le travail de l'Église pour la paix ne se limite pas exclusivement au sein de l'Église elle-même. Il s'ouvre à toute la société. Elle participe à la recherche de la paix même sur le plan sociopolitique : « Car la paix du Christ eschatologiquement promise est non pas une paix privée, une paix partielle, ou séparée, mais la paix pour tous, la paix ouverte à chacun et tout d'abord au plus pauvre, au plus petit, au plus lointain. Si elle n'est pas offerte à tous, personne ne peut l'exiger pour soi. Par rapport à cette paix, en effet il n'y a plus “ ni païen ni juif, ni circoncis ni incirconcis, ni barbare ni scythe, ni esclave ni homme libre ”. Cette paix fondée sur la croix du Christ n'est pas la propriété privée d'un groupe, pas davantage celle d'une religion, elle n'est pas la propriété privée de l'Église. L'Église est là pour la paix, non l'inverse ».<sup>1074</sup> Voilà pourquoi, elle doit s'instaurer positivement dans les relations entre personnes et nations. Elle est un mouvement continu, qui dérive de la paix des cœurs et va jusqu'à englober les rapports entre les nations. La paix n'est acquise qu'à condition que soient respectées les exigences de l'éthique universelle. Les traités et les institutions internationales sont impuissants à garantir la paix, si les mentalités n'y sont accordées. La garantie de la paix n'est pas seulement une affaire individuelle mais plutôt affaire de tous. Car pour promouvoir une culture de paix, s'impose un respect profond de toutes les exigences universelles de la personne humaine. S'y ajoutent que les situations d'injustices structurelles soient dénoncées et surmontées et que les droits des peuples soient reconnus.<sup>1075</sup>

De plus une culture de la paix exige que le respect strict des droits humains soit assuré. Tous les régimes politiques qui ne tiennent pas compte de ces droits sont à remplacer par

<sup>1072</sup> JEAN PAUL II, *Message pour la Journée mondiale de la Paix*, 2000.

<sup>1073</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 188.

<sup>1074</sup> J.-B. METZ, *Pour une théologie du monde*, op. cit., p. 159

<sup>1075</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 119.

d'autres, attentifs au respect de la dignité de la personne humaine. « Nul ne peut commander ou instituer ce qui est contraire à la dignité des personnes ».<sup>1076</sup> Car la prise de conscience de la dignité de la personne humaine et de ses besoins est le premier pas vers la reconnaissance mutuelle que tous les hommes partagent une même destinée terrestre. Une culture de la paix sera donc attentive à éliminer les causes qui alimentent les conflits. En particulier, elle encouragera la coopération entre nations de manière à rendre leurs intérêts à ce point interdépendants qu'un recours à la guerre soit rendu impossible. C'est pour l'existence de la paix durable que l'Eglise, à travers sa doctrine sociale, lutte contre le terrorisme et exige un désarmement général, équilibré et contrôlé.

#### **6.5.1.1 La lutte contre le terrorisme**

L'Eglise en tant qu'instrument de la paix du Christ sur la terre prend part à la lutte contre le terrorisme. La condamnation du terrorisme n'est pas une décision récente de l'Eglise mais remonte au concile de Vatican II.<sup>1077</sup> Renoncer à la violence en est la première exigence. Jean Paul II dit que l'acte de terrorisme «...est un véritable crime contre l'humanité »<sup>1078</sup> et une grave menace pour la paix en général, comme ce qui s'est passé aux États-Unis le 11 septembre 2001 et ce qui se produit régulièrement avec les attentats islamistes de différents ordres. C'est une source d'instabilité de la vie du peuple tant au niveau national qu'international. Les cibles préférées des attaques terroristes se situent en général sur les lieux de la vie quotidienne de l'homme. Il frappe aveuglement sans tenir compte des dégâts immenses qu'il cause. Il manifeste un mépris total de la vie humaine et aucune motivation ne peut le justifier. La doctrine sociale de l'Eglise souligne que tous les actes terroristes offensent la dignité humaine et constituent une offense à l'humanité entière. Ils transgressent et violent donc les droits de l'homme. C'est la raison pour laquelle l'Eglise insiste en soulignant que « ...la collaboration internationale contre l'activité terroriste ne peut pas se limiter seulement à des opérations répressives et punitives ».<sup>1079</sup> Dans cette visée, l'idée de R. Minnerath est claire : «...lorsque tous les moyens pacifiques de résoudre les conflits ont été épuisés. Si la sécurité d'une communauté est mise en cause par des actions injustes et violentes, l'emploi de la force en vue de la restauration de l'ordre juste est moralement légitime et nécessaire ».<sup>1080</sup> C'est dans ce sens qu'on peut affirmer que l'Eglise catholique accepte l'usage de force en cas de force majeure ou en cas de nécessité en vue du bien commun du peuple et de la nation.

L'Etat qui a la charge de garder et de sauvegarder toujours le bien commun ne peut à aucun moment renoncer à procurer la justice et la sécurité à ses citoyens<sup>1081</sup>, sans quoi il les livrerait à l'oppression et à la violence. La paix n'est pas un bien inconditionnel. Pour qu'il y ait une paix véritable, l'Eglise rappelle qu'une nation menacée par l'acte terroriste a le devoir et le droit de se défendre en vue du bien de sa population. En plus la raison d'être des forces

---

<sup>1076</sup> A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 65.

<sup>1077</sup> Cf. G. ALBERIGO, *Histoire du Concile Vatican II (1959-1965)*, op. cit., p. 491.

<sup>1078</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Message pour la célébration de la journée mondiale de la paix*, 2002.

<sup>1079</sup> JEAN PAUL II, *Message pour la Journée mondiale de la paix*, 2004.

<sup>1080</sup> R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 121.

<sup>1081</sup> Cf. *ibid.*

armées dans une Nation est pour le maintien de la paix. C'est la raison pour laquelle l'Eglise enseigne que le recours à la guerre est moralement légitime pour sauvegarder la paix.

Toutes les Eglises et notamment l'Eglise catholique s'évertuent à exhorter les peuples, les États, les institutions et les organismes divers à «...collaborer pour éliminer les causes du terrorisme et pour promouvoir l'amitié entre les peuples ».<sup>1082</sup> Cette intervention de l'Eglise appelant à la recherche de la paix implique le désarmement.

### **6.5.1.2 La revendication des désarmements**

Pourquoi l'Eglise revendique-t-elle un désarmement général, équilibré et contrôlé ? La production énorme d'armes dans le monde d'aujourd'hui, surtout dans les pays dits puissants, provoque toujours une grave menace pour la stabilité et pour la paix. C'est pour cette raison que l'Eglise est vraiment persuadée que «...la course aux armements n'assure pas la paix. Loin d'éliminer les causes de la guerre, elle risque de les aggraver ».<sup>1083</sup> Toute activité de fabrication des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive est désapprouvée par l'Eglise. Elle s'efforce non pas seulement de lutter contre la course aux armements mais aussi d'interdire la guerre.<sup>1084</sup> Elle exhorte continuellement les États à chercher tous les moyens efficaces de réduire la production des armes et ensuite de la contrôler. Car au fur et à mesure de l'augmentation des armes, l'instabilité augmente dans le monde. Pour cette raison, Jean XXIII a pris position en faveur du désarmement. Il croit que la justice, la sagesse, le sens de l'humanité réclament qu'on arrête la course aux armements.<sup>1085</sup> Cependant, la paix que l'Eglise vise, proclame Calvez, n'est pas seulement simple empêchement de la guerre<sup>1086</sup> ou bien, ne consiste pas seulement en un avenir de paix politique et sociale, mais représente aussi une œuvre de paix, dans le pardon et la réconciliation.

### **6.5.1.3 L'engagement pour la paix : pardon et réconciliation**

Nombre de pays d'Afrique, y compris Madagascar, vivent dans une grande instabilité sociale à cause de la crise politique cyclique.<sup>1087</sup> Cette crise politique a perturbé le dynamisme qui anime le bon fonctionnement de la vie sociale. Elle a provoqué une grande division et fracture sociale. Pour preuve, toute la crise politique successive qui a frappé le pays a laissé une grave blessure au cœur de la société malgache. En conséquence de cela, les sentiments de rivalités, de haine, d'hypocrisie, de rancune, d'esprit de vengeance domine au cœur des dirigeants politiques successifs et des politiciens des divers partis et associations politiques, des syndicats et des autres associations ainsi qu'au sein même de la famille : il y a des divisions en raison des appartenances politiques. Tout cela crée un blocage majeur à la participation de tous au développement du pays. Or nous avons dit plus haut qu'aucun pays ne peut se développer sans la participation de tous.

---

<sup>1082</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Décatalogue d'Assise pour la paix*, février 2002, n° 1.

<sup>1083</sup> *Catéchisme de l'Eglise Catholique*, n° 2315.

<sup>1084</sup> Cf. G. ALBERIGO, *Histoire du Concile Vatican II (1959-1965)*, op. cit., p. 491.

<sup>1085</sup> JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 112.

<sup>1086</sup> Cf. J.-Y CALVEZ, *Une éthique pour nos sociétés*, op. cit., p. 142.

<sup>1087</sup> Cf. S. URFER, *Où va Madagascar*. Les incertitudes d'une société en mutation, art. cit., p. 27.

Pour sortir donc de cette impasse, il faut donc qu'on trouve d'une solution adéquate à cette situation. Pour l'Eglise catholique, en tant qu'institution éducatrice et réconciliatrice, la réconciliation est l'une des meilleures solutions permettant de reconstruire la stabilité et la paix sociale. Le *Compendium* déclare : « L'Eglise enseigne qu'une paix véritable n'est possible que par le pardon et la réconciliation ».<sup>1088</sup> Et l'enseignement social de l'Eglise insiste beaucoup sur ce sujet quand il s'agit de la recherche de la paix véritable. Pardonner et se réconcilier sont des vocables chrétiens. Et Jean Paul II pose toujours des questions sur ce point : mais que signifie concrètement pardonner et pourquoi pardonner ?<sup>1089</sup> Aussi insiste-t-il beaucoup pour dire que la paix n'est possible que par le pardon et la réconciliation.<sup>1090</sup> Pourtant, il est difficile de pardonner face aux conséquences de la guerre et des conflits que sont les blessures internes et les lourds fardeaux de douleur. Guérir des blessures dues aux conflits ne se commande pas, il y faut réflexion approfondie, loyale et courageuse. Le poids du passé, l'oubli des offenses passe par la voie du pardon mutuel. Il est vrai que ce parcours est effectivement difficile et requiert un travail de renoncement de soi. L'Evangile nous rappelle toujours que « *si vous pardonnez aux hommes leurs manquements, votre Père Céleste vous pardonnera aussi (Mt 6,14)* ». <sup>1091</sup>

Cependant, malgré l'importance du pardon mutuel, le *Compendium* ne cesse de répéter que ce type de pardon ne doit pas annuler les exigences de la justice ni, encore moins, barrer le chemin qui conduit à la vérité. Car nous sommes tous convaincus que ce qui prime dans la recherche de la réconciliation en vue de la paix sociale, c'est que toutes les propositions à avancer respectent bien le sens de la justice et de la vérité. Etant donné qu'il n'y a pas d'authentique réconciliation possible sans tenir compte de la justice et de la vérité, le respect de celles-ci représente les conditions concrètes de la réconciliation.<sup>1092</sup> Pour cette raison, la recherche de la justice et de la vérité est vraiment essentielle au sein de la société. Pour ce faire, l'Eglise, à travers la création d'organismes et de groupes, fait régner cette justice et cette vérité. Il est, en outre, nécessaire de promouvoir le respect du droit à la paix, car ce droit favorise la construction d'une société à l'intérieur de laquelle les peuples seront capables de collaborer en vue de ce bien commun qu'est la paix.

Le pardon urge également au niveau social. Les familles, les groupes, les États, la Communauté internationale elle-même, ont besoin de s'ouvrir au pardon pour renouer les liens rompus, pour dépasser les situations stériles de condamnation réciproque, pour vaincre la tentation d'exclure les autres en leur refusant toute possibilité d'appel. Jean Paul II déclare : « La capacité de pardonner est à la base de tout projet d'une société à venir plus juste et plus solidaire ». <sup>1093</sup>

Enfin l'Eglise en tant qu'instrument de la paix insiste également sur l'importance particulière de la réconciliation ; car celle-ci joue un rôle fécond pour faire régner la paix. La réconciliation accompagne le cheminement du chrétien dans toute sa vie. Elle l'oblige à lutter

<sup>1088</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 517.

<sup>1089</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Message pour la célébration de la journée mondiale de la paix*, Janvier 2002, p. 13.

<sup>1090</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1091</sup> M. SCOUARNEC, *Les symboles chrétiens*, op. cit., p. 100.

<sup>1092</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 518.

<sup>1093</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Message pour la célébration de la journée mondiale de la paix*, Janvier 2002.



contre le péché de division et de séparation. La réconciliation a un passage obligé qui est l'amour. Benoît XVI a bien précisé que l'amour est une force extraordinaire qui pousse les personnes à s'engager avec courage et générosité dans le domaine de la justice et de la paix.<sup>1094</sup> Se réconcilier avec l'homme invite à se réconcilier avec Dieu, avec soi-même et avec son prochain. Témoigner de cette réconciliation universelle est l'objectif de tout chrétien convaincu du pardon acquis par la rédemption du Christ. Cette paix devient source de bonheur temporel et éternel pour l'homme. C'est la réalisation effective du bien commun parce que celui-ci ne se concrétise jamais sans la présence de la paix. C'est la raison pour laquelle la doctrine sociale de l'Eglise catholique a mis l'accent sur les exigences de la construction de la paix en faveur de la réalisation du bien commun. Cette contribution de l'Eglise à la recherche de la paix sociale a une grande importance. Pour autant elle a des limites.

### **6.5.2 Les limites de l'intervention de l'Eglise dans les affaires politiques**

Les chrétiens, en tant que citoyens mus par l'esprit évangélique, peuvent prendre des positions par rapport à l'action du gouvernement. Les actions qu'ils posent en union avec leurs pasteurs, engagent la responsabilité de toute l'Eglise et doivent être nettement distinguées des actions isolées et individuelles. Dans le domaine politique, cette distinction est très importante et permet de lever toute ambiguïté et toute confusion.

Le concile affirme sans aucun doute possible que l'Eglise a une mission d'ordre religieux au service d'un humanisme intégral.<sup>1095</sup> Cela signifie qu'elle n'entre pas et ne doit pas entrer dans le jeu des politiciens car elle « n'est liée à aucun système politique, économique ou social, par cette universalité même, elle peut être un lien très étroit entre les différentes communautés humaines et entre les différentes nations, pourvu que celles-ci lui fassent confiance et lui reconnaissent en fait une authentique liberté pour l'accomplissement de sa mission ». <sup>1096</sup> Ce qu'elle vise c'est de chercher et de réaliser le développement intégral de l'homme et du bien commun de tous.

Le paragraphe cinq nous sert de conclusion. Ce paragraphe précise que l'Eglise elle-même « se sert d'instruments temporels dans la mesure où sa mission le demande »<sup>1097</sup>, parce que le temporel et le spirituel sont intimement liés. Ainsi foi chrétienne et action politique se retrouvent en ce sens que l'Eglise est incarnée dans l'histoire et dans le temps. C'est ce qui l'amène à se servir des instruments temporels pour manifester la gloire de Dieu et le salut des hommes dont elle a la charge. Toutefois, elle ne doit pas placer son espoir dans les privilèges offerts par le pouvoir politique car elle risque de faillir à sa mission en se compromettant, sans prêcher la foi avec une authentique liberté.<sup>1098</sup> L'Eglise est d'autant plus crédible qu'elle s'impose de respecter les limites de son intervention dans les affaires politiques en vue de sauvegarder l'unité de tous les chrétiens au service du bien commun. Pour cette raison, garder les limites de l'intervention de l'Eglise dans les affaires politiques est une nécessité pour la réalisation du bien commun. Si l'Eglise respecte ses limites, elle est libre d'accomplir

---

<sup>1094</sup> Cf. BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, n° 1.

<sup>1095</sup> *Gaudium et spes*, n° 42, 2.

<sup>1096</sup> JEAN PAUL II, *Discours aux membres du corps diplomatique accrédité près du Saint-Siège*, janvier 1990.

<sup>1097</sup> *Gaudium et spes*, n° 76, 5.

<sup>1098</sup> Cf. *ibid.*

convenablement son devoir sans risquer de tomber dans l'ingérence politique mutuelle, comme cela fut le cas de Madagascar.

## Conclusion

L'Église est consciente qu'elle a une grande responsabilité à assumer dans le monde en tant que sacrement visible du Christ sur la terre. Grâce à cette prise de conscience, elle arrive à quitter sa conception « neutre » par rapport aux besoins fondamentaux de l'homme au sein de la société. C'est pourquoi elle essaye d'apporter sa contribution à la communauté politique par le biais de la doctrine sociale. Elle est convaincue que pour que le bien commun de tous soit bien assuré, il faut que l'autorité politique qui en est le premier responsable assume sa charge. Car sa raison d'être n'est que de réaliser le bien commun. Cette prise de responsabilité de l'autorité politique doit être toujours accompagnée par le respect profond de la prise en compte des droits humains et de la démocratie. Ces deux valeurs sociales jouent un rôle très important pour la concrétisation du bien commun. Il va de soi que le bien commun ne se réalise jamais sans respecter profondément les droits de l'homme et la démocratie.

Enfin l'Église, en raison même de sa mission reçue du Christ, se sait contribuer et travailler à la recherche de la paix sociale. Elle est consciente que l'action pour la paix n'est jamais dissociée de l'annonce de l'Évangile. Car la paix est inhérente au sacrifice du Christ. Elle est le fruit de la justice et de la charité. Elle est une valeur et un devoir universels.<sup>1099</sup> Elle trouve son fondement dans l'ordre rationnel et moral de la société dont les racines sont en Dieu lui-même.<sup>1100</sup> Elle dit que la paix n'est pas simple absence de guerre, mais elle se fonde sur une conception correcte de la personne : le respect de sa dignité requiert l'édification d'un ordre selon la justice et la charité, la coexistence sociale orientée vers le bien commun. La paix est le fruit de l'amour : la paix véritable est plus de l'ordre de la charité que de la justice. C'est la raison pour laquelle l'Église actuelle lutte à tout prix pour faire régner la paix et la justice. Or une paix véritable n'est possible que par le pardon et la réconciliation qui sont les garants de la restauration de l'unité de la nation. Cette contribution de l'Église au service du bien commun ne signifie pas qu'elle s'autorise une ingérence dans les affaires purement politiques. Elle veille soigneusement à préserver son indépendance et son autonomie. Elle assume dans sa totalité sa mission pastorale qui est le domaine de sa vraie compétence. Car elle ne sait agir autrement. Voilà pourquoi elle respecte fermement ses limites.

---

<sup>1099</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Message Mondial pour la paix*, 1986.

<sup>1100</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Message Mondial pour la paix*, 1982.

## Conclusion de la deuxième partie

L'Eglise, en tant qu'institution sociale, a une conscience effective de la valeur inestimable de tout homme et de toute vie humaine. Elle dénonce toutes les atteintes à la dignité de l'homme comme les mutilations, la torture physique ou morale, les contraintes psychologiques; tout ce qui est offense à la dignité de l'homme, comme les conditions de vie sous-humaines, les emprisonnements arbitraires, les déportations, l'esclavage, la prostitution, le commerce des femmes et des jeunes; ou encore les conditions de travail dégradantes qui réduisent les travailleurs au rang de purs instruments, sans égard pour leur personnalité libre et responsable.<sup>1101</sup> Ce respect de la dignité de la personne humaine est un absolu aux yeux de l'Eglise, car il est impossible de réaliser le bien commun sans respecter la dignité de l'homme.<sup>1102</sup> Le respect de la dignité de l'homme ne se réalise que dans la sauvegarde du principe de solidarité, car l'homme est par nature un être social c'est-à-dire que la socialité de l'homme est un fait naturel.

Le bien commun comprend l'ensemble des conditions qui permettent à la communauté de conserver, d'enrichir et de transmettre son patrimoine tant matériel que spirituel. Il concerne le tout de l'homme et il n'a pour objectif que d'atteindre l'épanouissement intégral de la personne humaine.

La concrétisation du bien commun requiert le respect et la mise en œuvre des principes de solidarité, de justice, de subsidiarité et de participation. Ces principes d'action permettent à chaque individu ou citoyen, aux groupes, aux associations, aux syndicats, en un mot aux corps intermédiaires de la société, de participer activement à la réalisation du bien commun. C'est le principe de subsidiarité qui engage chaque individu à reconnaître les éléments dont il a la responsabilité en tant que disposant d'une capacité d'autonomie propre. Il trace également les limites de l'intervention de l'État. Il vise à harmoniser les rapports entre les individus et les sociétés.<sup>1103</sup> Le principe de participation permet aux corps intermédiaires de s'engager dans les affaires publiques et celui de solidarité exhorte la famille humaine à s'entraider en cherchant ensemble le bon chemin pour l'accomplissement du bien commun. Enfin le principe de justice encourage de partager à tous équitablement les biens de la création, selon la règle de la justice inséparable de la charité, étant donné que ceux-ci ne sont pas l'apanage de la minorité. Ce principe permet donc de promouvoir une approche équilibrée de la propriété privée, comme disait Paul VI : « Tous les autres droits, quels qu'ils soient, y compris ceux de propriété et de libre commerce, y sont subordonnés : ils n'en doivent donc pas entraver, mais bien au contraire faciliter la réalisation, et c'est un devoir social grave et urgent de les ramener à leur finalité première ». <sup>1104</sup> D'ailleurs le principe de justice garantit également l'existence de la paix. Au premier rang de ces exigences, se situe le maintien de l'ordre public dans la justice et dans la paix, ce qui constitue la mission essentielle de l'État sans laquelle aucune société n'est viable. Cependant la mise en œuvre de ces grands principes

---

<sup>1101</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 27.

<sup>1102</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 65.

<sup>1103</sup> Cf. *Catéchisme de l'Eglise catholique*, nn° 1883-1885.

<sup>1104</sup> PAUL VI, *Populorum progressio*, n° 22.

nécessite le respect de la vérité, de la liberté et surtout de l'amour-charité. C'est l'amour qui incite l'homme à agir et à rendre service à son prochain.

Le concile rappelle la valeur primordiale de la responsabilité de l'autorité politique. Il considère avec la plus grande estime les responsables politiques : « L'Église tient en grande considération et estime l'activité de ceux qui se consacrent au bien de la chose publique et en assurent les charges pour le service de tous ». <sup>1105</sup> Elle appelle ces mêmes responsables politiques à s'engager dans un véritable esprit de service tout en luttant contre certaines tentations, comme le recours à des manœuvres déloyales, au mensonge, au détournement des fonds publics au profit de quelques-uns ou à des fins de clientélisme, l'usage de procédés équivoques et illicites pour conquérir, maintenir et élargir le pouvoir à tout prix. <sup>1106</sup> Ce service que l'autorité politique est appelée à rendre au peuple, doit aussi mettre l'accent sur le respect et l'attention des plus faibles. C'est ce qui donne son véritable caractère humain à toute société ou groupe social. Par son enseignement social, l'Église «...désire seulement un État humain. Un État qui reconnaisse que son premier devoir est la défense des droits fondamentaux de la personne humaine, spécialement les droits du plus faible ». <sup>1107</sup>

La protection de ces droits est l'expression de la prise en considération de la démocratie qui est à la fois considérée comme garante du pluralisme et source de la contribution de tous les citoyens au profit du bien commun. Nul ne peut être exclu de coopérer dans le processus de la concrétisation du bien commun du peuple <sup>1108</sup>, c'est-à-dire toutes les institutions sociales existantes au sein de la société, y compris l'Église sont impliquées.

Quelle que soit l'importance de la contribution de l'Église au service du bien commun, celle-ci demande à être exercée avec prudence. Car un impératif s'impose à l'Église : veiller à garder son indépendance et son autonomie par rapport à la communauté politique. Il va de soi que l'Église, tout particulièrement les évêques et les prêtres, en vertu de leur propre charge et de leur mission, garde toujours une neutralité politique. L'unité des chrétiens dont ils sont les pasteurs est à préserver avant tout. L'Église, en plus, évite de s'engager dans des domaines qui ne relèvent pas de sa compétence. C'est, selon le *Compendium*, en s'engageant ainsi au service de l'humanité au sein de laquelle elle vit, que l'Église déploie le plus adéquatement tous les éléments nécessaires à la réalisation du bien commun.

Par rapport aux principes d'actions et aux valeurs de références sociales définis par le *Compendium*, en tant que bons outils servant l'Église dans le cadre de la mise en œuvre d'une nouvelle évangélisation du social, comment l'Église catholique à Madagascar, face aux problèmes sociopolitiques, économiques, religieux et même environnementaux, peut-elle améliorer encore sa manière de voir, de juger et d'agir en vue de concrétiser le bien commun. Est-il indispensable pour l'Église catholique à Madagascar d'avoir une nouvelle vision de la

---

<sup>1105</sup> *Gaudium et spes*, n° 75, 1.

<sup>1106</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Christifideles laici*, n° 42.

<sup>1107</sup> JEAN PAUL II, *Evangelium vitae*, n° 101.

<sup>1108</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 41.

pratique pastorale sociale afin de pouvoir mieux servir au bien commun ? C'est ce que la troisième partie de notre dissertation va s'employer à traiter.

### **TROISIÈME PARTIE**

#### **UNE ELABORATION DU NOUVEL APPOINT DE LA PASTORALE SOCIALE DE L'EGLISE A MADAGASCAR AU SERVICE DU BIEN COMMUN**

## Introduction de la troisième partie

L'Église catholique, en tant qu'institution sociale indépendante, joue un grand rôle en matière politique au sein de la société malgache. Elle participe de manière constante à l'éveil démocratique et accompagne depuis 1980 le difficile accouchement d'un État de droit à Madagascar. Depuis lors, l'Eglise catholique, grâce à son réseau d'institutions propres (médias, œuvres sociales), investit l'espace public et y exerce une fonction de soutien en faveur de la population en prenant en charge l'éducation, les services sociaux et la santé.<sup>1109</sup> Par la voix de ses évêques, elle livre les principes directeurs d'un comportement citoyen en conformité avec l'Évangile et la doctrine sociale de l'Eglise. Elle le fait, sans renoncer à son premier devoir, celui de l'évangélisation ; elle participe au débat politique<sup>1110</sup> parce que cette participation, dit le Pape François, est une obligation morale.<sup>1111</sup> Elle concourt également à la formation approfondie de la volonté démocratique afin de réaliser le bien commun.

Après le désenchantement dû à l'échec des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> Républiques, et aussi d'une transition sans alternance en 1991 qui fut marquée par la logique de la compétition sur le mode de l'affrontement<sup>1112</sup>, l'Etat se trouve dans l'impasse.<sup>1113</sup> La cause : des élites jamais renouvelées, des partis politiques sans véritables projets de société, des dirigeants politiques en perte de repères. L'Église catholique, considérée en tant qu'institution sociale, se retrouve dans l'arène politique et catalyse les aspirations de la population. La Conférence épiscopale plaide pour la moralisation de la vie publique comme fondement d'une nouvelle construction sociale. L'environnement politique que Madagascar a vécu durant quelques décennies est celui d'une paupérisation de la population par un régime prédateur, qui a institué une corruption systémique et banalisé la violence. Il s'ensuit donc que l'Eglise doit mettre en œuvre une éthique de responsabilité plutôt qu'une éthique de conviction<sup>1114</sup> en vue de rétablir la situation. Dans la ligne de cette éthique de responsabilité, la voie raisonnable pour l'Église est de refuser d'exercer une fonction de soutien envers le régime<sup>1115</sup>, mais de se soucier toujours du bien commun de tous.

La contribution de l'Eglise à réaliser le bien commun se fonde sur la poursuite de sa mission pastorale en dénonçant le dérapage politique des politiciens et des dirigeants au pouvoir.<sup>1116</sup> Malgré l'importance de ces dénonciations par le message de la Conférence épiscopale, celle-ci ne suffit pas pour l'engagement politique de l'Eglise en vue de la réalisation du bien commun. Il faut que l'agir ou l'action de l'Eglise soit concrète et effective. Le pape Paul VI le précise bien : « Il ne suffit pas de rappeler les principes, d'affirmer des intentions, de souligner les injustices criantes et de proférer des dénonciations prophétiques : ces paroles n'auront de poids réel que si elles s'accompagnent pour chacun d'une prise de

---

<sup>1109</sup> Cf. Lettre de la conférence épiscopale de Madagascar, *La lutte contre la corruption et la promotion de la justice*, p. 23.

<sup>1110</sup> Cf. Déclaration de la Commission sociale de l'Episcopat, *Réhabiliter la politique*, Antananarivo, 1999, n° 2.

<sup>1111</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 220.

<sup>1112</sup> Cf. Déclaration de la Commission sociale de l'Episcopat, *Réhabiliter la politique*, n° 2.

<sup>1113</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Madagascar (1947-2002)*. Des sagaies aux ombrelles, op. cit., p. 54.

<sup>1114</sup> Cf. M. WEBER, *Le Savant et le Politique*, Ed. Ouvrières, Paris, 1963, p. 206.

<sup>1115</sup> Cf. Lettre de la conférence épiscopale de Madagascar, *La lutte contre la corruption et la promotion de la justice*, p. 23.

<sup>1116</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Madagascar, les missionnaires acteurs du développement*, op. cit., p. 162.

conscience plus vive de sa propre responsabilité et d'une action effective ».<sup>1117</sup> Se contenter de rappeler les principes risque de ne pas tenir toujours compte de l'être humain. Il faut que l'Eglise s'engage clairement pour que la pratique de la foi et de l'Evangile soit visible aux yeux de la société.<sup>1118</sup> Cela signifie que, par rapport aux réalités complexes du pays, il ne suffit plus pour l'Eglise, particulièrement celle de Madagascar, de se contenter seulement d'actes de dénonciation et de condamnation par le biais de lettres de la Conférence épiscopale, mais il faut une prise de responsabilité précise et adéquate. Cependant, pour que cela soit effectivement visible et palpable, il faut que le vécu de la foi soit visible. La foi est ce catalyseur qui pousse à l'exercice d'une citoyenneté active, critique et participative en vue de réaliser le bien commun.

S'il en est ainsi, face aux différents problèmes complexes qu'affronte le pays depuis quelques décennies, et l'empêchent de sortir de l'impasse de la pauvreté à cause de la non-réalisation du bien commun, toutes les institutions existantes, y compris l'institution ecclésiale, ont une part de responsabilité. L'Eglise catholique en particulier, par le biais de la doctrine sociale, a le devoir de travailler au profit du bien commun dans le cadre de la mise en œuvre de sa pastorale sociale. Malgré l'engagement de l'Eglise catholique, nous avons constaté que les résultats sont encore peu satisfaisants. Par rapport à cela, suffit-il seulement pour l'Eglise catholique de se contenter de poursuivre sa mission pastorale sociale habituelle, ou bien est-il indispensable pour elle de promouvoir une nouvelle vision de la mise en œuvre de la doctrine sociale dans le cadre de la nouvelle évangélisation au sein de la société malgache en vue du bien commun ?

La réponse à cette question s'articulera en trois étapes. La première est consacrée à explorer le contenu de la mission pastorale habituelle de l'Eglise au service de la société malgache. Cette mission pastorale de l'Eglise consiste surtout dans des remarques critiques et des dénonciations évaluant les actions des régimes politiques, puis dans la lutte pour la mise en œuvre d'un processus démocratique, du respect des droits humains, de la justice et de la paix sociale. Dans une deuxième étape, nous montrerons que cette reconstruction de la pastorale sociale de l'Eglise ne se réalise que par la promotion de l'engagement politique des laïcs. Un engagement qui suppose la promotion de la formation et de l'éducation et enfin la création d'associations. La troisième étape mettra l'accent sur une contribution d'une nouvelle pastorale sociale de l'Eglise catholique au service du bien commun dans la société. Cette nouvelle contribution doit se focaliser sur tous les plans : politique, économique, culturel, religieux et environnemental.

---

<sup>1117</sup> PAUL VI, *Octogesima adveniens*, n° 48.

<sup>1118</sup> Cf. F. SOULAGE, *Justice et Charité*, op. cit., p. 97.



## CHAPITRE VII : LA PROMOTION DE LA PASTORALE SOCIALE HABITUELLE DE L'EGLISE AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ MALGACHE AU PROFIT DU BIEN COMMUN

### Introduction

L'Eglise en tant que corps mystique du Christ<sup>1119</sup> et peuple de Dieu<sup>1120</sup> est le sacrement visible du Christ au sein de la société.<sup>1121</sup> Elle ne se situe pas au-dessus du monde<sup>1122</sup>, au contraire elle est au milieu du monde.<sup>1123</sup> L'Eglise est en fait toujours au service du monde dans lequel l'homme vit.<sup>1124</sup> P. de Laubier, spécialiste de la doctrine sociale, ajoute que l'Eglise ne s'intéresse pas à l'homme en tant que mort en sursis, mais aux conditions de la vie quotidienne où se décide son bonheur actuel et futur.<sup>1125</sup> Ceci signifie qu'elle se soucie effectivement de la destinée de l'homme. Dans l'Eglise, peuple de Dieu, constitué par tous les baptisés, aussi bien fidèles que pasteurs, tous sont responsables de continuer la mission de Jésus Christ, l'œuvre du salut. Tous sont appelés à proclamer l'Evangile comme œuvre de libération, puisqu'aucune loi humaine ne peut assurer la dignité personnelle et la liberté de l'homme comme le fait l'Evangile, confié à l'Eglise.<sup>1126</sup> La proclamation de l'Evangile ne vise qu'à libérer les enfants de Dieu, à rejeter tout esclavage qui provient du péché.<sup>1127</sup> Voilà pourquoi l'Eglise, en tant qu'institution libératrice, a le devoir de développer intégralement, autant que possible, le royaume de Dieu dans le vécu quotidien de l'homme avec la lutte pour la promotion de ses droits, de la justice sociale, du combat contre la corruption et l'injustice et de la lutte pour la paix. Mais quels sont vraiment ces engagements sociaux habituels de l'Eglise catholique quand il s'agit de la concrétisation du bien commun ?

Cet engagement social concerne les apports critiques et les dénonciations de l'Eglise face aux régimes politiques, son engagement politique en faveur de la démocratie et le respect des droits de l'homme, y compris le droit au travail de tous les citoyens<sup>1128</sup>, enfin son engagement pour la promotion de la justice et de la paix sociale. Mais avant d'aborder tout cela, il importe d'analyser les critères qui éclairent l'engagement de l'Eglise dans le domaine politique.

### 7.1 Les critères pour l'engagement de l'Eglise en matière sociopolitique<sup>1129</sup>

Dans la première partie de cette thèse, nous avons souligné que les hommes et les dirigeants politiques successifs dans la société malgache n'ont pas mis la priorité sur la recherche du bien commun. Leur agir politique n'avait pour objectif que de viser leurs profits individuels. La doctrine sociale de l'Eglise réaffirme que la première mission de l'autorité

---

<sup>1119</sup> Cf. *Lumen gentium*, n° 7.

<sup>1120</sup> Cf. *ibid.*, n° 9.

<sup>1121</sup> Cf. *ibid.*, n° 1.

<sup>1122</sup> Cf. R. BAUDOIN, *Doctrine sociale de l'Eglise*. Une histoire contemporaine, op. cit., p. 161.

<sup>1123</sup> Cf. O. HÖFFE, *L'Eglise et la question sociale aujourd'hui*, Editions Universitaires, Fribourg, 1984, p. 119.

<sup>1124</sup> Cf. J.-M. AUBERT, *Vivre en chrétien au XXème siècle*, T. II, L'engagement du chrétien, op. cit., p. 140.

<sup>1125</sup> Cf. P. de LAUBIER, *La pensée sociale de l'Eglise catholique*, op. cit., p. 21.

<sup>1126</sup> Cf. R. BAUDOIN, *Doctrine sociale de l'Eglise*. Une histoire contemporaine, op. cit., p. 163.

<sup>1127</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 41.

<sup>1128</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 291.

<sup>1129</sup> Cf. *ibid.*, n° 7.

politique est de se préoccuper du bien commun de tous. Nous l'avons déjà bien mentionné dans la deuxième partie du travail.<sup>1130</sup>

Par le biais du *Compendium*, l'Eglise catholique à Madagascar, en tant qu'institution sociale indépendante, a le devoir de surveiller le processus de l'accomplissement du rôle de l'autorité politique en faveur du bien commun. En accomplissant cette tâche, elle se réfère toujours à l'engagement du Christ. Il rend visible et crédible, par sa vie, sa mort et sa résurrection, le témoignage de son amour envers Dieu et le prochain. Et l'engagement de l'Eglise s'inscrit donc dans le sillage de cet engagement christique.<sup>1131</sup> Ainsi, l'Eglise catholique, déjà engagée, ne peut pas ne pas accomplir sa mission. Elle doit continuer son engagement au service du bien commun au sein de la société malgache. Elle veut précisément signifier comment poursuivre et promouvoir son engagement politique dans un contexte sociopolitique soumis à des changements rapides, constants et profonds. Pour ce faire, l'Eglise doit avoir certains critères nécessaires : la capacité de discerner, le courage de s'engager et le sens de la responsabilité. Ces critères peuvent l'aider à éclaircir et à rendre fructueux son engagement dans le contexte sociopolitique conflictuel que vit le pays depuis quelques décennies.

### **7.1.1 Avoir la capacité de discerner<sup>1132</sup>**

Quels critères de discernement sont nécessaires dans un engagement ? Quelle est leur importance ?<sup>1133</sup> Le discernement est une sensibilité constamment en éveil qui rend le chrétien capable de prendre ses responsabilités avec une fermeté lucide. Christian Baboin-Jaubert a repris ce qu'a dit Paul VI en ce qui concerne le discernement : «...celui-ci devient, dit-il, une nécessité en vue d'entrer dans l'action». <sup>1134</sup> L'homme est quelquefois confronté à des situations qui rendent le jugement moral moins assuré et la décision difficile. Mais il doit toujours rechercher ce qui est juste et bon et discerner la volonté de Dieu exprimée dans la loi divine. A cet effet, l'homme s'efforce d'interpréter les données de l'expérience et les signes des temps en recourant à la vertu de prudence, aux conseils de personnes avisées et à l'aide de l'Esprit Saint et de ses dons.<sup>1135</sup> Le discernement est un critère important dans tout engagement politique. Les critères de l'engagement sont les valeurs humaines fondamentales, à savoir les droits humains fondamentaux, la démocratie, la justice sociale et la répartition équitable des biens. Ces valeurs doivent être assurées par les autorités politiques et les corps intermédiaires parce qu'elles garantissent la réalisation du bien commun.

Le discernement est important pour tout engagement dans les affaires politiques. L'Eglise catholique à Madagascar ne pose aucun problème à cet engagement mais elle appelle au discernement. A cause de nombreux problèmes sociaux que subit le pays, les évêques malgaches, par le biais de leurs lettres épiscopales, n'ont cessé d'appeler non pas seulement

---

<sup>1130</sup> Cf. supra, La raison d'être de l'autorité politique : le bien commun, p. 151

<sup>1131</sup> Cf. A.-P. GAUTHIER, *Paul Ricœur et l'agir moral responsable*. Les figures bibliques du prophète et du témoin, Profac, Lyon, 2001, p. 124.

<sup>1132</sup> Cf. PAUL VI, *Octogesima adveniens*, n° 36.

<sup>1133</sup> Cf. O. ARTUS, *Quels critères pour discerner*, art. cit., p. 51.

<sup>1134</sup> Cf. C. BABOIN-JAUBERT, *La morale en politique*, Ed. Ouvrières, Paris, 1995, p. 118.

<sup>1135</sup> Cf. *Catéchisme de l'Eglise catholique*, nn° 1787-1788.

les chrétiens mais aussi la population tout entière à faire un grand discernement dans le choix des candidats aux élections. Les évêques proposent les valeurs humaines fondamentales comme critère de choix lors des élections. Les chrétiens sont appelés par leurs évêques à faire attention à ce que pensent, disent et font les candidats par rapport à ces critères parce qu'il ne s'agit pas seulement de les professer dans des discours. Les responsables ecclésiaux invitent les électeurs à avoir un regard lucide.<sup>1136</sup> Le discernement attentif est recommandé dans tous les cas. Cependant il ne suffit pas de discerner mais il faut également avoir le courage de s'engager.

### **7.1.2 Avoir le courage de s'engager**

S'engager dans la politique pour chercher le bien-être de la population nécessite un grand courage. Même si l'engagement paraît difficile pour l'Eglise, souligne Calvez, elle a le devoir de s'engager.<sup>1137</sup> Ainsi, l'Eglise catholique de Madagascar comme les Eglises d'Afrique, ne cessent de s'engager politiquement pour l'instauration de la démocratie. Cette position de l'Eglise prouve qu'elle ne fuit pas les réalités. Elle fonde cet appel sur l'engagement du Christ venu pour libérer les opprimés.<sup>1138</sup> Pour atteindre ce but, l'Eglise a le devoir de dénoncer les régimes dictatoriaux et totalitaires, en place depuis des années. Si les élections sont le lieu d'expression de la volonté et de la liberté individuelle et collective, elles sont le moyen approprié pour opérer un changement de régime. Toutefois, la réalité oblige de reconnaître que les élections brisent souvent ce rêve. Face aux multiples défis liés aux élections dans les pays africains et malgache, la question se pose du chemin le plus adéquat à prendre pour aider le peuple à instaurer la démocratie.

L'Eglise en tant qu'institution sociale indépendante, ne peut en aucun cas s'opposer au processus électoral pour instaurer une démocratie véritable dans un pays. De plus l'organisation d'élections libres a permis antérieurement de mettre fin à un régime dictatorial. Voilà pourquoi les évêques malgaches ont encouragé les chrétiens à avoir le courage de s'engager afin de réclamer des élections libres et transparentes. Pour éradiquer les fraudes électorales qui sont sources de disputes et rivalités politiques, il n'y a pas d'autres moyens que de s'engager, comme le démontre le cas des élections en 2001.<sup>1139</sup>

Accomplir un tel engagement ne plaît pas toujours aux autorités en place, peu enclines à une telle supervision. Le Synode des évêques pour la promotion de la justice dans le monde souligne que la réforme nécessaire des pays sous-développés est un combat à entreprendre avec courage. La modernisation qui dépersonnalise ne se combat pas par le recours aux coutumes ancestrales même vénérables. Le Synode des évêques préconise de s'ouvrir à la modernité pour mieux servir le bien du pays en travaillant à acquérir une véritable personnalité nationale trouvant sa place dans le concert des nations.<sup>1140</sup> L'Eglise se veut ouverte à la modernité sans, naïveté et se réserve la possibilité de pouvoir dénoncer ses

---

<sup>1136</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Engagés dans les affaires nationales*, in ESM, Vol. VI (2001-2005) p. 145.

<sup>1137</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ, *Chrétiens penseurs du social*, op. cit., p. 57.

<sup>1138</sup> Cf. A.-P. GAUTHIER, *Paul Ricœur et l'agir moral responsable*, op. cit., p. 125.

<sup>1139</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Engagés dans les affaires nationales*, p. 145.

<sup>1140</sup> Cf. Deuxième assemblée générale du Synode des évêques, *La promotion de la Justice dans le monde*, 30 Novembre 1971, n° 20.

déviances. L'organisation d'élections libres constitue une grande nouveauté au profit du processus démocratique. En acceptant ce principe électoral et en affrontant courageusement ses imperfections, la démocratie qui est source de participation de l'ensemble du peuple,<sup>1141</sup> a évidemment sa place dans tout pays.

Jean Paul II réaffirme l'importance du rôle joué par le courage dans la vie de l'homme. Il souligne que la force est une vertu cardinale qui va de pair avec le courage permettant de surmonter la faiblesse humaine et surtout la peur. Les hommes courageux sont capables de franchir la barrière de la peur pour rendre témoignage à la vérité et à la justice.<sup>1142</sup> Pour cette raison, l'Eglise doit faire preuve de courage dans son engagement politique et avoir toujours le sens de la responsabilité, malgré les difficultés qu'elle doit traverser.

### 7.1.3 Avoir le sens de la responsabilité

Pourquoi le sens de la responsabilité est-il important quand il s'agit de l'engagement politique ? La raison en est simple. Il est une exigence de la morale chrétienne, puisque l'homme est créé responsable.<sup>1143</sup> Dans tout engagement et surtout en politique, la reconnaissance du sens de la responsabilité joue un rôle irremplaçable. L'Eglise, en tant qu'institution sociale indépendante, se plaît à souligner que se savoir responsable aide chaque individu, chaque institution étatique ou non étatique à bien gérer la charge qui lui incombe.

De même l'Eglise souligne, dans *Gaudium et spes*, l'importance de la responsabilité : « Tous les chrétiens doivent prendre conscience du rôle particulier et propre qui leur échoit dans la communauté politique : ils sont tenus à donner l'exemple en développant en eux le sens des responsabilités et du dévouement au bien commun; ils montreront ainsi par les faits comment on peut harmoniser l'autorité avec la liberté, l'initiative personnelle avec la solidarité et les exigences de tout le corps social, les avantages de l'unité avec les diversités fécondes ». <sup>1144</sup> C'est la raison qui fait que le chrétien n'a pas le droit de rester indifférent à la politique, ni de s'en désintéresser.<sup>1145</sup> Le bien commun de tous l'exige.

Jean Paul II a mis, à son tour, l'accent sur la valeur suprême de la responsabilité au sein de la communauté ou de la société en faveur de la recherche du bien commun. Il fait appel à tous les acteurs principaux dans la société et même à la responsabilisation des plus démunis eux-mêmes en faveur du développement intégral de l'homme et de la réalisation du bien commun. C'est la raison pour laquelle il affirme : « La pratique de la solidarité à l'intérieur de toute société est pleinement valable lorsque ses membres se reconnaissent les uns les autres comme des personnes. Ceux qui ont plus de poids, disposant d'une part plus grande part de biens et de services communs, devraient se sentir responsables des plus faibles et être prêts à partager avec eux ce qu'ils possèdent. De leur côté, les plus faibles, dans la même ligne de solidarité, ne devraient pas adopter une attitude purement passive ou destructrice du tissu social, mais, tout en défendant leurs droits légitimes, faire ce qui leur revient pour le bien de tous. Les groupes intermédiaires, à leur tour, ne devraient pas insister

---

<sup>1141</sup> Cf. C. BABOIN-JAUBERT, *La morale en politique*, op. cit., p. 123.

<sup>1142</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Audience générale du mercredi 8 novembre 1978*.

<sup>1143</sup> Cf. A.-P. GAUTHIER, *Paul Ricœur et l'agir moral responsable*, op. cit., p. 126.

<sup>1144</sup> *Gaudium et spes*, n° 75, 5.

<sup>1145</sup> Cf. O. BERANGER, *La politique*, Mame, Paris, 2003, p. 56.

avec égoïsme sur leurs intérêts particuliers, mais respecter les intérêts des autres. (...) En vertu de son engagement évangélique, l'Eglise se sent appelée à être aux côtés des foules pauvres, à discerner la justice de leurs revendications, à contribuer à les satisfaire, sans perdre de vue le bien des groupes dans le cadre du bien commun ».<sup>1146</sup>

C'est aussi pourquoi l'Eglise doit s'engager, accomplissant sa fonction critique, en dénonçant les dérapages de politiciens. Ceux-ci sont un obstacle au développement du pays et surtout à la concrétisation du bien commun de tous.

## **7.2 La fonction critique de l'Eglise envers la société.**

L'Eglise, en tant que peuple de Dieu, à la suite de Jésus Christ, a pour objectif la libération de l'homme. Ce travail de libération peut se manifester à travers les différentes sortes d'actions de l'Eglise. D'après M. Xhaufflaire, théologien auteur de la nouvelle théologie politique de Jean Baptiste Metz, l'Eglise, en exerçant son travail de libération de l'homme au sein de la société, doit oser dire les failles et les dérapages opérés par les politiciens ainsi que par les détenteurs du pouvoir. C'est ainsi que souligne M. Xhaufflaire : « Ce qui est demandé ici à l'Eglise, ce n'est pas une doctrine sociale systématique, c'est une critique sociale ».<sup>1147</sup> Il est de la responsabilité de l'Eglise, par le biais des évêques, prêtres et même théologiens, d'«...éclairer les consciences des dirigeants à la lumière de l'Evangile »<sup>1148</sup> et elle a le devoir d'« aider les chrétiens à exercer leur jugement et discernement dans toutes les affaires sociopolitiques, selon l'enseignement de l'Evangile, de les reconforter dans leur difficile tâche (...), d'engager les hommes à devenir des témoins du Christ dans toutes leurs activités ».<sup>1149</sup> Parce qu'elle se situe au service du monde, le rôle de l'Eglise ne se limite pas seulement à cet éclairage des consciences, mais il se présente aussi comme une instance critique, c'est-à-dire qui exhorte et dénonce toutes les actions entreprises par les institutions étatiques ou administratives visant l'intérêt général de la population.

Alors, s'il y a des régimes politiques qui s'affranchissent de ce souci du bien commun de la population dans un pays comme le nôtre et agissent ouvertement à l'encontre de la morale sociale, c'est-à-dire qu'ils bafouent l'éthique chrétienne, il est de la responsabilité de l'Eglise, en tant qu'institution sociale, de formuler une critique en vue du bien commun.

### **7.2.1 L'Eglise comme institution critique sociale**

L'ecclésiologie de Vatican II inscrit l'Eglise dans une dimension historique. L'agir de l'Eglise dans l'histoire ne cherche pas à imposer mais à éclairer la vérité qu'elle porte sans la posséder en plénitude.<sup>1150</sup> La promotion du bien commun qui apparaît comme une condition pour que chacun puisse atteindre sa perfection, suppose un ordre social qui est fondé sur les valeurs que sont la vérité, la justice.<sup>1151</sup> C'est dans la perspective qu'elle poursuive l'objectif de faire régner la vérité et la justice au sein de la société que Metz souligne l'engagement

---

<sup>1146</sup> JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 39.

<sup>1147</sup> M. XHAUFFLAIRE, *Théologie politique*, op. cit., p. 56.

<sup>1148</sup> Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Eglise et développement à Madagascar*, in ESM, Vol. II (1960-1975), p. 159.

<sup>1149</sup> Ibid., p. 239.

<sup>1150</sup> Cf. R. BAUDOUIN, *Doctrine sociale de l'Eglise. Une histoire contemporaine*, op. cit., p. 149.

<sup>1151</sup> Cf. ibid., p. 158.

politique de l'Eglise envers la société. L'Eglise ne vit pas « à côté » ou « au-dessus »<sup>1152</sup> de cette réalité du monde, mais en son sein. La tâche critique et libératrice de l'Eglise à l'égard du monde est donc la forme la plus évidente de son engagement politique afin de ne pas se replier sur la « neutralité politique ».<sup>1153</sup>

Toute activité critique de l'Eglise envers le monde en tant que corps social ne vise que la libération de l'homme de toutes sortes d'injustices sociales. La foi se retrouve donc sans cesse dans une attitude critique à l'égard de la société en vue du bien commun. C'est dans ce sens que Jean Paul II dénonce et critique vivement la société libérale. Celle-ci tend à s'établir sur une vision réductrice de l'homme comme « *homo oeconomicus* », et non pas sur la conception intégrale de l'homme qui respecte toutes les dimensions de son être, subordonne les dimensions physiques et instinctives aux dimensions intérieures et spirituelles.<sup>1154</sup> Il critique également la société libérale ayant une conception réduite de la liberté de l'homme. Concernant la liberté économique, souligne Jean Paul II, « quand elle se rend autonome, l'homme n'est plus considéré comme sujet, (...) alors elle perd sa juste relation avec la personne humaine et finit par l'aliéner et par l'opprimer ».<sup>1155</sup> Metz déclare donc qu'à l'Eglise revient une forme critique et libératrice de responsabilité publique, «...une position critique et libératrice en face des conditions sociales ».<sup>1156</sup> L'Eglise ne peut pas ne pas s'acquitter de cette tâche en vue du bien de l'homme. La foi que l'Eglise proclame ne peut se réaliser en laissant de côté le monde et son avenir, elle ne se réalise que par, dans et avec le monde.

Dans cette perspective, face aux réalités sociales complexes actuelles, le Pape François critique et même condamne le non-respect de la dignité de la personne humaine à travers la pratique de la politique d'exclusion économique<sup>1157</sup> et la nouvelle idolâtrie de l'argent.<sup>1158</sup> Cette pratique ne cesse de faire croître la disparité sociale. Il faut donc, dit-il, la combattre dans la mesure du possible. A ce propos, J.-Y Calvez s'aligne avec le Pape François pour souligner : « L'Eglise, par sa nature, ne fait ni ne peut faire de politique, mais elle a une haute estime de la politique comme recherche du bien commun au service de la personne humaine. Elle condamne et critique l'usage et l'abus du pouvoir politique qui ne vise pas le bien commun ».<sup>1159</sup> La foi n'espère pas seulement pour elle-même, comme l'Eglise qui n'espère pas seulement pour elle seule mais aussi pour le monde. Voilà pourquoi la théologie politique doit dire de l'Eglise que celle-ci n'existe pas pour elle-même. Elle n'existe pas pour s'affirmer elle-même, pour simplement se reproduire, pour assurer son pouvoir. Elle doit être le témoin de la liberté acquise par Dieu dans le Christ, et ce témoignage ne s'effectue que par le service qu'elle doit rendre à la société. Le témoignage de l'Eglise comme institution neutre n'est pas, selon Metz, un bon témoignage dans la société moderne. Elle doit être «...le sel de la terre et la lumière du monde » (Mt 5, 13-16) au sein de la société, à travers l'accomplissement de son service critique et libérateur en face de la société. Cependant, il importe de savoir que l'Eglise

---

<sup>1152</sup> J.-B. METZ, *Pour une théologie du monde*, op. cit., p. 135.

<sup>1153</sup> J.-M. AUBERT, *Vivre en chrétien au XXe siècle*, op. cit., p. 133.

<sup>1154</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 36.

<sup>1155</sup> Ibid., n° 39.

<sup>1156</sup> J.-B. METZ, *Pour une théologie du monde*, op. cit., pp. 132-134.

<sup>1157</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 53.

<sup>1158</sup> Cf. ibid., n° 55.

<sup>1159</sup> J.-Y. CALVEZ, *Eglise et société, un dialogue orthodoxe russe- catholique romain*, Cerf, Paris, 1998, p. 61.

ne peut témoigner qu'en se confrontant aux revendications et aux défis de l'histoire sociale : «...ce n'est que dans l'histoire, non au-dessus d'elle, que le témoignage de l'Eglise devient le témoignage dangereux et libérateur de la libération de l'homme par Dieu dans la croix de Jésus-Christ. Etre cela et le devenir de façon toujours neuve, c'est la loi des formes de manifestation de sa revendication à l'autorité ; c'est la loi de sa fidélité et de sa continuité apostolique avec l'Evangile même. En effet, ce n'est qu'en transmettant dangereusement et librement la liberté du Christ que l'Eglise visible reste l'Eglise invisible de l'Esprit de liberté ».<sup>1160</sup>

En ce sens, l'Eglise en tant que communauté des chrétiens, à la suite du Christ, a une tâche immense : celle de faire régner la liberté et la justice sociale dans la société. Son caractère institutionnel et autoritaire ne constitue pas un obstacle à la possibilité pour elle d'être un facteur de liberté critique dans la société actuelle, puisque, dans la société dite sécularisée, on reconnaît que l'Eglise ne peut pas se servir autoritairement du pouvoir et de l'appareil de l'Etat pour assurer sa propre domination. Elle ne peut être fidèle au caractère universel de son message qu'en le médiatisant par l'intermédiaire d'une parole critique. Voilà pourquoi l'auteur de la nouvelle théologie politique insiste très fort en affirmant : « Il ne s'agit pas, pour la communauté chrétienne, de s'investir d'une sorte d'autorité idéologique et de développer ses propres conceptions sociopolitiques pour concurrencer celles des autres, mais de faire valoir les éléments sociaux et politiques contenus dans le message eschatologique. Sa responsabilité publique est donc une responsabilité critique et libératrice. Car en tant qu'institution sociale particulière, la communauté chrétienne ne peut formuler ses prétentions à l'universalité dans une société pluraliste, sans tomber dans l'idéologie, que lorsqu'elle les présente et les fait valoir sous forme de critique ».<sup>1161</sup>

Si cette fonction critique et libératrice est, selon Jean Baptiste Metz, le premier service que l'Eglise doit assumer dans la société en vertu d'une théologie politique, elle n'acceptera pas d'être envahie par l'intermédiaire d'une idéologie totalitaire, sinon elle est en porte à faux avec son message de liberté. Cette responsabilité critique de l'Eglise s'inscrit dans une véritable pastorale de la charité.

### **7.2.2 La fonction critique de l'Eglise comme véritable charité pastorale**

Dans le monde d'aujourd'hui, une évangélisation authentique doit tenir compte de la vie quotidienne de l'homme<sup>1162</sup>, du respect de la dignité de la personne, de ses droits fondamentaux et inaliénables, avec le souci de la démocratie, de la justice, de la vérité et de la paix sociale. Nous savons bien que dans l'Eglise, les premiers responsables de l'évangélisation sont les évêques et les prêtres en tant que maîtres de la foi et éducateurs du peuple de Dieu.<sup>1163</sup> Ils ne recherchent que ce qui est bon pour le développement intégral de l'homme et le respect de sa dignité en tant qu'être créé à l'image de Dieu.

---

<sup>1160</sup> J.-B. METZ, *Pour une théologie du monde*, op. cit., p. 54.

<sup>1161</sup> Ibid., p. 56.

<sup>1162</sup> Cf. PAUL VI, Exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi*, n° 15.

<sup>1163</sup> Ibid., n° 68.

Dans leur ministère pastoral, en assumant leur responsabilité, les prêtres s'efforcent de mener une vie de charité pastorale.<sup>1164</sup> Ils n'ont qu'un seul modèle : le Christ bon Pasteur et Sauveur de tout son peuple. La charité pastorale est le don total de soi à l'Eglise, un dévouement au bien et à la cause de la communauté ecclésiale. Si le pasteur est appelé à enseigner aux autres l'imitation du Christ et à vivre le commandement de l'amour fraternel (cf. Jn 15, 12), il doit être lui-même le premier à se conformer à la charité du Christ, à pratiquer l'amour préférentiel pour les pauvres et l'amour miséricordieux pour les pécheurs.<sup>1165</sup> Son ministère et son témoignage ne seront crédibles qu'à ces prix-là.<sup>1166</sup> Le peuple de Dieu confié aux Apôtres et à leurs successeurs, se construit par la prédication de l'Evangile et par les sacrements, dont l'Eucharistie qui fait l'Eglise : «...exerçant, pour la part d'autorité qui est la leur, la charge du Christ Chef et Pasteur, les prêtres, au nom de l'évêque, rassemblent la famille de Dieu, fraternité qui n'a qu'une âme, et par le Christ dans l'Esprit, ils la conduisent à Dieu le Père. Pour exercer ce ministère, comme pour les autres fonctions du prêtre, ils reçoivent un pouvoir spirituel, qui leur est donné pour construire l'Eglise ».<sup>1167</sup>

Voilà pourquoi les pasteurs, évêques et prêtres, doivent connaître leur peuple : c'est une condition fondamentale pour entreprendre une action pastorale. Il leur faut une connaissance psychologique réelle du milieu humain, des situations religieuses, morales et sociales. La communauté chrétienne est et devrait être sujet actif et responsable de la mission<sup>1168</sup> et, comme le souligne si bien *Lumen gentium* : « Ce peuple messianique, bien qu'il ne comprenne pas encore l'universalité des hommes et qu'il garde souvent les apparences d'un petit troupeau, constitue cependant pour tout l'ensemble du genre humain le germe le plus fort d'unité, d'espérance et de salut. Etabli par le Christ pour communier à la vie, à la charité et à la vérité, il est entre ses mains l'instrument de la Rédemption de tous les hommes, au monde entier il est envoyé comme lumière et sel de la terre ».<sup>1169</sup>

Cela permet d'affirmer que, par rapport au peuple de Dieu, communauté sujet-responsable, les rôles spécifiques des pasteurs constituent un service qui n'est ni au-dessus, ni en dehors, ni à côté mais à l'intérieur même de la communauté ecclésiale dans sa réalité concrète et historique. C'est en constante relation avec tous ses membres que la communauté des croyants est appelée à jouer un rôle actif. Donc, au nom de la charité pastorale, le pasteur doit reconnaître la dignité, le rôle et la fonction irremplaçable des autres membres du peuple de Dieu. L'autorité du pasteur doit être perçue plutôt comme un service d'amour, de sollicitude, de bienveillance envers tous<sup>1170</sup>, parce que Jésus lui-même est venu non pour être servi mais pour servir (cf. Mt 20, 28). C'est pourquoi, les pasteurs, disciples de Jésus Christ, doivent se conformer à lui et être disposés à donner leur vie pour les brebis.<sup>1171</sup>

<sup>1164</sup> VATICAN II, Décret sur le ministère et la vie des prêtres *Presbyterorum ordinis*, n° 14.

<sup>1165</sup> Cf. JEAN PAUL II, Exhortation apostolique *Pastores Dabo Vobis*, n° 49.

<sup>1166</sup> Ibid., n° 72.

<sup>1167</sup> VATICAN II, Décret sur le ministère et la vie des prêtres *Presbyterorum ordinis*, n° 6.

<sup>1168</sup> H. LEGRAND, *La réalisation de l'Eglise en un lieu*, cité dans B. LAURET, *Initiation à la pratique de la théologie*, T. V, Cerf, Paris, 1983, pp. 237-238.

<sup>1169</sup> *Lumen gentium*, n° 9.

<sup>1170</sup> Cf. *Lumen gentium*, n° 27 ; *Gaudium et spes*, n° 3.

<sup>1171</sup> VATICAN II, Décret sur le ministère et la vie des prêtres *Presbyterorum ordinis*, n° 13.



Tous les hommes sont créés à l'image de Dieu, appelés à constituer une seule famille, c'est pourquoi les pasteurs, évêques et prêtres, ont à l'égard de tous, fidèles ou non, la même sollicitude pastorale, le même élan d'amour et de charité.<sup>1172</sup> Les pasteurs ayant la mission de promouvoir l'unité et la charité entre les hommes et les peuples<sup>1173</sup>, se doivent d'aller au-devant des hommes et de favoriser le dialogue entre eux, en recherchant à tout prix le bien pour tous sans distinction. L'Eglise, en accomplissant sa fonction critique, a pour objectif le bien commun de tous. Il est vrai qu'en accomplissant cela, elle exerce la charge que le Christ lui a confiée. La concrétisation de cette mission pastorale à travers l'espace et le temps a besoin de relecture à la lumière des signes des temps. Son action s'inscrit dans l'épaisseur des réalités historiques.

### 7.2.3 La relecture des signes des temps comme devoir de l'Eglise

C'est grâce au concile Vatican II que l'Eglise catholique s'est dotée d'une nouvelle vision, celle de se tourner vers le monde. Elle ne se contente plus seulement de s'occuper de ce qui est spirituel mais porte aussi son souci pour ce qui est temporel. C'est pour cette raison qu'elle doit s'ouvrir aux réalités du monde actuel, en prenant en compte les changements en cours dans la société.<sup>1174</sup>

Les signes dont on parle sont à observer non pas dans le ciel, mais dans notre monde, dans les réalités humaines.<sup>1175</sup> Pour cette raison, les pasteurs enseignent, en tenant compte de la réalité sociale dans sa totalité, c'est-à-dire dans ses dimensions économique, culturelle, politique et religieuse. Celles-ci constituent l'existence des hommes dans la société. La communauté ecclésiale immergée au sein de la société doit comprendre et éclairer les réalités humaines selon les lieux et les époques. Proposer les exigences de la foi dans la complexité des réalités sociales, culturelles, économiques et politiques est la mission de diaconie de l'Eglise à l'écoute des aspirations de la société, pour un développement authentique et intégral de la personne.

A ce propos, J.-Y. Naudet reprend l'idée Jean Paul II : « L'Eglise n'a pas de solutions techniques à offrir, (...) en effet, elle ne propose pas des systèmes ou des programmes économiques et politiques, elle ne manifeste pas de préférence pour les uns ou les autres, pourvu que la dignité de la personne humaine soit dûment respecté et promue ».<sup>1176</sup> Cependant, l'Eglise, en tant qu'« experte en humanité », a toujours une parole à dire quand il s'agit de la nature, des conditions, des exigences et des fins du développement authentique et intégral de l'homme. Dénoncer les entraves<sup>1177</sup> qui font obstacle aux recherches d'une solution sociale et même politique, c'est assumer sa fonction critique. De plus l'enseignement social de l'Eglise réaffirme dans *Gaudium et spes* que le Magistère habituel propose la doctrine chrétienne d'une façon adaptée aux nécessités du moment.<sup>1178</sup> Face aux questions qui

<sup>1172</sup> Cf. VATICAN II, Décret sur l'activité missionnaire de l'Eglise *Ad Gentes*, n° 24.

<sup>1173</sup> Cf. VATICAN II, Déclaration sur les relations de l'Eglise avec les religions non chrétiennes *Nostra aetate*, n° 1.

<sup>1174</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 4.

<sup>1175</sup> Cf. O. DINECHIN, *Signes des temps*, art. cité dans la Revue SERAS, *Doctrine sociale de l'Eglise*, 23 Janvier 2013. Disponible sur : [www.doctrine-sociale-catholique.fr/index.php?id=6872](http://www.doctrine-sociale-catholique.fr/index.php?id=6872). Consulté le 17 juillet 2013.

<sup>1176</sup> J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, op. cit., p. 159.

<sup>1177</sup> JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 41. Cf. aussi *Centesimus annus*, n° 43.

<sup>1178</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 3.

angoissent le plus les hommes, le Magistère a la capacité de proposer les réflexions les plus éclairées en prenant appui sur les différentes sciences humaines et sociales afin de promouvoir des solutions qui favorisent le bien commun.<sup>1179</sup>

De ce fait, le concile Vatican II, par le biais de *Gaudium et spes*, affirme que pour mener à bien cette tâche, l'Eglise a le devoir, à tout moment, de scruter les signes des temps et de les interpréter à la lumière de l'Evangile. Elle éclaire si bien les questions existentielles des hommes sur le sens de la vie présente et future. Pour cela l'Eglise écoute les attentes et les aspirations de ses membres.<sup>1180</sup> Pour ce faire, elle est tenue d'exercer son rôle critique vis-à-vis des dérapages politiques commis par les régimes politiques.

### 7.3 La fonction critique de l'Eglise face aux régimes politiques

Dans le troisième chapitre de la première partie de ce travail, nous avons dit que les principaux facteurs de l'échec du bien commun à Madagascar étaient les violations des principes de l'éthique politique. Les hommes politiques et surtout les dirigeants politiques successifs n'avaient pas la volonté politique de réaliser leur mission principale qui est le bien commun.<sup>1181</sup> Ils ont tous violé les principes de l'éthique politique à travers le non-respect des droits de l'homme, de la justice et de la paix sociale, de la démocratie, y compris la violation de l'alternance démocratique.<sup>1182</sup> Face aux mauvais comportements des politiciens et des dirigeants politiques malgaches, l'Eglise catholique, par le biais de la doctrine sociale et, surtout le *Compendium*, a le devoir de jouer son rôle critique constructif en vue du bien commun de tous. Ces apports critiques de l'Eglise dans les situations historiques vécues à travers les aléas politiques à Madagascar s'inscrivent dans la recherche d'un réel bien-être de la population.

#### 7.3.1 Sous le régime socialiste de la deuxième République (1975-1991)<sup>1183</sup>

Le deuxième chapitre de la première partie de notre thèse est consacré aux analyses et aux descriptions des faits qui ont causé le renversement du pouvoir de la 1<sup>ère</sup> République. Le mécontentement de la majorité de la population envers le régime en place de l'époque, qui a bafoué tous les droits des citoyens, en était l'une des premières causes. Voilà qu'en 1972, le peuple malgache a renversé le pouvoir néo-colonialiste de *Tsirananana*.<sup>1184</sup> En 1975, le capitaine de frégate *Didier Ratsiraka* accède au pouvoir.<sup>1185</sup> Il pose le choix de faire entrer Madagascar dans le régime de la révolution socialiste.<sup>1186</sup> Ce nouveau régime mis en place par *Didier Ratsiraka* échoue. La pauvreté de la population ne cesse d'augmenter, l'économie malgache est en chute en raison de la nationalisation des entreprises.

<sup>1179</sup> JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 54.

<sup>1180</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 4, 1. Cf. *Presbyterorum ordinis*, n° 9.

<sup>1181</sup> Cf. supra, La raison d'être de l'autorité politique : le bien commun, p. 151.

<sup>1182</sup> Cf. supra, Chap. III., Les violations des principes de l'éthique politique, p. 66.

<sup>1183</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Madagascar, les missionnaires acteur du développement*, op. cit., p. 65.

<sup>1184</sup> Cf. supra, Bilan de la 1<sup>ère</sup> République, p. 38.

<sup>1185</sup> Cf. supra, Les origines du pouvoir de la deuxième République (1975-1991), p. 41.

<sup>1186</sup> Le président *Ratsiraka* a élaboré un document idéologique intitulé « *Charte de la révolution socialiste malgache* », paru le 28 août 1975, où il justifie l'instauration le système du régime socialiste à Madagascar, ce système de régime étant en principe la copie de celui de l'ex-soviétique et de la Corée du Nord. Ce système indique des actes à mener en matière politique intérieure et extérieure ou étrangère. Cf. R. ARCHER, *Madagascar 1972. La marche d'une révolution*, L'Harmattan, Paris, 2011, p. 135.

Dans ce contexte de pauvreté accrue de la majorité de la population, au terme de cinq années du régime socialiste de *Didier Ratsiraka*, le cardinal Victor Razafimahatratra, archevêque d'Antananarivo, publie une lettre en date du 27 juillet 1980. Il dénonce la situation désastreuse vécue par la population malgache : dégradation de l'économie, amplification des fléaux sociaux, manque d'esprit civique, corruption et népotisme à différents niveaux, démobilisation, fuite des responsabilités.<sup>1187</sup> Les causes se situent, selon le cardinal, dans le non-respect de l'homme et dans le rejet de la valeur culturelle malgache, le *fihavanana*<sup>1188</sup>, qui sont les pierres de fondation de la société malgache.<sup>1189</sup> La Conférence épiscopale de Madagascar à son tour, le 22 novembre 1981, au terme de sept années de socialisme, analyse les causes du découragement de la population, en stigmatisant la nationalisation brusque et irréfléchie des entreprises clefs, ce qui a entraîné un blocage de toute initiative privée et opéré une omniprésence étatique de nature trop administrative. Ce blocage a des répercussions fâcheuses et dramatiques<sup>1190</sup> sur le plan de la croissance économique et la concrétisation du bien commun.

L'Eglise a vivement critiqué la pratique socialiste de *Didier Ratsiraka* parce que le régime n'est plus capable d'assurer la sécurité du pays. L'insécurité gagne du terrain aussi bien en ville qu'en campagne. En raison de cette insécurité effrayante, les paysans n'arrivent plus à travailler comme il convient. Les sociétés et les entreprises nationalisées par l'Etat se trouvent au bord de la faillite en raison du manque de compétence et d'initiative ou de l'absence du souci de rentabilité.<sup>1191</sup> De plus, les détournements de fonds et la corruption sous toutes ses formes sont devenus des phénomènes habituels et incontrôlables. L'Etat protecteur et garant du développement de son peuple est devenu un Etat qui ne se soucie que de ses propres intérêts, oubliant ceux de la population et surtout des plus marginalisés.<sup>1192</sup> Face à cette situation, les évêques, témoins de l'angoisse du peuple, suggèrent la mise en place de structures mieux adaptées aux nécessités parce que le premier rôle du pouvoir politique ne vise que ce qui constitue le bien commun à savoir : «...honnêteté, justice et solidarité, respect des personnes et des biens, conscience professionnelle ».<sup>1193</sup>

En outre, l'Eglise catholique critique également la politique poursuivie qui ne se soucie pas de la vie de la population, ne cherchant que le moyen de rester au pouvoir. A travers la mise en place de la police politique<sup>1194</sup> qui se charge d'assurer la pérennisation du pouvoir, *Didier Ratsiraka* tente de prévenir toute tentative de coup d'Etat. Parallèlement à cette mise en place de la police politique, il crée également un groupe d'unités d'élite, des gendarmes, des parachutistes appelé force d'intervention, conçue spécialement pour réprimer toute tentative de manifestations ou révoltes insurrectionnelles. Ces mesures interdisent de fait toute forme de manifestations publiques, et sont donc le rejet total de toute expression démocratique.

<sup>1187</sup> Cf. supra, La corruption et l'affairisme, p. 70.

<sup>1188</sup> Cf. supra, Les valeurs culturelles du *fihavanana* malgache, p. 21.

<sup>1189</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *L'engagement chrétien dans la vie de la nation*, in ESM, Vol. III (1975-1990), pp. 75-82.

<sup>1190</sup> Cf. *ibid.*, pp. 95-100.

<sup>1191</sup> Cf. supra, Les fruits de la nationalisation : une économie effondrée, p. 47.

<sup>1192</sup> Cf. supra, L'agir politique des tenants de pouvoir en place, p. 46.

<sup>1193</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>1194</sup> La « Direction générale de l'investigation et de la documentation » (plus connue sous son sigle DGID).

L'Eglise déplore également que la sécurité du peuple soit défaillante. Le banditisme gagne du terrain un peu partout dans la Grande Île.<sup>1195</sup> Le pouvoir, destiné à le combattre, se trouve dans un état de comportement irresponsable. Pour se défendre des voleurs, des bandits et des cambrioleurs, des collectivités territoriales ont établi des conventions, des espèces de lois intérieures donnant libre cours au jugement et au verdict populaire. Face aux problèmes majeurs du pays, en matière économique, politique, sociale et culturelle, les évêques critiquent vivement, dans une lettre pastorale publiée le 27 septembre 1984, la monopolisation étatique de tous les rouages. C'est dans cette lettre qu'ils condamnent les choix du pouvoir qui tente de supprimer l'existence du pluralisme au sein du pays en instaurant un parti unique par voie d'ordonnance, le « Front National pour la Défense de la Révolution » (FNDR).<sup>1196</sup>

Or les évêques sont persuadés que c'est la mise en place du pluralisme qui permet à tous, personnes et associations, syndicats et partis politiques, de participer activement à la réalisation du bien commun. De même, les évêques demandent le respect et la mise en œuvre de l'Etat de droit (bonne gouvernance et respect des droits humains, de la justice, etc)<sup>1197</sup> et la prise en compte de la conception malgache de l'homme et de la société. Ils sont conscients que les valeurs culturelles malgaches, surtout le *fihavanana*, sont en train de disparaître à cause de l'individualisme et de l'égoïsme, d'où la passion de l'argent, l'appât du gain facile et la recherche du profit personnel.

Enfin, l'Eglise note, après quinze ans de socialisme, la déception de la population. Le socialisme n'a pas apporté concrètement un mieux-être au peuple, toutes les promesses ne sont restées qu'au niveau des mots.<sup>1198</sup> La vie de la nation n'a cessé de se dégrader dans tous les domaines surtout celui socioéconomique. Par conséquent, le mécontentement populaire éclate de nouveau le premier mai 1991 lors des rassemblements tenus par les partis d'opposition<sup>1199</sup> dans la capitale. Ce mécontentement se termine par le renversement du pouvoir de *Didier Ratsiraka*.<sup>1200</sup>

### 7.3.2 Sous le régime démocratique de la troisième République (1991-2009)<sup>1201</sup>

L'Eglise est devenue un véritable point de repère dans une société de plus en plus désorientée. Elle est appelée à rester un phare pour donner des perspectives futures. Pour cette raison, en 1990, lors de l'élaboration d'une nouvelle Constitution<sup>1202</sup>, elle souligne en même temps les limites de son engagement politique et sa position pour une résistance pacifique contre l'injustice. En 1991, le FFKM ne reste plus un arbitre neutre, il devient partie prenante des négociations.<sup>1203</sup> L'Eglise catholique s'éloigne donc radicalement du FFKM. Cela se fait en deux étapes : en dénonçant le massacre des manifestants devant le palais présidentiel sur ordre de *Ratsiraka*, président en exercice, par sa garde présidentielle confrontée à une foule

<sup>1195</sup> Cf. supra, Sur le plan sociopolitique : crises cycliques interminables, p. 94.

<sup>1196</sup> Cf. D. GALIBERT, *Les gens du pouvoir à Madagascar*, op. cit., p. 416.

<sup>1197</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Préparation du synode pour l'Afrique*, in ESM, Vol. IV (1990-1995), p. 97.

<sup>1198</sup> Cf. supra, Les slogans infructueux et sans conséquences positives, p. 67.

<sup>1199</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale, *Le redressement de la nation*, in ESM, Vol. III (1975-1990), pp. 211-230.

<sup>1200</sup> Cf. supra, La période transitoire (1991-1993), p. 50.

<sup>1201</sup> Cf. supra, La troisième République (1993-2009), p. 51.

<sup>1202</sup> Cf. Déclaration de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La situation grave et délicate que traverse le pays*, in ESM, Vol. IV (1990-1995), pp. 37-38.

<sup>1203</sup> Cf. supra, Sur le plan socioreligieux : perte de crédibilité des Eglises, p. 99.

immense et pacifique venue défilé à proximité de son palais d'Iavoloha.<sup>1204</sup> Et quand le FFKM garde le silence suite à la tuerie, le Cardinal archevêque d'Antananarivo la dénonce et la condamne formellement. Ensuite il exigera le départ de *Ratsiraka* du pouvoir. Pourquoi ? Parce que l'Eglise catholique, en tant qu'institution soucieuse de prendre en compte la dignité de la vie et de la personne humaine, condamne toutes les actions qui dévalorisent et violent cette dernière. C'est pourquoi la Conférence épiscopale de Madagascar confirme cette position du cardinal Armand Gaëtan Razafindratandra qui condamne la violation de la dignité de la personne humaine, en proclamant que le respect de la personne humaine fait partie de l'âme malgache. C'est donc un reniement des valeurs du peuple malgache lorsque l'on commet violence, abandon d'enfants, avortements, assassinats banalisés pour s'enrichir ou pour dominer.<sup>1205</sup>

Des fonctionnaires et membres de la communauté ecclésiale soutiennent activement le mouvement de protestation contre le régime de *Ratsiraka*. Lors d'une réunion extraordinaire de la Conférence épiscopale catholique, les évêques réaffirment clairement la position de l'Eglise : appui aux manifestations non violentes qui dénoncent les injustices et l'oppression, volonté de voir la crise résolue par des négociations, mise en garde contre les tentatives de récupération, attaque véhémement contre ceux qui attisent les rivalités tribales et poussent à la guerre civile. Face à cette prise de position des évêques catholiques, la question est de savoir : « La Conférence épiscopale a-t-elle une solution politique à préconiser ? La Conférence épiscopale manquerait à sa mission au service de la nation si, dans la recherche de solutions à la crise, elle se comportait comme un parti politique. Elle abuserait de son autorité si elle s'érigait en groupe de pression pour entraver le choix responsable de chaque citoyen. L'Eglise ne leur [les laïcs] impose aucun choix politique : qu'ils agissent en hommes et en femmes libres et responsables ». <sup>1206</sup> Enfin, elle « condamne un gouvernement insurrectionnel qui usurperait la légalité par l'effusion de sang ». <sup>1207</sup>

Par la suite, en 2004, malgré toutes les mesures de développement adoptées par le gouvernement *Ravalomanana*<sup>1208</sup>, aussi louables soient-elles, l'Eglise constate que la pauvreté ne cesse d'augmenter dans le pays, tout comme les dérives dictatoriales du gouvernement, dont les opposants sont systématiquement réprimés. Elle se distancie à nouveau radicalement du régime. La nomination d'un nouvel archevêque, Monseigneur Odon Razanakolona, pour la capitale facilite la transition vers une prise de position critique envers le régime. Le président répond au refroidissement des relations entre l'Eglise et le gouvernement en ordonnant, par exemple, l'expulsion de S. Urfer, membre fondateur du SEFAFI.<sup>1209</sup> Depuis 2007, la Conférence épiscopale émet des communiqués critiques concernant l'évolution du pays, tout en encourageant les fidèles et le peuple dans son ensemble à prendre leurs responsabilités et à mettre en œuvre des changements positifs. L'opposition épiscopale à la planification du référendum de 2007 et la lettre de carême 2008 incitent à une résistance pacifique contre

---

<sup>1204</sup> Cf. supra, La période transitoire (1991-1992), p. 50.

<sup>1205</sup> Cf. Cf. Déclaration de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La situation grave et délicate que traverse le pays*, p. 99.

<sup>1206</sup> *Déclaration des évêques de la commission permanente de la C.E.M.*, Antananarivo, 14 février 1992, n° 12.

<sup>1207</sup> Ibid., n. 14.

<sup>1208</sup> Cf. supra, Les choix politiques sous la présidence de *Ravalomanana*, p. 58.

<sup>1209</sup> Cf. supra, Sur le plan socioreligieux : perte de crédibilité des Eglises, p. 99.

l'effondrement social et politique du pays.<sup>1210</sup> L'Eglise constitue sans conteste un facteur de poids dans le revirement politique qui mène à la démission du président en mars 2009.<sup>1211</sup>

Par ces dénonciations et critiques l'Eglise catholique milite toujours pour la promotion de la concrétisation de la démocratie, comme source du respect de l'Etat de droit, de la justice et des droits de l'homme. Elle assure également la mise en œuvre effective de trois principes d'action garantissant la réalisation du bien commun : celui de solidarité, de subsidiarité et de participation.<sup>1212</sup>

#### **7.4 L'Eglise lutte pour le processus démocratique<sup>1213</sup>**

Les violations successives de l'alternance démocratique sont un des facteurs primordiaux du désarroi politique à Madagascar. Chaque fois qu'il y a un non-respect de cette alternance, il y a toujours une crise politique. Nous l'avons déjà évoqué dans le troisième chapitre de la première partie de la thèse. Nous avons constaté qu'à Madagascar, les impacts négatifs de la crise politique à répétitions sont considérables. Ils touchent tous les domaines de la vie sociale de l'homme, à savoir économiques, culturels et religieux.<sup>1214</sup>

Pour sortir de cette impasse, l'Eglise catholique, par le biais de sa doctrine sociale, se doit de chercher les moyens d'améliorer le processus de la pratique démocratique. La promotion de ce processus est le meilleur moyen pour le pays d'empêcher des dérives politiques. Elle permet également de relancer et de redresser l'économie du pays afin de pouvoir améliorer le bien commun du peuple. C'est la raison pour laquelle l'Eglise catholique consacre toutes ses forces à la mise en œuvre de la démocratie. Mais la question est de savoir de quelle manière elle peut apporter sa contribution à une saine pratique de la démocratie.

Et d'abord un préalable : pourquoi l'Eglise catholique à Madagascar est-elle favorable à la démocratie ? La démocratie permet-elle effectivement de rejeter la dictature et le népotisme politique, de respecter le pluralisme ? De quels outils pédagogiques l'Eglise dispose-t-elle pour instaurer une culture de la démocratie ?

##### **7.4.1 Le positionnement de l'Eglise catholique en faveur de la démocratie**

Pour le pape Jean Paul II, la démocratie n'est pas une fin en soi, mais un moyen, un système politique, qui devrait assurer la libre participation et la responsabilité de tous aux choix politiques, aux affaires publiques et à la recherche du bien commun. Elle est authentique quand elle se base sur « une conception correcte de la personne humaine créée par Dieu à son image et à sa ressemblance. Elle a donc sa valeur quand elle exalte et promeut la dignité de la personne dans ses droits inaliénables. Sans valeurs morales et humaines (justice, vérité, liberté, solidarité, dialogue, culture...), elle se transforme en un totalitarisme, une

---

<sup>1210</sup> Cf. Message de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La vie de la nation*, in ESM, Vol. VII (2006-2010), p. 47.

<sup>1211</sup> Cf. supra, Sur le plan socioreligieux : perte de crédibilité des Eglises, p. 99.

<sup>1212</sup> Cf. supra, Chap. V, Les principes d'action et de valeurs de référence de la doctrine sociale de l'Eglise au service du bien commun, p. 131.

<sup>1213</sup> Cf. supra, Le non-respect de la démocratie, p. 87.

<sup>1214</sup> Cf. supra, Les impacts négatifs des violations des principes de l'éthique politique, p. 94.

anarchie ».<sup>1215</sup> L'analyse morale de Jean Paul II est pertinente en toute circonstance, mais plus spécialement dans les jeunes démocraties.

Tout au long de son histoire, Madagascar et son peuple ont aspiré à la démocratie. Une nouvelle étape est en cours actuellement et a besoin de temps pour atteindre sa stature adulte.<sup>1216</sup> La question est de savoir pourquoi l'Eglise à Madagascar favorise la démocratie. La réponse est évidente : parce que «...la démocratie est une forme de gouvernement dans lequel le peuple exerce sa souveraineté dans le domaine de la gestion des affaires politiques. Le peuple est souverain lorsqu'il choisit lui-même sa propre organisation politique selon une loi fondamentale que l'on appelle Constitution ».<sup>1217</sup> C'est une conviction profonde de l'Eglise qui plaide pour un régime démocratique donnant au peuple la possibilité de choisir par les élections entre telle ou telle orientation politique. Les élections libres permettent aux citoyens d'exprimer leur opinion sur les dirigeants politiques ou la politique qu'ils veulent appliquer, de les désigner ou de les remplacer. Il y a démocratie authentique quand l'Etat se soucie du bien commun en défendant les droits de la personne et en créant des structures qui permettent à chaque citoyen de s'épanouir selon ses talents et compétences. Jean Paul II ajoute encore, en insistant sur la valeur prépondérante de la démocratie : « Une démocratie authentique n'est possible que dans un Etat de droit, et sur la base de la conception correcte de la personne humaine ».<sup>1218</sup> On entend par là, dit la Conférence épiscopale de Madagascar, un Etat qui s'efforce d'appliquer les règles du droit sans discrimination en n'importe quel lieu et en n'importe quelles circonstances.<sup>1219</sup> Dans cette perspective, J.-Y. Naudet explique que la notion d'Etat de droit signifie que la souveraineté repose sur le droit, sur la loi, et non pas sur les caprices du souverain ou de l'autorité politique.<sup>1220</sup> Les droits s'appliquent à tous, y compris aux dirigeants politiques.

Néanmoins, cette confiance de l'Eglise en la démocratie n'implique pas qu'elle soit liée à tel régime politique ou qu'elle soutienne directement tel gouvernement démocratique, parce que cela ne relève pas de sa compétence. Si le régime politique en place ne respecte pas la démocratie en bafouant les droits fondamentaux de l'homme, l'Eglise ne peut pas rester indifférente. L'Eglise est attachée à la démocratie non pour privilégier un modèle de gouvernement, mais seulement pour protéger le droit de chaque peuple de choisir le modèle qui s'adapte à sa culture et qui répond aux exigences démocratiques.<sup>1221</sup> Les Malgaches sont devant un vrai défi : se doter des structures d'une société véritablement démocratique avec un visage à la fois malgache et moderne qui s'applique à leurs coutumes, cultures, mœurs et surtout à notre « *fihavanana* ».<sup>1222</sup> Ce sera une démocratie universelle qui aura la couleur de nos valeurs sociales malgaches. Le redressement de la nation est à ce prix-là.

C'est par la pratique du système démocratique qu'on peut donc réaliser cet idéal du respect des droits de l'homme tels qu'ils ont été reconnus dans la « Déclaration des droits de

---

<sup>1215</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 46.

<sup>1216</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La démocratie*, p. 112.

<sup>1217</sup> Cf. *ibid.*, p. 113.

<sup>1218</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 46.

<sup>1219</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La démocratie*, p. 115.

<sup>1220</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, op. cit., p. 267.

<sup>1221</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La démocratie*, p. 116.

<sup>1222</sup> Cf. *supra*, Ce qu'est le *fihavanana* malgache, p. 22.

l'homme » proposée par l'organisation des Nations-Unis en 1948. Madagascar l'a adoptée en 1960. Dans ce sens, le respect des droits de l'homme est fondamental dans une démocratie. La nouvelle Constitution de Madagascar a explicitement « fait siennes la Charte internationale des droits de l'homme, ainsi que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Convention relative aux droits de l'enfant, les considérant comme partie intégrante de son droit positif ». <sup>1223</sup>

L'Eglise à Madagascar estime à leur juste prix, parmi les autres valeurs démocratiques, celles de la tolérance et du bien commun. <sup>1224</sup> La valeur de tolérance nous fait honneur et elle nous pousse à la patience envers les autres. Elle permet la liberté d'expression pour chacun, l'égalité des chances. Les Malgaches sont invités à la pratique de cette tolérance car celle-ci est un bon instrument pour harmoniser notre vie en société sans omettre la valeur du bien commun. Celle-ci assure les conditions matérielles et spirituelles qui permettent aux citoyens et au pays de réaliser un développement harmonieux. Or dans un pays qui se dit démocratique, comme nous l'avons souligné dans la deuxième partie de ce travail, selon le *Compendium*, il est indispensable que chaque citoyen développe ses capacités et aptitudes au service du bien commun. <sup>1225</sup> L'Eglise insiste sur la pratique du bien commun comme source d'harmonie entre toutes les couches de la population.

Dans le redressement national actuel, l'Eglise catholique, par le biais de la mise en œuvre effective du principe de participation et de subsidiarité qui permet à tous les membres du corps social ou aux corps intermédiaires de participer activement au redressement et au développement de la Nation, doit recommander tout d'abord à l'ensemble des institutions étatiques de donner la priorité à la mise en œuvre de la vraie démocratie. Puis elle doit organiser aussi des ateliers ou des conférences débats qui permettent aux corps intermédiaires de connaître le sens de la démocratie et de s'habituer petit à petit à cultiver la culture démocratique. C'est par ce moyen qu'on arrive progressivement à se garder de la tentation de l'individualisme, de la dictature et du népotisme, du laisser-aller et de l'anarchie. <sup>1226</sup> L'Eglise lutte courageusement sur ce front-là.

#### **7.4.2 Lutte pour le bon fonctionnement de la démocratie**

L'Eglise, en tant qu'institution en faveur de la démocratie encourage l'Etat à favoriser l'existence du multipartisme, c'est-à-dire l'existence de partis politiques diversifiés, puisque ceux-ci régulent et contrôlent le bon fonctionnement des missions confiées à l'Etat. L'Eglise y voit un souci de sa mission.

##### **7.4.2.1 Lutte pour la prise en considération du multipartisme** <sup>1227</sup>

Dans le troisième chapitre de la première partie, nous avons mentionné que le non-respect du pluralisme politique et de l'Etat de droit conduisent à la dictature, au népotisme ainsi qu'au totalitarisme et nuisent à la démocratie. <sup>1228</sup> Or le *Compendium* affirme que la

---

<sup>1223</sup> Cf. *Préambule de la constitution de la troisième République malgache*, mars 1993.

<sup>1224</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La démocratie*, p. 117.

<sup>1225</sup> Cf. supra, La démocratie comme source de participation, p. 164.

<sup>1226</sup> Cf. supra, Le non-respect de la démocratie, p. 87.

<sup>1227</sup> Cf. supra, La démocratie comme garante du pluralisme, p. 167.

<sup>1228</sup> Cf. supra, Le non-respect de l'Etat de droit et du pluralisme politique, p. 90.



démocratie protège les droits inaliénables de l'homme, c'est-à-dire de la dignité de la personne.<sup>1229</sup> L'Eglise en tant qu'institution sociale se sait appelée à sauvegarder tous les droits de la personne humaine. Ce beau souci de la personne l'amène à s'engager dans l'éducation et la santé, dans le domaine du travail pour la protection des droits des travailleurs, dans les services sociaux auprès des plus faibles. La Constitution de la 3ème République prévoit un large éventail d'actions sociales dans tous ces domaines.<sup>1230</sup> Pour le bon fonctionnement de l'Etat démocratique, le multipartisme est indispensable : c'est la raison même de l'engagement sans faille de l'Eglise sur ce point à Madagascar.

Premier argument : l'institution du système des partis constitue un espace privilégié pour l'action politique et une garantie de gouvernement démocratique. Grâce aux partis, les citoyens ont la possibilité d'exprimer ou de faire connaître la politique qu'ils désirent.<sup>1231</sup>

Deuxième argument, le multipartisme est l'exigence principale en démocratie. Dans la vie politique, le multipartisme comporte un certain nombre d'avantages à prendre en considération<sup>1232</sup> :

- chacun est libre de choisir tel ou tel parti selon le programme qu'il propose ;
- le multipartisme favorise le pluralisme d'idées dans les débats politiques ;
- le multipartisme offre une garantie sûre pour l'alternance démocratique : en régime démocratique, nul ne peut prétendre briguer un poste pour une durée illimitée ; nul n'est irremplaçable dans la gestion des affaires nationales ;
- le multipartisme permet la formation d'une opposition constructive qui, par sa présence et son travail, assure un équilibre démocratique.

La Conférence épiscopale de Madagascar confirme que les partis politiques jouent un rôle très important dans la vie politique, puisque chaque parti politique est tenu de proposer un programme pour le pays, en faveur du bien commun. Il doit former ses adhérents à la recherche du bien commun. Elle réaffirme que le parti politique, pour qu'il puisse s'acquitter de son programme, doit chercher tout d'abord à exercer le pouvoir. C'est un objectif fondamental. Mais, la conquête du pouvoir n'est pas le but ultime de l'action politique, c'est seulement un moyen permettant d'appliquer le programme qui paraît bon pour le pays. Chercher uniquement le pouvoir pour le pouvoir est malsain. Le pouvoir risque de devenir un instrument de monopolisation au profit des intérêts d'un groupe. Ce sont les citoyens qui en apprécient la gestion, afin de déterminer si le programme de chaque parti cherche le bien commun, si le programme est vraiment réalisé pour le bien de tous, sans démagogie, sans népotisme, sans favoritisme et sans tribalisme.<sup>1233</sup>

#### **7.4.2.2 Le renforcement du pouvoir démocratique**

Aux yeux de l'Eglise catholique à Madagascar, l'affermissement du pouvoir démocratique est un atout considérable pour enraciner une culture de la participation du

---

<sup>1229</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 406.

<sup>1230</sup> Cf. *Constitution de la troisième République de malgache*, art. 17-40.

<sup>1231</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence Episcopale de Madagascar, *La démocratie*, p. 117.

<sup>1232</sup> Cf. *supra*, La démocratie comme garante du pluralisme, p. 167.

<sup>1233</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence Episcopale de Madagascar, *La démocratie*, p. 118.

peuple. Une claire conscience des bienfaits de la culture démocratique va de pair avec un souci jaloux de la consolider.

Un Etat qui opte pour la démocratie comme choix de régime politique doit être respecté, c'est la conviction de l'autorité ecclésiale. L'existence d'un Etat de droit implique le respect de son autorité sans discrimination aucune. L'Etat est garant et protecteur du bien commun à travers trois services d'intérêt national.<sup>1234</sup>

La sécurité des personnes et des biens est la première mission de l'Etat.<sup>1235</sup> Il revient aussi à l'Etat de conduire une politique économique précise. Il le fait en stimulant les initiatives privées de la société civile pour le développement du pays, en garantissant au besoin les intérêts collectifs par des plans et des nationalisations. Il facilite l'accès de tous les citoyens au bien-être. Il lui incombe également de construire et de renforcer l'établissement de la culture démocratique et l'équilibre du pouvoir par un vrai pluralisme, dont Madagascar comme les autres pays d'Afrique et d'Asie ont besoin. C'est une condition de l'équilibre des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et la judiciaire. Selon l'Eglise, s'il y a au contraire déséquilibre, cela entraîne toujours des conséquences fâcheuses pour la mise en œuvre de la démocratie. C'est là une des causes des crises politiques cycliques à Madagascar depuis l'accès à l'indépendance en 1960. La persistance de crises est cause de la non-réalisation du bien commun et source de corruption et de paupérisation de la population.<sup>1236</sup> Pour mettre fin à cette crise à répétition, il faut passer par des élections démocratiques, c'est-à-dire justes et transparentes.

#### **7.4.2.3 La lutte pour des élections justes et transparentes**

Nous savons bien qu'à Madagascar, durant l'ensemble des Républiques successives, l'ascension au pouvoir s'est faite toujours par la voie non-démocratique. Autrement dit, la prise du pouvoir passait toujours par la rue et était issue d'un mouvement populaire. Or pour qu'il y ait un pouvoir démocratique effectif, il faut prendre le pouvoir par la voie d'élections justes et transparentes.

Pour mettre un terme à ces problèmes et les éviter, il faut passer par des vraies élections. Celles-ci ne sont pas seulement des outils par lesquels les citoyens peuvent exprimer librement leur choix politique, mais aussi des outils qui représentent, dit Benoît XVI, le signe de la légitimité pour l'exercice du pouvoir<sup>1237</sup>; elles assurent à la fois la stabilité politique et le bon fonctionnement d'un pouvoir démocratique et participatif.

Les élections jouent donc un rôle très important dans un pays déjà démocratique ou en voie de développer un processus d'exercice du pouvoir démocratique comme Madagascar. Pour ce faire, l'Eglise catholique, en tant qu'institution sociale indépendante,<sup>1238</sup> doit tout faire pour promouvoir le processus de l'exercice du pouvoir démocratique. Car l'Eglise est consciente et convaincue qu'il n'y a que le système démocratique qui permette à un pays de sortir des différents problèmes sociopolitiques, économiques, culturels et même religieux.

---

<sup>1234</sup> Cf. *ibid.*, p. 115.

<sup>1235</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1236</sup> Cf. *supra*, La corruption et l'affairisme, p. 70.

<sup>1237</sup> Cf. BENOIT XVI, Exhortation apostolique *L'engagement de l'Afrique*, Cerf, Paris, 2011, p. 168.

<sup>1238</sup> Cf. Lettre de la conférence épiscopale de Madagascar, *Engagés dans les affaires nationales*, p. 161.

C'est la raison pour laquelle l'Eglise ne ménage pas ses forces et ses énergies. Les élections ne servent pas seulement à résoudre les problèmes sociopolitiques, mais aussi socio-économiques du pays. Il n'y a pas de relance économique sans stabilité politique. L'Eglise ne peut se contenter seulement de dénoncer, au nom de sa mission prophétique, les abus électoraux et toutes les formes de fraudes<sup>1239</sup>, mais elle a le devoir de sensibiliser tous les candidats participant aux élections à ne pas violer la règle démocratique des élections, c'est-à-dire le respect de l'adversaire politique, de la Constitution et des résultats des élections, comme la reconnaissance de la défaite. De plus elle doit garder aussi sa neutralité, c'est-à-dire éviter de prendre une position partisane, dans le but de pouvoir sauvegarder toujours son rôle de conciliatrice au service de l'unité de tous les hommes. Enfin en vue d'arriver à des élections justes, l'Eglise doit aussi créer et former des associations ou des mouvements liés à elle-même, en plus de la commission Justice et paix qui puissent jouer le rôle d'observateurs afin de garantir la rectitude du déroulement des élections. L'objectif est d'éviter au maximum toutes les formes de fraudes électorales.

Il est clair que c'est en encourageant la mise en œuvre de ce processus démocratique par la voie des élections que l'Eglise œuvre à la promotion du respect des droits de l'homme, qui est le fondement même du développement intégral de la personne humaine et de la réalisation du bien commun. Cette promotion de la démocratie et des droits de l'homme fait partie du travail de conscientisation que l'Eglise s'efforce de déployer dans la société malgache.

## **7.5 La lutte de l'Eglise pour les droits humains<sup>1240</sup>**

Le respect des droits humains, tels qu'ils ont été reconnus dans la Déclaration des Droits de l'homme, fait partie de la mise en œuvre de la démocratie, parce que dans un Etat démocratique, la reconnaissance des droits de l'homme est prioritaire. Le *Compendium* affirme : « Les droits de l'homme doivent être protégés non seulement singulièrement, mais dans leur ensemble : leur protection partielle se traduirait par une sorte de manque de reconnaissance ». <sup>1241</sup> Or à Madagascar, il y a une grande faille quand on parle du respect et de la reconnaissance des droits humains. <sup>1242</sup> Nous l'avons déjà souligné dans la première partie de ce travail.

### **7.5.1 La remise en cause des droits humains à Madagascar**

Les divers droits humains, droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques trouvent-ils une pertinence dans l'organisation de la société malgache ? Existents-ils réellement ? Ces droits humains dont on parle tant, sont-ils vécus dans le quotidien par la majorité de la population malgache (à peu près 20 millions d'habitants) ? C'est un rêve, un magnifique idéal dont les Malgaches ne sont pas prêts de bénéficier. <sup>1243</sup>

Parler de droits économiques ou de droit au travail dans un pays où la majorité des jeunes qui ont fini leurs études sont au chômage réel ou déguisé, est dérisoire. S'y ajoute un

---

<sup>1239</sup> Cf. BENOÎT XVI, Exhortation apostolique *L'engagement de l'Afrique*, p. 169.

<sup>1240</sup> Cf. supra, La sauvegarde des droits humains, p. 156.

<sup>1241</sup> *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 154.

<sup>1242</sup> Cf. supra, Les violations des droits humains fondamentaux, p. 75.

<sup>1243</sup> Cf. M. RAMAHOLIMIHASO, *Qui montre le droit chemin communique la vie*, op. cit., p. 34.

salairé minimum, c'est-à-dire le SMIG, l'équivalent de 28 euros par mois, qui permet seulement de survivre une semaine sur quatre. Que dire des droits sociaux lorsque les logements sont insuffisants et délabrés, que les soins de santé sont inexistant, que la justice s'achète, que l'insécurité sévit dans les villes comme dans les campagnes ? La politique de la construction de logements sociaux n'existe pas. Elle reste une promesse électorale. Les médicaments se négocient au marché noir dans les hôpitaux. Les prisons sont surpeuplées, pour une bonne part de détenus en attente de jugement, tandis que des criminels notoires ont acheté leur libération.<sup>1244</sup>

Comment parler de droits culturels lorsque l'éducation à tous les niveaux est en pleine régression, aussi bien quantitativement que qualitativement ? Les écoles de campagnes ferment en chaîne faute de budget, mais les universités ouvertes vont mal à cause des revendications incessantes et déraisonnables des syndicats des enseignants. Parallèlement, la destruction sociale a entraîné la rupture des solidarités traditionnelles et la perversion des valeurs culturelles. Les Malgaches aiment à se réclamer du *fihavanana*<sup>1245</sup>, système traditionnel de relations sociales harmonieuses, fondées sur le modèle de la parentèle et l'observance de règles de nature à créer et à consolider la bonne entente dans le groupe.<sup>1246</sup> Mais ce *fihavanana*<sup>1247</sup> est aujourd'hui récupéré par les nouveaux notables que sont les dirigeants, et favorise le népotisme. En fait, les dirigeants politiques ne visent que leurs propres intérêts et celui de leurs proches.<sup>1248</sup> Face à cette réalité, quelle position prend l'Eglise, éclairée par le *Compendium* en matière des droits humains ?

## 7.5.2 La lutte pour les droits humains fondamentaux <sup>1249</sup>

Les droits de l'homme établissent clairement le principe d'égalité et d'universalité, selon lequel tous les hommes sont égaux, autant devant la loi de Dieu que devant la loi civile.<sup>1250</sup> Or, selon le Patriarche de Constantinople, dans le monde d'aujourd'hui, il y a encore tant d'atrocités, de tortures, de violences, de famines. Face à ces phénomènes, nous sommes convaincus que les communautés de foi doivent réveiller le monde de la torpeur et de l'indifférence. Car les droits humains ne sont pas seulement une invention des Lumières : ils appartiennent également à l'essence même de la foi chrétienne et de toute religion qui promeut naturellement le respect de la dignité de la personne humaine, de la liberté et de la justice sociale. Par rapport à cela, comment l'Eglise catholique à Madagascar réagit-elle pour la promotion de ces droits ?

### 7.5.2.1 La lutte pour le respect du droit à la vie

L'Eglise, en tant qu'« experte en humanité », s'engage toujours pour le respect des droits humains et demande aux chrétiens de s'attacher au respect de ces droits.<sup>1251</sup> Jean Paul

<sup>1244</sup> Cf. *ibid.*, p. 35.

<sup>1245</sup> Cf. *supra*, Les valeurs culturelles du *fihavanana* malgache, p. 21.

<sup>1246</sup> Cf. G. NAVONE, *Identité et Fihavanana malgache*, *op. cit.*, p. 37.

<sup>1247</sup> Cf. *supra*, Ce qu'est le *fihavanana* malgache, p. 22.

<sup>1248</sup> Cf. M. RAMHOLIMIHASO, *Qui montre le droit chemin communie la vie*, *op. cit.*, p. 36.

<sup>1249</sup> Cf. JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 9.

<sup>1250</sup> Cf. BARTHOLOMÉE I, Patriarche de Constantinople, *De la « divine ignorance » à la sauvegarde de la planète*, in *Revue d'éthique et de théologie morale*, n° 264, 2011, p. 94.

<sup>1251</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence Episcopale de Madagascar, *Les droits de l'homme*, in ESM, Vol. IV (1990-1995), *op.cit.*, p. 125.

II, dans son encyclique *Centesimus annus*,<sup>1252</sup> met l'accent sur la mise en valeur incontournable du droit à la vie. Celle-ci suppose son respect absolu dès la conception ; et ensuite son plein épanouissement physique, intellectuel et moral. L'Eglise catholique à Madagascar, face au projet de loi sur l'avortement proposé à l'approbation de l'Assemblée nationale malgache en 2008, n'a cessé de rappeler que la loi divine défend l'homicide<sup>1253</sup>, et selon l'enseignement social de l'Eglise, l'enfant, dès sa conception dans le sein de sa mère, est déjà une personne. Donc il est à respecter comme tel. Et elle ajoute que le *Compendium* renforce cette affirmation : « la promotion de la dignité de la personne humaine implique avant tout l'affirmation du droit inviolable à la vie, depuis le moment de la conception jusqu'à la mort naturelle ».<sup>1254</sup> Ce qui signifie que l'Eglise, qui s'engage résolument dans la défense du droit à la vie, ne se limite pas seulement à la vie naissante ou à la mort mais en appelle avec vigueur au droit à la vie tout au long de l'existence.<sup>1255</sup> Par rapport à ce projet de loi, la Commission épiscopale « Justice et Paix » prend officiellement position en disant : « Nous rejetons radicalement tout projet de loi, ainsi que toute idéologie visant à détruire la vie ; et l'avortement en fait partie ».<sup>1256</sup> L'Eglise est consciente que cette lutte pour le respect de la vie ne peut pas se contenter de déclarations. Elle doit s'engager à fond à travers la création d'associations ou de mouvements chrétiens rattachés à l'Eglise. Ceux-ci doivent assumer la tâche ecclésiale dans l'objectif non seulement de former, d'éduquer et de sensibiliser la population mais de conscientiser aussi les gouvernements ou les dirigeants politiques à respecter le sens et la valeur de la dignité de la vie humaine.

La lutte pour le respect des droits fondamentaux de la personne humaine ne se limite pas seulement au niveau du respect du droit à la vie mais elle donne également beaucoup d'importance au droit au travail.

#### **7.5.2.2 La lutte pour le droit au travail<sup>1257</sup>**

Le quatrième chapitre du *Compendium* est consacré au droit du travail. Cela signifie que le travail, pour l'Eglise catholique, joue un rôle primordial dans le processus de la concrétisation du bien commun.<sup>1258</sup> Il est non seulement un droit fondamental mais aussi un bien pour l'homme.<sup>1259</sup> Or nous avons clairement mentionné que la situation à Madagascar est alarmante quand on parle du droit au travail.<sup>1260</sup> Nous savons bien que la majorité du peuple malgache, durant plusieurs décennies, a subi le manque d'emploi. Or la Déclaration universelle des droits de l'homme souligne : « Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage ».<sup>1261</sup> De plus, le *Compendium* amplifie la valeur du travail en disant : « Le travail

<sup>1252</sup> JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 51.

<sup>1253</sup> Cf. Déclaration de la commission épiscopale de « Justice et Paix », *Concernant le projet de loi sur l'avortement*, in ESM, Vol. VII (2006-2010), p. 81.

<sup>1254</sup> *Compendium de la doctrine sociale*, n° 553.

<sup>1255</sup> Cf. F. SOULAGE, *Justice et Charité*, op. cit., p. 97.

<sup>1256</sup> Déclaration de la commission épiscopale « Justice et Paix », *Les droits de l'homme*, in ESM, Vol. VII (2006-2010), p. 81.

<sup>1257</sup> *Compendium de la doctrine sociale*, chap. IV.

<sup>1258</sup> Cf. *ibid.*, n° 288.

<sup>1259</sup> Cf. *ibid.*, n° 187.

<sup>1260</sup> Cf. *supra*, Les violations des droits des enfants et des femmes, p. 79.

<sup>1261</sup> *Déclaration universelle des droits de l'homme*, art. 23,1.

est un droit fondamental et qui est nécessaire pour fonder et faire vivre une famille ».<sup>1262</sup> Néanmoins le cas de Madagascar est encore loin de ce standard, puisque le taux de chômage n'a cessé de grimper. C'est la crise politique à répétitions qui a accentué la précarité de l'emploi. Si on trouve un emploi, le salaire minimum est totalement inadéquat par rapport au minimum vital nécessaire pour faire vivre une famille moyenne.<sup>1263</sup> La Déclaration universelle des droits de l'homme ajoute : « Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine ».<sup>1264</sup> Toucher des salaires équitables et égaux par rapport aux valeurs du travail entrepris par les employés doit permettre d'avoir une condition de vie compatible avec la dignité humaine. Cette dignité se focalise surtout sur le respect des droits et besoins fondamentaux de l'homme : « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, de vieillesse ou dans les cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté ».<sup>1265</sup>

Par rapport à la conception de la Déclaration des droits de l'homme sur la valeur du travail, l'Eglise, en la personne de Léon XIII et de Jean Paul II, réaffirme également son importance. Pour Léon XIII, dans son encyclique *Rerum novarum*, la raison intrinsèque du travail entrepris par quiconque exerce un métier lucratif, c'est de viser les biens et les profits du travailleur. C'est dans ce sens que le pape réaffirme que c'est par le travail pénible que l'homme peut tirer sa nourriture tous les jours de sa vie.<sup>1266</sup> Cette approche de Léon XIII renvoie à une conception du travail comme procurant la rémunération nécessaire pour subvenir matériellement aux besoins de l'homme. Par rapport à la conception de Léon XIII, Jean Paul II précise : « Le travail est le fondement sur lequel s'édifie la vie fraternelle, qui est un droit naturel et une vocation pour l'homme ».<sup>1267</sup> C'est par le travail, ajoute Jean Paul II, que la famille peut assurer sa subsistance et que chacun peut devenir homme.<sup>1268</sup> Mais ce qui différencie l'approche de Léon XIII de celle de Jean Paul II, c'est que ce dernier affirme que la valeur intrinsèque du travail n'est plus déterminée par ses réalisations techniques, économiques, mais par celui qui l'accomplit. Cela veut dire que ce qui est en jeu, dans le travail, c'est moins l'objet produit que le sujet qui travaille. C'est dans ce sens que nous pouvons dire que Jean Paul II a une vision personnaliste du travail. Le travail doit toujours d'abord respecter la dignité de la personne humaine et être au service de l'homme. Le travail est pour l'homme, et non l'homme pour le travail. L'homme est à la fois sujet et fin du travail.<sup>1269</sup>

<sup>1262</sup> *Compendium de la doctrine sociale*, n° 287.

<sup>1263</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 89.

<sup>1264</sup> *Déclaration universelle des droits de l'homme*, art. 23, 2-3.

<sup>1265</sup> *Ibid.*, art. 25.

<sup>1266</sup> Cf. LEON XIII, *Rerum novarum*, n° 8.

<sup>1267</sup> JEAN PAUL II, *Laborem exercens*, n° 10.

<sup>1268</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1269</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 272.

Cela nous permet de dire que le travail a une importance particulière. Il ne vise pas seulement le bien individuel mais celui de la communauté. Il assure à la fois l'épanouissement de la personne humaine et de la société. En raison de son importance, quelle contribution doit être apportée par l'Eglise en vue d'améliorer, tout d'abord la création d'emplois pour réduire un peu le taux de chômage, puis les conditions du travail des travailleurs ?

Il est évident que la création d'emplois n'est pas de la compétence de l'Eglise mais plutôt de celle de l'Etat et de l'entreprise. Néanmoins, face aux problèmes du chômage très élevé au sein de la société malgache, l'Eglise catholique ne peut pas rester dans l'indifférence, il faut qu'elle s'engage et qu'elle lutte, soit d'une manière directe soit indirecte, pour que les gens aient du travail.

La lutte de l'Eglise doit commencer par encourager l'Etat à avoir une volonté politique de promouvoir les politiques générales de création d'emplois pour que le droit de chaque citoyen soit assuré. Il est vrai que l'Etat n'est pas le seul responsable chargé de garantir ce droit, il y a aussi la société civile. A l'Etat revient néanmoins le rôle de facilitateur, c'est-à-dire celui de créer des conditions et un climat favorables qui permettent l'activité des entreprises afin de favoriser la création d'emplois, en la stimulant dans le cas où elle reste insuffisante ou en la soutenant dans les périodes de crise.<sup>1270</sup> Par exemple, à Madagascar, les taxes, les impôts et les frais de fonctionnement comme l'électricité sont très élevés. Cela empêche la création de petites et moyennes entreprises. Pour résoudre ces problèmes, il faut que l'Eglise interpelle l'Etat pour qu'il trouve des réponses afin de faciliter la création d'emplois dans ces catégories. En outre, pour la promotion du droit au travail, en tant que le travail est un droit naturel et une vocation pour l'homme<sup>1271</sup>, l'Eglise catholique à Madagascar doit sensibiliser tous les citoyens et surtout les jeunes diplômés, sans distinction, à ne pas attendre tout de l'Etat<sup>1272</sup> mais à avoir un esprit d'entreprise qui soit capable de créer des emplois.

A part cela, l'Eglise catholique doit aussi encourager les jeunes à suivre et à renforcer leur formation professionnelle et leur professionnalisme. En effet, on constate que c'est ce qui manque et fait obstacle pour les jeunes qui cherchent du travail dans les pays en voie de développement, comme Madagascar : c'est leur manque de professionnalisme, c'est-à-dire leur manque d'expérience. Pour renforcer cette capacité, il ne faut pas que l'Eglise catholique se contente de sensibiliser ou d'encourager les jeunes, mais il faut qu'elle mette comme priorité dans chaque paroisse et district ou diocèse la construction de Centres pour la formation professionnelle à travers laquelle les jeunes puissent suivre et renforcer leur capacité et compétence professionnelle en vue de leurs emplois.

En ce qui concerne la lutte pour la promotion du droit au travail, la proposition du *Compendium* est basée sur la mise en valeur de la place des syndicats. Ceux-ci sont à proprement parler les promoteurs de la lutte pour la justice sociale et pour les droits des travailleurs.<sup>1273</sup> En raison de leur importance, l'Eglise catholique, face au non-respect des

---

<sup>1270</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 48.

<sup>1271</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Laborem exercens*, n° 10.

<sup>1272</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 119.

<sup>1273</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 306.

droits des travailleurs dans la société malgache, doit aider les employés chrétiens à former ou à créer des syndicats chrétiens. C'est par là qu'ils peuvent revendiquer et défendre leurs droits et leurs intérêts.

Ensuite, nous avons remarqué également que lorsqu'on parle du droit au travail, par exemple de sécurité sociale, il est encore difficile pour les travailleurs malgaches d'avoir accès à la sécurité sociale. Certes, il est vrai qu'il y a ce qu'on appelle la CNAPS<sup>1274</sup> (Caisse Nationale de la Prévoyance Sociale), un organisme formé pour assurer la sécurité sociale des travailleurs, mais jusqu'à maintenant, une minorité de la population jouit d'une sécurité sociale pour la maladie, la vieillesse, ou d'autres situations de précarité. Sans compter que ceux qui sont déjà membres de la CNAPS ont eux-mêmes beaucoup de peine à toucher les allocations qui leur sont dues. La sécurité sociale n'existe en fait que sur le papier, elle reste inaccessible à la grande majorité des Malgaches. Ceci vaut également pour la grande partie des employés : non seulement ils sont mal payés, mais leurs employeurs ne veulent pas verser leur part d'allocations pour la sécurité sociale.

Pour remédier à cette faille au niveau de la lutte pour le droit au travail, l'Eglise, par le biais de la Conférence épiscopale, devra prendre l'initiative d'interpeller l'Etat en plaidant pour les droits au travail en faveur des employés et du bien commun. Il est aussi du devoir de l'Eglise de motiver les laïcs, dans leur engagement au sein du politique et de la société. Elle devra aussi soutenir et éclairer les laïcs chargés de rédiger les lois et de les présenter à l'Assemblée Nationale pour qu'elle-ci les adopte comme des législations au service du bien commun. En raison de l'importance de la sécurité sociale, il est aussi devoir de l'Eglise de travailler avec l'Etat afin de mettre en place un système de sécurité sociale pour l'ensemble de la population, y compris même dans le secteur rural c'est-à-dire pour les paysans. A ce combat s'ajoute encore la lutte pour les droits de la femme et de l'enfant.

### **7.5.2.3 La lutte pour le droit des femmes et des enfants**

Quand nous parlons des droits de la femme au sein de la société malgache, nous pouvons dire qu'au niveau de la législation en vigueur, celle-ci accorde, de fait, à la femme l'entière égalité devant la loi. La Constitution malgache, depuis la 3ème et 4ème Républiques, confirme le respect du principe d'égalité des droits entre hommes et femmes : « Les nationaux sont égaux en droits et jouissent des mêmes libertés fondamentales protégées par la loi sans discrimination fondée sur le sexe, le degré d'instruction, la fortune, l'origine, la race, la croyance ou l'opinion ». <sup>1275</sup> De même, le pape François affirme également que les revendications des droits légitimes des femmes reposent sur le principe d'égalité en dignité. <sup>1276</sup> La prise en considération des droits des femmes au sein de la Constitution malgache est donc raisonnable. Car les femmes, africaines ou malgaches, apportent une grande contribution à la famille, à la société et à l'Eglise avec leurs nombreux talents et leurs ressources. <sup>1277</sup> Toutefois, non seulement leur dignité et leur contribution ne sont pas pleinement reconnues et appréciées, mais encore leurs droits sont bafoués. Cette violation des

---

<sup>1274</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 115.

<sup>1275</sup> *Constitution de la quatrième République malgache*, art. 8.

<sup>1276</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 104.

<sup>1277</sup> BENOIT XVI, Exhortation apostolique, *L'engagement de l'Afrique*, p. 195.



droits des femmes se manifeste dans les différents secteurs de la vie sociétale. Quand il s'agit, tout d'abord, de l'accès des femmes à la propriété foncière, nous voyons que dans de nombreuses régions de Madagascar, les mœurs et les coutumes n'accordent pas aux femmes le droit d'hériter de leurs parents, et surtout en matière foncière. C'est pour cette raison que le Comité des droits de l'homme présent à Madagascar est très préoccupé par les usages et les coutumes qui font obstacle à l'égalité entre hommes et femmes et entravent les efforts visant à la promotion de la femme et à sa protection.<sup>1278</sup>

En outre, en ce qui concerne la discrimination de la femme dans la société, on constate que bien que le nombre de femmes juges et avocates soit élevé la participation de la femme à la politique est en régression.<sup>1279</sup> Jusqu'à maintenant, le nombre de femmes qui participent directement à la vie politique, que ce soit à l'Assemblée ou au Sénat, ne dépasse pas les 25%. Parmi les causes du déséquilibre, on relève le faible niveau d'instruction des femmes, les facteurs socioculturels qui déterminent la place de l'homme et de la femme au sein de la société. Autrement dit, l'obstacle majeur à l'égalité effective de la femme se trouve, encore une fois, dans la mentalité et les modes de comportement imprégnés par des traditions ancestrales qui attribuent à la femme un rôle inférieur à l'homme.<sup>1280</sup> De plus, la pratique du mariage forcé fait encore partie des violations du droit de la femme. Or cette pratique est courante dans certaines régions de Madagascar. Le refus est menacé de représailles ou de bannissement du caveau familial. En cas de mariage clanique, le caveau familial est interdit à la belle-fille. Il y a aussi certaines violations des droits de la femme comme le viol, le tourisme sexuel et l'esclavage sexuel.

Face à ces nombreuses violations, que doit faire l'Eglise catholique à Madagascar ? D'abord, nos suggestions doivent repartir de la proposition donnée par le *Compendium*. Pour sauvegarder les droits de la femme, le premier pas indispensable est de donner la possibilité concrète d'accès pour la femme à la formation professionnelle.<sup>1281</sup> Par rapport aux fonctions habituelles de l'Eglise<sup>1282</sup>, comme la fonction critique de dénonciation et de condamnation, tous les actes de violence contre les femmes, par exemple, le viol, les mariages forcés, l'esclavage et le tourisme sexuel doivent être condamnés. L'Eglise catholique, en tant que mère éducatrice, doit créer dans toutes les paroisses, tous les districts ou au moins dans tous les diocèses de Madagascar, un Centre pour la formation des jeunes filles et femmes (intellectuelle, professionnelle, morale et spirituelle). Enfin, elle doit se donner comme priorité la mise en place de commissions aux niveaux paroissial, diocésain et national pour prendre en charge les problèmes des femmes afin de les aider à mieux accomplir leur mission dans l'Eglise et la société.

En ce qui concerne les droits des enfants, la Constitution malgache affirme : « Tout enfant a droit à l'instruction et à l'éducation sous la responsabilité des parents dans le respect de leur liberté de choix ».<sup>1283</sup> Elle stipule également que l'éducation de base est à la fois

---

<sup>1278</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 73.

<sup>1279</sup> Cf. *ibid.*, p. 73.

<sup>1280</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1281</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 295.

<sup>1282</sup> Cf. *supra*, La fonction critique de l'Eglise envers la société, p. 190.

<sup>1283</sup> *Constitution de la quatrième République malgache*, art. 23.

obligatoire et gratuite.<sup>1284</sup> Malgré l'existence de cette législation, on constate que, sur l'ensemble du pays, notamment en milieu rural, l'abolition officielle des frais de scolarité a été très peu appliquée. L'obstacle des frais d'entrée reste encore entier. De plus, à cause de la pauvreté, il y a encore des parents qui veulent faire travailler leurs enfants au lieu de les envoyer à l'école parce qu'ils participent à la lutte quotidienne pour la survie de la famille. Il y a également la force de la mentalité traditionnelle qui nie le bien-fondé d'une éducation moderne. Un certain nombre de parents, qui n'ont pas été scolarisés eux-mêmes, ont facilement tendance à empêcher leurs enfants d'aller à l'école parce qu'ils pensent que la scolarisation de leurs enfants ne sert à rien et ne donne ni travail ni pain.<sup>1285</sup> C'est à cause de cette mentalité que les enfants souffrent de situations difficiles qui les empêchent de se développer.<sup>1286</sup> Enfin, à Madagascar, à cause de la suppression de l'Ecole Normale, la qualification pédagogique devient douteuse et il y a un fort manque de motivation chez bon nombre d'enseignants.

Ensuite le non-respect des droits de l'enfant n'est pas seulement dans le domaine de l'instruction et de l'éducation mais il affecte également d'autres domaines tels que celui du travail,<sup>1287</sup> nous l'avons déjà souligné. A ce propos, le *Compendium* dénonce l'augmentation de l'exploitation des enfants, dans des conditions de véritable esclavage.<sup>1288</sup> A Madagascar, le cas le plus fréquent de violation des droits de l'enfant est la prostitution infantile. On considère la prostitution des enfants comme source de revenus pour la famille. En outre, il y a aussi la traite humaine malgré l'interdiction de la loi. On constate qu'elle est encore pratiquée, notamment avec des enfants en provenance de régions rurales. Enfants et filles sont vendus pour prostitution, tourisme sexuel, travail forcé comme domestiques et petit commerce dans les rues.<sup>1289</sup> Ce genre de travail effectué par les enfants ou les jeunes filles démontre l'incapacité et l'irresponsabilité des parents à s'occuper de leurs enfants.<sup>1290</sup>

Face aux différentes formes de violation des droits de l'enfant, Benoît XVI affirme que les enfants sont un don de Dieu à l'humanité, ils doivent être l'objet d'un soin particulier de la part de la famille, de l'Eglise, de la société et surtout des gouvernements.<sup>1291</sup> Cela signifie qu'en vertu de leur dignité propre, leurs droits méritent d'être respectés tels qu'ils sont. Et tous les membres du corps social, y compris l'Eglise, sont responsables. Aucun vrai développement n'est possible sans tenir compte de l'importance de l'éducation et de l'instruction des enfants. En raison de cette importance particulière, l'Eglise catholique a le devoir de trouver des réponses aux problèmes présents. .

Il nous semble que la première chose que l'Eglise doit faire, par le biais de la Conférence épiscopale, c'est de recommander aux paroisses de forger un projet pastoral

---

<sup>1284</sup> Cf. *ibid.*, art. 24.

<sup>1285</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 101.

<sup>1286</sup> Cf. E. JOVELIN, *Le travail social face à l'interculturalité, comprendre la différence dans les pratiques d'accompagnement social*, L'Harmattan, Paris, 2013, p. 219.

<sup>1287</sup> Cf. *supra*, Les violations des droits des enfants et des femmes, p. 79.

<sup>1288</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 294.

<sup>1289</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 79.

<sup>1290</sup> Cf. E. PRIEUR, *Quel social pour quelle société au XXIème siècle*. La société change, le social bouge, L'Harmattan, Paris, 2001, p. 228.

<sup>1291</sup> BENOÎT XVI, Exhortation apostolique *L'engagement de l'Afrique*, p. 198.

spécial pour les enfants en situation difficile. Il revient également à l'Eglise de mobiliser toutes les écoles catholiques pour qu'elles donnent plus d'importance à l'éducation intégrale, c'est-à-dire intellectuelle, morale et spirituelle des enfants, afin qu'ils puissent devenir de bons et sains (t)s membres de la société. Pour motiver les parents à envoyer leurs enfants à l'école, l'Eglise doit établir dans son activité pastorale un programme de sensibilisation et de formation des parents. Enfin, pour que la qualification pédagogique du personnel enseignant soit assurée, il faut repenser le programme de formation des enseignants et surtout prévoir la réouverture des Ecoles normales.

Nous insistons sur le respect des droits de la femme et de l'enfant parce qu'aucun réel développement ne se concrétise dans une société donnée sans reconnaître et observer ces droits. Le *Compendium* affirme que la participation de tous est indispensable pour qu'il y ait un vrai développement et souci du bien commun.<sup>1292</sup> Néanmoins cette participation n'est pas possible à réaliser sans le respect profond des droits de l'homme, en particulier ceux de la femme et de l'enfant. La non mise en valeur de ces droits est un obstacle majeur à la participation active des femmes dans la prise de responsabilités au sein de la société. Aucun bien commun ne se réalise sans respecter les droits fondamentaux de l'homme, y compris également le droit à la liberté d'expression et d'opinion.

#### **7.5.2.4 La lutte pour le droit à la liberté d'expression et d'opinion**

Le respect du droit à la liberté d'expression, d'opinion et de la presse joue un rôle très important dans la réalisation du bien commun au sein d'une société. C'est à travers l'existence de ces libertés que les citoyens peuvent s'exprimer librement. Ils peuvent également jouer le rôle de fonction critique face aux dérapages politiques des gouvernements et des politiciens. A ce propos, la Constitution et la législation malgache garantissent la liberté d'opinion, d'expression, de communication, de la presse et de réunion.<sup>1293</sup> Malgré l'existence de ces lois, leur mise en œuvre est toujours remise en cause par les gouvernants. Prenons un exemple : sur l'ensemble de Madagascar, il y a une grande diversité de médias dont 13 journaux privés, 258 stations de radio et 39 chaînes de télévision. Mais seules la radio et la télévision privée du président en place peuvent émettre sur l'ensemble du territoire.<sup>1294</sup> De plus le gouvernement essaie de faire taire les opinions critiques à travers la suspension des stations radio et l'interdiction des émissions critiques et des rassemblements de l'opposition, nous l'avons mentionné.<sup>1295</sup>

On sait que ces pratiques n'apportent pas de bien au pays. Il est difficile pour une nation de se développer si elle ne connaît pas ces droits. Leur respect est une force vitale pour chaque citoyen, une invitation à être responsable de son développement et du développement de la société tout entière. Pour cette raison, l'Eglise catholique doit lutter pour la mise en œuvre de ces lois concernant les droits à la liberté. A ce propos, l'idée du *Compendium* est claire : « La solidarité apparaît comme une conséquence d'une communication vraie et juste et de la libre circulation des idées, qui favorisent la connaissance et le respect d'autrui ».<sup>1296</sup>

---

<sup>1292</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 167.

<sup>1293</sup> Cf. *Constitution de la quatrième République malgache*, art. 10.

<sup>1294</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 69.

<sup>1295</sup> Cf. supra, Les violations des droits au niveau de la liberté d'expression et d'opinion, p. 78.

<sup>1296</sup> *Compendium de la doctrine sociale*, n° 561.

Par rapport à cet enseignement social de l'Eglise, l'Eglise à Madagascar ne cesse de lutter contre la remise en cause du droit à la liberté d'expression, d'opinion, de la presse, de la libre circulation et de réunion. Preuve en est la protestation de l'Eglise catholique contre la fermeture opérée par l'Etat de certains programmes de radio, tel que le *Karajia*.<sup>1297</sup> Ce programme est une émission à la disposition du public pour qu'il puisse s'exprimer librement, sans dénigrer personne et sans flatter qui que ce soit, mais pour dire simplement les faits, tels qu'il les voit et les vit au jour le jour. La suspension de ce programme en rien légitime, ni respectueuse du droit, donne à l'Eglise l'occasion de rappeler le droit pour chaque individu de recevoir des informations et de s'exprimer librement.<sup>1298</sup> Elle recommande donc à l'Etat de ne pas avoir un comportement abusif et totalitaire sur les mass médias.

Pour combattre les attaques ou les représailles des dirigeants politiques à l'égard de la liberté de la presse, c'est-à-dire la liberté d'expression et d'opinion, il revient à l'Eglise d'abord de rappeler à l'Etat que le respect du droit de la liberté de la presse fait partie fondamentalement des valeurs Républicaines et de la démocratie. Puis il est également du devoir de l'Eglise catholique à Madagascar de recommander à tous les journalistes, qu'ils soient privés ou publics d'être solidaires et de créer des associations ou des syndicats forts et solides, capables de défendre leurs droits. Cette lutte contre le non-respect des droits humains fondamentaux concerne également le souci pour les prisonniers.

#### **7.5.2.5 La lutte pour le droit des prisonniers**

Nous avons signalé ci-dessus que le droit des prisonniers est bafoué à Madagascar.<sup>1299</sup> Pour y remédier, l'Eglise catholique, par le biais du deuxième Synode des évêques pour l'Afrique<sup>1300</sup>, se doit de recommander :

- que les gouvernements et les preneurs de décision commencent une réforme du système pénal, améliorent la prévention, et appliquent des standards internationaux minimum pour le traitement des prisonniers, y compris un traitement plus humain en termes de nourriture, de logement, d'habillement et de soins médicaux, reconnaissent les droits des prisonniers et leur accordent des conditions décentes de détention ;
- que les lois soient judicieusement appliquées et que les droits humains soient bien respectés ;
- que soit organisé un service pastoral de prisons par des personnes convenablement préparées qui travailleront en équipe ; que les agents du service pastoral des prisons s'engagent à étudier et à appliquer la justice restauratrice comme moyen et un processus pour favoriser le respect de droit des prisonniers ;
- que s'établissent des centres de réhabilitation afin de pouvoir aider les prisonniers à se réintégrer dans la société.

L'engagement politique de l'Eglise catholique en faveur des droits de l'homme l'amène à aller plus loin en promouvant la justice sociale. Car la lutte pour la justice sociale est une des

---

<sup>1297</sup> Cf. Déclaration de la commission épiscopale « Justice et Paix », *Les droits de l'homme*, p. 83.

<sup>1298</sup> Cf. *Constitution de la quatrième République malgache*, art. 11.

<sup>1299</sup> Cf. supra, La remise en cause des droits humains à Madagascar, p. 204.

<sup>1300</sup> Cf. Deuxième Synode des évêques pour l'Afrique, n° 54.

conditions sine qua non pour la concrétisation du bien commun. Voilà pourquoi l'Eglise ne se lasse pas de lutter pour faire régner la justice sociale.

## **7.6 L'engagement de l'Eglise pour la justice sociale<sup>1301</sup>**

A Madagascar, l'injustice sociale est l'un des plus grands obstacles au développement du pays. Elle est aussi la source de la paupérisation massive des Malgaches dupés par tous les dirigeants.<sup>1302</sup> Face à ce fléau qui nuit au pays, l'Eglise ne cesse de lutter pour la justice sociale. Quelle peut être sa contribution face aux conséquences néfastes produites par l'injustice sociale et la corruption ? Car celles-ci sont parmi les facteurs et les obstacles majeurs qui empêchent la réalisation du bien commun.

### **7.6.1 L'origine de l'injustice sociale : la corruption**

Avant d'énoncer les apports que doit fournir l'Eglise catholique pour lutter contre l'injustice sociale, il conviendrait de connaître ce qui constitue la source et l'origine de cette injustice sociale et ses conséquences. En général, l'origine de l'injustice sociale est la corruption.<sup>1303</sup> La corruption n'est pas un phénomène nouveau, mais hélas existe depuis bien longtemps.<sup>1304</sup> Elle est devenue un fléau très important, que ce soit au niveau national ou mondial. C'est un phénomène qui ne connaît pas de frontière, ni politique ni géographique.<sup>1305</sup> Elle est omniprésente dans l'ensemble des différents secteurs de la vie sociale.<sup>1306</sup> Elle est le fruit de la mentalité qui ne pense qu'à l'intérêt individuel, qui n'a ni respect ni estime des autres, et qui ne sait pas non plus entrer en relation avec Dieu.<sup>1307</sup> S'il en est ainsi, la corruption suscite des conséquences fâcheuses dans la vie sociale.

### **7.6.2 Les conséquences de la corruption et de l'injustice**

Pour devenir une personne, l'être humain a besoin de vivre en société. Ce besoin n'est pas extérieur à l'homme, il est constitutif de lui-même. La société est l'espace dans lequel l'homme doit garantir à chaque personne humaine la protection de son humanité. Les facteurs qui font que l'être humain est une personne sont inaliénables, ils sont résumés par le terme de dignité, qui est une donnée irréductible.<sup>1308</sup> La Conférence des évêques du Tchad affirme que la corruption porte atteinte à la dignité de la personne humaine et aux relations sociales. Elle détruit, ajoutent les évêques, les valeurs traditionnelles de solidarité, d'hospitalité, d'entraide mutuelle. Ces derniers réaffirment que ce qui est grave, c'est que l'homme corrompu perd la conscience des valeurs morales. Il est prêt à vendre son âme, et à plus forte raison celle des autres, pour des avantages matériels immédiats.<sup>1309</sup>

---

<sup>1301</sup> Cf. supra, La répartition inéquitable des ressources naturelles forestières et minières, p. 85.

<sup>1302</sup> Cf. S. URFER, *Le doux et l'amer*, op. cit., p. 9.

<sup>1303</sup> Cf. supra, La corruption et l'affairisme, p. 70.

<sup>1304</sup> Cf. CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Lutte contre la corruption*, Rome 3 juin 2006, n° 2.

<sup>1305</sup> Cf. ibid., n° 3.

<sup>1306</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La lutte contre la corruption et la promotion de la justice sociale*, p. 31.

<sup>1307</sup> Cf. ibid., p. 35.

<sup>1308</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 17.

<sup>1309</sup> Cf. Message de la Conférence épiscopale du Tchad, *Le bien commun et la corruption*, Tchad, Noël 2008.

De même, la Conférence épiscopale de Madagascar, dans sa lettre pastorale du 13 février 2002<sup>1310</sup>, déclare que les valeurs sacrées de la personne humaine se perdent quand la recherche du profit et l'intérêt égoïste deviennent le centre de l'existence. La priorité qui l'emporte sur tous les autres est la recherche de l'argent et de la richesse, c'est-à-dire le fait d'amasser beaucoup d'argent et le plus rapidement possible. Devenir un honnête homme et un citoyen intègre ne fait plus partie des préoccupations régulières. Les valeurs de la personne humaine cèdent le pas aux valeurs de l'argent car on pense qu'avec l'argent, on peut tout faire.<sup>1311</sup> Les évêques malgaches réaffirment que c'est l'égoïsme sous ses différentes formes qui empoisonne et détruit l'identité spirituelle de l'homme, ce qui fait que l'homme est aveuglé par l'argent<sup>1312</sup>, qu'il oublie les valeurs traditionnelles du *fihavanana*, lequel est source de solidarité. Chacun est, à cause de cet amour désordonné, fortement tenté de ne s'occuper que de ses affaires ; ainsi l'esprit de dévouement et de gratuité pour le service de la société s'estompe. On ne se donne plus le temps de penser aux intérêts communs. On veille à ses intérêts propres, on n'entrevoit que les avantages personnels et si on se risque à se sacrifier, c'est pour que ses intérêts augmentent. La recherche du bien commun est complètement exclue et oubliée.<sup>1313</sup>

A cause de la corruption et de l'injustice, ce ne sont pas seulement les valeurs sacrées de la personne qui se perdent mais aussi la confiance mutuelle et réciproque. Car quand l'amour de l'argent prédomine, on n'a plus confiance les uns dans les autres, on n'a plus confiance dans les autorités et les gouvernants, on n'a plus confiance dans les juges et les tribunaux. Ce sont là des réalités qui sont sources d'anxiété pour le peuple, qui le poussent au découragement, parfois même au désespoir. C'est ainsi que fraudes, falsifications, pourboires prolifèrent, et le nombre de ceux qui étouffent leur conscience augmente jour et nuit.<sup>1314</sup>

La conséquence en est que la justice est faussée; la vie sociale est branlante, les valeurs culturelles traditionnelles qui constituent notre identité malgache sont oubliées. Il y a bien d'autres choses à craindre que des tornades dévastatrices. Les relations tant familiales que sociales sont détruites par l'argent et le souci exclusif de s'enrichir. L'Eglise considère la corruption comme un fait très grave de déformation du système politique.<sup>1315</sup> Le *Compendium* le stigmatise ainsi : « La corruption déforme à la racine le rôle des institutions représentatives, car elle les utilise comme un terrain d'échange politique entre requêtes clientélistes et prestations des gouvernants. De la sorte, les choix politiques favorisent les objectifs restreints de ceux qui possèdent les moyens de les influencer et empêchent la réalisation du bien commun de tous les citoyens ». <sup>1316</sup> Il ajoute encore que la corruption se situe parmi les causes qui concourent le plus à déterminer le sous-développement et la pauvreté grimpanTE.<sup>1317</sup>

<sup>1310</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La lutte contre la corruption et la promotion de la justice sociale*, p. 41.

<sup>1311</sup> Cf. *ibid.*, p. 41.

<sup>1312</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Le respect de la dignité de la personne humaine*, p. 32.

<sup>1313</sup> Cf. *supra*, L'agir politique des tenants du pouvoir en place, p. 46.

<sup>1314</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La lutte contre la corruption et la promotion de la justice sociale*, p. 43.

<sup>1315</sup> Cf. CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Lutte contre la corruption*, Rome, juin 2006, n° 5.

<sup>1316</sup> *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 411.

<sup>1317</sup> Cf. *ibid.*, n° 447.

Face à ce fléau qui ne cesse de nuire au pays, que doivent faire l'Eglise et la Nation, pour que la justice sociale soit remise en honneur, et que l'argent soit situé à sa vraie place ? Que faire pour rétablir et retrouver les vraies relations sociales qui respectent pleinement l'identité humaine et garantissent le souci du bien commun ?

### **7.6.3 Apport de l'Eglise catholique pour la lutte contre la corruption et l'injustice**

Nous savons que la corruption a des conséquences fâcheuses dans la réalisation du bien commun de tous, puisqu'elle prive le peuple d'un bien commun fondamental, à savoir la légalité : respect des règles, fonctionnement correct des institutions économiques, politiques, administratives, transparence. Le bien de la légalité est un bien commun authentique<sup>1318</sup>, qui a une destination universelle.<sup>1319</sup> En tant que bien commun, il doit être promu de façon appropriée par tous, car tous les peuples y ont droit. Par rapport à cela, à Madagascar, on constate que l'injustice sociale par la pratique généralisée de la corruption règne dans la société du pays. Celle-ci constitue la source première du blocage de la relance économique et du développement. Il est donc du devoir de l'Eglise de travailler à l'éradication de cette pandémie morale. C'est là une immense responsabilité revenant, non pas seulement à l'Eglise mais aussi à tous les citoyens sans exception, une responsabilité à la fois urgente et incontournable. Le Synode spécial pour l'Afrique nous indique déjà le chemin à parcourir à ce propos lorsqu'il affirme : « Beaucoup de problèmes du continent sont la conséquence d'une manière de gouverner souvent entachée de corruption. Il faut un vigoureux réveil de conscience, avec une ferme détermination de la volonté, pour mettre en œuvre des solutions qu'il n'est désormais plus possible de remettre à plus tard ». <sup>1320</sup> De même l'Eglise catholique à Madagascar, en tant que participante active au Synode spécial pour l'Afrique, doit en être consciente et lutter contre l'éradication de l'injustice sociale. Pour ce faire, elle doit s'inscrire dans la visée de la nouvelle évangélisation.

#### **7.6.3.1 Appel à la conversion**

L'appel à la conversion, dans un monde en grande mutation, fait partie de la nouvelle évangélisation de l'Eglise. A ce propos, la perspective de F. Manns, frère franciscain, exégète, est claire. Sans conversion, affirme-t-il, il n'y a pas de vie chrétienne ni d'évangélisation.<sup>1321</sup> Celle-ci est la raison d'être de l'Eglise. L'Eglise catholique à Madagascar, par le biais du message de la Conférence épiscopale, fait appel à la conversion de tous pour éradiquer la corruption et l'injustice causées par l'égoïsme.<sup>1322</sup> Car elle est consciente qu'il est quasiment impossible d'extirper ce fléau sans avoir la volonté de se convertir. Prenons par exemple le cas des Etats-Unis. C'est l'assemblée des évêques qui le confirme : «...renoncer aux désirs égoïstes, porter sa croix quotidienne et imiter la miséricorde du Christ, tout cela comporte une lutte personnelle à respecter sa propre dignité et celle des autres, en évitant l'indulgence envers nous-mêmes et l'attachement aux choses matérielles qui nous rendent insensibles à la

---

<sup>1318</sup> Cf. Conseil Pontifical Justice et Paix, *Lutte contre la corruption*, n° 5.

<sup>1319</sup> Cf. supra, La justice comme garante de la répartition équitable des biens, p.137.

<sup>1320</sup> JEAN PAUL II, Exhortation apostolique *Ecclesia in Africa*, n° 110.

<sup>1321</sup> Cf. F. MANNNS, *Qu'est-ce que la nouvelle évangélisation ?*, Bayard, Paris, 2012, p. 53.

<sup>1322</sup> Cf. Message de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La lutte contre la corruption et la promotion de la justice sociale*, p. 47.

situation des autres et minent la solidarité sociale ».<sup>1323</sup> Dans le même sens, l'Eglise catholique à Madagascar, pour lutter contre ce fléau, enseigne que Dieu lui-même réproche absolument fraude et injustice. La fraude comme l'injustice sont souvent mentionnées et contestées par la sainte Ecriture. Les évêques citent un passage du Lévitique qui condamne la corruption et l'injustice : « Nul d'entre vous ne commettra vol, dissimulation ou fraude envers son compatriote. Tu n'exploiteras pas ton prochain ni ne le spolieras ; le salaire de l'ouvrier ne demeurera pas avec toi jusqu'au lendemain. Vous ne commettrez point d'injustice en jugeant, qu'il s'agisse de mesure de longueur, de poids ou de capacité (Lv 19, 11-35) ».<sup>1324</sup> De plus la Conférence épiscopale ajoute, en citant le psaume 58, 2-3 : « Est-il vrai, princes, que vous disiez la justice ? Vous fabriquez le faux de vos mains, sur terre, vous pesez l'arbitraire ». Ce qui signifie : vous ne jugez pas selon la justice, à cause du pourboire qu'on vous donne, et ainsi vous livrez l'innocent à la barbarie des méchants. L'Ecriture sainte prononce une condamnation sans appel contre les fraudeurs, selon le Deutéronome : « Maudit soit celui qui accepte un présent pour frapper mortellement une vie innocente (Dt 27, 25) ».<sup>1325</sup>

De même, saint Paul avertit que l'amour excessif de l'argent est la mère de tous les vices. Mais le fidèle qui vit sa foi a un tout autre objectif, la justice dans la charité : « Quant à ceux qui veulent amasser des richesses, ils tombent dans la tentation, dans le piège, dans une foule de convoitises insensées et funestes qui plongent les hommes dans la ruine et la perdition. Car la racine de tous les maux, c'est l'amour de l'argent. Pour s'y être livrés, certains se sont égarés loin de la foi et se sont transpercé l'âme de tourments sans nombre. Pour toi, homme de Dieu, fuis tout cela. Poursuis la justice, la piété, la charité, la constance, la douceur (1Tim 6, 7-11) ».<sup>1326</sup> Quant à Jésus, il se montre intraitable vis-à-vis des pharisiens à cause de leur passion pour l'argent et les honneurs. Par contre, il promet les béatitudes à tous ceux qui respectent le droit et la justice : « Heureux ceux qui ont une âme pauvre, car le royaume de cieus est à eux; heureux les doux, car ils posséderont la terre ; heureux les affamés et assoiffés de la justice, car ils seront rassasiés; heureux les miséricordieux, car ils obtiendront miséricorde; heureux les artisans de paix, car ils seront fils de Dieu (Mt 5, 4-12) ».<sup>1327</sup>

L'Eglise catholique à Madagascar ne se contente pas de faire appel uniquement à la conversion à travers le rappel des Ecritures saintes, mais elle dénonce également sans équivoque la corruption et propose son antidote. Elle reprend ce que dit le *Catéchisme de l'Eglise* concernant les différents aspects de la corruption : « Toute manière de prendre et de détenir injustement le bien d'autrui est contraire au septième commandement. Ainsi, retenir délibérément des biens prêtés ou des objets perdus ; frauder le commerce ; payer d'injustes salaires ; hausser les prix en spéculant sur l'ignorance ou la détresse d'autrui. Sont encore moralement illicites : la spéculation par laquelle on détourne le jugement de ceux qui doivent

<sup>1323</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ, *Justice économique pour tous*. Lettre pastorale des évêques des Etats-Unis sur l'enseignement social catholique et l'économie américaine, Cerf, Paris, 1988, p. 214.

<sup>1324</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La lutte contre la corruption et la promotion de la justice sociale*, p. 47.

<sup>1325</sup> Ibid.

<sup>1326</sup> Ibid., p. 49.

<sup>1327</sup> Ibid.



prendre les décisions selon le droit ; l'appropriation et l'usage privés des biens sociaux d'une entreprise ; les travaux mal faits, la fraude fiscale, la contrefaçon des chèques et des factures, les dépenses excessives, le gaspillage ».<sup>1328</sup> De même elle rappelle également le message du pape Jean Paul II au début du troisième millénaire, au sujet des principales vertus à pratiquer en vue de la restauration de la justice : « Le Jubilé était justement le temps où la communauté s'engageait à rétablir la justice et la solidarité dans les rapports entre les personnes, allant jusqu'à restituer les biens matériels qui leur avaient été soustraits ».<sup>1329</sup> Il faut promouvoir une spiritualité de communion, dit encore le Pape, et cela s'exprime par la capacité d'être attentif, dans l'unité profonde du Corps mystique, à son frère dans la foi, le considérant comme l'un des nôtres, pour savoir partager ses joies et ses souffrances, pour deviner ses désirs et répondre à ses besoins, pour lui offrir une amitié vraie et profonde.<sup>1330</sup> Savoir donner une place à son frère, en portant les fardeaux les uns les autres, et en repoussant les tentations égoïstes qui continuellement nous tendent des pièges et qui provoquent compétition, carriérisme, défiances, jalousies. Nous devons donc être disposés à lutter contre les attitudes et les tentations qui nous laisseraient « insensibles à l'appel que Christ nous lance à partir de ce monde de la pauvreté ».<sup>1331</sup> La contribution de l'Eglise nous invite à être témoins de la foi et de l'Evangile.

#### **7.6.3.2 Appel à être témoins de la foi et de l'Evangile**

L'éradication de la corruption, une offense grave d'ordre culturel et moral, dit la Conférence épiscopale de Madagascar, est d'une urgence primordiale. En effet, c'est la raison même de vivre qui est dénaturée et qu'il faut rectifier. C'est l'identité de l'homme qui est pervertie et qui doit être rétablie. La vie sociale ne retrouvera pas sa propre norme, si on ne l'établit pas sur les valeurs spirituelles constitutives de la personne humaine.<sup>1332</sup> Pour cela, il faut que tous s'arment de courage et d'audace en vue d'un redressement effectif de la situation déplorable.

Personne ne peut esquiver cette grande tâche, tous les citoyens sont convoqués à l'assumer chacun dans son propre milieu de vie. Car pour que le travail de redressement moral, c'est-à-dire l'éradication de la corruption et de l'injustice, soit efficace, il ne faut pas chercher d'autres lieux que son propre milieu social, ses propres activités professionnelles ordinaires. C'est dire que chacun doit être disposé à assumer sa responsabilité selon sa conscience, et n'exiger de recevoir ni compensation ni pourboire en dehors de son propre salaire ; c'est à chacun d'être prêt à ne pas tirer profit des temps de crise, à respecter les biens de la nation et de l'environnement, à toujours dire la vérité en bannissant tout mensonge.

Cela requiert de la détermination, suppose un programme d'action et d'engagement. Il faut que tous réfléchissent, prennent conscience et soient déterminés à combattre cette odieuse maladie qui, sous ses différentes manifestations, dégrade le peuple et la nation. Il n'est plus question de critiquer ou de rejeter la responsabilité sur d'autres, mais d'apporter sa contribution en vue de changer la mentalité. C'est chacun individuellement, dans les

<sup>1328</sup> *Catéchisme de l'Eglise Catholique*, n° 24.

<sup>1329</sup> JEAN PAUL II, *Novo millennio ineunte*, n° 14.

<sup>1330</sup> Cf. *ibid.*, n° 43.

<sup>1331</sup> *Ibid.*, n° 50.

<sup>1332</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Le respect de la dignité de la personne humaine*, p. 53.

différentes couches de la vie sociale et dans les diverses activités professionnelles, qui doit se mettre à l'œuvre dès maintenant : c'est-à-dire, vaincre l'égoïsme et pratiquer les vertus, en particulier celles d'ordre social : la vérité et la justice, la solidarité, le dévouement sans exclusion, le respect des ressources et du bien commun.<sup>1333</sup>

Témoigner de la foi, c'est vivre la foi. Pour cette raison, les évêques de Madagascar appellent tous les chrétiens à être témoins de la foi et à être la lumière du monde dans leur engagement social. C'est le devoir des croyants de témoigner de la foi, de l'amour et de l'espérance infusés dans les cœurs. Pour lutter contre la corruption et l'injustice, le témoignage de vie de foi est le moyen le plus efficace. C'est dans cette perspective que le Synode pour l'Afrique demande de former des laïcs pour les rendre capables d'assumer toutes leurs responsabilités civiques et de réfléchir sur les affaires d'ordre sociopolitique à la lumière de l'Évangile et de la foi en Dieu.<sup>1334</sup>

### **7.6.3.3 Appel à la prise de responsabilité commune**

Combattre la corruption et l'injustice ne peut pas être l'affaire d'une seule institution étatique ou non étatique, ou d'une association et d'un organisme, mais tous sont concernés.

#### **7.6.3.3.1 Responsabilité spécifique des divers mouvements**

La Conférence épiscopale de Madagascar tient à rappeler qu'il revient en particulier aux membres des différentes commissions et des divers mouvements «...d'inscrire à leur programme une étude collective des faits, des besoins, des progrès, des déceptions ».<sup>1335</sup> Qu'ils soient les éducateurs de la foi et les guides avisés de l'opinion collective qui est une force indispensable pour la socialisation et l'éducation des hommes.

Les responsables des mouvements sont invités à se pencher sur les structures sociales ternies par la corruption. Que dans les mouvements et les commissions où ils s'engagent, ils considèrent comme une priorité ce combat contre la corruption et l'injustice, et qu'ils entreprennent à travers leur plan d'action d'éduquer «...les chrétiens à ne pas séparer foi et vie, vie matérielle et spirituelle ».<sup>1336</sup> En plus des différents mouvements spécialisés<sup>1337</sup>, les Commissions épiscopales comme la Commission épiscopale pour l'apostolat des laïcs (la CEPAL), la Direction nationale de l'enseignement catholique (la DINEC) et Justice et Paix, assumeront cette responsabilité d'éducation et d'animation.

La Commission épiscopale pour les moyens de communication se doit d'informer le peuple de ses droits, de ses devoirs et des lois fondamentales qui régissent la société. Le pape Jean Paul II l'a redit plus d'une fois : «...la radio et la télévision ont une grande responsabilité directe dans ce domaine ».<sup>1338</sup> Il insiste pour dire que tous ceux qui ont la charge d'éduquer la foi doivent mettre l'accent sur la formation des baptisés à leur responsabilité de défendre le droit et la justice, de respecter les droits de l'homme, d'agir selon l'équité, de dénoncer toute

---

<sup>1333</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La lutte contre la corruption et la promotion de la justice sociale*, pp. 54-55.

<sup>1334</sup> Cf. JEAN PAUL II, *L'Eglise en Afrique*, n° 54.

<sup>1335</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale malgache, *S'engager à fond dans la société*, in ESM, Vol VI (2001-2005), p. 223.

<sup>1336</sup> *Deuxième Synode national de la Conférence épiscopale de Madagascar*, Antananarivo, 2009, n° 30.

<sup>1337</sup> Cf. *ibid.*, n° 31.

<sup>1338</sup> JEAN PAUL II, *Redemptoris missio*, n° 37.

fraude et de condamner tout arbitraire. Quant aux chrétiens, qu'ils s'efforcent tous de vivre effectivement leur foi dans le quotidien de leur existence.

#### **7.6.3.3.2 Appel au sein de la communauté ecclésiale**

La Conférence épiscopale est aussi consciente que la corruption atteint la communauté ecclésiale et qu'elle ternit la clarté de son visage devant la société. Pour rétablir l'image de l'Eglise, il faut que tous ceux qui exercent des responsabilités en son sein, que ce soient évêques, prêtres, religieux et religieuses, ou laïcs fassent impitoyablement la chasse à la corruption, partout où elle se trouve, en public ou en cachette. Elle nuit à l'Eglise et la discrédite devant la population.

Les évêques rappellent que tous les responsables de l'éducation et de la formation sont exhortés à mettre en œuvre les orientations du deuxième Synode national. Ils recommandent de prendre au sérieux la formation des prêtres et des laïcs qui auront à assumer des responsabilités pastorales, aussi bien dans le ministère apostolique que dans les besoins économiques.<sup>1339</sup> Par le biais de la formation, de l'organisation du travail et de la mise en place de structures rigoureuses, on renforcera la collaboration entre prêtres et laïcs dans la gestion des biens et des ressources financières de la communauté, avec la volonté de l'exercer dans la transparence.<sup>1340</sup>

La collaboration entre l'Eglise et l'Etat dans cette lutte contre la corruption et l'injustice et pour la promotion de la justice s'avère indispensable, dans le respect mutuel du domaine de chacun. « Il s'agit de collaborer comme des partenaires ayant chacun leurs droits et leurs devoirs vis-à-vis de la Nation commune. Comme elle l'a toujours fait, l'Eglise ne renoncera pas à son rôle prophétique, face à toutes situations qui assombrissent l'image de Dieu déposée en l'homme ». <sup>1341</sup> Voilà pourquoi l'Eglise rappelle à l'Etat et au gouvernement son devoir d'engager cette lutte contre la corruption et l'injustice et pour la promotion de la justice en faveur du bien commun.

#### **7.6.3.3.3 Appel au gouvernement**

Le Synode spécial pour l'Afrique a rappelé aux gouvernements leur responsabilité : « Les gouvernements ont, en particulier, le devoir imprescriptible de protéger le patrimoine commun contre toutes les formes de gaspillage et de détournement réalisés par des citoyens dépourvus de sens civique et des étrangers sans scrupule ». <sup>1342</sup> A son tour, lors de son assemblée plénière à Rome au cours de l'année jubilaire 2000, le Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar, le SCEAM, n'a pas manqué de lancer un appel pastoral aux responsables politiques du continent : « Le leadership est pour le service et non pour la domination ou l'intérêt personnel. Nous vous invitons donc, vous, nos chefs politiques, à ne pas vous laisser séduire par l'avarice, au point d'être injustes à l'égard de vos peuples. Ayez pitié de vos compatriotes. N'ouvrez pas de conflits d'hostilités fratricides. Faites disparaître toutes les causes structurelles de la violence, qu'elles soient économiques,

---

<sup>1339</sup> Cf. *Deuxième Synode national de la Conférence épiscopale de Madagascar*, n° 23, 9.

<sup>1340</sup> Cf. *ibid.*, n° 32, 8.

<sup>1341</sup> *Ibid.*, n° 32, 2.

<sup>1342</sup> Cf. JEAN PAUL II, *L'Eglise en Afrique*, n° 113.

politiques, culturelles. Défendez le domaine économique qui soutient le développement en favorisant la création de nouveaux emplois pour aider ceux qui sont au chômage. En effet, le chômage est à la racine de la pénurie. Là où les conflits font irruption, recherchez la voie de la réconciliation et abandonnez complètement celle de la vendetta ». <sup>1343</sup>

#### 7.6.3.3.4 Appel aux pays riches

Jean Paul II, dans son encyclique *Populorum progressio*, rappelle que la contribution des pays riches aux pays pauvres n'est pas une option mais un devoir de solidarité. <sup>1344</sup> Il ajoute que le superflu des pays riches doit être au service des pays pauvres. <sup>1345</sup> Cela signifie que quand il s'agit de la question d'entraide entre riches et pauvres, celle-ci n'est pas un choix mais un devoir à rendre.

A la suite de la réflexion de Jean Paul II, l'Eglise catholique à Madagascar n'a cessé de rappeler aux pays riches, et surtout aux pays anciens colonisateurs, qu'ils ont une grande responsabilité devant la pauvreté et la corruption qui frappent les nations en voie de développement. On ressent encore maintenant les conséquences fâcheuses de la colonisation durant laquelle on a spolié de leurs richesses les peuples colonisés. On éprouve également le poids des dettes provenant des prêts énormes assortis d'intérêts colossaux, à l'égard des pays déjà appauvris.

L'Eglise catholique malgache souligne les nombreux appels lancés par le pape Jean Paul II et les associations humanitaires pour l'annulation des dettes. On ne souhaite pas seulement, dit-elle, l'annulation de la dette, mais aussi la réparation des intérêts et dommages causés par ces dettes ainsi que les privations endurées par le peuple. Elle rappelle également que les banques des pays riches servent de coffre-fort aux citoyens malgaches sans scrupule car ces banques mettent en sécurité leurs richesses mal acquises. Car il s'agit là d'argent dérobé au peuple et qu'il faut le lui restituer purement et simplement. <sup>1346</sup>

En conséquence, l'Eglise pense que les pays spoliés dont Madagascar sont en droit d'exiger des nations riches d'établir des lois commerciales qui protègent les intérêts des pays pauvres, de réparer les dommages engendrés par les dettes, de remettre l'argent et les avoirs nationaux qu'ils ont dans leurs banques aux peuples qui en sont les propriétaires, de planifier la mondialisation pour qu'elle ne détruise pas les valeurs culturelles et l'économie des pays pauvres, et n'enrichissent pas davantage ceux qui sont déjà riches. <sup>1347</sup>

Réaliser le bien commun n'est pas facile. La contribution de l'Eglise joue un rôle très important dans le processus de sa réalisation. Il est donc souhaitable que l'apport de l'Eglise ne se limite pas seulement à la lutte contre les corruptions et l'injustice sociale, mais de s'engager aussi pour la paix sociale.

---

<sup>1343</sup> Cf. *Message du Symposium des Conférences épiscopales pour l'Afrique et Madagascar*, n° 32.

<sup>1344</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Populorum progressio*, n° 48.

<sup>1345</sup> Cf. *ibid.*, n° 49.

<sup>1346</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La lutte contre la corruption et la promotion de la justice sociale*, p. 67.

<sup>1347</sup> Cf. *ibid.*

## 7.7 L'engagement de l'Eglise pour la paix sociale<sup>1348</sup>

Le *Compendium* comporte tout un chapitre où il développe l'urgence d'une paix véritable dans les rapports sociaux et internationaux : la paix est l'objectif de la coexistence sociale.<sup>1349</sup> Elle est un devoir universel<sup>1350</sup>, ce qui implique que tous ceux qui constituent les membres du corps social ont le devoir de lutter pour la paix. Elle n'est pas simplement l'absence de guerre ni même un équilibre stable entre des forces adverses, mais elle se fonde sur une conception de la personne humaine et requiert l'édification d'un ordre selon la justice et la charité.<sup>1351</sup> Les représentants des religions présents à la rencontre d'Assise ont mis l'accent sur l'importance du rôle des religions pour la restauration de la paix. Ils l'ont bien affirmé : « En vertu de notre propre confession de foi, nous sommes appelés à être artisans de paix. Notre engagement religieux envers la paix implique que nous nous engagions d'un même mouvement pour la justice, non seulement pour le respect, mais encore pour la promotion de la vraie dignité de tous les hommes et de toutes les femmes créés à l'image de Dieu ». <sup>1352</sup> Par rapport à cela, l'Eglise catholique à Madagascar, en vue de chercher et de réaliser le bien commun de la majorité de la population, ne se contente pas seulement de faire appel à la lutte contre la corruption et l'injustice sociale, mais s'efforce surtout de lutter pour la promotion de la paix, sur le plan sociopolitique : non à la violence, oui à la vie, pardon et réconciliation ; ou au niveau socio-économique : lutte pour la justice sociale.

### 7.7.1 Lutte en faveur de la paix sociopolitique : non à la violence, oui à la vie

Durant la rencontre de toutes les religions à Assise en 1986, les représentants des religions présentes ont proclamé : « Apprends que la violence est la racine de toutes les misères dans le monde. Tuer est donc quelque chose de terrifiant. Toute arme, quelque puissante qu'elle soit, peut toujours être remplacée par une supérieure ; mais aucune arme ne peut être supérieure à la non-violence ». <sup>1353</sup> L'Eglise catholique à Madagascar est, à son tour, consciente de la nécessité de la lutte pour la paix : elle n'a cessé, par ses représentants, d'apporter sa contribution à la lutte contre l'insécurité et la violence sociale. Pourquoi l'Eglise s'engage-t-elle dans cette fonction qui n'est pas directement de sa compétence ? Elle n'hésite pas à prendre part au rétablissement de la paix sociale car elle a la conviction ferme que la bonne nouvelle du Christ n'est pas un message désincarné. Son message veut toucher le quotidien de l'homme. <sup>1354</sup> Face aux problèmes sociopolitiques à répétition qui se manifestent dans beaucoup de régions du pays et causent beaucoup de souffrances, tant corporelles que morales, pour la majorité de la population, les évêques condamnent toutes les violences. Ils ne peuvent se taire quand leurs filles, leurs fils sont tués à cause de leurs opinions politiques, à cause de leur engagement politique. Ils ont rappelé que toutes sortes de violence déshonorent la sainteté de Dieu. Et ils ont affirmé, sans hésitation, que la violence est un péché qui nuit à l'unité et à la solidarité sociale.

<sup>1348</sup> Cf. supra, La contribution de la communauté ecclésiale à l'œuvre pour la paix sociale, p. 172.

<sup>1349</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 490.

<sup>1350</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Message pour la Journée mondiale de la Paix*, Rome, 1986.

<sup>1351</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 494.

<sup>1352</sup> J.-Y. CALVEZ, *Entre violence et paix*. La voix des religions, Edition Facultés Jésumites, Paris, 2005, p. 150.

<sup>1353</sup> Ibid., p. 150.

<sup>1354</sup> Cf. Lettre de la conférence épiscopale de Madagascar, *Non à la violence, oui à la réconciliation*, in ESM, Vol. VI (2001-2005), p. 96

A Madagascar, trop souvent les manifestations populaires ou syndicales qui expriment les revendications ou le mécontentement à l'égard de l'autorité politique se terminent par la violence de la part de l'autorité politique. C'est la raison pour laquelle la Conférence épiscopale ne cesse de rappeler ce qui est écrit dans la Constitution : « les libertés fondamentales tant collectives qu'individuelles, les libertés d'opinions et d'expression, le droit à l'information pour tous ».<sup>1355</sup> Elle réaffirme qu'aucun pouvoir politique n'a le droit de priver le citoyen ou un groupe de citoyens des libertés fondamentales. Quand l'Eglise condamne ces actes de violence de la part de l'autorité politique, ce n'est pas le fait qu'elle soutienne un parti politique ou une association politique mais seulement pour lutter contre la violence envers ceux qui manifestent leurs opinions.<sup>1356</sup>

Ensuite, l'Eglise ne se contente pas de dénoncer la violence de l'Etat ou de l'autorité politique envers les citoyens ou les syndicats mais elle anime et encourage les chrétiens à s'engager dans la lutte pour la paix et surtout pour la justice. Le principe que l'Eglise reprend pour la promotion de la lutte pour la paix et de la justice est le cri pathétique de Jean Paul II disant : « Si tu veux la paix, défends la vie ».<sup>1357</sup> L'Eglise a toujours mis ensemble la paix et la vie quand il s'agit de la recherche du moyen pour trouver la paix et la justice, car la paix et la vie sont indissociables. « Heureux les artisans de paix, car ils seront appelés fils de Dieu » (Mt 5, 9). Ce verset de l'Evangile de Matthieu est repris par la Conférence épiscopale malgache pour confirmer la valeur substantielle de la recherche de la paix. La paix dont on parle, dit-elle, n'est pas dans le silence, lorsque le silence naît de la répression, de la terreur, de la peur. Elle n'est pas non plus dans la résignation, car celle-ci est indigne de l'homme. La paix dont le Christ est l'artisan est amour pour tous, y compris pour ceux qui ne pensent pas comme nous. La paix du Christ, c'est la justice pour tous, c'est la vérité qui libère et qui épanouit.<sup>1358</sup>

Pour réaliser le bien commun pour tous, il n'y a pas d'autre chemin que de s'engager ensemble pour construire la paix et promouvoir la justice. Sans la paix et la justice, il est impossible de réaliser le bien commun. C'est la raison pour laquelle l'Eglise cherche à faire régner la justice et la paix. Face aux problèmes sociopolitiques qui ont mis en péril la valeur culturelle malgache du *fihavanana* comme source vitale de la paix et de la justice au sein de la nation, le défi sera de mettre en œuvre le pardon et la réconciliation.

### **7.7.2 La lutte pour la paix : le pardon et la réconciliation**<sup>1359</sup>

Dans la première partie de cette thèse, nous avons dit qu'à Madagascar, il existe en effet des tensions sociales persistantes qui bloquent le progrès et la réalisation du bien commun, donnant naissance à des troubles politiques et à des conflits armés. On assiste à la violation continuelle des droits fondamentaux de l'homme<sup>1360</sup>, avec toutes les conséquences qui peuvent en découler. La paix y est souvent confondue avec une unanimité ou une tranquillité imposée par la force, assurant le maintien au pouvoir d'un groupe d'hommes au

<sup>1355</sup> Cf. *Constitution de la troisième République malgache*, art. 10-11.

<sup>1356</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Non à la violence, oui à la réconciliation*, p. 97.

<sup>1357</sup> Cf. *ibid.*, p. 101.

<sup>1358</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1359</sup> Cf. *supra*, L'engagement de l'Eglise pour la paix : pardon et réconciliation, p. 176.

<sup>1360</sup> Cf. *supra*, Les violations des droits humains fondamentaux, p. 75.

détriment des populations. Il est impossible aux citoyens, en de telles situations, de participer à la vie publique ou de manifester leur opinion collective et ils ont donc tendance à se désengager et à se désintéresser.<sup>1361</sup> Tant que l'on n'en arrivera pas à la création d'un Etat de droit<sup>1362</sup>, gouverné par des Malgaches véritablement démocrates, le risque est grand qu'une telle situation perdure.

En effet, dans notre pays, la position des autorités politiques se caractérise par une grave méconnaissance de la personne humaine, de ses droits les plus fondamentaux et les plus imprescriptibles. L'établissement d'une vraie démocratie qui assure l'unité nationale et la sécurité des biens et des personnes est une condition indispensable au développement et à la réalisation du bien commun. Or la réalité conflictuelle sociopolitique qu'a vécue le pays durant plusieurs décennies, fait qu'il est effectivement impossible de travailler ensemble pour le bien commun sans passer par la réconciliation et le pardon. Là commence le travail de l'Eglise. Car, en définissant l'Eglise comme sacrement de réconciliation<sup>1363</sup>, c'est-à-dire à la fois signe et moyen de l'union intime avec Dieu et de l'unité de tout le genre humain, et en soulignant sa fonction propre, celle d'obtenir la «...pleine unité dans le Christ pour tous les hommes, désormais plus étroitement unis entre eux par divers liens »<sup>1364</sup>, Jean Paul II reconnaît que l'Eglise a mission d'amener les hommes à se réconcilier entre eux.<sup>1365</sup> Mais la question est de savoir ce qu'on entend vraiment par réconciliation et pardon.

Dans l'expérience sud-africaine, par exemple, le terme réconciliation comprend une double connotation : «...d'une part, le terme tend à signifier simplement un accord, un consensus ou encore la résolution d'un problème ou d'un différend; d'autre part, il renvoie à l'élimination de l'inimitié ou la fin de la violence. Mais, le terme ne signifie pas alors nécessairement le rétablissement de la paix dans les cœurs, ce qui importe est le rétablissement d'une relation normale, de la communication et donc le dépassement du différend ». <sup>1366</sup> Dans cette perspective, la réconciliation ne signifie pas que tout est effacé et guéri, qu'il n'y a plus de blessure. Elle est faite dans l'objectif de restaurer la stabilité politique en vue de la paix sociale assurant la relance économique. C'est ici que revêt tout son sens, pour une pratique de la réconciliation en Afrique, l'affirmation forte de Benoît XVI: « Le sang versé ne crie pas vengeance, mais appelle au respect de la vie et à la paix ». <sup>1367</sup> Il convient de noter ici la nuance qui existe entre réconciliation et pardon.

Le pardon souligne davantage le travail intérieur à la personne pour retrouver la paix, panser la blessure. Dans les deux cas, la question fondamentale est celle de la mémoire. C'est dans le pardon que s'offre la possibilité d'une vraie purification de la mémoire et d'une paix solide : « La demande de pardon, et le don du pardon [...] sont deux éléments fondamentaux pour la paix. La mémoire est alors purifiée, le cœur pacifié, et devient alors limpide le regard sur ce qu'exige la vérité pour développer des pensées de paix. Je ne peux pas ne pas rappeler

---

<sup>1361</sup> Cf. supra, La réticence de la majorité du peuple dans l'engagement politique, p. 69.

<sup>1362</sup> Cf. supra, Le non-respect de l'Etat de droit et du pluralisme politique, p. 90.

<sup>1363</sup> Cf. *Deuxième assemblée spéciale du Synode des évêques pour l'Afrique*, Chap. III, n° 37.

<sup>1364</sup> *Lumen gentium*, n° 1.

<sup>1365</sup> Cf. JEAN PAUL II, Exhortation apostolique post-synodale *Reconciliatio et paenitentia*, Rome, 1984, n° 8.

<sup>1366</sup> *Deuxième assemblée spéciale du Synode des évêques pour l'Afrique*, Chap. V, n° 68.

<sup>1367</sup> BENOÎT XVI, *Discours au corps diplomatique du 6 janvier 2006*, in Osservatore Romano, 2914, (10.1.2006), p. 5.

les paroles de Jean-Paul II qu'il n'y a pas de paix sans justice, de même qu'il n'y a pas de justice sans pardon ».<sup>1368</sup> Cela permet de dire que dans le processus de la mise en œuvre du pardon et de la réconciliation, la justice joue un rôle considérable.

Par rapport à ce que nous avons évoqué plus haut à propos de l'importance particulière de la réconciliation et du pardon, nous pouvons dire que dans notre pays, Madagascar, ruiné par la crise politique à répétitions, il sera impossible de réaliser un vrai travail de développement sans passer par le pardon et la réconciliation. La conception du *Compendium* est claire sur ce sujet. L'Eglise enseigne, dit-il, «...qu'une véritable paix n'est possible que par le pardon et la réconciliation ».<sup>1369</sup> Et la paix dont on parle ici n'est pas seulement l'absence de guerre ou de conflits, ni même un équilibre stable entre les forces adverses.<sup>1370</sup> Comme nous l'avons déjà mentionné, la paix n'a pour objectif que de développer intégralement la personne humaine. Par rapport à cet objectif, l'Eglise catholique à Madagascar ne peut se désengager de la mise œuvre du processus de la réconciliation et du pardon. Parce que chercher à promouvoir le processus de mise en œuvre de la réconciliation et du pardon, comme l'affirme le *Compendium*, fait partie intégrante de la mission de l'Eglise.<sup>1371</sup> Car la promotion de la vraie paix est une expression de la foi chrétienne dans l'amour que Dieu nourrit pour chaque être humain.<sup>1372</sup> En tant qu'expression de la foi chrétienne, elle assure la participation de tous dans le processus de la réalisation du vrai développement. A ce propos, le pape François affirme : « Une paix qui n'est pas le fruit du développement intégral de tous n'aura pas d'avenir et sera toujours semence de nouveaux conflits et de diverses formes de violence ».<sup>1373</sup> En raison de son importance, il est donc un devoir de l'Eglise catholique à Madagascar de dialoguer avec les autres institutions étatiques ou non-étatiques et de chercher ensemble comment faire pour parvenir à la vraie réconciliation et au vrai pardon afin de rétablir et de consolider la paix et la cohésion sociale. Consolider la cohésion sociale, c'est pouvoir garantir le respect de la justice sociale.

Pour qu'il y ait une véritable réconciliation pour une justice et une paix durables sur le continent africain, il faudrait des personnes compétentes et qualifiées, engagées dans cette cause. Les pères synodaux du deuxième Synode des évêques pour l'Afrique ont reconnu l'importance de la formation dans les domaines tels que le droit, les coutumes, la paix et le développement, l'éducation civique et électorale, la réconciliation et la bonne gouvernance, la conscientisation des citoyens dans les registres de la gestion des conflits, les pratiques électorales, le contrôle de l'action du gouvernement, la défense des droits humains à travers des programmes de formation de base qui visent à la mobilisation des masses à tous les niveaux, etc...<sup>1374</sup> Par conséquent, il est nécessaire d'avoir des personnes engagées dans ce ministère à temps plein. Cela exige une formation spécialisée et des personnes ayant une telle compétence. Par ailleurs, l'Eglise catholique, par le biais de la hiérarchie avec le soutien des autres Eglises membres du FFKM, doit prendre l'initiative de rassembler tous les protagonistes et les acteurs politiques autour d'une table afin de trouver des consensus par

---

<sup>1368</sup> Ibid.

<sup>1369</sup> *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 517.

<sup>1370</sup> Cf. supra, La contribution de la communauté ecclésiale à l'œuvre pour la paix sociale, p. 172.

<sup>1371</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 516.

<sup>1372</sup> Cf. ibid.

<sup>1373</sup> PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 219.

<sup>1374</sup> Cf. *Deuxième assemblée spéciale du Synode des Evêques pour l'Afrique*, n° 18.



rapport aux rivalités et aux conflits politiques et de prendre une décision commune en vue du bien commun, eu égard à l'intérêt supérieur de la Nation. De tels rassemblements doivent s'effectuer tant au niveau de la paroisse et du diocèse qu'au niveau national.

Et l'Eglise catholique, par le biais de la doctrine sociale, met l'accent sur la mise en place de la concorde dans le cadre de la répartition équitable de la terre et de ses biens. Car s'il n'y a pas de justice sociale, il n'y a évidemment pas de paix sociale.

### **7.7.3 Lutte pour la paix : répartition équitable de la terre et de ses biens**

Dans la première partie de notre travail, nous avons déjà évoqué que Madagascar est un pays à vocation agricole. La majorité de la population vit par l'agriculture et l'élevage. Ces ressources assurent sa subsistance quotidienne. Or nous avons bien souligné que le partage équitable de la terre n'est pas bien respecté. Les droits fondamentaux des paysans d'avoir une propriété privée sont bafoués.<sup>1375</sup> Ce partage inéquitable de la terre engendre, dans la société malgache, de grands conflits familiaux ou sociaux. De même lorsqu'on parle de la répartition des ressources naturelles tant minières que forestières.<sup>1376</sup>

Face à ces problèmes majeurs qui font obstacle à la restauration de la paix sociale au sein de la société malgache, l'Eglise catholique a une grande responsabilité à jouer. Tout son agir doit s'appuyer sur la mise en œuvre de la doctrine sociale de l'Eglise concernant la destination universelle des biens de la terre. Comme l'affirme le *Compendium* : « Dieu a destiné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples, en sorte que les biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon la règle de la justice, inséparablement de la charité ».<sup>1377</sup> L'objectif de ce partage équitable de la terre est, d'abord, de faire vivre tous les membres de la famille humaine, sans exclure ni privilégier personne<sup>1378</sup>, puis de restaurer la paix sociale perturbée par les problèmes des litiges fonciers. Ceux-ci gagnent du terrain et provoquent des conflits et des rivalités non seulement sociaux mais aussi familiaux.

Pour les dépasser, l'Eglise catholique, par le biais des évêques, sollicite l'autorité politique afin que celle-ci, en tant que première responsable du bien commun<sup>1379</sup>, adopte une nouvelle loi qui permette de promouvoir le partage équitable de la terre. Elle doit aussi conscientiser les gens au pouvoir et leurs proches pour qu'ils changent leur mentalité et qu'ils cessent de penser que ceux qui détiennent le pouvoir ont le droit d'accaparer et d'accumuler la terre et son bien.<sup>1380</sup> Pour pouvoir écarter cette manière de voir les choses, il faut un changement de mentalité. Car la terre et son bien ne sont pas réservés à la minorité, c'est-à-dire ne sont pas l'apanage d'un petit nombre. C'est la raison pour laquelle le changement de mentalité et la mise en place de nouvelles structures mieux adaptées aux nécessités du moment, quand il s'agit de répartition équitable de la terre, deviennent des conditions indispensables afin de pouvoir renforcer les efforts à faire en vue du bien commun.

---

<sup>1375</sup> Cf. supra, Le problème du droit d'accès à la propriété privée et les conflits fonciers, p. 83.

<sup>1376</sup> Cf. supra, La répartition inéquitable des richesses naturelles forestières et minières, p. 85.

<sup>1377</sup> *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 171.

<sup>1378</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1379</sup> Cf. supra, La raison d'être de l'autorité politique : le bien commun, p. 151.

<sup>1380</sup> Cf. Déclaration des évêques de Madagascar, *Les changements de structures et de mentalités*, p. 98.

## Conclusion

L'Eglise, depuis le Concile Vatican II, a une nouvelle orientation quand il s'agit de son engagement par rapport au monde. Cette nouvelle orientation a comme visée son engagement social par le biais de la constitution pastorale de l'Eglise *Gaudium et spes*. L'Eglise a la ferme conviction qu'il est de sa responsabilité de se préoccuper non seulement de la chose spirituelle de l'homme mais aussi de la chose temporelle, c'est-à-dire de la vie sociale. Autrement dit, être au service de l'homme fait partie de la mission principale de l'Eglise.<sup>1381</sup> En effet, la tâche de la promotion humaine n'est rien d'autre qu'une dimension intrinsèque, une exigence interne d'une nouvelle forme de l'évangélisation en tant que celle-ci est grâce et vocation propre de l'Eglise.<sup>1382</sup> Dans cette perspective, l'approche du pape François est claire : « La mission de l'annonce de la Bonne Nouvelle de Jésus Christ a une dimension universelle ». <sup>1383</sup> L'évangélisation « n'est pas complète si elle ne tient pas compte des relations concrètes et permanentes qui existent entre l'Evangile et la vie, personnelle, sociale, de l'homme ». <sup>1384</sup> De concert avec le Symposium des conférences épiscopales d'Afrique, la Conférence épiscopale malgache se donne un nouveau projet d'évangélisation qui est un projet de promotion humaine, un projet d'humanisation intégrale, de transformation profonde des personnes et de leur environnement.<sup>1385</sup>

Mais il ne saurait y avoir de promotion humaine sans dénoncer et combattre d'abord les inégalités sociales, sans transformer les situations concrètes d'injustice sociale. C'est pourquoi, par de nombreuses interventions, déclarations et lettres pastorales, les évêques de Madagascar, en collaboration avec les laïcs responsables, membres des différentes Commissions épiscopales, ont dénoncé avec charité, prudence et fermeté les situations d'injustice, à partir de la lecture et de la compréhension des signes des temps, à la lumière de l'Evangile. C'est ainsi que l'Eglise malgache se sait être la conscience critique de la société afin d'éclairer et de former les consciences des chrétiens et de tous les hommes de bonne volonté pour que ceux-ci puissent entreprendre des actions efficaces en vue d'un changement en profondeur des structures sociales et d'une authentique conversion des cœurs et des mentalités.

L'Eglise, en tant qu'entité sociale indépendante, avec la collaboration des autres entités et avec tous les hommes de bonne volonté, cherche tous les moyens possibles pour promouvoir la lutte contre les violations des droits humains, de la démocratie, de la justice sociale et de la paix en vue de la réalisation du bien commun de tous. Cependant la mission pastorale de l'Eglise catholique dans la sphère politique ne se réalisera pas sans l'engagement politique prioritaire des fidèles laïcs. La constitution pastorale *Gaudium et spes*, ainsi que le *Compendium* invitent fortement les laïcs à participer activement à la vie politique, c'est-à-dire à s'engager dans la gestion des affaires publiques. Nous allons l'étudier dans le prochain chapitre.

---

<sup>1381</sup> Cf. Symposium de la Conférence épiscopale pour Afrique et Madagascar, *L'Eglise et la promotion humaine en Afrique aujourd'hui*, Exhortation pastorale, Documentation catholique 86 (1986), p. 268.

<sup>1382</sup> Cf. PAUL VI, *Evangelii nuntiandi*, n° 15.

<sup>1383</sup> PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 181.

<sup>1384</sup> Ibid.

<sup>1385</sup> Cf. Déclaration des évêques de Madagascar, *Les changements de structures et de mentalités*, p. 99.

## CHAPITRE VIII : LA PROMOTION D'UN LAÏCAT ENGAGÉ EN MATIÈRE POLITIQUE EN FAVEUR DU BIEN COMMUN AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ MALGACHE

### Introduction

Si l'Eglise, en tant qu'institution sociale, garde une prudente distance au sujet de l'engagement direct dans les affaires politiques, elle encourage cependant les chrétiens, comme tout autre citoyen, à participer activement à la gestion des affaires publiques. Elle rappelle qu'elle «...tient en grande considération et estime l'activité de ceux qui se consacrent au bien de la chose publique et en assurent les charges pour les services de tous ».<sup>1386</sup> Paul VI affirme que l'engagement politique des chrétiens est une exigence de leur foi. Il exprime ainsi la disponibilité des chrétiens à être au service des autres.<sup>1387</sup> Il ajoute que les laïcs doivent assumer comme leur tâche propre le renouvellement de l'ordre temporel.<sup>1388</sup> C'est pourquoi l'engagement du laïcat pour lutter contre les problèmes empêchant la réalisation du bien commun s'impose.

Pour ce qui concerne les rapports entre laïcs et politique, le principe est sans ambiguïté : les fidèles ont le droit de faire de la politique.<sup>1389</sup> En effet au sujet de leur action dans la vie publique, le concile Vatican II précise : « Les catholiques compétents en matière politique, affermis comme il convient dans la foi et la doctrine chrétienne, ne refusent pas de s'engager dans la gestion des affaires publiques, car ils peuvent par une bonne administration travailler au bien commun et en même temps préparer la route à l'Evangile ».<sup>1390</sup> Les laïcs ne doivent pas refuser de participer à la vie politique, mais l'Eglise souhaite que ceux qui acceptent de participer à la gestion des affaires publiques soient compétents en matière politique, préparés en matière de foi et de doctrine chrétienne.<sup>1391</sup>

L'Eglise considère l'engagement politique des fidèles laïcs comme un devoir et une obligation morale liée à la mission d'évangélisation.<sup>1392</sup> A Madagascar, la quasi-absence d'engagement politique de laïcs fervents et fidèles à l'Evangile est à déplorer. Cette quasi-absence est le résultat d'une carence du laïcat chrétien. Le *Compendium* affirme que tous les membres du corps social, sans discrimination, sont tenus à collaborer et à travailler ensemble au bien commun.<sup>1393</sup> Cet engagement des laïcs dans la gestion des affaires publiques fait partie de la mise en œuvre du principe de subsidiarité. Ce principe implique que ni l'Etat, ni aucune société ne peut se substituer à l'initiative et à la responsabilité des personnes et des communautés intermédiaires, là où elles peuvent agir.<sup>1394</sup>

S'il en est ainsi, la question est dès lors de savoir s'il est possible, dans un pays ruiné comme le nôtre par l'injustice sociale et les corruptions généralisées dans tous les secteurs

---

<sup>1386</sup> *Gaudium et spes*, n° 75, 2.

<sup>1387</sup> PAUL VI, *Octogesima adveniens*, n° 26.

<sup>1388</sup> Cf. *ibid.*, n° 48.

<sup>1389</sup> Cf. J.-M. AUBERT, *Vivre en chrétien au XXème siècle*, op. cit., p. 135.

<sup>1390</sup> VATICAN II, Décret sur l'apostolat des laïcs *Apostolicam actuositatem*, n° 14.

<sup>1391</sup> Cf. BENOIT XVI, Exhortation apostolique *L'engagement de l'Afrique*, p. 103.

<sup>1392</sup> Cf. PAPE FRANCOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 220.

<sup>1393</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 167.

<sup>1394</sup> Cf. M. FEIX, *L'Eglise aux carrefours des réalités sociales et politiques*, L'Ami hebdo, Strasbourg, 2006, p. 79.

sociaux, de développer et promouvoir la réalisation du bien commun, sans l'engagement politique effectif des fidèles laïcs. En outre, pour assurer le succès de cet engagement, la promotion de l'éducation, de la formation et de la création d'associations n'est-elle pas indispensable et urgente ?

Une réponse exhaustive doit prendre en compte cette nécessité de l'engagement des laïcs et l'intervention de l'Eglise catholique en matière politique. A cet effet, la formation et l'éducation sont les conditions indispensables pour la promotion de l'engagement social des laïcs. Dans ce chapitre, nous montrerons également l'importance de la responsabilité des laïcs et de la famille dans l'éducation et la formation. Les fidèles laïcs qui s'engagent dans les affaires politiques le font au nom du mandat reçu au baptême. Ils assurent une présence d'Eglise dans le monde politique et ils travaillent à la promotion du bien commun.

### **8.1 Nécessité de l'engagement des laïcs en matière sociopolitique<sup>1395</sup>**

La majorité du peuple malgache, y compris les chrétiens, particulièrement ceux qui sont catholiques, est encore réticente lorsqu'il s'agit de la participation à la vie politique.<sup>1396</sup> Les causes principales de cette réticence, comme nous l'avons déjà souligné plus haut, sont les dérapages politiques des politiciens, parmi lesquels, les démagogues, les verbalismes et les slogans infructueux qui n'ont pas d'impacts positifs sur le vécu quotidien du peuple malgache.<sup>1397</sup> Face à cela, le peuple est dégoûté même d'entendre le mot « politique ». Or nous avons bien souligné que pour développer un pays, la participation de tous est indispensable<sup>1398</sup> parce que le bien commun dont on parle, dit le *Compendium*, engage tous les membres de la société.<sup>1399</sup> Cependant les violations de l'éthique politique opérées par les politiciens et l'autorité politique malgache bloquent la possibilité de tous de participer à la vie politique.

Face à cela, l'Eglise catholique, par la Conférence épiscopale, a le devoir d'éveiller les sentiments du peuple malgache, et surtout des fidèles laïcs, à participer à la vie politique. Car la nation, dit-elle, a besoin d'hommes courageux, honnêtes et prêts à travailler pour le bien commun.<sup>1400</sup> Dans cette perspective, Jean-Marie Aubert rappelle la première mission de l'Eglise par l'engagement politique des laïcs. L'Eglise a pour seul objectif, dit-il, de faire régner la justice et l'amour dans le monde<sup>1401</sup> en vue du bien commun. L'Esprit qui anime cet engagement, dira J.-Y. Calvez en interprétant la pensée de Jacques Maritain, c'est l'instinct spirituel qui pousse les chrétiens à se disperser dans le monde pour y témoigner des valeurs humaines et chrétiennes.<sup>1402</sup> Les chrétiens ne sauraient désertier le champ politique.<sup>1403</sup>

L'engagement politique des laïcs n'est pas le fruit d'une préférence ou d'une simple ambition politique, mais un devoir civique tendant à réaliser le bien commun pour le bonheur

---

<sup>1395</sup> Cf. PAUL VI, *Octogesima adveniens*, chap. IV.

<sup>1396</sup> Cf. supra, La réticence de la majorité du peuple malgache devant l'engagement politique, p. 69.

<sup>1397</sup> Cf. supra, Les comportements des politiciens et de l'autorité politique, p. 66.

<sup>1398</sup> Cf. supra, Le principe de participation, p. 142.

<sup>1399</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 167.

<sup>1400</sup> Cf. Lettre de la conférence épiscopale de Madagascar, *Engagés dans les affaires nationales*, p. 203.

<sup>1401</sup> Cf. J.-M. AUBERT, *Vivre en chrétien au XXème siècle*, op.cit., p. 140.

<sup>1402</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ, *Chrétiens penseurs du social*, op. cit., p. 38.

<sup>1403</sup> Cf. O. BERANGER, *La politique*, Edition Mame, Paris, 2003, p. 56.

de tous. Cet engagement politique des laïcs s'enracine dans le fait que par le baptême ils sont envoyés pour participer à la gestion temporelle du monde. Le rôle de laïcs ne peut plus se limiter à aider les prêtres dans leur ministère, ils doivent passer au premier rang faire advenir le Royaume de justice et de paix dans notre société et pour l'organisation de la nouvelle évangélisation à laquelle nous appelle Jean-Paul II et à sa suite Benoît XVI et le Pape François. Cette mission est de remplir efficacement leur mission politique, sociale et culturelle en vue du bien commun de tous. Pour cette raison les laïcs, membres à part entière de l'Eglise, sont acteurs de la mission libératrice de l'Eglise au sein de la société.

### **8.1.1 Les laïcs : membres responsables de la mission libératrice de l'Eglise**

Tous les membres de l'Eglise ont le droit et le devoir de jouer le rôle qui leur revient au service de la mission commune. Personne n'est dispensé de cette responsabilité. Le rôle des laïcs au sein de la société sera d'orienter les réalités temporelles de telle sorte qu'elles se réalisent selon le Christ et soient à la louange du Créateur.<sup>1404</sup> Par sa qualité de baptisé et de confirmé, le laïc participe à ce niveau au sacerdoce du Christ et il est inséré dans l'Eglise. Vivant au cœur du monde, partageant les espoirs et les angoisses de celui-ci, le laïc accomplit la mission du Christ qui se continue par l'Eglise. La mission de l'Eglise consiste non seulement à apporter aux hommes le message du Christ et sa grâce, mais aussi à pénétrer et à parfaire par l'esprit évangélique l'ordre temporel. Les fidèles laïcs accomplissant cette mission de l'Eglise exercent donc leur apostolat aussi bien dans l'Eglise que dans le monde, tant dans l'ordre spirituel que temporel. Bien que ces ordres soient distincts, ils sont liés dans l'unique dessein divin ; aussi Dieu lui-même veut-il, dans le Christ, réassumer le monde tout entier, pour en faire une nouvelle créature en commençant dès cette terre et en lui donnant sa plénitude au dernier jour.<sup>1405</sup>

A Madagascar, les évêques ont réaffirmé la nécessaire « malgachisation » du vécu de la foi, c'est-à-dire l'inculturation de la foi en fonction de la réalité complexe au sein de la société malgache. De là découle le fait que l'engagement social des chrétiens est pris comme nouvelle priorité de l'Eglise. Effectivement, si l'on se réfère aux lettres de la Conférence épiscopale malgache, on constate : « La participation active au développement national a été vraiment l'une des tâches assignées par les évêques à leurs fidèles : la foi en Jésus-Christ ne fait-elle pas une obligation à ses disciples de se soucier des autres, et surtout des plus pauvres ? »<sup>1406</sup> Les évêques malgaches, face aux circonstances de la vie nationale et à chaque conjoncture nationale, ne cessent de rappeler au laïcat chrétien, et surtout aux membres de l'Eglise catholique, la noblesse de leur mission, la grandeur de leurs responsabilités, la force qu'ils sont assurés de trouver en l'Esprit du Christ pour remplir leur mission et assumer leurs responsabilités.<sup>1407</sup>

Certes, l'Eglise rappelle que l'action pour le redressement de la nation et la promotion intégrale de l'homme est le devoir de tous les baptisés, membres de l'Eglise. Cette action pour

<sup>1404</sup> Cf. *Lumen gentium*, n° 31.

<sup>1405</sup> Cf. VATICAN II, Décret sur l'apostolat des laïcs *Apostolicam actuositatem*, n° 5.

<sup>1406</sup> Préface de Mgr TSIAHONA, *L'Eglise et le développement à Madagascar*, p. 6.

<sup>1407</sup> Cf. Préface du Cardinal V. RAZAFIMAHATRA, *La société, l'Eglise*, in ESM, Vol. III (1975-1989), p. 8.

la justice concerne tous les hommes de bonne volonté avec qui les laïcs collaborent sans distinction. Cela fait justement partie de l'ordre temporel, domaine propre des laïcs.

### 8.1.2 L'organisation des affaires temporelles comme devoir des laïcs

Le concile Vatican II définit ainsi le rôle spécifique du laïc : « Les laïcs doivent assumer comme leur tâche propre le renouvellement de l'ordre temporel. Eclairés par la lumière de l'Evangile, entraînés par la charité chrétienne, ils doivent en ce domaine agir par eux-mêmes d'une manière bien déterminée. Membres de la cité, ils ont à coopérer avec les autres citoyens suivant leur compétence particulière en assumant leur propre responsabilité et à chercher partout et en tout la justice du royaume de Dieu ».<sup>1408</sup> S'il en est ainsi, il est bien clair que l'animation de l'ordre temporel est la tâche propre des laïcs, selon les domaines délimités par le concile : « tout ce qui compose l'ordre temporel : les biens de la vie et de la famille, de la culture, les réalités économiques, les métiers et les professions, les institutions de la communauté politique, les relations internationales et les autres réalités du même genre ».<sup>1409</sup>

La spécificité de la mission des laïcs est de collaborer au titre de leur baptême à la gérance et à l'ordonnance des réalités temporelles selon le dessein de Dieu.<sup>1410</sup> Il s'agit bien là du but de la mission propre des laïcs : la sanctification du monde. Il s'agit d'ordonner toute l'humanité et tout le cosmos vers le Christ. Les laïcs sont en fait appelés tout spécialement à assumer une présence de l'Eglise dans tous les lieux où elle ne peut devenir autrement que par eux le sel de la terre.<sup>1411</sup> L'Evangile de saint Jean nous rappelle la parole de Jésus s'adressant à son Père : (*« comme tu m'as envoyé dans le monde, moi aussi, je les envoie dans le monde »*) (Jn 17, 20). La question qui se pose est de savoir : pour faire quoi ? La réponse est simple. Pour y être témoin de la vérité. La présence des chrétiens et de tous les témoins de la vérité dans le monde ne peut être que conflictuelle puisque le monde est encore livré au mensonge, à l'injustice, à l'idolâtrie de l'argent, à la domination des uns par les autres.<sup>1412</sup> Les laïcs chrétiens sont présents dans le monde pour témoigner des valeurs évangéliques. Un rôle particulier revient donc aux laïcs afin qu'ils soient, en même temps, la force renovatrice de l'Eglise et l'espérance du monde.<sup>1413</sup> Les laïcs se voient invités à édifier un nouvel ordre économique, social et politique, conforme à la dignité de la personne humaine en travaillant à développer la justice et la solidarité.<sup>1414</sup>

Cet engagement politique des laïcs dont nous parlons, s'il a sa propre autonomie et son indépendance, doit cependant savoir harmoniser son action en lien avec la hiérarchie. Il n'est pas question d'une autonomie sauvage sans référence à la doctrine sociale de l'Eglise, tant

---

<sup>1408</sup> VATICAN II, Décret sur l'apostolat des laïcs *Apostolicam actuositatem*, n° 7.

<sup>1409</sup> Ibid.

<sup>1410</sup> Cf. *Lumen gentium*, n° 31.

<sup>1411</sup> Ibid., n° 33.

<sup>1412</sup> J.-M. PLOUX, *Agir et résister en chrétien. Au nom de quoi ?*, Ed. Ouvrières, Paris, 2013, p. 57.

<sup>1413</sup> Cf. CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'EPISCOPAT LATINO-AMÉRICAIN, *Nouvelle évangélisation, promotion humaine, culture chrétienne*, Cerf, Paris 1993, n° 294.

<sup>1414</sup> Cf. ibid., n° 296.

pour l'engagement dans la gestion des choses temporelles que dans l'action proprement évangélisatrice.<sup>1415</sup>

### 8.1.3 Autonomie et limites de l'engagement des laïcs dans les affaires temporelles

Par rapport à la hiérarchie, les laïcs jouissent d'une certaine liberté et d'une véritable autonomie, dans la gérance des réalités temporelles, comme l'affirme le concile : « Aux laïcs reviennent en propre, quoique non exclusivement, les professions et les activités séculières. Lorsqu'ils agissent comme citoyens du monde, ils auront donc à cœur, non seulement de respecter les lois propres à chaque discipline, mais d'y acquérir une véritable compétence. Conscients des exigences de leur foi et nourris de sa force, qu'ils n'hésitent pas, au moment opportun, à prendre de nouvelles initiatives et en assurer la réalisation. Qu'ils attendent des prêtres lumières et forces spirituelles. Qu'ils ne pensent pas pour autant que leurs pasteurs aient une compétence telle qu'ils puissent leur fournir une solution concrète et immédiate à tout problème, même grave, qui se présente à eux, ou que telle soit leur mission ». <sup>1416</sup>

Ce champ d'action, le domaine du renouvellement chrétien de l'ordre temporel, convient donc souverainement mais non exclusivement aux laïcs. Les pasteurs, en effet, comme baptisés et comme docteurs autorisés de la parole de Dieu, ne peuvent pas s'absenter de cet aspect important de la mission ecclésiale. Car ces derniers doivent rappeler que l'autonomie des réalités terrestres ne signifie pas qu'elles ne concernent en rien la vision intégrale de l'existence de l'homme et sa libre initiative comme collaborateur de Dieu dans l'œuvre de la création, selon son plan de salut. <sup>1417</sup>

Cette autonomie ne signifie pas une séparation rigide du champ d'action selon laquelle les laïcs seraient compétents exclusivement dans le domaine temporel et les clercs dans le spirituel. Cette tendance exclusive ouvre facilement la voie au cléricisme d'un côté, et au laïcisme de l'autre, c'est-à-dire d'un côté l'homme de la religion et de l'autre l'homme du politique. <sup>1418</sup> Ces deux fonctions distinctes sont complémentaires. Il s'agit de réaliser à la fois le bien commun et la liberté des personnes. <sup>1419</sup> Il peut y avoir des tensions dans leur rapport, mais l'Eglise, en tant que mystère de communion, invite à résoudre les conflits éventuels dans la charité et dans l'amour fraternel. <sup>1420</sup>

C'est dans le dialogue et la reconnaissance mutuelle des valeurs, le respect des droits et de la dignité d'autrui, que doivent se faire l'harmonisation et la collaboration effective, comme le dit le concile : «...dans l'usage de toute liberté doit être observé le principe moral de la responsabilité personnelle et sociale : la loi morale oblige tout homme et groupe social à tenir compte, dans l'exercice de leurs droits, des droits d'autrui, de leurs devoirs envers les autres et du bien commun de tous ». <sup>1421</sup> Il faut tenir compte également du pluralisme légitime des solutions apportées aux problèmes du temporel, à cause des points de vue et des

---

<sup>1415</sup> Cf. J.-L. MOENS, *Charité, justice et paix, un défi pour l'évangélisation*, op. cit., p. 69.

<sup>1416</sup> *Gaudium et spes*, n° 43.

<sup>1417</sup> J.-G. PAGE, *Qui est l'Eglise ?*, op. cit., p. 185.

<sup>1418</sup> Cf. S. HYPPOLYTE, *Eglise et politique*, op. cit., p. 125.

<sup>1419</sup> Cf. *ibid.*, p. 126.

<sup>1420</sup> J.-M. PLOUX, *Agir et résister en chrétien. Au nom de quoi ?*, op. cit., p. 57.

<sup>1421</sup> Cf. VATICAN II, Déclaration sur la liberté religieuse *Dignitatis humanae*, n° 7.

jugements qui peuvent être différents les uns des autres. Il peut y avoir donc une variété de réponses chrétiennes, même si elles sont toutes inspirées d'un même Evangile.<sup>1422</sup>

Ainsi, même si l'Eglise n'a pas de modèle à proposer<sup>1423</sup>, ni de solutions techniques à offrir<sup>1424</sup> aux différents problèmes socio-économiques et politiques, en tant qu'experte en humanité, elle peut «...porter un jugement moral, même en des matières qui touchent le domaine politique, quand les droits fondamentaux de la personne ou le salut des âmes l'exigent». <sup>1425</sup> Dans un tel cas, les laïcs, par souci de communion avec l'Eglise, doivent d'une part obéir à leurs pasteurs, et d'autre part respecter les principes et les directives donnés par la doctrine sociale de l'Eglise.<sup>1426</sup> Cette intervention de l'Eglise ne s'opère que dans le souci de promouvoir l'engagement politique des chrétiens, intervention qui est non seulement un droit mais un devoir en vue du bien commun.

#### **8.1.4 L'engagement politique de l'Eglise comme droit et devoir**

L'engagement politique de l'Eglise se fait, en chaque pays, par les interventions de la Conférence épiscopale. Cette dernière donne les directives et les principes généraux en matière politique.<sup>1427</sup> Les chrétiens, en tant que membres à part entière de l'Eglise, c'est-à-dire membres constituant le corps ecclésial, mettent en œuvre ses directives et ses principes.<sup>1428</sup> La question est de savoir si l'intervention de l'Eglise par l'engagement politique des chrétiens est effectivement un droit et un devoir, et éventuellement un devoir impératif dans certains pays.

Vatican II exprime la volonté de l'Eglise de servir le monde par l'engagement de ses membres. L'appel à l'engagement politique n'a cessé d'évoluer dans l'enseignement social de l'Eglise. Jean XXIII, dans son encyclique *Pacem in terris*, ouvre une nouvelle perspective pour l'engagement politique, non pas seulement des chrétiens ou des laïcs mais aussi de tous les hommes de bonne volonté.<sup>1429</sup> Il appelle l'Etat à s'engager dans les différents secteurs de la vie sociale, surtout pour protéger et respecter les droits inviolables de l'être humain et du bien commun.<sup>1430</sup> Une autorité mondiale est tenue d'assurer le bien commun universel.<sup>1431</sup> Ce bien commun universel comporte le respect, la défense et le développement des droits de la personne humaine.<sup>1432</sup> L'Eglise est spécialement appelée à s'engager, par ses membres, c'est-à-dire les chrétiens, à promouvoir l'enseignement social de l'Eglise, pour intensifier ses activités dans les réalités temporelles et à collaborer avec les autres chrétiens et avec les non-chrétiens pour soutenir la paix. Le refus de l'engagement des chrétiens dans les réalités temporelles serait une grave erreur.

---

<sup>1422</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 43.

<sup>1423</sup> JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 43.

<sup>1424</sup> JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 41.

<sup>1425</sup> *Gaudium et spes*, n° 76.

<sup>1426</sup> Cf. Préface de l'exhortation apostolique de BENOIT XVI, *L'engagement de l'Afrique*.

<sup>1427</sup> Cf. PAUL VI, *Octogesima adveniens*, n° 48.

<sup>1428</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1429</sup> Cf. JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 163.

<sup>1430</sup> Cf. *ibid.*, n° 60.

<sup>1431</sup> Cf. *ibid.*, n° 139.

<sup>1432</sup> Cf. *ibid.*



L'Eglise s'engage à travers la prise de responsabilité politique des chrétiens. Une lettre pastorale des évêques de Haute-Volta confirme que l'engagement politique des chrétiens est un droit.<sup>1433</sup> La dimension politique fait partie de la vie chrétienne et la foi en Jésus Christ est inséparable de la vie politique, économique et sociale. C'est dans ces trois dimensions que se vérifie la foi chrétienne. Ainsi le fait d'être chrétien se prolonge dans un réel engagement. Appartenir un parti ou une association politique est un droit pour les chrétiens.<sup>1434</sup>

L'engagement politique du chrétien ne se pose pas seulement en termes de droit mais aussi en termes de devoir. La raison est simple. Les chrétiens n'ont pas seulement le droit mais aussi le devoir de participer activement à la gestion des affaires publiques dans leurs pays. Et cet engagement des chrétiens couvre tout l'éventail politique, économique, social, culturel et religieux. En un mot il embrasse la dimension intégrale de la société.

Le discours de l'archevêque de Cotonou, Mgr Gantin, à l'occasion du centenaire de l'arrivée des premiers missionnaires dans le pays, rappelle la part de responsabilité politique de l'Eglise. L'Eglise doit toujours, affirme-t-il, enseigner que le peuple, dépositaire du pouvoir en démocratie, ne peut l'exercer lui-même.<sup>1435</sup> Il doit le déléguer réellement aux gouvernements de son choix, de telle manière qu'à la tête de la société soit établi un vrai pouvoir capable de prendre des décisions. Cela suppose de la part des citoyens le respect du pouvoir établi, le sens du bien commun, la maîtrise de l'esprit partisan et la modération et l'objectivité dans la critique.<sup>1436</sup>

C'est dès 1969, dans les déclarations du SCEAM (Symposium des Conférences épiscopales pour l'Afrique et Madagascar) sur la politique dans le continent africain, que la question de l'engagement politique du chrétien se trouve à l'ordre du jour. Mais ce qui pose problème, c'est la prise de conscience du devoir. Les évêques ont rappelé, durant ce Symposium, que l'engagement politique du chrétien pour le développement de son pays était un devoir.<sup>1437</sup> En vue de ce qu'ils aient accès à toute la largeur du spectre économique, social, culturel et religieux. Les évêques ont exhorté tous les citoyens, en particulier les chrétiens, à s'engager et à collaborer activement, à travers leurs initiatives, avec toutes les institutions existantes, étatiques ou non étatiques, au sein de la nation pour le bien commun de tous.

Jean Paul II, dans son encyclique *Centesimus annus*, va plus loin encore en exhortant tous les hommes de bonne volonté, et en particulier les croyants, à continuer leurs efforts dans la défense de la dignité de la personne humaine et la promotion du bien commun.<sup>1438</sup> Cela signifie que tant en termes de droit qu'en termes de devoir, il est de la responsabilité de l'Eglise de recommander aux chrétiens de s'engager activement dans la gestion des affaires publiques. Il est à déplorer qu'à Madagascar, les laïcs ne s'engagent pas beaucoup dans la

---

<sup>1433</sup> Cf. LES ÉVÊQUES DE HAUTE-VOLTA, *L'Eglise dans la Cité*, Imprimerie de la Savane, Bobo-Dioulasso 1999, p. 5.

<sup>1434</sup> Cf. *ibid.*, p. 8.

<sup>1435</sup> Cf. M.-B. GANTIN, *100 ans de foi, Cotonou, 3 février 1961*, dans R. GOUDJO, *Discours social des évêques du Bénin de 1960 à 2000*, op. cit., p. 28.

<sup>1436</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1437</sup> Cf. SYMPOSIUM des Conférences épiscopales pour Afrique et Madagascar, *La paix et la justice, du 5 octobre 1969*, cité dans M. CHEZA et H. DERROITTE, *Les évêques d'Afrique et de Madagascar parlent, 1969-1992*, Document pour le Synode africain, Centurion, Paris, 1992, p. 261.

<sup>1438</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 47.

gestion des affaires publiques.<sup>1439</sup> Cette carence pèse sur la complexité de la situation vécue par le pays actuellement. Ainsi, pour y remédier et restaurer une situation plus saine, l'engagement politique des laïcs devient un devoir urgent pour la Grande Île.

### 8.1.5 L'engagement politique de l'Eglise : un devoir d'urgence

Dans les pays en voie de développement les problèmes sociopolitiques restent d'une brûlante actualité. Madagascar voit perdurer une situation sociopolitique médiocre et ce, depuis les années septante.<sup>1440</sup> La Grande Île n'arrive pas à sortir d'un marasme économique, source de tous les maux. La majorité de la population ne cesse de s'appauvrir, à l'exception d'une minorité : les gens au pouvoir et les affairistes. D'où une question incontournable : de quelles forces nouvelles l'Eglise dispose-t-elle pour susciter un réel engagement politique ?

L'engagement politique des chrétiens du pays n'est plus une question de droit et de devoir mais une question d'urgence.<sup>1441</sup> Le Synode des évêques pour l'Afrique en 2006 a eu pour objectif principal d'actualiser la mission d'évangélisation en tenant compte de toutes les réalités de la vie politique, économique, culturelle et sociale. Le Synode a souligné qu'il y a un lien indissociable entre la mission évangélisatrice de l'Eglise et la promotion humaine. Ce lien se concrétise, dit-il, dans des actes d'engagement pour la promotion humaine tels que : éducation, santé, assistance aux nécessiteux, projets de développement, défense des droits de l'homme et engagement pour l'avènement de la démocratie et d'un Etat de droit.<sup>1442</sup> Force est de constater la nécessité de la mission de l'Eglise d'Afrique : son engagement ne se situe pas seulement dans le registre du droit et du devoir mais devient une ardente obligation, une urgence pour la promotion de la vie de l'homme, de la paix et de la justice. Sur ce point, le *Compendium* précise bien que le développement n'est pas seulement une question d'aspiration, mais un droit qui, comme tout droit, implique une obligation.<sup>1443</sup> La collaboration au développement de tout l'homme et de tout homme est en effet un devoir de tous envers tous.<sup>1444</sup>

Actuellement, face aux désordres sociopolitiques, économiques, culturels et même religieux dans de nombreux pays africains, l'engagement de l'Eglise dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle évangélisation est une urgente et nécessaire, parce que la recherche de la paix et de la justice fait partie intégrante et urgente de la mission évangélisatrice de l'Eglise.<sup>1445</sup> Ces valeurs sociales doivent être garanties par les structures sociales, économiques, politiques et culturelles. L'Eglise catholique exige la transformation de ces structures en vue de servir le bien commun. Les structures sociales sont des vecteurs au service de l'évangélisation, mission urgente pour l'Eglise. Dans cette perspective, le pape François nous rappelle dans son exhortation apostolique *Evangelii gaudium* qu'il y a un lien indissociable entre la confession de la foi et l'engagement social. A partir du cœur de

---

<sup>1439</sup> Cf. supra, La réticence de la majorité du peuple devant l'engagement politique, p. 69.

<sup>1440</sup> Cf. supra, Sur le plan socioéconomique : politique économique sans repère, p. 96.

<sup>1441</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Regard critique sur le passé*, in ESM, Vol. VI (2001-2005), pp. 135-141.

<sup>1442</sup> Cf. *Deuxième assemblée spéciale du Synode des évêques pour l'Afrique*, n° 41.

<sup>1443</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 446.

<sup>1444</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1445</sup> Cf. *Deuxième assemblée spéciale du Synode des évêques pour l'Afrique*, n° 20.

l'Évangile, dit-il, « nous reconnaissons la connexion intime entre évangélisation et promotion humaine, qui doit nécessairement s'exprimer et se développer dans toute l'action évangélisatrice ». <sup>1446</sup> Il importe donc que l'évangélisation aille de pair avec la promotion de la vie de l'homme, de la paix et de la justice, car beaucoup jugent la crédibilité de l'Évangile sur la capacité de l'Eglise à travailler à la promotion de l'homme, de la paix et de la justice. <sup>1447</sup>

Cette urgence de la transformation des structures sociales sera d'autant plus opératoire que les documents du Magistère et des Conférences épiscopales seront mieux portés à la connaissance de tous les baptisés. L'engagement politique de l'Eglise doit être total pour que «...les fidèles laïcs ne puissent absolument pas renoncer à la participation à la politique, à savoir à l'action multiforme, économique, sociale, législative, administrative et culturelle qui a pour objectif de promouvoir organiquement, par les institutions, le bien commun ». <sup>1448</sup> La sensibilisation des laïcs à participer activement à la vie politique est un devoir urgent de l'Eglise dans les pays en voie de développement. Cette urgence implique une formation de qualité qui passe par la promotion de l'éducation des laïcs.

## **8.2 Une condition impérative pour la promotion de l'engagement politique des laïcs : l'éducation et la formation**

La formation et l'éducation sont les deux piliers pour l'épanouissement intégral de la personne humaine et le développement de la société tout entière. L'éducation ne peut se réduire uniquement à la formation académique. Elle doit insuffler à la jeunesse le sens profond de la vie et le sens de la responsabilité citoyenne en vue d'une meilleure connaissance de la vie en société. <sup>1449</sup> C'est vraiment un grand enjeu que d'atteindre cet objectif. Ce défi ne peut se réaliser qu'en promouvant les différents lieux primordiaux de l'éducation et de la formation au sein de la société malgache.

### **8.2.1 Les différents lieux de l'éducation et de la formation**

Les différents lieux de l'éducation et de la formation catholique sont des vecteurs incomparables pour préparer les fidèles laïcs à l'engagement politique. Ces lieux sont de configurations différentes selon la formation proposée et les personnes concernées. Pour le redire encore une fois, la mission de l'Eglise catholique n'est ni politique ni économique. Elle n'en est pas moins partie prenante, en tant que présente au sein de la société, des efforts pour construire une société juste et libre. Cet effort, elle s'en acquitte par un engagement pour former des chrétiens responsables et capables de servir la nation, sans peur et sans reproche. <sup>1450</sup> Elle dispose pour cela de structures déjà existantes telles que les établissements scolaires, les communautés ecclésiales de base, les mouvements et associations ecclésiaux. Ces lieux permettent à l'Eglise de former ses fidèles, de les responsabiliser afin qu'ils agissent en vue du bien commun et du développement de la nation. Mais avant d'aborder tout cela, nous présenterons tout d'abord le rôle primordial de la famille malgache lorsqu'on parle de l'éducation et de la formation.

<sup>1446</sup> PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 178.

<sup>1447</sup> Cf. R. LUNEAU, *Paroles et silences du Synode africain*, (1989-2000), op. cit., p. 170.

<sup>1448</sup> JEAN PAUL II, *Christifideles laici*, n° 42.

<sup>1449</sup> Cf. BENOÎT XVI, *L'engagement de l'Afrique*, p. 159.

<sup>1450</sup> Cf. Lettre pastorale de la conférence épiscopale de Madagascar, *Défis pour l'éducation*, in ESM, Vol. VI (2001-2005), p. 61.

### 8.2.1.1 La famille comme premier lieu de l'éducation et de la formation

Avant de parler de la responsabilité de la famille, il convient d'abord de rappeler ce qu'est la famille. Il n'est pas facile de la définir précisément parce que chaque institution, qu'elle soit étatique ou ecclésiale, tente d'en donner une définition. Pour l'Eglise catholique en particulier, le Pape Jean Paul II nous donne une définition de la famille comme communauté de personnes, petite cellule sociale, et, comme telle, institution fondamentale pour la vie de toute la société.<sup>1451</sup> La famille est donc une communauté de personnes qui ont des caractéristiques propres, à savoir celles de partager une communauté de vie et plus particulièrement d'être un sanctuaire de la vie, une communauté éducative, une communauté d'amour.<sup>1452</sup> De même, le message du pape François pour le premier Congrès d'Amérique latine de pastorale de la famille s'est centré sur la prise en considération de la valeur de la famille. Au-delà de ses problèmes les plus pressants d'aujourd'hui, disait-il, « la famille est un centre d'amour, où règne la loi du respect et de la communion, capable de résister aux forces des manipulations et des dominations venant des centres de pouvoirs mondains ». <sup>1453</sup> La famille est une grande richesse sociale, ajoute-t-il, où personne n'est mis à l'écart. La culture de la rencontre et du dialogue, l'ouverture à la solidarité et à la transcendance trouvent en elle leur origine.<sup>1454</sup> Elle est donc véritablement la cellule première et vitale de la société. La société est faite pour aider les familles à parvenir à leur fin, c'est-à-dire à l'éducation des enfants : les mener à l'âge adulte dans de bonnes conditions, leur apprendre à exercer correctement leurs libertés et à assumer pleinement leurs responsabilités au profit du bien de la société.<sup>1455</sup> Son bon fonctionnement conditionne, ajoute J. Thoraval, celui de la société. Elle assure la cohésion de la communauté sociale. Elle est la meilleure garantie contre la dérive de type individualiste ou collectiviste car en elle, la personne est toujours au centre, en tant que fin et jamais comme moyen.<sup>1456</sup>

En vertu de son importance particulière pour le bien de la société, elle joue, du fait du principe de subsidiarité, un rôle très important à travers les parents, quand il s'agit de l'éducation et de la formation. Les parents sont les premiers et les principaux éducateurs de leurs enfants et ils ont aussi une compétence fondamentale dans ce domaine : ils sont éducateurs parce que parents.<sup>1457</sup> Dans cette perspective, la deuxième assemblée spéciale pour l'Afrique du Synode des évêques fait mention que la famille, en tant que premier lieu où commence l'éducation, doit être reconnue et mérite d'être soutenue.<sup>1458</sup> Elle n'est pas seulement le premier lieu de l'éducation et de la formation mais aussi, ajoute-t-elle, le sanctuaire de la vie et la cellule fondamentale de la société et de l'Eglise.<sup>1459</sup> Le *Compendium* réaffirme cette valeur fondamentale en affirmant : «...à travers l'œuvre d'éducation, la famille forme l'homme à la plénitude de sa dignité sous toutes ses dimensions, y compris la

---

<sup>1451</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Lettre aux familles*, Rome, 1994, n° 17.

<sup>1452</sup> Cf. M.-A. FONTELLE, *Construire la civilisation de l'amour*, op. cit., p. 620.

<sup>1453</sup> PAPE FRANÇOIS, *Le message pour le premier Congrès d'Amérique latine de pastorale de la famille*, Panama, 9 août 2014. Disponible sur : [http://www.familiam.org/famiglia-fra/eglise/La\\_famille-d\\_amour](http://www.familiam.org/famiglia-fra/eglise/La_famille-d_amour). Consulté le 11 décembre 2014.

<sup>1454</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1455</sup> Cf. A. DESPAIGNE, *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., pp. 76-77.

<sup>1456</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 148.

<sup>1457</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Lettre aux familles*, n° 16.

<sup>1458</sup> Cf. *Deuxième assemblée spéciale du Synode des évêques pour l'Afrique*, n° 19.

<sup>1459</sup> Cf. *ibid.*, n° 38.

dimension sociale ». <sup>1460</sup> Cela signifie que la famille a une compétence particulière à enseigner et à transmettre toutes les valeurs, culturelles, éthiques, sociales et spirituelles, nécessaires au développement et au bien-être de ses propres membres et de la société. <sup>1461</sup> La mise en œuvre de cette mission éducative est la grande contribution apportée par la famille à la réalisation du bien commun.

Ainsi la famille est aux avant-postes pour enraciner la vie de l'homme dans la société. En termes d'éducation et de formation, la famille africaine en général prépare et forme les enfants à cultiver et à développer les sens d'appartenance et de participation à la vie familiale. Les enfants sont appelés à cultiver les capacités d'entraide, d'hospitalité, de responsabilité dans le bien et dans le mal afin de partager tout avec tous. Le partage et l'accueil constituent la parole clé dans l'éducation africaine traditionnelle en vue de la solidarité. <sup>1462</sup> De même, la famille malgache dispose d'un héritage culturel des plus précieux : le *fihavanana*, source de solidarité et d'unité. <sup>1463</sup> Le bien commun, pour se réaliser, a besoin de cette solidarité et de cette unité.

La famille est considérée comme une entreprise d'institution primaire dans laquelle la croissance humaine se réalise. <sup>1464</sup> C'est dans la famille que l'on apprend à aimer, à faire l'expérience du don reçu, à être une communauté de personnes, à entrer en relation et à communiquer avec les autres et où l'on acquiert aussi la vertu. <sup>1465</sup> C'est ainsi que le noyau familial donne ses racines à la culture d'un pays et le façonne en l'humanisant. Au sein de la famille malgache, en effet, chaque membre de la famille, en tant qu'individu plongé dans la culture, est appelé à vivre la gratuité, c'est-à-dire l'accueil, le dialogue, le service dans la mise en place de la valeur du *fihavanana*. Celui-ci, et cela a déjà été souligné antérieurement, se base sur le respect profond du lien vital qui unit l'homme malgache à son prochain. <sup>1466</sup> Cela veut dire que le *fihavanana* déteste la séparation due à l'isolement, à la solitude et à la discrimination. La séparation prive celui qui s'en va de toute force et enthousiasme, de tout soutien et amitié, de la force de l'union. C'est dans le respect de la culture malgache du *fihavanana* que chacun se respecte d'une manière exemplaire : respect de la personnalité de l'autre, respect en parole, respect qui conduit à être tolérant, indulgent, calme ; respect qui pousse à la réciprocité en affection. <sup>1467</sup>

Ce qu'il faut reconnaître chez les Malgaches, c'est que l'esprit de communion, de solidarité, de relation, d'entraide et de soutien mutuel est tellement profond et ancré que le sens de la famille ne peut être limité à sa seule dimension nucléaire. La famille est conçue dans un sens large si bien que le *fihavanana*, comme lien vital entre les enfants et parents, s'étend aux époux, aux frères et sœurs ; aux membres plus ou moins proches de la famille : grands-parents, oncles, cousins et cousines et autres apparentés ; aux personnes en relation

---

<sup>1460</sup> *Compendium de la doctrine sociale*, n° 238.

<sup>1461</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1462</sup> Cf. A.-V. MUKENA KATAY, *Dialogue avec la religion traditionnelle africaine*, L'Harmattan, Paris, 2007, p. 110.

<sup>1463</sup> Cf. *supra*, Le *fihavanana* comme source de solidarité, p. 22.

<sup>1464</sup> Cf. J.-L. MOENS, *Charité, justice et paix. Un défi pour l'évangélisation*, op. cit., p. 108.

<sup>1465</sup> Cf. *ibid.*, p. 109.

<sup>1466</sup> Cf. *supra*, Les valeurs culturelles du *fihavanana* malgache, p. 21.

<sup>1467</sup> Cf. Mgr A. RAZAFINDRATANDRA, *Inculturation de la catéchèse. Les méthodes de la proclamation de la Bonne Nouvelle du salut* (intervention lors de l'assemblée spéciale du Synode des Evêques pour l'Afrique, Rome, 1994, nn° 44- 63.)

d'autorité, de subordination, de service, d'affaires, de voisinage, etc.<sup>1468</sup> Les membres de la famille, surtout les parents, veillent à ce que soit respecté le sens du *fihavanana*. L'apostolat confié par Vatican II à la famille en tant que cellule vitale de la société, en ce qui concerne l'hospitalité, les bons services à l'égard des frères nécessiteux, l'accueil des étrangers, la bienveillance envers les vieillards<sup>1469</sup>, trouve dans la famille malgache un terrain favorable à sa réalisation effective.

La famille malgache participe activement au rétablissement de la valeur culturelle du *fihavanana* en train de disparaître. Pourtant la prise de responsabilité de la famille au sein de la société malgache, en vue du bien commun de tous, ne s'arrête pas à ce cadre du domaine socioculturel mais s'étend ainsi au domaine ecclésial.

L'engagement responsable de la famille dans le cadre de l'éducation et de la formation joue un rôle très important pour la prise en compte de la dignité de la personne humaine. Au service de cette mission, de quels lieux dispose l'Eglise pour assurer l'éducation et la formation de l'homme ?

#### **8.2.1.2 Les établissements scolaires catholiques**

Benoît XVI souligne que les écoles catholiques sont de précieux instruments pour apprendre à tisser dans la société, dès l'enfance, des liens de paix et d'harmonie par l'éducation aux valeurs traditionnelles africaines et malgaches.<sup>1470</sup> Et nous sommes tous convaincus que pour développer un pays, la mise en place de l'éducation et de la formation est à la fois indispensable et incontournable. En conséquence l'Eglise catholique donne la priorité à toutes ces institutions, y compris les établissements scolaires catholiques, qui peuvent s'occuper de l'éducation et de la formation.

A Madagascar, les établissements scolaires catholiques tiennent une place importante dans le domaine de l'éducation. Ces établissements sont des lieux qui forment les élèves et les étudiants sur le plan physique, intellectuel et spirituel. Ils sont ainsi préparés à prendre leur part de la nouvelle évangélisation. Toutes les étapes de la formation scolaire sont concernées : les écoles primaires, les collèges d'enseignement secondaire, les écoles techniques et professionnelles, les écoles supérieures telles que les universités et les instituts, etc.

L'existence de ces établissements scolaires au sein de la nation est la contribution apportée par l'Eglise à la culture de l'ensemble du peuple. L'école en général contribue à l'éducation, «...elle est spécialement, en vertu de sa mission, le lieu de développement assidu des facultés intellectuelles, en même temps qu'elle exerce le jugement, elle introduit au patrimoine culturel hérité des générations passées, elle apprend le sens des valeurs, elle prépare à la vie professionnelle. De plus elle constitue comme un centre où se rencontrent pour partager les responsabilités de son fonctionnement et de son progrès, familles, maîtres, groupements de tous genres créés pour le développement de la vie culturelle, civique,

---

<sup>1468</sup> Cf. supra, Le *fihavanana* comme source de solidarité, p. 22.

<sup>1469</sup> Cf. VATICAN II, Décret sur l'apostolat des laïcs *Apostolicam actuositatem*, n° 11.

<sup>1470</sup> Cf. BENOÎT XVI, *L'engagement de l'Afrique*, p. 109.

économique, politique et religieuse, la société civile et enfin toute la communauté humaine ». <sup>1471</sup>

L'importance numérique et sociologique des écoles catholiques et leur augmentation constitue un apport appréciable à l'éducation et à la formation d'une conscience politique, car l'école catholique se trouve quasiment présente partout sur l'Île. Si cette présence s'avère nécessaire, elle ne suffit pas. Il faut également que le système éducatif soit capable de répondre aux besoins de la société malgache face à la crise sociopolitique qui blesse le pays depuis quelques décennies. Pour répondre à ces besoins, l'Eglise catholique doit améliorer le système d'éducation et de formation en matière politique. Pour commencer, elle doit encourager les chrétiens, les jeunes en particulier, à se dédier aux sciences de l'éducation en vue de transmettre un savoir épris de vérité, un savoir-faire et un savoir-être animés par la doctrine sociale de l'Eglise. <sup>1472</sup> Il convient également de créer des universités catholiques là où elles n'existent pas encore, puisque celles-ci ont un rôle très important à jouer dans la préparation des chrétiens, des jeunes en particulier, à s'engager dans la gestion des affaires publiques selon l'esprit de la doctrine sociale de l'Eglise au service du bien commun. A cet effet, il est indispensable pour l'Eglise de proposer aux étudiants dans les universités catholiques une formation à la doctrine sociale de l'Eglise, l'objectif étant de préparer déjà ces étudiants à avoir un esprit bien animé par la morale sociale chrétienne lorsqu'ils s'engagent dans l'activité politique.

A cette présence des établissements scolaires catholiques, aussi efficaces que soit leur concours pour un projet éducatif intégral, il importe d'ajouter les communautés ecclésiales de base dont on ne peut pas minimiser l'importance au sein de la société.

### **8.2.1.3 Les communautés ecclésiales de base**

La pratique de la justice et de la charité doit se réaliser dans le domaine de la politique. Benoît XVI disait que la politique est le champ dans lequel le chrétien peut vivre la charité. <sup>1473</sup> La communauté ecclésiale de base est le lieu où le chrétien peut apprendre à pratiquer la politique de la justice, de la charité et de l'amour. C'est toujours dans la communauté ecclésiale de base qu'il peut faire en sorte de vivre la solidarité de base. Celle-ci est cette manifestation dans le quotidien, de l'amour du prochain, de l'attention que l'on porte aux besoins des nécessiteux. Cet esprit de partage et de solidarité est déjà ancré dans la conception traditionnelle malgache et africaine. Chaque personne doit cultiver le sens du recevoir et du donner, c'est-à-dire ce que tu as reçu, tu dois aussi le partager. <sup>1474</sup> Vatican II nous rappelle à cet effet : Partout où se trouvent ceux qui souffrent du manque de nourriture et de boisson, de vêtements, de logement, de remèdes, de travail, d'instruction, de moyens de mener une vie vraiment humaine, ceux qui sont tourmentés par les épreuves ou la maladie, ceux qui subissent l'exil ou la prison, la charité chrétienne doit les reconforter avec empressement et les soulager par une aide adaptée. <sup>1475</sup>

---

<sup>1471</sup> VATICAN II, Déclaration sur l'éducation chrétienne *Gravissimum educationis*, n° 5.

<sup>1472</sup> Cf. BENOÎT XVI, *L'engagement de l'Afrique*, p. 174.

<sup>1473</sup> Cf. BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, n° 7.

<sup>1474</sup> Cf. A.-V. MUKENA, *Dialogue avec la religion traditionnelle africaine*, op. cit., p. 111.

<sup>1475</sup> VATICAN II, Décret sur l'apostolat des laïcs *Apostolicam actiositatem*, n° 8.

A Madagascar, il est de la tradition des chrétiens, surtout des petites communautés ecclésiales de base, de faire des visites à domicile aux malades pour prier pour et avec eux, les soulager et les réconforter. Cela englobe aussi le fait de présenter les condoléances aux familles frappées par un deuil ; d'accueillir les nouveau-nés et les nouveaux venus dans le quartier ou le secteur.<sup>1476</sup> Tout cela se fait au nom du *fhavanana* pour consolider toujours davantage la fraternité et la solidarité chrétiennes. Au niveau de la paroisse, autant que faire se peut, étant donné la dégradation de la vie économique, les chrétiens, animés par la Caritas paroissiale ou par d'autres mouvements, organisent différentes œuvres de charité.

Dans les campagnes, où la paroisse possède des champs cultivables, les chrétiens s'adonnent parfois à des travaux collectifs pour soutenir leurs enseignants, pour assurer le denier du culte, pour contribuer aux œuvres de la paroisse. Certains ont même entrepris des travaux d'intérêt commun, consentis généreusement pour le bien de tous<sup>1477</sup> : aménagement des voies de communications locales, reboisement, adduction d'eau, création de coopératives de production, services sanitaires, etc. La solidarité se traduit ainsi en actes, dans le cadre habituel de la vie sociale, pour lutter contre la misère et le sous-développement. C'est dans ce sens que l'Eglise catholique peut raffermir la pratique de la politique de la charité, c'est-à-dire donner à la charité sa dimension politique. La transformation des structures exige en effet la solidarité, la collaboration et la puissance communautaire. Pour pouvoir vivre et mettre en pratique celles-ci, il faut qu'il y ait les mouvements ou les associations ecclésiales comme un champ d'apprentissage.

#### **8.2.1.4 Les mouvements et associations ecclésiales**

Au sujet de la présence du chrétien au monde, le concile Vatican II déclare dans le décret sur l'apostolat des laïcs : La mission de l'Eglise n'est pas seulement d'apporter aux hommes le message du Christ et sa grâce, mais aussi de pénétrer et de parfaire par l'esprit évangélique l'ordre temporel.<sup>1478</sup> A ce sujet, nombreuses sont les possibilités, les formes et les modalités par lesquelles les laïcs peuvent vivre, assumer et accomplir leur responsabilité politique au sein de l'Eglise et dans le monde.<sup>1479</sup> Ils jouissent d'une certaine liberté dans leur action et peuvent prendre des initiatives qui répondent aux exigences de l'Evangile.

A Madagascar, sous l'impulsion et la coordination de la Commission épiscopale, les mouvements de l'Action catholique embrassent toutes les catégories d'âges, les divers milieux et sont présents aussi bien dans les campagnes que dans les villes. On peut remarquer la présence de ces mouvements en divers milieux sociaux tels que les jeunes ouvriers chrétiens (TAMPIKRI), l'Action catholique indépendante (ACI) et les associations des jeunes ruraux (FTMTK).<sup>1480</sup> Tous ces mouvements, grâce à l'animation de la Commission épiscopale pour l'apostolat des laïcs, ont reçu une formation et une éducation tant humaine que spirituelle en vue de la promotion intégrale de la personne humaine et l'instauration de la justice. Les laïcs sont exhortés à prendre leurs responsabilités dans les milieux respectifs, et à s'engager

<sup>1476</sup> Cf. Cardinal RAZAFINDRATANDRA, *Satan'ny Komitim-piangonana*, (Statuts de comité ecclésiale), Antanimena, Antananarivo, n° 60.

<sup>1477</sup> Cf. J. TIERSONNIER, *Au cœur de l'Ile rouge*, op. cit., p. 106.

<sup>1478</sup> Cf. VATICAN II, Décret sur l'apostolat des laïcs *Apostolicam actiositatem*, n° 5.

<sup>1479</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1480</sup> Cf. Cardinal RAZAFINDRATANDRA, *Discours pour l'ouverture de la Librairie Catholique*, Diocèse d'Antananarivo, 1993.



dans la vie du pays.<sup>1481</sup> Tous les laïcs, particulièrement ceux qui sont engagés dans les mouvements, les associations ou autres groupes, sont invités à la construction d'une société de justice, de liberté, de solidarité et de fraternité.

Les mouvements de l'Action catholique unis aux autres groupes, associations et commissions sont les forces vives de l'Eglise.<sup>1482</sup> En tant que tels, ils sont les premiers responsables de la réalisation de la mission de l'Eglise dans le monde et surtout dans le domaine politique. En conséquence, la conférence épiscopale ne cesse d'exhorter les laïcs à avoir le courage et la volonté de travailler pour le bien commun de tous.<sup>1483</sup>

### **8.2.2 Une éducation et formation orientées vers la concrétisation du bien commun**

Depuis le concile Vatican II, l'Eglise catholique insiste beaucoup sur la nécessité de l'éducation en général et de la formation politique. C'est travers elles qu'elle peut améliorer la prise de responsabilités des laïcs et de la communauté politique qui sont au service du bien commun.<sup>1484</sup> Vatican II le dit bien : « Pour que les citoyens soient en mesure de jouer leur rôle dans la vie de la communauté politique, on doit avoir un grand souci de l'éducation civique et politique ». <sup>1485</sup> C'est par l'éducation civique et politique que l'Eglise peut préparer les citoyens à s'engager et à participer activement à la vie politique.

Les établissements catholiques sont des lieux privilégiés pour former les fidèles à leur engagement politique. Cela passe par un renouvellement de la pédagogie et du contenu de l'enseignement donné en conformité avec les normes de la morale et de l'éthique de l'Evangile. Car une école catholique en tant qu'«...établissement confessionnel est créé avant tout pour promouvoir les valeurs culturelles et notamment celles qui s'apparentent aux valeurs évangéliques ». <sup>1486</sup> Cependant tout le monde est conscient qu'il n'est pas facile de parvenir à cet objectif. Former les jeunes gens à posséder l'art du discernement est donc indispensable.

#### **8.2.2.1 Former et instruire pour avoir le sens du discernement**

Exhorter le chrétien à s'engager dans la vie politique fait partie de la mission sociale de l'Eglise. Mais s'engager dans la gestion des affaires politiques requiert un art du discernement. Faire de la politique, c'est prendre la responsabilité de servir l'autre dans la charité et l'amour et de ne viser que ce qui est le bien de tous.<sup>1487</sup> En raison de son importance, les chrétiens qui s'approprient à assumer cette charge doivent bien se former. Car le niveau de formation assure la réussite du bien commun. C'est la raison pour laquelle à Madagascar, l'Eglise doit déployer tous ses efforts pour former les citoyens à être capables de discerner, de juger et d'agir avec conscience professionnelle : «...considérer son métier et exécuter exactement ce qui est requis par la profession ». <sup>1488</sup> Il s'agit d'abord de former les

<sup>1481</sup> Cf. G. NAVONE, *Enseignement social de l'Eglise et pratique pastorale*, in ACM, n° 4 (2004), p. 144.

<sup>1482</sup> Cardinal RAZAFINDRATANDRA, *Satan'ny Komitim-piangonana* (Statut de comité ecclésiale), op. cit., n° 27.

<sup>1483</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Engagés dans les affaires nationales*, p. 203.

<sup>1484</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 74, 1.

<sup>1485</sup> Cf. *ibid.*, n° 75, 6.

<sup>1486</sup> B. GANTIN, *Devoir d'Etat et conscience professionnelle*, dans R. GOUDJO, *Discours social des évêques du Bénin. De 1960 à 2000*, op. cit., p. 38.

<sup>1487</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *A propos du développement : Lutter contre la pauvreté et l'exploitation*, in ESM Vol. VII (2006-2010), p. 111.

<sup>1488</sup> B. GANTIN, *Devoir d'Etat et conscience professionnelle*, dans R. GOUDJO, *Discours social des évêques du Bénin*, op.cit., p. 38.

chrétiens à choisir leurs dirigeants en connaissance de cause, puis à agir selon la justice et la charité. Par des établissements soucieux de dispenser un enseignement qui ouvre aux valeurs du travail bien fait, à l'honnêteté, la responsabilité et la créativité, l'initiative personnelle, l'esprit de famille et d'équipe, l'Eglise apporte à la société des citoyens responsables. La mise en valeur de la foi contribue beaucoup au déploiement des valeurs culturelles et politiques. C'est le beau défi que se propose l'enseignement catholique.

Former et instruire font partie de la tâche de l'Eglise envers les laïcs. Un engagement fructueux implique des laïcs formés et instruits, à la fois humainement et spirituellement. Ces deux aspects sont indissociables pour un engagement équilibré, et en même temps complémentaires. Pour se garder de tout dérapage dans l'engagement politique, les chrétiens doivent se laisser conduire par l'esprit évangélique, à la lumière de la foi.<sup>1489</sup>

Pour atteindre l'objectif, c'est-à-dire avoir des personnes bien formées, l'Eglise doit faire appel à tous les moyens disponibles pour la formation chrétienne. Les prêtres, choisis pour la formation des laïcs, sont appelés à mettre en œuvre toutes les ressources dont ils disposent, les associations chrétiennes, les cercles d'études et les exercices spirituels. Ils seront eux-mêmes attentifs aux directives de l'Eglise catholique en matière socio-économique et politique en faveur du bien commun et du progrès social, avec un esprit de responsabilité et de discernement. Pour réaliser de tels objectifs, l'Eglise catholique à Madagascar élaborera un projet afin de relever les défis qui se présentent à elle : créer un cercle de réflexion pour pouvoir évaluer et améliorer les activités d'éducation et de formation dans chaque diocèse ; renforcer et améliorer la mise en place des APV (*ankohom-piangonana velona* ou communautés ecclésiales vivantes) au sein de toutes les paroisses et des diocèses. C'est là que se formeront des fidèles laïcs responsables. Pour cette raison, des efforts seront déployés pour associer ce levier de la foi aux us et coutumes et aux valeurs malgaches telles que la solidarité, la fraternité, l'entraide, le *fihavanana*. L'Eglise aura le souci de mettre à la disposition de la formation des chrétiens tous les moyens en sa possession pour atteindre ces objectifs.<sup>1490</sup> A cet impératif programme sur le sens du discernement s'ajoute une autre exigence : éduquer des personnes dignes et responsables.

#### **8.2.2.2 Eduquer des personnes dignes et responsables**

Tous les hommes, sans distinction et surtout les enfants, au nom de la dignité humaine, ont le droit d'avoir accès à une éducation qui leur permette de développer leur personnalité et leurs talents. Dans le cadre général plus large de cette éducation, l'homme a le droit de revendiquer une instruction de base ainsi qu'une formation technique ou professionnelle correspondant au degré de développement du pays auquel il appartient. Il faut qu'il puisse accéder à un degré plus élevé d'instruction et d'éducation et accéder dans la société à des postes et à des responsabilités aussi adaptés que possible à ses talents et à sa compétence.<sup>1491</sup> Pour arriver à ce stade, l'Etat joue un rôle très important parce qu'il doit mettre en place un modèle d'éducation qui garantisse et assure l'égalité des chances pour tous. Les parents doivent prendre au sérieux leur responsabilité d'encourager leurs enfants à développer au

<sup>1489</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *A propos du développement : Lutter contre la pauvreté et l'exploitation*, p. 112.

<sup>1490</sup> Cf. *ibid.*, pp. 112-113.

<sup>1491</sup> Cf. O. BERANGER, *Un siècle du christianisme social*, in *Questions actuelles*, n° 8, Juillet-Août 1999, p. 27.

maximum leurs talents. C'est leur devoir de soutenir leurs enfants dans leurs études et de leur procurer l'atmosphère familiale nécessaire pour le travail scolaire.<sup>1492</sup>

La Conférence épiscopale de Madagascar affirme très justement que la famille est la base de l'éducation. Une famille forte et remplie d'amour est à même d'affronter les aléas de la vie. Parents d'élèves et écoles doivent travailler ensemble et seront partenaires dans l'éducation pour la réussite du projet éducatif. C'est ce qui fait dire à Mgr Odon Razanakolona : « L'école catholique pourra être utilisée par l'Eglise comme pépinière de gens responsables et animés par la foi et l'amour de Dieu dans l'accomplissement de leur devoir ».<sup>1493</sup> L'éducation ne peut que conduire les chrétiens à découvrir toutes les implications de la grâce de leur baptême et d'en vivre.<sup>1494</sup>

Dans les pays en voie de développement, la croissance rapide de la population est l'un des facteurs majeurs qui grève le développement. Pour résoudre ce problème, les pays déjà développés proposent la limitation des naissances par l'emploi de contraceptifs. L'Eglise trouve ces solutions en contradiction avec la loi morale. Elle propose que, pour la limitation des naissances, les parents soient bien formés, et qu'ils aient «...un niveau de responsabilité conforme à la morale et vraiment humain qui, sans négliger l'ensemble des circonstances, tienne compte de la loi divine ».<sup>1495</sup> Pour réguler le nombre des enfants, il importe d'ouvrir les couples à la paternité responsable. En cela, l'Eglise catholique a sa part de responsabilité. Améliorer l'information en tous ces domaines par un enseignement adéquat dans les écoles, Instituts supérieurs et Universités catholiques est une des priorités pastorales. C'est à travers la promotion de la qualité de la formation et de l'éducation dans ces écoles qu'on peut atteindre l'objectif qui n'est autre que de façonner des individus dignes et responsables. Cette prise de conscience du sens des responsabilités permet à chaque citoyen d'apporter sa contribution au développement du pays.

### 8.2.2.3 Le développement implique un éveil des citoyens

Madagascar est un pays encore sous-développé, à la recherche des moyens qui fassent décoller son développement. Face à ce problème vital pour l'avenir, l'Eglise prend sa part de responsabilité pour aider le pays, en harmonie avec la constitution *Gaudium et spes* : « Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve écho dans leur cœur ».<sup>1496</sup> C'est là un texte de référence qui met en valeur l'urgence de s'affronter au sous-développement dans lequel vivent des millions d'êtres humains. Et Paul VI souligne, dans son encyclique *Populorum progressio*, la nécessité pour l'Eglise de mettre la priorité sur une action solidaire en faveur du développement intégral de l'homme.<sup>1497</sup> Pour lui, la solidarité est à la fois la clé et la force vitale qui permettent à l'homme de parvenir au vrai développement.

---

<sup>1492</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1493</sup> Mgr. O. RAZANAKOLONA, *Message du synode de l'archidiocèse d'Antananarivo*, novembre 2008, in ESM, Vol. VII (2006-2010), p. 108.

<sup>1494</sup> Cf. *ibid.*, p. 109.

<sup>1495</sup> *Gaudium et spes*, n° 87.

<sup>1496</sup> *Ibid.*, n° 1.

<sup>1497</sup> Cf. PAUL VI, *Populorum progressio*, n° 1.

Cependant apprendre à être solidaire et à vivre ensemble n'est pas facile, il faut une éducation et une formation de base solide.

En continuité à ce dernier document, Jean Paul II valorise dans son encyclique *Sollicitudo rei socialis* le caractère éthique et culturel de la problématique du développement et, du même coup, la légitimité et la nécessité de l'intervention de l'Eglise. En cela l'Eglise n'outrepasse pas son domaine de compétence et encore moins le mandat reçu du Seigneur. C'est au nom de sa mission de service, distincte de la fonction de l'Etat, qu'elle se préoccupe du sort des personnes. Elle ne peut jamais être indifférente à la souffrance et aux angoisses des peuples.<sup>1498</sup> La solution aux problèmes du sous-développement requiert la coopération des différentes communautés politiques.<sup>1499</sup> Ces problèmes doivent être affrontés avec une détermination ferme, car le développement n'est pas seulement une aspiration, mais un droit.<sup>1500</sup>

Ainsi l'Eglise à Madagascar ne peut laisser de côté le domaine du développement du peuple. Elle doit s'en préoccuper. Elle prend conscience qu'un des aspects de l'évangélisation est de se conformer à l'agir du Christ, en éveillant tout un chacun à vivre en être responsable. Chaque individu est invité à développer ses conditions de vie et celles de sa famille. Cela passe par la formation professionnelle, source de facilitation pour trouver des emplois. En vue d'une meilleure participation de la population au développement, l'Eglise pense indispensable de favoriser une bonne connaissance de la Constitution et de la loi électorale pour que chaque citoyen devienne de plus en plus libre et conscient de ses responsabilités. Car pour Paul VI, chaque individu est, en tant qu'être doué d'intelligence et de liberté, responsable de sa croissance comme de son salut.<sup>1501</sup> Cela signifie que chacun doit faire un effort personnel en vue de son développement et de son épanouissement personnel tant économique que moral et spirituel. Cette croissance n'est pas un choix facultatif mais ennoblit l'homme et donc s'impose à lui comme un devoir.<sup>1502</sup>

A Madagascar un constat s'impose : sous l'effet du désordre et de la rivalité politique incessante, la détérioration de la paix sociale s'accroît, l'unité sociale vivifiée par la valeur culturelle du *fihavanana* est en train de disparaître.<sup>1503</sup> Il est donc nécessaire de créer des cercles d'étude et de réflexion pour partager les expériences permettant de construire la paix sociale. La restauration de la paix sociale requiert la stabilité politique tant au niveau local que national. La stabilité politique est nécessaire à la relance économique, sans laquelle il est quasi-impossible de penser au vrai développement. La vie harmonieuse pour toute la nation a besoin de paix et de stabilité politique, socles sur lesquels la création d'emplois et les investissements des entreprises peuvent s'appuyer.

La lutte pour l'alphabétisation doit être une autre grande priorité du programme de l'Etat ou des organismes non-étatiques. Ce combat est l'un des piliers du développement, il en

---

<sup>1498</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 6.

<sup>1499</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 446.

<sup>1500</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1501</sup> Cf. PAUL VI, *Populorum progressio*, n° 15.

<sup>1502</sup> Cf. *ibid.*, n° 16.

<sup>1503</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale Madagascar, *Tout désaccord implique un accord*, in ESM, Vol. VI (2001-2005), p. 114.

est de même de la protection des droits de l'homme. La gestion ou la répartition équitable des richesses nationales figure parmi les priorités des engagements politiques. Que personne ne soit exclu et que tous puissent participer activement à une bonne gouvernance et que chaque famille en soit bénéficiaire.<sup>1504</sup> C'est là une priorité incontournable pour un vrai développement. Cet objectif s'accompagne d'un éveil à oser prendre des initiatives personnelles qui sont sources d'un vrai développement.

#### **8.2.2.4 Eveiller aux initiatives personnelles**

L'économie malgache se caractérise globalement par une tendance récessive à cause de la chute du produit intérieur brut (PIB).<sup>1505</sup> Malgré une démographie florissante, des ressources naturelles et des conditions sociales plus avantageuses que la plupart des autres pays d'Afrique subsaharienne, le pays s'enfonce dans la pauvreté. C'est pourquoi, afin de pouvoir relancer l'économie et le développement du pays, la prise de responsabilité de chaque individu ou chaque citoyen est indispensable. Car il importe que chaque individu soit conscient qu'il est responsable du développement du pays. Dans cette perspective, le *Compendium* considère la liberté de la personne humaine dans le domaine économique comme valeur fondamentale et comme un droit inaliénable à promouvoir et à protéger.<sup>1506</sup> Chaque individu a le droit d'initiative économique c'est-à-dire d'user ses talents en vue du bien commun de tous.<sup>1507</sup>

L'initiative personnelle à laquelle exhorte l'Eglise tient une place importante dans les pays en voie de développement, elle construit la personnalité créative du citoyen dans tous les domaines de la vie sociale. Chaque citoyen développe ainsi sa personnalité et accroît son indépendance économique.<sup>1508</sup> En ce sens, les pays en voie de développement deviennent autonomes dans les choix économiques qui correspondent à leur potentiel agricole et industriel sans avoir à dépendre des pays développés.

L'initiative personnelle est un facteur de développement. Le pape Jean Paul II affirme : «...le développement requiert surtout un esprit d'initiative de la part des pays qui ont besoin d'eux-mêmes. Chacun d'eux doit agir en fonction de ses propres responsabilités, sans tout attendre des pays plus favorisés, et en travaillant en collaboration avec les autres qui sont dans la même situation. Chacun doit exploiter et utiliser autant que possible l'espace de sa propre liberté. Chacun devra aussi se rendre capable d'initiatives répondant à ses problèmes de société».<sup>1509</sup> Cette exhortation de Jean Paul II est un encouragement à prendre ses responsabilités pour agir en cohérence avec ses potentialités et ses valeurs culturelles traditionnelles. Il va de soi qu'un vrai développement est lié à ce que Vatican II proclame : « Ce sont les chrétiens d'Afrique eux-mêmes qui doivent prendre des initiatives dans le contexte de leur engagement dans les réalités temporelles de leur continent, tout en respectant les directives et les principes de l'Eglise dans l'ordre de la hiérarchie ecclésiale ».<sup>1510</sup> Dans cette perspective, Benoît XVI, dans son exhortation apostolique, réservée à l'Afrique, s'aligne

<sup>1504</sup> Cf. Mgr. O. RAZANAKOLONA, *Message du synode de l'archidiocèse d'Antananarivo*, p. 113.

<sup>1505</sup> Cf. S. URFER, *Le doux et l'amer*, op. cit., pp. 190-191.

<sup>1506</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale*, n° 336.

<sup>1507</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1508</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise. Une éthique économique pour notre temps*, op. cit., p. 219.

<sup>1509</sup> JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 44.

<sup>1510</sup> *Gaudium et spes*, n° 86.

avec l'idée de Jean Paul II en affirmant : « L'Eglise de Dieu en Afrique et dans ses îles, y compris Madagascar, doit développer un système de développement interne pour prendre en charge leurs besoins ». <sup>1511</sup>

En un mot, quand il s'agit de la concrétisation du vrai développement en vue du bien commun de tous, ceci est quasi-impossible sans l'engagement individuel de chaque citoyen. Cependant il ne suffit pas d'avoir un esprit d'initiative, il faut également avoir un esprit bien formé et éduqué capable de mettre en mouvement cet esprit d'initiative. De là découle l'importance de l'éducation et de la formation. Ainsi le devoir de l'Eglise catholique est d'exhorter chaque citoyen à prendre conscience que sa prise d'initiatives individuelles tient une grande place dans le développement du pays. Pour faciliter la prise de conscience de l'importance de cet engagement, il est de la responsabilité de l'Eglise catholique de renforcer, pour les laïcs déjà engagés ou préparés à s'engager dans la gestion des affaires publique, la connaissance de la doctrine sociale.

#### **8.2.2.5 Renforcer la diffusion de la doctrine sociale de l'Eglise**

Notre pays, Madagascar, a perdu des repères quasiment sur tous les plans : politique, économique, social et environnemental. <sup>1512</sup> Parce que l'Eglise a une forte conviction que c'est dans la doctrine sociale qu'on peut trouver des solutions appropriées aux problèmes subis par le pays concernant le développement intégral de la personne humaine, elle affirme dans le *Compendium* : « Les chrétiens savent qu'ils peuvent trouver dans la doctrine sociale de l'Eglise les principes de réflexion, les critères de jugement et les directives d'action sur la base desquels promouvoir un humanisme intégral et solidaire ». <sup>1513</sup>

L'Eglise pense que diffuser cette doctrine constitue une priorité pastorale authentique. Parce que la diffusion de la doctrine sociale de l'Eglise aide les laïcs engagés dans les affaires sociales à avoir des repères leur permettant d'interpréter la réalité sociale et de chercher des voies appropriées dans la mise en œuvre des principes d'action. <sup>1514</sup> Pour cette raison, le *Compendium* affirme que l'enseignement et la diffusion de la doctrine sociale font partie de la mission d'évangélisation de l'Eglise <sup>1515</sup> et, surtout en matière sociopolitique, économique, culturelle et environnementale. Dans cette perspective, l'Assemblée spéciale pour l'Afrique du Synode des Evêques reconnaît l'utilité du *Compendium* dans sa tâche d'évangélisation sur le continent et ses îles. Elle ajoute que le *Compendium* est un guide complet sur la mission et le mode de vie comme « maîtresse » et « levain » dans le monde et son ordre social. <sup>1516</sup>

En raison de l'importance de la doctrine sociale, les pères synodaux demandent à l'Eglise catholique en Afrique et à Madagascar :

- de prendre soin de proposer un programme de formation basé sur la doctrine sociale en vue de promouvoir l'engagement des fidèles laïcs, ayant vocation et

---

<sup>1511</sup> BENOIT XVI, *L'engagement de l'Afrique*, p. 155.

<sup>1512</sup> Cf. supra, Les impacts négatifs des violations des principes de l'éthique politique, p. 94.

<sup>1513</sup> *Compendium de la doctrine sociale*, n° 7.

<sup>1514</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Face à l'avenir*, in ESM, Vol. VI (2001-2005), p. 173.

<sup>1515</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1516</sup> *Deuxième assemblée spéciale du Synode des évêques pour l'Afrique*, n° 18.

mission principale dans tous les domaines des affaires sociales : politiques, économiques, culturelles et environnementales<sup>1517</sup> ;

- de proposer que la doctrine sociale de l'Église devienne obligatoire dans les programmes de formation des prêtres et des consacrés, de même dans la formation et les activités des fidèles laïcs en service dans l'Eglise et la société.<sup>1518</sup>

Il nous semble que le renforcement de l'enseignement de la doctrine sociale, pour les responsables impliqués dans la conduite des affaires politiques, économiques et culturelles, leur permettrait de faciliter et de promouvoir le processus de mise en œuvre des principes d'action et de valeurs de référence de la doctrine sociale<sup>1519</sup> en vue du bien commun de tous. Pour ces raisons, nous pouvons dire que l'apprentissage de la doctrine sociale de l'Eglise pour les fidèles laïcs et surtout pour ceux qui s'engagent à la gestion des affaires publiques à Madagascar est indispensable pour la promotion de leur engagement sur tous les plans. Malgré tout cela, pour obtenir un bon résultat dans le processus de la réalisation du bien commun, dans un pays comme Madagascar manquant encore d'associations fortes, la mise en place à travers le pays de celles-ci s'avère nécessaire.

### **8.3 La nécessaire création d'associations ecclésiales en vue du bien commun au sein de la société malgache**

Face au non-respect des droits des employés et aux exigences de la doctrine sociale pour la promotion et la défense de ces droits, l'Eglise catholique se doit de trouver des solutions adéquates et appropriées pour résoudre ces problèmes, parmi lesquelles, la nécessité de multiplier la création des associations ecclésiales. Car celles-ci jouent un rôle très important dans l'accomplissement de la mission de l'Eglise en matière sociopolitique. Dans la mesure où les différents lieux d'éducation et de formation affiliés à l'Eglise sont insuffisants, celle-ci doit créer des associations en vue de susciter sa mission sociale et politique. La création d'associations est une nécessité en vue de promouvoir et de protéger l'engagement des laïcs dans tous les domaines de la vie sociale en faveur du progrès social et surtout de la réalisation du bien commun.<sup>1520</sup>

#### **8.3.1 La nécessaire promotion des associations ecclésiales**

Mais la fondation d'associations, si elle s'avère incontournable pour la promotion de l'engagement social des laïcs en faveur du bien commun, doit satisfaire à certaines conditions. Ces conditions doivent être conformes aux besoins du temps présent et capables de prendre en considération le droit et la place des associations ecclésiales au sein de la société malgache.

##### **8.3.1.1 Du droit de susciter des associations ecclésiales**

Historiquement, d'après l'analyse de Naudet, vers la moitié du 19ème siècle, en France, les ouvriers n'avaient pas le droit de fonder ou d'intégrer les syndicats parce qu'il y avait l'interdiction des corporations.<sup>1521</sup> C'est à partir de cette situation que s'est forgée la

---

<sup>1517</sup> Cf. *ibid.*, n° 37. Cf. aussi *Compendium de la doctrine sociale*, n° 12.

<sup>1518</sup> Cf. *ibid.*, n° 18.

<sup>1519</sup> Cf. *supra*, Chap. V, Les principes d'action et valeurs de référence de la doctrine sociale en vue du bien commun, p. 131.

<sup>1520</sup> Cf. M. RAMAHOLIMIHASO, *Qui montre le droit chemin communique la vie*, op. cit., p. 166.

<sup>1521</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise. Une éthique économique pour notre temps*, op. cit., p. 249.

doctrine sociale de l'Eglise. Dans la tradition de l'Eglise, déjà depuis l'époque de saint Thomas d'Aquin, ajoute-t-il, il y a la reconnaissance du droit d'association. Or le syndicalisme était une forme particulière d'association.<sup>1522</sup> Par définition, les associations sont un groupement de personnes qui ont un objectif commun. L'éventail des associations est large : professionnel, religieux, politique, économique, social et culturel. La conviction de l'Eglise, grâce à sa doctrine sociale, est que les hommes ont le droit de s'associer. Ce principe affirmé, reste à savoir en quoi consiste ce droit, et sur quoi il se fonde.

Ce droit n'est pas une nouveauté. Pour Léon XIII, la liberté de créer des associations est un bon moyen pour défendre et protéger les intérêts des travailleurs face aux patrons, pour participer à la promotion des intérêts communs. « De cette tendance naturelle, comme d'un germe, naissent la société civile d'abord, puis au sein même de celle-ci, d'autres sociétés qui, pour être restreintes et imparfaites, n'en sont pas moins des sociétés parfaites ».<sup>1523</sup> Pour Léon XIII, le droit de créer des associations, qu'elles soient publiques ou privées, est un droit naturel.

Jean XXIII met en avant le critère de la tendance naturelle à la socialisation. Celle-ci est la conséquence de l'évolution de la vie sociale : « Cette évolution résulte cependant aussi d'une tendance naturelle et presque incoercible : celle-ci porte les hommes à s'associer spontanément pour atteindre des biens désirables pour chacun, mais hors de portée des individus isolés. Sous l'effet de cette tendance, spécialement ces derniers temps, ont surgi de toute part, dans le cadre national ou au plan international, des groupements, des sociétés et des institutions ou de caractère économique, social, culturel, récréatif, sportif, professionnel ou politique ».<sup>1524</sup> L'homme est naturellement porté vers son prochain pour s'associer avec lui afin d'atteindre un bien commun hors de portée de l'individu isolé. La fin de l'association, qu'elle soit publique ou privée, est le bien commun. La promotion du bien commun dans une société est de la responsabilité de tous les citoyens. Tout citoyen a le droit de participer à la réalisation du bien commun, qu'il soit individuel ou collectif. Le droit de créer des associations découlant du caractère social de l'homme, est une exigence du droit de participation. Dans sa réflexion sur les droits de l'homme, Jean XXIII affirme que, «...du fait que l'être humain est ordonné à la vie en société découle le droit de réunion et d'association, celui de donner aux groupements les structures qui paraissent mieux servir leurs buts, le droit d'y assumer librement certaines responsabilités en vue d'atteindre ces mêmes buts ».<sup>1525</sup> Le droit de réunion et d'association, ainsi que le droit d'organisation sont fondés sur la nature sociale de l'homme. Les hommes s'associent dans des buts bien précis. Ces buts seront atteints dans la mesure où chaque membre de l'association assume librement ses responsabilités. C'est dans ce sens que Paul VI parle de la société politique. Il rappelle au chrétien qu'il a le devoir de participer à la vie de la société politique. Paul VI a bien défini qu'étant «...être social, l'homme construit son destin dans une série de groupements particuliers qui appellent, comme leur achèvement et comme une condition nécessaire de leur

---

<sup>1522</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1523</sup> LEON XIII, *Rerum novarum*, n° 37, 1.

<sup>1524</sup> JEAN XXIII, *Mater et magistra*, n° 60.

<sup>1525</sup> JEAN XXIII, *Pacem in terris*, n° 23.



développement, une société plus vaste, de caractère universel, de la société politique ». <sup>1526</sup> La société politique est une société à caractère universel. Elle est une exigence des sociétés particulières formées par l'homme à cause de son caractère social. La tendance naturelle de l'homme, qui le conduit à créer des associations ou des sociétés particulières, est aussi à la base de cette ouverture des sociétés particulières vers la société politique à caractère universel.

Le droit de créer des associations fait partie du droit naturel, qui s'inscrit dans le contexte plus vaste de l'ensemble des droits de l'homme. C'est dans ce sens que Jean Paul II fait mention des droits des travailleurs : « Si le travail, aux divers sens du terme, est une obligation, c'est-à-dire un devoir, il est aussi en même temps une source de droits pour le travailleur. Ces droits doivent être examinés dans le vaste contexte des droits de l'homme, droits qui lui sont connaturels, dont beaucoup ont été proclamés par diverses instances internationales et sont toujours davantage garantis par les Etats à leurs citoyens ». <sup>1527</sup> Le travail est un devoir de l'homme. <sup>1528</sup> Le fait de travailler n'est pas un choix facultatif mais un devoir et un droit naturel. Par conséquent, le droit de créer des associations, particulièrement reconnu aux travailleurs, est donc un droit naturel. En tant que droit naturel, tous les travailleurs ont le droit de protéger leurs intérêts à travers la création de syndicats.

Par ailleurs, Jean Paul II parle du droit d'associations lorsqu'il analyse l'importance de la place des syndicats. A propos de ces droits, il dit que « ...sur le fondement de tous ces droits et en relation avec cette nécessité où sont les travailleurs de les défendre eux-mêmes, se présente un autre droit : les droits d'associations, c'est-à-dire le droit de s'associer, de s'unir, pour défendre les intérêts vitaux des hommes employés dans différentes professions. Ces unions portent le nom de syndicats ». <sup>1529</sup> Les travailleurs peuvent s'unir de différentes manières pour défendre leurs intérêts. Les syndicats constituent une forme d'associations ayant pour objectif la défense des intérêts vitaux des travailleurs. Il est nécessaire pour les travailleurs de défendre leurs droits. Donc le droit de créer des associations n'est pas une obligation mais c'est une nécessité pour le travailleur, parce qu'étant membre d'une association, il a le droit d'être protégé par le droit de celle-ci. L'association devient une arme pour les travailleurs, que ce soit dans leur engagement social ou la revendication de leurs intérêts.

Là où les travailleurs n'ont pas la capacité ou la compétence de créer des syndicats ou des associations qui défendent leurs droits au travail comme dans le cas des travailleurs malgaches, c'est à l'Eglise de les en informer. Elle est dans son rôle en suscitant une prise de conscience chez les travailleurs du rôle des syndicats et des associations en matière de droit. Pourquoi ce rôle a-t-il été confié à l'Eglise ? L'Eglise, en tant qu'institution sociale indépendante, a le devoir de protéger et même de plaider pour faire reconnaître ce droit en cohérence avec la doctrine sociale depuis Léon XIII. La protection du droit des travailleurs par l'Eglise n'a d'autres objectifs que le bien commun des travailleurs et du progrès social.

---

<sup>1526</sup> PAUL VI, *Octogesima adveniens*, n° 24.

<sup>1527</sup> JEAN PAUL II, *Laborem exercens*, n° 16, 1.

<sup>1528</sup> Cf. *ibid.*, n° 16, 2.

<sup>1529</sup> *Ibid.*, n° 20, 1.

### 8.3.1.2 Des associations pour favoriser la vie sociale.

Autrefois le rôle de l'Eglise était exclusivement centré sur la préoccupation du salut de l'âme. Elle ne tenait pas compte de ce qui concernait le monde toujours considéré comme impur et corrupteur. De là vient la conception neutre voire négative de l'Eglise à l'égard du monde.<sup>1530</sup> Mais depuis le concile Vatican II, la donne a changé parce que la réflexion théologique s'est tournée vers la théologie du changement social, c'est-à-dire une théologie qui s'oriente à partir de l'insertion des principes chrétiens dans la vie concrète des hommes enracinés dans l'épaisseur du monde. L'Eglise a donc mission de servir le monde.<sup>1531</sup> C'est la raison pour laquelle l'Eglise, face aux exploitations diverses des travailleurs par les patrons et l'application déraisonnable des mesures d'austérité de l'Etat, exhorte les citoyens à créer des associations afin qu'ils puissent défendre leurs intérêts. L'Eglise est présente aux associations qui s'impliquent directement dans la vie du monde. Sur ce point, le Concile Vatican II a bien précisé que « ... parmi ces associations, il faut en premier lieu considérer celles qui favorisent et mettent en valeur une union plus intime entre la vie concrète de leurs membres et leur foi ». <sup>1532</sup> L'évolution et les exigences sociales obligent l'Eglise à promouvoir les associations qui visent à l'animation chrétienne de l'ordre temporel.

A Madagascar, il existe très peu d'associations de ce genre, et donc, leur création est à encourager. Car en l'absence de contrepoids suffisamment organisés tels que les syndicats et les associations fortes, c'est l'excès de pouvoir et l'absence de contrôle qui engendrent les abus et l'arbitraire de la part de l'Etat. Cette carence favorise également des intérêts abusifs dus à des personnes ou à des groupes minoritaires. Pour pouvoir empêcher les comportements contestables de ceux qui détiennent le pouvoir, il revient à l'Eglise de proposer des solutions efficaces. Comme solutions, il convient que les Conférences épiscopales, les évêques dans chaque diocèse ainsi que les prêtres dans toutes les paroisses du pays aident les associations chrétiennes à s'organiser. Par ailleurs, l'Eglise a le devoir de favoriser l'unité entre tous ses membres et ceux-ci devront veiller à être animés du même esprit au service d'un objectif commun. Qu'ils soient conscients qu'ils sont appelés à apporter leur contribution à la réalisation du bien commun.

A ce propos, Jean Paul II parle beaucoup des structures de l'évangélisation<sup>1533</sup>, dans le document post-synodal *Ecclesia in Africa*. Dans un des chapitres, il englobe l'ensemble des paroisses, des mouvements et des associations, des écoles, des Universités et des Instituts supérieurs. Ces structures doivent servir de lieux de formation à la dimension politique pour les chrétiens. Il suggère que la paroisse soit, « ... par nature le milieu de vie et le lieu de culte habituel des fidèles, que les mouvements et les associations de chrétiens soient prioritairement les lieux de formation spirituelle et aussi d'union fraternelle pour un témoignage de l'Evangile ». <sup>1534</sup> Il souhaite également que les écoles catholiques soient « ... à la fois lieux d'évangélisation, d'éducation intégrale, d'inculturation et d'apprentissage au dialogue de vie entre jeunes de religions et de milieux sociaux différents » <sup>1535</sup>, que les Universités et Instituts

<sup>1530</sup> Cf. J.-M. AUBERT, *Vivre en chrétien au XXème siècle*, op. cit., p. 139.

<sup>1531</sup> Cf. *ibid.*, p. 140.

<sup>1532</sup> VATICAN II, Décret sur l'apostolat des laïcs *Apostolicam actiositatem*, n° 19.

<sup>1533</sup> JEAN PAUL II, *L'Eglise en Afrique*, nn° 99-103.

<sup>1534</sup> *Ibid.*, nn° 100-101.

<sup>1535</sup> *Ibid.*, n° 102.

supérieurs catholiques soient «...un signe de la croissance de l'Eglise en tant qu'ils intègrent les vérités et les expériences de la foi, et aident à les interioriser ».<sup>1536</sup> Tous ces lieux peuvent servir de lieux de formation des chrétiens à la dimension politique. Ce sont des structures de formation et d'éducation que l'Eglise possède déjà et qui sont à la jointure du spirituel et du temporel. Si l'Eglise s'efforce de mettre l'accent sur l'importance de la création des associations impliquées dans la vie concrète du monde, c'est pour favoriser l'engagement social de laïcs chrétiens et la montée d'une génération de chrétiens aptes à prendre des responsabilités dans la société malgache.

### **8.3.1.3 La mise en place des responsabilités des principales associations**

La prise de responsabilité des associations joue un rôle substantiel au sein de la société malgache. Il est nécessaire d'éduquer des laïcs chrétiens à l'exercice de responsabilités en faveur du bien commun. A Madagascar, au niveau ecclésial, à part de petites associations rattachées à l'Eglise, il y a aussi les associations ou commissions reconnues internationalement telles que Caritas et Justice et Paix. Ces commissions, en tant qu'associations humanitaires, tiennent une place importante dans la société malgache. Dans le territoire malgache ces commissions, au niveau national, sont sous la responsabilité de la Conférence épiscopale malgache qui assure la coordination des diverses activités entreprises par les commissions diocésaines ramifiées jusque dans les paroisses.

Depuis 1990, sollicités par les documents des évêques, les chrétiens malgaches, formés dans le cadre des paroisses et les agents pastoraux s'éveillent à leur responsabilité pour la justice et la charité. Par là ils coopèrent au redressement et au développement de la nation. Ils s'engagent directement au niveau des collectivités territoriales décentralisées et assument souvent des charges assez importantes.<sup>1537</sup> Les paroisses aussi se lancent dans la création et le développement d'œuvres sociales (soutien aux plus démunis, aux marginaux), soit à caractère éducatif (surtout en faveur des jeunes), soit comme encouragement d'actions de développement (ateliers, ouvriers).<sup>1538</sup>

A part les actions d'ordre éducatif-caritatif, la Conférence épiscopale de Madagascar a recommandé particulièrement la création et le soutien, dans les diocèses, de la commission Justice et Paix, créée par le Pape Paul VI. Cette commission participe à l'instauration d'une société où la paix est le fruit de la justice. Elle aide les gens à surmonter la peur, grâce aux sessions de formation économique-socio-politique ; elle éduque les consciences, de façon à enrayer le laisser-aller, la corruption, les abus de toutes sortes. Elle promeut la collaboration de l'ensemble de la communauté chrétienne à une action constructive en faveur de la paix et du respect des droits humains.<sup>1539</sup>

#### **8.3.1.3.1 La responsabilité de la Caritas**

Pour faire régner la justice sociale et éradiquer la pauvreté, Benoît XVI, dans son exhortation apostolique pour l'Eglise en Afrique et dans ses Îles, a souligné qu'il est impératif de développer des relations de solidarité entre les différents diocèses et au sein des

<sup>1536</sup> Ibid., n° 103.

<sup>1537</sup> Cf. G. NAVONE, *Enseignement social de l'Eglise et pratique pastorale*, in ACM 4 (1991), p. 144.

<sup>1538</sup> Cf. *ibid.*, p. 145.

<sup>1539</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Le redressement de la nation*, p. 227.

Conférences épiscopales elles-mêmes. Ainsi, il y a une grande nécessité d'établir un fond de solidarité entre les différents diocèses au niveau continental à travers le réseau Caritas.<sup>1540</sup>

Les évêques de Madagascar, face à la pénurie, ont déclaré que le meilleur moyen pour lutter contre la pauvreté dans un pays en voie de développement comme le nôtre, n'est pas d'abord l'emploi de moyens techniques et de plans de développement. Ils invitent chacun à s'en sortir par ses propres moyens, à oser se mettre au travail. Les dons reçus passivement aggravent la passivité des miséreux et les fixent dans leur misère. C'est en faisant appel aux ressorts les plus nobles et les plus profonds de la personne humaine qu'on l'aidera à se libérer.<sup>1541</sup>

En parlant des objectifs de Caritas, les évêques de Madagascar ont repris les paroles de Paul VI : « Votre action ne peut se limiter à une simple distribution d'aides aux frères nécessiteux. Au-delà de cet aspect purement matériel de votre activité, se manifeste sa fonction éminemment pédagogique, son aspect spirituel, qui ne se mesure pas en chiffre et en budget, mais avec sa capacité de sensibiliser les Eglises locales et les fidèles au sens et au devoir de la charité conforme aux besoins des temps. Mettre à la disposition des frères ses propres énergies et ses propres moyens ne peut être seulement le fruit d'un élan émotif et contingent, mais doit être la conséquence logique d'une croissance dans la compréhension de la charité qui, si elle est sincère, doit se traduire en gestes concrets de communion avec ceux qui sont dans le besoin ». <sup>1542</sup>

Pour lutter efficacement contre la pauvreté, disent les évêques de Madagascar, tant de la part de ceux qui donnent que de ceux qui reçoivent, l'éducation, la sensibilisation à la prise de conscience des situations et des besoins effectifs des intéressés aideront les pauvres à devenir eux-mêmes protagonistes et responsables de leur développement. Caritas est donc cet organisme pastoral institué en vue de promouvoir, en collaboration avec d'autres organismes, le témoignage de la charité de la communauté ecclésiale, en conformité au temps et aux besoins effectifs, pour le développement intégral de l'homme.

La Caritas joue un rôle très important, selon la responsabilité que la Conférence épiscopale lui a confiée. Elle s'occupe de l'animation et de la coordination de la pastorale sociale, de la formation et du soutien des comités diocésains<sup>1543</sup> en vue de la recherche de la réalisation du bien commun et de la lutte contre la pauvreté. La pastorale sociale cherche à édifier la civilisation de l'amour et à construire la paix sur la justice en faveur du bien commun, à l'intérieur d'un nouvel ordre temporel. L'objectif principal de Caritas, concernant cette pastorale sociale, est de promouvoir une structure stable et dynamique. Elle est aussi sollicitée par la Conférence épiscopale en 2001, pour être présente dans les organismes de gestion de fonds voués au soutien de projets d'organisations non-gouvernementales (ONG), tout en veillant à ne pas dépasser ses véritables capacités de gestion.<sup>1544</sup>

---

<sup>1540</sup> Cf. BENOÎT XVI, *L'engagement de l'Afrique*, p. 156.

<sup>1541</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La participation des chrétiens à la vie sociale*, in ESM, Vol. II (1960-1975), p. 32.

<sup>1542</sup> PAUL VI, *Discours aux présidents diocésains de Caritas*, 28 septembre 1972.

<sup>1543</sup> Cf. Assemblée plénière de la Conférence épiscopale de Madagascar, in ACM 4 (2005), p. 14.

<sup>1544</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Lutter contre la corruption et promouvoir la justice*, p. 25.

Les œuvres sociales d'assistance, de formation ou de soutien à des actions de développement, entreprises par les paroisses, sont d'une étonnante variété et dignes d'admiration.<sup>1545</sup> La paupérisation grandissante depuis des décennies due aux gouvernants a vu augmenter le nombre des pauvres, surtout dans les grandes villes. S'y ajoutent les inévitables catastrophes et calamités naturelles (cyclones, inondations, sécheresses, etc.) qui frappent souvent le pays.<sup>1546</sup> Les communautés paroissiales sont débordées dans l'aide à apporter, faute de moyens financiers ou de personnel. Le premier réflexe est de faire appel à une communauté religieuse pour qu'elle assure la survie et le développement de l'œuvre ; ou bien on crée un organisme autonome de gestion, avec l'assurance d'un financement extérieur ; ou bien on laisse l'œuvre s'éteindre progressivement.<sup>1547</sup>

Quelques associations et centres sociaux, ayant eu l'autorisation des évêques, cherchent à promouvoir la formation des paysans, la formation professionnelle des jeunes et des adultes. Ils s'investissent dans l'éducation citoyenne de la population en vue de l'engagement dans les affaires publiques, la vie sociale et surtout politique.<sup>1548</sup> Mais il y a aussi des chrétiens, et ils sont nombreux qui, individuellement, en famille ou en groupes, témoignent vraiment de la charité et de la foi et qui œuvrent pour la libération, la promotion et le développement intégral de leurs compatriotes, même à l'insu du grand public.

#### **8.3.1.3.2 La responsabilité de Justice et Paix**

La commission Justice et Paix, à l'instar de Caritas, joue un rôle primordial. Celle-ci est constituée par des équipes, à la tête desquelles se trouve un prêtre nommé par l'évêque, pour assurer la formation des responsables (cadres d'Eglise : catéchistes, laïcs responsables de communautés ecclésiales, enseignants, dirigeants de divers mouvements de jeunes et d'adultes), l'animation et la coordination de toutes les activités, à tous les niveaux de la structure diocésaine. Le rôle de la commission est compris comme un moyen d'information et de formation : faire connaître la doctrine sociale de l'Eglise, déployer tous les efforts pour l'appliquer et la réaliser à tous les niveaux de la société. Ce rôle comprend la tâche d'identifier et d'étudier les problèmes concernant la justice et la paix ainsi que les droits de l'homme, le développement des collectivités en général et le développement intégral de l'homme ; d'exprimer une solidarité avec ceux qui souffrent de l'injustice et avec ceux qui se sentent lésés dans leurs droits ; d'orienter les programmes de formation des responsables laïcs en matière de justice et de paix.<sup>1549</sup>

La commission Justice et Paix donne des sessions de formation, par exemple sur la foi et le développement, sur la non-violence, sur la participation à la vie politique, sur le respect de l'environnement et sur le sens de la justice, etc. Elle travaille aussi activement, en collaboration avec les diverses commissions du FFKM, à la dénonciation des injustices et à la

<sup>1545</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Un moment crucial dans l'histoire de la Grande Île*. Allocution aux évêques de Madagascar, in ESM, Vol. III, p. 188 ; Cf. G. NAVONE, *Enseignement social de l'Eglise catholique*, op. cit., p. 145.

<sup>1546</sup> Cf. S. URFER, *Ny Fiangonana sy ny fiainam-pirenena* (L'Eglise et la vie nationale), op. cit., p. 473.

<sup>1547</sup> Cf. G. NAVONE, *Enseignement social de l'Eglise et pratique pastorale*, op. cit., p. 145.

<sup>1548</sup> Cf. S. URFER, *Ny Fiangonana sy ny fiainam-pirenena*, op. cit., pp. 472-479. Chaque Diocèse possède des centres ou des associations de ce genre, mais on peut citer parmi les plus connus le CAPR (Centre Artisanal de Promotion Rural), le CCEDM (Centre Chrétien d'Etudes pour le Développement à Madagascar).

<sup>1549</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Synthèse des réponses*, in ESM, Vol. VI (2001-2005), pp. 236-238.

sensibilisation du pouvoir à quelques problèmes cruciaux de l'époque tels la violation des droits humains, l'inexistence de la liberté d'expression (censure de la presse, monopolisation de l'information), la corruption, le vol des bœufs dont l'élevage est pourtant l'une des richesses du pays, l'expansion du marché des stupéfiants, le banditisme avec son cortège d'exactions, de violence, etc.<sup>1550</sup>

De même, la commission Justice et Paix est intervenue quand le gouvernement a pris une décision non conforme au bien commun de la majorité de la population. Ainsi, le 16 mars 2007, la commission Justice et Paix a condamné, d'une part, la précipitation du gouvernement à organiser le referendum, d'autre part, la remise en cause de la laïcité de l'Etat en faveur de la protection des intérêts individuels des tenants du pouvoir en place.<sup>1551</sup> Etant donné l'importance du rôle des associations, l'Eglise catholique, en tant qu'institution sociale indépendante, doit d'abord renforcer sa collaboration avec les différents corps de la société civile au sein de la société malgache pour que la réalisation du bien commun soit bien assurée. Cette collaboration doit se centrer sur la lutte contre le non-respect des droits de l'homme, de la démocratisation du pouvoir, de la justice sociale à travers les processus de monopoles qu'ils soient politiques ou économiques, de répartition inéquitable de la terre et de ses biens et surtout contre la corruption. Ensuite l'Eglise doit exhorter incessamment les citoyens, et notamment les chrétiens, à prendre des initiatives pour fonder des associations chrétiennes, animées par l'esprit de l'Evangile et afin de mettre en œuvre les principes de la doctrine sociale de l'Eglise. Car l'existence de ces associations peut changer la pratique politique malsaine des politiciens et sensibiliser le peuple à avoir le sens des responsabilités, du discernement et de la citoyenneté.

### **8.3.2 Les objectifs de la promotion des associations ecclésiales**

C'est grâce au savoir-faire des associations fortement implantées dans un pays en voie de développement comme la Grande Île, que le vrai développement social peut progresser. En raison de leur importance, il est indispensable de bien préciser quels sont vraiment les objectifs de la fondation des associations dans un pays comme Madagascar.

#### **8.3.2.1 Promouvoir la participation de la femme à la vie politique**

De nombreux auteurs, au cours des dernières décennies, ont décrit les inégalités qui pouvaient exister et perdurer entre hommes et femmes en Afrique, tant au Nord qu'au Sud du Sahara. Ces inégalités se manifestent en termes de scolarisation, de droit à l'héritage, de participation aux tâches domestiques et aux activités économiques et politiques.<sup>1552</sup> Madagascar, pays de l'Océan indien, rattaché géographiquement à l'Afrique, se distingue un peu de ce schéma. Sans que nous puissions parler d'une société totalement égalitaire, la société malgache accorde à la femme un statut et un rôle bien plus égaux que ceux accordés aux femmes africaines.<sup>1553</sup> Elles se trouvent déjà engagées dans la participation à

---

<sup>1550</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Non à la violence, oui à la réconciliation*, in ESM, Vol. VI (2001-2005), pp. 95-100.

<sup>1551</sup> Cf. Déclaration de la Commission de la Conférence épiscopale Justice et Paix, *Référendum : La population n'a pas d'idées claires*, in ESM, Vol. VII (2006-2010), p. 37.

<sup>1552</sup> Cf. C. GOISLARD, *Les femmes en quête de droits sur la terre, l'exemple de la zone sahélienne*, dans T. LOCOCH, *Documents et manuels du CEPED*, n° 5, Paris, 1996, p. 45.

<sup>1553</sup> Cf. *ibid.*, p. 47.

l'activité politique. Malgré tout cela, on constate encore qu'au sein de la société malgache, la participation de la femme à la scène politique reste trop faible et insuffisante. L'obstacle majeur à l'égalité effective de la femme se trouve, encore une fois, dans la mentalité et les modes de comportement imprégnés par des traditions ancestrales qui attribuent à la femme un rôle inférieur à l'homme.<sup>1554</sup> Cependant, pour développer un pays, il faut la participation effective de tous, y compris des femmes. Dans cette perspective, le Pape François dans son encyclique *Evangelii gaudium* affirme : « L'Eglise reconnaît l'apport indispensable de la femme à la société, par sa sensibilité, son intuition et par certaines capacités qui appartiennent habituellement plus aux femmes qu'aux hommes ».<sup>1555</sup> Par exemple, leur souci envers les autres, qui s'exprime de façon particulière, que bien non exclusive, dans la maternité. Il faut qu'elles participent donc activement pour que leur présence sur la scène politique devienne visible et significative.<sup>1556</sup> Pour parvenir à cet objectif, quelle peut être la contribution de l'Eglise catholique ?

Afin de donner des responsabilités effectives aux femmes malgaches en matière politique, les Eglises, en particulier l'Eglise catholique, doivent chercher des moyens plus efficaces pour obtenir un tel résultat. Tout d'abord, un premier pas sera de susciter des associations féminines, ce qui manque encore pour l'instant. Les femmes malgaches ont compris que la conquête de l'égalité et de la liberté d'expression est difficile individuellement. La femme en restant seule n'arrive pas à acquérir cette liberté. Par conséquent il leur faut passer par le moyen des associations. Ainsi, des associations, des ONG de femmes se créent dans différents domaines de la vie sociale où elles peuvent se faire entendre. Ces associations organisent des activités qui permettent aux femmes de protéger leurs droits et de sortir de leur statut de femme domestique ou de ménage, productive, nourricière de famille.<sup>1557</sup>

De nos jours, les femmes sont présentes dans la lutte pour les droits humains, pour les droits civiques, pour les droits à l'éducation, pour les droits d'égalité même non parfaite à la participation de la gestion des affaires publiques. Car elles sont conscientes qu'il ne suffit plus d'une présence symbolique quand il s'agit de la prise de décision politique en matière de gouvernement ou de gestion des affaires publiques. En effet, il faut une véritable représentativité capable de faire changer et bouger les situations enlisées. Pour ce faire, les femmes chrétiennes peuvent intégrer ces associations et faire part de la vision chrétienne de la promotion féminine. Leur intégration permet de renforcer les capacités en ressources humaines de ces associations.<sup>1558</sup>

Pour augmenter le nombre des femmes qui s'engagent dans l'activité politique, les chrétiens doivent promouvoir les associations de femmes dans les zones les plus reculées du pays. Limiter les associations de femmes aux seules zones urbaines est injuste. Avoir aussi des associations de femmes, composées uniquement de femmes juristes ou professionnelles de métier, est bien entendu une preuve de conscience d'une élite engagée, mais la politique

<sup>1554</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 72.

<sup>1555</sup> PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 103.

<sup>1556</sup> Cf. M. RAMAHOLIMIHASO, *Qui montre le droit chemin communique la vie*, op. cit., p. 178.

<sup>1557</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 73.

<sup>1558</sup> Cf. M. RAMAHOLIMIHASO, *Qui montre le droit chemin communique la vie*, op. cit., p. 179.

n'est pas seulement l'affaire des femmes lettrées. Elle est aussi le lot des femmes paysannes et villageoises. Voilà pourquoi l'Eglise doit conscientiser ces femmes, les aider à assumer leur rôle et leurs responsabilités pour l'évolution politique du pays. Aujourd'hui, trop peu de femmes occupent des postes dans les instances étatiques où se prennent des décisions politiques. Ce qui reste à oser est un vrai défi.

L'Eglise ne doit pas seulement lutter pour que les femmes occupent plus de place dans les postes de décisions politiques, mais elle peut aussi les soutenir, tant moralement que spirituellement, dans l'exercice de leur fonction et les aider à lutter efficacement contre les inégalités entre hommes et femmes. De plus l'Eglise peut aider également les associations de femmes à élaborer des stratégies adaptées pour inciter chez les femmes elles-mêmes le processus de changement de mentalité et d'attitude vis-à-vis de la politique. La prise de conscience des femmes, de leur responsabilité dans la gestion de la vie publique, peut entraîner un changement de mentalité, chez les hommes.<sup>1559</sup>

Enfin l'Eglise peut aider la femme à prendre conscience qu'elle est appelée à faire plus. L'engagement politique souhaité est celui fondé sur le principe de représentativité et surtout de complémentarité de la classe féminine, mais non pas seulement sur le principe d'égalité des sexes. C'est pourquoi la meilleure solution des Eglises malgaches, et en particulier de l'Eglise catholique, est d'inviter leurs fidèles à intégrer et à renforcer les associations féminines déjà existantes. L'accomplissement de cet objectif contribue beaucoup à la réalisation du bien commun et du développement de la société. Il ne suffit pas de promouvoir l'engagement politique de la femme pour la réalisation du bien commun. Il faut également que l'Eglise travaille à l'éducation de la société civile.

### **8.3.2.2 Promouvoir le développement de la société civile**

A Madagascar, l'existence de la société civile n'est pas très développée sur l'ensemble du pays. Actuellement, on constate qu'elle consiste en un nombre d'organisations qui observent, suivent et commentent l'évolution de la société et de la politique comme le SEFAFI et le KFM/CNOE, certaines ONG qui se comprennent comme partie de la société civile.<sup>1560</sup> Mais il ne faut pas oublier que le rôle de la société civile tient une place importante dans la concrétisation du bien commun de tous au sein d'une société donnée.<sup>1561</sup>

Lorsqu'on parle de la société civile, on parle de quelque chose toujours en évolution.<sup>1562</sup> L'évolution de la conception de la société civile est, de Léon XIII à Benoît XVI, bien présente dans la doctrine sociale de l'Eglise.<sup>1563</sup> A ce propos, Léon XIII, comme le rappelle J.-Y. Naudet, parle de la société civile dans un sens différent de celui de Benoît XVI. Pour le premier, la société civile s'oppose à la société ecclésiale. Elle inclut tout ce qui n'est pas religieux, aussi bien les corps intermédiaires, que l'Etat et la société politique.<sup>1564</sup> Tandis que Benoît XVI reprend la définition donnée par Pie XI et Jean Paul II. Pour eux, la société

---

<sup>1559</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1560</sup> Cf. *ibid.*, p. 157.

<sup>1561</sup> Cf. H. PUEL, *Caritas in veritate*, Une lettre encyclique de Benoît XVI sur le développement humain intégral dans la charité et la vérité, art. cit., p. 79.

<sup>1562</sup> J.-L. MOENS, *Charité, justice et paix*. Un défi pour l'évangélisation, op. cit., p. 228.

<sup>1563</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, op. cit., p. 229.

<sup>1564</sup> Cf. *ibid.*



civile est l'ensemble des corps intermédiaires qui comprennent les familles, les associations et les institutions religieuses ou les institutions économiques.<sup>1565</sup> En outre, Benoît XVI ajoute que la société civile n'est ni marchande, ni politique, car ce sont les familles, les associations de toutes natures, les groupements religieux, les ONG, ou les actions caritatives. Il ne manque pas de rappeler que les organisations syndicales se situent également dans la société civile.<sup>1566</sup>

Pour Benoît XVI, la prise en considération de la place de la société civile devient une condition sine qua non du développement d'un pays. Il précise bien que rendre sa place à la société civile, c'est une simple application du principe de subsidiarité. Celui-ci est une expression de l'inaliénable liberté humaine.<sup>1567</sup> Nier la subsidiarité, c'est en quelque sorte nier la liberté de l'homme, nier son droit d'agir de manière libre et responsable. Cela veut dire que si la société civile ne trouve pas sa place au sein de la société, il est difficile pour le citoyen d'assumer sa charge d'une manière libre et responsable. Ne pas prendre en considération la place de la société civile, c'est ne pas vouloir le développement et la réalisation du bien commun. Benoît XVI souligne encore que si le bien commun est le bien de « nous-tous » constitué d'individus, de familles, et de groupes intermédiaires, qui forment une communauté sociale<sup>1568</sup>, chaque groupe intermédiaire, y compris la société civile, est responsable de sa réalisation. Enfin la société civile est là pour combattre tout monopole que ce soit économique ou politique.<sup>1569</sup> Le monopole empêche non seulement la concurrence loyale de l'échange commercial mais aussi la mise en œuvre du principe de subsidiarité, c'est-à-dire la liberté de participer au développement de la société. Le respect profond des compétences et des prérogatives de chacun est l'une des conditions indispensables pour développement intégral de la personne humaine et la concrétisation du bien commun, selon le principe de subsidiarité.<sup>1570</sup>

Par ailleurs, la société civile est un élément caractéristique d'un Etat de droit.<sup>1571</sup> Ce dernier se construit en étroite relation avec la société civile. Cependant pour que la société civile puisse autant que possible lutter pour un Etat de droit, il faut qu'elle ait une forte vitalité. Or pour avoir cette vitalité, il faut que l'Etat prenne en considération son existence. De plus pour promouvoir le développement de la société civile, Anaclet Imbiky, juriste malgache, déclare que la pratique d'une politique de décentralisation effective s'avère nécessaire. La mise en œuvre de cette politique favorisera l'émergence de la société civile. La décentralisation peut aussi offrir aux populations et communautés locales des possibilités d'interventions directes dans les crises auxquelles elles sont les premières à faire face. Elle offre aussi une plus grande autonomie et des capacités de négociations élargies.<sup>1572</sup>

---

<sup>1565</sup> Cf. *ibid.*, p. 230.

<sup>1566</sup> Cf. BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, n° 64.

<sup>1567</sup> Cf. *ibid.*, n° 57.

<sup>1568</sup> Cf. *ibid.*, n° 4.

<sup>1569</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, op. cit., p. 236.

<sup>1570</sup> Cf. P. COULAGE, *Vers le bien commun*, op. cit., p. 75.

<sup>1571</sup> Cf. H. PUEL, *Caritas in veritate*, Une lettre encyclique de Benoît XVI sur le développement humain intégral dans la charité et la vérité, art. cit., p. 79.

<sup>1572</sup> Cf. A. IMBIKY, *Etat fédéré ou Etat unitaire*, conférence et débats politique et économiques organisés par la Télévision PLUS le 05 octobre 2012.

Il est indispensable de promouvoir l'existence de la société civile au sein d'une société comme la nôtre, à Madagascar. Car la société civile, organisée à travers ses corps intermédiaires, est capable de contribuer à la poursuite du bien commun en se situant dans un rapport de collaboration et de complémentarité efficace vis-à-vis de l'État et du marché, favorisant ainsi le développement d'une démocratie économique opportune.<sup>1573</sup> Le rôle des corps intermédiaires est donc de mettre en œuvre le principe de subsidiarité, c'est-à-dire de travailler depuis la base de la société en vue de la réalisation du bien commun.

Néanmoins il est évident que le rôle de l'Eglise n'est pas de constituer ou de fonder la société civile parce que cela ne relève pas de sa compétence. Mais son devoir est de se charger de son éducation et de sa formation pour qu'elle soit toujours, comme souligne *le Compendium*, le lieu où s'exercent la solidarité, la collaboration concrète et le dialogue fraternel.<sup>1574</sup> Ces principes expriment déjà la volonté de chacun de participer, d'une manière libre et responsable, au développement du pays. Pour atteindre l'objectif souhaité, il faut promouvoir l'éducation au dialogue politique.

### 8.3.2.3 Eduquer les citoyens au dialogue politique

Le dialogue joue un rôle très important au sein de la société. Le pape François, dans son exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, confirme la valeur substantielle du dialogue. Le dialogue social, dit-il, apporte une grande contribution à la restauration de la paix sociale.<sup>1575</sup> Ainsi pour parvenir à un vrai développement de l'être humain et procurer le bien commun, ajoute-t-il, le dialogue avec toutes les institutions, qu'elles soient étatiques ou non-étatiques est incontournable.<sup>1576</sup> L'Eglise catholique, en vertu de l'importance particulière, de ce dernier exhorte toujours à le prendre en considération. Benoît XVI souligne que l'Eglise doit promouvoir le dialogue comme une attitude spirituelle afin que les croyants apprennent à travailler ensemble, par exemple dans des associations, des mouvements orientés vers la paix et la justice, dans un esprit de solidarité, de confiance et d'entraide.<sup>1577</sup> Le dialogue devient donc comme le garant de la justice et de la paix. Grâce au dialogue, chaque être humain est capable de dépasser le repli sur soi et d'être à l'écoute de l'autre. Pour cette raison, l'Eglise catholique considère le dialogue comme un moyen pour résoudre les conflits, qu'ils soient confessionnels ou politiques.

Madagascar, depuis quelques décennies, vit dans une situation conflictuelle à cause de la crise politique à répétitions. En 1991, 2002 et 2009, le pays ne cesse de vivre des transitions, souligne S. Urfer, d'un système politique caractérisé par l'autoritarisme, l'incompétence et l'appauvrissement général, à un système et des pratiques censés respecter le suffrage universel et créer les conditions du développement économique et du progrès social.<sup>1578</sup> Cette transition a donné lieu, ajoute-t-il, à des oppositions entre les acteurs du régime antérieur qui, en dépit de leur échec, disposaient encore d'un vaste réseau d'influences, et les protagonistes d'un ordre nouveau, eux-mêmes partagés entre les

---

<sup>1573</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 356.

<sup>1574</sup> Cf. *ibid.*, n° 220.

<sup>1575</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, nn° 238-258.

<sup>1576</sup> Cf. *ibid.*, n° 238.

<sup>1577</sup> Cf. BENOÎT XVI, *L'engagement de l'Afrique*, p. 73.

<sup>1578</sup> Cf. S. URFER, *Le doux et l'amer*, op. cit., p. 191.

nostalgiques d'un passé révolu, et les partisans de politiques inédites et (les plus nombreux) opportunistes ou ralliés de la dernière heure.<sup>1579</sup>

En raison de cette situation conflictuelle, aucun parti ne dispose d'avantages déterminants. Pour un arbitrage indiscuté permettant de sortir de l'impasse, on a eu recours aux Eglises chrétiennes.<sup>1580</sup> C'est dire que les Eglises chrétiennes, à Madagascar, chaque fois qu'il y a eu une crise politique, c'est-à-dire des rivalités politiques entre les partis politiques au pouvoir et les opposants, ont joué un rôle d'arbitre en tant que *Ray aman-dReny*<sup>1581</sup>, « père et mère ». La responsabilité des Eglises, et en particulier de l'Eglise catholique, est de favoriser la conciliation entre les protagonistes politiques, par l'amélioration du dialogue politique. Par ce moyen la résolution des conflits sociopolitiques devient peut-être possible.

Un exemple : la réussite de la Conférence nationale du Bénin et sa transition démocratique est due au dialogue politique. Le principal acteur et promoteur du dialogue en est Monseigneur Isidore De Souza. D'abord la transition démocratique a été bien réglée. Ce succès de la Conférence nationale est à mettre au crédit des partis politiques dont aucun ne s'est retiré du dialogue préconisé comme chemin de sortie de crise. Un consensus a été trouvé pour valider le projet de loi de la révision constitutionnelle, des élections et des partis politiques. Pourquoi ont-ils réussi à obtenir un consensus ? C'est en acceptant de faire des concessions. C'est grâce au dialogue politique que le peuple béninois a su se donner les moyens d'organiser sa vie politique, et les orientations fondamentales de la gestion de son développement économique et social.<sup>1582</sup>

Dans le cas de Madagascar, durant les conflits politiques vécus de 1991 à 1993, dus aux élections manipulées de 1989, une exigence de vérité et de liberté d'expression se manifesta. Or les Eglises chrétiennes membres du FFKM, par leurs déclarations répétées et leur engagement dans les œuvres sociales, ont su gagner la confiance du peuple et être «...la seule force morale capable de rassembler les hommes de bonne volonté décidés à prendre en main le redressement de la nation ».<sup>1583</sup> Loin de rester indifférentes, les Eglises ont apporté une réflexion nouvelle, ouvrant la porte au dialogue politique entre les protagonistes pour sauvegarder le bien de l'unité nationale. Ce nouvel engagement est une Bonne Nouvelle, une amorce de nouvelle évangélisation, pour être la lumière du monde.<sup>1584</sup> Le rôle des Eglises du FFKM a été d'assurer une médiation pour ouvrir un dialogue politique entre le pouvoir et ce que l'on appelle les « forces vives ».<sup>1585</sup> Grâce à cette négociation et au dialogue politique mené par le FFKM à la fin du mois d'août 1991, les protagonistes purent mettre un terme aux conflits. Dès le 31 octobre 1991, une Convention a pu être signée par les deux protagonistes. Ce rôle joué par le FFKM n'a été contesté par personne, ni par l'ancien pouvoir, ni par les

---

<sup>1579</sup> Cf. *ibid.*, p. 192.

<sup>1580</sup> Cf. S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p. 175.

<sup>1581</sup> A propos de la notion de *Ray aman-dReny*, il faut souligner comment dans les conflits sociopolitiques, ces « autorités morales » jouent un rôle de médiation, dialogue, conciliation et arbitrage pour réinstaurer et rétablir les désordres sociopolitiques. Cf. B. HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar*, op. cit., p. 139.

<sup>1582</sup> Cf. M.-A. KOLAWOLE, *Conférence Nationale et autres processus de transition démocratique*, Cotonou Bénin, 19-23 février 2000, p. 13.

<sup>1583</sup> B. HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar*, op. cit., p.139.

<sup>1584</sup> Cf. *ibid.*, p. 140.

<sup>1585</sup> Cf. *ibid.*, p. 141.

forces de renouveau, ni par l'armée. On peut dire que le FFKM, grâce à son rôle médiateur, a réussi à mettre autour de la table des négociations des partis paraissant inconciliables.<sup>1586</sup>

L'importance du rôle des Eglises en Afrique et à Madagascar est déterminante dans le processus démocratique et la résolution des conflits. Reste à savoir comment l'Eglise peut contribuer au dialogue politique. Un dialogue, quel que soit sa nature, disait Paul VI, produit «...l'union de la vérité et de la charité, et de l'intelligence et de l'amour ».<sup>1587</sup> Le but d'un dialogue politique est d'arriver à un consensus autour de la vérité. Il exige des interlocuteurs l'intelligence, la charité et l'amour de la vérité. Paul VI affirme que la commission Justice et Paix a une mission apostolique à exercer dans le domaine sociopolitique. Créer un climat de dialogue dans une atmosphère de respect et d'amitié est sans doute la caractéristique essentielle de toute médiation de service.<sup>1588</sup> La commission Justice et Paix est éducatrice du dialogue tant à l'intérieur des Eglises chrétiennes qu'avec ceux qui croient en Dieu (juifs, musulmans, les adeptes des grandes religions afro-asiatiques), qu'avec les hommes et les femmes de bonne volonté, « qu'ils soient au-dedans ou au-dehors de son enceinte »<sup>1589</sup>, et avec toute l'humanité. Elle ne doit pas oublier que «...cette forme de rapport indique une forme de courtoisie, d'estime et de sympathie, de bonté de la part de celui qui l'entreprend ».<sup>1590</sup>

Enfin l'Eglise doit être consciente que son intervention est une participation à la recherche du bien commun. La Commission Justice et Paix, disait Jean Paul II, ne doit pas oublier que son rôle n'a pour objet que de participer à la promotion du bien commun dont la tâche principale revient toujours à l'Etat.<sup>1591</sup> D'où l'importance du rôle de l'Eglise en faveur de l'éducation des citoyens, à savoir contrôler les activités des décideurs du pays.

#### **8.3.2.4 Eduquer des laïcs associés au contrôle des activités des décideurs**

Il est incontestable que le premier responsable du contrôle des activités des décideurs, c'est-à-dire de ceux qui détiennent le pouvoir, selon la Constitution malgache, revient aux membres du parlement.<sup>1592</sup> Néanmoins cela n'empêche pas chaque citoyen de contrôler les activités des dirigeants parce que, dans un pays démocratique, la participation de chaque citoyen à la promotion de la mise en œuvre de la démocratie ne se limite pas seulement au moment du scrutin, mais cela va jusqu'à la prise en charge du contrôle des activités des dirigeants que l'on a mis en place. Cette prise en charge fait partie du devoir que chaque citoyen doit remplir à l'égard de la Nation en tant que citoyen et chrétien responsable. Sur ce point, Baudoin Roger reprend l'idée de Jean Paul II en déclarant que dans un Etat démocratique, les gouvernés, grâce au système démocratique, ont la possibilité de contrôler leurs gouvernants ou de les remplacer de manière pacifique lorsque cela s'avère nécessaire.<sup>1593</sup> Prendre des responsabilités est une preuve tangible de la maturité des chrétiens

---

<sup>1586</sup> Cf. *ibid.*, p. 143.

<sup>1587</sup> PAUL VI, *Ecclesiam suam*, n° 47.

<sup>1588</sup> Cf. *ibid.*, n° 49.

<sup>1589</sup> *Ibid.*, n° 53.

<sup>1590</sup> *Ibid.*, n° 46.

<sup>1591</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 48.

<sup>1592</sup> Cf. SEFAFI, *Une démocratie bien gérée, décentralisée et laïque, à quelles conditions ?* Foi & Justice, Communiqué, Antananarivo, 2005, p. 18.

<sup>1593</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 46 ; Cf. R. BAUDOIN, *Doctrine sociale de l'Eglise*, op. cit., p. 271.

à s'engager sur le terrain politique. Cet engagement est un devoir que tous doivent consciemment exercer, d'une manière responsable et en vue du bien commun.<sup>1594</sup> Pour les citoyens, la politique est une expression qualifiée et exigeante de l'engagement chrétien au service des autres.<sup>1595</sup> Dans l'engagement politique, il faut accorder un soin particulier à une formation adéquate pour exercer des mandats électifs reçus de la confiance des concitoyens, selon les règles démocratiques. Le système démocratique est à privilégier, car il permet d'assurer la participation des citoyens aux choix politiques, de contrôler effectivement leurs gouvernants, ou de les remplacer de manière pacifique lorsque cela se révèle opportun.<sup>1596</sup> La responsabilité des citoyens est de veiller à l'instauration pacifique des institutions du pays pour éviter la corruption et tout trafic des politiciens. Ce combat est à mener pour la réalisation du bien commun en faveur de tous les membres de la société.

Nous avons souligné dans la première partie de ce travail qu'en Afrique, y compris à Madagascar, beaucoup de politiciens, et surtout ceux qui sont au pouvoir, ont la tendance d'amender ou de réviser la Constitution non pas en faveur de l'intérêt commun mais seulement en faveur d'une minorité ou bien pour en retirer un intérêt personnel. Ainsi à Madagascar lors d'un changement de gouvernement, il a été remarqué que la première décision était de proposer un amendement de la Constitution dans le but d'en retirer ce qui fait obstacle aux intérêts des nouveaux venus.<sup>1597</sup>

Pour éviter cette pratique vicieuse, l'Eglise doit aider les citoyens à connaître le contenu de la loi fondamentale du pays. La Commission Justice et Paix mandatée par l'Eglise peut s'engager activement pour la défense des normes juridiques de la nation. Sa mission est, d'une part, de faire connaître les lois de l'Etat aux citoyens, et d'autre part de veiller sur toutes les lois et surtout la loi fondamentale. Elle doit vérifier régulièrement l'adéquation des textes de loi avec la situation concrète de la vie sociale, politique et culturelle et proposer dans la mesure du possible leur révision<sup>1598</sup>, si nécessaire, en vue de la réalisation du bien commun.

## Conclusion

En guise de conclusion, nous reprenons l'idée de Paul VI affirmant que « la mission de l'Eglise n'est pas seulement de rappeler des principes, de dénoncer toutes sortes d'injustices sociales et les dérapages politiques des politiciens, mais elle doit agir pour le bien de tous les peuples de Dieu à travers la prise de conscience plus vive de sa propre responsabilité et d'une action effective ».<sup>1599</sup> Cela démontre la nécessité de la prise de responsabilité politique de l'Eglise à l'égard de la société. Elle doit agir, par le biais de sa doctrine sociale, pour le bien commun de tous.

Pour accomplir un tel objectif, il est clair que l'engagement de l'Eglise, par le biais des laïcs, est indispensable. Le concile Vatican II réitère l'importance de l'engagement social des

---

<sup>1594</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 189.

<sup>1595</sup> Cf. *ibid.*, n° 565.

<sup>1596</sup> Cf. *ibid.*, n° 567.

<sup>1597</sup> Cf. *supra*, La pratique de centralisation des pouvoirs, p. 59.

<sup>1598</sup> Cf. SEFAFI, *Une démocratie bien gérée, décentralisée et laïque, à quelles conditions ?* op. cit., p. 19.

<sup>1599</sup> PAUL VI, *Octogesima adveniens*, n° 48.

laïcs sur tous les plans, à savoir sociaux, économiques, culturels, politiques et religieux. Les laïcs ont une responsabilité particulière, une mission qui ne concerne pas directement les prêtres ou les religieux : il s'agit d'orienter l'ordre temporel vers Dieu par le Christ.<sup>1600</sup> Bref, les laïcs doivent s'efforcer de favoriser la promotion intégrale de l'homme et son insertion active dans la société par son engagement dans la politique. Exhorter les laïcs à accomplir leur mission principale envers la société par son engagement politique est un devoir urgent et primordial de l'Eglise.<sup>1601</sup>

Dans leur action sociale, les chrétiens sont engagés au service de toute la Nation et apportent l'esprit de l'Evangile dans les structures sociales pour que, d'une part, la défense et la promotion de la personne humaine y soient effectives et efficaces et que, d'autre part, la réalisation du bien commun soit prioritaire. Néanmoins cela ne se réalise pas facilement si on ne met pas l'accent sur la priorité de la promotion de l'éducation et de la fondation des associations, qui est un des meilleurs moyens de développer et de promouvoir l'engagement politique de l'Eglise par le biais de la prise de responsabilité des laïcs au niveau de la gestion des affaires publiques et du contrôle des activités des gouvernants.

Au terme de ce chapitre, nous pouvons tirer un bilan des résultats de l'engagement politique de l'Eglise catholique au sein de la société malgache. Il est incontestable que l'Eglise catholique à Madagascar a déjà travaillé et travaille encore en vue de concrétiser le bien commun. Cependant vu la complexité de la réalité actuelle vécue par le pays, les résultats de son engagement pour la réalisation du bien commun sont encore peu palpables. Autrement dit, les fruits des engagements politiques qu'elle a déjà entrepris jusqu'à nos jours ne sont pas encore satisfaisants. C'est pourquoi, pour que l'engagement politique de l'Eglise soit satisfaisant, c'est-à-dire apporte des résultats positifs et concrets au niveau de la réalisation du bien commun au sein de la société malgache, elle doit orienter son agir pastoral en direction des aux besoins fondamentaux du pays. Pour réaliser cet objectif, il faut encore une nouvelle vision de la mission pastorale sociale de l'Eglise, par rapport aux directives et aux principes de la doctrine sociale, et surtout du *Compendium*, dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle évangélisation.

---

<sup>1600</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1601</sup> Cf. *supra*, L'engagement politique de l'Eglise : un devoir d'urgence, p. 236.

## CHAPITRE IX : LA CONTRIBUTION D'UNE NOUVELLE PASTORALE SOCIALE DE L'EGLISE CATHOLIQUE AU SERVICE DU BIEN COMMUN DANS LA SOCIÉTÉ MALGACHE

### Introduction

Au chapitre précédent, nous avons souligné la nécessité de promouvoir une intensification de l'engagement politique des laïcs par une présence pédagogique de l'Eglise dans les associations. Cet engagement politique des laïcs est indispensable ; il est le socle à partir duquel s'opère le développement intégral de l'homme et la réalisation du bien commun. A Madagascar, la présence des chrétiens s'étend sur toute la Grande Île. Ils tiennent une place importante dans l'éducation scolaire et la formation professionnelle en campagne et en ville. Cela est un atout pour l'éveil des laïcs au sens des responsabilités dans le domaine politique.

Malgré l'application des principes du *Compendium*, il est à déplorer de graves insuffisances d'une présence plus engagée des chrétiens dans le tissu social et politique du pays. La mission d'évangélisation de l'Eglise, dit le pape François, implique et exige une promotion intégrale de chaque être humain. Il ajoute que le rôle de la foi n'est plus restreint au seul domaine privé, en l'occurrence l'âme, mais prend en charge aujourd'hui le développement intégral de l'homme<sup>1602</sup> : promouvoir tout homme et tout l'homme.<sup>1603</sup> Il est incontestable que l'Eglise n'a pas de compétence particulière dans le champ politique.<sup>1604</sup> *Gaudium et spes* affirme : « Elle s'interdit ainsi d'intervenir directement dans les affaires politiques, mais se réserve le droit de porter un jugement moral, même en des matières qui touchent le domaine politique, quand les droits fondamentaux de la personne humaine l'exigent ». <sup>1605</sup> Et ce, lorsque l'ordre public, la paix, la liberté et l'égalité, le respect de la vie humaine et de la justice, la solidarité et l'environnement, ne sont pas respectés.

A Madagascar, la poursuite des efforts pour faire advenir une société plus juste reste un impératif même si des échecs ici ou là peuvent être décourageants. La manière dont le pays est gouverné depuis l'indépendance et ce par des gouvernants qui se disent chrétiens, ne se fait pas en fonction du bien commun. Dans cet échec, chacune des institutions, gouvernementale ou non, y compris l'Eglise, a sa part de responsabilité. Une question urgente se pose dès lors à l'Eglise : lui suffit-il de poursuivre l'actuelle orientation de sa pastorale sociale ? Le bien commun dont elle ne cesse de répéter qu'il est la finalité de toute sa mission au service du peuple ne l'oblige-t-il pas à penser une nouvelle approche plus authentiquement en consonance avec une réelle nouvelle évangélisation ? Comment la mise en œuvre du *Compendium* peut-elle aider à mettre la justice sociale au centre de la réalisation du bien commun ?

A la recherche de solutions adéquates pour résoudre ces problèmes, ce dernier chapitre se subdivise en deux points. Le premier consiste à présenter la dimension œcuménique de l'engagement politique des Eglises du FFKM. Dans ce paragraphe, nous essayerons d'insister

---

<sup>1602</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 181.

<sup>1603</sup> Cf. PAUL VI, *Populorum progressio*, n° 14.

<sup>1604</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 129.

<sup>1605</sup> *Gaudium et spes*, n° 76, 5.

sur le fait que dans un pays comme le nôtre, ruiné par la crise politique cyclique, une collaboration de l'ensemble des acteurs voulant promouvoir le bien de tous est indispensable. Cette collaboration inclut évidemment un renforcement de toutes les actions œcuméniques, tant l'immensité de la tâche requiert l'union de tous. Le second point consiste à montrer que l'Eglise catholique à Madagascar, face aux problèmes complexes du pays, doit envisager une nouvelle orientation des méthodes d'évangélisation du social au service du bien commun à la lumière de la doctrine sociale, car « il n'existe pas de véritable solution de la question sociale, hors de l'Evangile ».<sup>1606</sup> Cette nouvelle orientation d'évangélisation affecte toutes les dimensions de la réalité, à savoir la dimension politique, économique, culturelle, religieuse et environnementale.

### **9.1 La dimension œcuménique de l'engagement politique des Eglises du FFKM**

Nous avons souligné qu'à Madagascar, depuis quelques décennies, le pays vit dans la crise sociopolitique à répétitions. Celle-ci a des impacts négatifs sur tous les plans de la vie sociale. Pour rétablir donc la situation désastreuse vécue par le pays, il faut qu'il y ait une forte collaboration et coopération de toutes les institutions sociales existantes, y compris des Eglises. D'où la nécessité de la dimension œcuménique de l'engagement politique des Eglises du FFKM.

Cet appel à la collaboration, pour l'Eglise catholique, ne date pas d'aujourd'hui. Déjà le Concile Vatican II, par le décret sur l'œcuménisme *Unitatis redintegratio*, appelle tous les chrétiens des différents pays à renforcer leur collaboration. « Cette collaboration, déjà établie en beaucoup de pays, disaient les pères conciliaires, doit être sans cesse accentuée, là surtout où l'évolution sociale et technique est en cours, soit en faisant estimer à sa juste valeur la personne humaine, soit en travaillant à promouvoir la paix, soit en poursuivant l'application sociale de l'Evangile, soit encore par l'apport de remèdes de toutes sortes contre les misères de notre temps, telles la faim et les calamités, l'analphabétisme et la pauvreté, la crise du logement et l'inégale distribution des richesses ».<sup>1607</sup> Suite à cet appel conciliaire, en 1980, est officialisé le Conseil des Eglises chrétiennes à Madagascar, plus connu par son sigle malgache FFKM. Son premier objectif consiste à travailler ensemble pour la restauration de l'unité des Eglises chrétiennes, puis pour l'engagement social et politique au profit du pays.<sup>1608</sup>

À ce propos, le pape François nous rappelle aujourd'hui que l'évangélisation implique un chemin de dialogue. Celui-ci est, pour l'Eglise catholique, une des voies qui lui permet de travailler avec les autres Eglises, au service du plein développement de l'être humain.<sup>1609</sup> Dans cette visée, l'Eglise catholique à Madagascar a choisi de travailler avec les autres Eglises chrétiennes. Jadis seule, l'Eglise catholique avait clairement pris position sur les problèmes nationaux ; désormais, les quatre Eglises (catholique, réformée, luthérienne et anglicane) ont uni leurs voix, dénonçant déjà la dérive idéologique et les abus du régime

---

<sup>1606</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 41. Cf. aussi J.-L. MOENS, *Charité, justice et paix*. Un défi pour l'évangélisation, op. cit., p. 94.

<sup>1607</sup> VATICAN II, Décret sur l'œcuménisme *Unitatis redintegratio*, n° 12.

<sup>1608</sup> Cf. C.-R. RATONGAVAO, *Eglise et pouvoir à Madagascar*, op. cit., p. 41.

<sup>1609</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 238.



socialiste de *Ratsiraka* (1975-1991), puis aussi de tous les régimes successifs, même si les attaques les plus vives continuent d'émaner toujours de la seule Conférence épiscopale catholique.<sup>1610</sup> Comment et pourquoi les Eglises constituant le FFKM doivent-elles promouvoir ensemble leur engagement politique ? Leur engagement a-t-il des répercussions directes sur la réalisation du bien commun ?

### 9.1.1 L'origine et la finalité du FFKM

L'Eglise catholique s'est engagée de manière irréversible dans le mouvement œcuménique depuis le concile Vatican II et a encouragé tous les fidèles catholiques à prendre une part active à cet effort. Les divisions sont contraires à la volonté du Christ et sont pour le monde un objet de scandale.<sup>1611</sup> La Conférence des évêques de France, durant son assemblée plénière à Lourdes en 1993<sup>1612</sup>, réaffirme que le souci de l'unité n'est pas une préoccupation à côté d'autres mais qu'il touche l'ensemble de la vie ecclésiale. Tout ce qui est fait pour une plus grande fidélité de l'Eglise à l'Evangile favorise l'unité.

Un climat d'euphorie œcuménique au niveau international, notamment en Europe, a facilité l'émergence du FFKM. Depuis 1975 à Madagascar et dans beaucoup de régions tant à la périphérie que dans la capitale, des chrétiens de différentes confessions prient et fêtent ensemble.<sup>1613</sup> Ainsi, dès sa formation, le FFKM est devenu la seule institution ecclésiale répondant aux aspirations des communautés chrétiennes locales.<sup>1614</sup> De cette manière, plusieurs commissions de réflexion et d'activités ont vu le jour, dans les domaines de la théologie, de la vie sociale, économique et politique de la nation, de l'enseignement et l'éducation, des jeunes, des femmes.

La finalité du FFKM est d'être au service de la recherche de l'unité de l'Eglise. Voilà sa mission première. Les autres manifestations extérieures, considérées comme corollaires d'une telle finalité, sont les suivantes : le témoignage commun dans la vie politique nationale malgache, les différentes collaborations dans divers domaines (enseignement, développement, mouvement des jeunes...). Viennent s'y joindre les multiples initiatives prises pour la réconciliation nationale au service du bien commun.<sup>1615</sup>

#### 9.1.1.1 Le rôle interne du FFKM

Le FFKM, en tant que conseil des Eglises chrétiennes ayant une autorité morale, joue un rôle considérable au sein des Eglises elles-mêmes et de toute la Nation. L'assemblée plénière de l'épiscopat français souligne qu'il «...faudrait passer du régime de la séparation entre chrétiens à celui de la symbiose, construit sur la part de communion déjà existante et regardant en avant, vers une communion dans la foi ».<sup>1616</sup> C'est dans ce sens que le FFKM vise en priorité à se doter de structures internes pour assumer en cohérence les nouvelles

<sup>1610</sup> Cf. S. URFER et P. RAJERARISON, *Madagascar*, op. cit., p. 62.

<sup>1611</sup> Cf. VATICAN II, Décret sur l'œcuménisme *Unitatis redintegratio*, n° 1.

<sup>1612</sup> Cf. CONFERENCE DES EVEQUES DE FRANCE, *La famille, l'œcuménisme*, Centurion, Paris, 1993, pp. 205-206.

<sup>1613</sup> Cf. P. RAMINO, *Ny kristianina eto Madagasikara tonga eo amin'ny fahalehibeazana* (Les chrétiens malgaches atteignent l'âge de maturité), Ed. Ambozontany, Fianarantsoa, 1992, p. 425.

<sup>1614</sup> Cf. C.-R. RATONGAVAO, *Eglise et pouvoir à Madagascar*, op. cit., p. 41.

<sup>1615</sup> Cf. S.-D. ANDRIANIRINA, *Madagascar, des Eglises en dialogue*. Le point sur l'œcuménisme, in collection ISTA, n° 10, Antananarivo, 1990, p. 79.

<sup>1616</sup> CONFERENCE EPISCOPALE DE FRANCE, *La famille et l'œcuménisme*, p. 209.

missions qu'il se propose. Il convient de nous référer pour commencer au texte fondateur du conseil, et plus particulièrement aux articles 5 et 6. Ceux-ci stipulent que le FFKM favorise des relations plus profondes entre les Eglises membres, les invite à échanger les expériences vécues en matière de visites réciproques, d'éducation entreprise en commun, d'informations concernant les activités accomplies tant au niveau national qu'international.<sup>1617</sup> Par ailleurs, le FFKM accompagne également la collaboration entre les Eglises membres, pour que celles-ci puissent réaliser la formation œcuménique du peuple en vue du témoignage commun dans la vie quotidienne. Une telle formation se concrétise notamment par les radios, les télévisions, des journaux, des conférences.<sup>1618</sup>

Le FFKM est doté, tout d'abord, d'une fonction spéciale au service des Eglises malgaches dans leurs efforts œcuméniques communs. Son rôle n'est absolument pas tourné vers lui-même et vers son prestige en tant qu'institution constituée par le service des Eglises dans leurs progrès vers l'unité. Il est effectivement ici question d'un rôle de service évangélique. C'est la mission que le Christ a confiée à son Eglise. Le FFKM participe à cette tâche ecclésiale de favoriser l'unité de tous les chrétiens.<sup>1619</sup> En effet, les structures mises en place, les réflexions menées en commun, les décisions et les déclarations, les activités communes, les publications, les initiatives de formation œcuménique sont les moyens à travers lesquels le FFKM réalise sa mission. Le FFKM a pu largement accomplir cette fonction dès ses débuts, en 1980. Les résultats de ses efforts sont à vérifier dans la vie de chaque Eglise membre et dans le progrès de leurs convictions œcuméniques respectives. L'histoire du mouvement œcuménique à Madagascar a montré jusqu'à maintenant des résultats prometteurs, dans différents domaines et plus particulièrement au sein des Eglises membres du FFKM. Mais le rôle du FFKM ne se limite pas seulement à lui-même, son action s'étend largement à l'ensemble des aspects de la vie nationale. Le FFKM continue à exercer une fonction bien précise dans la société malgache.

#### **9.1.1.2 Le rôle externe du FFKM : son engagement dans la vie nationale**

Le FFKM en tant qu'institution œcuménique<sup>1620</sup> joue un rôle très important au sein de la Nation malgache. Depuis les origines, en particulier durant les périodes houleuses comme celle de la 2<sup>ème</sup> République, les autorités des Eglises ont exposé clairement leur position pour le bien commun de la nation : « L'Eglise se dresse pour proclamer le salut et pour faire régner la justice, le droit et la charité parmi tous les hommes, pour qu'ils deviennent des frères unis dans le Seigneur. Elle est la défense des faibles, de ceux qui sont dans le besoin, des exploités. Elle porte la vérité. L'Eglise est témoin du Christ pour annoncer le salut et promouvoir la justice et la charité. Quel que soit le choix politique d'une nation, en tout temps, en tout lieu, l'Eglise a le devoir de parler et d'œuvrer en vue de la justice et de la charité. L'Eglise est envoyée pour rendre les hommes libres de toute entrave : l'égoïsme et l'indifférence envers le malheur des autres. C'est le respect du droit de chaque homme et du peuple qui est la pierre angulaire sur laquelle elle doit construire la vie sociale malgache en vue du bien commun

---

<sup>1617</sup> Cf. STATUT du FFKM, art. 5.

<sup>1618</sup> Cf. *ibid.*, art. 6.

<sup>1619</sup> Cf. VATICAN II, Décret sur l'œcuménisme *Unitatis redintegratio*, n° 1.

<sup>1620</sup> Cf. S.-D. ANDRIANIRINA, *Madagascar. Des Eglises en dialogue*, op. cit., p. 85.

». <sup>1621</sup> Dans la réalisation de cet objectif, c'est l'ensemble des chrétiens malgaches qui s'engagent, quelle que soit leur appartenance ecclésiale. En effet, cet engagement s'ouvre largement jusqu'aux communautés chrétiennes de base du pays.

Depuis les années 1980, le FFKM s'est montré très actif dans le domaine non seulement ecclésial mais aussi politique. Au début, ses interventions ont été perçues par une bonne partie de l'opinion publique comme reprenant le rôle traditionnel du *raiamand-Reny* (parents), celui qui apporte une médiation dans un contexte de crise. <sup>1622</sup> Un peu plus tard, il a commencé à dénoncer les inégalités dans l'organisation du travail, la possession des biens, l'enseignement, le logement, la propriété, autant de distorsions qui augmentent l'écart entre les conditions de vie des pauvres et des riches. <sup>1623</sup> Le FFKM tient un langage prophétique, il analyse avec clarté et dénonce sans concessions les causes de la dégradation de la vie sociale : consommation d'alcool, de chanvre et d'autres stupéfiants, vols, meurtres, corruption, malversations de toutes sortes. Selon les responsables des Eglises, le pouvoir ne semble pas à la hauteur de ses obligations dans la lutte contre ces fléaux. Les Eglises, pour leur part, s'efforcent de mettre en garde les habitants contre toutes les dérives morales en les invitant énergiquement à la conversion, et à une vie sobre et laborieuse. <sup>1624</sup>

Devant la déliquescence de divers secteurs socioéconomiques, éducatifs et politiques du pays, le FFKM a tenu du 4 au 8 août 1982 un Congrès national sur le thème « Peuple malgache chrétien et redressement national », résumant en trois parties ses objectifs :

- le peuple malgache chrétien attaché au *fihavanana* dans la justice et dans le respect des droits de l'homme ;
- le peuple malgache chrétien face au redressement national dans le domaine de l'enseignement et de la formation ;
- le peuple malgache chrétien participant au redressement de l'économie nationale et assurant le développement dans la paix. <sup>1625</sup>

Comme conséquence des résolutions de ce congrès, le FFKM a engagé un dialogue avec les hommes d'affaires sur la situation économique, en mars 1984, et par deux fois avec les professeurs d'université sur l'avenir de l'enseignement, en 1985 et 1986. Un nouveau congrès national du FFKM a eu lieu en 1987, reprenant les sous-thèmes traités lors du premier congrès et insistant sur son rôle prophétique face au climat d'insécurité et de pauvreté. Le FFKM est, dans les crises sociopolitiques à répétitions qui secouent la Grande Île, en 1990, 2001 et même en 2009, alors que la tourmente semble balayer toutes les institutions, la seule institution qui reste debout comme médiatrice capable de réunir toutes les entités et tous les partis politiques susceptibles de dialoguer pour résoudre les problèmes. <sup>1626</sup> Il est amené à

---

<sup>1621</sup> Déclaration des responsables des Eglises chrétiennes de Madagascar, *Les maux qui nuisent à la nation*, pp. 59- 63.

<sup>1622</sup> Cf. C.-R. RATONGAVAO, *Eglise et pouvoir à Madagascar*, op. cit., p. 43.

<sup>1623</sup> Cf. Déclaration des responsables des Eglises chrétiennes de Madagascar, *Appel des Eglises chrétiennes à Madagascar à tous les Malgaches*, op. cit., pp. 251-253.

<sup>1624</sup> Cf. Déclaration des responsables des Eglises chrétiennes de Madagascar, *Les maux qui nuisent à la nation*, p. 62.

<sup>1625</sup> Cf. Déclaration des responsables des Eglises chrétiennes de Madagascar, *Peuple malgache chrétien et redressement national*, pp. 134-143.

<sup>1626</sup> Cf. B. HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar*, op. cit., p. 143.

prendre position sur la liberté politique, l'éthique politique et économique, la paupérisation, l'éducation et la formation de la jeunesse, les droits de l'homme.

Le FFKM s'engage beaucoup dans la vie nationale, malgré, parfois, la contestation de certains chrétiens laïcs auprès de la Conférence épiscopale catholique sur cet engagement politique d'un organisme ecclésial.<sup>1627</sup> En 1990, 2001 et 2009, sa position de médiateur lui a permis de rassembler les diverses mouvances idéologiques. Ces débats menés par le FFKM ont quasiment abouti à des résultats positifs dans la recherche de solutions face aux problèmes complexes subis par le pays.<sup>1628</sup> L'organisation d'une concertation nationale en 1993 est la preuve de sa possible efficacité.<sup>1629</sup>

Aujourd'hui le pape François affirme que le dialogue social contribue beaucoup à la restauration de la paix. Il ajoute que l'évangélisation même implique un chemin de dialogue.<sup>1630</sup> C'est dire que la prise en considération du dialogue social joue un rôle très important dans la réalisation de l'épanouissement intégral de la personne humaine et du développement d'un pays comme le nôtre. C'est dans cette ligne que jusqu'à maintenant le FFKM continue sa mission prophétique, comme médiateur et réconciliateur. Il ne cesse de donner la priorité au dialogue social en vue de restaurer l'unité et la paix sociale détruites par une crise politique interminable.

En dépit de l'engagement politique habituel de l'Eglise catholique avec le FFKM, face aux différents problèmes sociopolitiques, économiques, culturels et même religieux qui frappent le pays, l'Eglise catholique ne peut pas se contenter de cet engagement. Elle doit l'élargir à certains domaines qui sont considérés comme des facteurs incontournables de la réalisation du bien commun.

### **9.1.2 Le renouveau de l'engagement politique de l'Eglise catholique au sein du FFKM**

Les Eglises du FFKM ont joué un rôle primordial et quasiment irremplaçable au sein du pays, surtout pendant les périodes de crises sociopolitiques. L'Eglise catholique de son côté, malgré son adhésion au sein du FFKM, garde cependant une certaine autonomie, tant dans les principes que dans les directives d'engagement, nous l'avons déjà souligné.<sup>1631</sup> Cette autonomie conduit l'Eglise catholique à une lutte résolue contre toute forme d'ingérence politique ainsi que contre la dictature et le totalitarisme. Pourquoi l'Eglise catholique par rapport aux autres Eglises insiste-t-elle sur la lutte pour le respect profond d'un Etat de droit et la mise en œuvre de la bonne gouvernance ? Quelles conséquences ou répercussions fâcheuses redoute-t-elle pour la réalisation du bien commun et le développement intégral de l'homme ?

#### **9.1.2.1 Lutte contre l'ingérence politique**

Le système d'ingérence politique entre Etat et Eglise est l'un des facteurs majeurs qui cause la non-réalisation du bien commun dans certains pays comme le nôtre, nous l'avons

---

<sup>1627</sup> Cf. *ibid.*, p. 143.

<sup>1628</sup> S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p. 171.

<sup>1629</sup> Cf. C.-R. RATONGAVAO, *Eglise et pouvoir à Madagascar*, op. cit., p. 43.

<sup>1630</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 238.

<sup>1631</sup> Cf. *supra*, Le respect de l'autonomie de l'Eglise par rapport à la politique, p. 170.

vu.<sup>1632</sup> La raison en est simple : s'il y a une confusion au niveau de la prise de responsabilité entre les deux institutions, celles-ci ne peuvent plus jouer comme il faut leur rôle respectif. Qu'en est-il à Madagascar ? Historiquement, lorsqu'on parle de la politique d'ingérence entre Etat-Eglises, l'origine en remonte à la colonisation. Et cette histoire est encore actuelle. Lors de la 2ème République, plus précisément au lendemain de l'adoption de la Constitution de 1975, qui instaure le socialisme, idéologie officielle de la 2ème République (1975-1991), les Eglises chrétiennes historiques se servent de l'œcuménisme pour résister au nouveau régime qui les désigna comme des adversaires potentiels. La rupture définitive des rapports entre les Eglises et le pouvoir est due à la loi n°78-040 du 17 juillet 1978.<sup>1633</sup> Cette loi prévoyait une étatisation du système éducatif privé, une grande partie appartenant aux différentes missions chrétiennes. Les Eglises membres du FFKM, au nom de la liberté de pensée et d'éducation, se mobilisèrent contre cette loi<sup>1634</sup> et indiquèrent, le 14 juin 1979, dans une Déclaration commune aux quatre Eglises chrétiennes de Madagascar, que : « l'Eglise a le devoir de rechercher ce qui est bon pour la Nation, et de parler même si ce qu'elle dit est désagréable à entendre ».<sup>1635</sup> Le FFKM joue un rôle de premier plan dans la transition démocratique des années 1990 au 1992 tels que l'organisation du Forum national et l'élaboration du Code électoral<sup>1636</sup>, pour ensuite intervenir directement dans la sphère politique jusqu'à soutenir *Marc Ravalomanana*, un candidat à la présidentielle en 2001, candidat qui est en même temps le vice-président de l'une des Eglises composant le FFKM.<sup>1637</sup>

La chute des grands paradigmes idéologiques comme le socialisme débouche sur le fait que lorsque le candidat du FFKM gagne les élections présidentielles, une partie du message évangélique fera fonction d'idéologie de l'Etat, illustrant l'érosion du fossé séparant la sphère privée et publique. Le christianisme, essentiellement démarche personnelle et communautaire ouverte au salut à travers l'Evangile, risque de plus en plus de devenir un outil à usage collectif utilisé par l'Etat.<sup>1638</sup> Au-delà de la simple instrumentalisation du christianisme aux fins des classes dirigeantes, cette nouvelle orientation déclenche un débat intense au sein des Eglises et donne un nouveau tournant au développement des Eglises chrétiennes à Madagascar. Le FFKM entre dans les structures de la transition politique, tandis que l'Eglise catholique institutionnelle, à l'exception du cardinal-archevêque d'Antananarivo, Monseigneur Armand Razafindratandra ayant une relation de symbiose avec le président *Ravalomanana*, refuse de s'immiscer dans les affaires proprement politiques. Cette réticence de l'Eglise catholique de s'engager purement dans les affaires politiques a créé un petit foyer de tension au sein des Eglises du FFKM. L'échec de la 3ème République du président *Zafy* (1992-1996) et le retour de *Ratsiraka* entacheront la crédibilité du FFKM pour de longues années. L'ingérence politique s'intensifie entre les deux entités, comme nous l'avons déjà souligné.<sup>1639</sup>

<sup>1632</sup> Cf. supra, Le problème de la politique d'ingérence entre Etat et les Eglises, p. 61.

<sup>1633</sup> Cf. Lettre du synode national de l'Eglise catholique, *La société, l'Eglise et la Nation*, pp. 19-26.

<sup>1634</sup> Cf. Lettre des évêques de Madagascar, *L'école et l'éducation*, in ESM, Vol. III (1975-1989), pp. 47-50.

<sup>1635</sup> Cf. Déclaration des responsables des Eglises chrétiennes de Madagascar, *Les maux qui nuisent à la Nation*, pp. 58-64.

<sup>1636</sup> Cf. B. HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar*, op. cit., p. 143.

<sup>1637</sup> Cf. cf. supra, Sur le plan socioreligieux : perte de crédibilité des Eglises, p. 99.

<sup>1638</sup> Cf. G. RAHARIZATOVO, *Madagascar 2002*. Genèse et silence d'une crise, op. cit., p. 288.

<sup>1639</sup> Cf. supra, Le problème de la politique d'ingérence entre Etat et Eglises, p. 61.

Concernant l'ingérence politique entre Etat et Eglise, l'Eglise catholique, par sa doctrine sociale, est très lucide. Elle lutte contre toute forme d'imbrication ou d'ingérence politique. Les principes pour combattre cette pratique sont ceux de séparation, d'autonomie et d'indépendance. L'Eglise et la communauté politique, dit le *Compendium*, « bien que s'exprimant toutes deux à travers des structures d'organisation visibles, sont de nature différente, tant par leur configuration que par les finalités qu'elles poursuivent ».<sup>1640</sup> Il affirme que l'Eglise, en tant qu'institution socio-ecclésiale indépendante, n'a pas un domaine de compétence spécifique en ce qui concerne la structure de la communauté politique. Elle n'a pas de préférence pour l'une ou l'autre solution institutionnelle ou constitutionnelle. Elle n'a pas non plus la tâche de s'occuper des programmes politiques, sinon pour d'éventuelles implications religieuses et morales.<sup>1641</sup> Elle n'a pas de modèles politiques ou économiques à proposer.<sup>1642</sup> Ces principes et directives du *Compendium*, face à l'ingérence politique actuelle, sont-ils pour l'Eglise une aide dans son discernement ?

L'Eglise catholique à Madagascar, à travers la lettre de la Conférence épiscopale en 2000, dénonce les pratiques politiques des dirigeants politiques qui veulent instrumentaliser l'Eglise à des fins politiques. Elle ne veut pas se mêler de la gestion des affaires politiques de l'Etat.<sup>1643</sup> C'est la raison pour laquelle, en 2001, l'Eglise n'a pas peur d'interpeller le pouvoir politique en stigmatisant ses pratiques politiques : «...aucun changement n'est intervenu dans les pratiques politiques des politiciens ».<sup>1644</sup> Le ton de la lettre épiscopale en rappelle une autre à travers laquelle, dans les années 1980, l'Eglise catholique avait commencé à s'attaquer au pouvoir socialiste. Les évêques félicitent ceux qui se sont investis par patriotisme et pour «extirper les tares qui continuent de faire souffrir la population ».<sup>1645</sup> La lettre cite en ce sens le pouvoir de l'argent, les intérêts personnels et partisans, les pratiques du monde judiciaire et de certains éléments des forces de l'ordre. S'appuyant sur l'exemple du secteur éducatif, les évêques estiment que les réussites dont on fait l'apologie ne se traduisent pas par de réelles répercussions dans le pays profond.

La lettre de la Conférence épiscopale en 2000 dénonce le fait que certains des dirigeants politiques ont fini par faire de la religion chrétienne un instrument de manipulation des consciences. La religion semble devenir un outil d'endormissement.<sup>1646</sup> Cet acte de dénonciation et de critique posé par l'Eglise par le biais de la lettre de la Conférence épiscopale, ou bien par les interventions directes de certains évêques, montre que l'Eglise catholique refuse catégoriquement toute forme d'ingérence politique. Elle lutte pour le respect de la laïcité de l'Etat en vertu du respect aussi de ses propres positions d'engagement politique et surtout en faveur du bien commun. Car si l'Eglise catholique se compromet par une attitude équivoque politiquement, elle ne peut plus jouer son rôle de vigilance pointant les dérapages de ceux qui gouvernent le pays.

---

<sup>1640</sup> *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 424.

<sup>1641</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1642</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 43, in COLL., *Discours social de l'Eglise catholique*, op. cit., p. 876.

<sup>1643</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Engagé dans les affaires nationales*, p. 145.

<sup>1644</sup> Cf. *ibid.*, p. 135.

<sup>1645</sup> Cf. *ibid.*, p. 137.

<sup>1646</sup> Cf. *ibid.*, p. 138.

Si l'Eglise catholique se doit de dénoncer les errances des dirigeants politiques, un autre devoir lui incombe encore : rappeler sans cesse que l'Etat malgache est, d'abord, un Etat laïc. Car la laïcité ne peut être violée ni méconnue, comme l'a fait le président *Ravalomanana*.<sup>1647</sup> Il s'autorisait à donner des privilèges à une certaine Eglise. L'ensemble des confessions existantes au sein de la Nation malgache doivent être traitées à égalité pour éviter toute ingérence. L'Eglise catholique se doit, selon la doctrine sociale de l'Eglise, de dénoncer les abus commis par l'Etat lorsqu'il se mêle de construire des églises ou de donner de l'argent aux congrégations religieuses en vue de construire des centres de promotion féminine ou des dispensaires.

La lutte contre cette ingérence politique implique que l'Etat et l'Eglise soient des institutions indépendantes. Chacune a son autonomie propre. Et il est nécessaire de mettre l'accent sur cette autonomie en vue de respecter autant que possible la séparation de leur pouvoir et le maintien de l'indépendance de l'Eglise face à la politique. C'est ce qui reste à explorer, en soulignant le respect qui se doit à tout Etat de droit.

### 9.1.2.2 Lutte pour la mise en place d'un Etat de droit

Le respect de l'Etat de droit est l'un des aspects majeurs qui favorise la réalisation du bien commun et le développement de la personne humaine. Aucun pays ne peut se développer sans tenir compte de la mise en place d'un Etat de droit. Or nous avons vu qu'à Madagascar, le non-respect de l'Etat de droit, depuis quelques décennies, et surtout durant le temps de crise sociopolitique, gagne du terrain.<sup>1648</sup> C'est la raison pour laquelle l'Eglise catholique malgache recherche avant tout la concrétisation du bien commun ; elle contribue à mettre en place l'Etat de droit, en conformité au principe du *Compendium*.

L'origine de l'Etat de droit remonte au siècle des Lumières. Son fondement s'affine avec les travaux de ceux qui ont théorisé le libéralisme tout au long des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles.<sup>1649</sup> L'Etat de droit est un système juridique qui consacre la séparation des pouvoirs et le possible contrôle de l'Etat par la loi dont il est l'auteur.<sup>1650</sup> L'Etat de droit se manifeste en deux formes : celles du formel et du substantiel. La première consiste à prioriser «...la hiérarchie de normes et quel que soit leur contenu, le législateur doit respecter la constitution et le pouvoir exécutif doit respecter la loi ». <sup>1651</sup> C'est dans ce sens qu'on peut exercer le fameux principe : le pouvoir arrête le pouvoir. La seconde forme consiste à renforcer le pouvoir public, il doit respecter certains principes et des valeurs tout en garantissant un ensemble de mécanismes de contrôle comme celui de la constitutionnalité des lois.<sup>1652</sup>

En ce qui concerne l'Etat de droit, le *Compendium* en parle beaucoup. Cette notion se trouve explicitement dans le chapitre huit du *Compendium* consacré à la communauté politique. Il analyse le rapport existant entre les trois pouvoirs à savoir, législatif, exécutif et judiciaire. L'Etat de droit garantit formellement l'indépendance de ces trois pouvoirs dans le

<sup>1647</sup> Cf. supra, Le non-respect de la laïcité de l'Etat, p. 63.

<sup>1648</sup> Cf. supra, Le non-respect de l'Etat de droit et du pluralisme politique, p. 90.

<sup>1649</sup> Cf. E. JOVELIN et L. RARIVOMANANTSOA, *Opinion publique et bonne gouvernance à Madagascar*, L'Harmattan, Paris, 2010, p. 100.

<sup>1650</sup> Cf. *ibid.*, p. 101.

<sup>1651</sup> E. JOVELIN et L. RARIVOMANANTSOA, *Opinion publique et bonne gouvernance à Madagascar*, op. cit., p. 101.

<sup>1652</sup> Cf. *ibid.*

cadre de la loi.<sup>1653</sup> Dans ce sens, Jean Paul II affirme : « Il est préférable que tout pouvoir soit équilibré par d'autres pouvoirs et par d'autres compétences qui le maintiennent dans de justes limites. C'est là le principe de l'État de droit, dans lequel la souveraineté appartient à la loi et non pas aux volontés arbitraires des hommes ». <sup>1654</sup> Minnerath situe le principe de l'État de droit dans l'instauration de justes limites assignées au pouvoir. Le moyen qui semble préférable pour atteindre cet objectif consiste dans la séparation des trois pouvoirs, de telle sorte que l'un soit équilibré par les deux autres.<sup>1655</sup>

Dans le chapitre onze du *Compendium* est analysée la place de la paix au sein de la démocratie.<sup>1656</sup> L'ouvrage explicite ce qu'a dit Jean Paul II dans son encyclique *Centesimus annus* : un Etat qui se dit démocratique respecte la participation de tous les citoyens aux choix politiques. Il garantit aux gouvernés la possibilité de choisir, de contrôler et critiquer les activités de leurs gouvernants.<sup>1657</sup> En outre, dans un Etat démocratique, ce qui est prioritaire, c'est la recherche du bien commun et non pas le contraire. Pour cette raison, l'Eglise n'approuve jamais la constitution de groupes dirigeants usurpant le pouvoir de l'Etat au profit de leurs intérêts individuels. Jean Paul II plaide fortement pour la place à accorder à la personne humaine. Il n'est pas possible de parler de démocratie authentique sans ce respect.<sup>1658</sup> Parler du respect de la personne humaine signifie dans un Etat de droit que celui-ci s'oppose à toutes sortes d'usurpation du pouvoir au profit d'intérêts individuels. L'Etat de droit met toujours au premier plan le bien commun et l'intérêt de tous.

Face à ces principes de la doctrine sociale, que doit faire l'Eglise catholique à Madagascar ? Nous constatons qu'il reste un long chemin à parcourir.<sup>1659</sup> L'Eglise doit agir et lutter pour la mise en place d'un Etat de droit. Pour ce faire, l'Eglise catholique, d'abord, doit avoir l'audace de prendre contact avec les institutions étatiques qui sont directement responsables de l'exercice de l'Etat de droit. Ensuite, elle doit parler avec audace en les encourageant à mettre en œuvre l'Etat de droit. Il est la seule instance qui garantisse la mise en application de la démocratie authentique.

Cette responsabilité s'exerce à travers un travail d'éducation du corps social, sans omettre les membres du gouvernement et les politiciens, en soulignant le respect de la démocratie constitutionnelle.<sup>1660</sup> L'Etat doit être non seulement légitime mais également légal, conforme aux règles démocratiques et les dirigeants accèdent au pouvoir d'une manière légale en respectant le verdict des urnes.<sup>1661</sup> Le non-respect de ces principes est l'une des causes des crises politiques à répétitions<sup>1662</sup>, comme ce fut le cas à Madagascar en 1993, 2001 et 2009.

---

<sup>1653</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Discours au Congrès de l'Association italienne des Magistrats*, le 31 mars 2000.

<sup>1654</sup> JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 44, in COLL., *Discours social de l'Eglise catholique*, op. cit., p. 878.

<sup>1655</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., pp. 96-97.

<sup>1656</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 406.

<sup>1657</sup> Cf. supra, La démocratie comme source de participation, p. 164.

<sup>1658</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 46, in COLL., *Discours social de l'Eglise catholique*, op. cit., p. 880.

<sup>1659</sup> Cf. supra, Le non-respect de l'Etat de droit et du pluralisme politique, p. 90.

<sup>1660</sup> Cf. E. JOVELIN et L. RARIVOMANANTSOA, *Opinion publique et bonne gouvernance à Madagascar*, op. cit., p. 103.

<sup>1661</sup> Cf. ibid.

<sup>1662</sup> Cf. supra, La dimension œcuménique de l'engagement politique des Eglises du FFKM, p. 266.



En outre, la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire est indispensable. La non-pratique de cette séparation obère la démocratie malgache. Le constat en fut dressé dans la première partie de notre thèse.<sup>1663</sup> Or l'inexistence de la séparation des pouvoirs provoque l'augmentation incessante des corruptions au niveau de l'administration étatique.<sup>1664</sup> Cette absence est responsable du non-respect de la démocratie, des droits de l'homme, de la justice sociale et du partage équitable des biens de la création.

Pour améliorer le processus de la réalisation du bien commun, l'Eglise catholique avec le soutien des Eglises du FFKM dans notre pays a le devoir de dénoncer les abus du pouvoir opérés par les dirigeants politiques. Cette mission doit se faire à travers la diffusion de son message par le biais de lettres de la Conférence épiscopale, ou bien par des émissions spéciales en direct à la radio, à la télévision et dans la presse écrite, mais toujours en cohérence avec les principes du *Compendium*. Elle lutte pour la mise en œuvre d'une bonne gouvernance et la concrétisation du bien commun.

### **9.1.2.3 Lutte pour la mise en œuvre de la bonne gouvernance**

La mise en place de l'Etat de droit ne s'effectue jamais dans un pays sans lutte pour une bonne gouvernance. Cette dernière est un facteur clé du développement durable.<sup>1665</sup> A Madagascar, la mise en place d'une bonne gouvernance reste encore un grand défi pour le développement du pays. Malgré les efforts des détenteurs successifs du pouvoir, comme le « Plan d'action de Madagascar »<sup>1666</sup> et d'autres projets, les réformes de la bonne gouvernance ont eu peu d'effet. Si, dans certains domaines tels que la gestion des finances publiques, le progrès est palpable et vérifiable, il reste que le problème de gouvernance est encore lacunaire. Il est une autre cause des crises à répétition à Madagascar.<sup>1667</sup> Le message de la Coordination Justice et Paix du Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar garde son caractère d'urgence pour les pays de ce grand continent.<sup>1668</sup>

Les vrais problèmes se situent au niveau de l'absence d'équilibre effectif entre les différents niveaux de pouvoirs de l'Etat : absence d'un contrôle mutuel entre eux, faiblesse des institutions<sup>1669</sup>, confusion entre intérêt public et intérêts privés. A cela s'ajoute l'immixtion des politiciens dans l'application du cadre légal et le sentiment auprès de l'opinion publique d'une impunité générale. D'une manière constante nul ne contrôle la transparence de l'action politique.<sup>1670</sup> Il n'y a de développement efficace dans un pays qu'à condition d'en assurer la bonne gouvernance. Pour y arriver, toutes les institutions sociales existantes au sein de la Nation, y compris l'Eglise, doivent se sentir responsables.

---

<sup>1663</sup> Cf. supra, Le non-respect de l'Etat de droit et du pluralisme politique, p. 90.

<sup>1664</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Rapport entre mission évangélisatrice et promotion humaine, souci de la justice et de la paix*, p. 98.

<sup>1665</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 136.

<sup>1666</sup> Le « Plan d'action de Madagascar », un document du Gouvernement de Madagascar, a été publié par le Fonds monétaire international en 2007, République de Madagascar : Document de stratégie de réduction de la pauvreté 2007. Rapport du FMI N°07/59, Washington D.C.

<sup>1667</sup> Cf. supra, Sur le plan sociopolitique : crises cycliques interminables, p. 94.

<sup>1668</sup> Cf. Message de la Coordination Justice et Paix du Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et Madagascar, *Notre engagement en Afrique et Madagascar pour le Christ*, in Documentation catholique 4 (2014), n° 2514, p. 106.

<sup>1669</sup> Cf. SEFAFI, *Une société civile sans interlocuteurs, déni de bonne gouvernance*, op.cit., p. 14.

<sup>1670</sup> Cf. SEFAFI, *Quand les politiciens prennent les citoyens en otage*, op. cit., p. 48.

S'il en est ainsi, la question est de savoir ce que peut apporter l'Eglise catholique à Madagascar dans la mise en œuvre de la bonne gouvernance. La bonne gouvernance requiert, affirme Benoît XVI, le respect des principes de la démocratie : égalité entre les personnes, respect des droits humains fondamentaux, souveraineté du peuple et autorité de la loi. Sinon, la démocratie perd sa vitalité et meurt.<sup>1671</sup>

L'Eglise catholique à Madagascar doit donner la priorité, dans sa nouvelle forme des méthodes d'évangélisation du social, à la lutte pour la mise en application de la bonne gouvernance, parce que le système de gouvernance appliqué par les dirigeants politiques malgaches, depuis la reconquête de l'indépendance et jusqu'à nos jours, se focalise sur la pratique politique du favoritisme, du népotisme et du clientélisme, ainsi que nous l'avons souligné déjà dans la première partie de ce travail.<sup>1672</sup> Cette pratique empêche les dirigeants malgaches de sortir des cercles vicieux c'est-à-dire d'aller au-delà des intérêts de la famille, du clan, du groupe ethnique, du parti politique. Pour lutter donc contre une telle pratique, l'Eglise catholique doit :

- par le biais de la hiérarchie, travailler avec les chefs de file des Eglises membres du FFKM à conscientiser les dirigeants politiques malgaches que leur première mission est de se préoccuper du bien commun de tous : ils doivent donc changer leur pratique politique de mise à l'écart des intérêts supérieurs de la majorité de la population, et centrée sur ceux de la minorité ;
- grâce à l'éclairage des idées des Synodes africains, organiser des conférences et des ateliers concernant le système de la mise en œuvre de la bonne gouvernance selon l'esprit de la doctrine sociale de l'Eglise : les premiers invités à ces conférences et à ces ateliers<sup>1673</sup> seront les dirigeants politiques et les politiciens et tous les responsables de l'administration étatique au sein de la société malgache ;
- appeler les membres des institutions législatives (députés et sénateurs) à discuter ensemble et à élaborer des propositions de lois en faveur de la mise en œuvre de la bonne gouvernance ;
- prendre sa part à la formation de la société civile, c'est-à-dire une société ouverte au bien commun<sup>1674</sup>, compétente dans l'exercice du contrôle des activités de tous les dirigeants publics, depuis ceux de la collectivité territoriale décentralisée jusqu'à ceux des gouvernements : cette prise en charge est un bon moyen, disait le message du Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar, d'exclure toutes formes de corruption et de trafic d'influences<sup>1675</sup>, sources du non-respect de la bonne gouvernance.

Ce renouveau de son engagement politique permet à l'Eglise de donner dans chaque région une nouvelle orientation des méthodes d'évangélisation du social au service du bien commun.

---

<sup>1671</sup> Cf. BENOÎT XVI, *L'engagement de l'Afrique*, p. 165.

<sup>1672</sup> Cf. supra, La mise en œuvre d'une politique économique malsaine et désastreuse, p. 55.

<sup>1673</sup> Cf. BENOÎT XVI, *L'engagement de l'Afrique*, p. 166.

<sup>1674</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 168.

<sup>1675</sup> Cf. Message de la Coordination Justice et Paix du Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et Madagascar, *Notre engagement en Afrique et Madagascar pour le Christ*, p. 107.

## 9.2 Vers une nouvelle orientation des méthodes d'évangélisation du social au service du bien commun au sein de la société malgache

La crise politique interminable depuis la reconquête de l'indépendance a laissé beaucoup de blessures sur l'ensemble de la vie de l'homme dans la société malgache. Pour y remédier, l'Eglise catholique, en tant que corps du Christ guérisseur, a une nouvelle mission d'évangélisation du social en vue du bien commun. Ontologiquement, l'Eglise est évangélisatrice. Elle existe pour évangéliser c'est-à-dire prêcher, enseigner et libérer. Son principal souci est l'homme.<sup>1676</sup> Paul VI affirme dans son exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi* : « Entre évangélisation et promotion humaine, il y a en effet des liens profonds. Lien d'ordre anthropologique, parce que l'homme à évangéliser n'est pas un être abstrait, mais qu'il est un sujet aux questions sociales et économiques ».<sup>1677</sup>

En parlant de la nouvelle évangélisation, le pape Jean Paul II n'a eu de cesse de nous expliquer ce qu'il entendait par l'adjectif « nouvelle », apposé au terme traditionnel d'« évangélisation » : nouvelle dans l'ardeur, nouvelle dans les méthodes, nouvelle dans l'expression même.<sup>1678</sup> Benoît XVI affirme que la doctrine sociale, qui fait partie intégrante de la mission évangélisatrice de l'Eglise, doit être considérée comme importante pour la nouvelle évangélisation.<sup>1679</sup> Pour cette raison, il encourage une nouvelle évangélisation du social<sup>1680</sup> pour favoriser un nouvel humanisme et un engagement renouvelé dans un projet culturel et politique en vue du bien commun. Pour atteindre cet objectif, nous essayerons de présenter la nouvelle orientation de la pastorale sociale de l'Eglise catholique sur tous les plans, à savoir politique, économique, culturel, religieux et environnemental.

### 9.2.1 Sur le plan sociopolitique

L'Eglise en tant que sacrement visible du Christ au sein de la société inscrit ses interventions dans le sillage de l'agir christique,<sup>1681</sup> à l'exemple du miracle de la multiplication des pains (Jn 6, 10-13) : ce miracle montre que Jésus ne se soucie pas seulement de ce qui est spirituel mais aussi de ce qui est corporel. Cela veut dire que l'engagement de Jésus touche l'homme intégral. Par rapport à cet engagement de Jésus, l'Eglise doit renouveler son agir pastoral et sociopolitique par une approche de nouvelles méthodes d'évangélisation du social.

#### 9.2.1.1 Exhorter à l'inculturation de la démocratie

L'Eglise catholique à Madagascar est favorable à la démocratie.<sup>1682</sup> La question est de savoir : suffit-il, pour l'Eglise catholique, d'exhorter à mettre en œuvre les formes de démocratie occidentale, ou bien est-il impératif d'encourager les membres du corps social à chercher une nouvelle conception de la démocratie, conforme aux mœurs et coutumes

<sup>1676</sup> Cf. V. GAY-CROSIER-LEMAIRE, *Plongé dans l'enseignement social de l'Eglise*, op. cit., p. 184.

<sup>1677</sup> PAUL VI, *Evangelii nuntiandi*, n° 31, dans V. GAY-CROSIER-LEMAIRE, *Plongé dans l'enseignement social de l'Eglise*, op.cit., p. 184.

<sup>1678</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Discours à la XIXème Assemblée ordinaire du CELAM*, 9 mars 1983.

<sup>1679</sup> Cf. BENOÎT XVI, Allocution du lundi 3 décembre 2012 pour les participants de la 27e assemblée plénière du Conseil pontifical Justice et Paix sur le thème : *Autorité politique et juridiction universelle*, in Zenit.org.

<sup>1680</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1681</sup> Cf. A.-P. GAUTHIER, *Paul Ricœur et l'agir moral responsable*, op. cit., p. 124.

<sup>1682</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La démocratie*, p. 113.

malgaches, c'est-à-dire une démocratie correspondant au *fihavanana* et au *fanahy maha olona* de la conception malgache ?

Le choix du régime politique dans beaucoup de pays africains, depuis la reconquête de l'indépendance, n'évolue pas beaucoup. Madagascar, à travers les années écoulées, a vu se réaliser différents modèles de gouvernement allant d'un multipartisme éphémère à un parti unique. Celui-ci se caractérise comme un pouvoir totalitaire et dictatorial qui étouffe complètement le multipartisme.<sup>1683</sup> C'est seulement en 1990 que Madagascar est entré dans la pratique de la démocratie, après avoir passé deux années de crise politique. La question qui oblige à chercher une réponse est la suivante : Quels modèles de démocratie pratiquer ? Vu le peu d'expérience démocratique des dirigeants du pays, une certaine ambiguïté plane à deux niveaux. Premièrement, du fait que le choix du système démocratique est imposé de l'extérieur, c'est-à-dire par la politique occidentale et américaine, la mise en œuvre de cette démocratie est pilotée de l'extérieur. La seconde ambiguïté vient du fait qu'à cette pratique de la démocratie se mêlent les habitudes de la politique du parti unique.<sup>1684</sup> De là vient le fait que la démocratie qu'on a essayé de mettre en œuvre a du mal à faire son chemin. Elle est devenue un moyen pour les dirigeants de garder le pouvoir.

Pour sortir de cette ambiguïté du système démocratique qui ne vise pas le bien commun de la majorité du peuple malgache, la Coordination Justice et Paix du Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar invite les Etats africains et Madagascar à s'engager à promouvoir une culture démocratique respectueuse de la liberté d'opinion et des cultures,<sup>1685</sup> une démocratie qui prend en compte les droits de l'homme tels que les droits de l'immigré, en abordant sans hypocrisie la question des réfugiés dans le respect de leur dignité humaine fondamentale.<sup>1686</sup> Le respect de la mise en œuvre de ce type de démocratie exprime également le respect de la culture malgache du *fihavanana*,<sup>1687</sup> une culture qui donne la priorité au respect des droits humains fondamentaux : droit à la vie, droit à avoir un logement, des vêtements, de la nourriture. En un mot, droit à avoir une vie digne de l'être humain.<sup>1688</sup>

Pour cette raison, tous les membres du corps social ou bien des corps intermédiaires sont encouragés par l'Eglise à faire émerger d'authentiques pratiques démocratiques. Plusieurs défis liés tant aux personnes qu'aux structures politiques sont identifiés : un multipartisme anarchique, le poids du parti unique, la lutte pour le pouvoir. Il s'y ajoute l'ignorance et la violation des lois de la République, la violation des règles électorales, la manipulation politique des ethnies, les exactions des forces armées, la violation des mass-médias. La violation des droits et de la liberté de l'homme, le détournement des fonds et la

---

<sup>1683</sup> Cf. supra, Le non-respect de la démocratie, p. 87.

<sup>1684</sup> Cf. supra, La pratique de centralisation des pouvoirs, p. 59.

<sup>1685</sup> Cf. Message de la Coordination Justice et Paix du Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et Madagascar, *Notre engagement en Afrique et Madagascar pour le Christ*, p. 106.

<sup>1686</sup> Cf. ibid., p. 107.

<sup>1687</sup> Cf. supra, Les valeurs culturelles du *fihavanana* malgache, p. 21.

<sup>1688</sup> Cf. F. SOULAGE, *Justice et Charité*, Desclée de Brouwer, Paris, 2012, p. 167.

corruption, l'analphabétisme et l'inégalité sociale entre homme et femme sont tout autant causes d'une même distorsion.<sup>1689</sup>

De plus, cette mission de l'Eglise consiste à exhorter les dirigeants du pays et tous les membres du corps social à oser une authentique inculturation de la démocratie à Madagascar. Car l'inculturation de la démocratie est le meilleur moyen pour lui donner ses racines culturelles et morales malgaches et ne pas se réduire à n'être qu'un décalque des pratiques occidentales ou américaines. C'est d'un tel système que Touraine dit : « La démocratie est une culture, mais pas seulement un ensemble de garanties institutionnelles ». <sup>1690</sup> Elle permet à la société d'être à la fois une et diverse. Elle est capable de combiner les éléments complémentaires et en même temps opposés. Car la démocratie implique le pluralisme culturel et social. L'inculturation de la démocratie est le processus par lequel elle peut s'incarner effectivement dans la culture malgache du *fihavanana*, c'est-à-dire une démocratie qui donne plus de valeur à l'esprit d'unité, de solidarité, d'entraide, d'interdépendance et de fraternité. En un mot, une démocratie qui met à l'écart la recherche des intérêts individuels mais vise toujours le bien commun de tous. Pour bien promouvoir une nouvelle conception d'une démocratie incarnée et enracinée dans les valeurs culturelles malgaches, l'Eglise catholique doit ouvrir un centre qui stimule au dialogue, tant socialement que politiquement et économiquement en faveur du bien commun de tous.

#### **9.2.1.2 Créer des centres en vue du dialogue politique**

L'Eglise est, disait F. Manns, entrée en dialogue tous azimuts avec le monde, pour lui proposer l'évangélisation.<sup>1691</sup> Animer le dialogue, l'encourager fait partie donc de la mission de la nouvelle évangélisation de l'Eglise. En matière politique, l'existence du pluralisme est une des exigences de la démocratie, à savoir comme source du débat et du dialogue politique. Or à Madagascar, depuis la première et jusqu'à la troisième Républiques, la Constitution malgache ne fait aucune mention particulière de l'importance des partis politiques et des partis d'opposition. La pratique politique ne montre qu'une certaine tolérance envers les partis d'opposition, qui sont quasiment absents du parlement.<sup>1692</sup> Le processus de la démocratisation comme garant du pluralisme est complètement bloqué. Il n'y a pas de débats politiques qui nourrissent la démocratie. C'est sous l'effet de l'ensemble de tels phénomènes que le régime politique devient totalitaire et dictatorial. De là découlent la corruption, le détournement de fonds publics, la violation des droits humains, la répartition inéquitable des biens et l'injustice sociale.<sup>1693</sup> La domination absolue du pouvoir totalitaire est la cause principale de l'absence de souci pour le bien commun et l'émergence de la pauvreté.

L'Eglise, en tant qu'institution sociale indépendante, se voit confirmée dans son rôle de veiller à l'existence d'un espace permettant la liberté des débats politiques. Car la liberté politique est la forme la plus haute de la charité à la recherche d'un authentique bien commun.<sup>1694</sup> La mission de l'Eglise catholique sera donc, face au manque ou la quasi-absence

---

<sup>1689</sup> Cf. supra, Les comportements des politiciens et de l'autorité politique, p. 66.

<sup>1690</sup> A. TOURAINE, *Qu'est-ce que la démocratie*, op. cit., p. 181.

<sup>1691</sup> Cf. F. MANNS, *Qu'est-ce que la nouvelle évangélisation ?*, op. cit., p. 66.

<sup>1692</sup> Cf. supra, La pratique de centralisation des pouvoirs, p. 59.

<sup>1693</sup> Cf. supra, Le non-respect de la répartition équitable de la terre, p. 82.

<sup>1694</sup> Cf. J.-L. MOENS, *Charité, justice et paix*. Un défi pour l'évangélisation, op. cit., p. 304.

d'un lieu pour animer ou organiser régulièrement des débats, qu'ils soient politiques ou sociaux, économiques ou même religieux, de créer des centres paroissiaux ou diocésains qui permettent de le réaliser. L'existence de tels espaces revivifie l'enthousiasme de chaque individu à la culture de rencontre. Cultiver un esprit capable de dialoguer et d'être partie prenante d'un débat en faveur du renforcement de la culture démocratique est le fruit de cette éducation à la liberté de la parole. Celle-ci peut favoriser le respect des droits de la liberté d'expression et d'opinion, facilement bafouée par les mauvaises pratiques politiques des dirigeants.<sup>1695</sup> Elle stimule l'initiative personnelle, souligne J. Thoraval, en citant l'encyclique de pape François *Lumen fidei*, et promeut la culture de la rencontre et du dialogue avec le monde actuel.<sup>1696</sup>

A l'appui de ce constat, F.E. Boulaga met l'accent sur l'importance de la parole et de la liberté dans la recherche de la vérité. Parole et liberté sont, dit-il, des processus instituant et structurant l'espace politique et sont en même temps leurs propres fins.<sup>1697</sup> Dès lors, comment l'Eglise veille-t-elle à ce que cette pratique ouvre sur une nouvelle évangélisation dans notre pays ? La majorité de la population malgache est déjà chrétienne. Au sein de l'Eglise même existent déjà plusieurs mouvements et associations de tout âge, mais ce qui reste à faire pour l'Eglise, c'est de savoir animer ces mouvements et ces associations afin qu'ils puissent être au service du bien commun : animer les gens et surtout les paysans à participer à la vie politique, à aimer dialoguer sur ces points-là et à avancer dans le processus de la réconciliation nationale. C'est là une étape nouvelle d'évangélisation, avec comme contenu un message à la fois social, politique et spirituel. L'objectif est d'apprendre à tous les citoyens à pouvoir débattre en faveur de la paix sociale et du bien commun. Car le dialogue social, affirme le pape François, est une grande contribution à la paix.<sup>1698</sup> De cette éducation sociopolitique, l'Eglise n'est pas la seule responsable, car la société civile participe à cette même animation. L'Eglise, en ouvrant des espaces d'éducation politique, apporte sa contribution à un développement plus harmonieux et apaisé de la société civile. Elle a le devoir de rappeler tant aux politiciens qu'aux citoyens le sens du politique. La connaissance de celui-ci est l'un des conditions indispensables pour la réalisation du bien commun.

### 9.2.1.3 Retrouver le sens du politique

Les facteurs de la pauvreté du peuple malgache sont multiples. Le plus connu est la crise politique à répétition. La monopolisation du pouvoir se traduit par la création d'un parti unique au profit des seuls membres ou sympathisants, sans vérification de leurs compétences. L'exécutif réduit alors le législatif à n'être qu'une chambre d'enregistrement et le judiciaire est privé de tout espace de réelle indépendance.<sup>1699</sup> La règle démocratique n'est plus respectée.<sup>1700</sup> Les contre-pouvoirs, pourtant essentiels au bon fonctionnement de la démocratie, sont limités voire inexistants.

<sup>1695</sup> Cf. supra, Les violations des droits au niveau de la liberté d'expression, p. 78.

<sup>1696</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 120.

<sup>1697</sup> Cf. F.-E. BOULAGA, *Les conférences nationales en Afrique noire*, Karthala, Paris, 1993, p. 129.

<sup>1698</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, chap. IV.

<sup>1699</sup> Cf. SEFAFI, *Tourmente populaire et confusion politique*, op. cit., pp. 11-12.

<sup>1700</sup> Cf. supra, Le non-respect de la démocratie, p. 87.

En réalité, le plus grand handicap de Madagascar est sa classe politique. Le *Compendium* affirme constamment que la personne humaine est le fondement et la fin de la communauté politique.<sup>1701</sup> Toute l'activité de la communauté politique vise à la réalisation du bien commun.<sup>1702</sup> Or à Madagascar, les dirigeants politiques ne donnent pas la priorité au souci du bien commun. Leur ambition politique se concentre dans l'enrichissement personnel.<sup>1703</sup> Ils se laissent acheter et instaurent des pratiques de corruption qui avilissent tout sens moral du bien public.<sup>1704</sup> Or Jean Paul II, dans son encyclique *Centesimus annus*, réaffirme : «...l'un des principaux obstacles au développement et au bon ordre économique est le défaut de sécurité, accompagné de la corruption des pouvoirs politiques et de la multiplication de manières impropres de s'enrichir et de réaliser des profits faciles en recourant à des activités illégales ou purement spéculatives ».<sup>1705</sup>

Cette soif du pouvoir engendre des comportements des rivalités qui peuvent aller jusqu'à la haine de l'adversaire politique. Le SEFAFI confirme que la haine se déverse dans les manifestations de rue, inonde les sites internet d'insinuations de mauvaise foi et de vulgarité, et brise jusqu'aux relations familiales.<sup>1706</sup> A la suite de la crise de 2009, la valeur culturelle du *fihavanana* malgache est ébranlée. Cette destruction se manifeste à travers la déchirure du tissu social due aux divergences des opinions politiques : divorces au sein des couples, déchirements entre fratries, inimitiés dans les milieux professionnels.

L'Eglise catholique, par le biais de la Conférence épiscopale, se doit de rappeler à temps et à contretemps la noblesse de l'engagement politique. Le politique est, affirme le SEFAFI, «...le lieu de l'affrontement des idéologies, des projets de société et des décisions qui en découlent. Il est le champ où les politiciens mènent un vrai débat politique en vue du bien commun. Il implique également un respect des opinions de l'adversaire qui devrait exclure tout sentiment de haine personnelle. Car la confrontation politique porte exclusivement sur la gestion du collectif, l'organisation du bien commun de la nation, la lutte contre la pauvreté et la discrimination, la stratégie d'un développement profitable à tous et pas seulement à une minorité ».<sup>1707</sup> On ne peut dire plus clairement la mission que la Conférence épiscopale veut voir assumée par les autorités. Les hommes politiques deviennent crédibles dans la mesure où ils respectent leur parole et leurs engagements. La perversion des systèmes politiques est de s'abriter derrière des lois d'amnistie pour échapper à toute mise en accusation devant les tribunaux et à de justes condamnations, le cas échéant. L'impunité des uns engendre la haine des autres.<sup>1708</sup>

La mission de l'Eglise, comme institution, à travers l'intervention de la Conférence épiscopale, est de proclamer qu'un retour aux principes fondamentaux de la vie politique est indispensable. Exercer des responsabilités politiques n'est pas le moyen de s'enrichir, en

<sup>1701</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 384.

<sup>1702</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 11.

<sup>1703</sup> Cf. S. URFER, *Le doux et l'amer*, op. cit., p. 192.

<sup>1704</sup> Cf. *ibid.*, p. 195.

<sup>1705</sup> JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 48.

<sup>1706</sup> Cf. SEFAFI, *Tourmente populaire et confusion politique*, op. cit., p. 40.

<sup>1707</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1708</sup> Cf. *ibid.*, p. 42.

confondant la gestion des intérêts généraux de l'Etat avec celle de ses intérêts personnels.<sup>1709</sup> Le SEFAFI, observatoire de la vie nationale, insiste dans son communiqué de 2009 sur le fait que pour passer de la haine au dialogue, la rénovation du politique s'impose. Dans son communiqué de 2009, il a choisi un titre évocateur : « A qui appartient l'Etat ? »<sup>1710</sup> Au sein de l'Etat, le politique est le dépositaire de la volonté populaire, il n'en est pas le maître exclusif et définitif. L'Etat ne lui appartient pas, il appartient aux citoyens. C'est la raison pour laquelle le SEFAFI évoque les trois principes primordiaux de toute action politique : la concrétisation et la défense du bien commun, la transparence dans les décisions et dans les finances, le dialogue entre les acteurs politiques et les électeurs. Si les hommes politiques respectent ces principes, la sagesse malgache et le *fihavanana* en sortiront renforcés.<sup>1711</sup>

Il est important de faire redécouvrir le sens du politique, c'est-à-dire la recherche incessante du bon chemin qui conduit l'homme vers son bonheur à travers la réalisation du bien commun, et par ceux qui s'engagent dans le service de leurs concitoyens par l'activité politique.<sup>1712</sup> C'est le cadre où les dirigeants politiques pensent réaliser leur activité en faveur du bien commun. Dans cet exercice l'Eglise ne doit pas se lasser de répéter inlassablement les exigences et la noblesse de tout engagement politique. D'où la nécessité de l'accompagnement moral et spirituel des politiciens malgaches.

#### **9.2.1.4 Accompagner moralement et spirituellement les politiciens malgaches**

L'homme politique porte la responsabilité, parmi tant d'autres citoyens, de ne pas dénaturer la politique. Aujourd'hui plus que jamais, « il nous est demandé, dit le pape François, de réhabiliter la politique. Car, la vocation politique est une vocation sacrée, car elle consiste à favoriser le développement du bien commun ». <sup>1713</sup> C'est la raison pour laquelle l'engagement politique chrétien est fortement souhaité chez des hommes compétents et qui se sont sérieusement préparés pour de telles responsabilités. Cela fait partie d'un authentique service de la communauté nationale. Le concile Vatican II le précise clairement : « Tous les chrétiens doivent prendre conscience du rôle particulier et propre qui leur échoit dans la communauté politique : ils sont tenus à donner l'exemple en développant en eux le sens des responsabilités et du dévouement au bien commun; ils montreront ainsi par les faits comment on peut harmoniser l'autorité avec la liberté, l'initiative personnelle avec la solidarité et les exigences de tout le corps social, les avantages de l'unité avec les diversités fécondes. En ce qui concerne l'organisation des choses terrestres, qu'ils reconnaissent comme légitimes des manières de voir par ailleurs opposées entre elles et qu'ils respectent les citoyens qui, en groupe aussi, défendent honnêtement leur opinion ». <sup>1714</sup> C'est grâce à ce nouvel engagement de Vatican II que les chrétiens sont présents comme acteurs de multiples situations de changement.

Que dit J.-Y. Calvez, quand il s'agit de l'engagement politique des chrétiens ? L'indépendance des chrétiens témoigne, dit-il, de la liberté de leur foi en face du monde. Pour

<sup>1709</sup> Cf. supra, La mise en œuvre d'une politique économique malsaine et désastreuse, p. 55.

<sup>1710</sup> Cf. SEFAFI, *Tourmente populaire et confusion politique*, op. cit., p. 42.

<sup>1711</sup> Cf. ibid., p. 43.

<sup>1712</sup> Cf. supra, Les conceptions erronées et verrouillées de la politique, p. 66.

<sup>1713</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, *Se mettre au service des autres, voilà le vrai pouvoir*, op. cit., p. 267.

<sup>1714</sup> *Gaudium et spes*, n° 75.



lui, la prise de responsabilité politique des chrétiens n'est pas un choix séparé de la foi, mais c'est la mise en œuvre même de la foi dans le vécu quotidien. Voilà pourquoi, pour lui, l'esprit qui anime cet engagement s'exprime bien dans cette phrase : «...l'instinct spirituel, qui est de Dieu, demande aux chrétiens de se disperser dans le monde que Dieu a fait, pour y porter témoignage et pour le vivifier ».<sup>1715</sup> L'engagement des chrétiens en politique est donc, dans ce sens, un bon moyen pour rendre visible la mission que le Christ a confiée aux chrétiens. Cette mission n'est pas autre chose que se mettre service du monde par le biais de l'engagement en politique ou la gestion des affaires publiques, en vue de réaliser le bien commun. Dans ce sens, le pape François confirme que l'évangélisation ne peut jamais être séparée de la promotion de la vie quotidienne de l'homme.<sup>1716</sup> Annoncer l'Evangile et promouvoir la dignité de tout homme vont de pair.

Les catholiques ont des responsabilités dans cette perspective par laquelle ils peuvent faire découvrir l'engagement social de l'Eglise. Ils doivent être conscients qu'ils y sont d'autant plus à leur place qu'ils accomplissent ce service pour le bien de tous. J.-L. Moens cite Benoît XVI quand il s'agit de l'engagement des hommes politiques à l'égard de la nation. La tâche fondamentale des hommes politiques est de servir le droit et de combattre la domination de toutes les formes d'injustice au sein de la société humaine.<sup>1717</sup> Combattre l'injustice, c'est lutter pour le bien commun. Benoît XVI, en parlant de celui-ci, est très lucide. C'est une exigence de la justice et de la charité que de vouloir le bien commun. Aimer quelqu'un, c'est vouloir son bien et mettre tout en œuvre pour cela.<sup>1718</sup> S'engager dans la vie politique, c'est essayer de vivre la charité en travaillant pour le bien commun. Faire de la politique signifie donc vivre la charité. C'est dans ce sens que le bien commun devient la voie institutionnelle de la charité.<sup>1719</sup>

Or qu'en est-il à Madagascar ? Depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, la quasi-totalité des dirigeants politiques qui ont exercé le pouvoir ont été des catholiques. Ils ont reçu une éducation dans les écoles catholiques. Pourquoi donc leur est-il difficile de témoigner de l'Evangile dès qu'ils arrivent au pouvoir ? L'exercice du pouvoir par ces politiciens catholiques n'a pas toujours été conforme à l'éthique chrétienne. Car l'éthique sociale chrétienne met en priorité la réalisation du bien commun comme première tâche des hommes politiques ; or ce ne fut de loin pas le cas, ces dernières décennies, dans les gouvernements de la Grande Île, comme nous l'avons souligné.<sup>1720</sup> Les intérêts individuels ont pris le pas sur le service pour tous. Comment résoudre ce problème ?

Il est vrai qu'un constat de décalage entre l'action des dirigeants et la doctrine sociale de l'Eglise ne peut être nié. Comment l'Eglise peut-elle remédier à cet état de fait ? La réponse consiste à persévérer dans une éducation claire à toutes les étapes de la formation pour inculquer les exigences d'un authentique bien commun. L'éducation donnée par les

---

<sup>1715</sup> J.-Y. CALVEZ, *Chrétiens penseurs du social (1920-1940)*, op. cit., p. 38.

<sup>1716</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 178.

<sup>1717</sup> Cf. J.-L. MOENS, *Charité, justice et paix*. Un défi pour l'évangélisation, op. cit., p. 305.

<sup>1718</sup> Cf. BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, n° 7.

<sup>1719</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1720</sup> Cf. *supra*, L'agir politique des tenants du pouvoir en place, p. 46.

instances ecclésiales se doit de fournir une formation intellectuelle sans omettre la formation humaine intégrale, en insistant particulièrement sur la vie spirituelle.

L'Eglise se doit de réfléchir aux propositions de lieux de formation et d'accompagnement afin d'entourer ceux qui se veulent au service de la nation pour leur apporter l'éclairage évangélique. Le pape François met en évidence le fait que l'accompagnement spirituel fait partie de la mission évangélisatrice de l'Eglise catholique.<sup>1721</sup> Les hommes politiques, les groupes de politiciens, les cadres directeurs et tous ceux qui ont des fonctions, ont besoin d'un accompagnement spirituel, d'un soutien moral et aussi d'un encouragement dans leur engagement politique en vue du bien commun. Cette forme d'accompagnement doit se faire à travers des espaces de rencontre, de prise de parole, ou même de recollections ou retraites dirigées par les évêques, les prêtres ou des fidèles laïcs compétents en matière de doctrine sociale. Peut s'y ajouter l'envoi régulier d'un message de la Conférence épiscopale. L'objectif de cet accompagnement est d'avoir des hommes politiques capables de conformer leur agir à la morale chrétienne et de mettre en place une autorité qui vise le bien commun de tous.<sup>1722</sup> Or aujourd'hui, une partie de la transmission du message chrétien passe par les mass-médias. D'où l'importance d'évaluer leur place et leur rôle.

#### **9.2.1.5 Prendre en considération le rôle des médias catholiques**

Depuis toujours, les journalistes jouent un rôle très important au sein de la société, leur tâche fondamentale est d'aider les usagers à ne pas rester passifs. Ils ont à créer un chemin de dialogue permanent avec leur public. Cet échange est indispensable pour permettre l'évolution et le progrès dans la société. C'est ainsi qu'il incombe aux journalistes d'éclairer l'opinion des lecteurs, de les aider à situer l'événement dans son contexte puis d'apprécier l'importance relative des nouvelles reçues afin qu'ils découvrent eux-mêmes la vérité dans ce qu'ils lisent.<sup>1723</sup> Ils ont à jouer le rôle de messagers de la vérité. Ils éduquent les lecteurs par la manière dont ils leur livrent une perception aussi objective que possible. Dans cette perspective, le livre intitulé *Web & Co et pastorale*, écrit par J.-C. Boillat et F.-X. Amherdt, reprend l'idée de Jean Paul II sur la prise en considération des moyens de communication sociale. Ces moyens de communication peuvent authentiquement servir la paix et la justice entre les peuples, s'ils respectent la vérité et la liberté d'accès de tous à l'information.<sup>1724</sup> Le pape François le confirme : « Les médias peuvent être une fenêtre ouverte par où circule, simple et encourageante, la beauté de l'amour de Dieu dans l'émerveillement de ses œuvres, dans l'acceptation de sa Miséricorde, dans la solidarité et la justice envers son prochain ». <sup>1725</sup>

Ainsi, de nos jours, les nouvelles technologies de l'information et de la communication jouent dans les pays développés un rôle de premier plan dans la définition des enjeux sociaux, ils exercent une certaine hégémonie sur nos façons de penser, d'être et de faire et la religion n'échappe pas à leur emprise : elle s'y plie comme les autres instances sociales. Les médias

---

<sup>1721</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 173.

<sup>1722</sup> Cf. CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE, *Notre bien commun*, p. 31.

<sup>1723</sup> Cf. PAUL VI, *Communio et progressio*, n° 75.

<sup>1724</sup> Cf. J.-C. BOILLAT et F.-X. AMHERDT, *Web & Co et pastorale*. Les NTIC et la transmission de la foi, Saint-Augustin, Saint-Maurice, 2013, p. 116.

<sup>1725</sup> PAPE FRANÇOIS, *Se mettre au service des autres voilà le vrai pouvoir*, op. cit., p. 275.

ont envahi le monde de la politique, de la culture et de l'économie. A cause de leur omniprésence et de leur efficacité à « créer » des réalités, les médias ont prescrit aux différents acteurs qui voulaient participer à la définition des enjeux sociaux, une logique de la réalité.<sup>1726</sup> La course à la médiatisation, par exemple, a poussé les organisations à reformuler leur présence sociale de façon à obtenir une meilleure couverture de presse.

C'est la raison pour laquelle Jean Paul II estime que les médias sont l'agora moderne où la société d'aujourd'hui reçoit ses grandes orientations morales et spirituelles. Il est essentiel que l'Eglise soit présente avec ses propres stations et programmes de télévision, sa propre voix au service de la vérité et de l'amour. L'Eglise doit exercer le ministère de la communication, tout comme elle doit exercer son ministère auprès de ceux qui font la communication<sup>1727</sup>. Tout cela nous permet de dire que l'Eglise, par rapport aux évolutions de la technologie actuelle, a besoin des médias de masse pour faire passer son message.

Sous cet angle, le message de Benoît XVI est très clair dans son exhortation apostolique pour l'engagement de l'Afrique. La communication est une priorité, non seulement pour l'évangélisation mais aussi pour le développement.<sup>1728</sup> Dans un monde globalisé, dit-il, l'utilisation améliorée des différents moyens de communication sociale est primordiale. Les médias deviennent un outil indispensable pour la promotion des droits fondamentaux de l'homme, de la paix, de la justice, de la protection sociale et de la réconciliation.<sup>1729</sup> Voilà pourquoi le rôle des journalistes qui travaillent dans les médias catholiques est si important. Ils sont, d'une part, des éducateurs qui apportent à leurs lecteurs et auditeurs la capacité de s'ouvrir à la recherche du bien commun<sup>1730</sup> et d'autre part, responsables pour la formation et l'éducation du peuple à la vérité, la réconciliation, la promotion de la justice, de la paix et de l'unité nationale.

A Madagascar, les médias catholiques couvrent quasiment toute l'étendue de la Grande Île. Ils sont un outil très puissant au service du changement social en raison de leur influence en politique.<sup>1731</sup> Pour ces raisons, l'Eglise catholique doit chercher comment faire pour que les médias catholiques soient capables de répondre aux besoins de la société et aux aspirations du peuple malgache.

L'Eglise se doit de collaborer avec les patrons de l'information afin qu'ils aident à fixer les priorités du développement et à éviter les conflits et rivalités politiques. Pour atteindre un tel objectif, « les journalistes qui, par vocation relèvent un défi de faire partager la beauté de l'Amour de Dieu, dit le Pape François, doivent acquérir une solide formation pour maîtriser la technologie et le langage des médias avec un vrai professionnalisme ».<sup>1732</sup> Ainsi, les journalistes malgaches, afin de pouvoir améliorer leurs capacités professionnelles,

---

<sup>1726</sup> B. DAGENAIS, *Les médias ont imposé une nouvelle logique à la religion*, communication et organisation, mis en ligne le 26 mars 2012, URL. Disponible sur : <http://www.communicationorganisation.Revue.org/1840>, n° 1. Consulté le 23 décembre 2014.

<sup>1727</sup> Cf. PAUL VI, *Communio et progressio*, n° 108.

<sup>1728</sup> Cf. BENOÎT XVI, *L'engagement de l'Afrique*, p. 207.

<sup>1729</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1730</sup> Cf. PAUL VI, *Communio et progressio*, n° 63.

<sup>1731</sup> Cette réflexion est surtout inspirée de l'article de Liliane VEZIN, in *Education et Foi*, *Pour une éducation aux médias*, 1999, n°3, pp. 53-54.

<sup>1732</sup> PAPE FRANÇOIS, *Se mettre au service des autres, voilà le vrai pouvoir*, op. cit., p. 279.

ont besoin de formations morales et spirituelles. C'est à travers elles qu'ils peuvent renforcer leur rôle dans le cadre de la consolidation de la paix, c'est-à-dire la résolution des conflits et rivalités politiques. Pour y arriver, le pape François affirme que la culture de rencontre tient une place importante. Elle nous apprend à être toujours disposés non seulement à donner, mais aussi à recevoir des autres.<sup>1733</sup> Autrement dit, elle nous aide à tisser une cohésion sociale et fraternelle forte à travers le vécu de l'entraide, l'interdépendance, la solidarité et l'amour mutuel. Puis, l'Eglise a le devoir d'encourager et de soutenir les médias, non seulement moralement et spirituellement, mais aussi matériellement. Quand on parle du soutien matériel, par exemple, à part l'amélioration des matériaux de travail tels que la caméra, le studio et tant d'autres, il est aussi indispensable de bien rémunérer les journalistes. Cela consolide leur motivation.

La deuxième assemblée du Synode des évêques pour l'Afrique et ses îles propose comme soutiens<sup>1734</sup>, l'entraînement professionnel et la formation éthique des journalistes pour la promotion d'une culture de dialogue qui évite la division, le sensationnel, la désinformation et la banalisation de la souffrance humaine, qui peuvent endommager l'harmonie et des sociétés et des communautés. Enfin, la Conférence épiscopale de Madagascar reconnaît l'importance du rôle des médias catholiques dans la réalisation du bien commun. C'est pourquoi, elle affirme que les médias doivent aménager des émissions sur les sujets qui affectent directement la vie du peuple : comme l'éducation des citoyens, la protection de l'environnement, la réconciliation nationale, la justice sociale, la démocratie, les droits de l'homme et l'enseignement de la doctrine sociale de l'Eglise.<sup>1735</sup> Mais la question est de savoir comment le faire : par la création d'émissions spéciales animées par la hiérarchie (évêques ou prêtres) ou des fidèles laïcs compétents en la matière et par la présence sur les réseaux sociaux tels que Facebook ou Twitter. Ces derniers jouent actuellement un rôle très important en matière de communication. L'objectif de l'emploi de ces outils est de sensibiliser les mouvements, les associations, les ONG, les partis politiques et tous les citoyens, sans exclusion, à travailler pour le bien commun. En bref, il doit s'agir de médias d'éducation et de formation, soucieux de véhiculer des valeurs culturelles et morales et des valeurs évangéliques. C'est à partir de cela qu'on peut également aider le peuple à avoir conscience de sa souveraineté.

#### **9.2.1.6 Favoriser la prise de conscience de la souveraineté du peuple**

La prise de conscience par le peuple de sa souveraineté joue un rôle très important dans la réalisation du bien commun et dans sa responsabilisation pour le développement de la société tout entière. L'Eglise a le devoir d'y contribuer par l'éducation des citoyens.<sup>1736</sup>

##### **9.2.1.6.1 Renforcer le sens de la citoyenneté**

Pour les citoyens dans les pays en voie de développement, il devient urgent de prendre conscience de leur citoyenneté. La raison en est simple. Si chaque citoyen a conscience de sa

---

<sup>1733</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, *Message pour la 48ème Journée Mondiale de la Communication*, 23 Janvier 2014.

<sup>1734</sup> Cf. Deuxième assemblée du Synode des évêques pour l'Afrique et Madagascar, *L'Eglise au service de la réconciliation, de la justice et de la paix*, n. 56.

<sup>1735</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Engagés dans les affaires nationales*, p. 199.

<sup>1736</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Pour une prise de conscience de chacun*, in ESM, Vol. VI (2001-2005), p. 105.

citoyenneté, il devient un citoyen libre et responsable, un citoyen ayant le droit et le devoir de participer au développement de la société.<sup>1737</sup> Il prend conscience de son devoir de citoyen. La notion de devoir a toujours été présente dans les sociétés organisées. A Madagascar, elle se vit et s'acquiert, en premier lieu, au niveau de la famille : devoir envers ses parents, devoir envers ses enfants. Au niveau de la communauté villageoise, les devoirs existent pour rendre la société viable et harmonieuse : devoir d'obéissance aux autorités, devoir de respecter les intérêts d'autrui. Enfin au niveau national, les droits n'ont de sens que si les autres les respectent, tel est le premier devoir du citoyen.<sup>1738</sup> De plus, pour que la cohésion et le bien-être de ses membres soient assurés dans la société, celle-ci exige du citoyen le respect des règles, des normes et des principes qui la régissent. Le devoir de collaborer à l'épanouissement de son pays ainsi qu'à son développement englobe la sphère personnelle, l'entourage le plus proche et le pays.<sup>1739</sup>

Pour contribuer au développement du pays chaque citoyen doit payer ses impôts. C'est à travers les impôts payés par les contribuables que l'Etat peut financer les services publics tels que la santé, la justice, la police, assurer également le paiement des salaires des fonctionnaires, les dépenses liées à la bonne marche des affaires du pays, l'entretien des infrastructures de base (routes, ponts...), et les investissements nécessaires pour assurer le développement économique de la nation.<sup>1740</sup> Dans ce sens, le citoyen a conscience de son devoir envers lui-même et envers son pays lorsqu'il prend conscience de sa citoyenneté.

Le non-respect de la déontologie politique est l'une des causes principales de la non-réalisation du bien commun au sein de la société malgache. La politique et les politiciens malgaches ont pu faire ce qu'ils ont fait parce que, dans l'évolution de la société malgache après l'indépendance, le peuple n'a guère pu développer son sens de la citoyenneté.<sup>1741</sup> Bien plus le pouvoir a tout fait pour garder le peuple dans un état de minorité politique afin de mieux le manipuler, l'infantiliser et l'« abêtir ». <sup>1742</sup> Trop souvent les campagnes électorales ne servent qu'à faire de la démagogie, c'est-à-dire de vaines et fausses promesses.

Face à ces pratiques malsaines, l'éducation des citoyens est primordiale pendant une campagne électorale. Le SEFAFI souligne que le citoyen doit apprendre à discerner, à travers les discours, ce qui ressort de la propagande et ce qui est de l'ordre d'un bilan objectif d'activités réalisées, ou d'un projet concret d'activités réalisables.<sup>1743</sup> La Conférence épiscopale malgache affirme qu'il ne s'agit pas seulement de voter à l'aveuglette ; en portant son choix sur un candidat donné, chacun devrait le faire en connaissance de cause.<sup>1744</sup> Comme citoyen, il importe d'exercer ses droits démocratiques avec un esprit de discernement, qui nous permet d'apprécier avec lucidité ce que l'on nous dit.<sup>1745</sup>

<sup>1737</sup> Cf. R. MINNERATH, *Doctrine sociale de l'Eglise et bien commun*, op.cit., p. 118.

<sup>1738</sup> Cf. E. JOVELIN et L. RARIVOMANANTSOA, *Opinion publique et bonne gouvernance à Madagascar*, op. cit., p. 164.

<sup>1739</sup> Cf. *ibid.*, p. 165.

<sup>1740</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1741</sup> Cf. H. MAIER, *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, op. cit., p. 133.

<sup>1742</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1743</sup> Cf. SEFAFI, *Libertés publiques : Les leçons d'une crise*, op. cit., p. 94.

<sup>1744</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *A propos des élections*, in ESM, Vol. VI (2001-2005), p. 13.

<sup>1745</sup> Cf. *ibid.*

Pour remédier à ces distorsions, il revient à l'Eglise d'éduquer la population à bien discerner face aux discours de campagne électorale, aux gestes posés par les candidats et les partis politiques qui les appuient. Cette éducation à la citoyenneté doit être menée par la société civile et les divers mouvements ecclésiaux, tant au niveau de la paroisse qu'au niveau du diocèse sous la direction des évêques responsables de l'animation de la pastorale sociale au sein de la Conférence épiscopale. Cette animation vise aussi à développer une culture de participation.

#### 9.2.1.6.2 Développer une culture de participation

Pour qu'il y ait un vrai développement dans un pays donné, la mise en œuvre du principe de participation est indispensable.<sup>1746</sup> Sur ce sujet, le *Compendium* ne cesse de rappeler qu'il n'est pas possible pour un pays de se développer et de réaliser le bien commun sans donner la priorité au développement d'une culture de participation. C'est un devoir à exercer d'une manière responsable.<sup>1747</sup> Pour P. Mahey, ouvrir l'esprit du peuple à une culture de participation, c'est lui apprendre à se responsabiliser au service du bien commun<sup>1748</sup> selon ses propres capacités.<sup>1749</sup>

À Madagascar, en raison du marasme économique, la majorité de la population se trouve dans une situation déplorable. Beaucoup de gens ne savent plus comment survivre faute de travail. Le pays a besoin d'une relance économique urgente. Si, selon le proverbe malgache « *Taotrano tsy efan'irery* »<sup>1750</sup>, il est vrai qu'on ne construit pas une maison tout seul, la coopération de tous s'impose. Il s'ensuit que tous les membres du corps social : les individus, les familles, les groupes intermédiaires, les institutions étatiques ou non étatiques, y compris l'Eglise, sont sollicités pour une culture de participation. Avoir la culture de participation, dit Pierre Mahey, permet à chacun d'être conscient qu'il est aussi responsable de la réalisation du bien public. Ceci est à la fois le bien de tous et la responsabilité de tous.<sup>1751</sup> Pour les Malgaches, faute de sensibilisation suffisante de la part de la société civile, y compris de l'Eglise, on est loin d'atteindre cet objectif.

Développer cette culture de participation exige la mobilisation de tous les acteurs, y compris de l'Eglise, dans la limite de ses compétences propres.<sup>1752</sup> Ce qui veut dire qu'en matière de développement et d'action sociale, souligne S. Urfer, l'Eglise n'a pas à se substituer aux acteurs agissant en vertu de leurs fonctions propres, «...ni à l'Etat, responsable du service public (répartition des revenus, santé, éducation, infrastructures, sécurité des biens et des personnes), ni aux opérateurs économiques, en charge du développement économique et de la prospérité matérielle de la société »<sup>1753</sup>, mais sa participation, précise la doctrine

<sup>1746</sup> Cf. supra, Le principe de participation vis-à-vis du bien commun, p. 142.

<sup>1747</sup> Cf. *Catéchisme de l'Eglise catholique*, nn° 1913-1917.

<sup>1748</sup> Cf. P. MAHEY, *Pour une culture de la participation*, Adels, Paris, 2006, p. 25.

<sup>1749</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 167.

<sup>1750</sup> Cf. M. RAMAHOLIMIHASO, *Qui montre le droit chemin communie la vie*, op. cit., p. 124.

<sup>1751</sup> Cf. P. MAHEY, *Pour une culture de la participation*, op. cit., p. 25.

<sup>1752</sup> Cf. S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p. 212.

<sup>1753</sup> Ibid.

sociale de l'Eglise, consiste à rappeler la nécessité de susciter des initiatives individuelles et l'esprit d'entreprise.<sup>1754</sup>

Cette mission, l'Eglise l'assumera d'autant mieux qu'elle ouvre des centres pour partager les expériences, valoriser la dignité humaine et entretenir la flamme patriotique au service de la paix. Encourager les citoyens à rejoindre des associations ou un parti politique, c'est les ouvrir à un esprit de dialogue, de responsabilité et de participation au service du bien commun. Cependant, le rôle de l'Eglise ne s'arrête pas là, selon le *Compendium* : lorsqu'on parle du développement, et surtout en matière économique, chacun a le droit d'initiative économique, chacun doit user légitimement de ses talents pour contribuer à une abondance profitable à tous.<sup>1755</sup> Cette dimension créative de l'homme se retrouve notamment dans l'entreprise, facteur de développement économique.

## 9.2.2 Sur le plan socioéconomique

Le peuple malgache ne cesse de s'appauvrir malgré les richesses naturelles et les ressources humaines potentielles qu'il possède.<sup>1756</sup> Le développement du pays est un fiasco. Le poids de la pauvreté dans la vie de tous les jours est lourd pour le peuple urbain et rural. Face à cette réalité, l'Eglise catholique à Madagascar ne peut que s'engager résolument pour le développement socioéconomique de la nation tout entière. C'est l'une des facettes de la nouvelle évangélisation. Par quels chemins va-t-elle pouvoir se déployer?

### 9.2.2.1 La contribution de l'Eglise au développement socioéconomique

« La dignité de chaque la personne humaine et le bien commun sont des questions qui devraient structurer toute politique économique, or parfois elles semblent être des appendices ajoutés de l'extérieur pour compléter un discours politique sans perspectives ni programmes d'un vrai développement intégral ». <sup>1757</sup> C'est la raison pour laquelle la doctrine sociale apporte un éclairage sur les modalités du développement. L'Eglise ne peut jamais se désintéresser du sort des peuples de la planète, et en particulier de ceux qui sont restés à l'écart du développement, facteur de paix et de réconciliation entre les peuples.<sup>1758</sup> J.-Y. Calvez, en interprétant l'encyclique de Benoît XVI *Caritas in veritate*, affirme que le développement dont on parle est le déploiement de l'homme, qui n'est jamais un être arrêté, mais un être toujours en mouvement, en marche, en cours de réalisation. Cela concerne sa vie économique tout autant que son existence culturelle et religieuse.<sup>1759</sup>

L'Eglise dispose-t-elle aujourd'hui d'un modèle de développement susceptible d'être proposé aux décideurs ? A cette question, Jean Paul II, dans son encyclique sur le développement datée de 1987, donne une réponse claire et nette : « L'Eglise ne dispose pas de solutions techniques à offrir »<sup>1760</sup> face au problème du sous-développement. Son rôle n'est pas de proposer «...des programmes économiques et politiques ». <sup>1761</sup> L'Eglise, en tant

---

<sup>1754</sup> JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 38, 3.

<sup>1755</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, op. cit., p. 162.

<sup>1756</sup> Cf. P. RAJERARISON et S. URFER, *Madagascar*, op. cit., p. 50.

<sup>1757</sup> PAPE FRANCOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 203.

<sup>1758</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, op. cit., p. 113.

<sup>1759</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ, *Encyclique de Benoît XVI, L'amour dans la vérité, Caritas in veritate*, op. cit., p. 16.

<sup>1760</sup> JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 41.

<sup>1761</sup> Ibid.

qu'institution sociale indépendante, est aussi « experte en humanité », elle se soucie «...d'étendre la mission religieuse aux divers domaines où les hommes et les femmes déploient leur activité à la recherche du bonheur relatif, ce qui est possible en ce monde conformément à leur dignité de personnes ». <sup>1762</sup> De là vient que l'Eglise ne peut se dérober à son devoir d'engagement car il est inséparable de la nouvelle évangélisation. <sup>1763</sup>

L'Eglise catholique à Madagascar s'engage à promouvoir une pastorale sociale en syntonie avec la doctrine sociale de l'Eglise. Pour cette dernière, lorsqu'on parle du domaine de l'économie, on ne peut pas le séparer de celui de la politique. C'est la raison pour laquelle la question du développement implique la mise en œuvre effective du principe de la démocratie. Car la démocratie assure la participation de tous en faveur du bien commun, <sup>1764</sup> exercée au nom et pour le compte du peuple. <sup>1765</sup> Il s'agit clairement du respect des droits fondamentaux de la personne humaine tels que les droits humains, la prise en compte de la dimension culturelle, le développement des initiatives et la participation des populations au profit du développement économique. <sup>1766</sup> La vie culturelle, économique, sociale et politique de la communauté civile en fait partie et l'Eglise catholique à Madagascar ne peut s'y soustraire. Tant que le respect de la démocratie restera un problème en souffrance, les crises sociopolitiques et économiques ne seront pas résolues.

Il est donc de la responsabilité de l'Eglise catholique à Madagascar de sensibiliser les dirigeants politiques, tous les acteurs politiques et tous les membres du corps social pour qu'ils mettent en œuvre le principe démocratique. Puisqu'il n'y a pas de participation de tous sans démocratie, de même, il n'y a pas de vrai développement sans participation de tous. <sup>1767</sup> La participation est à la fois une condition de la mise en œuvre de la démocratie et du vrai développement, y compris en veillant aux échanges commerciaux sur le plan international.

Les échanges commerciaux, tant au niveau national qu'international, restent une véritable lacune dans la Grande Île. Or il n'y a pas de développement possible dans un pays sans ces échanges. Jean Paul II, dans son encyclique *Centesimus annus*, a souligné que si les pays pauvres veulent développer leur potentiel économique, ils ont besoin de s'ouvrir aux autres pays, et surtout aux pays déjà industrialisés et développés, pour qu'ils ne restent pas isolés du marché mondial et qu'ils ne se contentent pas de leurs propres forces. Car les pays qui se sont soustraits à l'activité économique sur le plan international ont connu la stagnation et la régression. Le développement bénéficie aux pays qui ont fait l'effort d'y entrer. <sup>1768</sup> Pour qu'un pays connaisse le développement, les échanges commerciaux sur le plan international sont indispensables. Toutefois ces échanges ne se limitent pas seulement au niveau du marché, mais ils englobent également des échanges de connaissances et de techniques. Jean Paul II a souligné que ce qui fonde la richesse des pays industrialisés repose avant tout sur la

---

<sup>1762</sup> Ibid.

<sup>1763</sup> Cf. *ibid*, n° 42.

<sup>1764</sup> Cf. *supra*, La participation comme garante de la démocratie, p. 142.

<sup>1765</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 190.

<sup>1766</sup> Cf. M. RAMAHOLIMIHASO, *Qui montre le droit chemin communique la vie*, op. cit., p. 119.

<sup>1767</sup> Cf. *supra*, La participation comme devoir, p. 144.

<sup>1768</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 33.



maîtrise des techniques et du savoir.<sup>1769</sup> Un commerce harmonieux suppose que chacun puisse bénéficier de l'apport de l'autre et apporter en échange aux autres.<sup>1770</sup>

Cependant, quand on parle de l'échange ou du marché international, il ne faut pas le réduire à l'exploitation des ressources naturelles, mais l'ouvrir à la valorisation des ressources humaines. Car le capital humain joue un rôle très important pour la création des richesses et la relance économique. Donc, pour les pays en voie de développement comme le nôtre, qui ne dispose pas encore de la technologie suffisante pour le bon fonctionnement du travail, la valorisation des ressources humaines est indispensable. Or, à Madagascar, malgré la potentialité des ressources humaines, l'Etat et les entreprises ne savent pas les utiliser pour qu'elles deviennent vraiment sources de création de richesses.

De même, le respect du marché libre est un élément fondamental dans le cadre des échanges commerciaux, tant au niveau des entreprises qu'au niveau mondial. Jean Paul II souligne que le marché libre est l'instrument le plus approprié pour répartir les ressources et répondre efficacement aux besoins, non seulement à l'intérieur de chaque pays, mais aussi dans les rapports internationaux.<sup>1771</sup> Enfin, pour que les échanges commerciaux, aussi bien au niveau national qu'international, soient bénéfiques et efficaces, la mise en place d'un véritable Etat de droit est indispensable<sup>1772</sup> afin d'assurer la protection juridique des contrats commerciaux entre les entreprises et les pays. Cette protection contre l'instabilité juridique apporte sécurité aux échanges et assure leur bon déroulement.<sup>1773</sup> Il est à déplorer que la faiblesse au niveau de la protection juridique, dans les échanges commerciaux tant nationaux qu'internationaux, est énorme à Madagascar. Il n'y a pas de règles claires qui régissent les échanges ni de lois qui les protègent. En conséquence, la concurrence déloyale gagne du terrain et les petites entreprises veulent rester dans le secteur informel. De là découle un impact négatif sur le développement du pays. Pour surmonter ces difficultés, que peut faire l'Eglise ? Par exemple plaider pour le respect d'un Etat de droit qui garantisse les propriétés légitimes et le bon fonctionnement des contrats, en mettant tous les acteurs économiques, sans distinction, sur un pied d'égalité. L'inexistence d'une loi qui régisse les échanges commerciaux est cause de concurrence déloyale et favorise la croissance du secteur informel.

L'Eglise catholique ne doit pas limiter ses interventions à la mise en place d'un véritable Etat de droit, mais doit recommander à tous les acteurs économiques, grands ou petits, d'entrer dans le secteur formel qui seul permet une concurrence loyale. C'est la concurrence déloyale qui nuit au pays.<sup>1774</sup> Comme propositions afin de pouvoir résoudre ces problèmes d'échange commercial, tant au niveau national et régional qu'international, l'Eglise catholique à Madagascar doit organiser des ateliers et des colloques pour ceux ou celles qui sont membres des institutions législatives (députés et sénateurs) dans le but d'élaborer des propositions de lois communes à tous les opérateurs économiques en faveur du bien commun.

---

<sup>1769</sup> Cf. *ibid.*, n° 32.

<sup>1770</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, op. cit., p. 113.

<sup>1771</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 34.

<sup>1772</sup> Cf. *supra*, Lutte pour la mise en place d'un Etat de droit, p. 273.

<sup>1773</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, op. cit., p. 118.

<sup>1774</sup> Cf. *supra*, Le non-respect de la politique de bonne gouvernance, p. 60.

Or le développement ne se focalise pas seulement sur la croissance économique.<sup>1775</sup> Il est indéniable que la croissance économique tient une place importante en termes de développement. Pour l'Eglise toutefois, parler du développement concerne tout l'homme et tous les hommes.<sup>1776</sup> Cela implique que chacun dispose de ce dont il a besoin dans la vie quotidienne (nourriture, vêtements, maison, santé, etc.). S'y ajoute une dimension plus profonde, à savoir le développement qui embrasse tous les aspects de la vie et fait s'ouvrir à Dieu, origine et fin de toutes choses.<sup>1777</sup>

La réalisation de ce développement intégral implique d'y associer les valeurs morales. La solidarité, qui manque à Madagascar, en fait partie ; elle pousse la société à bâtir une économie axée sur l'entraide et l'échange.<sup>1778</sup> L'Eglise insiste aussi sur la prise en main du développement par le peuple. Les aides accordées aux pays en voie de développement, affirme le Pape Jean XXIII, doivent pousser ces derniers à travailler pour le développement de leur pays sur le plan économique et social.<sup>1779</sup> Pour réaliser cet objectif, l'Eglise catholique doit déployer tous les moyens qu'elle possède. Par exemple, faire bouger les associations, les divers mouvements ecclésiaux paroissiaux et diocésains est un outil efficace pour l'Eglise catholique dans l'objectif d'animer et de sensibiliser tous les citoyens, sans exception, à participer activement au développement de leur pays.

Ces réflexions constituent la contribution de l'Eglise à l'intention de ceux qui doivent prendre les décisions relatives au développement du pays. C'est une vision axée sur l'homme et le respect profond de sa dignité. Par rapport à cela, les impacts de la mondialisation sur le plan économique dans les pays en voie de développement sont-ils inévitablement générateurs de distorsion ?

#### **9.2.2.1.1 Le développement face à la mondialisation**

La mondialisation est un phénomène résolument complexe et marqué de contradictions internes, il comporte des aspects positifs et négatifs.<sup>1780</sup> Elle est confrontée à des enjeux considérables et se heurte à des résistances croissantes.<sup>1781</sup> Notre objet ici n'est pas d'analyser l'ensemble de ces enjeux problématiques mais de nous focaliser seulement sur ceux qui lient la mondialisation et le développement socioéconomique, en particulier pour le cas de Madagascar. Nous essayerons également de montrer quelle contribution l'Eglise peut apporter, par rapport à la nouvelle vision de la doctrine sociale, lorsqu'on parle de l'importance de la mondialisation pour le développement socio-économique des pays comme le nôtre.

Selon la doctrine sociale de l'Eglise, lorsqu'on parle de la mondialisation, celle-ci est une réalité forte et complexe. Le Magistère catholique constate les dérives d'une mondialisation conduite par l'idéologie libérale dominante, soumise à la seule logique du

---

<sup>1775</sup> Cf. PAUL VI, *Populorum progressio*, n° 14.

<sup>1776</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1777</sup> Cf. *ibid.*, n° 42.

<sup>1778</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, nn° 33 ; 38-40.

<sup>1779</sup> JEAN XXIII, *Mater et magistra*, n° 173 ; voir aussi, *Pacem in terris*, n° 123.

<sup>1780</sup> Cf. L. LAINE, *La pensée chrétienne face à la mondialisation*. La croix, le globe, le marché, L'Harmattan, Paris, 2013, p. 244.

<sup>1781</sup> Cf. *ibid.*, p. 183.

marché et aux impératifs de rentabilité financière.<sup>1782</sup> L'Eglise catholique condamne cette prétention à imposer l'économie comme vérité absolue, avec pour conséquence l'absolutisation du pouvoir et de l'argent.<sup>1783</sup> Malgré ces dérives, le Magistère catholique se refuse à rejeter en bloc le phénomène, qui constitue d'abord une réalité historique dont il faut prendre acte. Il continue à provoquer avec force à élaborer une nouvelle vision chrétienne d'un monde globalisé. Cette nouvelle vision est basée sur les principes de la doctrine sociale concernant les réalités sociales, économiques. L'accent doit être mis, selon la doctrine sociale, lorsqu'on parle de la mondialisation, «...sur une nouvelle vision économique respectueuse de la dignité de la personne humaine et remise à son service, de la redéfinition du bien commun, dont la perception aujourd'hui est brouillée, du fait des tensions nées de la large confusion entre intérêts individuels et bien collectifs, de la priorité absolue aux plus fragiles dans tous les choix économiques et sociaux, du développement intégral de l'homme et de tout l'homme ».<sup>1784</sup>

Par rapport à cela, la question est de savoir si la mondialisation est une des conditions sine qua non du développement socioéconomique. Durant la première partie de ce travail<sup>1785</sup>, nous avons sans cesse mentionné que l'économie malgache connaît une chute considérable depuis quelques décennies à cause de différents facteurs. Mireille Razafindrakoto, économiste malgache, mentionne le fait que la « faible extraversion »<sup>1786</sup> de Madagascar est manifeste si on compare son degré d'ouverture à ceux d'autres pays de l'Afrique sub-saharienne.<sup>1787</sup> D'abord l'étendue du pays contribue à favoriser sa faible extraversion. En plus de l'idée d'une possible autosuffisance, les problèmes d'infrastructures et les enclavements régionaux qui en découlent, peuvent conduire à une politique tournée vers l'intérieur. De surcroît, l'insularité du pays, qui ne lui offre pas de frontières communes avec les pays voisins, limite les possibilités d'échanges.<sup>1788</sup> Enfin Madagascar, comme les autres pays d'Afrique sub-saharienne, est victime de l'échange inégal entre le Nord et le Sud sur le plan commercial.<sup>1789</sup> Pour développer le pays, on ne peut pas échapper aux échanges commerciaux. Il n'y a pas de vrai développement économique possible, souligne la doctrine sociale de l'Eglise, dans un pays, notamment en voie de développement, s'il ne met pas bien en place la libéralisation des échanges, tant au niveau national qu'international, en matière de commerce et de technique. Suivre les principes de la mondialisation est indispensable parce que celle-ci joue un rôle primordial sur le plan du développement socioéconomique dans le monde entier. Roger

<sup>1782</sup> Cf. J.-Y. CALVEZ, *Encyclique de Benoît XVI, L'amour dans la vérité, Caritas in veritate*, op. cit., p. 16.

<sup>1783</sup> Cf. L. LAINE, *La pensée chrétienne face à la mondialisation*. La croix, le globe, le marché, op. cit., p. 244.

<sup>1784</sup> Ibid., p. 245.

<sup>1785</sup> Cf. supra, Les fruits de la nationalisation : économie effondrée, p. 47.

<sup>1786</sup> Le terme « faible extraversion » est un terme utilisé en matière économique. Il consiste à exprimer le faible dynamisme des exportations et la faible articulation interne de l'économie (en particulier transports, réseaux de commercialisation, monétarisation).

<sup>1787</sup> Cf. Colloque International de l'INSCAE, présenté par M. RAZAFINDRAKOTO, *Madagascar face à la mondialisation*. Une approche économique de son impact sur le développement des échanges extérieurs, 14-16 décembre, Antananarivo, 1998, p. 3.

<sup>1788</sup> Cf. ibid., p. 5.

<sup>1789</sup> Cf. S. URFER, *La crise et le rebond*. 50 ans de l'Indépendance malgache, op. cit., p. 72.

Baudoin reprend l'idée de Benoît XVI en affirmant : « Le processus de mondialisation a été le principal moteur pour que des régions entières sortent du sous-développement ». <sup>1790</sup>

Madagascar, qui est un pays peu peuplé, en retard en matière économique, doit s'y intégrer en vue de redresser son économie. Il est à craindre que si le pays ne s'y intègre pas, les grandes puissances économiques l'excluront. <sup>1791</sup> Pour échapper à cette exclusion, l'Eglise est appelée à recommander à toutes les entités, étatiques et non étatiques, d'avoir la volonté de savoir tirer des profits de la mondialisation en vue de relancer l'économie. Par ailleurs, elle interpellera autant que possible, par voie du message de la Conférence épiscopale locale, les pays en voie de développement à bien respecter toutes les conditions nécessaires pour les échanges commerciaux internationaux afin que ces pays ne soient ni pénalisés ni exclus des relations commerciales internationales avec les autres pays.

Vu la situation géographique de Madagascar, une opération de regroupement de régions économiques dans le cadre de l'insularité régionale sera une bonne chose. Elle constitue aujourd'hui un des moyens pour faire face à la mondialisation. C'est aussi le cadre dans lequel les Malgaches peuvent affronter la concurrence, améliorer les techniques et enrichir la coopération avec les autres pays. <sup>1792</sup> Devant cette nouvelle donne, préparer des fidèles laïcs à approfondir la filière économique fait partie de la mission sociale de l'Eglise. Cette préparation s'effectuera par la multiplication de la fondation d'universités et d'instituts supérieurs spécialisés en la matière.

Enfin, il est vrai que les impacts de la mondialisation sur la mentalité, sur le comportement et sur la vie en général, soulèvent des inquiétudes. <sup>1793</sup> Face à cela, l'Eglise, en tant qu'institution sociale protectrice de la culture locale, doit prendre des mesures en protégeant les valeurs culturelles traditionnelles malgaches telles que le *fihavanana* et tant d'autres. Cette prise de mesures peut se faire à travers l'animation des gens à pratiquer dans le vécu quotidien la valeur culturelle malgache du *fihavanana*, c'est-à-dire le vécu de l'esprit du partage des biens tant spirituels que matériels, que ce soit au niveau des quartiers, de la paroisse, du diocèse ou même au niveau national. En appréciant la mondialisation, la culture malgache s'épanouira grâce aux échanges avec les autres cultures. Car la diversité est une richesse. Les Malgaches pourront ainsi entrer en relation avec les autres pays au sein de la vie moderne, tout en gardant leurs valeurs culturelles. Cependant, malgré l'importance de la mondialisation pour le développement économique du pays, il ne faut pas oublier également que la relance économique ne dépend pas seulement de l'échange commercial au niveau international mais elle relève aussi et surtout de la mise en valeur du développement interne du pays, c'est-à-dire de l'échange commercial à l'intérieur du pays.

#### **9.2.2.1.2 Le travail comme condition interne du développement**

Le travail est le lieu où tous les principes de la doctrine sociale de l'Eglise et de la société acquièrent une réalité concrète. Le pape François le confirme : « Par le travail, le

---

<sup>1790</sup> R. BAUDOIN, *Doctrine sociale de l'Eglise*. Une histoire contemporaine, op. cit., p. 297 ; Cf. aussi, BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, n° 33.

<sup>1791</sup> Cf. S. URFER, *La crise et le rebond*. 50 ans de l'indépendance malgache, op. cit., p. 73.

<sup>1792</sup> Cf. G. AYER, *L'avenir de Madagascar*, op. cit., p. 32.

<sup>1793</sup> Cf. *ibid.*, p. 33.

principe de la destination universelle des biens devient une réalité. Par le travail, la légitimité de la propriété privée, comme condition indispensable d'autonomie personnelle et familiale devient aussi réalité ».<sup>1794</sup> C'est dans la valorisation du travail – de tout type de travail – comme source de tous les biens qui rendent possible la vie en société que réside la conception de droits et des devoirs que l'Etat doit réguler, ce qui permet de clarifier son rôle en tant que promoteur et garant du bien commun.<sup>1795</sup> Travailler est un devoir et une obligation. C'est une obligation parce que Dieu a ordonné à l'homme de travailler (Gn 3, 17). C'est également un devoir. Par le travail, l'homme pourvoit à sa subsistance. Il contribue à son propre développement.<sup>1796</sup> Il est impossible d'arriver au vrai développement sans donner la priorité au monde du travail. A Madagascar, la violation des droits du travail, surtout des femmes et des enfants,<sup>1797</sup> constitue un grand obstacle au développement du pays. Cette violation des droits constitue un empêchement majeur de la mise en œuvre du principe de participation et de subsidiarité. Or l'application de ces deux principes fait partie des conditions nécessaires à la réalisation du bien commun et assure également le processus du développement du pays. Si le principe de participation donne à chacun le droit et le devoir de participer activement au développement du pays<sup>1798</sup>, celui de la subsidiarité est une manière d'aider la personne à savoir prendre des initiatives individuelles en vue de son destin et de celui de la société.<sup>1799</sup> Cette aide, dit Benoît XVI, doit être fournie lorsque «...la personne et les acteurs sociaux ne réussissent pas à faire par eux-mêmes ce qui leur incombe et elle implique toujours que l'on ait une visée émancipatrice qui favorise la liberté et la participation en tant que responsabilisation ».<sup>1800</sup> On peut dire alors dans ce sens que nier la subsidiarité, c'est en quelque sorte nier la liberté de l'homme, nier son droit d'agir de manière libre et responsable.<sup>1801</sup>

Il n'y a pas de développement possible pour un pays sans la liberté. Celle-ci permet à chaque pays et à chaque individu d'être responsable et acteur de son développement. Car « le développement intégral de l'homme, ajoute Benoît XVI, est d'abord une vocation et suppose que tous prennent leurs responsabilités de manière libre et solidaire ».<sup>1802</sup> Dans cette perspective, Jean Paul II, dans son encyclique *Sollicitudo rei socialis*, affirme : « Le développement requiert un esprit d'initiative de la part des pays qui en ont besoin eux-mêmes. Chacun d'eux doit agir en fonction de ses propres responsabilités, sans tout attendre des pays favorisés. Chacun doit explorer et utiliser autant que possible l'espace de sa propre liberté en vue de son développement. Le développement commence et trouve sa mise en œuvre la plus appropriée dans l'effort de chaque peuple pour son propre développement, en collaboration avec les autres ».<sup>1803</sup> Dans ce sens, il est de la responsabilité des dirigeants politiques, et notamment pour les pays en voie de développement comme le nôtre, de favoriser

<sup>1794</sup> PAPE FRANÇOIS, *Se mettre au service des autres, voilà le vrai pouvoir*, op. cit., p. 286.

<sup>1795</sup> Cf. *ibid.*, p. 287.

<sup>1796</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Laborem exercens*, n° 16, dans V. GAY-CROSIER-LEMAIRE, *Plongé dans l'enseignement social de l'Eglise*, op.cit., p. 201.

<sup>1797</sup> Cf. *supra*, Les violations des droits des enfants et des femmes, p. 79.

<sup>1798</sup> Cf. *supra*, Le principe de participation vis-à-vis du bien commun, p. 142.

<sup>1799</sup> Cf. *supra*, Le principe de subsidiarité, p. 139.

<sup>1800</sup> BENOÎT XVI, *Caritatis in veritate*, n° 57.

<sup>1801</sup> Cf. J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise. Une éthique économique pour notre temps*, op. cit., p. 237.

<sup>1802</sup> BENOÎT XVI, *Caritatis in veritate*, n° 11.

<sup>1803</sup> JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, n° 44.

l'épanouissement de tout citoyen par l'accès à une culture plus approfondie et à une libre circulation des informations.<sup>1804</sup>

Par ailleurs, la valorisation de la liberté permet à chaque personne de travailler sérieusement en tant que personne libre et responsable.<sup>1805</sup> C'est dans ce sens que le pape François valorise : «...l'homme dont le travail est libre, créatif, participatif et solidaire ». <sup>1806</sup> Comment mettre l'accent sur le travail puisqu'il n'y a pas de développement réalisable sans tenir compte de son importance ? Le travail est également l'une des conditions nécessaires au développement intégral de la personne humaine dans la famille et la société tout entière. L'idée de Jean Paul II est très claire là-dessus. Il ne cesse de souligner que le travail est le fondement sur lequel s'édifie la vie familiale. Il assure la vie et la subsistance de la famille.<sup>1807</sup> C'est pourquoi le travail de l'homme n'est pas seulement fait pour la subsistance de sa famille mais aussi pour la société à laquelle il appartient, pour la nation en vue du développement.

Face aux problèmes du travail qui existent à Madagascar depuis quelques décennies à cause de différents facteurs sociopolitiques et économiques, il est de la responsabilité pastorale et sociale de l'Eglise catholique d'éveiller l'enthousiasme et l'ambition de chaque citoyen et de tous les membres du corps social à travailler pour le profit du bien commun. Dans ce sens, le pape François souligne que la tâche de l'évangélisation implique et exige une promotion intégrale de chaque être humain et de toute la société.<sup>1808</sup> Pour que le pays se développe véritablement, un changement de mentalité est indispensable. Car trop souvent, à Madagascar, on oublie que c'est le travail qui est source de richesse et facteur de développement. C'est par le travail également qu'on manifeste ce qui fait la valeur de l'homme. Il est facteur de réalisation de soi, d'insertion dans la société et de participation à la transformation du monde.<sup>1809</sup> C'est au prix des efforts de tous et d'un dur travail, qu'un harmonieux développement se réalisera.

Le marché noir est un fléau qui engendre la corruption et annihile toute velléité de zèle au travail. Selon les termes de la lettre de la Conférence épiscopale sur la corruption, l'ensemble de la Nation est provoquée à mettre un terme à ces fléaux.<sup>1810</sup> Il est temps de rétablir la valeur du travail, et de créer les conditions qui stimulent tout un chacun à y participer. S'il est vrai que la Grande Île est riche, il reste que sa première richesse est constituée par les hommes qui s'investissent pour la faire décoller économiquement.

Les jeunes ont besoin de formation pour trouver un travail qui les fasse vivre et leur permette de produire pour le pays. Il n'y aura pas de développement économique possible sans l'audace pour investir dans le domaine de la formation des jeunes. C'est à l'aune de sa présence à ces chantiers de formation pour les jeunes que les œuvres de l'Eglise seront appréciées.

---

<sup>1804</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1805</sup> Cf. *supra*, Respect de la liberté, p. 146.

<sup>1806</sup> PAPE FRANÇOIS, *Se mettre au service des autres, voilà le vrai pouvoir*, op. cit., p. 286.

<sup>1807</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Laborem exercens*, n° 10.

<sup>1808</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 182.

<sup>1809</sup> Cf. R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 59.

<sup>1810</sup> Cf. Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Lutte contre la corruption*, p. 58.

### 9.2.2.2 Les chantiers qui attendent l'Eglise

Les œuvres de développement que l'Eglise peut aujourd'hui prendre en charge sont nombreuses. Il est bon de récapituler les œuvres qui, à cet égard, sont urgentes et celles qui nécessitent un investissement de longue haleine.<sup>1811</sup>

#### 9.2.2.2.1 Les chantiers à court terme

- L'Eglise donnera la priorité à la lutte contre les épidémies et les maladies transmissibles comme le SIDA.<sup>1812</sup> Elle établira des programmes qu'elle peut entreprendre en collaboration avec les autres Eglises au sein du FFKM.

- Chaque diocèse déploiera aussi des efforts en mettant en place des structures pour le développement de la région, sans oublier la lutte contre l'analphabétisme. On renforcera aussi la formation des jeunes dans les institutions qui s'occupent du développement rural comme les FTMK (associations des jeunes ruraux).<sup>1813</sup> On doit améliorer aussi les enseignements relatifs à l'agriculture et à l'élevage, à la créativité en milieu rural, à la sauvegarde et la protection de l'environnement.<sup>1814</sup>

- Chaque paroisse doit organiser des séances d'animation au sein des associations au sujet du respect du bien commun. On fera en sorte de prendre part aux œuvres sociales et de bienfaisance telles que la distribution des produits de première nécessité (riz, sucre, huile, etc.), et des vêtements pour les plus pauvres.

- Il faut également aider les familles défavorisées à trouver des solutions durables à leurs difficultés à travers la construction de centres pour la promotion féminine dans lesquels les jeunes filles ou les femmes peuvent apprendre la coupe-couture, la pâtisserie et l'hôtellerie.

#### 9.2.2.2.2 Les chantiers à long terme

- Il faut préparer les jeunes à faire face à leur avenir au moyen de la formation qu'ils suivent dans les écoles catholiques et veiller à ce que la formation qu'on leur dispense soit productive sur le plan de la recherche d'emploi ou de la création d'objets et de services.

- Il convient de prévoir des espaces et des moments de formation spirituelle où seront invités ceux qui se préparent à des responsabilités importantes dans la société ; c'est-à-dire former des citoyens libres, responsables et décidés à créer quelque chose pour consolider l'économie.

- L'Eglise peut assumer une grande part dans cette éducation et cela par l'entremise des catéchistes, des religieux, des prêtres qui sont proches du peuple. Ils seront compétents pour défendre la vision biblique de l'homme et les aspects positifs de la culture.

- Il est souhaité qu'on renforce l'enseignement de la doctrine sociale de l'Eglise sur l'économie par l'organisation de colloques et de conférences pour les hommes de tout âge,

---

<sup>1811</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Engagés dans les affaires nationales*, pp. 197-199.

<sup>1812</sup> Cf. R.-W. RABEMANJARA, *Géopolitique et problèmes de Madagascar*, op. cit., p. 233.

<sup>1813</sup> Cf. supra, Les mouvements et associations ecclésiaux, p. 242.

<sup>1814</sup> Cf. R.-W. RABEMANJARA, *Géopolitique et problèmes de Madagascar*, op. cit., p. 234.

parce que la connaissance de la doctrine sociale aide les gens à être capables d'initiatives individuelles et d'esprit d'entreprise. Cela leur permet de créer des microentreprises convenables à leur réalité en vue du développement personnel et de la société tout entière.

- Une approche anthropologique et une évaluation économique de certaines coutumes s'avère nécessaire pour en mesurer la pertinence, comme frein ou stimulant pour un changement de mentalité. Par exemple, l'abandon de la pratique traditionnelle de la culture sur brûlis et de la riziculture. Cette pratique est moins rentable et détruit l'environnement.

La deuxième assemblée du Synode des évêques pour l'Afrique affirme que pour qu'il y ait un vrai développement, il faut lutter contre la vente de la drogue, car celle-ci est un gâchis du potentiel humain de l'Afrique. De même, l'abus d'alcool entraîne de nombreux problèmes graves : éclatement des familles, détérioration de la santé, gaspillage des maigres ressources, conflits et accélération de la diffusion du VIH/Sida.<sup>1815</sup> L'Eglise considère ceci comme une menace pour les personnes, particulièrement les jeunes, et un motif de crise pour les institutions d'éducation, pour les familles comme pour la morale. C'est pourquoi :

- l'Eglise doit s'engager dans la lutte contre la production, la vente et le trafic de drogue ;
- l'Eglise encourage les gouvernements et les instituts privés dans leurs combats contre l'usage de la drogue et l'abus de l'alcool dans nos pays ;
- l'Eglise, en formant les jeunes, doit encourager à l'usage conscient et modéré de l'alcool, sinon à son abstention totale ;
- Elle est appelée à former des prêtres, des personnes consacrées et des laïcs afin d'aider à l'orientation des personnes concernées.

La nouvelle évangélisation ne peut taire ces aspects du développement socioéconomique qui jouent un rôle primordial dans la concrétisation du bien commun et du bonheur de l'homme. Elle saura aussi faire valoir que le vrai développement intégral concerne le tout de l'homme. D'où l'importance de la mise en valeur du domaine socioculturel.

### **9.2.3 Sur le plan socioculturel**

La prise en considération de la culture dans un pays joue un rôle très important pour l'épanouissement de la personne humaine et le développement de la société tout entière. Sur ce point, la conception de Jean Paul II est claire : « La manière dont l'homme se consacre à la construction de son avenir dépend de la conception qu'il a de lui-même et de son destin ». <sup>1816</sup> L'avenir de chaque individu dépend de la culture qui détermine le contexte au sein duquel se développe la recherche de la vérité. Son anthropologie personnaliste permet à Jean Paul II de découvrir que «...l'individu ne peut se développer que par la société qui le façonne et surtout en particulier, à travers la culture qu'elle développe. C'est pourquoi il est nécessaire que l'évangélisation s'insère dans la culture de chaque nation, en respectant les caractéristiques de sa quête de la vérité ». <sup>1817</sup> Autrement dit, la restauration de la culture malgache du

---

<sup>1815</sup> Cf. Deuxième assemblée du Synode des évêques pour l'Afrique, n° 53.

<sup>1816</sup> JEAN PAUL II, *Centesimus annus*, n° 51.

<sup>1817</sup> Cf. *ibid.*, n° 50.



*fihavanana*, qui est en train de disparaître, doit être l'objet d'une attention renouvelée dans le cadre de la nouvelle évangélisation. C'est ce qui doit motiver la remise en valeur de cette culture.

### 9.2.3.1 La remise en valeur de la culture malgache du *fihavanana*

Dans le premier chapitre de notre étude<sup>1818</sup> nous avons analysé les traits précis du *fihavanana*, ressaisi dans les diverses composantes des relations sociales et parentales.<sup>1819</sup> Partant de cette analyse, nous comprenons que les relations établies entre les Malgaches devraient être de la même nature que les relations qu'ils établissent avec les membres de leur famille. Les relations familiales sont essentiellement caractérisées par la tolérance et la solidarité. La tolérance implique le pardon face aux erreurs commises par les autres, et la solidarité induit la notion de réciprocité, aussi bien dans les événements heureux que malheureux.<sup>1820</sup>

Au niveau social, le respect du *fihavanana* génère des mécanismes et des décisions qui peuvent aider à gérer les conflits et les crises et qui permettent un vivre ensemble harmonieux. Ce n'est pas une spécificité malgache et, surtout dans le monde d'aujourd'hui, il n'est plus envisageable de vivre isolé, coupé de tout. Le Malgache comme les Africains n'est pas un homme solitaire mais solidaire. Cette solidarité exige que chacun prête attention à la vie des autres membres de la famille. L'esprit communautaire est la règle de la vie familiale.<sup>1821</sup> Cette conception du *fihavanana* est le fruit d'un vécu où les communautés étaient restreintes, et les ressources disponibles étaient suffisantes pour une répartition égalitaire, ou du moins une répartition non problématique.<sup>1822</sup>

Mais cette sublime valeur de la culture malgache est, aujourd'hui, bien malade. Elle est en train de disparaître, elle s'avère même déjà inexistante.<sup>1823</sup> C'est «...l'amour de l'argent, la recherche démesurée de la gloire, l'égoïsme et l'individualisme qui fragilisent la valeur de la vie familiale ». <sup>1824</sup> Pour lutter contre ce fléau, qu'est-ce que l'Eglise catholique peut apporter ?

L'Eglise a le devoir de remettre en valeur la culture malgache du *fihavanana*. Celui-ci joue un rôle très important et même irremplaçable au sein de la société malgache lorsqu'on parle de la solidarité et de la cohésion sociale comme garants de la réalisation du bien commun. La mise en valeur de la famille est à restaurer. Car le *fihavanana* malgache implique le respect de l'*Aïna*<sup>1825</sup> ou la vie. La première valeur de la famille africaine et malgache est bien le respect de la vie : « La société traditionnelle africaine et malgache est caractérisée par l'amour, la défense et la croissance de la vie à tous les niveaux. D'où les interdits de toutes sortes qui visent la protection et le renforcement de la vie ». <sup>1826</sup> La société malgache moderne manifeste ce même amour de la vie dans le combat pour la dignité de la

<sup>1818</sup> Cf. supra, Ce qu'est le *fihavanana* malgache, p. 22.

<sup>1819</sup> Cf. P. RAJERARISON et S. URFER, *Madagascar*, op. cit., p. 83.

<sup>1820</sup> Cf. ibid., p. 84.

<sup>1821</sup> Cf. A.-V. MUKENA KATAY, *Dialogue avec la religion traditionnelle africaine*, op. cit., p. 111.

<sup>1822</sup> Cf. P. RAJERARISON et S. URFER, *Madagascar*, op. cit., p. 85.

<sup>1823</sup> Cf. supra, Les limites du *fihavanana* : altération et destruction, p. 24.

<sup>1824</sup> Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *La vérité vous rendra libres*, p. 203.

<sup>1825</sup> Cf. P. RAJERARISON et S. URFER, *Madagascar*, op. cit., p. 83.

<sup>1826</sup> Symposium de la Conférence épiscopale pour Afrique et Madagascar, *Une Eglise-Famille de Dieu*, 1998, n° 84.

personne humaine et le respect de la femme, pour la promotion, pour l'éducation.<sup>1827</sup> L'Eglise-famille de Dieu, à l'instar de la famille malgache, et «...à l'écoute de l'enseignement du Christ qui est venu pour donner la vie en abondance (Jn 10,10) sera attentive à l'amour, à la protection et à la croissance de la vie. Elle éduquera ses membres à la paternité et à la maternité responsable dont la découverte se fait dans la famille. L'enfant par son éducation sera l'héritier non seulement des biens matériels, mais aussi du patrimoine spirituel et culturel ancestral. Être mère et père, c'est éduquer, élever, assurer l'intégration sociale, soigner et aimer ».<sup>1828</sup> C'est dans la famille également qu'on essaie de vivre l'expérience de la filiation. Le fils a des devoirs qu'il doit remplir, comme obéissance à ses parents.

La deuxième valeur de la famille malgache est le sens de la solidarité qui soutient chaque individu contre le danger de l'isolement ou le repli sur soi.<sup>1829</sup> Dans la culture malgache du *fihavanana*, cette solidarité se manifeste dans la joie comme dans le malheur. Les Malgaches cultivent le sentiment puissant que l'union fait la force. C'est encore dans le cadre de la famille qu'on essaie de vivre l'expérience de la fraternité dans laquelle le premier devoir est le respect de la consanguinité, du droit d'aînesse, de l'entraide et de la solidarité, du patrimoine familial, de la réconciliation. La famille africaine et malgache vit de la solidarité : dans la production, la gestion et la prise en charge. C'est l'esprit communautaire qui est à la source de cette solidarité.<sup>1830</sup>

La troisième valeur de la famille malgache est l'hospitalité et l'accueil<sup>1831</sup> qui découlent du *fihavanana*. Le Malgache, grâce à sa culture du *fihavanana*, exerce avec joie et fierté l'hospitalité ou l'accueil de la personne étrangère quelle que soit son appartenance ethnique, clanique, raciale et culturelle.<sup>1832</sup> Cette ouverture du peuple malgache donne un visage à cette vision que tous nous sommes une grande famille. Celle-ci représente une véritable force de solidarité.<sup>1833</sup> Là se trouve pour les chrétiens dans notre pays un grand défi : garder au *fihavanana* malgache toute sa noblesse, en consonance avec le pape François qui voit dans de telles valeurs les racines de la paix sociale.<sup>1834</sup>

D'ailleurs, pour rétablir la valeur culturelle malgache du *fihavanana*, il nous semble indispensable de donner la priorité à la valeur du dialogue, parce que le Malgache est un homme de dialogue. Il a la volonté d'écouter et de solliciter le consensus des personnes pour éviter les conflits et les rivalités. Le dialogue facilite l'harmonie, la solidarité, la communion, l'entente et la confiance dans la famille et même dans la société tout entière. Dans cette perspective, le pape François nous dit que la culture de la rencontre et de la relation est la façon chrétienne de promouvoir le bien commun, la joie de vivre.<sup>1835</sup>

<sup>1827</sup> Cf. Commission épiscopale Justice et Paix, *Concernant le projet de loi sur l'avortement*, p. 81.

<sup>1828</sup> Symposium des Conférences épiscopales pour Afrique et Madagascar, *Une Eglise-Famille de Dieu*, n° 84.

<sup>1829</sup> Cf. supra, Le *fihavanana* comme source de solidarité, p. 22.

<sup>1830</sup> Cf. Symposium des Conférences épiscopales pour l'Afrique et Madagascar, *Une Eglise-Famille de Dieu*, n° 82.

<sup>1831</sup> Cf. *ibid.*, n° 89.

<sup>1832</sup> Cf. Message de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Le temps de crises*, in ESM, Vol. VII (2006-2010), p. 147.

<sup>1833</sup> Cf. J.-M. ESTRADÉ, *Aïna-La vie, Mission, culture et développement à Madagascar*, op. cit., p. 157.

<sup>1834</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, Chap. IV.

<sup>1835</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, *Lettre circulaire aux consacrés et consacrées*, Ed. P. Téqui, Paris, 2014, p. 42.

Le *fihavanana* est source de familiarité et de solidarité, il englobe toutes les relations tant horizontales que verticales<sup>1836</sup>, c'est-à-dire la relation des hommes entre eux et avec Dieu. Pour les chrétiens malgaches, un des défis actuels est de garder le vrai sens du *fihavanana*. Pour ce faire, l'Eglise catholique doit d'abord renforcer l'unité et la solidarité de ses fidèles, à commencer par l'unité au sein de la famille, de la communauté ecclésiale de base, de la paroisse et du diocèse. Cela s'effectuera à travers l'organisation de rencontres régulières ou épisodiques, selon la disponibilité de chacun. De telles rencontres peuvent se dérouler sous la forme de partage de vie, de prière et de vie quotidienne, de pèlerinage, de convivialité, de rencontre sportive, de sortie ensemble, etc. Un développement dynamique qui permettra de sortir de la pauvreté, ne peut se faire sans mettre en place cette notion cardinale du *fihavanana* qui est à la racine de l'unité entre toutes les ethnies malgaches.

### 9.2.3.2 Le rétablissement de l'unité des ethnies entre elles<sup>1837</sup>

La communauté malgache est officiellement composée de 18 ethnies principales.<sup>1838</sup> Chaque groupe ethnique possède sa propre identité, ses traditions et cultures, son art de vivre et, malgré une langue officielle commune pratiquée dans tout le pays, celle-ci peut présenter des différences. En général, malgré la présence de multi-ethnies à Madagascar et selon les résultats d'une étude menée par le Centre d'études sur les conflits, le développement et la paix à Madagascar, corroborées par les études historiques<sup>1839</sup>, il n'existe pas de conflit ethnique identitaire. Une dichotomie avait été créée par le pouvoir colonial pour favoriser son emprise sur Madagascar, à travers des dissensions suscitées et la pratique d'une politique des races.<sup>1840</sup>

Malheureusement, la croyance en cette dichotomie continue d'influencer les comportements des jeunes d'aujourd'hui, indépendamment des enseignements sur son origine historique. Si ces comportements ne sont pas forcément discriminatoires, ils révèlent une certaine méfiance, un climat de peur et de rancune, dont les sources sont assez obscures, et alimentées d'une manière continue par de nouvelles légendes. Ceci confirme d'ailleurs l'existence d'une fracture sociale tenace dont l'origine provient du caractère oral de notre culture : les *lovan-tsofina*<sup>1841</sup> constituent le mode de transmission du passé historique, et quoi que puissent dire les écrits, les impacts de ces traditions orales sont plus importants au niveau des croyances. Au nom de la croyance en cette dichotomie qui oppose les *merina* aux côtiers, Harisoa Rasamoelina, sociologue malgache, déclare : «...le recours spontané à cet argument permet de déclarer que les divisions ethniques et tribales sont devenues l'explication la plus populaire des causes d'instabilité à Madagascar ». <sup>1842</sup> Ceci est révélateur de l'importance de la croyance que nous accordons à cette dichotomie.

Pour rétablir donc l'unité ethnique en vue de la consolidation de l'unité nationale, l'Eglise catholique joue un rôle très important. Car rassembler les hommes en un peuple

<sup>1836</sup> Cf. supra, Le *fihavanana* comme source de solidarité, p. 22.

<sup>1837</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Pour une prise de conscience de chacun*, p. 105.

<sup>1838</sup> Cf. F. KOERNER, *Madagascar colonisation française et nationalisme malgache*, XXe siècle, op. cit., p. 43.

<sup>1839</sup> Cf. H. RASAMOELINA, *Croyances et instrumentalisation à Madagascar*, conférence organisée par Friedrich Ebert Stiftung, Antananarivo, 2012, p. 7.

<sup>1840</sup> Cf. F. KOERNER, *Madagascar colonisation française et nationalisme malgache*, XXe siècle, op. cit., p. 48.

<sup>1841</sup> Le terme *lovan-tsofina* ou tradition orale est un l'ensemble des pratiques culturelles malgaches transmises de génération en génération. Cette transmission se fait verbalement.

<sup>1842</sup> F. KOERNER, *Madagascar colonisation française et nationalisme malgache*, XXe siècle, op. cit., p. 8.

solidaire fait partie de la mission chrétienne.<sup>1843</sup> C'est écarter tout geste ou parole qui dévalorise et dénigre les autres, ceux qui ne sont pas de la même ethnie. La foi chrétienne reconnaît à tout homme même dignité et même noblesse : « (*Oui, vous tous qui avez été baptisés dans le Christ, dit saint Paul, vous avez revêtu le Christ ; il n'y a plus ni juif ni grec, il n'y a plus ni esclave ni homme libre, car tous vous n'êtes qu'un en Jésus Christ* » (Col 3, 11). Ces lumineuses paroles de saint Paul conduisent la Conférence épiscopale de Madagascar à exhorter les chrétiens à vivre et à pratiquer ceci dans leur vie, en paroles et en actes ».<sup>1844</sup>

La Conférence épiscopale de Madagascar affirme qu'il faut refuser la discrimination ethnique.<sup>1845</sup> Travailler pour l'unité en vue de la solidarité nationale n'est pas facile. Néanmoins, c'est là une mission de l'évangélisation. Il est vrai qu'il existe des contacts entre les ethnies comme dans les mariages, par exemple. C'est un facteur de transformation des mentalités. Mais ce n'est pas encore suffisant. Inciter les chrétiens à être acteurs d'unité nationale en s'engageant clairement par des messages, tant à l'adresse des écoles catholiques que des productions audiovisuelles, sans oublier les paroisses, les districts et les diocèses, c'est concrètement évangéliser en favorisant la solidarité interethnique.

Par ailleurs, la diversité multinationale, multiethnique et multiculturelle de nos communautés missionnaires peut offrir des modèles de communion et de cohésion pour bâtir des sociétés multiethniques à Madagascar. La plupart des Instituts missionnaires ont maintenant des membres de groupes ethniques différents aussi bien que de nationalités différentes. S'il est vrai, il faut aussi le mentionner, que la vie n'est pas toujours facile dans certaines de ces communautés à cause d'une subtile discrimination basée sur la domination de certains groupes ethniques, cependant bon nombre de ces communautés offrent un témoignage de vie multiethnique et multiculturelle.<sup>1846</sup> Faire effort pour maintenir la richesse de la vie interculturelle et interethnique dans leurs communautés est un défi prophétique pour les Instituts missionnaires. C'est un message qui doit obliger l'Eglise diocésaine aussi bien que les communautés locales à l'universalité de l'amour de Dieu, les inviter sur ce chemin pratique du respect mutuel ; c'est une invitation à la coexistence pacifique, un témoignage à la joie et à l'enrichissement de vivre ensemble dans une société multiculturelle et multiethnique.

Ce combat pour l'unité et la solidarité nationale est un chemin qui conduit le pays à la réconciliation nationale, c'est-à-dire à la stabilité sociopolitique, socioéconomique, socioculturelle et même socioreligieuse. C'est à partir de cela qu'on peut progressivement éradiquer la pauvreté. Mais cela ne suffit pas, il faut aussi donner la priorité à la lutte contre l'analphabétisme.

### **9.2.3.3 Lutte contre l'analphabétisme**

A Madagascar comme dans bien des pays africains, beaucoup d'enfants ne sont pas scolarisés ou sont déscolarisés précocement. D'où un nombre important d'enfants de 10 à 15

---

<sup>1843</sup> Cf. Deuxième assemblée spéciale du Synode des évêques pour l'Afrique, n° 32.

<sup>1844</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Engagés dans les affaires nationales*, p. 171.

<sup>1845</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Pour une prise de conscience de chacun*, p. 105.

<sup>1846</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *Engagés dans les affaires nationales*, p. 173.

ans analphabètes, c'est-à-dire incapables de lire et d'écrire.<sup>1847</sup> L'éducation n'est pas mieux lotie : le recensement de 1993 avait établi que 54% des Malgaches étaient analphabètes. Là encore, de fortes distorsions régionales sont à signaler : dans la province de Toliara, 8 sur 10 ne savent ni lire ni écrire, contre 3 jeunes sur 10 dans celle d'Antananarivo.<sup>1848</sup> L'analphabétisme ralentit le développement non seulement de l'individu, mais de la société tout entière. Il empêche une partie de la population active de bénéficier des instructions écrites et des informations qui leur sont indispensables autant pour leur existence personnelle que pour leur vie en société. Jean Paul II affirme que c'est un mal obscur qui prive un grand nombre de pauvres de beaucoup de possibilités de progrès, de victoire sur la marginalisation et de véritable libération.<sup>1849</sup>

Or à Madagascar en 1990, on dénombre un million d'enfants dans ce cas.<sup>1850</sup> Les causes en sont : la non-scolarisation, la déperdition scolaire, la désertion des instituteurs, l'enclavement et l'insécurité, l'absence de l'environnement socioculturel. L'analphabétisme prive le peuple de la possibilité d'accéder aux informations, aux différents programmes de développement, à la mobilisation sociale et communautaire, à l'introduction d'innovations techniques et technologiques.<sup>1851</sup>

L'analphabétisme empêche la pleine participation des populations au processus démocratique, garantissant la participation de tous au développement et à la réalisation du bien commun.<sup>1852</sup> Pour lutter contre cette situation angoissante, le concile Vatican II, dans *Gaudium et spes*, propose : « Il faut donc procurer à chacun une qualité suffisante de biens culturels, surtout de ceux qui constituent la culture dite de base, pour qu'un très grand nombre ne soit pas empêché, par l'analphabétisme et le manque d'initiatives, de coopérer de manière vraiment humaine au bien commun ». <sup>1853</sup>

Pour le concile utiliser le concept de culture, c'est ouvrir la porte des connaissances intellectuelles et donc des sciences et techniques.<sup>1854</sup> Dans le monde actuel, il est quasiment impossible de parler et de réaliser un projet de développement au sein d'une société donnée sans l'apport des sciences et des techniques. C'est le cas des pays développés. Aussi, pour les pays en voie de développement comme le nôtre, s'ils veulent progresser au niveau de la réalisation du bien commun, garantissant le développement socioéconomique, toutes les institutions y compris l'Eglise, doivent conjuguer leurs efforts. Jean Paul II, cité par Véronique Gay-Crosier-Lemaire, le confirme : si les pays en voie de développement veulent

<sup>1847</sup> Ces données statistiques proviennent du tableau établissant la situation de l'information en Afrique. Voir dans Vivant Univers, n° 390, 1990, p. 7.

<sup>1848</sup> Cf. S. URFER, *Le doux et l'amer*, op. cit, p. 19.

<sup>1849</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Lutter contre la plaie terrible de l'analphabétisme*, Message pour le Carême 1995, in Documentation catholique, n° 2111 (1995), p. 201.

<sup>1850</sup> Cf. F. RANDRENALIJAONA, *Alphabétisation et emploi*, conférence organisée par l'organisation Internationale de la francophonie à Antananarivo, août 2009.

<sup>1851</sup> Cf. J.-B. RAKOTOZAFY, *L'alphabétisation fonctionnelle intégrée pour le soutien au développement à Madagascar*, conférence organisée par l'organisation internationale de la francophonie à Antananarivo, août 2009.

<sup>1852</sup> Cf. supra, La participation comme devoir, p. 144.

<sup>1853</sup> *Gaudium et spes*, n° 60.

<sup>1854</sup> Cf. ibid., n° 56.

relancer leur économie, «...ils doivent s'atteler à favoriser l'alphabétisation et l'éducation de base »<sup>1855</sup> de leurs citoyens.

Il va de soi que la priorité de la nouvelle évangélisation ne peut se soustraire à la lutte contre l'analphabétisme ouvrant au savoir scientifique et technique. Les chrétiens, en particulier, seront donc appelés à s'investir sur ce terrain, tant au niveau de la paroisse qu'au niveau du diocèse. La multiplication des associations et des mouvements destinés à la lutte contre l'analphabétisme est indispensable. La mission pastorale de l'Eglise ne doit pas s'arrêter là si elle veut vraiment combattre la pauvreté. Car la promotion de la dimension socioreligieuse est aussi une exigence.

#### **9.2.4 Sur le plan socioreligieux**

Durant cette dernière décennie, l'unité des Eglises a été mise à l'épreuve en raison de la crise politique cyclique malgache. Cette épreuve qu'elles ont vécue conduit jusqu'à leur faire perdre leur crédibilité, nous l'avons vu.<sup>1856</sup> Face à cela, les Eglises chrétiennes établies dans le pays sont à la recherche d'un nouveau souffle œcuménique qui portera des fruits au profit du développement de la nation et de la réalisation du bien commun.

##### **9.2.4.1 Le renforcement de l'unité des Eglises entre elles**

Face aux représailles des pouvoirs politiques, durant la gouvernance de *Ratsiraka*, les Eglises chrétiennes ont uni leur force.<sup>1857</sup> Cette union n'a pour objectif que de consolider la collaboration entre les chrétiens et de combattre les systèmes de représailles des pouvoirs publics.<sup>1858</sup> Malgré les efforts que les Eglises chrétiennes ont effectués pour préserver l'unité, celle-ci n'a pas duré en raison de l'immixtion des chefs des Eglises chrétiennes dans les affaires purement politiques politiciennes,<sup>1859</sup> nous l'avons déjà mentionné.<sup>1860</sup>

Face à ces divisions, l'Eglise catholique s'efforce de rétablir l'unité des chrétiens et des Eglises à l'exemple de pape François. Ce dernier affirme que la recherche de chemins d'unité devient urgente, particulièrement en Asie et en Afrique.<sup>1861</sup> Pour Madagascar, le pape François a clairement indiqué la voie à suivre aux évêques malgaches en visite *ad limina*, le 28 mars 2014 : « La recherche de l'unité, de la justice et de la paix vous incombe pour mieux servir votre peuple, en refusant toute implication dans des querelles politiques au détriment du bien commun. Que votre parole et vos actes manifestent toujours votre communion entre vous ».<sup>1862</sup>

Par conséquent, l'Eglise catholique ne ménage pas sa peine pour la restauration de l'unité des Eglises en osant sans cesse dialoguer. Le dialogue, ajoute Jean Paul II, s'il permet de confronter les différents points de vue et examiner les divergences qui font obstacle à la

---

<sup>1855</sup> V. GAY-CROSIER-LEMAIRE, *Plongés dans l'enseignement social de l'Eglise*, op. cit., p. 224.

<sup>1856</sup> Cf. supra, Sur le plan socioreligieux : perte de crédibilité de l'Eglise, p. 99.

<sup>1857</sup> J.-M. AUBERT, *Défis pour l'évangélisation à Madagascar*, dans *Esprit et Vie*, Janvier 2009, n° 207, p. 32.

<sup>1858</sup> Cf. B. HÜBSCH, *L'Eglise catholique à Madagascar*. Esquisse d'une histoire du XXème siècle, op. cit., p. 138.

<sup>1859</sup> Cf. C.-R. RATONGAVAO, *Eglise et pouvoir à Madagascar*, op.cit., p. 45 ; Cf. aussi, R. RALIBERA, *Souvenirs et témoignages malgaches*, op. cit., p. 192.

<sup>1860</sup> Cf. supra, Le problème de la politique d'ingérence entre Etat et Eglises, p. 61.

<sup>1861</sup> Cf. PAPE FRANCOIS, Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, n° 246.

<sup>1862</sup> Cf. PAPE FRANCOIS, Discours aux évêques de la Conférence épiscopale de Madagascar en visite *ad limina apostolorum*, vendredi 28 mars 2014.

pleine communion des chrétiens entre eux, entraîne dans cette même spirale d'ouverture les partis politiques et les associations politiques.<sup>1863</sup>

Madagascar, après les conséquences fâcheuses de la crise politique interminable, a vu la solidarité se dégrader, l'économie du pays s'anémier et la population s'appauvrir. A bon escient la Conférence épiscopale fait appel à la sagesse culturelle malgache du dialogue<sup>1864</sup>, et par là rend possible le fait de régler pacifiquement les conflits dans un climat de loyauté : « La recherche authentique de la pleine communion entre les chrétiens s'enracine, affirme encore Jean Paul II, dans ce climat de bienveillance réciproque qui autorise l'examen des différences d'ordre théologique, culturel, psychologique et social. L'esprit de charité et d'humilité doit être inséparablement associé à cette dimension intérieure et personnelle : charité envers l'interlocuteur, humilité devant la vérité que l'on découvre et qui pourrait demander la révision de certaines affirmations ou de certaines attitudes ».<sup>1865</sup>

Les relations entre les chrétiens ne visent pas seulement la connaissance réciproque, la prière commune et le dialogue. Elles demandent dès maintenant la collaboration pratique à divers niveaux, pastoral, culturel, social et aussi dans le témoignage du message de l'Evangile.<sup>1866</sup> La collaboration de tous les chrétiens exprime de façon vivante l'union qui existe déjà entre eux, et fait paraître le visage du Christ Serviteur dans une lumière plus pleine. Cette collaboration fondée sur la foi commune est riche de communion fraternelle, mais elle est aussi épiphanie du Christ lui-même.<sup>1867</sup> En outre, la collaboration œcuménique est une véritable école d'œcuménisme, c'est une voie dynamique dans le sens de l'unité. L'unité d'action mène à la pleine unité de la foi : «...par cette collaboration, tous ceux qui croient au Christ peuvent facilement apprendre comment on peut mieux se connaître les uns les autres, s'estimer davantage et préparer la voie à l'unité des chrétiens ».<sup>1868</sup> Aux yeux du monde, la collaboration entre les chrétiens est signe de communion et annonce prophétique du Royaume.<sup>1869</sup> Le témoignage des Eglises est nécessaire à Madagascar en vue de rétablir l'unité malmenée par la crise politique. Ce témoignage doit s'effectuer :

- par la rencontre ou la réunion régulière des Eglises chrétiennes membres du FFKM, en discutant ensemble les sujets d'actualité du pays, à savoir politiques, économiques, culturels en vue du bien commun de tous hommes et de la société tout entière ;
- par la diffusion du message commun (à la radio, à la télévision et dans la presse écrite) sur les violations de toutes sortes des droits humains fondamentaux, de la démocratie, de la justice sociale et de la répartition équitable des biens au sein de la société malgache ;

---

<sup>1863</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Ut unum sint*, n° 36.

<sup>1864</sup> Cf. supra, La remise en valeur de la culture malgache du *fihavanana*, p. 299.

<sup>1865</sup> JEAN PAUL II, *Ut unum sint*, n° 36.

<sup>1866</sup> Cf. *ibid.*, n° 40.

<sup>1867</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1868</sup> *Ibid.*

<sup>1869</sup> *Ibid.*

- par l'organisation régulière de cultes communs pour tous les membres des Eglises du FFKM, en plus de la célébration de la semaine de prière pour l'unité des Eglises ;
- par l'organisation de recollections ou de retraites pour les chefs de file des Eglises chrétiennes du FFKM.

L'Eglise catholique à Madagascar est totalement engagée au service de la rencontre pour consolider l'unité et la solidarité entre les Eglises ainsi qu'entre les institutions sociales existantes et les partis politiques. Le meilleur moyen de permettre au peuple malgache d'éradiquer les problèmes sociopolitiques répétitifs passe par une pratique de tables rondes d'échanges entre les partenaires. Ce travail de l'Eglise catholique se fera toujours tout en tenant compte du respect de son autonomie et de son indépendance face à la politique pour éviter le risque de diverses formes d'ingérence mutuelle.

#### **9.2.4.2 Le maintien de l'indépendance de l'Eglise face à la politique**

Nous avons déjà souligné dans le deuxième chapitre de la première partie et au début de ce chapitre que la crise politique à répétitions, depuis la reconquête de l'indépendance jusqu'à nos jours, est l'une des causes principales du non-respect du principe de la séparation des deux pouvoirs, à savoir celui de l'Etat et des Eglises à Madagascar.<sup>1870</sup> Or nous savons bien que le non-respect de ce principe est un facteur primordial de l'ingérence politique mutuelle entre ces deux entités. Ce système d'ingérence est l'un des obstacles majeurs à la réalisation du bien commun. Pour se garder de la politique d'ingérence, l'Eglise catholique propose de maintenir l'indépendance des Eglises face au pouvoir politique.

L'Eglise catholique, en tant qu'institution indépendante au sein de la société malgache, ne peut que prendre sa part pour le redressement et le développement du pays. Cela fait partie de sa mission. Toutefois, en vertu de sa mission évangélique, elle se doit de rester au-dessus des compromissions politiques. La question est de savoir pourquoi et comment.

Tout d'abord, l'Eglise ne peut ni ne doit prendre en main la bataille politique pour édifier une société la plus juste possible. Elle ne peut ni ne doit se mettre à la place de l'Etat parce qu'elle n'a pas vocation à se substituer à l'Etat.<sup>1871</sup> Elle est signe de salut, et n'est liée à aucun système politique. Elle garde effectivement son autonomie et son indépendance par rapport à celle de l'Etat et de la politique. Le cardinal Ratzinger écrivait : « Les chrétiens savent bien que les manières de vivre leur religion (la profession de foi, la présidence liturgique, la réception des sacrements, l'enseignement théologique, les relations des pasteurs avec leurs fidèles, etc.) ne tombent pas sous le pouvoir de l'Etat. Il n'a pas à s'y ingérer et, sur ce point, il ne peut prononcer ni contrainte ni entrave, en dehors de ce qui peut être imposé par l'ordre public ». <sup>1872</sup>

Ainsi, on ne peut pas confondre affaires politiques et tâches de l'Eglise. La raison est simple. L'absence de distinction entre ces deux pouvoirs peut provoquer une confusion

<sup>1870</sup> Cf. supra, Le problème de la politique d'ingérence entre Etat et Eglises, p. 61 ; voir aussi, la contribution d'une nouvelle pastorale sociale de l'Eglise catholique au service du bien commun dans la société malgache, Chap. IX.

<sup>1871</sup> *Gaudium et spes*, n° 76, 2.

<sup>1872</sup> J. RATZINGER, *Note sur l'engagement et le comportement des catholiques dans la vie politique*, 2002, n° 6.



nuisible à la liberté religieuse et aux droits de l'homme. Il convient donc d'éviter de confondre activités religieuses et politiques, parce que ces deux institutions sont de nature différente tant par leur configuration que par les finalités qu'elles poursuivent.<sup>1873</sup> Le *Compendium* continue d'expliquer que l'institution ecclésiale a pour mission principale de satisfaire aux exigences spirituelles de ses fidèles, tandis que l'institution étatique s'occupe directement du bien commun temporel.<sup>1874</sup> Néanmoins il est clair que la religion englobe tous les aspects de la vie et donc qu'elle éclaire aussi la politique. Toutefois, la vie religieuse et l'activité politique opèrent dans leurs sphères respectives selon leur logique : lutte pour le pouvoir, programmes bien conçus tactiquement pour l'acquérir ou le conserver, dans le cas de la politique ; rassemblement des hommes afin de construire un monde de paix, pour la démarche religieuse. Ainsi l'Eglise est prudente à veiller à la lisibilité évangélique de ses interventions pour sauvegarder son indépendance et son autonomie.

Bref, l'Eglise se déplace avec circonspection sur le terrain des activités politiciennes, se souvenant des paroles du Concile : « Elle respecte l'indépendance et promeut la liberté dans le domaine politique et les responsabilités des citoyens ».<sup>1875</sup> Par rapport aux exigences du respect de l'indépendance de l'Eglise préconisées par le Concile Vatican II ainsi que le *Compendium*, que doit faire alors l'Eglise catholique à Madagascar ?

Il nous semble que garder l'indépendance des Eglises n'est pas si facile à Madagascar. La raison est simple. L'histoire de cette imbrication mutuelle entre ces deux institutions ne date pas seulement d'aujourd'hui mais déjà depuis la colonisation.<sup>1876</sup> Malgré cela, les Eglises chrétiennes, particulièrement l'Eglise catholique, doivent faire en sorte de dépasser ce système d'imbrication afin de pouvoir combattre, tout d'abord contre l'instrumentalisation de la religion chrétienne opérée par les pouvoirs publics et les politiciens à des fins purement politiques, puis pour sauvegarder leur indépendance par rapport à celle de la politique. Les meilleures manières qu'elles peuvent appliquer pour la sauvegarde de leur indépendance sont :

- la prudence des chefs de file des Eglises dans leurs discussions avec les pouvoirs publics et les politiciens et le refus de laisser instrumentaliser les Eglises chrétiennes à des fins purement politiques ;
- le renoncement aux postes politiques proposés par les pouvoirs publics à certains hommes des Eglises hiérarchiques ;
- le renoncement des Eglises chrétiennes, en particulier de l'Eglise catholique, au soutien en faveur d'un seul candidat ou d'un seul parti politique qui se présente à des élections quelconques au sein de la nation, afin de pouvoir garder leur neutralité et leur impartialité.

Le devoir principal des Eglises quand il s'agit de leur engagement dans le domaine politique, est d'éduquer les laïcs au discernement<sup>1877</sup> en vue de faire régner la justice. Ce témoignage de

---

<sup>1873</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 424.

<sup>1874</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1875</sup> *Gaudium et spes*, n° 76.

<sup>1876</sup> Cf. C.-R. RATONGAVAO, *Eglise et pouvoir à Madagascar*, op. cit., p. 44.

<sup>1877</sup> Cf. PAUL VI, *Octogesima adveniens*, n° 36.

la justice et de la charité des laïcs dans leur engagement au sein de la société exprime la dimension politique de l'Eglise.

### 9.2.4.3 La pratique politique de la charité chrétienne

L'Eglise ne se confond d'aucune manière avec la communauté politique<sup>1878</sup>, pourtant, il importe de distinguer le rôle de la communauté chrétienne en tant que telle et le rôle des laïcs comme citoyens, individuels ou associés. La pratique de la justice et de la charité, fondement de la loi évangélique, est placée par l'Eglise au premier rang des devoirs des chrétiens. L'accomplissement de ce devoir trouve de génération en génération des applications multiples et variées, de nouveaux problèmes toujours plus complexes appelant constamment des solutions mieux adaptées. Cet engagement des chrétiens les rend inévitablement présents et actifs dans les affaires temporelles. Pour l'Eglise et les organisations caritatives ecclésiales, l'engagement pour la justice et le service de la charité doivent être l'expression d'un amour qui cherche le bien intégral de l'homme.<sup>1879</sup> Ceci suppose que l'Eglise veille à s'organiser en conséquence en tant que « service communautaire ordonné ».<sup>1880</sup> Ainsi, le service de la charité ne s'apparente pas à une simple assistance sociale, mais s'affirme comme la mise en œuvre concrète de l'amour du prochain et de l'amour de Dieu. Le vécu de la foi se traduit toujours par le service concret de la justice, du droit et de la paix, dit le pape François.<sup>1881</sup> Et il ajoute encore que la foi, en raison de son lien avec l'amour, n'éloigne pas du monde et ne reste pas étrangère à l'engagement concret de nos contemporains. La foi est un bien pour tous parce que sa lumière est toujours au service du bien commun.<sup>1882</sup> La foi vécue dans l'amour nous pousse à agir selon la justice et la vérité. Parmi ces activités, il faut compter la vie en société selon la justice et la charité.<sup>1883</sup>

La dynamique de la charité exige de l'efficacité dans le service rendu au prochain et recouvre tout le champ de l'activité humaine, et donc nécessairement politique. Car l'animation chrétienne des réalités temporelles est inséparable de l'évangélisation.<sup>1884</sup> La politique est une «...manière exigeante de vivre l'engagement chrétien au service des autres ».<sup>1885</sup> Selon Jean Paul II, l'engagement politique des fidèles au service des autres est nécessaire. Pour une « animation chrétienne de l'ordre temporel (...) les fidèles laïcs ne peuvent absolument pas renoncer à la participation à la politique, à savoir à l'action multiforme, économique, sociale, administrative, culturelle, qui a pour but de promouvoir et par les institutions, le bien commun ».<sup>1886</sup> Le monde ne se transforme pas par les seuls discours ou le rappel de principes. Il faut un engagement.<sup>1887</sup> L'orientation du monde vers les objectifs délibérément choisis ne peut se faire que par une action politique. La foi authentique doit se manifester dans la pratique de la charité. La pensée et l'action sont indissociables. C'est dans

---

<sup>1878</sup> Cf. *Gaudium et spes*, n° 76.

<sup>1879</sup> Cf. J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 116.

<sup>1880</sup> BENOÎT XVI, *Deus caritas est*, n° 36.

<sup>1881</sup> Cf. PAPE FRANÇOIS, *Lumen fidei*, n° 51.

<sup>1882</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1883</sup> Cf. Lettre de la Conférence épiscopale de Madagascar, *L'Eglise et la politique*, p. 229.

<sup>1884</sup> Cf. *Lumen gentium*, n° 31.

<sup>1885</sup> PAUL VI, *Octogesima adveniens*, n° 46.

<sup>1886</sup> JEAN PAUL II, Exhortation apostolique *Christifideles laici*, n° 42.

<sup>1887</sup> Cf. F. SOULAGE, *Justice et charité*, op. cit., p. 97.

la charité que se trouve l'authentique interférence entre la foi et la politique, mais cela exige rigueur, précision et cohérence.<sup>1888</sup>

L'engagement politique des chrétiens ne se fonde pas sur la politique partisane, car dans les jeux politiques partisans, disait Jean Paul II, il y a une certaine manipulation des hommes comme objets et moyens.<sup>1889</sup> Donc la charité chrétienne doit aider la politique à considérer l'homme, non comme objet mais comme fils de Dieu, digne de respect et de considération. Enfin l'engagement du chrétien dans la politique ne se traduit pas, face à la société civile et aux hommes politiques, comme opposition, concurrence ou ignorance réciproque, mais se caractérise au contraire par une attitude de sympathie, de collaboration et de service. La communauté chrétienne éduque les hommes au sens de la responsabilité, de la justice, du bien commun, de l'administration correcte des deniers et des intérêts publics.<sup>1890</sup> Toutes les institutions au sein de la société sont ainsi invitées à assumer leur propre part de responsabilité en vue du bien commun.

Pour ces raisons, les Eglises chrétiennes dans notre pays sont aussi appelées à assumer leur responsabilité. Par exemple, elles doivent éduquer les chrétiens à sentir qu'ils sont tous dans l'Eglise comme une grande et nouvelle famille adoptive, par le sacrement du baptême qu'ils ont reçu. En tant que grande famille, ils doivent être conscients qu'ils sont aussi responsables de la mise en œuvre du principe de solidarité, c'est-à-dire le devoir moral des uns envers les autres, comme déjà dit dans le cinquième chapitre.<sup>1891</sup> Cette prise de conscience de leur responsabilité les incite à viser le bien d'autrui, c'est-à-dire le bien commun de tous dans le cadre de la pratique politique de la charité chrétienne ecclésiale. Ainsi, les Eglises chrétiennes membres du FFKM, particulièrement l'Eglise catholique par ses membres « chrétiens », doivent afin de pouvoir manifester la pratique chrétienne de la charité :

- avoir le sentiment d'amour et de partage des biens aussi bien spirituels que matériels envers les pauvres et les plus démunis ;
- créer des mouvements chrétiens, à part la Caritas, capables de collecter des fonds pour pouvoir aider les gens affectés par les différents fléaux naturels tels que cyclones, sécheresses, inondations ;
- constituer également des associations ou des mouvements ecclésiaux capables d'apprendre aux gens et surtout aux couples à pratiquer les méthodes de limitation des naissances acceptée par la doctrine sociale de l'Eglise, en vue d'améliorer la vie de la famille malgache.

Enfin, l'Eglise catholique, par sa liturgie, « ...pousse les fidèles à n'avoir plus qu'un seul cœur dans la piété ; elle prie pour qu'ils gardent dans leur vie ce qu'ils ont saisi par la foi ; et le renouvellement dans l'Eucharistie de l'alliance du Seigneur avec les hommes attire et enflamme les fidèles à la charité pressante du Christ ». <sup>1892</sup> Cette charité du Christ, dit Benoît XVI, incite les fidèles à aimer les autres et à réaliser le bien. Il y a un bien lié à la vie en

<sup>1888</sup> Cf. R. COSTE, *Les dimensions politiques de la foi*, op. cit., pp. 66-67.

<sup>1889</sup> Cf. JEAN PAUL II, *Sollicitudo rei socialis*, nn° 36-37.

<sup>1890</sup> Cf. M. FEIX, *L'Eglise aux carrefours, des réalités sociales et politiques*, op. cit., p. 89.

<sup>1891</sup> Cf. supra, Le principe de solidarité vis-à-vis du bien commun, p. 131.

<sup>1892</sup> *Sacrosanctum Concilium*, n° 10.

société : le bien commun.<sup>1893</sup> C'est le bien de l'ensemble, constitué d'individus, de familles et des groupes intermédiaires qui forment une communauté sociale.<sup>1894</sup> Ce n'est pas un bien recherché pour lui-même, mais pour les personnes qui font partie de la communauté sociale et qui, en elle seule, peuvent arriver réellement et plus efficacement à leur bien. Par la liturgie, les sacrements et le partage de la Parole de Dieu, l'Eglise peut appeler les fidèles à la conversion. Celle-ci est un changement radical de vie, un retournement du cœur et de l'esprit que l'homme décide de faire, pour répondre à la parole de Dieu qu'il a entendue et qui l'a transformé. C'est à partir de cette conversion que chacun et chacune peut se tourner vers autrui en vue de rechercher son bien et le bien de la société tout entière. L'Eglise, en tant qu'institution sociale et communautaire, prolonge ce souci du bien commun en y incluant l'écologie.

### 9.2.5 Sur le plan écologique

Dans le monde actuel, la conception du bien commun n'est pas figée ou statique, mais au contraire, elle est toujours circonstancielle et contextuelle et elle doit y inclure la sauvegarde de la création et de l'environnement. Benoît XVI souligne que la protection de l'environnement ne peut se concevoir qu'en lien avec la personne humaine. « Si le droit à la vie et à la mort naturelle n'est pas respecté, si la conception, la gestation et la naissance de l'homme sont rendues artificielles, si des embryons humains sont sacrifiés pour la recherche, la conscience commune finit par perdre le concept de l'écologie humaine et, avec lui, celui d'écologie environnementale ». <sup>1895</sup> Le respect de l'écologie tout court est nécessairement lié avec celui de l'écologie humaine. C'est la raison pour laquelle le pontife allemand ajoute que les devoirs que nous avons vis-à-vis de l'environnement sont liés aux devoirs que nous avons envers la personne humaine. <sup>1896</sup>

Respecter la création n'a donc pas d'autre objectif que de viser le bien de l'homme. A Madagascar le nombre des dégradations environnementales ne cesse de s'amplifier à cause de la déforestation abusive, de l'exploitation irraisonnable et illégale des ressources minières et forestières. Face à cette dérive, ni l'Eglise ni l'Etat ne protestent. La lutte pour la protection de la nature et de l'environnement est indispensable car la terre brûle. Toutes les institutions sociales, notamment l'Eglise, doivent y participer activement et sérieusement. Dieu a confié sa création à l'homme en l'invitant à la cultiver, la transformer, la faire fructifier et surtout la protéger pour le bien de tous. <sup>1897</sup> La lutte contre tous les abus et exploitations déraisonnables des ressources naturelles tant minières que forestières est une nécessité.

#### 9.2.5.1 Lutte contre la déforestation abusive

La réalisation du bien commun impose et requiert la sauvegarde de l'environnement qui est menacé par la déforestation abusive. Dans le dernier chapitre de la première partie <sup>1898</sup>, nous avons essayé d'analyser les causes fondamentales de la destruction de l'environnement. Nous avons montré dans ce chapitre que la première cause de la déforestation à Madagascar

<sup>1893</sup> BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, n° 7.

<sup>1894</sup> Cf. *Gaudium et spes*, 26.

<sup>1895</sup> BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, n° 51.

<sup>1896</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1897</sup> Cf. J. THORAVAL, *La pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 166.

<sup>1898</sup> Cf. *supra*, Sur le plan environnemental : destruction de l'environnement, p. 100.

est la conversion des forêts en terres cultivables et agricoles afin de nourrir les populations et de mettre en place de très grandes exploitations orientées vers l'exportation. Le marché lucratif pour l'alimentation animale et pour la production d'agro-carburants à travers la culture de palmiers à huile et de la canne à sucre, n'est pas étrangère à cette surexploitation. Le SEFAFI constate que l'exploitation abusive du bois de rose est l'une des causes principales de la destruction de l'environnement.<sup>1899</sup>

Les feux de brousse tiennent également une place importante dans la destruction de l'environnement à Madagascar. Des centaines de milliers d'hectares de forêts et de collines partent chaque année en fumée. Ces feux de brousse entraînent de graves conséquences pour la qualité des sols et pour la disparition de la faune et de la flore. La cause des feux de brousse est, en général, la pratique traditionnelle de la culture sur brûlis et pour les éleveurs, celle de brûler les bois pour obtenir de l'herbe fraîche pour les troupeaux. Ces pratiques gagnent en ce moment du terrain à Madagascar et sont difficiles à éradiquer.

Or la pratique de ces brûlis détruit l'environnement et même cette désinvolture fragilise la couche d'ozone, l'air, la faune et la flore, les forêts, la terre et l'eau.<sup>1900</sup> C'est la santé des humains et de toute la planète qui en est menacée. C'est pour cette raison que toutes les institutions existantes au sein de la société malgache, y compris l'Eglise, sont sollicitées pour lutter en faveur de la sauvegarde de l'environnement. Quelle peut être la contribution spécifique des Eglises à une réflexion d'envergure face à ce nouveau défi ?

La protection de la création, Benoît XVI en parle beaucoup dans son encyclique *Caritas in veritate*. La création est, dit-il, un don de Dieu. Il insiste sur le fait qu'elle est à notre disposition, non pas comme « un tas de choses répandues au hasard », mais comme un don de Dieu à ses enfants. Nous sommes donc les jardiniers responsables de l'harmonie équilibrée de la terre.<sup>1901</sup> Pour J.-Y. Naudet, le développement humain intégral est essentiellement lié aux devoirs qui découlent du rapport de l'homme avec l'environnement naturel, considéré comme don de Dieu pour tous.<sup>1902</sup> Tous les aspects de la crise actuelle, alimentaire ou économique, écologique et sociale, sont liés à la destruction de l'environnement.<sup>1903</sup> L'écologiste Michel Wagner affirme que des phénomènes comme le réchauffement de la planète et ses conséquences probables, la dégradation de la couche d'ozone, l'épuisement des ressources naturelles, sont devenus suffisamment préoccupants pour mobiliser l'attention publique des Nations Unies et de la plupart des gouvernements.<sup>1904</sup> L'Eglise, en tant qu'experte en humanité, a une responsabilité envers la création et doit la faire valoir publiquement. Ce faisant, elle doit préserver non seulement la terre, l'eau et l'air comme dons de la création appartenant à tous, elle doit aussi protéger l'homme de sa propre destruction.<sup>1905</sup> Pour protéger l'environnement, il n'est pas suffisant d'intervenir au moyen d'incitation ou de sensibilisation. Ce sont des outils importants, mais le point déterminant est

---

<sup>1899</sup> Cf. SEFAFI, *Les attentes déçues de la VIème République*, Antananarivo, communiqué 11 septembre 2014, p. 2.

<sup>1900</sup> Cf. J.-F. DRAPERI, *L'économie sociale et solidaire : une réponse à la crise*, Dunod, Paris, 2011, p. 236.

<sup>1901</sup> Cf. BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, nn° 48-50.

<sup>1902</sup> J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise*. Une éthique économique pour notre temps, op. cit., p. 282.

<sup>1903</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1904</sup> Cf. M. WAGNER, *Jalons pour une éthique chrétienne face aux défis contemporains*, op. cit., p. 79.

<sup>1905</sup> Cf. BENOÎT XVI, *Caritas in veritate*, n° 51.

la tenue morale de la société dans son ensemble.<sup>1906</sup> Voilà pourquoi, pour se garder de la destruction de l'environnement à Madagascar et pour rendre la terre habitable au-delà des générations présentes, l'Eglise catholique doit s'engager sans hésiter sur ce terrain-là en tenant compte de sa compétence propre. Comment le faire ?

- promouvoir l'éducation et la prise de conscience du risque majeur de la destruction de l'environnement, en intégrant dans les programmes scolaires et universitaires catholiques un module concernant spécialement la sauvegarde et la protection de l'environnement ;
- organiser des formations ou des ateliers pour les agriculteurs et les éleveurs peut être une autre réponse à ce défi qui concerne le monde agricole : l'objectif est de changer les modes de production agricole pour qu'ils respectent autant que possible l'environnement et n'accélèrent pas le changement climatique, l'appauvrissement des sols et l'épuisement des réserves en eau potable<sup>1907</sup> ;
- insérer les méthodes de la protection et de la sauvegarde de l'environnement dans l'enseignement de la catéchèse pour les enfants et de la doctrine sociale de l'Eglise pour les adultes aussi bien au niveau des paroisses que de celui du diocèse.

Cet effort n'exclut pas de conscientiser les gouvernements locaux et nationaux afin d'adopter des politiques et des réglementations contraignantes pour la protection de l'environnement.<sup>1908</sup> Il est aussi du devoir de l'Eglise, dit Benoît XVI, d'encourager les gouvernants à protéger les biens fondamentaux que sont la terre et l'eau, pour la vie humaine des générations présentes et futures.<sup>1909</sup> En outre, elle doit sensibiliser, encourager et même solliciter non seulement les chrétiens mais aussi tous les membres du corps social à être conscients de la valeur substantielle de l'environnement dans le vécu quotidien de l'homme.

C'est dans cette perspective que tous les chrétiens malgaches doivent être conscients de la valeur primordiale de la protection de l'environnement. Renoncer à la déforestation abusive, intensifier la plantation des arbres, aimer la nature comme notre mère nourricière sont autant d'attitudes qui diront le respect pour la dignité de la personne humaine.<sup>1910</sup> Cette démarche s'articulera au principe de subsidiarité, donnant toute sa place à la société civile dans l'éducation, la sensibilisation et la formation.<sup>1911</sup> Le rappel de ce principe<sup>1912</sup> permet à chacun de prendre en charge le combat contre ce fléau de destruction de notre environnement et d'oser dénoncer tous ceux qui font le trafic des bois précieux. Car lutter contre l'exploitation déraisonnable des richesses naturelles du pays devient un aspect important pour la sauvegarde du patrimoine malgache.

#### **9.2.5.2 Lutte contre l'exploitation déraisonnable des ressources naturelles**

Pourquoi parler de la lutte contre l'exploitation outrancière des richesses naturelles ? La raison en est simple : parce que lorsqu'on parle des richesses naturelles, que ce soit

---

<sup>1906</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1907</sup> Cf. BENOÎT XVI, *L'engagement de l'Afrique*, p. 174.

<sup>1908</sup> Cf. *ibid.*, p. 163.

<sup>1909</sup> Cf. *ibid.*, p. 67.

<sup>1910</sup> Cf. *ibid.*, p. 164.

<sup>1911</sup> J.-Y. NAUDET, *La doctrine sociale de l'Eglise. Une éthique économique pour notre temps*, op. cit., p. 283.

<sup>1912</sup> Cf. *supra*, La subsidiarité comme source de la participation de tous, p. 141.

minières ou forestières, cela fait partie de l'environnement ou de la nature. Or actuellement la protection de la nature est l'objet de l'exploitation la plus sauvage.<sup>1913</sup> Ce qui caractérise la relation de l'homme à la nature, c'est une violence sans nom. L'exploitation des richesses naturelles est source de revenus mais leur exploitation déraisonnable engendre des dérèglements majeurs tels que le réchauffement climatique, l'accentuation de la sécheresse, l'élévation du niveau de la mer et les inondations.<sup>1914</sup> Ces distorsions climatiques provoquent non seulement des problèmes socioéconomiques mais portent aussi atteinte à la vie même de l'homme. La raison d'être de la protection de la nature s'enracine en ces constats.

Madagascar est doté d'importances ressources naturelles minières et forestières. La gestion de ces ressources constitue ainsi un enjeu majeur en matière de développement durable et surtout en vue de la concrétisation du bien commun de tous. Cela signifie que les activités d'exploitations minières et forestières sont sources de richesse pour le développement économique du pays. Et les populations malgaches ont droit d'en jouir et d'en tirer profit, ce qui actuellement n'est pas le cas. Les entreprises étrangères qui s'occupent de l'exploitation s'engagent parfois sur des contreparties ou des compensations, mais elles sont largement insignifiantes par rapport aux gains liés aux activités. En plus, ces entreprises ne respectent pas nécessairement leurs engagements et particulièrement leurs engagements de protéger l'environnement.

L'Eglise catholique, en tant qu'institution sociale donnant la priorité à la recherche du bien commun, n'a-t-elle pas un devoir de vigilance face à ces dérives, et comment peut-elle l'assumer ? Il lui revient de rappeler aux pouvoirs publics la nécessité de l'application du principe de la destination universelle des biens<sup>1915</sup>, c'est-à-dire le principe du partage équitable de la terre et de ses biens. La mise en œuvre de ce principe a pour objectif de réguler une juste répartition des richesses naturelles au profit de tous, en s'élevant contre l'exploitation illégale et de veiller à la protection effective de l'environnement. En outre, l'Etat est réticent quant à la mise en application de lois régissant l'exploitation des ressources naturelles minières et forestières, constate le SEFAFI.<sup>1916</sup> Or il est le premier responsable du bien commun.<sup>1917</sup> Donc, s'il n'assume pas sa responsabilité, l'Eglise, en tant qu'institution sociale indépendante, saura le lui dire en dénonçant le trafic des bois précieux et l'exploitation illégale des ressources minières afin de pouvoir respecter la répartition équitable des biens de la création et de la terre en faveur de toute la population.<sup>1918</sup> Pour conclure cette réflexion, reprenons les propos de J. Thoraval qui rejoint l'idée de Benoît XVI s'agissant du combat pour la protection de l'environnement : « Il convient de considérer l'environnement comme un bien collectif à gérer avec mesure et discernement selon les principes majeurs de la doctrine sociale de l'Eglise : la destination universelle du bien, le respect de la dignité de la personne humaine, et celui de la solidarité entre les peuples et les générations successives ».<sup>1919</sup> Sur ce point, le Pape François, lors de l'inauguration de son pontificat 19

---

<sup>1913</sup> Cf. J.-F. DRAPERI, *L'économie sociale et solidaire : une réponse à la crise*, op.cit., p. 235.

<sup>1914</sup> Cf. *ibid.*

<sup>1915</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 182.

<sup>1916</sup> Cf. SEFAFI, *Les attentes déçues de la VIème République*, op. cit., p. 2.

<sup>1917</sup> Cf. *supra*, La raison d'être de l'autorité politique : le bien commun, p. 151.

<sup>1918</sup> Cf. *supra*, La justice comme garante de la répartition équitable des biens, p. 137.

<sup>1919</sup> J. THORAVAL, *Pensée et action sociales de l'Eglise*, op. cit., p. 167.

mars 2013, rappelle que l'homme et la création sont indissociables. « Nous sommes, dit-il, gardiens de la Création, du dessein de Dieu inscrit dans la nature; gardiens de l'autre, de l'environnement ; ne permettons pas que des signes de destruction et de mort accompagnent la marche de notre monde ». <sup>1920</sup>

La priorité affirmée par les principes de la doctrine sociale de l'Eglise est un chemin d'action pour l'ensemble de l'Eglise et des chrétiens responsables. Lutter contre le trafic des bois précieux, des pierres précieuses, l'exploitation illégale et déraisonnable des richesses naturelles malgaches est un chemin d'avenir pour réaliser le bien commun. <sup>1921</sup>

## Conclusion

La concrétisation du bien commun à Madagascar ne peut se réaliser que par la participation conjuguée de tous les membres du corps social, y compris des Eglises, en particulier de l'Eglise catholique. Les Eglises du FFKM, unissant leurs engagements dans la recherche de nouvelles méthodes d'évangélisation, seront capables de répondre ainsi au grand défi d'aider à promouvoir le bien de toute la société. Force est de constater que jusqu'à présent, vu la réalité complexe vécue par la majorité du peuple malgache, l'engagement politique de l'Eglise, par le biais de la hiérarchie, n'a pas encore eu d'impacts positifs. Pour cette raison, nous avons souligné que la recherche d'une nouvelle forme pour les méthodes d'évangélisation du social est indispensable.

Ces nouvelles méthodes consistent surtout à mettre l'accent sur l'agir social pour favoriser le développement et l'épanouissement de l'homme en luttant contre tous les maux qui nuisent au pays. A commencer par la promotion de la collaboration des Eglises du FFKM dans la lutte contre le non-respect de l'Etat de droit, de la bonne gouvernance et de l'ingérence politique. Nous avons souligné que la création de centres de dialogue et de débats qu'ils soient politiques, économiques, culturels voire religieux est indispensable. Ce dialogue permet à chaque citoyen de participer et de réfléchir davantage à la manière de réaliser le bien commun. De plus, nous avons évoqué également que l'Eglise catholique se doit de travailler pour le développement interne du pays afin de lutter contre la pauvreté de la majorité de la population. Avec cela, la lutte doit commencer par l'éradication de l'analphabétisme. Aucun pays ne peut se développer sans combattre ce grand fléau culturel. C'est pour cette raison qu'il est indispensable pour l'Eglise catholique de créer des centres pour la formation des jeunes en vue de renforcer leur professionnalisme et leur compétence. Le renforcement de ces domaines peut susciter l'esprit d'entreprise et d'initiative assurant le développement personnel et de la société tout entière.

En outre, l'Eglise s'activera pour le respect de la dignité de la personne humaine dans l'accomplissement du bien commun, selon la doctrine sociale. Elle le fera avec le doigté voulu dans le respect de la démocratie en harmonie avec la culture malgache du *fihavanana*. La mise en valeur de cette dimension assurera la stabilité politique au sein de la société

---

<sup>1920</sup> PAPE FRANCOIS, *Homélie pour la messe d'inauguration de son pontificat, 19 mars 2013*. Disponible sur : <http://www.eglise.catholique.fr/sengager-dans-la-société/développement-durable/369486-pape-francois-protéger-la-creation-tout-entiere-protéger-chaque-personne>. Consulté le 3 mars 2015.

<sup>1921</sup> Cf. supra, La raison d'être de l'autorité politique : le bien commun, p. 151.



malgache. Nous avons souligné également que le combat pour l'unité des ethnies et des Eglises entre elles est indispensable afin de pouvoir assurer l'unité nationale et la paix sociale. C'est la raison pour laquelle l'Eglise catholique doit organiser des rencontres paroissiales, régionales ou nationales, régulières ou épisodiques, en vue du dialogue ou d'échanges interculturels ou interconfessionnels. Enfin, nous avons constaté que l'environnement n'a pas cessé de se dégrader à cause de la pratique traditionnelle de l'agriculture et de l'élevage, et surtout du fait de la recrudescence des trafics illicites de bois précieux et de pierres précieuses. Pour pouvoir changer la pratique traditionnelle des agriculteurs et des éleveurs, nous avons proposé qu'il soit indispensable pour l'Eglise catholique d'organiser dans chaque paroisse, district et diocèse des ateliers, des conférences, des sessions et des formations en vue de l'apprentissage d'une nouvelle technique au niveau de l'agriculture et de l'élevage. Pour ce qui concerne la lutte contre les trafics de pierres et de bois précieux, l'Eglise catholique avec les autres Eglises membres du FFKM et les diverses institutions qu'elles soient étatiques ou non étatiques doivent renforcer leur collaboration en combattant ces trafics en vue du partage équitable des biens de la création et de la protection de l'environnement. Ainsi l'objectif de la nouvelle méthode d'évangélisation s'accomplira pour le bien de toute la société malgache.

### Conclusion de la troisième partie

Au cours de la troisième partie de notre travail, nous avons essayé de démontrer que les Eglises, en particulier l'Eglise catholique, n'ont pas cessé d'œuvrer pour sortir de l'impasse sociopolitique, économique et même religieuse de la Grande Île. L'Eglise catholique, considérée en tant qu'institution, après avoir fait soigneusement un travail de discernement, apporte sa contribution à la réalisation d'un mieux-être pour le peuple malgache.

Par le biais de la lettre de la Conférence épiscopale pour la moralisation de la vie publique comme fondement d'une nouvelle construction sociale, une contribution importante est proposée, dénonçant le dérapage politique des politiciens et des dirigeants au pouvoir.<sup>1922</sup> Mais la parole des évêques diocésains et la lettre de la Conférence épiscopale ne suffisent pas. Il faut le poids d'un engagement éclairé par la foi qui pousse à l'exercice d'une citoyenneté active, critique et participative en vue de réaliser le bien commun.

L'Eglise catholique, en tant qu'institution ecclésiale, est un acteur du processus démocratique à Madagascar en s'opposant au régime totalitaire et dictatorial. Elle consacre toutes ses forces en faveur de la mise en œuvre de la démocratie et pour la protection des droits humains et de la justice sociale. Car la lutte pour la justice sociale est une des conditions indispensables pour la concrétisation du bien commun. Voilà la noblesse de tous les engagements des Eglises au service d'une société plus conforme à la dignité de l'homme. Cet engagement s'inscrit dans le cadre de la nouvelle évangélisation qui est appel à la conversion, au témoignage de la foi et de l'Evangile. Celle-ci n'omettra pas de faire appel également aux divers mouvements de la communauté ecclésiale et à chaque individu. Ce travail nécessite impérieusement l'engagement de laïcs responsables prenant leur responsabilité pour promouvoir la justice et la paix sociale.

Cet objectif doit être associé à la promotion de la femme dans la vie politique, à la promotion de la société civile, à la promotion de l'éducation au dialogue politique et enfin à la promotion de l'éducation. La réadaptation de la pastorale sociale de l'Eglise face aux réalités complexes au sein de la société malgache est vraiment indispensable. Celle-ci doit toujours se faire à la lumière des principes et des directives de la doctrine sociale. Cette réadaptation doit être centrée sur le renouveau d'un engagement politique tel que la lutte contre l'ingérence politique et la mise en place d'un Etat de droit et de la bonne gouvernance. Nous avons affirmé qu'atteindre cet objectif n'est pas si facile pour une seule institution. Il faut donc que l'Eglise catholique collabore avec les autres institutions ecclésiales membres du FFKM et les différents corps de la société civile pour le contrôle de la mise en application des pouvoirs politiques et de la législation régissant l'Etat de droit, de la bonne gouvernance et de la séparation des pouvoirs.

L'Eglise catholique à Madagascar doit orienter son choix vers une nouvelle pratique des méthodes d'évangélisation du social répondant aux besoins et aux aspirations du pays et de la population tout entière. Cette nouvelle pratique d'évangélisation n'a pour objectif que de

---

<sup>1922</sup> J. TIERSONNIER, *Madagascar, les missionnaires acteurs du développement*, op. cit., p. 162.

promouvoir la façon d'agir de l'Eglise quand il s'agit de la mise en œuvre de la politique pastorale sociale à travers son engagement sur tous les plans :

- Sur le plan politique, il est indispensable pour l'Eglise catholique d'animer les mouvements et les associations ecclésiaux au niveau de la paroisse et du diocèse, de prendre sa responsabilité en vue de la sensibilisation de tous les citoyens sans distinction à se sentir responsables à travers la participation directe ou indirecte à la vie politique de la Nation. En plus, nous avons souligné également que la promotion de l'engagement politique des laïcs est une condition nécessaire dans la concrétisation du bien commun. Afin de pouvoir atteindre cet objectif, l'Eglise doit insérer dans les programmes universitaires catholiques la filière « sciences politiques » en vue de bien préparer les jeunes à l'engagement politique au profit du bien commun du peuple.
- Sur le plan économique, nous avons souligné que le développement économique de la Nation requiert la participation de tous les citoyens. A Madagascar, la ressource humaine est suffisante, comme nous l'avons déjà dit dans la première partie de notre dissertation. Il reste donc pour l'Eglise catholique de multiplier les Instituts et les Universités en vue de former et de préparer les jeunes pour les emplois qu'ils soient dans l'industrie, l'agriculture et l'élevage.
- Sur le plan culturel, nous sommes tous d'accord qu'aucun pays ne peut se développer sans unité nationale. L'union fait la force. Pour renforcer donc cette unité nationale, il faut que l'Eglise catholique organise diverses rencontres sportives et interculturelles dans chaque paroisse ou diocèse.
- Sur le plan religieux, le renforcement de la rencontre du dialogue interconfessionnel est indispensable pour l'unité des Eglises entre elles et pour leur témoignage envers les citoyens et les autorités politiques.
- Sur le plan environnemental, nous avons constaté la dégradation rapide et incessante de l'environnement à Madagascar pour diverses raisons, y compris l'attachement à la pratique traditionnelle de la culture vivrière et de l'élevage. Pour lutter contre ce fléau, il est du devoir de l'Eglise catholique de créer des centres pour les paysans en vue de leur donner une formation en matière d'élevage et d'agriculture conforme à la pratique d'une nouvelle technique.

Cette nouvelle méthode d'évangélisation conduit l'Eglise à focaliser son champ d'action dans la concrétisation du bien commun. L'objectif final est d'apporter un changement palpable au niveau du développement intégral de tout homme et de tout l'homme sans discrimination. Il nous semble que si la mise en œuvre de la nouvelle forme des méthodes d'évangélisation du social de l'Eglise catholique affecte ces nouveaux points sur lesquels nous avons mis l'accent, la Grande Île sortira de l'impasse de la crise politique à répétitions, et que cela conduira le peuple malgache à vaincre son grand ennemi : la pauvreté.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

Au terme de cette réflexion il nous faut souligner quel a été l'objectif de ce travail. Il s'est voulu une recherche sur les moyens de promouvoir le bien commun à Madagascar. Car sa concrétisation est toujours en suspens à cause de la crise politique cyclique subie par le pays. De là découle la pauvreté endémique vécue par le peuple malgache. Les différentes institutions existantes au sein de la société malgache, dont l'Eglise catholique, ont une grande part de responsabilité. La doctrine sociale de l'Eglise propose tout un corpus de réflexions dans ce sens. Pour cette raison, le thème choisi a été ainsi énoncé : « Église catholique à Madagascar et bien commun à la lumière du *Compendium de la doctrine sociale de l'Église* (de la 2ème à la 3ème République 1975 à 2009) ».

Tout au long de la présente réflexion, la préoccupation première a été d'apporter autant que possible une réponse aux questions posées dès l'introduction de ce travail. Pourquoi Madagascar, depuis l'indépendance reconquise, reste-t-il un pays où la pauvreté, loin de diminuer, augmente ? Pourquoi et comment la priorité à donner au bien commun reste vouée à l'échec ? Par rapport à cet échec, l'Eglise catholique a une part de responsabilité car les exigences fondamentales de la doctrine sociale présentées par le *Compendium* et les documents du Magistère *post-Compendium* sont là pour stimuler un agir en ce sens.

### Panorama de la thèse

Cette thèse s'est subdivisée en trois grandes parties, précédées d'une introduction exposant le panorama historique du pays avant même la reconquête de l'indépendance en 1960. Ce panorama fut suivi par la présentation du choix du thème et des raisons qui ont conduit à ce choix, puis par celle de la problématique de la dissertation, de l'hypothèse envisagée et des objectifs poursuivis. Enfin, nous avons également présenté le plan du travail et les diverses approches méthodologiques de la théologie morale et pastorale pour lesquelles nous avons opté. A la fin de l'introduction, comme en tout travail de réflexion, nous avons cité les sources bibliographiques principales que nous avons exploitées pour la réalisation de cette thèse et nous avons fait l'état actuel de la question.

La première partie de ce travail a été consacrée à décrire et analyser « **Les causes du non-respect du bien commun au sein de la société malgache** ». Cette première partie de la thèse s'est subdivisée en trois grands chapitres.

Le premier chapitre (I) a présenté « Le survol historique des valeurs traditionnelles et culturelles malgaches et les pouvoirs politiques avant l'indépendance ». Madagascar, comme les autres pays d'Afrique tels que l'Algérie et la Tunisie, a été colonie française durant un bon demi-siècle depuis le 6 août 1896 jusqu'au 26 juin 1960.<sup>1923</sup> Nous avons souligné que la colonisation, à part son apport au développement du pays à travers la construction des infrastructures telles que routes et voies ferrées, a eu également beaucoup d'impacts négatifs sur le comportement et la conduite morale de chaque individu et surtout des politiciens et des

---

<sup>1923</sup> Cf. supra, De la décolonisation à l'indépendance, p. 32.

dirigeants malgaches depuis la première République et jusqu'à présent.<sup>1924</sup> Cependant, l'échec de la mise en œuvre du bien commun au sein de la société malgache, comme cause principale de la pauvreté des gens, n'a pas été seulement le résultat de la colonisation, mais aussi le fruit de la non-prise de responsabilité de chaque individu et de tous les membres du corps social, y compris de l'Eglise, et notamment des pouvoirs politiques successifs.

Voilà pourquoi le deuxième chapitre (II) a consisté à décrire et à analyser « L'agir politique de la deuxième et troisième Républiques par rapport à la réalisation du bien commun ». Dans ce chapitre, nous avons montré que les dirigeants politiques de la deuxième ou de la troisième Républiques ont eu une grande part de responsabilité face à l'échec du bien commun au sein de la société malgache. Pour ce qui concerne la deuxième République, plus précisément sous la gouvernance de *Ratsiraka* (1975-1991), lorsque nous avons analysé le résultat du choix politique de ce régime, nous avons souligné les résultats négatifs par rapport à la concrétisation du bien commun. Nous avons remarqué que ce régime n'a pas bien réfléchi sur ses choix politiques pour conduire le pays. A preuve, la mise en œuvre du choix de la nationalisation et de la « malgachisation ». Le premier choix a eu des répercussions négatives sur la relance économique de la Nation et le second choix a précarisé la promotion de la valeur culturelle au niveau de l'éducation et de la formation. Certains intellectuels malgaches sont allés jusqu'à dire que c'était effectivement un génocide culturel. Enfin, durant le gouvernement de *Ratsiraka*, les dirigeants successifs du pays n'ont pas mis en priorité la réalisation du bien commun dont ils étaient les premiers responsables. Ils n'ont eu souci que de leurs intérêts propres. Preuve en est la pratique de la centralisation des pouvoirs. Il n'était pas étonnant alors que la concrétisation du bien commun a été mise à l'écart durant la première étape de la deuxième République.

Durant la deuxième étape de la deuxième République (1991-2009), malgré la petite avancée pour la mise en œuvre du processus démocratique pendant le passage éphémère du gouvernement *Albert Zafy* de 1992 jusqu'en 1996, cet épisode a été un échec total en matière de bien commun, faute d'un projet de société, et également du fait du retour de *Ratsiraka* au pouvoir de 1996 à 2001. Mais les événements les plus marquants de cette deuxième étape furent le gouvernement de *Ravalomanana* de 2001 à 2009 durant la 3ème République.<sup>1925</sup> Tous les éléments fondamentaux qui constituent le non-respect du bien commun se sont trouvés sous la gouvernance de *Ravalomanana*, parmi lesquels le non-respect de la pratique de bonne gouvernance avec la confusion totale de l'administration des biens de l'entreprise personnelle et de l'Etat<sup>1926</sup>, puis l'absence de la volonté politique de respecter le principe de séparation des pouvoirs : celui de l'Etat et des Eglises dans le but de renforcer le pouvoir de l'Etat.<sup>1927</sup> Le non-respect de ce principe a quasiment empêché de distinguer et de séparer le rôle de ces deux institutions, et a conduit à favoriser la mise en œuvre de la politique d'ingérence. Celle-ci s'est vérifiée par la suppression du terme « laïcité de l'Etat » dans la Constitution de la 3ème République. Or, pour l'Eglise catholique, selon l'exigence de la

---

<sup>1924</sup> Cf. supra, Les objectifs et les répercussions de la colonisation, p. 28.

<sup>1925</sup> Cf. supra, Le gouvernement de *Marc Ravalomanana* (2002-2009), p. 57.

<sup>1926</sup> Cf. supra, Le non-respect de la politique de bonne gouvernance, p. 60.

<sup>1927</sup> Cf. supra, Le non-respect de la laïcité de l'Etat, p. 63.

doctrine sociale de l'Eglise, tous les principes qui régissent la forme de son engagement politique impliquent le respect d'une saine laïcité.

Le troisième chapitre (III) était intitulé « Les violations des principes de l'éthique politique ». Le premier point fut consacré à décrire les comportements et la conduite morale des politiciens et des pouvoirs politiques malgaches. La pratique politique de ces derniers n'avait pour objectif que le « chacun pour soi »<sup>1928</sup>, c'est-à-dire une politique à l'envers, qui ne se référait jamais au bien commun, puis une politique qui a dénigré la valeur culturelle du *fihavanana* malgache et l'a remplacé par un esprit individualiste et égocentriste. Cet esprit a mis à l'écart celui d'entraide, de solidarité et de respect du bien commun. La société malgache a perdu son âme. Les fruits en furent : la corruption, le clientélisme, l'esprit de jouissance, l'argent facile.<sup>1929</sup> Par conséquent, nous pouvons affirmer que, de manière généralisée, la réalisation du bien commun, la raison d'être de l'agir politique n'a pas été respectée par les dirigeants politiques successifs.

Ensuite nous avons aussi souligné dans ce troisième chapitre que l'avidité du pouvoir des politiciens malgaches les a conduits à bafouer les droits fondamentaux de la personne humaine. En raison de l'amour excessif du pouvoir, les hommes politiques en place, par peur de leur destitution ou renversement, ont confisqué le droit du peuple à l'information, à la liberté d'expression, d'opinion et le droit de manifester publiquement son mécontentement, etc. Puis l'esprit individualiste et égoïste les ont poussés à enfreindre le principe de la destination universelle des biens par le partage inéquitable des biens de la création. Ce règne du partage inéquitable manifeste le non-respect de la justice sociale. De là découlent l'insécurité et l'absence de paix sociale.

Enfin la violation de la démocratisation du pouvoir, le plus souvent par le non-respect de l'alternance démocratique, a eu également des impacts très négatifs sur la réalisation du bien commun. Nous avons ainsi affirmé que ce non-respect de l'alternance du pouvoir a été cause de trouble politique à Madagascar. Mais ce qu'il ne faut pas oublier quand on parle de la violation de la démocratie, c'est le régime politique mis en place : la pratique politique du parti unique fut le seul système politique appliqué dans la gouvernance du pays. Or ce système politique ne permet pas la mise en œuvre effective de la démocratie. Malgré la prétention des gouvernants successifs qui se disaient démocrates, la pratique effective d'une véritable démocratie n'est pas advenue. Il n'est pas étonnant dès lors que le pays soit tombé dans des crises sociopolitiques à répétitions. La conséquence en fut que tous les domaines de la vie sociale de l'homme en furent affectés : politique, économique, social, culturel, religieux et même environnemental. En un mot, durant les deuxième et troisième Républiques, nous constatons l'échec total de la concrétisation du bien commun. La question se pose alors : Qui est responsable ? La réponse est assez simple. Il va de soi que le premier responsable de cet échec, ce fut l'Etat. Car le bien commun est sa raison d'être.<sup>1930</sup> Mais la doctrine sociale de

---

<sup>1928</sup> Cf. G. RAHARIZATOVO, *Madagascar 2002. Genèse et Silence d'une crise*, op. cit., p. 158.

<sup>1929</sup> Cf. S. URFER, *L'espoir et le doute*, op. cit., p. 80.

<sup>1930</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 168.

l'Eglise, par le biais du *Compendium* affirme que la réalisation du bien commun engage tous les membres de la société : personne n'est donc totalement exempt de responsabilité.<sup>1931</sup>

La deuxième partie de cette thèse a concerné la relation entre « **L'éthique sociale et le bien commun à la lumière du *Compendium*** ». Elle a présenté le fondement doctrinal de l'activité pastorale de l'Eglise au sein de la société, les principes et les directives de la doctrine sociale concernant la réalisation du bien commun. Elle s'est réparti également en trois chapitres.

Le quatrième chapitre (IV) s'intitulait « Les fondements éthiques du bien commun ». L'ensemble des éléments essentiels au sujet du bien commun, selon la doctrine sociale de l'Eglise et l'évolution de sa conception d'après différentes doctrines et différents penseurs, y ont été analysés. En vertu de la doctrine sociale, la dignité de la personne humaine implique le bien commun. La raison en est la création de l'homme à l'image de Dieu et selon sa ressemblance. La dignité dans le respect du bien commun est indissociable. Mais cette dignité de la personne humaine ne se réalise qu'en relation avec autrui dans le cadre de la société. Car la personne humaine est, de par sa nature, un être social. Donc vivre ensemble, en société, n'est pas une option mais un fait naturel pour l'homme. Le bien commun, par définition, est le bon chemin qui conduit l'homme vers son bonheur. Il constitue l'ensemble des conditions sociales nécessaires qui permettent, tant aux groupes qu'à chacun de leurs membres, d'atteindre leur perfection d'une façon plus totale et plus aisée, ainsi que le dit le concile Vatican II, dans la constitution pastorale *Gaudium et spes*. En tant que condition d'épanouissement et de perfection de la personne humaine, le bien commun affecte donc le tout de la vie de l'homme. Il concerne d'abord la vie sociale de l'homme : tout ce qui est nécessaire à sa vie matérielle, par exemple toutes les infrastructures, à savoir routes, voies ferrées, hôpitaux, écoles, logements, terre, air, eau etc. Il concerne également la vie spirituelle de l'homme. Parce que la perfection ou l'épanouissement intégral de la personne humaine ne se réalise qu'en relation avec la Transcendance, comme le souligne *Compendium*.<sup>1932</sup>

Le cinquième chapitre (V) s'est concentré sur « Les principes d'action et des valeurs au service du bien commun ». La réalisation du bien commun, en tant que condition de perfection et d'épanouissement de la personne humaine, ne se concrétise que par la mise en œuvre des principes d'action et des valeurs de référence de la doctrine sociale de l'Eglise. Ces principes d'action sont l'ensemble des principes de l'éthique sociale chrétienne : solidarité, justice, subsidiarité et participation. Chaque principe joue un rôle primordial dans le processus de la réalisation du bien commun. Leurs rôles se complètent l'un l'autre.

Le principe de solidarité régularise l'organisation sociale de l'homme, parce que l'homme, en tant qu'être à la fois personnel et social, a besoin d'une société bien organisée en vue de tisser des relations sociales et fraternelles. Ce principe de solidarité doit permettre à chaque être humain de consolider l'esprit de fraternité à travers un vécu quotidien d'entraide, d'interdépendance et de collaboration. Ce principe ne peut pas être séparé de celui de justice, nécessaire pour régler le problème de la destination universelle des biens. Il joue donc le rôle

---

<sup>1931</sup> Cf. *ibid.*, n° 167.

<sup>1932</sup> Cf. *supra*, Le bien commun dans la conception du Magistère de l'Eglise, p. 123.

de régulateur pour que les biens de la création soient bien partagés afin que tous, sans discrimination, puissent en jouir.<sup>1933</sup> Le principe de justice assure la répartition équitable des biens.<sup>1934</sup>

De même, le principe de solidarité est intimement lié à celui de subsidiarité et définit les modes de relation entre les corps intermédiaires et les pouvoirs publics. Il donne plus de pouvoir aux instances inférieures (corps intermédiaires) qu'aux instances supérieures. Le principe de subsidiarité en termes d'administration étatique est la pratique de la décentralisation effective.<sup>1935</sup> Nous nous sommes efforcés de souligner que ces principes que nous venons de mentionner ne pouvaient pas fonctionner comme il faut sans celui de participation. Ce principe, selon le *Compendium*, est la conséquence de la mise en application du principe de subsidiarité. La participation est un devoir que tous les citoyens, sans exception, doivent consciemment exercer, d'une manière libre et responsable au profit du bien commun. Nul ne peut être exclu de la participation au bien commun.<sup>1936</sup>

Enfin, pour que ces quatre principes de solidarité, de justice, de subsidiarité et de participation fonctionnent bien, ils doivent se référer à des valeurs qui orientent leur action et s'alimenter à des vertus qui en permettent la concrétisation. La doctrine sociale de l'Eglise rappelle que ces valeurs de référence sont : la vérité, la liberté et l'amour ou la charité.<sup>1937</sup> Chacune d'elles joue un rôle considérable dans le processus de la réalisation du bien commun. Grâce à son lien avec la notion de la vérité, la conception de la doctrine sociale est claire et lucide. Le fondement de la mise en ordre, de la fécondité et même de la correspondance d'une vie communautaire à la dignité de la personne humaine s'appuie sur la vérité. La vérité est une des valeurs qui permet de régler les problèmes complexes de la société. Par exemple, à Madagascar, dire la vérité est un élément fondamental pour le processus de la réconciliation. En tant que valeur de référence donc, elle sert à se garder des jugements arbitraires et à se conformer aux exigences de la justice.<sup>1938</sup> Pour ce qui concerne la liberté, celle-ci est essentiellement liée à la dignité de la personne humaine. L'homme, en tant qu'être créé à l'image de Dieu et selon sa ressemblance, est un être façonné libre et responsable<sup>1939</sup>, comme le rappelle Jean Paul II. Chaque citoyen ne peut exercer comme il faut ses fonctions sans avoir le droit à la liberté d'agir et de participer. Dans cette perspective, la liberté d'agir et de participer activement au développement de la société est fondamentale dans le processus de la réalisation du bien commun. Cependant, malgré l'importance de ces deux valeurs de référence pour la réalisation des principes d'action, la mise en valeur de la vertu fondamentale qu'est l'amour ou la charité n'est pas une option facultative mais impérative. Seule la mise en valeur de l'amour dans la vie sociale au niveau de la politique, de l'économie, de la culture et de l'environnement, etc., en en faisant la norme constante et suprême de l'action, peut rendre la

---

<sup>1933</sup> Cf. supra, Le principe de solidarité vis-à-vis du bien commun, p. 131.

<sup>1934</sup> Cf. supra, Le principe de subsidiarité vis-à-vis du bien commun, p. 139.

<sup>1935</sup> La mise en œuvre de la décentralisation effective concerne la valorisation du pouvoir confié aux instances inférieures, c'est-à-dire aux collectivités territoriales décentralisées : quartier, commune, district et région etc.

<sup>1936</sup> R. MINNERATH, *Pour une éthique sociale universelle*, op. cit., p. 41.

<sup>1937</sup> Cf. supra, Les valeurs de référence : vertus sociales au service du bien commun, p. 145.

<sup>1938</sup> Cf. *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 198.

<sup>1939</sup> Cf. *ibid.*, n° 199.



société plus humaine, plus digne de la personne.<sup>1940</sup> En un mot, le vécu profond de ces valeurs de référence s'avère donc essentiel pour la mise en application de ces principes d'action en vue du bien commun.

Le sixième chapitre (VI) s'est focalisé sur « La prise en considération de certaines valeurs sociales », selon la doctrine sociale, afin de pouvoir atteindre l'objectif de la thèse qui est le bien commun. Voilà pourquoi dans ce chapitre, nous avons beaucoup parlé de l'importance du rôle de l'autorité politique, du respect des droits fondamentaux des êtres humains, de la démocratie et du rapport de coopération entre les deux institutions, à savoir l'Eglise et l'Etat. Pour la doctrine sociale de l'Eglise en général, l'autorité politique a un devoir primordial, par rapport aux autres institutions sociales existantes au sein de la société, au service du bien commun.<sup>1941</sup> Ce devoir de l'autorité politique relève de son institution divine. Le *Compendium* le rappelle en expliquant que l'autorité politique n'est pas seulement instituée par l'intention ou l'initiative personnelle de l'homme mais surtout par l'initiative et la volonté de Dieu.<sup>1942</sup> Cela veut dire qu'elle tire son origine de l'ordre fixé par Dieu lui-même. Pour cette raison, tout agir de l'autorité politique n'a pour objectif que de réaliser le bien commun. Pour atteindre cet objectif, elle doit accepter de travailler, selon la doctrine sociale de l'Eglise, avec la société civile : cette dernière, en tant qu'actrice et coopératrice indispensable à la réalisation du bien commun, collabore avec l'autorité politique selon le principe de subsidiarité.

La réalisation du bien commun exige également, selon le *Compendium*, le respect profond des droits humains fondamentaux. Ces droits concernent la dimension matérielle et spirituelle de l'homme. Il faut qu'on respecte les droits de l'être humain à être en relation avec la société ou bien avec ses semblables et surtout avec la Transcendance. Le respect de cette double relation est un droit naturel et universel pour l'homme. Ce droit est donc inviolable et inaliénable parce qu'il fait partie de la condition incontournable pour l'épanouissement de toute personne dans sa dimension matérielle et spirituelle.<sup>1943</sup> La prise en considération de ces droits humains est une exigence fondamentale pour la réalisation du bien commun et le respect de la dignité de la personne humaine. De là découle l'obligation de respecter la démocratie, parce qu'elle constitue la mise en application de tous ces droits. Elle n'est pas seulement le fondement de la mise en œuvre des droits humains dans tous les domaines mais aussi celui de la mise en œuvre des principes d'action : celui de subsidiarité et surtout de participation.<sup>1944</sup> Dans cette perspective, la démocratie reconnaît et respecte profondément la politique du pluralisme. La mise en valeur de cette politique permet de rejeter le totalitarisme et la dictature. Elle ouvre un nouvel horizon à la participation de tous les citoyens, sans discrimination, ainsi que des corps intermédiaires, à la vie civique et surtout politique en vue du bien commun.

Enfin, comme dernier point de réflexion dans ce chapitre, nous avons mis l'accent sur le rapport de coopération entre l'Eglise et la politique. Selon le *Compendium*, la maîtrise de ce

---

<sup>1940</sup> Ibid., n° 582.

<sup>1941</sup> Cf. supra, Le rôle de l'autorité politique par rapport au bien commun, p. 150.

<sup>1942</sup> Cf. ibid., n° 396.

<sup>1943</sup> Cf. A. ADEPOJU, *La famille africaine, politiques démographiques et développement*, op. cit., p. 102.

<sup>1944</sup> Cf. supra, La démocratie comme source de participation, p. 164.

rapport de coopération joue un rôle irremplaçable dans le processus de la réalisation du bien commun.<sup>1945</sup> Si l'Eglise doit assumer sa responsabilité en faveur de la justice et la paix sociale, elle doit toujours tenir compte des limites de son intervention déterminée par les principes de la doctrine sociale. Le but du respect de ces limites est de pouvoir maintenir son indépendance par rapport à celle de la politique (l'Etat) et surtout de se garder de ne pas tomber dans une d'ingérence mutuelle, qui est un obstacle majeur à la concrétisation du bien commun.<sup>1946</sup>

La troisième et dernière partie de cette thèse s'intitulait « **L'élaboration du nouvel apport de la pastorale sociale de l'Eglise à Madagascar au service du bien commun** ». Dans cette partie, nous avons présenté les responsabilités que l'Eglise catholique doit assumer à la lumière des principes et des directives émis par la doctrine sociale, en répondant progressivement aux problèmes complexes de la société malgache en matière du bien commun.

Le septième (VII) chapitre était consacré à confirmer le fait que « La promotion de la pastorale sociale habituelle de l'Eglise est une nécessité », afin de pouvoir atteindre l'objectif de cette thèse qui n'est autre que la réalisation du bien commun au sein de la société malgache. Hélas à Madagascar, durant les deuxième et troisième Républiques, l'autorité politique a mis à l'index le bien commun de tous; les systèmes politiques n'ont pas du tout visé l'intérêt commun de la population.<sup>1947</sup> Le résultat se lit comme un échec. La pauvreté n'a cessé de s'amplifier. C'est la raison pour laquelle l'Eglise ne peut pas rester indifférente face à cette situation angoissante et déplorable. Il faut qu'elle s'engage politiquement et apporte sa contribution pour sortir de cet abîme social. D'où la nécessité de la poursuite de la promotion de l'engagement politique habituel de l'Eglise. Cependant, l'intervention de l'Eglise dans les affaires politiques ne va pas toujours de soi. Chaque fois qu'elle a tenté d'intervenir par des apports critiques en dénonçant les dérapages politiques des pouvoirs et des politiciens malgaches, elle a subi des représailles de leur part. Il lui faut un esprit de discernement, du courage et surtout un sens des responsabilités dans l'engagement politique pour rester un phare éclairant le présent de la société malgache.

L'Eglise catholique comme présence du Christ<sup>1948</sup> est composée de la hiérarchie et des laïcs, qui ont leur autonomie et leur forme propre d'agir. La hiérarchie a sa manière de s'engager et de même, les laïcs. Néanmoins les objectifs partagés par tous sont la réalisation du bien commun de l'homme et de la société, c'est-à-dire le développement intégral de l'homme et de tout l'homme.<sup>1949</sup> S'il faut déplorer que l'intervention politique de l'Eglise se soit trop limitée souvent par le passé au seul niveau de la hiérarchie, une prise de conscience s'opère peu à peu dans le peuple chrétien. Les rôles joués ensemble sont en fait de dénoncer, critiquer, sensibiliser, conscientiser, exhorter et encourager, et même d'intervenir politiquement en faveur du bien commun. Ces interventions se font par Conférence de presse mais le plus souvent, par le message de la lettre de la conférence épiscopale parlant au nom du

---

<sup>1945</sup> Cf. supra, Le respect entre l'Eglise et l'Etat : autonomie et coopération, p. 170.

<sup>1946</sup> Cf. supra, L'engagement pour la paix sociopolitique, p. 174.

<sup>1947</sup> Cf. supra, Une nouvelle déception de la majorité de la population, p. 54.

<sup>1948</sup> Cf. BENOIT XVI, *L'engagement de l'Afrique*, p. 108.

<sup>1949</sup> Cf. PAUL VI, *Populorum progressio*, n° 43.

peuple chrétien. Critiquer et dénoncer les failles de la pratique politique des politiciens et des dirigeants politiques ne suffisent pas. Il faut que l'Eglise ait l'audace d'intervenir de façon plus concrète dans les affaires politiques de l'Etat si l'idéologie de ce dernier est aux antipodes du bien de l'homme et de la société. Le refus de la démocratie, le non-respect de la justice sociale sont sources d'atteinte aux droits humains fondamentaux et de la dignité même de la personne humaine et doivent être dénoncés comme telle.

L'avant-dernier chapitre (VIII) de cette troisième partie, a eu pour objet « L'étude de la promotion d'un laïcat engagé en matière politique en vue du bien commun au sein de la société malgache ». Pour la doctrine sociale, la réalisation du bien commun n'est pas seulement l'affaire de la hiérarchie, mais celle de tous les membres constitutifs de l'Eglise, y compris et surtout les laïcs. Pour que l'intervention de l'Eglise en matière politique soit efficace, l'engagement des laïcs dans les affaires politiques est indispensable au sein de la société malgache.<sup>1950</sup> Nous savons que ce qui manque à la pastorale sociale de l'Eglise locale à Madagascar, c'est la sensibilisation et l'exhortation des laïcs à s'engager politiquement dans la gestion des affaires publiques. Or, le *Compendium* affirme que l'engagement des fidèles laïcs dans la gestion des affaires publiques « n'est pas seulement comme un simple devoir mais aussi un moyen d'annoncer l'Evangile par un témoignage de vie exemplaire, enraciné dans le Christ et vécu dans les réalités temporelles : famille, engagement dans le cadre du travail, de la culture, de la science et de la recherche; exercice des responsabilités sociales, économiques et politiques ». <sup>1951</sup> Travailler pour exhorter à l'engagement politique des laïcs est alors un devoir majeur qui attend l'Eglise catholique à Madagascar.

Mais le travail de l'Eglise consiste à trouver de bons moyens pour que cet engagement des laïcs soit vraiment efficace. En vue de l'efficacité, deux propositions sont indispensables : la première, c'est le renforcement de la promotion des méthodes de formation et d'éducation donnée aux élèves et aux gens qui suivent des études et des formations dans les écoles, les Instituts et les Universités affiliés à l'Eglise catholique.<sup>1952</sup> La seconde, c'est la promotion d'associations attachées à l'Eglise catholique.<sup>1953</sup>

Tout d'abord, nous avons mis l'accent sur la promotion des méthodes d'éducation et de formation, car nous sommes persuadé que si on veut avoir de bons résultats quant à l'engagement politique des laïcs, cette amélioration est vraiment indispensable. Pourquoi changer de méthodes ? Nous avons conscience que l'Eglise a une part de responsabilité dans l'échec du bien commun au sein de la société malgache. Tous les hauts dirigeants qui se sont succédé pour gouverner le pays ont été éduqués quasiment dans les écoles catholiques. Et ils n'ont pas seulement été éduqués dans les écoles catholiques mais ils sont catholiques et ont reçu les sacrements dans l'Eglise catholique. Cependant le témoignage qu'ils ont donné ne correspond pas à la morale de l'Eglise à laquelle ils appartiennent. C'est pour cette raison que nous avons insisté sur le changement des méthodes d'éducation et de formation.<sup>1954</sup>

---

<sup>1950</sup> Cf. supra, Nécessité de l'engagement des laïcs en matière sociopolitique, p. 230.

<sup>1951</sup> *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, n° 543.

<sup>1952</sup> Cf. supra, Une condition impérative pour la promotion de l'engagement des laïcs : l'éducation et la formation, p. 237.

<sup>1953</sup> Cf. supra, La nécessaire promotion des associations, p. 249.

<sup>1954</sup> Cf. supra, Une éducation et formation orientées vers la concrétisation du bien commun, p. 243.

Comme changement de méthodes, nous avons en premier lieu proposé que l'éducation et la formation données dans les écoles catholiques à Madagascar s'emploient à souligner le sens du discernement, de la responsabilité citoyenne. La capacité des gens à avoir le sens du discernement et de la responsabilité les aide à avoir la conscience qu'ils sont vraiment citoyens responsables, capables de prendre des initiatives dans tous les domaines et surtout dans le domaine sociopolitique et économique pour le développement de leur pays. En plus, pour la promotion de l'engagement politique des laïcs, il faut que l'Eglise insère dans les programmes scolaires surtout des Instituts ou des Universités catholiques une formation et une éducation des jeunes à la dimension politique. Cette nouvelle matière à insérer dans les programmes scolaires va donner une nouvelle forme d'éducation et de formation de base politique pour les jeunes. Ils se prépareront à pouvoir prendre en main la responsabilité politique du pays, en vue du bien commun de tous.

Par ailleurs, la grande lacune quand il s'agit de la promotion de l'engagement politique, c'est l'absence d'associations, de mouvements ou de partis politiques d'inspiration chrétienne formés sous l'influence de l'Eglise elle-même. C'est par ces mouvements, associations ou partis politiques que les laïcs pourront réaliser leur devoir en tant que chrétiens. L'Eglise peut être présente dans l'action politique par l'engagement des laïcs à travers leur appartenance aux mouvements, aux associations ou aux partis politiques.<sup>1955</sup> Le rôle joué par ceux-ci peut être important pour la promotion de l'engagement politique des chrétiens au sein de la société malgache. La promotion des associations a pour objectif d'identifier la participation de la femme à la vie politique, le développement de la société civile, l'éducation des citoyens au dialogue politique et des laïcs associés au contrôle des activités des décideurs.<sup>1956</sup> Cela facilitera l'intervention politique de l'Eglise au sein de la société malgache par la voie de ces associations, mouvements ou partis, avec un seul objectif : promouvoir autant que possible la réalisation du bien commun en faveur du développement intégral de la personne humaine et de la société tout entière.

Le dernier chapitre (IX) de la présente recherche a concerné « La contribution d'une nouvelle pastorale sociale de l'Eglise catholique au service du bien commun dans la société malgache ». Dans ce chapitre, nous avons affirmé que la prise de responsabilité de l'Eglise en matière politique ne doit pas se limiter à ce qu'elle a fait jusqu'ici, si on veut vraiment sortir le peuple malgache de la crise et de la pauvreté. L'Eglise doit renouveler sa manière d'évangéliser. Force est de constater que travailler pour le bien commun n'est pas si aisé. On a besoin d'une coopération. C'est la raison pour laquelle l'Eglise catholique a renforcé sa collaboration avec les Eglises du FFKM afin de promouvoir la recherche du bien commun.<sup>1957</sup> Ce travail en commun se situe au niveau de la lutte pour la mise en place de l'Etat de droit, de la bonne gouvernance et surtout contre l'ingérence de l'Etat.<sup>1958</sup> Car ce sont là les facteurs principaux de la corruption généralisée nuisant à la vie du peuple au sein de la société malgache.

---

<sup>1955</sup> Cf. supra, La nécessaire promotion des associations, p. 249.

<sup>1956</sup> Cf. supra, Les objectifs de la promotion des associations, p. 256.

<sup>1957</sup> Cf. supra, L'origine et la finalité du FFKM, p. 267.

<sup>1958</sup> Cf. supra, Le renouveau de l'engagement de l'Eglise catholique au sein du FFKM, p. 270.

Comme dernière réflexion dans ce chapitre et aboutissement de la dissertation, nous avons mis l'accent sur la nouvelle orientation des méthodes d'évangélisation du social au service du bien commun au sein de la société malgache. Dans ce paragraphe, nous avons fortement souligné que la nouvelle mission pastorale sociale de l'Eglise doit affecter d'une manière plus concrète tous les domaines de la vie sociale de l'homme : politiques, économiques, culturels, environnementaux et religieux.

Sur le plan politique : Nous avons constaté dans la première partie de cette thèse que la première cause de la non-réalisation du bien commun est la crise politique à répétitions. Face à cela, la doctrine sociale propose comme priorités, pour une pastorale sociale les solutions suivantes : la création de centres tant au niveau paroissial que diocésain pour l'activité pastorale de l'Eglise dans le domaine social ; l'animation du débat politique en faveur de la démocratie.<sup>1959</sup> L'animation de ce débat politique aidera les citoyens, les partis, les associations et les divers mouvements politiques à trouver ensemble des solutions concernant les problèmes sociopolitiques, économiques, culturels et environnementaux. Ce dialogue politique contribuera également à l'inculturation de la démocratie.<sup>1960</sup> A force de dialoguer et de faire des débats au niveau des paroisses et des diocèses, on fera grandir la compréhension mutuelle entre les participants. Cette compréhension mutuelle consolide l'esprit d'interdépendance, d'entraide, de solidarité et de fraternité, c'est-à-dire du *fihavanana* malgache.

Sur le plan économique : Le rôle de l'Eglise n'est pas de proposer des solutions techniques qui ne relèvent pas de sa compétence.<sup>1961</sup> Cependant, en tant qu'experte en humanité, l'Eglise catholique malgache, à la lumière de la doctrine sociale, peut apporter sa contribution en matière de développement économique. Il est de la responsabilité de l'Eglise de rappeler à l'Etat que son devoir fondamental en matière économique «...est de définir un cadre juridique capable de régler les rapports économiques afin de sauvegarder les conditions premières d'une économie libre. L'activité économique, surtout dans le contexte de marché libre, ne peut pas se dérouler sans un vide institutionnel, juridique et politique. Elle suppose au contraire que soient assurées les garanties les libertés individuelles et de la propriété, sans compter une monnaie stable et des services publics efficaces ».<sup>1962</sup> Cela signifie que l'Etat doit maintenir l'Etat de droit, la bonne gouvernance et le cadre institutionnel nécessaire au développement économique.

Le redressement économique ne peut jamais être séparé du marché libre comme élément primordial dans le cadre des échanges commerciaux de toutes sortes. La mise en œuvre de ce libre échange commercial, sur le plan national et international, est le fruit direct de la mondialisation. Cette dernière est un phénomène planétaire auquel aucun pays ne peut échapper. Elle exerce nécessairement une influence sur le développement du pays, et surtout sur le plan économique. Néanmoins, il convient de veiller à ce que son utilisation corresponde aux principes de la doctrine sociale, c'est-à-dire qu'elle tienne compte de la dignité de la

---

<sup>1959</sup> Cf. supra, Créer des centres en vue du dialogue politique, p. 279.

<sup>1960</sup> Cf. supra, Exhorter à l'inculturation de la démocratie, p. 277.

<sup>1961</sup> Cf. supra, La contribution de l'Eglise au développement socioéconomique, p. 289.

<sup>1962</sup> *Compendium de la doctrine social de l'Eglise*, n° 352.

personne humaine, du bien commun et de la destination universelle des biens. C'est pour cette raison que le *Compendium* rappelle l'action de l'Etat : « L'action de l'Etat et des autres pouvoirs publics doit se conformer au principe de subsidiarité et créer des situations favorables au libre exercice de l'activité économique. Elle doit aussi s'inspirer du principe de subsidiarité et établir des limites à l'autonomie des parties pour défendre les plus faibles. La solidarité sans subsidiarité peut en effet facilement dégénérer en assistantisme, tandis que la subsidiarité sans la solidarité risque d'alimenter des formes de régionalisme égoïste ». <sup>1963</sup>

Enfin, comme l'ajoute le *Compendium* : « L'Etat peut inciter les citoyens et les entreprises à promouvoir le bien commun en mettant en œuvre une politique économique qui favorise la participation de tous les citoyens aux activités de production ». <sup>1964</sup> Car le développement de la culture de participation est un bon moyen pour mettre en œuvre les deux principes d'action : celui de subsidiarité et de participation, comme agents principaux de la réalisation du bien commun. La relance économique du pays a besoin de la participation de tous les citoyens, sans exclusion, et de tous les membres du corps social. <sup>1965</sup> Aucun développement n'est possible dans un pays sans la participation de tous. Pour que l'Eglise atteigne cet objectif, nous avons dégagé les propositions suivantes :

- renforcer la formation des jeunes dans les mouvements qui s'occupent du développement rural, comme FTMK (associations des jeunes ruraux), puis à Madagascar, en tant que pays à vocation agricole, améliorer également les enseignements relatifs à l'agriculture et à la création en milieu rural ;
- former des citoyens responsables, soucieux du bien commun et décidés à promouvoir l'économie <sup>1966</sup> ;
- dépasser certaines coutumes traditionnelles qui sont un handicap pour améliorer l'agriculture et l'élevage ; l'Eglise doit aider à relever ce défi en ouvrant les mentalités au changement. <sup>1967</sup>

La confusion entre l'administration des biens individuels et ceux de l'Etat est l'un des obstacles majeurs au développement du pays, nous l'avons établi. Comme solution, il paraît urgent de favoriser en priorité la mise en place de l'Etat de droit au service de la bonne gouvernance. Par conséquent nous avons suggéré les tâches ecclésiales suivantes :

- conscientiser les dirigeants politiques à se savoir les premiers responsables du bien commun de tous et ce, au-delà des intérêts de la famille, du clan, du groupe ethnique, du parti politique, car la politique du favoritisme, du népotisme et du clientélisme, a plongé le pays dans une pauvreté endémique ;
- proposer des ateliers de travail où dialoguent des parlementaires nationaux et internationaux, l'objectif étant de chercher des moyens pour l'Eglise d'offrir sa part à l'élaboration de lois justes au service de la bonne gouvernance. <sup>1968</sup>

---

<sup>1963</sup> Ibid., n° 351.

<sup>1964</sup> Ibid., n° 354.

<sup>1965</sup> Cf. supra, Développer une culture de participation, p. 288.

<sup>1966</sup> Cf. supra, Les mouvements et associations ecclésiaux, p. 242.

<sup>1967</sup> Cf. supra, Lutte contre la déforestation abusive, p. 310.

<sup>1968</sup> Cf. supra, Lutte pour la mise en œuvre de la bonne gouvernance, p. 275.

Sur le plan culturel : Il est à déplorer l'impact négatif du désordre politique sur des valeurs culturelles malgaches comme celle du *fihavanana*, en disparition progressive. Pour la restaurer, l'Eglise donnera la priorité dans son activité pastorale à la prise en considération de la nécessité de la culture de rencontre. La pratique pastorale de cette culture de rencontre favorisera la consolidation de l'esprit d'unité, de solidarité et de fraternité, tant au niveau familial et régional que provincial et national. Promouvoir la formation et l'éducation à travers la lutte contre l'analphabétisme restera un impératif de toute action sociale. L'analphabétisme empêche la pleine participation des populations au processus démocratique, garantissant la participation de tous au développement et à la réalisation du bien commun.<sup>1969</sup>

Sur le plan environnemental : La lutte pour la protection de l'environnement est l'objet de débats tant au niveau national qu'international. La création n'est pas seulement un don de Dieu, comme disait Benoît XVI, mais il existe un lien intrinsèque entre la vie de l'homme et l'environnement. Le respect de l'environnement joue un rôle irremplaçable dans le processus de la réalisation du bien commun. Un environnement bien soigné aide l'homme à avoir une vie bonne et paisible. Dans cette perspective, la lutte pour la protection de l'environnement est un combat pour la paix intérieure et extérieure. C'est un bon combat qui conduit l'homme sur le chemin de son bonheur.

Pour ce motif, l'Eglise catholique à Madagascar combattrait pour la sauvegarde de l'environnement, en insérant dans les programmes scolaires et universitaires catholiques un module concernant la sauvegarde et la protection de l'environnement. Donner des formations par des colloques et des conférences pour les agriculteurs et les éleveurs peut être une autre réponse à ce défi qui concerne le monde agricole. Les trafics de toutes sortes de bois précieux et de pierres précieuses sont l'un des facteurs principaux de l'exploitation abusive des ressources naturelles et de la destruction de l'environnement. Les Eglises dans leur ensemble avec l'Etat lutteront contre ces fléaux nuisant au pays.

Sur le plan religieux : L'unité de toutes les Eglises malgaches présentes sur la Grande Île est un élément fondamental pour la réalisation du bien commun. La collaboration des Eglises, tant sur le plan politique qu'économique en faveur du bien commun, est une expression de cette unité. L'union fait la force des Eglises afin de lutter pour la sauvegarde de leur indépendance par rapport à celle des institutions étatiques, de façon à ne pas tomber dans l'ingérence politique mutuelle.<sup>1970</sup> Celle-ci est l'un des obstacles majeurs qui empêche les Eglises, spécialement l'Eglise catholique, de travailler convenablement au service du bien commun, car l'ingérence politique mutuelle crée la confusion au niveau des prises de responsabilités et de décision face aux événements du pays. C'est la raison pour laquelle lutter contre cette ingérence doit faire partie de la nouvelle mission de l'Eglise, dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle évangélisation.

---

<sup>1969</sup> Cf. supra, Lutte contre l'analphabétisme, p. 303.

<sup>1970</sup> Cf. supra, Le renforcement de l'unité des Eglises entre elles, p. 304.

## Résultats de la thèse

Les problèmes que nous avons décrits et analysés dans la première partie de cette thèse sont l'absence du bien commun au sein de la société malgache. Cet échec du bien commun est la première cause de la pauvreté vécue par la majorité du peuple malgache depuis la reconquête de l'indépendance. Comme résultats de notre recherche, nous proposons des solutions favorables et efficaces afin de pouvoir sortir le pays de cette impasse.

Dans la conception de l'Eglise catholique, par le biais de la doctrine sociale que nous avons présentée, quand on parle de la réalisation du bien commun, tous les membres du corps social, y compris l'Eglise, sont impliqués. Ils sont tous responsables, même si la première responsabilité revient à l'autorité politique de l'Etat. Le premier principe à honorer afin de pouvoir sortir de ces problèmes en suspens au sein de la société malgache est de respecter la dignité de la personne humaine par la mise en œuvre effective de tous les principes d'action et de toutes les valeurs de référence, morales ou sociales, de la doctrine sociale de l'Eglise.

L'Eglise catholique, en vertu des exigences de sa doctrine sociale, doit prendre sa part de responsabilité quand il s'agit de la réalisation du bien commun. Elle y est déjà engagée. Pourtant, notre hypothèse de départ se confirme : cet engagement n'est pas suffisant au regard de la réalité complexe vécue par la majorité du peuple malgache. Pour que la réalisation du bien commun se mette en œuvre positivement, l'Eglise catholique se doit d'élaborer de nouveaux objectifs sociaux, à la fois innovateurs et créatifs, d'une réelle inculturation qui aillent jusqu'au bout de sa logique d'évangélisation. Au terme de notre cheminement, en guise d'apports nouveaux de la pastorale sociale de l'Eglise à Madagascar, nous pouvons dégager les priorités suivantes :

- Stimuler les laïcs à s'engager dans la gestion des affaires temporelles du pays c'est-à-dire dans l'administration des affaires publiques. Cet encouragement conduit les laïcs à mettre en œuvre les principes d'action de la doctrine sociale : celui de subsidiarité et de participation. Car l'application effective de ces principes est indispensable pour que tous les membres du corps social participent activement à la concrétisation du bien commun.<sup>1971</sup>
- Lutter pour le respect de l'Etat de droit, de la bonne gouvernance et contre l'ingérence politique mutuelle entre l'Etat et les Eglises. Le non-respect de ces principes est un facteur majeur de la corruption généralisée, depuis la collectivité territoriale décentralisée jusqu'à la magistrature suprême. Cette pratique vicieuse nuit à la vie du pays. Pour éradiquer cette pratique, l'Eglise se doit de travailler, non seulement avec les institutions étatiques, mais aussi avec les Eglises membres du FFKM.<sup>1972</sup>
- Renforcer la diffusion de l'enseignement de la doctrine sociale par l'organisation de colloques et de conférences pour les mouvements, les associations, les partis politiques et les personnes de tout âge. La connaissance de la doctrine sociale stimulera les laïcs à prendre conscience de leur devoir moral et social envers autrui

---

<sup>1971</sup> Cf. supra, Nécessité de l'engagement des laïcs en matière sociopolitique, p. 230.

<sup>1972</sup> Cf. supra, Lutte pour la mise en place de l'Etat de droit, p. 273.



et la société tout entière. « Savoir lire et écrire, acquérir une formation professionnelle, c'est reprendre confiance en soi et découvrir que l'on peut progresser avec les autres ». <sup>1973</sup>

- Lutter contre l'analphabétisme qui est un obstacle majeur face à la participation active à la réalisation du bien commun. Cette lutte portera des fruits si l'Eglise catholique à Madagascar donne la priorité à la création d'associations et de mouvements destinés à former la population. Car l'existence de l'analphabétisme dans tout pays rend difficile l'exercice de la citoyenneté, le développement personnel et le « décollage » de la société tout entière. <sup>1974</sup>
- Remettre en valeur la culture malgache du *fihavanana*. Parce qu'elle peut résoudre progressivement l'éventuel désarroi devant les conflits politiques, elle aide à assurer la stabilité politique, d'où jaillit la relance économique. <sup>1975</sup>
- Donner à la société civile malgache des formations, fondées sur les principes et les directives de la doctrine sociale de l'Eglise, à travers l'organisation de conférences, de colloques et d'ateliers, afin qu'elle puisse exercer facilement ses devoirs tels que faire pression sur l'activité des dirigeants politiques et la contrôler ; animer et sensibiliser les citoyens à participer activement à la vie politique et économique du pays. <sup>1976</sup>

Les analyses et descriptions énoncées ci-dessus à la lumière de la doctrine sociale sont proposées comme des repères pour avancer vers une heureuse mise en œuvre du bien commun. Si la nouvelle forme de la pastorale sociale de l'Eglise dans notre pays s'inspire des orientations universelles de la justice, et si elle s'inscrit dans une logique d'innovation au service de l'homme malgache, alors ces quelques analyses pourront y aider. Car tous les moyens nécessaires sont là maintenant disponibles, mais ce qui reste à faire, c'est de les mettre en œuvre au service du bien commun.

### **Perspectives d'avenir de la thèse**

Malgré les efforts pour rechercher les connaissances disponibles les plus autorisées, cette thèse est loin d'apporter une réponse exhaustive à toute la problématique du bien commun. Les ouvrages publiés par le Magistère de l'Eglise et les grands théologiens catholiques ont servi de vivier pour nourrir notre réflexion. De plus nous avons également consulté d'autres ouvrages, anciens et plus récents, concernant notre sujet, mais cela ne suffit pas par rapport à l'importance particulière de notre thème. Le bien commun est un sujet d'une brûlante d'actualité tant sur le plan national qu'international. Sa conception n'est pas figée ou statique mais contextuelle et circonstancielle. Elle ne cesse d'évoluer à l'heure de la mondialisation. Cela dit bien la limite de notre travail. Il se veut un repère pour passer à l'action. Pour ces raisons, il serait bon, afin de pouvoir enrichir et mieux approfondir cette recherche au profit du bien commun, de collaborer avec les autres disciplines et les autres intellectuels locaux tant au niveau des différents Instituts supérieurs et Universités privées

---

<sup>1973</sup> PAUL VI, *Populorum progressio*, n° 35.

<sup>1974</sup> Cf. supra, Lutte contre l'analphabétisme, p. 303.

<sup>1975</sup> Cf. supra, La remise en valeur de la culture malgache du *fihavanana*, p. 299.

<sup>1976</sup> Cf. supra, Promouvoir le développement de la société civile, p. 258.

qu'au niveau des Universités publiques. Il est également indispensable de coopérer et de dialoguer avec les différents corps de la société civile locale afin de trouver ensemble de bonnes solutions pour sortir de l'échec du bien commun. Mais pour que ce désir de promouvoir la coopération avec les autres institutions se réalise, il faut tout d'abord commencer par sensibiliser la Conférence épiscopale malgache afin que cette dernière ait la volonté d'intégrer ces propositions dans l'activité pastorale sociale de l'Eglise catholique. Le chantier n'est pas donc clos, il demeure ouvert et immense.

## **BIBLIOGRAPHIE GENERALE**

### **1. DOCUMENTS DU MAGISTERE**

#### **CONCILE VATICAN II**

WINLING. R, *Le concile Vatican II*, Edition intégrale définitive, Texte latin et traduction française avec index et tables, Cerf, Paris, 2012.

VATICAN II, *L'Eglise dans le monde de ce temps*, Constitution « *Gaudium et spes* », texte de la Constitution pastorale, notes et commentaires par une équipe des laïcs et de prêtres, Mame, Paris, 1968.

#### **FRANÇOIS (2013.....)**

Exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, Rome, 2013.

Lettre encyclique *Lumen fidei*, Rome, 2013.

Message pour la 48ème Journée mondiale de la communication, Rome, 2014.

Discours aux évêques de la Conférence épiscopale de Madagascar en visite ad limina apostolorum, Rome, 2014.

Lettre circulaire aux consacrés et consacrées, Rome, 2014.

*Discours officiels et messages*, Salvator, Paris, 2013.

*Se mettre au service des autres, voilà le vrai pouvoir*. Sortez dans la rue et semez l'espérance, Fayard, Paris, 2014.

*Seul l'amour nous sauvera*, Parole et Silence, Paris, 2013.

#### **BENOÎT XVI (2005-2013)**

Lettre encyclique *Caritas in veritate*, Rome, 2009.

Lettre encyclique *Deus caritas est*, Rome, 2006.

Exhortation apostolique *L'engagement de l'Afrique*, Cerf, Paris, 2011.

Exhortation apostolique *Verbum domini*, Cerf, Paris, 2010.

Message pour la célébration de la journée mondiale de la paix, Rome, 2011.

*Catéchisme de l'Eglise catholique Abrégé*, Editions Saint-Augustin, Suisse, 2005.

#### **JEAN PAUL II (1978-2005)**

*Les 14 encycliques de Jean Paul II présentées par le cardinal Joseph Ratzinger*, Ed. Pierre Tèqui, Paris, 2005.

CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX, *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, Avant-propos de Mgr Jean-Charles DESCUBES, Lettre du Cardinal Angelo

SODANO, Présentation du Cardinal RENATO RAFFAELE MARTINO, Editions Saint-Augustin, Saint-Maurice, 2005.

*Catéchisme de l'Eglise catholique*, Nouvelle édition, Cerf, Paris, 1998.

Lettre encyclique *Fides et ratio*, Rome, 1998.

Lettre encyclique *Ut unum sint*, Rome, 1995.

Lettre encyclique *Evangelium vitae*, Rome, 1995.

Lettre encyclique *Veritatis splendor*, Rome, 1993.

Lettre encyclique *Centesimus annus*, Rome, 1991.

Lettre encyclique *Redemptoris missio*, Rome, 1990.

Lettre encyclique *Sollicitudo rei socialis*, Rome, 1987.

Lettre encyclique *Laborem exercens*, Rome, 1981.

Lettre apostolique *Novo millennio ineunte*, 2001.

Message pour la Journée mondiale de la Paix, 2004.

Message pour la Journée mondiale de la Paix, 2002.

Message pour la Journée mondiale de la Paix, 2000.

Message pour la Journée mondiale de la Paix, 1999.

Discours pour l'Année mondiale de l'alphabétisation, 1990.

Discours au colloque sur l'Eglise et droits de l'homme, 1988.

Message pour la Journée mondiale de la paix, 1988.

Message pour la Journée mondiale de la paix, 1987.

Message pour la Journée mondiale de la paix, 1986.

Message pour la Journée mondial de la paix, 1982.

Lettre aux chefs de l'Etat de l'Acte final d'Helsinki, 1980.

#### **PAUL VI (1963-1978)**

Lettre encyclique *Humanae vitae*, Rome, 1968.

Lettre encyclique *Populorum progressio*, Rome, 1967.

Lettre encyclique *Ecclesiam suam*, Rome, 1964.

Lettre apostolique *Octogesima adveniens*, Rome, 1971.

#### **JEAN XXIII**

Lettre encyclique *Pacem in terris*, Rome, 1963.

Lettre encyclique *Mater et magistra*, Rome, 1961.

#### **PIE XI**

Lettre encyclique *Quadragesimo anno*, Rome, 1931.

Lettre encyclique *Mit brennender Sorge*, Rome, 1937.

## **LEON XIII**

Lettre encyclique *Rerum novarum*, Rome, 1891.

Lettre encyclique *Diuturnum illud*, Rome, 1881.

Lettre encyclique *Immortale Dei*, Rome, 1885.

## **TEXTES BILINGUES DES EVEQUES DE MADAGASCAR**

*Eglise et Société à Madagascar, Foi & Justice*, Vol. VII, Antananarivo, 2005- 2010.

*Eglise et Société à Madagascar, Foi & Justice*, Vol. VI, Antananarivo, 2001-2005.

*Eglise et Société à Madagascar, Foi & Justice*, Vol. V, Antananarivo, 1995-2000.

*Eglise et Société à Madagascar, Foi & Justice*, Vol. IV, Antananarivo, 1990-1995.

*Eglise et Société à Madagascar, Foi & Justice*, Vol. II, Antananarivo, 1960-1975.

*Eglise et Société à Madagascar, Foi & Justice*, Vol. I, Antananarivo, 1889-1960.

Lettre pastorale de la Conférence épiscopale de Madagascar, *L'Eglise et le développement à Madagascar*, 1972.

## **SEFAFI (Observatoire de la vie publique à Madagascar)**

*Les attentes déçues de la VIème République*, Foi & Justice, Antananarivo, Communiqué, 2014.

*L'Observatoire de la vie publique à Madagascar : d'une crise à l'autre, 2001-2013*, L'Harmattan/Foi & Justice, Paris/Antananarivo.

*Quand les politiciens prennent les citoyens en otage*, Foi & Justice, Antananarivo Communiqué, 2010.

*Quelle justice pour le présent et l'avenir*, Foi & Justice, Antananarivo, Communiqué, 2009.

*Les pratiques politiques et les moyens d'accéder au pouvoir depuis 1972*, Foi & Justice, Antananarivo, Communiqué, 2009.

*Tourmente populaire et confusion politique*, Foi & Justice, Antananarivo, Communiqué, 2009.

*Elections et droits de l'homme : La démocratie au défi*, Foi & Justice, Antananarivo, Communiqué, 2007.

*Election et vie quotidienne*, Foi & Justice, Antananarivo, Communiqué, 2006.

*Une société civile sans interlocuteurs, déni de bonne gouvernance*, Foi & Justice, Antananarivo, Communiqué, 2005.

*Une démocratie bien gérée, décentralisée et laïque, à quelles conditions*, Foi & Justice, Antananarivo, Communiqué, 2004.

*Libertés publiques. Les leçons d'une crise*, Foi & Justice, Antananarivo, Communiqué, 2002.

## **DIVERS DOCUMENTS MAGISTERIELS ET ÉPISCOPAUX**

CONFERENCE DES EVEQUES DE FRANCE, *Notre Bien Commun*, Politique, Travail, Propriété, Styles de vie, Familles et Migrations. Connaître la pensée sociale de l'Eglise pour la mettre en pratique, Editions de l'Atelier, Paris, 2014.

CONFERENCE DES EVEQUES DE FRANCE, Groupe de travail écologie et environnement, *Enjeux et défis écologiques pour l'avenir*, Cerf, Paris, 2012.

CONFERENCE DES EVEQUES DE FRANCE, *Réhabiliter la politique*, n° 20, 1999.

CONFERENCE DES EVEQUES DE FRANCE, *La famille, l'œcuménisme*, Centurion, Paris, 1993.

COMMISSION FRANÇAISE JUSTICE ET PAIX, *Solidarité et développement, l'engagement de l'Eglise catholique*, Cerf, Paris, 1992.

CONFERENCE DES EVEQUES DE FRANCE, *Pour une pratique chrétienne de la politique*, Ed. Centurion, Paris, 1972.

CONGREGATION POUR L'EDUCATION CATHOLIQUE, *Orientation pour l'étude et l'enseignement de la doctrine sociale de l'Eglise dans la formation sacerdotale*, n° 38, Typographie polyglotte Vaticana, Rome, 1988.

LES ÉVÊQUES DE HAUTE-VOLTA, *L'Eglise dans la Cité*, Imprimerie de la Savane, Bobo-Dioulasso, 1999.

SYNODE DES EVEQUES, *Justitia in Mundo, La promotion de la Justice dans le monde*, Rome, 30 novembre 1971.

## **2. OUVRAGES ET ARTICLES SUR MADAGASCAR**

ANDRIAMBELOMIADANA R., *Libéralisme et développement à Madagascar*, Foi & Justice, Antananarivo, 1992.

ANDRIANIRINA N., *Madagascar dans la tourmente. Analyses socio-économiques de la crise en zones rurales*, L'Harmattan, Paris, 2010.

ANDRIANIRINA S.-D., *Madagascar, des Eglises en dialogue. Le point sur l'œcuménisme*, in Collection ISTA, n° 10, Antananarivo, 1990.

- ARCHER R., *Madagascar depuis 1972. La marche d'une révolution*, L'Harmattan, Paris, 2011.
- BELLIARD J.-L., *Madagascar. Le sang d'une colonie (1890-1948)*, L'Harmattan, Paris, 2010.
- BONNEMAISON J., *Le territoire, lien ou frontière ?*, L'Harmattan, Paris, 1999.
- BROCHEUX P., *Les décolonisations au XXe siècle. La fin des Empires européens et japonais*, Armand Colin, Paris, 2012.
- BRUNSHCHWIG H., *Colonisation et décolonisation. Essai sur le vocabulaire usuel de la politique coloniale*, Cahiers d'études africaines, Paris, 1960.
- CHAIGNEAU P., *Rivalités politiques et socialisme à Madagascar*, Editions Cheam, Paris, 1985.
- CIPOLLONE G., *Le christianisme et les droits de l'homme à Madagascar*, Karthala, Paris, 2008.
- COLIN P., *Aspects de l'âme malgache*, Orante, Paris, 1959.
- DOMENICHINI J.-P., *Le monde enchanté des Anciens*, Ambozontany, Antananarivo, 1993.
- DUBOIS R., *L'identité malgache. La tradition des Ancêtres*, Ed. Saint Paul, Antananarivo, 2002.
- ERSU L., *Changement d'homme providentiel à Madagascar*, in Etudes, T. 411, 2009, pp. 451-461.
- ESTRADE J.-M., *Aina - La vie. Mission, culture et développement à Madagascar*, L'Harmattan, Paris, 1996.
- GALIBERT D., *Les gens du pouvoir à Madagascar. Etat postcolonial, légitimités et territoire*, Karthala, Paris, 2009.
- GARDNER B., *Politiques de développement*, Mémoires IEP, Aix-Marseille, 1997.
- HÜBSCH B., *L'Eglise catholique à Madagascar*, Foi & Justice, Antananarivo, 2003.
- HUBSCH B., *Madagascar et le christianisme*, Karthala, Paris, 1993.
- IMBIKY A., *La réconciliation nationale à Madagascar. Une perspective complexe et difficile*, L'Harmattan, Paris, 2014.
- JOURDE F.-R., *Ravalomanana et la troisième indépendance*, Politique africaine, n° 86, Paris, 2002.

JOVELIN E., *Le travail social face à l'interculturalité. Comprendre la différence dans les pratiques d'accompagnement social*, L'Harmattan, Paris, 2013.

JOVELIN E. - RARIVOMANANTSOA L., *Opinion publique et bonne gouvernance à Madagascar*, L'Harmattan, Paris, 2010.

KOERNER F., *Madagascar colonisation française et nationalisme malgache XXème siècle*, L'Harmattan, Paris, 1995.

LANG P., *Du plurilinguisme à l'école. Vers une gestion coordonnée des langues en contextes éducatifs sensibles*, Editions scientifiques européennes, Berne, 2005.

LUPO P., *Dieu dans la tradition malgache. Approches comparées avec la religion africaine et christianisme*, Karthala, Paris, 2006.

LUPO P., *L'Eglise et la décolonisation à Madagascar*, Editions Ambozontany, Fianarantsoa, 1974.

MAIER H., *Droits de l'homme et dignité humaine à Madagascar*, Foi & Justice, Antananarivo, 2010.

MARCUS R., *Political Change in Madagascar*, Ed. Paper, Pretoria, 2004.

MARTINEAU A., *Madagascar en 1894*, Karthala, Paris, 1994.

OTTINO P., *Les champs de l'ancestralité à Madagascar*, Karthala, Paris, 1998.

RAJOELINA P., *Madagascar, le duel. Journal des deux cents jours*, L'Harmattan, Paris, 2003.

PAYEN C., *Retour à Madagascar*, L'Harmattan, Paris, 2008.

PELLERIN M., *Madagascar un conflit d'entrepreneurs*, Politique africaine, n° 133, Paris, 2009.

RABARIOELINA N., *Madagascar Constitution. Suivant l'identité et les valeurs culturelles*, L'Harmattan, Paris, 2014.

RABEMANANJARA R.-W., *Géopolitique et problèmes de Madagascar*, L'Harmattan, Paris, 1998.

RABETAFIKA R., *Réforme fiscale et Révolution socialiste à Madagascar*, in COLL. *Repères pour Madagascar et l'Océan Indien*, L'Harmattan, Paris, 1990.

RAHARILALAO H., *Eglise et fihavanana à Madagascar. Une herméneutique malgache de la réconciliation chrétienne*, Editions Ambozontany-Analamahitsy, Antananarivo, 2007.

RAHARIZATOVO G., *Madagascar 2002. Genèse et silences d'une crise*, Editions Antanimena, Antananarivo, 2008.



- RAISON-JOURDE F. - AUBERT J.-M. et DURAND P., *On ne revient jamais de Madagascar*, Karthala, Paris, 2002.
- RAISON-JOURDE F., *Bible et pouvoir à Madagascar au XIXe siècle*, Karthala, Paris, 1991.
- RAJERIARSON P. - URFER S., *Madagascar*, Le Cavalier Bleu, Paris, 2010.
- RAKOTOARISOA J.-E., *L'opposition à Madagascar*, in *Madagascar Fenêtre*, Vol. II, Cité, Antananarivo, 2004, pp. 122-133.
- RALAMBOMAHAY T., *Madagascar dans une crise interminable*, L'Harmattan, Paris, 2011.
- RALIBERA R., *La formation des élites à Madagascar depuis l'indépendance*, in *Madagascar Fenêtre*, Vol. II, Cité, Antananarivo, 2007, pp. 144-154.
- RALIBERA R., *Souvenirs et témoignages malgaches. De la colonisation à la IIIème République*, Coll., « Foi & Justice », Ambozotany, Antananarivo, 2007.
- RAMAHOLIMIHASO M., *Qui montre le droit chemin communique la vie*, Foi & Justice, Antananarivo, 1995.
- RAMIARAMANANA D., *De l'ohabolana au hainteny. Langue, littérature et politique à Madagascar*, Karthala, Paris, 1983.
- RATONGAVAO C.-R., *Eglise et pouvoir à Madagascar*, Perspective missionnaire, n° 56, Antananarivo, 2008.
- ROUBAUD F., *Démocratie électorale et inertie institutionnelle à Madagascar*, Antananarivo, 2003.
- ROBAUD F., *Identité et transition démocratique. L'exception malgache*, L'Harmattan, Paris, 2001.
- SANDRON F., *Population rurale et enjeux fonciers à Madagascar*, Karthala, Paris, 2008.
- SARTRE V., *Mémoires pour l'histoire à Madagascar (1933-1990)*, Ed. Ambozontany Analamahitsy, Antananarivo, 2008.
- SPANCENNSKY A., *Madagascar cinquante ans de vie politique de Ralaimongo à Tsiranana*, Ed. Latines, Paris, 1970.
- TIERSONNIER J., *Madagascar 1947-2002. Des sagaies aux ombrelles*, L'Harmattan, Paris, 2004.
- TIERSONNIER J., *Madagascar. Les missionnaires acteurs du développement*, L'Harmattan, Paris, 2001.

TIERSONNIER J., *Au cœur de l'Île Rouge. 50 ans de vie à Madagascar*, Ed. Ambozontany, Fianarantsoa, 1992.

TRONCHON J., *L'insurrection malgache de 1947. Essai d'interprétation historique*, Editions Efa, Fianarantsoa, 1982.

URFER S., *Où va Madagascar ? Les incertitudes d'une société en mutation*, in Etudes, n° 4209, Octobre 2014, pp. 19-27.

URFER S., *La crise et le rebond. 50 ans de l'indépendance*, Foi & Justice, Antananarivo, 2010.

URFER S., *Le Doux et l'amer. Madagascar au tournant du millénaire*, Foi & Justice, Antananarivo, 2003.

URFER S., *L'espoir et le doute. Un quart de siècle malgache*, Foi & Justice, Antananarivo, 1997.

VERIN P., *Madagascar*, Karthala, Paris, 1992.

VIVIER J.-L., *Madagascar, une île à la dérive : les années 2007-2010 : de Ravalomanana à Rajoelina*, L'Harmattan, Paris, 2010.

VIVIER J.-L., *Madagascar sous Ravalomanana*, L'Harmattan, Paris, 2007.

### **3. OUVRAGES ET ARTICLES THEOLOGIQUES ET PHILOSOPHIQUES**

ADEPOJU A., *La famille africaine, politiques démographiques et développement*, Karthala, Paris, 1999.

ALBERIGO G., *Histoire du Concile Vatican II (1959-1965)*, T. V, Cerf, Paris, 2005.

ARISTOTE, *Ethique à Nicomaque*, traduit par J. Tricot., Ed. Vrin, Paris, 1994.

ARISTOTE, *La politique*, Livre I, traduit par J. Barthélemy-Saint-Hilaire., Ed. Flammarion, Paris, 1999.

ARTUS O., *Quels critères pour discerner*, in Revue d'éthique et de théologie morale, n° 260, septembre 2010, pp. 51- 68.

AUBERT J.-M., *Vivre en chrétien au XXème siècle. T. II, L'engagement du chrétien : La sexualité, l'économie et la politique*, Editions Salvator, Mulhouse, 1977.

AUBERT J.-M., *Vivre en chrétien au XXème siècle. T. I, Le sel de la terre*, Editions Salvator, Mulhouse, 1976.

BABOIN J. - AUBERT C., *La morale en politique*, Ed. Ouvrières, Paris, 1995.

BERANGER O., *La politique*, Mame, Paris, 2003.

- BERANGER O., *Un siècle du christianisme social*, in Questions actuelles, n° 8, Juillet-Août 1999.
- BERTEN I., *Enterrée, La doctrine sociale ? Actes de la session pour membres des équipes d'aumôneries près des mouvements*, Lumen Vitae, Bruxelles, 2009.
- BERTHOUSOZ R. - PAPINI R., *Economie et développement*. Répertoire des documents épiscopaux de cinq continents (1891-1991), Editions Universitaires, Fribourg, 1997.
- BOËDEC F. - GRIEU E. - QUINIO D., *Les chrétiens dans le débat public*, Editions Facultés jésuites, Paris, 2014.
- BOILLAT J.-C. - AMHERDT F.-X., *Web & CO et pastorale. Les NTIC et la transmission de la foi*, Saint-Augustin, Saint-Maurice, 2013.
- BOITTE P. – COBBAUT J.-P., *Les défis d'une éthique de l'accès aux soins*, in Revue d'éthique et de théologie morale, n° 241, Septembre 2006, pp. 9-43.
- BONVIN J.-M., *Amartya Sen : Une certaine idée de la justice sociale*, in Sources, Justice et Paix s'embrassent, n° 4, Octobre-Décembre 2012, pp. 21-25.
- BRUGUÈS J.-L., *Précis de théologie morale générale*, T. II. *Anthropologie morale*, Parole et Silence, Paris, 2002.
- BUITRAGO S.-F., *L'articulation de l'autonomie et de la théonomie dans la théologie morale de Xavier Thévenot*, in Revue d'éthique et de théologie morale, n° 264, Juin 2011, pp. 31-50.
- CALVEZ J.-Y., *Chrétiens penseurs du social. Après le Concile (1968-1988)*, Cerf, Paris, 2008.
- CALVEZ J.-Y., *Chrétiens penseurs du social. L'après-guerre (1945-1967)*, Cerf, Paris, 2006.
- CALVEZ J.-Y., *Entre violence et paix. La voix des religions*, Editions Facultés jésuites, Paris, 2005.
- CALVEZ J.-Y. - KRASSIKOV A., *Eglise et Société. Un dialogue Orthodoxe Russe-Catholique romain*, Cerf, Paris, 1999.
- CALVEZ J.-Y. – TINCQ H., *L'Eglise pour la démocratie*, Centurion, Paris, 1992.
- CALVEZ J.-Y., *Justice économique pour tous. Lettre pastorale des évêques des Etats-Unis sur l'enseignement social catholique et l'économie américaine*, Cerf, Paris, 1988.
- CALVEZ J.-Y., *La politique et Dieu*, Cerf, Paris, 1985.
- CALVEZ J.-Y., *La pensée de Karl Marx*, Seuil, Paris, 1956.

CANTALAMESSA R., *Amoureux du Christ. Le secret de François d'Assise*, Edition francophone, Editions des Béatitudes, Paris, 2014.

CHANGEUX J.-P., *Fondements naturels de l'éthique*, Odile Jacob, Paris, 2012.

CHANGEUX J.-P. - RICŒUR P., *La Nature et la Règle, ce qui nous fait penser*, Odile Jacob, Paris, 2008.

CHARENTENAY P., *Vers la justice de l'Evangile. Introduction à la pensée sociale de l'Eglise*, Desclée de Brouwer, Paris, 2008.

COLL., *Madagascar 50 ans d'indépendance*, R.O.I, Antananarivo, juin 2010.

COLL., *Le discours social de l'Eglise catholique. De Léon XIII à Benoît XVI. Les grands textes de l'enseignement social de l'Eglise catholique*, Bayard, Montrouge, 2009.

COLL., *L'engagement politique*, Lumière & Vie, n° 273, Janvier-Mars, Lyon, 2007.

COULANGE P., *Vers le bien commun*, Parole et Silence, Paris, 2014.

COULET R.-P., *L'Eglise et le problème politique. Action populaire*, Editions Spes, Paris, 1922.

COULIBALY A.-L., *Une démocratie prise en otage par ses élites*, Sentinelles, Dakar, 2006.

DESPAIGNE A., *Comprendre la doctrine sociale de l'Eglise*, Traditions Monastiques, Paris, 2008.

DIJON X - NDONGMO M., *L'éthique du bien commun en Afrique. Regards croisés*, L'Harmattan, Paris, 2011.

DRAPERI J.-F., *L'économie sociale et solidaire. Une réponse à la crise*, Dunod, Paris, 2011.

DUFFE B.-M., *Actualité du discours social de l'Eglise. Actes du Colloque du 16 mars 1991*, Université Catholique de Lyon, Profac, Lyon, 1991.

ENGELS F., *Dialectique de la nature*, Ed. Sociales, Paris, 1975.

FAËS H., *Sens et valeurs des droits de l'homme*, in *Revue d'éthique et de théologie morale*, n° 264, juin 2011, pp. 73-88.

FATÔME E., *Bien public, bien commun*, Ed. Dalloz, Paris, 2011.

FEIX M., *L'Eglise aux carrefours des réalités sociales et politiques*, L'Ami hebdo, Strasbourg, 2006.

FLAHAULT F., *Pour une conception renouvelée du bien commun*, in *Etudes*, n° 4186, Juin 2013, pp. 773-783.

- FLAHAULT F., *Où est passé le bien commun ?*, Mille et une nuits, Paris, 2011.
- FONTELLE M.-A., *Construire la civilisation de l'amour. Synthèse de la doctrine sociale de l'Eglise*, Bonaparte, Paris, 2010.
- GAY-CROSIER-LEMAIRE V., *Plongée dans l'enseignement social de l'Eglise. Etude approfondie des principaux textes du Magistère de l'Eglise catholique en matière sociale, économique et politique*, L'Harmattan, Paris, 2014.
- GENEVIEVE J., *Les droits de l'homme et l'impunité des crimes économiques*, Cerf, Paris, 2009.
- GROSJEAN P.-H., *Aimer en vérité*, Ed. Artège, Paris, 2014.
- HÖFFE O., *L'Eglise et la question sociale aujourd'hui*, Ed. Universitaires, Fribourg, 1984.
- JOVELIN E., *Le travail social face à l'interculturalité. Comprendre la différence dans les pratiques d'accompagnement social. Le travail social*, L'Harmattan, Paris, 2013.
- LAINE L., *La pensée chrétienne face à la mondialisation. La croix, le globe, le marché*, L'Harmattan, Paris, 2013.
- LAUBIER P. (de)., *La pensée sociale de l'Eglise catholique*, Ed. Universitaires, Fribourg, 1984.
- LAURENT B. – REFOULE F. (éds)., *Initiation à la pratique de la théologie*, T. IV et V, Cerf, Paris, 1983.
- MAHEY P., *Pour une culture de la participation*, Adels, Paris, 2006.
- MANA K., *La nouvelle évangélisation en Afrique*, Karthala, Paris, 2000.
- MANNS F., *Qu'est-ce que la nouvelle évangélisation ?*, Bayard, Paris, 2012.
- MARITAIN J., *Christianisme et démocratie, les droits de l'homme*, Desclée de Brouwer, Paris, 2005.
- MARITAIN J., *La personne et le bien commun*, Morcelliana, Brescia, 1995.
- MARITAIN J., *Les droits de l'homme et la loi naturelle*, in *Œuvres complètes*, Vol. VII, 1939-1943, Ed. Universitaires/Saint Paul, Fribourg/Paris, 1988.
- MINNERATH R., *L'Eglise catholique face aux Etats. Deux siècles de pratique concordataire 1801-2010*, Cerf, Paris, 2012.
- MINNERATH R., *Doctrine sociale de l'Eglise et bien commun*, Beauchesne, Paris, 2010.
- MINNERATH R., *Pour une éthique sociale universelle. La proposition catholique*, Cerf, Paris, 2004.

MOENS J.-L., *Charité, justice et paix. Un défi pour l'évangélisation*, Editions de l'Emmanuel, Paris, 2012.

MOINGT J., *Faire bouger l'Eglise catholique*, Desclée de Brouwer, Paris, 2012.

MOUVEMENT INTERNATIONAL DE LA RECONCILIATION, BRANCHE FRANCAISE, *L'espérance insoumise. Les religions, moteurs de la réconciliation sociale et politique*, Nouvelle Cité, Paris, 2009.

MUKENA KATAY A.-V., *Dialogue avec la religion traditionnelle africaine*, L'Harmattan, Paris, 2007.

MÜLLER D., *La santé entre le bien public et le bien privé*, in *Revue d'éthique et de théologie morale*, n° 241, Septembre 2006, pp. 145-149.

NAUDET J.-Y., *Doctrine sociale de l'Eglise et sciences économiques. Quelques réflexions sur le rôle respectif des économistes et du Magistère*, Puam, Aix-en-Provence, 2013.

NAUDET J.-Y., *La doctrine sociale de l'Eglise. Une éthique économique pour notre temps*, Puam, Aix-en Provence, 2011.

NIANG A., *La société civile une réalité sociale en question*, in *Revue sénégalaise de sociologie* n° 2, décembre 2000, pp. 14-22.

NIFLE R., *Le sens du Bien Commun. Pour une compréhension renouvelée des communautés humaines*, TempsPrésent, Paris, 2011.

OKITEMBO N., *L'engagement politique de l'Eglise catholique au Zaïre*, L'Harmattan, Paris, 1998.

PINCKAERS S., *Les sources de la morale chrétienne. Sa méthode, son contenu, son histoire*, Cerf, Paris, 2004.

PLOUX J.-M., *Agir et résister en chrétien. Au nom de quoi ?*, Ed. Ouvrières, Paris, 2013.

PRIEUR E., *Quel social pour quelle société au XXIème siècle ? La société change, le social bouge*, L'Harmattan, Paris, 2001.

PUEL H., *Caritas in veritate. Une lettre encyclique de Benoît XVI sur le développement humain intégral dans la charité et la vérité*, in *Revue d'éthique et de théologie morale*, n° 258, mars 2010, pp. 79-98.

PUEL D., *Santé, solidarité et bien commun*, in *Revue d'éthique et de théologie morale*, n° 241, Septembre 2006, pp. 45-56.

PUTALLAZ F.-X. – SCHUMACHER B.-N., *L'humain et la personne*, Cerf, Paris, 2008.

RICOEUR P., *Amour et justice*, Ed. Points, Paris, 2008.

SOULAGE F., *Justice et Charité*, Desclée de Brouwer, Paris, 2012.

THOMAS D'AQUIN, *Somme théologique*, 4 Vols, Cerf, Paris, 1984-1985.

THORAVALL J., *Pensée et action sociales de l'Eglise. De Léon XIII au Pape François, une initiation à la doctrine sociale de l'Eglise*, Parole et Silence, Paris, 2014.

VALADIER P., *Du spirituel en politique*, Bayard, Paris, 2008.

WAGNER M., *Jalons pour une éthique sociale chrétienne face aux défis contemporains*, L'Harmattan, Paris, 2003.

XHAUFFLAIRE M., *La théologie politique. Introduction à la théologie politique de J.-B. Metz*, T. I, COLL. *Cogitatio fidei*, n° 69, Cerf, Paris, 1972.

#### **4. INSTRUMENTS DE TRAVAIL ET DICTIONNAIRES**

ABINAL A. - MALZAC V., *Dictionnaire malgache-français*, Edition Ambozontany-Analamahitsy, Antananarivo, 2000.

*BIBLE DE JÉRUSALEM*, Traduite en français sous la direction de l'Ecole biblique de Jérusalem, Nouvelle édition revue et corrigée, Cerf, Paris, 2009.

BOUYER R.-L., *Dictionnaire théologique*. Nouvelle édition et mise à jour, Desclée Brouwer, Paris, 1990.

LACOSTE J.-Y., *Dictionnaire critique théologique*, Cerf, Paris, 1998.

LEMOINE L., *Dictionnaire encyclopédique d'éthique chrétienne*, Cerf, Paris, 2013.

*Le Petit Larousse Illustré*, Editions Larousse, Paris, 2012.

*Théo. L'encyclopédie catholique pour tous*, Mame, Paris, 1989.

#### **5. DOCUMENTS CIVILS ET JOURNAUX**

Constitution de la quatrième République malgache, 11 décembre 2010.

Constitution de la troisième République malgache amendée, 27 avril 2007.

Constitution de la troisième République malgache, 18 septembre 1992.

Constitution de la deuxième République malgache, 21 décembre 1975.

Déclaration Universelle des droits de l'homme, 8 décembre 1948.

Déclaration universelle et Charte africaine des droits de l'homme, Foi & Justice, Antananarivo, 2008.

Déclaration universelle et Charte africaine des droits de l'enfant, Foi & Justice, Antananarivo, 2010.

MBIKY A., *A propos de l'indépendance de la justice*, Journal Madagascar Tribune, mardi 2 juin 2009.

COLL., *Le journal du cinquantenaire*, Journal Express de Madagascar, le 28 juin 2010.

RADIFERA F., *Herizo Razafimahaleo, le leader sans héritier politique*, La Gazette de la Grande Île, 25 Septembre 2014, p. 11.

RAMAROLAHIIHAINGONIRAINY A., *La corruption à Madagascar*, Journal Madagascar Tribune, 19 mai 2011, p. 3.

RANDRIAMAMPIANINA R., *Opinion divided over Ravalomanana*, Journal News Madagascar, 15 décembre 2007, p. 6.

## 6. SITOGRAPHIE

RAHARIZATOVO J., *FJKM et Marc Ravalomanana : une idylle diabolique*, La Gazette de la Grande Île, 21 Aout 2014, p. 7. Disponible sur : <http://www.lagazette-dgi.con/index.php?option=com=article&id=24842>.

Rapport de l'ONG Fanamby, *Exploitation illicite de bois de Palissandre dans l'Aire Protégée de Menabe*, 15 juin 2014. Disponible sur : <http://www.Association-fanamby.org/2014/06/15/exploitation-illicite-de-bois-de-palissandre-dans-laire-protégée>.

Rapport de la Banque mondiale, Revue de la gouvernance et de l'efficacité du développement, *Analyse d'économie politique de la gouvernance à Madagascar*, décembre 2010, p. 14. Disponible sur : <http://www.siteressources.worldbank.org/intmadagascarinfrench/ressources/gouvernance-es-fr>.

RATSIMANDRESY T., *Les dégradations de l'environnement à Madagascar*, exposé sur l'écologie végétale, 24 juin 2010, pp. 1-3. Disponible sur : <http://www.tolotalemurclub.wordpress.com/2010/06/24/les-dégradation-de-lenvironnement-a-madagascar>.



## TABLE DES MATIÈRES

<b>TITRE .....</b>	<b>1</b>
<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>3</b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION GENERALE.....</b>	<b>6</b>
<b>GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>6</b>
<b>MOTIVATION ET DÉLIMITATION DE LA THÉMATIQUE.....</b>	<b>7</b>
Pourquoi la période de 1975 à 2009 ? .....	8
Pourquoi le choix du bien commun ? .....	8
Pourquoi le choix du <i>Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise</i> ? .....	11
Présentation de la problématique .....	13
<b>PLAN DU TRAVAIL .....</b>	<b>15</b>
<b>PREMIERE PARTIE .....</b>	<b>19</b>
<b>LES CAUSES DU NON-RESPECT DU BIEN COMMUN AU SEIN DE LA SOCIETE MALGACHE .....</b>	<b>19</b>
Introduction de la première partie .....	20
<b>CHAPITRE I : VALEURS TRADITIONNELLES ET CULTURELLES MALGACHES ET POUVOIRS POLITIQUES AVANT L'INDÉPENDANCE .....</b>	<b>22</b>
Introduction .....	22
<b>1.1 Les valeurs traditionnelles malgaches .....</b>	<b>22</b>
1.1.1 Vue panoramique de Madagascar .....	22
1.1.2 La croyance aux ancêtres .....	24
1.1.3 La conception traditionnelle de Dieu .....	25
<b>1.2 Les valeurs culturelles du <i>fihavanana</i>.....</b>	<b>26</b>
1.2.1 Ce qu'est le <i>fihavanana</i> malgache .....	27
1.2.2 Le <i>fihavanana</i> comme source de solidarité.....	27
1.2.3 Les limites du <i>fihavanana</i> : altération et destruction .....	29
<b>1.3 De la colonisation à l'indépendance .....</b>	<b>32</b>
1.3.1 Le panorama historique des pouvoirs royaux .....	32
1.3.2 Le panorama historique de la colonisation.....	33
1.3.3 Les objectifs et les répercussions de la colonisation .....	33
1.3.4 De la décolonisation à l'indépendance .....	37
1.3.5 Le rapport entre pouvoirs politiques et christianisme .....	38

Conclusion.....	42
CHAPITRE II : LES DEUX RÉPUBLIQUES FACE A LA RÉALISATION DU BIEN COMMUN (1975-2009) .....	43
Introduction .....	43
<b>2.1 La deuxième République : Le gouvernement de <i>Ratsiraka</i> (1975-1993) .....</b>	<b>43</b>
2.1.1 Bilan de la 1ère République (1960-1975) .....	43
2.1.2 Les origines du pouvoir de la 2ème République .....	46
2.1.3 Le contexte international .....	47
2.1.4 Le choix du socialisme comme régime politique : le bien commun écarté .....	50
2.1.4.1 La Conférence épiscopale rappelle la première mission du pouvoir politique .....	50
2.1.4.2 L’agir politique des tenants du pouvoir en place .....	50
2.1.5 L’échec des options politiques du régime socialiste face au bien commun.....	51
2.1.5.1 L’affaiblissement de la puissance des tenants du pouvoir en place .....	52
2.1.5.2 Les fruits de la nationalisation : une économie effondrée.....	52
2.1.5.3 Les fruits de la malgachisation de l’enseignement : un génocide culturel.....	54
2.1.6 La période transitoire (de 1991 à 1993) .....	55
<b>2.2 La Troisième République de 1993 à 2009 .....</b>	<b>56</b>
2.2.1 Les échecs du gouvernement d’ <i>Albert Zafy</i> (1993-1996).....	57
2.2.2 Le retour de <i>Ratsiraka</i> au pouvoir (1996-2001).....	58
2.2.2.1 Une nouvelle déception de la majorité de la population .....	58
2.2.2.2 Le mépris de la mise en application de la démocratie.....	59
2.2.2.3 La mise en œuvre d’une politique économique désastreuse .....	59
2.2.3 Le gouvernement de <i>Marc Ravalomanana</i> (2002-2009) .....	61
2.2.3.1 <i>Marc Ravalomanana</i> et son itinéraire politique .....	62
2.2.3.2 Les choix politiques sous la présidence de <i>Ravalomanana</i> .....	63
2.2.3.2.1 L’intensification de l’ouverture au monde extérieur .....	63
2.2.3.2.2 Les caractéristiques de la politique intérieure du pouvoir .....	63
2.2.3.2.2.1 La pratique de centralisation des pouvoirs.....	64
2.2.3.2.2.2 Le non-respect de la politique de bonne gouvernance .....	64
2.2.3.5 Le problème de la politique d’ingérence entre État-Églises.....	66
2.2.3.4 Le non-respect de la laïcité de l’État .....	68
CHAPITRE III : LES VIOLATIONS DES PRINCIPES DE L’ETHIQUE POLITIQUE .....	71
Introduction .....	71
<b>3.1 Les comportements des politiciens et de l’autorité politique.....</b>	<b>71</b>

3.1.1 Les conceptions erronées et verrouillées de la politique.....	71
3.1.2 Les démagogies des politiciens et des pouvoirs politiques .....	72
3.1.2.1 Les slogans infructueux et sans conséquences positives.....	72
3.1.2.2 La réticence de la majorité du peuple devant l'engagement politique.....	74
3.1.2.3 Le manque de participation de tous les membres du corps social.....	75
3.1.3 La corruption et l'affairisme.....	77
3.1.3.1 La corruption .....	77
3.1.3.2 L'affairisme .....	80
<b>3.2 Les violations des droits humains fondamentaux.....</b>	<b>82</b>
3.2.1 Les violations des droits humains au niveau de la justice.....	83
3.2.2 Les violations des droits au niveau de la liberté d'expression .....	85
3.2.3 Les violations des droits des enfants et des femmes .....	86
3.2.4 Les violations effectives de la dignité de l'homme.....	88
<b>3.3 Le non-respect de la répartition équitable de la terre.....</b>	<b>89</b>
3.3.1 Le problème du droit à la propriété privée et les conflits fonciers.....	89
3.3.2 Les impacts de la crise foncière sur la vie économique et sociale .....	90
3.3.3 La répartition inéquitable des ressources naturelles forestières et minières .....	91
<b>3.4 Le non-respect de la démocratie.....</b>	<b>93</b>
3.4.1 Ce qu'est la démocratie .....	94
3.4.2 La démocratie et l'élection .....	94
3.4.3 Le non-respect de l'État de droit et du pluralisme politique .....	96
3.4.4 L'insuffisance de l'éducation politique des citoyens .....	99
<b>3.5 Les impacts négatifs des violations des principes de l'éthique politique .....</b>	<b>100</b>
3.5.1 Sur le plan sociopolitique : crises cycliques interminables.....	100
3.5.2 Sur le plan socioéconomique : une politique économique sans repères .....	103
3.5.3 Sur le plan socioreligieux : perte de crédibilité des Églises .....	105
3.5.4 Sur le plan environnemental : destruction de l'environnement.....	106
Conclusion.....	108
Conclusion de la première partie.....	109
DEUXIEME PARTIE .....	111
ÉTHIQUE SOCIALE ET REALISATION DU BIEN COMMUN SELON LE <i>COMPENDIUM DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE</i> .....	111
Introduction de la deuxième partie.....	112
CHAPITRE IV : LES FONDEMENTS ÉTHIQUES DU BIEN COMMUN .....	116

Introduction .....	116
<b>4.1 Le fondement du bien commun .....</b>	<b>116</b>
4.1.1 La dignité de la personne humaine .....	117
4.1.1.1 La conception de la dignité selon différentes doctrines .....	117
4.1.1.2 La conception de la dignité selon les Pères de l'Eglise.....	119
4.1.1.3 La conception de la dignité selon la doctrine sociale de l'Eglise.....	120
4.1.2 La socialité comme caractéristique naturelle de l'homme. ....	122
<b>4.2 La notion du bien commun .....</b>	<b>123</b>
4.2.1 Les différentes conceptions du bien commun .....	125
4.2.1.1 La conception du bien commun selon différents auteurs .....	125
4.2.1.2 La conception du bien commun dans différentes doctrines .....	128
4.2.2 Le bien commun dans la conception du Magistère de l'Eglise.....	129
4.2.3 Le bien commun dans la conception africaine et malgache .....	133
Conclusion.....	136
<b>CHAPITRE V : LES PRINCIPES D'ACTION ET VALEURS DE RÉFÉRENCE DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE AU SERVICE DU BIEN COMMUN .....</b>	<b>138</b>
Introduction .....	138
5.1 Le principe de solidarité vis-à-vis du bien commun .....	138
5.1.1 La solidarité comme principe social et vertu morale .....	139
5.1.2 La solidarité comme source de croissance intégrale de l'homme .....	141
<b>5.2 Le principe de la justice .....</b>	<b>142</b>
5.2.1 Les différents types de justice .....	143
5.2.1.1 La justice générale et particulière.....	143
5.2.1.2 La justice sociale .....	144
5.2.2 La justice comme garante de la répartition équitable des biens .....	144
5.2.3 La justice comme garante de la paix sociale .....	145
<b>5.3. Le principe de subsidiarité vis-à-vis du bien commun .....</b>	<b>146</b>
5.3.1 Le rôle du principe de subsidiarité .....	146
5.3.2 La subsidiarité comme source de la participation de tous.....	148
<b>5.4 Le principe de participation vis-à-vis du bien commun.....</b>	<b>149</b>
5.4.1 La participation comme garante de la démocratie.....	149
5.4.2 La participation comme devoir.....	151
<b>5.5 Les valeurs de référence : vertus sociales au service du bien commun .....</b>	<b>152</b>
5.5.1 Respect de la vérité.....	152

5.5.2 Respect de la liberté .....	153
5.5.3 Respect de l'amour.....	154
Conclusion.....	156
CHAPITRE VI : LE RESPECT DE CERTAINES VALEURS SOCIALES AU PROFIT DU BIEN COMMUN .....	157
Introduction .....	157
<b>6.1 Le rôle de l'autorité politique par rapport au bien commun .....</b>	<b>157</b>
6.1.1 La raison d'être de l'autorité politique : le bien commun .....	158
6.1.2 L'autorité politique comme sauvegarde de la morale .....	160
6.1.3 L'autorité politique au service de la société civile .....	162
<b>6.2 La sauvegarde des droits humains .....</b>	<b>163</b>
6.2.1 Le fondement de la création des droits humains .....	163
6.2.2 La conception de la doctrine sociale de l'Eglise sur les droits humains .....	165
6.2.3 Le rapport entre droits humains et bien commun.....	168
<b>6.3 La sauvegarde de la valeur de la démocratie .....</b>	<b>170</b>
6.3.1 La démocratie comme source de participation.....	171
6.3.2 La démocratie comme garante du pluralisme .....	174
<b>6.4 Le rapport entre l'Eglise et l'Etat : autonomie et coopération .....</b>	<b>177</b>
6.4.1 Le respect de l'autonomie de l'Eglise par rapport à la politique.....	177
6.4.2 L'indépendance de l'Eglise n'exclut pas la coopération.....	179
<b>6.5 La contribution de la communauté ecclésiale à l'œuvre pour la paix sociale .....</b>	<b>179</b>
6.5.1 L'engagement pour la paix sociopolitique .....	181
6.5.1.1 La lutte contre le terrorisme .....	182
6.5.1.2 La revendication des désarmements.....	183
6.5.1.3 L'engagement pour la paix : pardon et réconciliation.....	183
6.5.2 Les limites de l'intervention de l'Eglise dans les affaires politiques .....	185
Conclusion.....	186
Conclusion de la deuxième partie .....	187
TROISIÈME PARTIE.....	190
UNE ELABORATION DU NOUVEL APPORT DE LA PASTORALE SOCIALE DE L'EGLISE A MADAGASCAR AU SERVICE DU BIEN COMMUN .....	190
Introduction de la troisième partie .....	191

CHAPITRE VII : LA PROMOTION DE LA PASTORALE SOCIALE HABITUELLE DE L'EGLISE AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ MALGACHE AU PROFIT DU BIEN COMMUN .....	193
Introduction .....	193
<b>7.1 Les critères pour l'engagement de l'Eglise en matière sociopolitique.....</b>	<b>193</b>
7.1.1 Avoir la capacité de discerner .....	194
7.1.2 Avoir le courage de s'engager.....	195
7.1.3 Avoir le sens de la responsabilité.....	196
<b>7.2 La fonction critique de l'Eglise envers la société. ....</b>	<b>197</b>
7.2.1 L'Eglise comme institution critique sociale.....	197
7.2.2 La fonction critique de l'Eglise comme véritable charité pastorale.....	199
7.2.3 La relecture des signes des temps comme devoir de l'Eglise .....	201
<b>7.3 La fonction critique de l'Eglise face aux régimes politiques .....</b>	<b>202</b>
7.3.1 Sous le régime socialiste de la deuxième République (1975-1991).....	202
7.3.2 Sous le régime démocratique de la troisième République (1991-2009) .....	204
<b>7.4 L'Eglise lutte pour le processus démocratique .....</b>	<b>206</b>
7.4.1 Le positionnement de l'Eglise catholique en faveur de la démocratie.....	206
7.4.2 Lutte pour le bon fonctionnement de la démocratie.....	208
7.4.2.1 Lutte pour la prise en considération du multipartisme .....	208
7.4.2.2 Le renforcement du pouvoir démocratique .....	209
7.4.2.3 La lutte pour des élections justes et transparentes.....	210
<b>7.5 La lutte de l'Eglise pour les droits humains.....</b>	<b>211</b>
7.5.1 La remise en cause des droits humains à Madagascar .....	211
7.5.2 La lutte pour les droits humains fondamentaux .....	212
7.5.2.1 La lutte pour le respect du droit à la vie .....	212
7.5.2.2 La lutte pour le droit au travail.....	213
7.5.2.3 La lutte pour le droit des femmes et des enfants .....	216
7.5.2.4 La lutte pour le droit à la liberté d'expression et d'opinion .....	219
7.5.2.5 La lutte pour le droit des prisonniers.....	220
<b>7.6 L'engagement de l'Eglise pour la justice sociale .....</b>	<b>221</b>
7.6.1 L'origine de l'injustice sociale : la corruption .....	221
7.6.2 Les conséquences de la corruption et de l'injustice .....	221
7.6.3 Apport de l'Eglise catholique pour la lutte contre la corruption et l'injustice.....	223
7.6.3.1 Appel à la conversion .....	223

7.6.3.2 Appel à être témoins de la foi et de l'Évangile .....	225
7.6.3.3 Appel à la prise de responsabilité commune .....	226
7.6.3.3.1 Responsabilité spécifique des divers mouvements.....	226
7.6.3.3.2 Appel au sein de la communauté ecclésiale .....	227
7.6.3.3.3 Appel au gouvernement.....	227
7.6.3.3.4 Appel aux pays riches.....	228
<b>7.7 L'engagement de l'Eglise pour la paix sociale .....</b>	<b>229</b>
7.7.1 Lutte en faveur de la paix sociopolitique : non à la violence, oui à la vie .....	229
7.7.2 La lutte pour la paix : le pardon et la réconciliation.....	230
7.7.3 Lutte pour la paix : répartition équitable de la terre et de ses biens .....	233
Conclusion.....	234
<b>CHAPITRE VIII : LA PROMOTION D'UN LAÏCAT ENGAGÉ EN MATIÈRE POLITIQUE EN FAVEUR DU BIEN COMMUN AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ MALGACHE .....</b>	<b>235</b>
Introduction .....	235
<b>8.1 Nécessité de l'engagement des laïcs en matière sociopolitique .....</b>	<b>236</b>
8.1.1 Les laïcs : membres responsables de la mission libératrice de l'Eglise .....	237
8.1.2 L'organisation des affaires temporelles comme devoir des laïcs.....	238
8.1.3 Autonomie et limites de l'engagement des laïcs dans les affaires temporelles .....	239
8.1.4 L'engagement politique de l'Eglise comme droit et devoir .....	240
8.1.5 L'engagement politique de l'Eglise : un devoir d'urgence .....	242
<b>8.2 Une condition impérative pour la promotion de l'engagement politique des laïcs : l'éducation et la formation.....</b>	<b>243</b>
8.2.1 Les différents lieux de l'éducation et de la formation.....	243
8.2.1.1 La famille comme premier lieu de l'éducation et de la formation .....	244
8.2.1.2 Les établissements scolaires catholiques.....	246
8.2.1.3 Les communautés ecclésiales de base .....	247
8.2.1.4 Les mouvements et associations ecclésiaux.....	248
8.2.2 Une éducation et formation orientées vers la concrétisation du bien commun.....	249
8.2.2.1 Former et instruire pour avoir le sens du discernement .....	249
8.2.2.2 Eduquer des personnes dignes et responsables .....	250
8.2.2.3 Le développement implique un éveil des citoyens.....	251
8.2.2.4 Eveiller aux initiatives personnelles.....	253
8.2.2.5 Renforcer la diffusion de la doctrine sociale de l'Eglise.....	254

<b>8.3 La nécessaire création d'associations ecclésiales en vue du bien commun au sein de la société malgache.....</b>	<b>255</b>
8.3.1 La nécessaire promotion des associations ecclésiales .....	255
8.3.1.1 Du droit de susciter des associations ecclésiales.....	255
8.3.1.2 Des associations pour favoriser la vie sociale.....	258
8.3.1.3 La mise en place des responsabilités des principales associations.....	259
8.3.1.3.1 La responsabilité de la Caritas .....	259
8.3.1.3.2 La responsabilité de Justice et Paix .....	261
8.3.2 Les objectifs de la promotion des associations ecclésiales .....	262
8.3.2.1 Promouvoir la participation de la femme à la vie politique .....	262
8.3.2.2 Promouvoir le développement de la société civile .....	264
8.3.2.3 Eduquer les citoyens au dialogue politique .....	266
8.3.2.4 Eduquer des laïcs associés au contrôle des activités des décideurs .....	268
Conclusion.....	269
<b>CHAPITRE IX : LA CONTRIBUTION D'UNE NOUVELLE PASTORALE SOCIALE DE L'EGLISE CATHOLIQUE AU SERVICE DU BIEN COMMUN DANS LA SOCIÉTÉ MALGACHE .....</b>	<b>271</b>
Introduction .....	271
<b>9.1 La dimension œcuménique de l'engagement politique des Eglises du FFKM.....</b>	<b>272</b>
9.1.1 L'origine et la finalité du FFKM.....	273
9.1.1.1 Le rôle interne du FFKM .....	273
9.1.1.2 Le rôle externe du FFKM : son engagement dans la vie nationale .....	274
9.1.2 Le renouveau de l'engagement politique de l'Eglise catholique au sein du FFKM ....	276
9.1.2.1 Lutte contre l'ingérence politique .....	276
9.1.2.2 Lutte pour la mise en place d'un Etat de droit .....	279
9.1.2.3 Lutte pour la mise en œuvre de la bonne gouvernance .....	281
<b>9.2 Vers une nouvelle orientation des méthodes d'évangélisation du social au service du bien commun au sein de la société malgache .....</b>	<b>283</b>
9.2.1 Sur le plan sociopolitique .....	283
9.2.1.1 Exhorter à l'inculturation de la démocratie.....	283
9.2.1.2 Créer des centres en vue du dialogue politique.....	285
9.2.1.3 Retrouver le sens du politique .....	286
9.2.1.4 Accompagner moralement et spirituellement les politiciens malgaches .....	288
9.2.1.5 Prendre en considération le rôle des médias catholiques .....	290



9.2.1.6 Favoriser la prise de conscience de la souveraineté du peuple .....	292
9.2.1.6.1 Renforcer le sens de la citoyenneté .....	292
9.2.1.6.2 Développer une culture de participation.....	294
9.2.2 Sur le plan socioéconomique.....	295
9.2.2.1 La contribution de l'Eglise au développement socioéconomique.....	295
9.2.2.1.1 Le développement face à la mondialisation .....	298
9.2.2.1.2 Le travail comme condition interne du développement .....	300
9.2.2.2 Les chantiers qui attendent l'Eglise .....	303
9.2.2.2.1 Les chantiers à court terme .....	303
9.2.2.2.2 Les chantiers à long terme .....	303
9.2.3 Sur le plan socioculturel .....	304
9.2.3.1 La remise en valeur de la culture malgache du <i>fihavanana</i> .....	305
9.2.3.2 Le rétablissement de l'unité des ethnies entre elles .....	307
9.2.3.3 Lutte contre l'analphabétisme .....	308
9.2.4 Sur le plan socioreligieux .....	310
9.2.4.1 Le renforcement de l'unité des Eglises entre elles .....	310
9.2.4.2 Le maintien de l'indépendance de l'Eglise face à la politique.....	312
9.2.4.3 La pratique politique de la charité chrétienne .....	314
9.2.5 Sur le plan écologique .....	316
9.2.5.1 Lutte contre la déforestation abusive .....	316
9.2.5.2 Lutte contre l'exploitation déraisonnable des ressources naturelles .....	318
Conclusion.....	320
Conclusion de la troisième partie .....	322
CONCLUSION GÉNÉRALE .....	324
Panorama de la thèse .....	324
Résultats de la thèse .....	336
Perspectives d'avenir de la thèse.....	337
TABLE DES MATIÈRES .....	353